

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 AOUT 1948.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Société anonyme des Pétroles du Congo, à Bruxelles

Rue de Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 48194.

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 21 et 27 janvier 1911, n° 372 et 500 *bis*; des 8 mai 1924, 1^{er} février 1928, 6 novembre 1936, 3 juillet 1938 et 30-31 décembre 1946, n° 5828, 1231, 15344, 10715 et 23050.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Premier établissement	fr. 99.611.166,93
Terrains	5.425.163,60
Immeubles et mobilier	24.166.616,21
Barges-citernes et installations d'accos- tage	17.797.732,42
Installations diverses	25.068.605,02
Frais de constitution	16.459,26
Frais d'études	63.905,40
Frais de prorogation et modification titres	976.553,15
Frais d'augmentation du capital . . .	1.026.308,02

174.152.510,01

Kaowarsom
Louizalaan - avenue Louise 23
B-1050 Brussel - Bruxelles
<http://www.kaowarsom.be>

158417

II. *Réalisable* :

Portefeuille	17.903.451,—	
Approvisionnements et marchandises	47.395.097,18	
Avances aux fournisseurs	17.377.495,38	
Débiteurs divers	47.890.470,20	
		<u>130.566.513,76</u>

III. *Disponible* :

Caisses et service financier	69.694.817,96	
--	---------------	--

IV. <i>Comptes divers et cautionnements</i>	1.189.504,98	
---	--------------	--

V. <i>Acomptes sur impôts</i>	8.518.971,—	
---	-------------	--

VI. *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires	pour mémoire	
------------------------------	--------------	--

Fr. 384.122.317,71

PASSIF.

I. *Envers la société* :

Capital : représenté par 525.000 parts sociales sans désignation de valeur	50.000.000,—	
Réserve légale	5.000.000,—	
Fonds de réfection	6.000.243,60	
Réserve de réévaluation provisoire	111.837.595,70	
Provision pour éventualités diverses	8.500.000,—	
Fonds d'amortissements s/immobilisations	73.648.373,53	
		<u>254.986.212,83</u>

II. *Envers les tiers* :

Coupons restant à payer	2.357.088,45	
Créditeurs divers	10.740.906,87	
		<u>13.097.995,32</u>

III. <i>Comptes créditeurs, provisions pour impôts et divers à ventiler</i>	78.928.462,51	
---	---------------	--

IV. *Compte d'ordre* :

Déposants statutaires	pour mémoire	
---------------------------------	--------------	--

V. *Profits et pertes* :

Report de l'exercice 1946	754.636,08	
Bénéfice de l'exercice 1947	36.355.010,97	
		<u>37.109.647,05</u>

Fr. 384.122.317,71

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux, frais d'entretien, charges sociales et prévisions pour impôts	fr.	36.064.237,37
Amortissements :		
Sur immobilisations	7.967.163,33	
Sur portefeuille	216.020,80	
		<u>8.183.184,13</u>
Bénéfice :		
Reporté de 1946	754.636,08	
De l'exercice 1947	36.355.010,97	
		<u>37.109.647,05</u>
	Fr.	<u><u>81.357.068,55</u></u>

CREDIT.

Revenus d'exploitation	fr.	78.788.309,70
Revenus du portefeuille	1.814.122,77	
		<u>80.602.432,47</u>
Report de l'exercice 1946		754.636,08
		<u>81.357.068,55</u>
	Fr.	<u><u>81.357.068,55</u></u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividende :		
60 fr. 24 c. aux 525.000 parts sociales	fr.	31.626.000,—
15 p. c. de 33.205.010 fr. 97 c., à la disposition du Conseil d'administration et du Collège des commissaires		4.980.751,65
Report à nouveau		<u>502.895,40</u>
	Fr.	<u><u>37.109.647,05</u></u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 11 juin 1948.*

L'assemblée, à l'unanimité :

Approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947, ainsi que la répartition du bénéfice, conformément à l'article 39 des statuts.

Décharge est donnée aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947, par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

Réélit MM. Georges Geerst et Georges Lumaye en qualité d'administrateurs, jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 1954.

Elit en qualité de commissaire M. Léon Castelain, directeur de la « Petrofina », demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 122, avenue Jules César, en remplacement et pour achever le mandat de M. Prosper Beniest, décédé, mandat expirant en 1951.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

Vice-président :

M. Georges Godeau, administrateur-directeur de la Compagnie financière belge des Pétroles (Pétrofina), 220a, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Georges Lumaye, administrateur délégué de la « Socotole », Société coloniale de la Tôle, 153, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Alfred Cousin, industriel, 24, avenue Brugmann, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Georges Geerts, administrateur délégué de la Compagnie du Congo Belge, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek-Bruxelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle-Bruxelles.

M. Jules Moreau de Melen, administrateur-directeur de la Compagnie financière belge des Pétroles (Pétrofina), 375, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 12, avenue Henri Pirenne, Uccle-Bruxelles.

M. Laurent Wolters, administrateur-directeur de la Compagnie financière belge des Pétroles (Pétrofina), 42, rue de l'Industrie, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Julien Baillon, avocat près la Cour d'Appel, 40, rue Saint-Bernard, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert van den Perre, administrateur de sociétés, 135, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles.

DELEGUE DE LA COLONIE.

M. Théodore Heyse, directeur général-conseiller technique au Ministère des Colonies, 57, rue du Prince-Royal, Ixelles-Bruxelles.

SOCIETE ANONYME DES PETROLES AU CONGO.

(signé) G. GODEAU.

(signé) G. LUMAYE.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 12 juin 1948, volume 894, folio 77, case 11. Deux rôles sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) A. Meunier.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 15 juin 1948.)

Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles numéro 1041.

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS.**

L'an mil neuf cent quarante-huit, le huit juin.

Au siège administratif de la Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA », société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif, 112, rue du Commerce, à Bruxelles.

Devant Maître Jean-Maurice DE DONCKER, notaire à Bruxelles, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des propriétaires de parts sociales de la société constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie, suivant acte sous seing privé en date à Bruxelles du vingt-trois janvier mil neuf cent vingt-six, enregistré à Bruxelles (Actes sous seing privé), le vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-six, volume 679, folio 26, case 7, au droit de trente-sept francs cinquante centimes, approuvée par arrêté royal du trois mars mil neuf cent vingt-six (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars dito) et dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

1. Du dix-huit mai mil neuf cent vingt-six, approuvé par arrêté royal du neuf juillet mil neuf cent vingt-six et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt-six.

2. Du vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-sept, approuvé par arrêté royal du vingt décembre mil neuf cent vingt-sept et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent vingt-huit.

3. Du vingt-trois février mil neuf cent vingt-huit, approuvé par arrêté royal du quinze mars mil neuf cent vingt-huit et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent vingt-huit.

4. Du vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-huit, approuvé par arrêté royal du six février mil neuf cent vingt-neuf et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-neuf.

5. Du quatre octobre mil neuf cent vingt-neuf, approuvé par arrêté royal du quatorze novembre mil neuf cent vingt-neuf et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent vingt-neuf.

6. Du dix-sept juillet mil neuf cent trente-et-un, approuvé par arrêté royal du vingt-huit septembre mil neuf cent trente-et-un, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente-et-un.

7. Du dix-sept mars mil neuf cent trente-six, non sujet à approbation par arrêté royal, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent trente-six.

8. Du vingt-six novembre mil neuf cent trente-sept, approuvé par arrêté royal du vingt-sept décembre mil neuf cent trente-sept, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent trente-huit.

9. Du vingt septembre mil neuf cent trente-huit, approuvé par arrêté royal du treize octobre mil neuf cent trente-huit, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent trente-huit.

Et dont la coordination des statuts, enregistrée à Bruxelles (Actes administratifs et actes sous seings privés), le vingt-sept octobre mil neuf cent trente-huit, volume 822, folio 77, case 11/1 au droit de quinze francs a été publiée au « Moniteur Belge » — annexes — des deux/trois novembre mil neuf cent trente-huit, *sub* numéro 14.628.

La séance est ouverte à onze heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Pierre Orts, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise.

Monsieur le Président choisit parmi les propriétaires de parts sociales présents deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée, qui ratifie ce choix.

Messieurs Raymond Mathieu et Frans Peeters, tous deux ci-après nommés, présents et qui acceptent.

Le bureau désigne comme secrétaire Monsieur Albert Fraeys, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, 2a, rue Frémineur.

Sont présents ou représentés, les propriétaires de parts sociales dont les noms suivent, lesquels, d'après renseignements fournis possèdent respectivement les titres ci-après, savoir :

Le « Crédit Général du Congo », société anonyme en liquidation, établie à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Représentée par Monsieur Georges Poumay, expert-comptable, demeurant à Schaerbeek, 175, rue des Palais, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du vingt-six mai mil neuf cent quarante-huit.

Propriétaire de trente-sept mille sept cents parts sociales . . . 37.700

Monsieur Edouard Chaudron, industriel, 495, avenue Louise, à Bruxelles.

Propriétaire de dix parts sociales 10

Monsieur Marcel Hansen, ingénieur civil A. I. Lv., 18b, rue Montoyer, à Bruxelles.

Propriétaire de dix parts sociales 10

Monsieur Raymond Mathieu, statuaire, 12, rue Fernand Le noir, à Jette-Saint-Pierre.

Propriétaire de dix parts sociales 10

Monsieur Frans Peeters, agent de change, 35, place Jamblinne de Meux, à Bruxelles.

Propriétaire de dix parts sociales 10

Le Comptoir Auxiliaire, société anonyme, 135, boulevard Maurice Lemonnier, à Bruxelles.

Représenté par Monsieur Raymond Mathieu, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du cinq juin mil neuf cent quarante-huit.

Propriétaire de cinq cent cinquante parts sociales 550

Ensemble : trente-huit mille deux cent nonante parts sociales 38.290

Les originaux des deux procurations toutes sous seing privé, demeureront ci-annexés pour être soumis à la formalité de l'enregistrement avec les présentes.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire d'acter :

I. — Que les propriétaires de parts sociales ont été convoqués en assemblée générale extraordinaire à ces jour, heure et lieu, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1) Constatation d'une plus-value de trois millions de francs sur les six mille actions de la Société « Symaf » dont la Société « Remina » est propriétaire; comptabilisation de cette plus-value dans un compte de réserve indisponible;

2) Augmentation du capital social à concurrence de cinq millions de francs, pour le porter de cinq millions à dix millions de francs, par incorporation au capital de la réserve indisponible de trois millions de francs dont question au *primo* ci-dessus, et de la réserve spéciale de deux millions de francs, précédemment constituée; cette augmentation de capital se faisant sans émission de nouvelles parts sociales;

3) Modifications aux statuts :

a) pour les mettre en concordance avec l'augmentation du capital, aux articles 5 et 6;

b) pour y apporter les compléments et amendements ci-après :

à l'article 2 : pour préciser que le transfert éventuel du siège social doit être approuvé par arrêté royal;

à l'article 11 : pour remplacer le premier alinéa par : « Il est tenu au siège social un registre des parts sociales nominatives »;

à l'article 12 : pour remplacer le premier alinéa par : « La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription sur le registre des parts sociales nominatives »;

à l'article 14 : pour ajouter au premier alinéa : « Sauf décision contraire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités peuvent être faites au siège administratif »;

à l'article 25 : pour remplacer le premier alinéa par : « Les décisions du Conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres présents » ;

à l'article 38 : pour remplacer le cinquième alinéa par : « Le Conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations » ;

à l'article 41 : pour remplacer la première phrase par : « Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion » ;

à l'article 42 : pour remplacer le second alinéa par : « Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu par l'alinéa précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, déposer au siège social, ou au siège administratif si le Conseil l'admet, les titres en nombre prévu, ou tout au moins un certificat de dépôt de ces titres dans une banque » ;

à l'article 47 : pour remplacer le premier alinéa par : « Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent » ;

à l'article 52 : pour y introduire un nouveau paragraphe 2°) ainsi conçu : « 2°) Les montants que l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, déciderait d'affecter à des fonds spéciaux de réserve, à des fonds de prévision, à des amortissements extraordinaires, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale » ;

au même article 52, pour numéroté 3°, 4° et 5° les paragraphes 2°, 3° et 4° actuels, et pour supprimer le dernier alinéa de cet article ;

à l'article 59 : pour remplacer au premier et au troisième alinéa, les mots « siège administratif de la société en Belgique » et les mots « siège administratif de la société » par « siège social ».

4) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour exécuter les décisions prises.

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été publiées conformément à l'article 41 des statuts, dans les journaux suivants dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau :

Le « Moniteur Belge » du vingt-deux mai mil neuf cent quarante-huit.

L'« Echo de la Bourse » des vingt-et-un/vingt-deux mai mil neuf cent quarante-huit.

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », annexe du vingt-deux mai mil neuf cent quarante-huit.

Que de plus des lettres missives ont été adressées aux propriétaires de parts sociales nominatives.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les propriétaires de parts sociales et leurs mandataires se sont conformés à l'article 39 des statuts et aux avis de convocation pour le dépôt de leurs titres.

IV. — Que sur les cinquante mille parts sociales sans mention de valeur nominale constituant le capital social, il est représenté trente-huit mille deux cent nonante parts sociales, soit plus de la moitié du capital social.

Qu'en conséquence, la présente assemblée générale extraordinaire est valablement constituée pour délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

V. — Que chaque part sociale donne droit à une voix.

Ces faits exposés et reconnus exacts, la présente assemblée reconnaît qu'elle est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour; elle prend connaissance du rapport du Conseil d'administration relatif aux propositions qui lui ont été soumises, et après avoir délibéré prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de constater une plus-value de trois millions de francs sur les six mille actions de mille francs de la Société « Symaf » dont la Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina » est propriétaire, et décide de comptabiliser cette plus-value en un compte de réserve indisponible.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter et augmente effectivement le capital social à concurrence de cinq millions de francs, pour le porter de cinq à dix millions de francs par l'incorporation au capital :

1°) de la réserve indisponible de trois millions de francs dont la comptabilisation vient d'être décidée;

2°) de la réserve spéciale de deux millions de francs, comportant le montant de sept cent cinquante mille francs porté sous cette dénomination au bilan de la société arrêté au trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-sept et approuvé par l'assemblée générale de ce jour, et le montant de un million deux cent cinquante mille francs que la même assemblée a décidé de prélever sur les bénéfices de l'exercice mil neuf cent quarante-sept pour l'affecter à la dite réserve spéciale.

Cette augmentation de capital est réalisée sans émission de parts sociales nouvelles, chacune des parts sociales existantes continuant à représenter un/cinquante millième du nouveau capital.

TROISIEME RESOLUTION.

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier les articles 5 et 6 des statuts comme suit :

a) le texte de l'article 5 est remplacé par le suivant :

« Article 5 : Le capital social est fixé à dix millions de francs représenté par cinquante mille parts sociales sans mention de valeur nominale, représentant chacune un/cinquante millième de l'avoir social ».

b) *article 6* : il est ajouté *in fine* de cet article un nouvel alinéa ainsi conçu :

« 9° Ainsi qu'il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des propriétaires de parts sociales de la société, dressé le huit juin mil neuf cent quarante-huit par Maître De Doncker, notaire à Bruxelles, le capital social a été porté de cinq millions à dix millions de francs par incorporation de réserves et sans émission de nouvelles parts sociales ».

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les compléments et amendements ci-après :

Article 2 : la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article est remplacé par : « Ils pourront être transférés dans toute autre localité du Congo Belge, par simple décision du Conseil d'administration et après autorisation par arrêté royal ».

Article 11 : Le premier alinéa de cet article est remplacé par : « Il est tenu au siège social un registre des parts sociales nominatives ».

Article 12 : Le premier alinéa de cet article est remplacé par : « La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription sur le registre des parts sociales nominatives ».

Article 14 : Il est ajouté au premier alinéa de cet article : « Sauf décision contraire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités peuvent être faites au siège administratif ».

Article 25 : Le premier alinéa de cet article est remplacé par :

« Les décisions du Conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres présents ».

Article 38 : Le cinquième alinéa de cet article est remplacé par :

« Le Conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations ».

Article 41 : La première phrase de cet article est remplacée par : « Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion ».

Article 42 : Le second alinéa de cet article est remplacé par : « Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu par l'alinéa précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, déposer au siège social, ou au siège administratif si le Conseil l'admet, les titres en nombre prévu, ou tout au moins un certificat de dépôt de ces titres dans une banque » ;

Article 47 : Le premier alinéa de cet article est remplacé par : « Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent » ;

Article 52 : Il est intercalé un paragraphe 2°) conçu comme suit :

« 2°) Les montants que l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, déciderait d'affecter à des fonds spéciaux de réserve, à des fonds de prévision, à des amortissements extraordinaires, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale ».

Les numéros des paragraphes 2°, 3° et 4° actuels sont respectivement remplacés par les numéros 3°, 4° et 5°.

Le dernier alinéa de cet article est supprimé.

Article 59 : Aux premier et troisième alinéas de cet article les mots : « Siège administratif de la société en Belgique » et les mots « Siège administratif de la société » sont remplacés par « siège social ».

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de conférer et confère effectivement au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour exécuter les décisions prises.

DELIBERATION.

Toutes et chacune des résolutions qui précèdent ont été prises sous réserve d'approbation par arrêté royal et ont été votées, à l'unanimité.

DISPENSE DE REDUCTIONS.

Toutes les résolutions étant prises à l'unanimité, l'assemblée et les scrutateurs constatent qu'il n'y a pas lieu de procéder aux réductions prévues par l'article 40 des statuts.

DECLARATION RELATIVE AUX FRAIS.

Les comparants déclarent que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède s'élève à soixante-quinze mille francs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à onze heures quarante-cinq minutes.

Dont procès-verbal, dressé date et lieu que dessus.

Et lecture faite, tant de présentes que de l'article 203 du Code belge des droits d'enregistrement, les membres du bureau ont signé avec nous, notaire.

(signé) Orts — F. Peeters — R. Mathieu — A. Fraeys — Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le quatorze juin 1948, volume 175, folio 99, case 1, quatre rôles, sept renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) F. Schoeters.

Pour expédition conforme sans les annexes.

N° 6431.

Reçu quatre francs.

Vu par nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance siégeant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître De Doncker, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 19 juin 1948.

(s./g.) Illisible.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht J. apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 21 juin 1948.

Le directeur (s./g.) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-contre.

Bruxelles, le 21 juin 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s./g.) P. Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 15 juillet 1948.
*Pour le Ministre des Colonies
en mission.
Le Ministre de l'Agriculture,*

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 15^e Juli 1948.
*Voor de Minister van Koloniën
op zending.
De Minister van Landbouw*

(s./g.) P. M. ORBAN.

Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
du 6 juillet 1948.*

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le Conseil délègue à Monsieur Robert ANGERHAUSEN, avec le titre de fondé de pouvoirs, les pouvoirs suivants :

a) retirer de l'administration des postes, de toutes autres administrations et entreprises de transports, messageries, roulages et autres, toutes lettres et correspondances, chargées ou recommandées, tous mandats-poste ou télégraphiques, tous colis, paquets, groupes d'argent, valeurs, en délivrer reçus et décharges.

b) conjointement avec le président, ou à son défaut, avec un administrateur, donner quittance, émettre tous chèques et opérer tous retraits de fonds par le débit du compte ouvert à notre Société à la Banque de la Société Générale de Belgique et éventuellement aux chèques postaux.

c) conjointement avec le président ou un administrateur accès au coffre de la Société à la Banque de la Société Générale de Belgique.

Bruxelles, le 6 juillet 1948.

Pour extrait conforme :

Le président du Conseil d'administration,
JADOT.

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
du 13 juillet 1948.*

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le Conseil délègue à Monsieur Robert ANGERHAUSEN, avec le titre de fondé de pouvoirs, les pouvoirs suivants :

a) retirer de l'administration des postes, de toutes autres administrations et entreprises de transports, messageries, roulages et autres, toutes lettres et correspondances, chargées ou recommandées, tous mandats-poste ou télégraphiques, tous colis, paquets, groupes d'argent, valeurs, en délivrer reçus et décharges.

b) conjointement avec le président, ou à son défaut, avec un administrateur, donner quittance, émettre tous chèques et opérer tous retraits de fonds par le débit du compte ouvert à notre Société à la Banque de la Société Générale de Belgique et éventuellement aux chèques postaux.

c) conjointement avec le président ou un administrateur accés au coffre de la Société à la Banque de la Société Générale de Belgique.

Bruxelles, le 13 juillet 1948.

Pour extrait conforme :

Le président du Conseil d'administration,

JADOT.

Société Générale Africaine d'Electricité (SOGEELEC)

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 46.670.

Constituée le 12 juin 1930 et autorisée par arrêté royal du 14 juillet 1930. Statuts modifiés par les assemblées générales du 22 novembre 1935 et du 28 mai 1945. Publications légales : Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1930, 15 mai 1936 et 15 août 1945. Annexes au « Moniteur Belge » des 22/23 juillet 1930, 21 décembre 1935 et 28 juin 1945 (Actes n° 12041, 16361 et 8782).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale annuelle du 19 juillet 1948.

ACTIF.

Immobiliisé :

Installations Elisabethville, Jadotville et Kipushi fr.	27.487.979,66	
Lignes haute tension	58.413.502,65	
Poste de transformation de Jadotville	29.599.932,95	
Compteurs et matériel en location	1.368.387,58	
		116.869.802,84
Travaux en cours		3.970.641,42

Réalisable :

Portefeuille (y compris Obligations Emprunt de l'Assainissement Monétaire)	19.829.865,—
Caisses, banques, dépôts et effets à recevoir	30.758.455,09
Fonds indisponibles	3.798.000,—

Débiteurs divers	17.758.381,37
Approvisionnements	20.654.846,61
Amortissements :	
exercices antérieurs	2.554.828,36
exercice 1947	337.495,94
	<u>2.892.324,30</u>
	17.762.522,31

Divers :

Cautionnements déposés par la Société	17.021,75
Comptes débiteurs	1.983.944,—

Compte d'ordre :

Dépôts en garantie de gestion	pour mémoire
	<u>Fr. 212.748.633,78</u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital :

160.000 actions de capital de 500 francs . . . fr.	80.000.000,—
100.000 actions de dividende sans valeur nominale . . .	—
Fonds de réserve social	6.606.247,35
Fonds d'amortissement	83.932.160,80
Fonds de renouvellement	1.499.689,35

Dettes sans garanties réelles :

Versement non appelé sur titres de portefeuille . . .	320.000,—
Créditeurs divers	24.531.087,77
Coupons restant à payer	1.338.216,80

Divers :

Cautionnements constitués auprès de la société . . .	799.126,52
Comptes créditeurs	119.155,38

Compte d'ordre :

Déposants en garantie de gestion	pour mémoire
Profits et Pertes	13.602.949,81
	<u>Fr. 212.748.633,78</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	491.698,73
Impôts et taxes		173.396,—
Provision pour impôts		3.000.000,—
Amortissements sur titres du portefeuille		851.170,10
Amortissements		8.837.495,94
Solde créditeur		13.602.949,81
	Fr.	<u>26.956.710,58</u>

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation, intérêts et divers	fr.	<u>26.956.710,58</u>
--	-----	----------------------

REPARTITION.

Solde disponible	fr.	13.602.949,81
5 p. c. au fonds de réserve social		680.147,49
		<u>12.922.802,32</u>
Premier dividende de francs 36,144 brut à chacune des 160.000 actions de capital		5.783.132,53
		<u>7.139.669,79</u>
10 p. c. au Conseil d'administration, au Comité technique et au Collège des commissaires		713.966,98
		<u>6.425.702,81</u>
Solde		6.425.702,81
75 p. c. aux actions de capital : soit fr. 30,120 brut à cha- cune des 160.000 actions de capital		4.819.277,11
		<u>1.606.425,70</u>
25 p. c. aux actions de dividende : soit fr. 16,064 brut à chacune des 100.000 actions de dividende		1.606.425,70
		<u>1.606.425,70</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et administrateur-délégué :

M. Robert Bette, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock, à Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, à Elisabethville, Congo Belge.

M. Victor Doods, ingénieur, 571, avenue Louise, à Bruxelles.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, place de Meir, à Anvers.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée à Bruxelles.

M. Christian Janssens, administrateur de sociétés, 24, avenue des Muquets, Quatre-Bras, Tervueren.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur, à Uccle.

M. Edmond Rommel, directeur de société, 48, rue des Pavots à Schaerbeek.

M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine à Bruxelles.

M. Marcel Strauwen, ingénieur, 23, avenue Wellington, à Uccle.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 12, avenue Henri Pirenne à Uccle.

M. Robert Van Cauwenberghe, directeur de la Société Générale de Belgique, 17, rue Guimard, à Bruxelles.

M. Eugène Van Wynsberghe, licencié en sciences commerciales, 80, rue de Linthout, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, 77, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre.

M. Louis Habran, sans profession, 33, rue Van Ostade, à Bruxelles.

M. Désiré Van Bleyenbergh, directeur de société, 25, avenue Henri Pirenne à Uccle.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 19 juillet 1948.

« L'assemblée réélit, en qualité d'administrateur, Monsieur Robert Thys. Son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée ordinaire de 1954. »

ETAT DU CAPITAL SOCIAL A LA DATE DU 19 JUILLET 1948.

160.000 actions de capital de 500 fr. entièrement libérées : 80.000.000,—
100.000 actions de dividende sans valeur nominale.

Bruxelles, le 19 juillet 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE GENERALE AFRICAINE D'ELECTRICITE (SOGEELEC)
Société congolaise à responsabilité limitée.

Deux administrateurs,
(signatures illisibles.)

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du Commerce n° 15268.

Siège social à Elisabethville (Katanga).

Siège administratif, 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Créée par décret du Roi Souverain en date du 31 octobre 1906, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906 (n° 11, page 460 et suivantes. Annexes au « Moniteur Belge » du 27/28 octobre 1919 - pages 1010 et suivantes).

Modifications aux statuts votées :

1°) par l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 1925, approuvées par A. R. du 29 mai 1925 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, page 276 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, pages 336 et suivantes) ;

2°) par l'assemblée générale extraordinaire du 3 juillet 1928, approuvées par A. R. du 4 septembre 1928 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, page 4735 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, pages 1371 et suivantes) ; Annexes au « Moniteur Belge » du 27 juillet 1928, pages 1096 et 1097.

3°) par l'assemblée générale extraordinaire du 20 février 1940, approuvées par A. R. du 15 mars 1940 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 403 et 404 publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 208 et suivantes).

BILAN DE L'EXERCICE 1947.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Intervention dans le Fonds de Construction L. K. D. . fr. 2.000.000,—

II. Réalisable :

Portefeuille 9.413.129,—

Débiteurs divers 945.198,—

10.358.327,—

III. Disponible 2.884.410,—

15.242.737,—

IV. Comptes d'ordre :

Gestions diverses 1.644.109,262

Garanties statutaires pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

Fr. 1.659.351,999

PASSIF.

I. *Dettes de la compagnie envers elle-même :*

Capital	fr. 5.100.000,—	
Fonds de Prévisions	3.900.000,—	
		<u>9.000.000,—</u>

II. *Dettes de la compagnie envers des tiers :*

Créditeurs divers	1.136.050,—
-----------------------------	-------------

III. <i>Comptes créditeurs</i>	813.735,—
--	-----------

IV. <i>Profits et Pertes</i>	4.292.952,—
--	-------------

15.242.737,—

V. *Comptes d'ordre :*

Gestions diverses	1.644.109,262
-----------------------------	---------------

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
--	--------------

Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
---	--------------

Fr. 1.659.351,999

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration	fr. 303.443,—
----------------------------------	---------------

Solde	4.292.952,—
-----------------	-------------

Fr. 4.596.395,—

CREDIT.

Produit de l'exercice	fr. 4.596.395,—
---------------------------------	-----------------

Le coupon n° 38 sera payable, en francs belges, à partir du 8 juillet 1948, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, ou en francs congolais, à partir du 15 juillet 1948, aux guichets de la Banque Commerciale du Congo à Elisabethville, par fr. 250,— net d'impôts.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Ter-vueren, à Bruxelles.

Vice-président et administrateur-délégué :

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

Administrateurs :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye à Ixelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire de la Colonie, 38, square Vergote, à Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre à Ixelles.

M. le Comte de Beaufort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

M. Marie-Georges Morte han, inspecteur d'Etat honoraire, 260, avenue d'Auderghem, à Etterbeek.

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire du Ministère des Colonies, 51, avenue Jean Linden, à Bruxelles.

M. Léonard Scraeyen, ingénieur, 70, avenue Franklin D. Roosevelt, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Clavier, ingénieur, 105, avenue Lambeau, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Edmond de Ryckman de Betz, avocat, 185, rue des Carmélites à Uccle.

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, à Boitsfort.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 6 juillet 1948.*

... ..

L'assemblée réélit :

a) en qualité d'administrateur, MM. le Baron Carton de Wiart, et Odon Jadot, administrateurs sortants;

b) en qualité de commissaire, Monsieur Victor Felsenhart, commissaire sortant.

... ..

Bruxelles, le 23 juillet 1948.

Pour copie conforme :

Un administrateur-délégué,

O. JADOT.

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Katanga).

Siège administratif, 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce n° 15268.

*Extrait du procès-verbal
de la réunion du Conseil d'administration tenue le 6 juillet 1948.*

... ..

**I. — REELECTION
DU PRESIDENT ET DES ADMINISTRATEURS-DELEGUES.**

Le Conseil réélit, en qualité de président, Monsieur le Baron Carton de Wiart, en qualité de vice-président et d'administrateur-délégué, Monsieur Odon Jadot, et en qualité d'administrateur-délégué, Monsieur Paul Gillet, tous avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'ils possédaient antérieurement dans ces mêmes fonctions.

... ..

Bruxelles, le 23 juillet 1948.

Pour copie conforme :

Un administrateur-délégué,

O. JADOT.

Congomane

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif : 21, Grand'Place, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers, n° 1080.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » :

année 1925, n° 2214; année 1926, n° 9398; année 1927, n° 11734;

année 1928, n° 9230; année 1929, n° 13303; année 1932, n° 11339;

année 1938, n° 13783; année 1938, n° 13785.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 1948.

ACTIF.

Immobilisé	fr. 1.253.157,34
Réalisable et disponible	18.328.045,65
Dépôts statutaires	pour mémoire
	<u>Fr. 19.581.202,99</u>

PASSIF.

Envers elle-même	fr. 8.123.483,69
Envers des tiers	8.313.281,33
Profits et pertes	3.144.437,97
Déposants statutaires	pour mémoire
	<u>Fr. 19.581.202,99</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux, appointements, loyers, exploitation . fr.	3.897.173,54
Bénéfice net	3.144.437,97
	<u>Fr. 7.041.611,51</u>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation et divers fr.	5.541.611,51
Bénéfice vente terrain	1.500.000,—
	<u>Fr. 7.041.611,51</u>

REPARTITION DES BENEFICES.

5 % à la réserve légale	157.221,85
5 % aux 1.000 actions privilégiées	25.000,—
6 fr. 50 c. aux 40.000 parts sociales	260.000,—
Au Conseil général	270.221,60

Superdividende aux act. priv.	20.000,—
Superdividende aux parts sociales 1 fr. 50 c.	60.000,—
Participation au personnel	57.000,—
Prévisions fiscales	700.000,—
A porter à la réserve extraordinaire	1.594.994,52
	Fr. 3.144.437,97

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS.

M. Halleux, Edmond, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles, président.

Mme Georges Gracis, administrateur de sociétés, 21, Grand'Place, Anvers, administrateur.

M. Denis Anastasiades, administrateur de sociétés, 24, Klapdorp, Anvers, administrateur.

M. Emile Ruelens, assureur, 11, rue Osy, Anvers, administrateur.

M. Georges Portocallis, administrateur de sociétés, 175, boulevard Lambertmont, Bruxelles, administrateur.

M. Albert Van Iseghem, négociant, 8, rue Everaert, Anvers, administrateur.

M. Marcel Coenen, employé, 17, rue Geulinckx, Anvers, commissaire.

M. René Van Iper, expert comptable, 33, rue des Capucines, Anvers, commissaire.

Le président,

(signé) Ed. HALLEUX.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de 7 Juni 1948. Deel 208, blad 98, vak 7. Eén blad geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger, (get.) P. Devos.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 7 Juni 1948.)

Compagnie Foncière du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue des Colonies, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4175.

Constituée le 30 mai 1922 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 14 août 1922.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr. 194.943.793,—
moins :	
Amortissements antérieurs	104.483.043,—
Amortissements de l'exercice	9.000.000,—
	<u>113.483.043,—</u>
	81.460.750,—
Mobilier, matériel et outillage	1,—
	<u>81.460.751,—</u>

II. — Réalisable :

Magasins et stocks	7.362.265,—
Portefeuille titres	46.950.308,—
Débiteurs : emprunteurs hypothécaires	3.335.109,—
Divers	4.598.319,—
Travaux en cours pour tiers	459.852,—
	<u>62.705.853,—</u>

III. — Disponible :

Caisses et banques	23.022.273,—
------------------------------	--------------

IV. — Divers :

Apports de terrains Comité Spécial du Katanga	526.000,—
Titres de la Société rachetés par celle-ci	pour mémoire

V. — *Comptes débiteurs* 1.213.660,—

VI. — *Comptes d'ordre* pour mémoire

Garanties statutaires, droits dérivant d'engagements et
contrats en cours, garanties locatives, gestion pour tiers.

Fr. 168.928.537,—

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

Capital fr. 75.000.000,—

Réserve statutaire 5.194.529,—

Fonds de prévision 13.000.000,—

II. — *Passif de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers à court terme 35.467.014,—

Créditeurs divers à long terme 27.248.132,—

Dividendes échus et non réclamés 107.805,—

III. — *Comptes créditeurs :*

Provisions diverses 2.444.916,—

IV. — *Comptes d'ordre* pour mémoire

Déposants de garanties statutaires, obligations dérivant
d'engagements et contrats en cours, déposants de garan-
ties locatives, gestion pour tiers.

V. — *Solde* 10.466.141,—

Fr. 168.928.537,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr. 3.706.882,—

Amortissement de l'immobilisé 9.000.000,—

Résultat bénéficiaire net 10.466.141,—

Fr. 23.173.023,—

CREDIT.

Bénéfice brut d'exploitation	fr. 15.904.265,—
Revenus du portefeuille titres	6.798.393,—
Revenus divers et agios	470.365,—
	Fr. 23.173.023,—

REPARTITION DU BENEFICE NET.

Solde bénéficiaire net	fr. 10.466.141,—
Réserve statutaire	523.307,—
Solde disponible	9.942.834,—
réparti comme suit :	
1°) aux 76.883 actions privilégiées en circulation, net 31 fr. par action	2.871.534,—
2°) aux 107.948 act. ordin. émises, net 50,25 fr. par action	6.535.406,—
3°) au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	535.894,—
	Fr. 9.942.834,—

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Jules Cousin, ingénieur A. I. Ln, Elisabethville (Congo Belge).

Vice-président :

M. Aimé Marthoz, ingénieur A. I. G., 43, square Vergote, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Désiré Van Bleyenbergh, directeur de sociétés, avenue Henri Pirenne, 25, Uccle.

Administrateurs :

M. René Guillaume, administrateur de sociétés, 50a, rue Edmond Picard, Bruxelles.

M. Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., 14, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

M. le Comte Maurice Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Amour Maron, gouverneur honoraire de la Province du Katanga, 4, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Albert Questiaux, directeur de société, Elisabethville (Congo Belge).

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 4, avenue du Congo, Bruxelles.

M. Léonard Scraeyen, ingénieur A. I. Ln, 70, avenue F. D. Roosevelt, Bruxelles.

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines A. I. Ln, 24, avenue Ernestine, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, directeur de département à l'Union Minière du Haut Katanga, 77, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre.

M. Antoine Colson, sous-directeur de société, 32, rue d'Alsace-Lorraine, Ixelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort.

M. Hubert Ménestret, directeur adjoint de société, 18, avenue Marie Clotilde, Watermael.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 20 juillet 1948.

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947, se clôturant par un solde bénéficiaire de 10.466.141 fr.

L'assemblée réélit MM. Maurice Lippens et Gilbert Périer, en qualité d'administrateurs. Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée ordinaire de 1954.

Elle réélit également en qualité de commissaire, M. Auguste Berckmoes. Son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée ordinaire de 1951.

Certifié conforme.

Le vice-président du Conseil d'administration,

A. MARTHOZ.

Compagnie du Lomami et du Lualaba

Société Anonyme

13, rue Bréderode — Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 16.174.

Constitution : le 12 mars 1920, actes n° 3493-3494, des 5-6-7 avril 1920 ; augmentation du nombre des actions de dividende contre apports, acte n° 4751, du 1^{er} mai 1920 ; modifications rectificative aux Statuts : acte n° 1773, du 26 février 1921 ; augmentation du capital et modifications aux Statuts : acte n° 9592, du 12 août 1926 ; n° 630, du 15 janvier 1928 ; modifications aux Statuts : acte n° 2147, du 22 février 1929 ; n° 10625, du 25 juin 1936 ; augmentation du capital et modifications aux Statuts : acte n° 675, du 22 janvier 1937 ; n° 6322 des 14-15 avril 1947.

BILAN AU 30 JUIN 1947.

(vingt-huitième exercice)

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles, plantations en Afrique . . .	24.635.328,15	
Amortiss. antérieurs . . .	17.698.521,57	
Amortiss. de l'exercice . . .	903.748,32	
	<u>18.602.269,89</u>	6.033.058,26
Matériel fluvial	4.307.491,88	
Amortiss. antérieurs . . .	1.594.212,32	
Amortiss. de l'exercice . . .	212.733,97	
	<u>1.806.946,29</u>	2.500.545,59
Matériel et mobilier divers en Afrique . . .	10.142.235,17	
Amortiss. antérieurs . . .	7.280.265,—	
Amortiss. de l'exercice . . .	962.580,61	
	<u>8.242.845,61</u>	1.899.389,56
Matériel et mobilier en Europe	132.129,07	
Amortiss. antérieurs . . .	76.583,47	
Amortiss. de l'exercice . . .	23.095,80	
	<u>99.679,27</u>	32.449,80
		<u>10.465.443,21</u>

Réévaluation de l'immobilisé :

— plantations	16.643.850,95	
— constructions industrielles	5.476.645,77	
— matériel fluvial	2.793.238,42	
— matériel industriel	7.848.423,72	
	<u> </u>	32.762.158,86

B. — Réalisable et disponible :

Marchandises de vente	24.823.432,35	
Produits africains	16.306.467,08	
Magasins d'approvisionnements et divers	8.880.968,66	
Actionnaires	4.796.640,—	
Débiteurs et comptes courants débiteurs divers	27.100.353,89	
Caisse et banque Europe	22.692.067,99	
Caisses et banq. Afrique	3.133.657,38	
	<u> </u>	25.825.725,37
Portefeuille	26.402.501,44	
	<u> </u>	134.136.088,79

C. — Comptes divers :

Comptes de régularisation - comptes débiteurs	13.565.504,26
---	---------------

D. — Comptes d'ordre :

Cautionnement de MM. les administrateurs et commis- saires	pour mémoire
	<u>Fr. 190.929.195,12</u>

PASSIF,

A. — De la société envers elle-même :

Capital :

105.000 parts sociales sans désignation de valeur	65.000.000,—	
Réserve légale	3.309.674,85	
Fonds de réserve	22.800.000,—	
Fonds de renouvellement	9.389.540,37	
Fonds de prévision pour éventualités di- verses	2.800.000,—	
	<u> </u>	103.299.214,72

Plus-value de réévaluation	32.762.158,86
Amortissements sur immobilisé réévalué	3.276.215,88

B. — *Envers les tiers :*

Créditeurs et comptes-courants créditeurs divers	16.999.741,52
Dividendes non réclamés	2.841.752,74
Versement restant à faire s/participation	40.000,—
	19.881.494,26

C. — *Comptes divers :*

Fonds de Welfare et de prévision pour impôts de guerre	20.785.100,—
Comptes de régularisation - comptes créditeurs	5.220.656,10

D. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnement de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
--	--------------

E. — *Profits et Pertes :*

Solde bénéficiaire	5.704.355,30
	Fr. 190.929.195,12

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

I. — *Afrique :*

Amortissements fr.	2.079.062,90
Amortissements sur immobilisé réévalué	3.276.215,88
	5.355.278,78

II. — *Europe :*

Frais généraux d'Europe	1.991.316,81
Impositions et charges sociales	662.025,56
Charges financières	24.733,95
Allocation statutaire au fonds du personnel	388.888,89
Amortissements	23.095,80
Perte sur emprunt « Libération »	482.423,40
Fonds de prévision pour éventualités diverses	2.800.000,—
Impôt sur le capital	6.000.000,—
Frais d'augmentation de capital et de prorogation	1.377.498,15
Solde bénéficiaire	5.704.355,30
	Fr. 24.809.616,64

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	36.394,08
Résultats des opérations d'Afrique		22.012.446,63
Bénéfices divers		2.760.775,93
	Fr.	<u>24.809.616,64</u>

REPARTITION.

5 p. c. à la réserve légale	fr.	283.398,06
Au fonds d'assurance de la flottille		1.500.000,—
A reporter à nouveau		32.068,35
Dividende de fr. 50,— brut à 70.000 parts sociales . .		3.500.000,—
Tantièmes statutaires		388.888,89
	Fr.	<u>5.704.355,30</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.
(vingt-neuvième exercice)

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles, plantations en Afrique . fr.	25.483.217,88	
Amortiss. antérieurs	18.573.465,23	
Amortiss. du semestre	<u>216.457,46</u>	
	18.789.922,69	6.693.295,19
Matériel fluvial	4.307.491,88	
Amortiss. antérieurs	1.806.946,29	
Amortiss. du semestre	<u>162.639,74</u>	
	1.969.586,03	2.337.905,85
Matériel et mobilier divers en Afrique	10.659.047,77	
Amortiss. antérieurs	8.084.886,70	
Amortiss. du semestre	<u>471.897,95</u>	
	8.556.784,65	2.102.263,12

Matériel et mobilier en Europe	144.264,27	
Amortiss. antérieurs	99.679,27	
Amortiss. du semestre	44.584,—	
	<u>144.263,27</u>	
		1,—
		<u>11.133.465,16 •</u>

Réévaluation de l'immobilisé :

— plantations	16.643.850,95	
— constructions industrielles	5.476.645,77	
— matériel fluvial	2.793.238,42	
— matériel industriel	7.848.423,72	
	<u>32.762.158,86</u>	

B. — Réalisable et disponible :

Marchandises de vente	32.731.141,97	
Produits africains	12.800.799,78	
Magasins d'approvisionnements et divers .	18.621.074,63	
Débiteurs et comptes-courants débiteurs divers	17.092.154,11	
Caisse et banques Europe	21.277.720,83	
Caisses et banq. Afrique	5.111.338,12	
	<u>26.389.058,95</u>	
Portefeuille	28.906.101,44	
	<u>136.540.330,88</u>	

C. — Comptes divers :

Comptes de régularisation - comptes débiteurs	3.347.244,30 •
---	----------------

D. — Comptes d'ordre :

Cautionnement de MM. les administrateurs et commis- saires	pour mémoire
	<u>Fr. 183.783.199,20</u>

PASSIF. •

A. — De la société envers elle-même :

Capital :

105.000 parts sociales sans désignation de valeur fr.	65.000.000,—
Réserve légale	3.593.072,41
Fonds de réserve	22.800.000,—

Fonds de renouvellement	9.389.540,37	
Fonds de prévision pour éventualités diverses	2.800.000,—	
Fonds d'assurance flottille	1.500.000,—	
		105.082.612,78
Plus-value de réévaluation		32.762.158,86
Amortissements sur immobilisé réévalué		4.914.323,82

B. — *Envers les tiers :*

Créditeurs et comptes-courants créditeurs divers	10.023.539,46	
Dividendes non réclamés	3.475.790,10	
Versement restant à faire s/participation	2.040.000,—	
		15.539.329,56

C. — *Comptes divers :*

Fonds de Welfare et de prévision pour impôts de guerre .	15.851.059,99
Comptes de régularisation - comptes créditeurs . . .	5.361.773,37

D. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnement de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
--	--------------

E. — *Profits et Pertes :*

Solde bénéficiaire	4.271.940,82
	Fr. 183.783.199,20

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DÉBIT.

I. — *Afrique :*

Amortissements fr.	850.995,15	
Amortissements sur immobilisé réévalué .	1.638.107,94	
		2.489.103,09

II. — *Europe :*

Frais généraux d'Europe	1.055.782,46
Impositions et charges sociales	152.436,10
Charges financières	27.976,45
Allocation statutaire au fonds du personnel	291.666,66
Amortissements	44.584,—

Frais échange des titres	228.102,05
Prévision fiscale	1.100.000,—
Solde bénéficiaire	4.271.940,82
Fr.	9.661.591,63

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	32.068,35
Résultats des opérations d'Afrique	9.499.561,41
Intérêts et revenus divers	129.961,87
Fr.	9.661.591,63

REPARTITION.

5 p. c. à la réserve légale fr.	211.993,62
Au fonds d'assurance de la flottille	1.000.000,—
A reporter à nouveau	143.280,54
Dividende de fr. : 25,— brut à 105.000 parts sociales . .	2.625.000,—
Tantièmes statutaires	291.666,66
Fr.	4.271.940,82

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 22 juillet 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée a :

1° — approuvé le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 1947, ainsi que la répartition des bénéfices;

2° — décidé de payer à partir du 26 juillet 1948, le coupon n° 31 par fr. : 41,50 net;

3° — donné décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1946-1947;

4° — approuvé le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947, ainsi que la répartition des bénéfices;

5° — décide de payer à partir du 26 juillet 1948, le coupon n° 32 par fr. : 20,75 net;

6° — donné décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant le deuxième semestre 1947;

7° — réélu définitivement MM. Arthur Bemelmans et Pierre Le Bœuf, administrateurs qui avaient été réélus provisoirement par le Conseil général du 17 février 1948;

8° — élu M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, avenue des Mûres, 33, à Linkebeek, en qualité d'administrateur, pour continuer le mandat de M. le Comte M. Lippens, démissionnaire;

9° — élu M. Léon Lippens, docteur en droit, avenue du Bois, Le Zoute-Knocke, en qualité d'administrateur, en remplacement de M. Jean Stocker;

10° — réélu M. Jules Vanderhallen, en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles - président.

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles - vice-président.

M. Joseph Van den Boogaerde, administrateur de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo, 19, avenue des Phalènes, Bruxelles - administrateur-directeur.

Administrateurs :

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo, 192, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 264, rue Vanderkindere, Uccle.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jules Pilate, candidat-notaire, 74, avenue du Prince de Ligne, Uccle.

M. José, Baron de Crombrugghe de Looringhe, administrateur-directeur de la Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, 57, Witherendreef, Notre-Dame-au-Bois.

M. Jules Vanderhallen, commissaire de district honoraire du Congo Belge, 108, avenue Edm. Parmentier, Woluwe-Saint-Pierre.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.

M. Joseph Geerinckx, directeur au Ministère des Colonies. 19, rue Forestière, Bruxelles.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Certifié conforme :

Deux administrateurs :

J. VAN DEN BOOGAERDE,

Administrateur-directeur.

E. VAN DER STRAETEN,

Administrateur-délégué.

**Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques
du Congo « COPHACO »**

Société coloniale belge à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 14, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3278.

Acte constitutif : Annexe au « Moniteur Belge » du 6 mars 1927 numéro 2076. — « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1927. Arrêté royal du 21 mars 1927.

Actes modificatifs : Annexes au « Moniteur Belge » des 3 septembre 1927 n° 11.105 — 29 juin 1928 n° 9726 — 22 septembre 1928 n° 12.476 — 24 septembre 1936 n° 13.568 — 23 août 1937 n° 12.354 et 6-7 et 8 juin 1938 n° 9.474.

« Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 octobre 1927, 15 octobre 1928, 15 novembre 1928, 15 octobre 1936, 15 février 1938 et 15 juillet 1938.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution.	47.656,20		
Amortiss. antérieurs.	47.655,20		
		1,—	
Frais d'installation et de premier établissement.	1.236.634,85		
Amortiss. antérieurs.	1.236.633,85		
		1,—	
Terrains et immeubles en Afrique.	6.590.496,56		
Amortissements antérieurs	2.749.558,35		
Amortiss. de l'exercice	182.315,97		
	2.931.874,32		
		3.658.622,24	
Matériel et mobilier.	2.493.786,01		
Amortissements antérieurs	1.765.930,82		
Amortiss. de l'exercice	249.378,60		
	2.015.309,42		
		478.476,59	
			4.137.100,83

Disponible :

Caisse, banques et chèques-postaux	5.662.620,73
--	--------------

Réalisable :

Approvisionnements en Afrique	13.723.808,24	
Marchandises en consignation	12.220,56	
Marchandises en cours de route, en instance d'embarquement et en entrepôts	8.215.228,97	
Portefeuille	150.000,—	
Débiteurs divers	16.066.341,08	
Domages de guerre	pour mémoire	
		38.167.598,85

Comptes de régularisation :

Comptes-courants débiteurs	33.695,60
--------------------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Titres en dépôt pour cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 48.001.016,01

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital fr.	15.100.000,—	
Réserve statutaire	550.697,36	
Fonds d'assurance, de prévision et de prévoyance sociale	800.000,—	
Réserve pr investissement dans la Colonie	2.200.000,—	
Fonds de prévision pour éventualités diverses	1.500.000,—	
		20.150.697,36

Envers les tiers :

Dividendes restant à payer	1.324.172,50	
Montant à libérer sur titres et participations	135.000,—	
Banquiers	2.514.656,54	
Créditeurs divers	21.395.201,65	
Consignateurs	12.220,56	
		25.381.251,25

Comptes de régularisation :

Comptes-courants créditeurs	414.348,20
---------------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements de MM. les administrateurs et commis- saires	pour mémoire
--	--------------

Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
---	--------------

Profits et Pertes :

Solde créditeur	2.054.719,20
---------------------------	--------------

Fr. 48.001.016,01

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1941.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers . . fr.	5.510.865,79
---	--------------

Dommages de guerre	153.871,94
------------------------------	------------

Prévision fiscale	149.096,40
-----------------------------	------------

Amortissements :

sur immeubles en Afrique	182.315,97
------------------------------------	------------

sur matériel et mobilier	249.378,60
------------------------------------	------------

431.694,57

Solde en bénéfice	2.054.719,20
-----------------------------	--------------

Fr. 8.300.247,90

CREDIT.

Solde à nouveau fr.	45.624,95
-------------------------------	-----------

Bénéfice brut d'exploitation	8.195.289,89
--	--------------

Commissions et divers	59.333,06
---------------------------------	-----------

Fr. 8.300.247,90

REPARTITION.

a) à la réserve statutaire : 5 % du bénéfice de l'exercice	100.454,70
b) au compte de réserve pour investissement dans la Colonie	800.000,—
c) un dividende de francs 30,12 brut (fr. 25,— net) aux 33.000 parts sociales	993.976,—
d) à reporter à nouveau	160.288,50
	Fr. 2.054.719,20

Le coupon n° 15 relatif à l'exercice 1941 a déjà été payé par fr. 25,— net le 17 juin 1946, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 5 juin 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	47.656,20	
Amortiss. antérieurs .	47.655,20	
		1,—
Frais d'installation et de premier établissement .	1.236.634,85	
Amortiss. antérieurs .	1.236.633,85	
		1,—
Terrains et immeubles en Afrique	6.529.718,56	
Amortissements antérieurs	2.885.490,57	
Amortiss. de l'exercice	182.315,97	
		3.067.806,54
		3.461.912,02
Matériel et mobilier . .	2.614.222,71	
Amortissements antérieurs	2.008.686,52	
Amortiss. de l'exercice	275.394,69	
		2.284.081,21
		330.141,50
		3.792.055,52
<i>Disponible :</i>		
Caisse, banques et chèques-postaux		10.121.651,67

Réalisable :

Approvisionnements en Afrique	23.751.655,87	
Marchandises en consignation	7.827,21	
Marchandises en cours de route, en instance d'embarquement et en entrepôt	7.309.514,59	
Portefeuille	150.000,—	
Débiteurs divers	9.570.248,65	
Dommages de guerre	pour mémoire	
		40.789.246,32

Comptes de régularisation :

Comptes-courants débiteurs	45.393,—
--------------------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Titres en dépôt pour cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 54.748.346,51

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital	fr. 15.100.000,—	
Réserve statutaire	651.152,06	
Fonds d'assurance, de prévision et de prévoyance sociale	800.000,—	
Réserve pr investissement dans la Colonie	3.000.000,—	
Fonds de prévision pour éventualités diverses	1.500.000,—	
		21.051.152,06

Envers les tiers :

Dividendes restant à payer	2.317.408,50	
Montant à libérer sur titres et participations	40.000,—	
Banquiers	3.601.973,37	
Créditeurs divers	23.673.195,72	
Consignateurs	7.827,21	
		29.640.404,80

Comptes de régularisation :

Comptes-courants créditeurs	1.020.737,35
---------------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements de MM. les administrateurs et commis- saires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Profits et Pertes :

Solde créditeur	3.036.052,30
	<u>Fr. 54.748.346,51</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers . . fr.	6.259.378,60
Prévision fiscale	749.096,40
Amortissements :	
sur immeubles.	182.315,97
sur matériel et mobilier	275.394,69
	<u>457.096,40</u>
Solde en bénéfice	3.036.052,30
	<u>Fr. 10.502.237,96</u>

CREDIT.

Solde à nouveau fr.	160.288,50
Bénéfice brut d'exploitation	10.264.274,71
Soumissions et divers	77.674,75
	<u>Fr. 10.502.237,96</u>

REPARTITION.

a) à la réserve statutaire : 5 % du bénéfice de l'exercice	143.788,20
b) au compte de réserve pour investissements dans la Co- lonie	1.800.000,—
c) un dividende de francs 30,12 brut (fr. 25,— net) aux 33.000 parts sociales	993.976,—
d) à reporter à nouveau	98.288,10
	<u>Fr. 3.036.052,30</u>

Le coupon n° 16, relatif à l'exercice 1942, a déjà été payé par 25 francs net le 17 juin 1946, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 5 juin 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	47.656,20		
Amortiss. antérieurs . .	47.655,20		
		1,—	
Frais d'installation et de premier établissement .	1.236.634,85		
Amortiss. antérieurs . .	1.236.633,85		
		1,—	
Terrains et immeubles en Afrique	6.595.668,56		
Amortissements antérieurs	3.067.806,54		
Amortiss. de l'exercice	184.953,97		
	3.252.760,51		
		3.342.908,05	
Matériel et mobilier . .	2.666.648,01		
Amortissements antérieurs	2.276.623,51		
Amortiss. de l'exercice	280.637,22		
	2.557.260,73		
		109.387,28	
			3.452.297,33

Disponible :

Caisse, banques et chèques postaux	12.279.518,88
--	---------------

Réalisable :

Approvisionnements en Afrique . . .	24.376.484,74	
Marchandises en consignation . . .	7.827,21	
Marchandises en cours de route, en in- stance d'embarquement et en entrepôt .	6.244.167,89	
Portefeuille	150.000,—	
Débiteurs	10.627.240,51	
Dommages de guerre pour mémoire		
		41.405.719,99

Comptes de régularisation :

Comptes-courants débiteurs	27.350,—
--------------------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Débiteurs par avals	21.600,—
Titres en dépôt pour cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 57.186.486,20

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital	fr. 15.100.000,—	
Réserve statutaire	794.940,26	
Fonds d'assurance, de prévision et de prévoyance sociale	800.000,—	
Réserve pour investissement dans la Colonie	4.800.000,—	
Fonds de prévision pour éventualités diverses	1.500.000,—	
		22.994.940,26

Envers les tiers :

Dividendes restant à payer	3.311.384,50	
Montant à libérer sur titres et participations	40.000,—	
Banquiers	4.428.872,40	
Créditeurs divers	21.242.171,17	
Consignateurs	7.827,21	
		29.030.255,28

Comptes de régularisation :

Comptes-courants créditeurs	1.622.077,01
---------------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Avals	21.600,—
Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Profits et Pertes :

Solde créditeur	3.517.613,65
	Fr. 57.186.486,20

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers . . . fr.	9.018.788,09
Prévision fiscale	1.449.096,40
Amortissements :	
sur immeubles	184.953,97
sur matériel et mobilier	280.637,22
	<u>465.591,19</u>
Solde en bénéfice	3.517.613,65
	<u>Fr. 14.451.089,33</u>

CREDIT.

Report à nouveau fr.	98.288,10
Bénéfice brut d'exploitation	14.240.480,30
Commission et divers	112.320,93
	<u>Fr. 14.451.089,33</u>

REPARTITION.

a) à la réserve statutaire : 5 % du bénéfice de l'exercice	170.966,30
b) au compte de réserve pour investissements dans la Colonie	2.200.000,—
c) un dividende de francs 30,12 brut (25 francs net) aux 33.000 parts sociales	993.976,—
d) à reporter à nouveau	152.671,35
	<u>Fr. 3.517.613,65</u>

Le coupon n° 17 relatif à l'exercice 1943, a déjà été payé par 25 francs net le 17 juin 1946, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 5 juin 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	47.656,20		
Amortiss. antérieurs . .	47.655,20		1,—
Frais d'installation et de premier établissement .	1.236.634,85		
Amortiss. antérieurs . .	1.236.633,85		1,—
Terrains et immeubles en Afrique	6.598.008,06		
Amortissements antérieurs	3.252.760,51		
Amortiss. de l'exercice	184.953,97		
		3.437.714,48	
			3.160.293,58
Matériel et mobilier . .	2.708.171,51		
Amortissements antérieurs	2.548.365,23		
Amortiss. de l'exercice	159.805,28		
		2.708.170,51	
			1,—
			3.160.296,58

Disponible :

Caisse, banques et chèques postaux	12.458.842,82
--	---------------

Réalisable :

Approvisionnements en Afrique	23.553.561,49	
Marchandises en consignation	7.827,21	
Marchandises en cours de route, en instance d'embarquement et en entrepôt .	4.663.928,17	
Portefeuille	150.000,—	
Débiteurs divers	12.135.881,02	
Dommages de guerre pour mémoire		40.511.197,89

Comptes de régularisation :

Comptes-courants débiteurs	12.250,—
--------------------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Débiteurs par aval	45.600,—
Titres en dépôt pour cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 56.188.187,29

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital fr.	15.000.000,—	
Réserve statutaire	965.906,56	
Fonds d'assurance, de prévision et de prévoyance sociale	800.000,—	
Réserve pour investissements dans la Colonie	7.000.000,—	
Fonds de prévision pour éventualités diverses	1.500.000,—	
		25.365.906,56

Envers les tiers :

Dividendes restant à payer	4.305.360,50	
Montant à libérer sur titres et participations	40.000,—	
Banquiers	5.485.488,46	
Créditeurs divers	14.864.981,38	
Consignateurs	7.827,21	
		24.703.657,55

Comptes de régularisation :

Comptes-courants créditeurs	2.267.121,42
---------------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Avals	45.600,—
Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Profits et Pertes :

Solde créditeur	3.805.901,76
	Fr. 56.188.187,29

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers . . fr.	9.262.259,02
Prévision fiscale	2.009.096,40
Amortissements :	
sur immeubles	184.953,97
sur matériel et mobilier	159.805,28
	344.759,25
Solde en bénéfice	3.805.901,76
	Fr. 15.422.016,43

CREDIT.

Report à nouveau fr.	152.671,35
Bénéfice brut d'exploitation	15.258.183,95
Commission et divers	11.161,13
	Fr. 15.422.016,43

REPARTITION.

a) à la réserve statutaire : 5 % du bénéfice de l'exercice	182.661,54
b) à la réserve pour investissements dans la Colonie . .	2.500.000,—
c) un dividende de francs 30,12 brut (25,— francs net) aux 33.000 parts sociales	993.976,—
d) à reporter à nouveau	129.264,22
	Fr. 3.805.901,76

Le coupon n° 18 relatif à l'exercice 1944 a déjà été payé par 25 francs net le 17 juin 1946, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 5 juin 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	47.656,20	
Amortiss. antérieurs . .	47.655,20	1,—
Frais d'installation et de premier établissement .	1.236.634,85	
Amortiss. antérieurs . .	1.236.633,85	1,—
Terrains et immeubles en Afrique	6.598.008,06	
Amortissements antérieurs	3.437.714,48	
Amortiss. de l'exercice	184.953,97	
	3.622.668,45	2.975.339,61
Matériel et mobilier . .	2.754.751,56	
Amortissements antérieurs	2.645.109,51	
Amortiss. de l'exercice	109.641,05	
	2.754.750,56	1,—
		2.975.342,61

Disponible :

Caisse, banques et chèques-postaux	17.573.418,22
--	---------------

Réalisable :

Approvisionnements en Afrique	21.584.045,70	
Marchandises en consignation	7.827,21	
Marchandises en cours de route, en in- stance d'embarquement et en entrepôt .	4.900.458,66	
Portefeuille	150.000,—	
Débiteurs divers	11.283.404,05	
Dommages de guerre	pour mémoire	
		37.925.735,62

Comptes de régularisation :

Comptes-courants débiteurs	146.415,95
--------------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Titres en dépôt pour cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Fr. 58.620.912,40

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital	fr. 15.100.000,—	
Réserve statutaire	1.148.568,10	
Fonds d'assurance, de prévision et de prévoyance sociale	800.000,—	
Réserve pour investissements dans la Colonie	9.500.000,—	
Fonds de prévision pour éventualité diverses	1.500.000,—	
		28.048.568,10

Envers les tiers :

Dividendes restant à régler	5.298.961,50	
Montant à libérer sur titres et participations	40.000,—	
Créditeurs divers	18.317.824,81	
Consignateurs	7.827,21	
		23.664.613,52

Comptes de régularisation :

Comptes-courants créditeurs	2.684.972,60
---------------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Profits et Pertes :

Solde créditeur	4.222.758,18
---------------------------	--------------

Fr. 58.620.912,40

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers . . . fr.	10.135.649,94
Prévision fiscale	2.369.096,40
Amortissements :	294.595,02
sur immeubles	184.953,97
sur matériel et mobilier	109.641,05
Solde en bénéfice	4.222.758,18
	<u>Fr. 17.022.099,54</u>

CREDIT.

Solde à nouveau fr.	129.264,22
Bénéfice brut d'exploitation	16.429.469,28
Commissions et divers	463.366,04
	<u>Fr. 17.022.099,54</u>

REPARTITION.

a) à la réserve statutaire : 5 % du bénéfice de l'exercice	204.674,70
b) à la réserve pour investissement dans la Colonie . .	3.000.000,—
c) un dividende de francs 30,12 brut (francs 25,— net) aux 33.000 parts sociales	993.976,—
d) à reporter à nouveau	24.107,48
	<u>Fr. 4.222.758,18</u>

Le coupon n° 19, relatif à l'exercice 1945, sera payable à partir du 9 août 1948, par francs 33,20 net, soit francs 9,88 brut (francs 8,20 net) solde du dividende de l'exercice 1940, et francs 30,12 brut (francs 25,— net) dividende de l'exercice 1945.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 27 juillet 1948.*

Les bilans et comptes de profits et pertes arrêtés aux 31 décembre 1941, 31 décembre 1942, 31 décembre 1943, 31 décembre 1944 et 31 décembre 1945, ainsi que les répartitions mentionnées ci-dessus, sont approuvés à l'unanimité.

Décharge est donnée aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant les exercices 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, par un vote spécial et unanime.

MM. Arthur Bemelmans, administrateur, et Gérard A. Pluys, commissaire, dont les mandats sont venus à expiration, sont réélus dans leurs fonctions respectives, par un vote spécial et unanime.

L'assemblée appelle ensuite aux fonctions d'administrateur M. Auguste S. Gérard, conseiller à la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, qui achèvera le mandat de M. Edgar van der Straeten, démissionnaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise à Bruxelles.

Vice-président :

M. Eugène Pelgrims, administrateur-délégué de la Société Pharmacie Centrale de Belgique, 69, rue de Parme à Saint-Gilles-Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Gilbert Périer, administrateur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 573, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateurs :

M. François Boudart, ingénieur civil, vice-président de l'Union Chimique Belge, 32, avenue des Klauwaerts à Ixelles.

M. Numa Droogmans, ingénieur civil des mines, administrateur-directeur de la Société Pharmacie Centrale de Belgique, 108, avenue Montjoie à Uccle.

M. Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée à Bruxelles.

M. Robert Kalcker, administrateur-directeur de la Société Pharmacie Centrale de Belgique, 7, rue de Ten Bosch à Bruxelles.

M. Fernand Nisot, administrateur-délégué de la Société des Ciments du Congo, 15, rue d'Edimbourg à Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques de Saint Hubert, administrateur-directeur de l'Union Chimique Belge, 40, avenue Arnold Delvaux à Uccle.

M. le Baron Henri de Taux de Wardin, propriétaire, 117, rue Belliard à Bruxelles.

M. Gérard Pluys, secrétaire de société, 10, avenue du Manoir à Uccle.

ETAT DU CAPITAL SOCIAL AU 27 JUILLET 1948.

Le capital social est de fr. 15.100.000,— représenté par 33.000 parts sociales sans désignation de valeur, entièrement libérées à la date du 27 juillet 1948.

Bruxelles, le 28 juillet mil neuf cent quarante-huit.

COMPAGNIE GENERALE DE PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES DU CONGO « COPHACO »

Le secrétaire du Conseil,
Ch. FRANCOTTE.

L'administrateur-délégué,
Gilbert PERIER.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « COBELFRUIT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

POUVOIRS.

La société Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit » ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, représentée par Monsieur Constant Hottat et Monsieur Jean Thiltges 't Serstevens, tous deux administrateurs de la société, agissant au nom du Conseil d'administration et en exécution des décisions prises au cours de sa séance du 20 juillet 1948, déclare par les présentes constituer comme mandataire spécial au Congo Belge, Monsieur Hubert Vandendrice, agent agricole principal de la société, domicilié à Grimbergen, 30 Velkant et allant résider à Sanda (Matadi), à l'effet de, et le tout relatif à la plantation de la Wuzi (Sanda) :

a) représenter la Société tant en justice qu'auprès des autorités territoriales et administratives du Congo Belge;

b) représenter la société dans tous actes et affaires, agir en lieu et place de celle-ci dans tout ce qui a rapport avec ses intérêts;

c) toucher et recevoir du Trésor Public, de la Banque du Congo Belge, de toutes administrations Publiques et de tous particuliers, tous intérêts, dividendes, comme aussi le montant de tous billets, lettres de change, effets, reliquats de compte, prix de vente et transferts et généralement toutes sommes en principal, intérêts et accessoires qui peuvent ou pourront être dûes, à tel titre et pour quelque cause que ce soit;

d) retirer de la poste aux lettres et de tous roulages, messageries et chemin de fer, les lettres, caisses, ballots et paquets déclarés à l'adresse de la Société; se faire remettre tous dépôts, toucher de tous bureaux de direction ou de distribution, tous mandats postaux, ou télégraphiques au nom de la société, donner de tout décharge;

e) aux effets ci-dessus signer tous actes et pièces, remplir toutes formalités, élire domicile et généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire.

Il est expressément stipulé que ces pouvoirs ne comportent ni l'aval des effets de commerce ni la conclusion d'emprunt hypothécaire ou autres.

COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX « COBELFRUIT »

Bon pour pouvoir.

Un administrateur,

(s.) J. THILTGES T'SERSTEVENS.

Bon pour pouvoir.

Un administrateur,

(s.) C. HOTTAT.

Vu pour légalisation des signatures de MM. Hottat et Thiltges T'Serstevens apposées au recto.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Biaro, district de Stanleyville.

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8546.

Constituée le 1^{er} décembre 1926, approuvée par arrêté royal du 2 février 1926.

Statuts et modifications publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 28 novembre 1928 (actes 15474 et 15475), 5 janvier 1935 (acte 166) et 25 septembre 1937 (acte 13326) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mars 1926, 15 mai 1928, 15 avril 1935 et 25 septembre 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Plantations, constructions

routes 20.553.760,74

Nouvelles immobilisations 3.010.076,25

23.563.836,99

Amortissements

antérieurs 19.153.760,74

Amortiss.

1947 . . . 1.082.464,—

20.236.224,74

3.327.612,25

Matér., outillage, mobilier 1.541.948,45

Nouvelles immobilisations 665.427,—

2.207.375,45

Amortissements

antérieurs 1.541.948,45

Amortiss.

1947 . . . 665.426,—

2.207.374,45

1,—

3.327.613,25

II. *Réalisable :*

Portefeuille titres	583.500,—	
Stock produits	6.819.624,—	
Magasins marchandises	2.753.019,96	
Débiteurs divers	4.215.125,22	
	<u> </u>	14.371.269,18

III. *Disponible :*

Banques, caisses et chèques postaux	950.810,75
---	------------

IV. *Divers :*

Comptes divers	14.563,40
--------------------------	-----------

V. *Comptes d'ordre :*

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	<u>pour mémoire</u>	<u>pour mémoire</u>
		Fr. 18.664.256,58
		<u> </u>

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 25.000 actions de fr. 500. . fr.	7.500.000,—	
Réserve statutaire	750.000,—	
Fonds de prévisions	2.217.536,—	
Fonds de renouvellement du matériel	1.459.574,—	
	<u> </u>	11.927.110,—

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Actionnaires	59.600,—	
Dividendes à payer	130.736,20	
Créditeurs divers	4.257.900,52	
	<u> </u>	4.448.236,72

III. *Divers :*

Fonds spécial personnel indigène	1.101.000,—	
Comptes créditeurs	1.116.012,82	
	<u> </u>	2.217.012,82

IV. *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire	
Créditeurs éventuels pour engagements en cours	pour mémoire	pour mémoire

V. *Profits et Pertes :*

Solde reporté 1946	8.999,43	
Bénéfice 1947	62.897,61	71.897,04
		<u>Fr. 18.664.256,58</u>

PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais financiers	fr.	10.208,25
Frais généraux		978.261,75
Taxes et impôts		257.153,—
Amortissements :		
s/plantations	800.000,—	
s/constructions	210.574,—	
s/routes	71.890,—	
s/matériel	665.426,—	1.747.890,—
Solde		<u>71.897,04</u>
	Fr.	<u>3.065.410,04</u>

CREDIT.

Report 1946	fr.	8.999,43
Revenus financiers		10.502,63
Solde exploitation		2.098.017,98
Prélèvements :		
Fonds de prévisions		282.464,—
Fonds renouvellement du matériel		665.426,—
	Fr.	<u>3.065.410,04</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 8 juillet 1948.*

RESOLUTIONS

*Examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes
arrêté au 31 décembre 1947.*

L'assemblée à l'unanimité approuve les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

L'assemblée prend acte de la démission de M. Jean Koeckx, commissaire.

L'assemblée réélit pour un terme de six ans, en qualité d'administrateur, MM. le Comte Lippens et A. Moeller de Laddersous et en qualité de commissaire M. A. De Cock.

Elle appelle aux fonctions de commissaire, pour un terme de six ans M. Jean Meily.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. le Comte Maurice Lippens, docteur en droit, 1, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

Vice-président :

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 33, avenue des Mûres, Uccle-Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. E. J. H. Mertens, industriel, 7, avenue de Foestraete, Uccle.

Administrateurs :

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, avocat honoraire, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. Auguste Gérard, administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Charles Hallez, chef de service à la Forminière, 111, avenue Minerve, Forest.

M. Georges Levis, industriel, 146, boulevard Aug. Reyers, Bruxelles.

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue J.-B. Meunier, Bruxelles.

M. Louis Ahrens, administrateur de sociétés, 192, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Lambert.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. André De Cock, administrateur de sociétés, 5, place du Champ de Mars, Bruxelles.

M. Alfred Buysse, avocat, 108, chaussée de Termonde, Gand.

M. Léon Hermans de Heel, ingénieur, 16, rue Baron de Castro, Etterbeek.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue E. Van Becelaere, Boitsfort.

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Certifié conforme :

Un administrateur,

Ch. HALLEZ.

Le vice-président,

A. MOELLER de LADDERSOUS.

Société Minière de la Télé

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8548.

Constituée par acte sous seing privé en date du 22 mai 1912, autorisée par arrêté royal du 4 juin 1912.

Actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 29 juin 1912 et du 15 mars 1935.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Premier établissement fr.	1,—
Frais de prospection	1.085.432,13
Amortiss. antérieurs	1.030.411,45
Amortiss. de l'exercice	55.020,68

1,—

II. *Réalisable :*

Portefeuille - titres et participations	6.790.808,30	
Fonds publics	1.500.000,—	
Débiteurs divers	14.233.220,55	
		22.524.028,85

III. *Disponible :*

Banques et caisses	10.378.096,—
------------------------------	--------------

IV. *Divers :*

Comptes débiteurs	63.062,—	
Gestion pour compte de tiers	43.135.811,90	
		43.198.873,90

V. *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 76.100.999,75

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital: 9.000 actions de capital de 500 fr.	4.500.000,—	
Réserve statutaire	458.895,75	
		4.958.895,75

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations	1.010.000,—	
Créditeurs divers	20.187.734,14	
Dividendes à payer	3.510.000,—	
		24.707.734,14

III. *Divers :*

Comptes créditeurs	3.014.347,44	
Gestion pour compte de tiers	43.135.811,90	
		46.150.159,34

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	284.210,52	
		Fr. 76.100.999,75

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	615.605,60
Frais financiers		52.317,84
Provision pour impôts		40.500,—
Amortissement		55.020,68
Solde		284.210,52
	Fr.	<u>1.047.654,64</u>

CREDIT.

Revenus financiers et divers	203.604,92
Produits de l'exercice	844.049,72
	Fr. <u>1.047.654,64</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Solde à répartir :

5 % à la réserve statutaire	fr.	14.210,52
aux actionnaires : 1 ^{er} dividende de 6 %		270.000,—
	Fr.	<u>284.210,52</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1946.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Premier établissement	fr.	1,—
Frais de prospection	1.085.432,13	
Amortissements antérieurs	<u>1.085.432,13</u>	

II. Réalisable :

Portefeuille - titres et participations	8.364.167,95	
Fonds publics	2.108.740,—	
Débiteurs divers	<u>8.020.981,74</u>	
		18.493.889,69

III. *Disponible :*

Banques et Caisses (*)	18.779.874,44
----------------------------------	---------------

IV. *Divers :*

Comptes débiteurs	978.796,67	
Gestion pour compte de tiers	25.915.096,33	
		26.893.893,—

V. *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 64.167.658,13

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 9.000 actions de capital de 500 fr.	4.500.000,—	
Réserve statutaire	473.106,27	
Fonds spécial de réserve :	300.000,—	
		5.273.106,27

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations	1.166.934,90	
Créditeurs divers	28.055.178,21	
Dividendes à payer	2.430.000,—	
		31.652.113,11

III. *Divers :*

Comptes créditeurs	563.957,90	
Gestion pour compte de tiers	25.915.096,33	
		26.479.054,23

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	763.384,52
	Fr. 64.167.658,13

(*) Par application de l'arrêté du 6 octobre 1944, ce montant comprend une quantité temporairement indisponible de fr. 1.203.600,—.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1946.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	679.285,54
Frais financiers		13.820,36
Impôt sur le capital		306.735,—
Provision pour impôts		100.000,—
Fonds spécial de réserve		300.000,—
Solde		763.384,52
	Fr.	<u>2.163.225,42</u>

CREDIT.

Revenus financiers et divers	fr.	925.610,10
Produits de l'exercice		1.237.615,32
	Fr.	<u>2.163.225,42</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Solde à répartir :	
5 % à la réserve statutaire	fr. 38.169,22
aux actionnaires : 1 ^{er} dividende de 6 %	270.000,—
	Fr. 308.169,22
Sur le surplus, soit fr. 455.215,30 :	
10 % aux administrateurs et commissaires	45.521,52
50 % du solde à la Forminière	204.846,89
50 % du solde aux actionnaires, à titre de second dividende	204.846,89
	Fr. <u>763.384,52</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Premier établissement :

Solde au 1 ^{er} janvier 1947	fr.	1,—
Dépenses de l'exercice		146.179,21
		<u>146.180,21</u>

Amortissement de l'exercice	146.179,21	
	<u> </u>	1,—

II. Réalisable :

Portefeuille - titres et participations	10.117.080,35	
Fonds publics	2.108.740,—	
Débiteurs divers	8.465.145,98	
	<u> </u>	20.690.966,33

III. Disponible :

Banques et Caisses (*)	9.850.412,54
----------------------------------	--------------

IV. Divers :

Comptes débiteurs	2.399.925,93	
Gestion pour compte de tiers	25.162.114,24	
	<u> </u>	27.562.040,17

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	<u> </u>
	<u>Fr. 58.103.420,04</u>

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même :

Capital: 9.000 actions de capital de 500 fr.	4.500.000,—	
Réserve statutaire	511.275,49	
Fonds spécial de réserve	1.700.000,—	
	<u> </u>	6.711.275,49

II: Dettes de la société envers des tiers :

Montants non appelés sur participations	1.348.334,90	
Créditeurs divers	19.563.499,91	
Dividendes à payer	3.109.693,78	
	<u> </u>	24.021.528,59

III. Divers :

Comptes créditeurs	1.403.997,97	
Gestion pour compte de tiers	25.162.114,24	
	<u> </u>	26.566.112,21

(*) comprenant une quotité temporairement indisponible de fr. 1.203.600 (Arrêté-loi du 6 octobre 1944).

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	804.503,75
	<u>Fr. 58.103.420,04</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 2.309.334,04
Frais financiers	64.577,06
Provision pour impôts	100.000,—
Fonds spécial de réserve	1.400.000,—
Amortissement sur immobilisé	146.179,21
Solde	804.503,75
	<u>Fr. 4.824.594,06</u>

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr. 1.044.183,40
Revenus du portefeuille	3.634.188,64
Revenus financiers et divers	146.222,02
	<u>Fr. 4.824.594,06</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Solde à répartir :

5 % à la réserve statutaire	fr. 40.225,20
aux actionnaires : 1 ^{er} dividende de 6 %	270.000,—
	<u>Fr. 310.225,20</u>

Sur le surplus, soit fr. 494.278,55 :

10 % aux administrateurs et commissaires	49.427,85
50 % du solde à la Forminière	222.425,35
50 % du solde aux actionnaires, à titre de second divi- dende	222.425,35
	<u>Fr. 804.503,75</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 13 juillet 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve à l'unanimité les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices 1945, 1946 et 1947 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Par vote spécial, l'assemblée, à l'unanimité, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant les exercices 1945, 1946 et 1947.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans, en qualité d'administrateur, M. A. Cousin.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Prosper Lancsweert, ingénieur, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateur-directeur :

M. Adolphe Wisseler, ingénieur, 111, rue Auguste Lambiotte, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, ingénieur, 67, rue de la Source, Bruxelles.

M. José Bourgeois, administrateur de sociétés, 182, chaussée de Mons, Bruxelles.

M. Alfred Cousin, industriel, 24, avenue Brugmann, Bruxelles.

M. Paulo de Hemptinne, administrateur de sociétés, 10, avenue Mignot Delstanche, Bruxelles.

M. Albert E. Thiele, administrateur de sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Baron Jean de Beco, avocat honoraire, 41, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. François Janssens, inspecteur général honoraire du Ministère des Colonies, 25, rue Auguste Danse, Uccle.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

Bruxelles, le treize juillet mil neuf cent quarante-huit.

Certifié conforme.

Le président,

G. LESCORNEZ.

161.770.439,—

III. *Disponible :*

Banques, caisses et divers (1) 117.954.451,—

IV. *Divers :*

a) Comptes débiteurs 8.483.916,—
b) Gestion pour compte de tiers débiteurs 85.964.882,—
94.448.798,—

V. *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

Fr. 376.673.689,—

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

320.000 parts sociales sans désignation de
valeur 16.000.000,—
Réserve statutaire 29.768.220,—
45.768.220,—
Réserve de réévaluation 71.021.508,—

II. *Fonds d'assurance et de prévisions diverses 33.708.439,—*

III. *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers 25.917.551,—
Sociétés Affiliées 59.277.317,—
Montants non appelés sur participations 2.122.500,—
Dividendes à régler 2.298.108,—
89.615.476,—

IV. *Divers :*

a) Comptes créditeurs 23.531.158,—
b) Gestion pr compte de tiers créditeurs 85.964.882,—
109.496.040,—

(1) Suivant arrêté-loi du 6 octobre 1944, ce montant comprend une quotité temporairement indisponible de fr. 4.219.890,—.

V. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

VI. *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	27.064.006,—
	<u>Fr. 376.673.689,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration et divers (solde non imputé) . fr.	1.861.029,—
Droits de sortie, surtaxe douanière et impôts divers . .	17.195.292,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	3.000.000,—
Solde en bénéfice	27.064.006,—
	<u>Fr. 49.120.327,—</u>

CREDIT.

Résultats des exploitations diamantifères, aurifères et divers fr.	37.940.507,—
Revenus du portefeuille	10.005.006,—
Intérêts en banque, etc.	46.544,—
Produits divers	1.128.270,—
	<u>Fr. 49.120.327,—</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve statutaire fr.	1.353.200,—
fr. 3,— aux 320.000 parts sociales	960.000,—
10 % tantièmes au Conseil général	2.475.080,—
Superdividende de fr. 69,61 aux 320.000 parts sociales .	22.275.726,—
	<u>Fr. 27.064.006,—</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 13 juillet 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

L'assemblée acte que, usant du droit que lui confère l'article 10 des statuts, le Gouvernement de la Colonie, par lettre du 25 mars 1948, a désigné en qualité d'administrateur, pour un terme de trois ans, M. William H. Tuck.

L'assemblée à l'unanimité :

1°) réélit pour un terme de trois ans, MM. Baudine et le Baron Carton de Wiart, administrateurs sortants;

2°) sur proposition du groupe américain, appelle M. Allan A. Ryan aux fonctions d'administrateur pour occuper le mandat laissé vacant à la suite du décès de M. H. H. Vreeland.

M. Allan A. Ryan sera sortant à l'assemblée générale ordinaire de 1951.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, Bruxelles.

M. Auguste Callens, administrateur de sociétés, 50, rue Paul Emile Janson, Ixelles.

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Guillaume Van Esbroeck, ingénieur civil des mines, 59, avenue Edmond Mesens, Bruxelles.

M. Albert E. Thiele, administrateur de sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York, 5 N. Y.

M. William Hallan Tuck, ingénieur, « Perrywood » Mareborough, Maryland, U. S. A.

M. Pierre Ryckmans, avocat, 1, rue Nisard, Boitsfort.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Comte François-Xavier Carton de Wiart, docteur en droit, 85, rue d'Arlon, Bruxelles.

M. L. de Cock de Rameyen, propriétaire, 203, chaussée de Malines, Anvers.

M. P. de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, Château de et à Annevoie.

M. le Baron L. Jacques de Dixmude, officier, 15, Val de la Cambre, Bruxelles.

M. Lucien Puissant-Baeyens, propriétaire, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. G.K. Sturm, avocat, 26, Beaver Street, New-York.

Bruxelles, le treize juillet mil neuf cent quarante-huit.

Certifié conforme.

Le président,

F. VAN BREE.

Foulon et Perrière

Société en nom collectif

DISSOLUTION.

Entre les soussignés FOULON Fernand et PERRIERE Raoul il est convenu ce qui suit :

La Société en nom collectif FOULON et PERRIERE ayant son siège social à Libengé et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 10 septembre 1926 est dissoute à la date du 30 juin 1947.

Un bilan sera établi au 30 juin 1947. Chaque associé reprendra sa part d'après ce bilan.

L'associé Perrière est chargé de la liquidation de la Société.

Fait à Libengé le 30 juin 1947.

PERRIERE.

FOULON.

A. S. 659.

Pris en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance de la Province de l'Equateur ce jour, huit mars 1900 quarante-huit.

Fait au Greffe à Coquilhatville.

Le Greffier : Peremans.

Copie conforme.

Coût : dépôt : 50 fr; demande : 50 fr.; copie : 40 fr.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377.

Compte chèques postaux n° 51.202.

Publications légales :

« Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906.
Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937, 15 août 1945, 15 avril 1947.

Annexes au « Moniteur Belge » des 9 avril 1919 (acte n° 2105), 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16/17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n° 2066, 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1937 (actes n° 5554, 5555), 14/15 mai 1945 (acte n° 6.185), 19 avril 1947 (acte n° 6.678), 7 février 1948 (acte n° 2.163).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale du 12 juillet 1948.

ACTIF.

I. Actif immobilisé :

Premier établissement :

a) Concessions minières pour mémoire (*)

b) Usines, bâtiments, mobilier, installations diverses et matériel fr. 5.786.441.535

Amortiss. antérieurs . . . 1.647.262.194

moins :

Prélèvements de l'exercice 15.620.274

1.631.641.920

(*) Les concessions ont été obtenues en échange des titres et avantages suivants :

- 264.000 actions de dividende, remplacées depuis lors par des parts sociales.
- Une somme de fr. 6.000.000 en 1922.
- Une redevance annuelle égale à 10 % du bénéfice distribué au delà de fr. 93.150.000,— depuis 1937.
- 414.000 droits de vote aux assemblées générales.
- Des droits de souscription par priorité pour le quart des titres nouveaux offerts pour souscription aux actionnaires.

plus :		
Amortiss. de l'exercice	400.000.000	
	<u>2.031.641.920</u>	
Complément d'amortisse- ment sur actif réévalué à fin 1946	1.060.711.504	
	<u>3.092.353.424</u>	2.694.088.111
II. Actif réalisable :		
Magasins d'approvisionnements		93.572.607
Participations et titres en portefeuille :		
a) Participations	280.224.944	
moins :		
Montant restant à appeler	35.001.500	
	<u>245.223.444</u>	
b) Fonds d'Etat et obligations	553.020.648	
	<u>798.244.092</u>	
Produits : Minerais et Métaux		421.709.553
Débiteurs divers		698.647.178
III. Actif disponible :		
Banques et caisses		1.958.626.333
IV. Divers :		
Comptes débiteurs divers		9.341.644
V. Comptes d'ordre :		
Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
		<u>Fr. 6.674.229.518</u>

PASSIF.

I. Passif de la société envers elle-même :		
Capital social :		
Représenté par 1.242.000 parts sociales sans désigna- tion de valeur		3.000.000.000
Réserves :		
Fonds de réserve	60.000.000	
Fonds spécial de réserve et de prévision	74.415.999	
Fonds spécial de renouvellement	667.627.183	
	<u>802.043.182</u>	

II. *Passif de la société envers des tiers :*

Exigible à long terme :

Obligations :

200.000 obligations nominatives 4 1/2 p. c. de 100 francs chacune à droit de vote	20.000.000
--	------------

Exigible à court terme :

Créditeurs divers	1.224.974.241
Coupons à payer et obligations à rembourser	144.284.965

III. *Divers :*

Comptes créditeurs divers	687.440.599
-------------------------------------	-------------

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires de cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. *Solde :*

Profits et pertes :

Report à nouveau de l'exercice précédent	48.920.546	
Bénéfice de l'exercice 1947	746.565.985	
		795.486.531
	Fr.	<u><u>6.674.229.518</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1947.

DEBIT.

Intérêts sur obligations 4 1/2 p. c. et taxe mobilière . fr.	1.034.483
Perte sur vente d'obligations de l'emprunt de la libération	29.689.250
Taxes et impôts :	
Droits de sortie	207.362.452
Surtaxes douanières et droits de sortie complémentaires	207.091.941
Provision pour impôt sur les bénéfices	300.000.000
Autres taxes et impôts	186.290.050
	900.744.443
Redevance au Comité Spécial du Katanga (article 37 des Statuts)	50.540.422

Amortissements :

sur premier établissement	400.000.000	
sur magasins d'approvisionnements	1.909.645	
		<u>401.909.645</u>
Solde bénéficiaire		746.565.985
		<u>Fr. 2.130.484.228</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	2.065.381.884
Revenus de portefeuille		58.091.777
Intérêts, commissions et divers		7.010.567
		<u>Fr. 2.130.484.228</u>

EMPLOI ET REPARTITION DES BENEFICES NETS.

Bénéfices nets de l'exercice 1947	fr.	746.565.985
Report à nouveau de l'exercice précédent		48.920.546
		<u>Fr. 795.486.531</u>
Dotation au Fonds de réserve	fr.	37.328.299
Dotation au Fonds spécial de réserve et de prévision		65.584.001
Report à nouveau		62.517.160
Dividende à 1.242.000 parts sociales		598.554.217
Tantièmes au Conseil d'administration, au Collège des commissaires et au personnel		31.502.854
		<u>Fr. 795.486.531</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Gaston Blaise, gouverneur de la Société Générale de Belgique, 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Président honoraire :

M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-président :

M. Maurice Hely-Hutchinson, président de la « Tanganyika Concessions Ltd. Princes House, 95, Gresham Street, Londres.

Administrateur-délégué - président du Comité Permanent :

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

Administrateur-délégué, résidant au Congo :

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines, « La Roseraie », boulevard Elisabeth, Elisabethville.

Administrateurs-directeur :

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, square Vergote, Schaerbeek.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, 4, avenue du Congo, Ixelles.

M. Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, 276, avenue Molière, Uccle.

Administrateurs :

M. Henri Buttgenbach, ingénieur civil des mines, 182, avenue Président Roosevelt, Bruxelles.

M. Ary Guillaume, secrétaire général du Comité Spécial du Katanga, 87, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek.

M. Godfrey C. Hutchinson, administrateur-directeur de la « Tanganyika Concessions Ltd », Princes House, 95 Gresham Street, Londres.

M. Jules Jadot, ingénieur civil des mines, 32, rue de Spa, Bruxelles.
Membres du Comité Permanent.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, administrateur de sociétés, 50, boulevard Saint-Michel, Etterbeek.

Commissaires :

M. Pierre Jadot, administrateur de sociétés, Château de Jolimont, La Hulpe.

M. Maurice Robert, ingénieur géologue, 210, avenue Molière, Ixelles.

M. Louis H. Weatherley, Chartered Accountant F. C. A., Mansion House, 14 Georges Street, Londres.

Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Certifié conforme.

Le président du Conseil d'administration,

(s.) G. BLAISE.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 13.377.

Compte chèques postaux n° 51.202.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 12 juillet 1948.*

L'assemblée, à l'unanimité, renouvelle les mandats de MM. Jules Cousin et Godfrey C. Hutchinson, administrateurs, et de M. Maurice Robert, commissaire, qui viennent à expiration immédiatement après l'assemblée.

Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Certifié conforme.

Le président du Conseil d'administration,

(s.) G. BLAISE.

**Compagnie Jules Van Lancker
Anciennement « Plantations Jules Van Lancker »**

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : N'Kolo - Km. 194 (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Berger, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 45.756.

Autorisée par arrêté royal en date du 19 novembre 1927.

Constituée le 10 octobre 1927, suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 5-6 décembre 1927, acte n° 14.273, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 décembre 1927.

Modifications aux statuts, le 15 avril 1930, parue aux annexes du « Moniteur Belge » du 15 mai 1930, acte n° 7954, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1930, et autorisées par arrêté royal en date du 21 mai 1930.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Frais de constitution et de premier établissement fr.	303.355,02	
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	11.379.579,90	
Immeubles et usines en Afrique	12.901.329,97	
Nouvelles immobilisations 1947	246.295,—	
		13.147.624,97
Mobilier et matériel général en Afrique	3.161.179,81	
Matériel roulant et de navigation	2.513.103,17	
Mobilier d'Europe	61.612,60	
Bétail	555.884,36	
Réévaluation provisoire du capital investi	27.326.596,14	
		58.448.935,97
Amortissements antérieurs	30.386.860,58	
Amortissement exercice 1947	5.844.893,59	
		36.231.754,17
		22.217.181,80

II. — *Disponible :*

Banques	12.693.168,04	
Comptes de chèques postaux	463.489,64	
Caisses et espèces en route	3.532.751,46	
		16.689.409,14

III. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	661.252,—	
Participations	400.000,—	
Débiteurs divers	7.639.034,80	
Fournisseurs-Avances sur commandes en cours	3.632.238,92	
Marchandises et approvisionnements en Afrique, en Europe et en cours de route	33.748.156,15	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	13.595.547,77	
		59.676.229,64

IV. — *Divers* :

Dépenses de « Welfare » pour indigènes .	2.127.195,15	
Dépenses anticipatives pour 1948 . . .	27.166,30	
Comptes débiteurs à régler	335.212,02	
		2.489.573,47

V. — *Comptes d'ordre* :

Dépôts des titres déclarés	795.040,—	
Garanties statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours .	pour mémoire	
		795.040,—
		Fr. 101.867.434,05

Le Collège des commissaires.

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital	fr. 25.000.000,—	
représenté par :		
18.000 actions de capital de 500 francs.		
3.200 actions de capital de 5.000 francs.		
18.000 actions de dividende sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	1.559.272,75	
Réserve extraordinaire	9.000.000,—	
Réserve pour investissements nouveaux .	1.000.000,—	
Plus-value de réévaluation provisoire .	27.326.596,14	
		63.885.868,89

II. — *Dettes de la société envers les tiers* :

Créditeurs divers	19.754.246,36	
Acceptations	14.161,—	
Dividendes non réclamés	168.069,24	
		19.936.476,60

III. — *Divers* :

Fonds de « Welfare » pour indigènes .	2.127.195,15	
Fonds de pension et d'œuvres sociales pour indigènes	200.000,—	
Comptes créditeurs à régler	1.744.504,02	
		4.071.699,17

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	795.040,—	
Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
		<u>795.040,—</u>

V. — *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	13.178.349,39	
		<u>Fr. 101.867.434,05</u>
Le Conseil d'administration.		

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	794.898,45
Fonds de « Welfare » pour indigènes		252.195,15
Fonds de pension et d'œuvres sociales pour indigènes		100.000,—
Amortissements sur immobilisations		5.844.893,59
Solde en bénéfice net		13.178.349,39
		<u>Fr. 20.170.336,58</u>
Le Collège des commissaires.		

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	374.279,63
Résultat d'exploitation et revenus du portefeuille		17.462.949,86
Réalisation d'immobilisations		2.310.000,—
Intérêts		23.107,09
		<u>Fr. 20.170.336,58</u>
Le Conseil d'administration.		

REPARTITION DU BENEFICE.

1. — 5 % à la réserve statutaire (sur 12.804.069,76) fr.	640.203,45
2. — Premier dividende aux actions de capital 7 % brut.	1.750.000,—
3. — Tantièmes aux administrateurs et commissaires 10 % du solde de : fr. 10.413.866,31	1.041.386,63
4. — Deuxième dividende aux actions de capital de 4,90 % brut	1.225.000,—
5. — Dividende aux actions de dividende de 29,16 brut par coupon	525.000,—
	<u>1.750.000,—</u>

6. — Réserve pour investissements nouveaux	2.000.000,—
7. — Réserve extraordinaire	3.000.000,—
8. — Prévision pour taxes fiscales	2.405.000,—
9. — Solde reporté à nouveau	591.759,31

Fr. 13.178.349,39

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 1948.

1°) L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires;

2°) Sont approuvés, le Bilan et le compte de « Profits et Pertes » de l'exercice social 1947, avec la répartition du bénéfice présentée par le Conseil d'administration.

3°) L'assemblée, par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice social 1947;

4°) L'assemblée décide de renouveler pour un terme de six ans, les mandats de Messieurs Léon Bureau et Pierre Le Bœuf, administrateurs, venus à expiration.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston Vandermeeren, président, avocat à la Cour d'Appel, rue Bosquet, 76, à Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Jules Van Lancker, administrateur-délégué, administrateur de sociétés, avenue Lippens, 11, Léopoldville (Congo Belge).

M. Léon Bureau, administrateur, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, Parc de l'Etoile, « La Brousse », à Ottignies.

M. Georges Geerts, administrateur, ingénieur civil des mines U. L. B., avenue Edmond Mesens, 63, Etterbeek.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur, administrateur de sociétés, rue du Monastère, 28, Bruxelles.

M. Jean Mertens, administrateur, 130, avenue Jan Van Rijswijck, Anvers, administrateur de sociétés.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Théophile Allard, commissaire, administrateur de sociétés, rue Blanche, 37, Bruxelles.

M. Hubert du Bois d'Aische, propriétaire, avenue de Margrave, 152, Anvers.

Bruxelles, le 13 juillet 1948.

Certifié conforme.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER, S. C. R. L.

Le président,

G. VANDERMEEREN.

Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo
« S.I.E.F.A.C. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège administratif : 27, rue du Berger, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 46.858.

Constituée par acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 2 octobre 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 6 novembre 1924, (acte n° 12.472) et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 décembre 1924, page 527, approuvé par arrêté royal du 20 novembre 1924.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 29 janvier 1926, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1926, page 193, approuvé par arrêté royal du 26 mars 1926.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 30 juin 1927, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 19 septembre 1927, page 705, approuvé par arrêté royal du 17 août 1927.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 25 octobre 1935, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 33, annexes au « Moniteur Belge » du 23 novembre 1935, (acte n° 15.307) approuvé par arrêté royal du 13 décembre 1935.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains, concessions, zone d'huilerie, mise en valeur palmeraies . . . fr.	918.564,59
Immeubles et installations	1.819.455,63
Nouvelles immobilisations 1947	343.200,—
	2.162.655,63
Usines, matér. et outillage	1.169.075,17
Nouvelles immobilisations 1947	965.330,—
	2.134.405,17
Matériel roulant et de navigation . . .	1.104.394,29
Mobilier	162.864,—
Réévaluation provisoire du capital investi	3.718.332,63
	10.201.216,31

Amortiss. antérieurs	5.174.353,68		
Amortiss. exercice 1947	1.002.686,26		
		6.177.039,94	
			4.024.176,37
Frais de constitution		153.488,60	
Amortissements antérieurs		153.487,60	
			1,—
			4.024.177,37

II. — *Disponible :*

Banques	6.390.094,67		
Caisses, chèq.-postaux et espèces en route	1.234.896,79		
			7.624.991,46

III. — *Réalisable :*

Débiteurs divers	2.310.662,86		
Marchandises et matériel en Afrique et en route	3.807.024,58		
Produits en Afrique et en route	6.832.820,—		
			12.950.507,44

IV. — *Divers :*

Dépenses de « Welfare » en faveur du personnel indigène	466.973,54		
Comptes débiteurs à régler	55.314,04		
			522.287,58

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts de titres déclarés	30.000,—		
Cautionnements de gestion	P.M.		
			30.000,—
		Fr.	25.151.963,85

PASSIF.

I. — *Envers la société :*

Capital fr.	2.600.000,—	
représenté par :		
2000 actions de capital ordinaires de fr. 500,—.		
3200 actions de capital privilégiées de fr. 500,—.		
Réserve statutaire	556.316,34	

Réserve pour investissements nouveaux .	2.200.000,—	
Fonds de réserve extraordinaire et de pré- vision fiscale	1.245.979,82	
Plus-value de réévaluation provisoire .	3.718.332,63	
	<u> </u>	10.320.628,79

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	4.440.357,—	
Dividendes non réclamés	42.448,20	
	<u> </u>	4.482.805,20

III. *Divers :*

Fonds de « Welfare » en faveur du per- sonnel indigène	2.300.000,—	
Comptes créditeurs à régler	1.416.202,16	
	<u> </u>	3.716.202,16

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	30.000,—	
Dépôts de cautionnements	P.M.	
	<u> </u>	30.000,—

V. — *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice net	6.602.327,70	
	<u> </u>	
		Fr. 25.151.963,85
		<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	123.048,01
Amortissement sur immobilisations		1.002.686,26
Solde reporté de l'exercice précédent .	82.666,55	
Bénéfice net de l'exercice	6.519.661,15	
	<u> </u>	6.602.327,70
		<u> </u>
	Fr.	7.728.061,97
		<u> </u>

Le Collège des commissaires.

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	82.666,55
Résultat d'exploitation de 1947		7.643.491,66
Intérêts		1.903,76
	Fr.	<u>7.728.061,97</u>

Le Conseil d'administration.

REPARTITION DU BENEFICE.

1° — 5 % à la réserve statutaire sur 6.519.661,15	fr.	325.983,05
2° — Tantièmes statutaires : 10 % du solde de six millions cent nonante-trois mille six cent septante-huit francs 10 c.		619.367,80
Dividende aux actions de capital privilégiées :		
3° — Premier dividende de fr. 30,— brut, soit 20,40 net au coupon n° 13 de l'exercice 1947	65.280,—	
4° — Deuxième dividende de fr. 236,49 net, au coupon n° 13 de l'exerc. 1947	756.768,—	
		822.048,—
5° — Dividende aux actions de capital ordinaire de francs 472,98 net au coupon n° 24 de l'exercice 1947		945.960,—
6° — Taxe mobilière sur dividendes	442.001,87	
Impôt exceptionnel sur dividendes	390.001,65	
		832.003,52
7° — Réserve pour investissements nouveaux et prévision pour taxes fiscales		2.505.635,—
8° — Solde à reporter		551.330,33
	Fr.	<u>6.602.327,70</u>

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 24 JUIN 1948.

1°) L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires.

2°) Sont approuvés, les Bilan et Compte de Profits et Pertes » de l'exercice social 1947.

3°) L'assemblée décide à l'unanimité de répartir le bénéfice de l'exercice social 1947, conformément à la proposition faite par le Conseil d'administration.

4°) L'assemblée, par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice social 1947.

5° — L'assemblée prend acte de ce que le nombre d'administrateurs se trouve réduit à quatre à partir de ce jour.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston Vandermeeren, président, avocat à la Cour d'Appel, 76, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Jules Van Lancker, administrateur-délégué, administrateur de sociétés, 11, avenue Lippens, Léopoldville (Congo Belge).

M. Georges Geerts, administrateur, ingénieur civil des mines, U. L. B., 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

M. Jean-Louis Merckx, administrateur, docteur en droit, 42a, rue de Tenbosch, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Emile Duquesne, commissaire, ingénieur A. I. Ms., 154, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Jules Durviaux, commissaire, chef-comptable, 100, rue Delescluze, Berchem-Anvers.

Bruxelles, le 13 juillet 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE INDUSTRIELLE D'EXPLOITATIONS FORESTIERES
AU CONGO « S.I.E.F.A.C. »

Le président,
G. VANDERMEEREN.

Plantations de Sinda

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Sinda (Rutshuru) Kivu - Congo Belge.

Siège administratif : Bruxelles, 23, avenue de l'Orée.

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SOCIETE « PLANTATIONS DE SINDA » TENUE LE 6 JUILLET 1948.

L'assemblée prend les résolutions suivantes :

1°) L'assemblée approuve, à l'unanimité des voix, le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1947 tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration et approuvés par le commissaire.

2°) L'assemblée, à l'unanimité des voix, donne décharge de leur gestion jusqu'au 31 décembre 1947 à Messieurs les membres du Conseil d'administration et au commissaire.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION.

Monsieur André de Walque, docteur en droit, administrateur et président du Conseil d'administration, avenue Bel Horizon, Genval.

Monsieur André Le Brun, administrateur-directeur, Plantation de Sinda, Rutshuru, Kivu, Congo Belge.

Baron Edouard de le Court, administrateur, 112, avenue des Nations, Bruxelles.

Mademoiselle Jeanne Le Brun, administrateur, 23, avenue de l'Orée, Bruxelles.

Monsieur Henri Le Docte, commissaire, 67, rue de la Charité, Bruxelles.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Emphythéose . . .	500.000,—	
Amortiss. 1947 . . .	33.333,—	
		466.667,—
Frais de constitution . .	133.588,85	
Amortiss. 1947 . . .	13.588,85	
		120.000,—
Boisements		200.000,—
Etablis. plantation café .	1.380.000,—	
Amortiss. 1947 . . .	69.000,—	
		1.311.000,—

Etablis. plantation quinquina	150.000,—	
Bâtiments - constructions	783.385,—	
Amortiss. 1947	39.385,—	
		744.000,—
Matériel	148.815,75	
Amortiss. 1947	14.815,75	
		134.000,—
Mobilier	26.012,80	
Amortiss. 1947	2.612,80	
		23.400,—
		3.149.067,—
<i>Réalisable :</i>		
Participations	15.000,—	
Petit élevage	5.930,—	
Avances à encaisser sur produits	60.112,20	
Liquidation pools à encaisser	214.600,—	
Débiteurs divers	106.565,35	
Compte débiteur	46.083,—	
Gestion plantations en reprise	204.417,30	
		652.707,85
<i>Disponible :</i>		
Banquier en Europe	29.999,—	
Fonds consignés en Afrique	233.602,05	
		263.601,05
<i>Compte d'ordre :</i>		
Plantations en reprise		3.635.000,—
<i>Pertes et profits :</i>		
Perte de l'exercice		191.824,10
Total de l'actif : fr.		7.892.200,—

PASSIF.

<i>De la société envers elle-même :</i>		
Capital : 800 parts sociales de 5.000 francs	fr.	4.000.000,—
<i>De la société envers les tiers :</i>		
Créditeurs		257.200,—
<i>Compte d'ordre :</i>		
Reprise plantations		3.635.000,—
Total du passif : fr.		7.892.200,—

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr.	731,—
Frais généraux Afrique		176.424,70
Frais d'exploitation Sinda		463.804,60
Amortissements sur immobilisations :		
sur emphythéose		33.333,—
sur frais de constitution		13.588,85
sur établiss. plant. café		69.000,—
sur bâtiments et constructions		39.385,—
sur matériel		14.815,75
		<u>170.122,60</u>
	Fr.	<u>1.028.874,90</u>

Approuvé par le commissaire en séance du 22 juin 1948.

(signé : H. Le Docte.)

CREDIT.

Ventes et productions café SINDA :

Avances à 0,15 fr. le point sur 48.720 Kg.	670.108,80
Liquidation pools à encaisser : 0,035 fr. le point sur 48.720 Kg. à 92 point en moyenne au kilo	157.000,—
Ventes diverses	12.150,—
Solde débiteur au 31 décembre 1947	191.824,10
	<u>Fr. 1.028.874,90</u>

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 18 juin 1948.

(signé : J. Le Brun — Baron de le Court — A. de Walque.)

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 36653.

NOMINATIONS.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
du 2 juillet 1948.*

Bureau :

Le Conseil, par application de l'article 24 des statuts, réélit Monsieur Edgar Sengier, en qualité de vice-président.

Comité Technique :

Le Conseil, par application de l'article 29 des statuts, réélit Monsieur Edgar Sengier en qualité de membre du Comité Technique.

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Certifié exact :

Aimé MARTHOZ.

Administrateur.

Herman ROBILIART.

Administrateur-délégué.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 36653.

Constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 11 septembre 1929, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 octobre 1929, acte n° 16051, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1929; les dits statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 29 février 1932, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 mai 1932, acte n° 6851, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1932, et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 21 février 1938, publié aux annexes du « Moniteur

Belge » du 24 avril 1938, acte n° 5757, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1938; et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 10 décembre 1947, ce dernier acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 20 février 1948, acte n° 2808.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain, immeubles, installations, mobilier, travaux en cours et matériel . fr.	83.694.098,—	
à déduire :		
Fonds d'amortissement	64.178.249,—	19.515.849,—

Réalisable :

Actionnaires	32.000.000,—	
Matériel et approvisionnements	12.025.580,—	
Portefeuille	22.204.789,—	
Avances sur commandes	8.690.538,—	
Débiteurs	16.470.342,—	91.391.249,—

Disponible :

Banques et Caisses	50.876.289,—
------------------------------	--------------

Divers :

Comptes débiteurs	763.219,—
-----------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Contrats en cours*	pour mémoire
	<u>Fr. 162.546.606,—</u>

PASSIF.

Capital et réserves :

Capital fr.	100.000.000,—	
Réserve statutaire	2.000.000,—	
Fonds spéciaux de réserve et de prévision	21.200.000,—	
Fonds de renouvellement	8.000.000,—	
Fonds pour l'augmentation du bien-être des indigènes	1.426.675,—	132.626.675,—

Exigible :

Créditeurs	15.140.909,—
----------------------	--------------

Divers :

Comptes créditeurs	7.558.066,—
------------------------------	-------------

Résultats :

Report antérieur	879.900,—	
Bénéfice de l'exercice	6.341.056,—	
		7.220.956,—

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
Contrats en cours	pour mémoire
	Fr. 162.546.606,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	3.723.414,—
Amortissements :		
sur immobilisé		7.691.127,—
sur Portefeuille		600.000,—
		8.291.127,—
Prévision fiscale		1.000.000,—
Solde bénéficiaire		7.220.956,—
	Fr.	20.235.497,—

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	879.900,—
Revenus financiers		972.102,—
Résultats d'exploitation provenant de nos activités :		
— pour l'U. M. H. K.		11.897.772,—
— pour les autres clients		6.485.723,—
		18.383.495,—
	Fr.	20.235.497,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

Réserve statutaire : 5 % sur fr. 6.341.056,— fr.	317.053,—
Fonds spéciaux de réserve et de prévision	1.200.000,—
Report à nouveau	1.837.236,—
6 % de dividende brut aux 40.000 actions anciennes	1.200.000,—
10 % du reliquat aux administrateurs et commissaires	266.667,—
Le solde, soit 12 % brut, aux 40.000 actions anciennes	2.400.000,—
Fr.	7.220.956,—

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil :

M. Gaston Blaise, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, 47.

Vice-présidents :

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, 24.

M. Pierre-Joseph Leemans, ingénieur civil des mines, demeurant à Hoboken, avenue Louise, 7.

Administrateur-délégué :

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, 4.

Administrateur-directeur :

M. Pierre Dumortier, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue de la Renaissance, 47.

Administrateur-ingénieur-conseil :

M. Georges Delhayé, ingénieur civil des mines, demeurant à Mons, boulevard Dolez, 2.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines et ingénieur-électricien, demeurant à Elisabethville (Congo Belge).

M. Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines et ingénieur-électricien, demeurant à Neerpelt, villa Merckem.

M. Octave Jadot, ingénieur civil des mines et ingénieur-électricien, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, 102.

M. Serge Lambert, ingénieur A. I. Ms., demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 209.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, 43.

M. Jérôme Quets, ingénieur civil des mines, demeurant à Louvain, boulevard de Namur, 94.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, 25. Président.

M. Georges Beetz, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, chaussée de Waterloo, 878.

M. Auguste Berckmoes, expert-comptable, demeurant à Jette-Saint-Pierre, rue Ferdinand Lenoir, 76.

M. Henri Cornelius, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Forest, place Constantin Meunier, 1.

M. Paul Verleysen, expert-comptable, demeurant à Etterbeek, rue des Coquelicots, 31.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 1948

... ..

2. L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire de l'exercice 1947, le tout conformément aux propositions du Conseil d'administration contenues dans son rapport mentionné ci-dessus.

... ..

Cette décision est prise à l'unanimité.

3. L'assemblée, par vote spécial, en application de l'article 45 alinéa 3 des statuts, donne à Messieurs les administrateurs et commissaires décharge de leur gestion pendant l'exercice 1947.

Cette décision est prise à l'unanimité, les administrateurs et commissaires s'abstenant pour ce qui les concerne.

4. L'assemblée renouvelle les mandats de Messieurs Edgar Sengier et Serge Lambert, administrateurs sortants. Ces mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1953.

Cette décision est prise à l'unanimité, chaque intéressé présent s'abstenant en ce qui le concerne.

**LISTE DES ACTIONNAIRES
N'AYANT PAS LIBERE COMPLETEMENT LEURS ACTIONS
AU 2 JUILLET 1948.**

	Nombre d'actions	CAPITAL		
		souscrit Fr.	versé Fr.	restant à verser Fr.
Union Minière du Haut Katanga --- Bruxelles	80.000	40.000.000	24.000.000	16.000.000
Société Générale Métallurgique de Hoboken — Hoboken . . .	30.000	15.000.000	9.000.000	6.000.000
Cie du Congo pour le Commerce et l'Industrie — Bruxelles . .	16.000	8.000.000	4.800.000	3.200.000
Société Générale des Minerais — Bruxelles	11.680	5.840.000	3.504.000	2.336.000
Cie Foncière du Katanga --- Bru- xelles	11.080	5.540.000	3.324.000	2.216.000
Cie des Métaux d'Overpelt-Lom- mel et de Corphalie — Bru- xelles	5.560	2.780.000	1.668.000	1.112.000
Cie du Katanga — Bruxelles . .	2.000	1.000.000	600.000	400.000
Charbonnages de la Luena — Bruxelles	1.240	620.000	372.000	248.000
Banque F. M. Philippson et Cie. — Bruxelles	1.120	560.000	336.000	224.000
M. Arthur Bemelmans — Brux.	40	20.000	12.000	8.000
M. Gaston Blaise — Bruxelles .	100	50.000	30.000	20.000
Héritiers de M. Clovis Cavillot — Bruxelles	100	50.000	30.000	20.000
M. Jules Cousin — Elisabethville.	100	50.000	30.000	20.000
M. Adolphe Fassotte — Neer- pelt.	100	50.000	30.000	20.000
M. Octave Jadot -- Bruxelles . .	100	50.000	30.000	20.000
(*) M. Gustave-Louis Lechien — Guatemala City	100	50.000	30.000	20.000
M. Pierre-Joseph Leemans — Ho- boken.	100	50.000	30.000	20.000
M. Edgar Sengier — Bruxelles.	100	50.000	30.000	20.000
M. Georges Beetz — Bruxelles .	28	14.000	8.400	5.600

(*) Titres restant à transférer.

	Nombre d'actions	CAPITAL		
		souscrit Fr.	versé Fr.	restant à verser Fr.
Succession du Comte Juan d'Alcantara de Querrieu — Brux.	28	14.000	8.400	5.600
M. Gilbert Périer — Bruxelles .	28	14.000	8.400	5.600
M. Désiré Van Bleyenbergh — Bruxelles	28	14.000	8.400	5.600
M. Paul Verleysen — Bruxelles .	28	14.000	8.400	5.600
(*) M. Olivier Périer — Bruxelles	24	12.000	7.200	4.800
Melle Franç. Périer — Bruxelles.	24	12.000	7.200	4.800
Melle Anne Périer — Bruxelles .	24	12.000	7.200	4.800
Melle Claire Périer — Bruxelles.	28	14.000	8.400	5.600
Mme Vve Jean Deschacht - Brux.	52	26.000	15.600	10.400
Melle Lucienne Deschacht - Brux.	16	8.000	4.800	3.200
Mme M. L. Deschacht, épouse Brutsaert-Perk	16	8.000	4.800	3.200
Melle Marthe Deschacht - Brux.	16	8.000	4.800	3.200
M. Herman Robiliart — Bruxelles	6	3.000	1.800	1.200
M. Aimé Marthoz — Bruxelles .	7	3.500	2.100	1.400
M. Jérôme Quets — Louvain. .	6	3.000	1.800	1.200
M. Pierre Dumortier — Bruxelles	6	3.000	1.800	1.200
M. Serge Lambert — Bruxelles .	6	3.000	1.800	1.200
M. Georges Delhayé — Mons .	6	3.000	1.800	1.200
M. Auguste Berckmoes - Brux.	2	1.000	600	400
M. Henri Cornélius — Bruxelles.	1	500	300	200
S. A. Espinette Linkebeek - Brux.	100	50.000	30.000	20.000
	160.000	80.000.000	48.000.000	32.000.000
Actions entièrement libérées .	40.000	20.000.000	20.000.000	—
Total :	200.000	100.000.000	68.000.000	32.000.000

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Certifié exact :

Aimé MARTHOZ.
Administrateur.

H. ROBILIART.
Administrateur-délégué.

(*) Titres restant à transférer.

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga « SOGEFOR »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue de la Science, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 809.

Constituée le 23 novembre 1925 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal du 1^{er} décembre 1925.

Publications légales : Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1925, 15 septembre 1928, 15 octobre 1929 et 15 septembre 1930. Annexes au « Moniteur Belge » des 7, 8 décembre 1925, 13-14 août 1928, 8 août 1929 et 17 mai 1930 (actes numéros 13.495, 11.574, 12.938 et 8.098).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale annuelle du 12 juillet 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Etudes, travaux et installations :

Etudes initiales fr. 9.250.000,—

Travaux de Lualaba 4.133.563,97

Installations de la Lufira 278.550.923,01

Divers 6.145.772,63

298.080.259,61

Travaux en cours 586.892,82

Frais de constitution 137.181,30

Amortissement antérieur. 137.180,30

1,—

Charges inhérentes à l'Emprunt Fl. P. B.

remboursé anticipativement en 1946 . 20.239.738,63

Amortissements :

exercice 1946 . . . 5.000.000,—

exercice 1947 . . . 10.000.000,—

15.000.000,—

5.239.738,63

Réalisable :

Approvisionnements 8.727.335,62

Amortissements :

exercices antérieurs . 4.719.918,99

exercice 1947 . . . 86.082,06

4.806.001,05

3.921.334,57

Portefeuille	17.278.000,—
Débiteurs divers	41.228.221,70

Disponible :

Caisse, banques et dépôts	41.508.624,93
-------------------------------------	---------------

Divers :

Comptes débiteurs	867.130,88
-----------------------------	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
--------------------------------------	--------------

Fr. 408.710.204,14

PASSIF.

Envers la société :

Capital :

160.000 actions de 500 francs fr.	80.000.000,—
106.666 parts bénéficiaires sans désignation de valeur	—
Fonds de réserve social	8.000.000,—
Fonds d'amortissement	206.339.313,67

Envers des tiers :

Versement non appelé sur titres au portefeuille . . .	640.000,—
Créditeurs divers	66.430.721,26
Coupons d'actions	14.224.162,98

Divers :

Comptes créditeurs	519.112,—
------------------------------	-----------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
--------------------------------------	--------------

Profits et Pertes :

Solde	32.556.894,23
-----------------	---------------

Fr. 408.710.204,14

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	1.103.255,70
Intérêts, commissions et change		1.337.516,31
Impôts et taxes		265.200,—
Provision pour impôts		7.750.000,—
Amortissements		28.586.082,06
Solde créditeur		32.556.894,23
	Fr.	71.598.948,30

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation et divers	71.598.948,30

REPARTITION.

Solde disponible	fr.	32.556.894,23
Premier dividende de fr. 36,144 brut à chacune des 160.000 actions de 500 francs		5.783.132,53
		26.773.761,70
10 p. c. au Conseil d'administration et au Collège des commissaires		2.677.376,17
		24.096.385,53
Second dividende de fr. 16,072 brut à chacune des 160.000 actions de 500 francs		2.891.566,27
		21.204.819,26
Reliquat :		
50 p. c. aux actions de 500 francs; soit fr. 66,265 brut à chacune des 160.000 actions de 500 francs		10.602.409,63
		10.602.409,63
50 p. c. aux parts bénéficiaires soit fr. 99,397 brut à chacune des 106.666 parts bénéficiaires		10.602.409,63

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Robert Van Cauwenberghe, directeur de la Société Générale de Belgique, 17, rue Guimard, Bruxelles.

Vice-présidents :

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville (Congo Belge).

M. Victor Dooms, ingénieur, 571, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Robert Bette, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur-directeur :

M. Aimé Marthoz, administrateur de sociétés, 43, square Vergote, Schaerbeek.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Amédée Begault, administrateur de sociétés, 12, avenue du Derby, Bruxelles.

M. Arthur Bemelmans, administrateur de sociétés, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, Lindestraat, à Vollezele.

M. Gaston Deladrière, administrateur de sociétés, 43, avenue de l'Horizon, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Gustave Gillon, administrateur de sociétés, 5, avenue des Joyeuses Entrées, Louvain.

M. Armand Halleux, administrateur de sociétés, 3, rue de la Révolution, Bruxelles.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. le Comte Maurice Lippens, administrateur de sociétés, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Albéric May, administrateur de sociétés, 60, avenue Hamoir, Uccle.

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 4, avenue du Congo, Ixelles.

M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine, Bruxelles.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 12, avenue Henri Pirenne, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, 77, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre.

M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Bruxelles.

M. Max Gottschalk, avocat, 2, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Max Vuylsteke, administrateur de sociétés, 14, avenue Emile Demot, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 12 juillet 1948.

L'assemblée générale ratifie la nomination provisoire de MM. Herman Robiliart et Robert Van Cauwenberghe, appelés aux fonctions d'administrateur par le Conseil général du 5 février 1948.

L'assemblée générale réélit en qualité d'administrateur MM. Amédée Begault, Herman Robiliart et Robert Van Cauwenberghe, elle décide de confier, au Baron Edouard Empain, le mandat d'administrateur laissé vacant par suite de la démission de M. Robert Haerens.

L'assemblée décide de confier à M. Fred Vanderlinden le mandat de commissaire devenu vacant par suite du décès du Baron Tombeur.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 12 juillet 1948.

Le Conseil d'administration décide de renouveler, pour la durée de son mandat d'administrateur, les mandats de président du Conseil d'administration et de membre du Comité de direction, de M. Robert Van Cauwenberghe, réélu aux fonctions d'administrateur par l'assemblée du même jour.

Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE GENERALE
DES FORCES HYDRO-ELECTRIQUES DU KATANGA
Société congolaise à responsabilité limitée.

*Deux administrateurs,
(signatures illisibles.)*

Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo
Anciennement : Compagnie des Produits du Congo

Société Anonyme

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3920.

Acte constitutif : Annexes au « Moniteur Belge » du 14 décembre 1889, n° 2558. « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de janvier 1890 — n° 1.

Actes modificatifs : Annexes au « Moniteur Belge » des 24/25 février 1890, n° 354; 18 novembre 1908, n° 6323; 30 novembre 1919, n° 10493; 4/5 juin 1923, n° 6505; 1^{er} septembre 1926, n° 10060; 6/7 septembre 1926, n° 10160 bis; 6 juillet 1927, n° 9075; 10 mai 1928, n° 6713; 11/12 février 1935, n° 1303; 29 octobre 1936, n° 14951; 5 octobre 1946, n° 18672; 4 mai 1947, n° 8422; 10 octobre 1947, n° 18398; ainsi qu'aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1927, 15 juin 1928 et 10 décembre 1946 et aux annexes au « Bulletin Administratif du Congo Belge » des 25 juin 1935, 25 mars 1937, 10 décembre 1946, n° 10 du 25 juillet 1947 et 10 décembre 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

(58^e exercice)

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, plantations, routes et raccorde- ments, pâturages fr.	11.658.501,46	
Amortiss. antérieurs	7.969.251,47	
Amortiss. de l'exercice	641.529,73	
	<u>8.610.781,20</u>	3.047.720,26
Bâtiments et constructions	10.884.061,47	
Amortiss. antérieurs	6.701.602,26	
Amortiss. de l'exercice	1.703.333,05	
	<u>8.404.935,31</u>	2.479.126,16
Matériel et mobilier	7.655.566,68	
Amortiss. antérieurs	4.342.312,93	
Amortiss. de l'exercice	170.477,02	
	<u>4.512.789,95</u>	3.142.776,73

Réévaluation de l'actif immobilisé :

Terrains, plantations, routes et raccorde- ments, pâturages	8.351.545,04	
Bâtiments et constructions	4.447.863,74	
Matériel et mobilier	3.241.392,53	
		16.040.801,31
		24.710.424,46

B. — *Disponible* :

Banques et caisses	52.547.696,26
------------------------------	---------------

C. — *Réalisable* :

Bétail, petit bétail, chevaux	4.456.325,—	
Marchandises d'approvisionnement	3.170.891,70	
Marchandises destinées à la vente	29.128.294,76	
Commandes en cours	6.026.995,83	
Produits coloniaux	497.936,86	
Portefeuille	10.915.185,65	
Débiteurs et débiteurs en compte-courants	15.732.957,22	
		69.928.587,02

D. — *Comptes de régularisation* :

Comptes débiteurs divers	15.206,78
------------------------------------	-----------

E. — *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires	pour mémoire
	Fr. 147.201.914,52

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même* :

Capital fr.	75.000.000,—	
Fonds de réserve	10.384.420,56	
Fonds de renouvellement	13.350.000,—	
Plus-value sur l'immobilisé réévalué	16.040.801,31	
Amortiss. sur plus-value de l'immobilisé réévalué	1.604.080,13	
		116.379.302,—

B. — *De la société envers les tiers :*

Créditeurs et créditeurs en comptes-courants	9.712.885,37	
Dividendes restant à payer	569.240,96	
		10.282.126,33

C. — *Comptes divers :*

Fonds pour investissements en faveur de la main-d'œuvre indigène	9.161.576,84	
Comptes de régularisation :		
Comptes créditeurs divers	5.824.279,19	
		14.985.856,03

D. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

E. — *Profits et Pertes* 5.554.630,16

Fr. 147.201.914,52

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux, frais d'exploitation, dépenses diverses fr.	19.675.478,59	
Allocation statutaire au Fonds du personnel	333.333,35	
Frais de prorogation de la Société	875.923,75	
Amortissements de l'exercice sur l'immobilisé :		
Terrains, plantations, routes et raccorde-ments, pâturages	641.529,73	
Bâtiments et constructions	1.703.333,05	
Matériel et mobilier	170.477,02	
		2.515.339,80
Amortissements sur la plus-value de l'immobilisé réévalué :		
Terrains, plantations, route et raccorde-ments, pâturages	835.154,51	
Bâtiments et constructions	444.786,37	
Matériel et mobilier	324.139,25	
		1.604.080,13
		25.004.155,62

Fonds de renouvellement	3.800.000,—	
Fonds pour investissement en faveur de la main-d'œuvre indigène	1.000.000,—	
Prévision fiscale	3.500.000,—	
		<u>8.300.000,—</u>
		33.304.155,62
Solde bénéficiaire		5.554.630,16
	Fr.	<u>38.858.785,78</u>

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	32.863,59
Résultat brut des Sections agricole, d'élevage, commerciale et frigorifique et recettes diverses		38.825.922,19
	Fr.	<u>38.858.785,78</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale	fr.	276.088,35
Fonds pour investissements dans la Colonie		1.900.000,—
Report à nouveau		45.208,46
Dividende de fr. 50,— bruts par part sociale		3.000.000,—
Tantièmes aux administrateurs et commissaires		333.333,35
	Fr.	<u>5.554.630,16</u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 16 juillet 1948.*

L'assemblée, à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947, ainsi que la répartition des bénéfices de cet exercice;
- décide de procéder, à partir du 22 juillet 1948, à la distribution d'un dividende de fr. 50,— bruts par part sociale, soit après déduction de la taxe mobilière, fr. 41,50 nets, contre remise du coupon n° 9 des parts sociales n° 1 à 60.000. Ce dividende sera payable à la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, à Bruxelles, et à ses agences;

- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- réélit MM. le Comte Lippens et Edgar Van der Straeten en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Maurice Lippens, président de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-président et administrateur-délégué :

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateur-directeur :

Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, 57, Witherendreef, Notre-Dame-au-Bois (Overyssche).

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Forest.

M. Karel de Jong Hofmeyr, administrateur de l'Imperial Cold Storage and Supply Company Ltd., P. O. Box 686, Dock Road, Cape-Town, Afrique du Sud.

M. Pierre de Roubaix, industriel, 34, avenue Charlotte, Anvers.

Baron Charles de T'Serclaes de Wommerson, administrateur de sociétés, 42, rue Peyronnet, Neuilly - Seine, France.

M. Maurice Houssa, administrateur de société, 26, rue des Héliènes, Ixelles.

M. Emile Lejeune-Vincent, planteur, 48, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

M. le Comte Adrien van der Burch, administrateur de sociétés, 40, avenue du Général de Gaulle, Ixelles.

M. Paul van Zuylen, propriétaire, Golonfa, Vielsalm.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Auguste Gérard, administrateur-directeur de la Compagnie du Kasai, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Membres :

M. Jacques De Rouck, ingénieur C. C., 43, rue de la Concorde, Bruxelles.

M. Henry Desmet, expert-comptable, 24, avenue Clémentine, Forest.

Bruxelles, le 16 juillet 1948.

Certifié conforme.

COMPAGNIE DES PRODUITS ET DES FRIGORIFERES DU CONGO

J. de CROMBRUGGHE

Administrateur-directeur.

E. VAN DER STRAETEN.

Administrateur-délégué.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du Commerce Bruxelles n° 42.800.

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1930.

Statuts modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 9 juillet 1935.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 13 JUILLET 1948.**

... ..

« 5. — L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs MM. J. Cousin et H. Robiliart et en qualité de commissaire M. J. Koeckx, pour une période qui prend cours ce jour et expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1953.

» L'assemblée désigne M. le Baron Edouard Empain pour achever le mandat d'administrateur de M. René Destrée, démissionnaire. Ce mandat expire immédiatement après l'assemblée générale de 1951.

» Les décisions ci-dessus sont prises à l'unanimité. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 13 JUILLET 1948.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edgar Sengier, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, n° 24, président du Conseil.

M. Jules Cousin, administrateur-délégué de l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Elisabethville (Congo Belge). Vice-président du Conseil.

M. Herman Robiliart, administrateur-directeur de l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Bruxelles, 4, avenue du Congo, administrateur-délégué.

M. Roger Staes, ingénieur, demeurant à Jadotville (Congo Belge) administrateur-directeur.

M. Henry Terfve, directeur de société, demeurant à Auderghem, 75, avenue Mgr. Micara, administrateur-directeur.

M. Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, demeurant à Boitsfort, 66, avenue de la Tenderie, administrateur.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Molière, 90, administrateur.

M. René Destrée, administrateur de sociétés, demeurant à Limal, administrateur.

M. Odon Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, n° 14, square du Val de la Cambre, administrateur.

M. Charles Henry Janssen, ingénieur, demeurant à Waterloo, 60, avenue des Chasseurs, administrateur.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, demeurant à Namur, 19, rue Henri Lemaitre, administrateur.

M. Gilbert Mullie, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 58, boulevard Brand Whitlock, administrateur.

M. Paul Vuylsteke, industriel, demeurant à Bruxelles, 14, avenue Emile Demot, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, directeur de département à l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Jette, 77, rue Ferdinand Lenoir.

M. Edmond de Ryckman de Betz, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Uccle, 185, rue des Carmélites.

M. Louis Habran, sans profession, demeurant à Bruxelles, 33, rue Van Ostade.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Boitsfort, 7, avenue Emile Van Becelaere.

MINOTERIES DU KATANGA.

Société congolaise à responsabilité limitée.

66, rue des Colonies, Bruxelles.

Registre du Commerce Bruxelles n° 42.800.

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1930.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930 et à l'annexe au « Moniteur Belge » des 6/7 janvier 1930 (acte n° 194).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947
approuvé par assemblée générale du 13 juillet 1948.

ACTIF.

I. — *Actif immobilisé :*

a) Terrains, bâtiments industriels et habitations fr.	22.789.206,01
b) Installations et machineries	16.298.540,14
	39.087.746,15

à déduire :

Amortiss. antérieurs	31.981.000,—	
Amortiss. de l'exercice	4.000.000,—	
		35.981.000,—
		3.106.746,15

c) Mobilier, petit matériel et outillage	1,—	
		3.106.747,15

II. — *Actif réalisable :*

d) Magasins et stocks	23.400.522,50	
e) Portefeuille titres	19.083.965,38	
f) Débiteurs divers	11.799.714,37	
		54.284.202,25

III. — *Actif disponible :*

g) Caisses, banques et divers en Europe et en Afrique	16.890.175,90
---	---------------

IV. — *Divers :*

h) Titres de la Société rachetés par celle-ci (art. 51 bis des statuts) :	
---	--

5.000 actions série B rachetées pour	2.000.000,—
--	-------------

à déduire :

Prélèvements effectués s/fonds prévision	2.000.000,—	
		pour mémoire

V. — *Comptes débiteurs :*

i) Comptes débiteurs divers : dépenses à répartir . . . 53.004,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

j) Garanties statutaires pour mémoire

k) Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

l) Cautionnements agents pour mémoire

Fr. 74.334.129,30

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital fr. 24.000.000,—

représenté par :

8.000 actions série A de 400 fr. chacune

52.000 actions série B de 400 fr. chacune

dont 5.000 rachetées par la Société.

b) Réserve statutaire 2.811.632,24

c) Fonds de prévision 14.000.000,—

II. — *Passif de la Société envers des tiers :*

d) Crédoiteurs 11.752.368,—

e) Dividendes non réclamés 102.594,31

III. — *Divers :*

f) Comptes créditeurs divers 10.402.757,—

g) Provisions pour dépenses en vue du bien-être des indigènes 1.422.112,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

h) Titulaires des garanties statutaires pour mémoire

i) Crédoiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours pour mémoire

j) Agents cautionnements pour mémoire

V. — *Solde :*

k) Profits et Pertes 9.842.665,75

Fr. 74.334.129,30

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et charges financières	1.349.303,91
Amortissements sur l'immobilisé	4.000.000,—
Provision pour impôts	4.000.000,—
Bénéfice net	9.842.665,75
	<u>Fr. 19.191.969,66</u>

CREDIT.

A nouveau fr.	622.240,56
Résultats d'exploitation	16.634.543,46
Intérêts sur dépôts en banque et divers	121.498,94
Revenus et produits du portefeuille	1.813.686,70
	<u>Fr. 19.191.969,66</u>

REPARTITION.

Réserve statutaire fr.	461.021,25
Fonds de prévision	3.500.000,—
Dividende aux actions A et B en circulation	1.540.000,—
Tantièmes au Conseil	371.940,39
Superdividende	2.860.000,—
A reporter	1.109.704,11
	<u>Fr. 9.842.665,75</u>

Pour copie certifiée conforme.

Un administrateur,

Un administrateur,

(signatures illisibles.)

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto

Société congolaise à responsabilité limitée

à Kilo (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 1, place du Luxembourg.

Registre du Commerce n° 737.

Statuts approuvés par décret du 8 février 1926, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 15/16 février 1926, acte n° 1563. Statuts modifiés par actes insérés aux annexes du « Moniteur Belge » des 25 novembre 1926, acte n° 12571, 8/9 octobre 1928, acte n° 13320, 15 octobre 1938, acte n° 13805, 14 décembre 1940, acte n° 12473.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Concession	fr. 200.000.000,—	
Dotation au fonds d'amortissement de la concession :		
à fin 1946	30.103.788,—	
en 1947	5.858.490,—	
	<u>35.962.278,—</u>	
		164.037.722,—

Immobilisé :

A. — Pour la Concession :

1° Installations minières, usines, ateliers, centrales, matériel, immeubles, camps, routes, hôpitaux, etc.	717.023.610,34	
Amortiss. antérieurs	497.078.437,22	
Amortiss. de l'exercice	27.549.792,81	
	<u>524.628.230,03</u>	
		192.395.380,31
2° Etudes, recherches et prospections	81.684.475,69	
Amortiss. antérieurs	66.143.989,55	
Amortiss. par prélèvements sur provision pour travaux de recherches et prospections	15.540.324,14	
	<u>81.684.313,69</u>	
		162,—

3° Installations et immeubles à destination d'œuvres sociales en faveur des indigènes 929.379,93

Amortissements par prélèvements sur provision pour œuvres sociales en faveur des indigènes 929.372,93

7,—

B. — Pour le domaine privé :

1° Immeubles, cantines, etc., en Afrique, donnés à bail et l'immeuble au siège administratif de Bruxelles 3.958.271,56

Amortiss. antérieurs . 1.956.702,62

Amortis. de l'exercice . 50.000,—

2.006.702,62

1.951.568,94

2° Fermes de culture et d'élevage . . . 17.478.681,39

Amortiss. antérieurs . 10.244.867,67

Amortis. de l'exercice . 925.688,66

11.170.556,33

6.308.125,06

3° Concession exploitation Port Kasenyi . 3.208.330,82

Amortiss. antérieurs . 1.492.783,24

Amortis. de l'exercice . 111.382,17

1.604.165,41

1.604.165,41

Réalisable et disponible :

A. — Appartenant à la Concession :

Approvisionn. généraux . 71.675.552,53

Cheptel 414.750,13

72.090.302,66

B. — Appartenant au domaine privé :

Approvisionn. généraux . 71.970.458,67

Minerai extrait en stock . 345.894,80

Cheptel 9.609.049,87

Débiteurs divers . . . 30.309.323,74

Portef. et Participation . 25.432.197,—

Caisses, banques et C. P. 34.616.076,51

Or à livrer 51.374.502,22

Argent à réaliser . . . 153.747,55

223.811.250,36

295.901.553,02

Divers :

Comptes divers débiteurs	16.165.505,27	
Acompte sur bénéfice 1947 à répartir	11.012.866,67	
	<u> </u>	27.178.371,94

Comptes d'ordre :

Commandes en cours	52.132.009,61	
Garanties statutaires (dépôts)	P.M.	
Cautionnements agents d'Afrique	P.M.	
Engagements et contrats divers en cours	P.M.	
	<u> </u>	52.132.009,61
		<u>Fr. 741.509.065,29</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

200.000 parts sociales en représentation de la Concession	200.000.000,—	
34.800 actions privilégiées de 500 fr.	17.400.000,—	
25.200 actions privilégiées amorties	12.600.000,—	
	<u> </u>	30.000.000,—
25.200 actions de jouissance	s.d.v.	
1.400.000 parts bénéficiaires	s.d.v.	
		<u>230.000.000,—</u>
Réserve statutaire	23.000.000,—	
Plus-value de réévaluation d'actifs immobilisés 1940-1941	171.500.000,—	

Dettes de la société envers les tiers :

Emprunt obligataire	24.072.000,—	
Coupons à payer et actions privilégiées amorties à remb.	24.983.677,97	
Créditeurs divers	30.280.931,45	

Divers :

Comptes divers créditeurs	102.894.121,97	
Fonds de pension du personnel européen et indigène	34.229.475,—	
Provision pour amélioration des camps et œuvres sociales en faveur des indigènes	37.050.627,07	
	<u> </u>	174.174.224,04

Comptes d'ordre :

Commandes en cours	52.132.009,61	
Titulaires de garanties statutaires	P.M.	
Titulaires de Cautionnements	P.M.	
Engagements et contrats divers en cours	P.M.	
		<u>52.132.009,61</u>
Bénéfice à répartir 1947		11.366.222,22
		<u>Fr. 741.509.065,29</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux d'exploitation et divers	fr. 185.470.614,87	
Impôts et taxes divers	7.437.044,27	
Droits de sortie et taxes complémentaires et de statistique sur Or et Argent	9.406.843,86	
Prévisions fiscales	3.145.909,78	
		<u>19.989.797,91</u>
Charges financières		1.754.518,27
Assurance vie et fonds de pension du personnel européen et indigène		10.830.447,23
Provision pour amélioration des camps des travailleurs		35.000.000,—
Provision pour travaux de recherches et prospections		24.576.910,10
Amortissements :		
sur concession	5.858.490,—	
sur immobilisé	28.636.863,64	
		<u>34.495.353,64</u>
Bénéfice à répartir		11.366.222,22
		<u>Fr. 323.483.864,24</u>

CREDIT.

Réalisation de la production	fr. 259.707.864,26	
Produit du rajustement des droits de sortie et surtaxe douanière 1940 - 1945	63.005.099,98	
Recettes diverses	770.900,—	
		<u>Fr. 323.483.864,24</u>

REPARTITION.

Le bénéfice s'élevant à fr. 11.366.222,22
se répartit comme suit : en application de l'art. 48 des
statuts :

A. — Sur le bénéfice, il est prélevé :

un intérêt de 6 p. c. à fr. 17.400.000.

d'actions privilégiées 1.044.000,—

Amortissement de 1.200 actions priv. 600.000,—

1.644.000,—

B. — Du surplus, fr. 9.722.222,22, il est alloué :

1 p. c. aux administrateurs et aux com-
missaires 97.222,22

3 p. c. au Personnel d'Afrique 291.666,67

388.888,89

C. — Le solde de fr. 9.333.333,33 sera
partagé à raison de :

50 p. c. aux parts sociales 4.666.666,67

5 p. c. aux actions priv. et de jouissance 466.666,66

45 p. c. aux parts bénéficiaires 4.200.000,—

9.333.333,33

Fr. 11.366.222,22

Ce bilan a été arrêté par MM. F. Leemans, M. Gomrée, L. Bureau, J. Beernaert, E. Henry, A. Moeller et J. Rodhain, administrateurs et vérifié par MM. G. Collet, E. Cerkel, V. Leroy et M.-G. Morte han, commissaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Franz Leemans, licencié en sciences commerciales et consulaires, avenue de Broqueville, n° 225, à Bruxelles, président du Conseil d'administration et du Comité de direction.

M. Marc Gomrée, ingénieur civil des mines Lv., route de Bomérée, n° 103, à Mont-sur-Marchienne. Administrateur-directeur.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines Lg., avenue Franklin Roosevelt, n° 34, à Bruxelles. Administrateur.

M. Joseph Beernaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo, avenue des Lutins, n° 32, à Saint-Idesbalde. Administrateur.

M. Léon Bureau, vice-gouverneur général honoraire du Congo, « La Brousse », à Ottignies. Administrateur.

M. Alfred Moeller, vice-gouverneur général honoraire du Congo, « La Framboisière », à Linkebeek. Administrateur.

M. Eugène Henry, gouverneur de province honoraire du Congo, avenue Franklin Roosevelt, n° 146, à Bruxelles. Administrateur.

M. Jérôme Rodhain, docteur en médecine, chaussée de Waterloo, n° 564, à Saint-Gilles. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Collet, directeur honoraire du Ministère des Colonies, rue des Floralies, n° 29, à Woluwe-Saint-Lambert. Président du Collège des commissaires.

M. Edgard Cerkel, capitaine-commandant, rue du Comte de Flandres, n° 17, à Mariakerke-lez-Gand.

M. Victor Leroy, directeur au Ministère des Colonies, rue des Bollandistes, n° 10, à Etterbeek.

M. Marie-Georges Mortehan, inspecteur d'Etat honoraire, avenue d'Auderghem, n° 26, à Etterbeek.

DELEGUES DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. Jean Frédéric, ingénieur principal au Ministère des Colonies, rue Bèche, n° 13, à Milmort.

M. Robert Reisdorff, directeur général au Ministère des Colonies, avenue du Roi, n° 208, à Forest.

Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juillet 1948.

L'assemblée approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1947, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que la répartition des bénéfices, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration.

L'assemblée générale, par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'année 1947.

La désignation par le Conseil général de M. Eugène Henry, gouverneur de province honoraire du Congo Belge pour l'achèvement du mandat laissé vacant par le décès de M. Henri Postiaux, est ratifiée. Ce mandat prendra fin à l'assemblée générale de juillet 1952.

La candidature de M. Georges Stacquet, ingénieur géologue, comme administrateur, est approuvée; son mandat prendra fin à l'assemblée générale de juillet 1953.

Le mandat d'administrateur de M. A. Moeller de Laddersous et celui de commissaire de M. Gaston Collet, sont renouvelés pour une période de cinq ans.

Ces résolutions sont adoptées à l'unanimité des voix.

L'administrateur-directeur,

GOMREE.

Société Minière de l'Aruwimi-Ituri

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge)

Siège administratif : rue de Naples, 41, à Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8869

Actes constitutifs et modifications publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1924, 15 mars 1935, 13 mars 1939 et 15 juillet 1939; à l'annexe au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 mars 1932, aux annexes au « Moniteur Belge » des 6 janvier 1935 (n° 172), 11 février 1939 (n° 1271) et 22 juin 1939 (n° 9916).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1946.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement, immeubles et mobilier, camps, prospections, routes, matériel et installations fr.	22.639.719,93	
Amortis. antérieurs	18.386.518,09	
Amortis. de l'exercice	1.003.109,25	
	<u>19.389.627,34</u>	3.250.092,59

II. — Réalisable :

Débiteurs divers	8.119.672,32	
Existences au Congo	2.356.884,32	
Stock produits	1.783.800,08	
	<u>12.260.356,72</u>	

III. — Disponible :

Banques	1.364.041,65
-------------------	--------------

IV. — Divers :

Comptes débiteurs	653,12
-----------------------------	--------

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	<u>Fr. 16.875.144,08</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

20.000 actions de capital de fr. 500 . fr.	10.000.000,—	
10.000 actions sans désignation de valeur, série B.	—	
Réserve statutaire	753.357,12	
Fonds spécial de réserve	1.500.000,—	
	<u> </u>	12.253.357,12

II. — <i>Fonds de prévisions diverses</i>	1.000.000,—
---	-------------

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers Afrique	3.308.500,29	
Dividendes à payer	8.739,90	
	<u> </u>	3.317.240,19

IV. — *Divers :*

Comptes créditeurs	304.546,77
------------------------------	------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
	<u> </u>	Fr. 16.875.144,08
	<u> </u>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1946

DEBIT.

Report de l'exercice précédent fr.	357.881,78
Frais généraux, intérêts et divers	209.194,73
Droits de sortie et surtaxes douanières	1.610.546,11
Amortissements sur prospections, immeubles et matériel au Congo	1.003.109,25
	<u> </u>
	Fr. 3.180.731,87
	<u> </u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation fr.	3.180.731,87
	<u> </u>

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Premier établissement, immeubles et mobilier, camps, prospections, routes, matériel et installations fr.	26.027.393,62	
Amortissements antérieurs	19.389.627,34	
		6.637.766,28

II. — *Réalisable :*

Débiteurs divers	1.316.372,99	
Existences au Congo	5.990.514,58	
Stock produits	1.001.254,08	
		8.308.141,65

III. — *Disponible :*

Banque		304.732,47
------------------	--	------------

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs		1.088,54
-----------------------------	--	----------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire

VI. — *Profits et Pertes :*

Perte de l'exercice		121.504,12
	Fr.	15.373.233,06

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

20.000 actions de capital de fr. 500 . fr.	10.000.000,—	
10.000 actions sans désignation de valeur, série B.	—	
Réserve statutaire	753.357,12	
Fonds spécial de réserve	1.500.000,—	
		12.253.357,12

II. — *Fonds de prévisions diverses* 1.000.000,—

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers Afrique	2.059.888,77	
Dividendes à payer	896,40	
		2.060.785,17

IV. — *Divers :*

Comptes créditeurs	59.090,77
------------------------------	-----------

V. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 15.373.233,06

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1947.

DEBIT.

Frais généraux, intérêts et divers fr.	410.960,78
Droits de sortie et surtaxes douanières	120.549,30
Résultat d'exploitation	156.645,08
	Fr. 688.155,16

CREDIT.

Remboursements sur droits de sortie	566.651,04
Solde en perte	121.504,12
	Fr. 688.155,16

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 14 juillet 1948.

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilans et les comptes de profits et pertes pour les exercices 1946 et 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

EXERCICE 1946 : Compte tenu du report à nouveau de l'exercice 1945 et d'un amortissement de 1.003.109 fr. 25 c. sur prospections, immeubles et matériel au Congo, l'exercice 1946 clôture sans bénéfice ni perte.

EXERCICE 1947 : L'exercice 1947 clôture par une perte de 121.504 fr. 12

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaire de leur gestion pendant les exercices 1946 et 1947.

Elle réélit M. Jacques Relecom, en qualité d'administrateur. Son mandat expire en 1954. Elle décide de ne pas pourvoir actuellement au remplacement du Général Baron Charles de Rennette de Villers Perwin, commissaire décédé le 25 octobre 1947.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gilson, André, H. commissaire général honoraire, 38, Square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Président du Conseil d'administration.

M. Lancsweert,, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. de Hemptinne, Paulo, administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot Delstanche, Ixelles-Bruxelles. Administrateur-Directeur.

M. Gérard, Auguste, administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles. Administrateur.

M. le Chevalier Henry de la Lindi, Josué, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. Administrateur.

M. Ingenbleek, Jules, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles. Administrateur.

M. Lescornez, Georges, propriétaire, 342 ,Boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 212, Chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

M. Van De Velde, Georges, ingénieur des mines, 13, avenue du Derby, Ixelles-Bruxellès. Administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Alfred De Cuyper, 7, Square Larousse, Forest-Bruxelles.

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Pour copie certifiée conforme :

SOCIETE MINIERE DE L'ARUWIMI-ITURI

Société à responsabilité limitée.

Un Administrateur,

(s.) J. RELECOM.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. LANCSWEERT.

Société Minière du Kasai

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8871.

Siège social : Tshikapa (Kasai - Congo Belge).

Siège administratif : rue de Naples, 41, Ixelles-Bruxelles.

Acte constitutif et modifications publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1920, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1924, 15 mars 1935 et 15 février 1939, aux annexes au « Moniteur Belge » des 5 janvier 1935 (acte n° 167), 1^{er} février 1939 (acte n° 961) et 22-23 juillet 1946 (acte n° 15.210).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr.	1,—
---------------------------------	-----	-----

II. — Réalisable :

Portefeuille	3.240.761,—	
Fonds publics belges et congolais	10.912.868,—	
Débiteur	7.292,—	
		14.160.921,—

III. — Disponible :

Banquiers (1)	16.536.135,—
-------------------------	--------------

IV. — Divers :

Comptes débiteurs (2)	9.760.378,—
---------------------------------	-------------

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 40.457.435,—

(1) Suivant arrêté-loi du 6 octobre 1944, ce montant comprend : une quotité temporairement indisponible de 488.700 francs.

(2) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'Actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasai-Luebo.

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

10.000 actions de capital de fr. 500 . fr.	5.000.000,—	
10.000 actions de dividende sans dési- gnation de valeur	pour mémoire	
Réserve statutaire	5.000.000,—	
Fonds spécial de prévision	5.000.000,—	
		15.000.000,—

II. — <i>Fonds d'assurance et de provisions diverses.</i>	12.718.573,—
---	--------------

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Dividendes à régler	207.255,—	
Remboursements à effectuer sur réserve.	30.133,—	
Montants non appelés sur participations .	740.000,—	
		977.388,—

IV. — *Divers :*

Comptes créditeurs	3.985.032,—
------------------------------	-------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour contrats divers en cours . .	pour mémoire

VI. — *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	7.776.442,—	
	Fr.	40.457.435,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1947.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	488.574,—
Droits de sortie, surtaxe douanière et impôts divers . .		4.094.650,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		1.500.000,—
Solde en bénéfice		7.776.442,—
	Fr.	13.859.666,—

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr. 11.876.906,—
Intérêts	123.526,—
Revenus du portefeuille et divers	1.859.234,—
	Fr. 13.859.666,—

REPARTITION.

5 % tantième aux Administrateurs et Commissaires . fr.	388.822,—
5 % prévision pour personnel	388.822,—
Aux 10.000 actions de capital un dividende brut de . .	3.499.399,—
Aux 10.000 actions de dividende un dividende brut de .	3.499.399,—
	Fr. 7.776.442,—

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du 7 juillet 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 7.776.442 francs.

Elle adopte, dans les mêmes conditions, la répartition du bénéfice qui, après les prélèvements statutaires, permet l'attribution d'un dividende brut de 349.939 francs, soit net 290 francs à chaque action de capital ou de dividende.

L'assemblée décide que le dividende net sera mis en paiement contre présentation du coupon numéro 24 (millésime 1947) à partir du 15 juillet 1948, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles ou en province.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

L'assemblée réélit, en qualité d'administrateur, M. Jacques Relecom et appelle aux fonctions de commissaire M. Fernand-Joseph-Marie Van Den Heuvel, en remplacement de M. le Lieutenant Général Baron Tombeur de Tabora, décédé le 2 décembre 1947. Le mandat de ces Messieurs expire en 1954.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. le Comte Lippens, Maurice, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Bruxelles. Président du Conseil d'administration.

M. Baudine, Jules, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. Administrateur-Directeur.

M. de Hemptinne, Paulo, administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot Delstanche, Ixelles-Bruxelles. Administrateur.

M. Gérard, Auguste S., administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles. Administrateur.

M. Gilson, André H., administrateur de sociétés, 38, Square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

M. Van Der Straeten, Edgard, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles-Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Chevalier Josué Henry de la Lindi, officier retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles.

M. Mathy, Joseph, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Ingenbleek, Jules, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles.

Bruxelles, le 8 juillet 1948.

Pour copie certifiée conforme :

SOCIETE MINIERE DU KASAI
Société à responsabilité limitée.

L'Administration-Directeur,

(s.) P. LANCSWEERT

L'Administrateur-Délégué,

(s.) J. BAUDINE.

Brasseries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles, 66, rue des Colonies

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4174

Constituée le 8 décembre 1923, à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1924, statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 16 février 1924, acte n° 1519 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1924.

Modifiés suivant décision de l'assemblée générale en date des 17 septembre 1926, 21 mars 1927, 9 juillet 1929 et du 29 juillet 1947, publiés respectivement aux annexes du « Moniteur Belge » des 3 octobre 1926, acte n° 10.869, 4-5 avril 1927, acte n° 3627, 16-17 septembre 1929, acte n° 14.358, et du 29 juillet 1947, acte n° 16.542 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » numéros des 15 décembre 1926, 15 juin 1927, 15 octobre 1929 ainsi qu'au « Bulletin Administratif » numéro 22 en date du 25 novembre 1947.

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL DU 13 JUILLET 1948.

Le capital social de 42.000.000 de francs est entièrement libéré.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement :

a) Bâtiments industriels et immeubles	fr.	24.508.908,66
b) Mobilier, matériel et outillage		19.164.895,—
		43.673.803,66

Moins :

Amortissements antérieurs	32.305.849,11	
Amortissements de l'exercice	2.500.000,—	
		34.805.849,11
		8.867.954,55

II. — *Réalisable* :

Marchandises en commande, en stock et en route pour l'Afrique	23.128.707,48
Débiteurs divers	7.686.351,66
Portefeuille titres	8.450.001,—
	39.265.060,14

III. — *Disponible* :

Caisse et banques en Europe et en Afrique	28.193.074,75
---	---------------

IV. — *Divers* :

Dépenses à répartir	610.096,60
-------------------------------	------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats en cours	pour mémoire
	Fr. 76.936.186,04

PASSIF.

I. — *Non exigible* :

Capital	fr. 42.000.000,—
5.000 actions A de fr. 100 chacune	500.000,—
83.000 actions B de fr. 500 chacune	41.500.000,—
Fonds de réserve statutaire	1.400.000,—
Fonds de réserve, de prévision et d'assurance	3.250.000,—

II. — *Exigible* :

Créditeurs divers à court terme	12.484.489,32
Créditeurs divers à long terme (Fonds de pension du personnel)	2.585.681,13

III. — *Divers* :

Provisions diverses (y compris Fonds Welfare)	5.691.555,46
Provision pour impôts de l'exercice	1.500.000,—
Fonds en faveur du personnel	820.155,06

IV. — *Comptes d'ordre* :

Déposants de cautionnements statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. — *Salde* :

Profits et pertes	7.204.305,07
	Fr. 76.936.186,04

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration	fr.	573.251,40
Amortissement sur portefeuille titres		1.520.000,—
Amortissement de l'immobilisé		2.500.000,—
Dotation au Fonds de pension du personnel		500.000,—
Provision pour impôts de l'exercice		1.500.000,—
Provision pour œuvres sociales en faveur des indigènes.		1.000.000,—
Solde bénéficiaire net		7.204.305,07
	Fr.	<u>14.797.556,47</u>

Vérifié par le Collège des Commissaires, le 7 juin 1948.

CREDIT.

Solde à nouveau de l'exercice précédent	fr.	875.350,73
Résultats bruts d'exploitation		12.377.657,75
Rentrées diverses		214.647,99
Revenus du portefeuille titres		329.900,—
Transfert de « provisions diverses		1.000.000,—
	Fr.	<u>14.797.556,47</u>

Arrêté le 31 mai 1948. Le Conseil d'Administration.

REPARTITION BENEFICIAIRE.

Réserve statutaire 5 % du bénéfice net de l'exercice .	fr.	360.215,25
Dividende statutaire de fr. 6 brut aux 5.000 actions A et fr. 30 brut aux 27.000 actions B anciennes		840.000,—
Fonds en faveur du personnel		256.436,95
Tantièmes statutaires		512.873,90
Superdividende aux 27.000 actions anciennes série B. .		4.320.000,—
Report à nouveau		914.778,97
	Fr.	<u>7.204.305,07</u>

Le Conseil d'administration de la Société des « Brasseries du Katanga » est composé comme suit :

Président : M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, avenue Defré, 107, Uccle.

Vice-Président : M. Jules Cousin, ingénieur, Elisabethville (Congo Belge).

Administrateurs-Directeurs : M. Paul Alsteen, ingénieur des industries de fermentation, Elisabethville (Congo Belge).

M. Edmond Léon, ingénieur civil des mines, 8, rue Simonis, Saint-Gilles.

Administrateurs :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 150, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Emile Dujardin, ingénieur des industries de fermentation, 32, avenue de la Liberté, Koekelberg.

M. Auguste Gérard, administrateur de sociétés, 6, rue de la Jonction, Forest.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Fernand Nisot, ingénieur, avenue Brugmann, 178, Bruxelles.

M. Joseph Tasch, négociant, avenue de l'Etoile, Elisabethville (Congo Belge).

Le Collège des Commissaires est composé comme suit :

M. André De Cock, industriel, place du Champ de Mars, Bruxelles.

M. Camille Hela, licencié en sciences commerciales et coloniales, 21, rue Rembrandt, Bruxelles.

M. Lucien Puissant-Baeyens, propriétaire, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Van Bleyenbergh, directeur de sociétés, 129, Dieweg, Uccle.
Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Certifié conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) A. DE BAUW.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 13 JUILLET 1948.

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept, tels qu'ils figurent à la suite des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

Elle approuve la répartition proposée, soit respectivement six francs brut aux actions série A., et cent nonante francs brut aux actions anciennes série B., et décide de reporter la somme de neuf cent quatorze mille sept cent septante-huit francs nonante-sept centimes.

L'assemblée, par vote séparé, donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1947, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur, M. A. Marchal, administrateur sortant et en qualité de commissaire, M. L. Puissant-Baeyens, commissaire sortant, pour un terme prenant cours ce jour et venant à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre.

Toutes les décisions ci-dessus, sont prises à l'unanimité.

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Certifié conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,
(s.) A. DE BAUW.

Société Auxiliaire Agricole du Kivu

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kakondo - Costermansville

Siège administratif : Bruxelles, 16, rue d'Egmont

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 28.259

Constituée par actes authentiques passés le 31 juillet 1928 et 29 janvier 1929, autorisée par décret du 23 avril 1929. Statuts modifiés par acte authentique passé le 2 juillet 1936; autorisation de modification des statuts accordée par décret du 11 septembre 1936; modifications approuvées par arrêté royal du 28 octobre 1936; publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1936, statuts modifiés par acte authentique passé le 1^{er} juillet 1937, approuvé par arrêté royal du 16 octobre 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions fr.	2.266.864,47	
Amort. antér.	382.864,47	
		1.884.000,—
Frais de constitution et premier établissement		1,—
Etablissement des plantations café	6.841.005,28	

Am. ant.	3.046.802,11		
Am. 1947	214.750,—		
	<u>3.261.552,11</u>		
			3.579.453,17
Etablis. plant. quinquina	1.108.081,99		
Amort. 1947	392.197,79		
	<u>715.884,20</u>		
Etablis. plant. pyrèthre	40.795,91		
Am. ant.	24.795,91		
Am. 1947	16.000,—		
	<u>40.795,91</u>		
			pour mémoire
Immeubles et construct.	2.028.150,—		
Am. ant.	1.597.277,57		
Am. 1947	180.872,52		
	<u>1.778.150,09</u>		
			250.000,—
Matériel de plantations	1.197.730,38		
Am. ant.	588.166,43		
Am. 1947	93.732,95		
	<u>681.899,38</u>		
			515.831,—
Matériel roulant	502.467,55		
Am. ant.	364.444,55		
Am. 1947	42.023,—		
	<u>406.467,55</u>		
			96.000,—
Mobilier	43.789,50		
Am. ant.	28.148,50		
Am. 1947	15.640,—		
	<u>43.788,50</u>		
			1,—
			<u>7.041.170,37</u>

Réalisable :

Actionnaires	6.480.000,—
Participations	663.000,—
Marchandises en magasins et approvisionnements	968.420,26
Produits SAAK en stock	1.610.492,50
Produits SAAK en cours de route	106.640,—

Montant à encaisser sur produits livrés	2.269.106,30	
Débiteurs divers	3.777.932,20	
Montant à recevoir sur concessions vendues	3.000.000,—	
Comptes débiteurs	269.328,90	
Produits du métayage	1.122.150,—	
		20.267.070,16

Disponible :

Banquiers, Caisse et Chèques postaux Europe	538.059,34	
Banque et Caisses en Afrique	2.712.435,22	
		3.250.494,56

Compte d'ordre :

Actions en garantie de gestion	pour mémoire	
Matériel consigné	pour mémoire	
Total de l'Actif . . . Fr.	30.558.735,09	

PASSIF.

De la Société envers elle-même :

Capital	fr.	24.300.000,—	
Provision pour voyages agents et congés	189.619,10		
Provision pour créances douteuses	50.615,55		
			240.234,65

De la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	1.862.305,64		
Comptes créditeurs	903.698,96		
			2.766.004,60

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire	
Matériel en consignation	pour mémoire	

Pertes et Profits :

Bénéfices de l'exercice 1947	4.085.253,62		
Solde débiteur des exercices antérieurs	832.757,78		
			3.252.495,84

Total du Passif . . . Fr.	30.558.735,09	
---------------------------	---------------	-------------

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Report de l'exercice antérieur	fr.	832.757,78
Dépenses d'exploitation, comprenant les frais généraux d'administration et les amortissements d'exploitation :		
Exploitation café	5.583.677,72	
Exploitation quinquina	791.320,14	
Exploitation germoirs et pépinières quin- quina	179.458,04	
Exploitation pyrèthre	82.300,54	
Exploitation four à chaux	105.140,80	
		6.741.897,24
Divers		211.059,55
Solde créditeur :		
Bénéfices de l'exercice	4.085.253,62	
Perte reportée	832.757,78	
		3.252.495,84
	Fr.	11.038.210,41

CREDIT.

Ventes café et café en stock	fr.	6.768.742,73
Vente écorces de quinquina		782.642,—
Ventes et cessions plants quinquina		257.434,—
Production pyrèthre		34.770,—
Ventes et consommations chaux		189.101,30
Participation au solde bénéficiaire du métayage 1947 .		316.025,—
Intérêts sur dépôts		41.216,30
Solde créditeur sur réalisation plantation		2.394.955,63
Divers		253.323,45
	Fr.	11.038.210,41

REPARTITION DU BENEFICE A FIN 1947.

1°) 5 % à la réserve légale	fr.	162.625,—	
2°) Dividende de 6 % brut aux 108.000 titres, soit :			
aux 96.000 titres libérés :			
brut : fr. 9,45 (net : fr. 7,85) . . .		907.200,—	
aux 12.000 titres libérés :			
brut : fr. 13,50 (net : fr. 11,20) . .		162.000,—	
			1.069.200,—
3°) Prélèvement de 15 % du solde dont :			
1/3 au Conseil d'administration et Collège des Commissaires . . .		101.000,—	
1/3 à un fonds en faveur du personnel		101.000,—	
1/3 à des œuvres d'intérêt général . .		101.000,—	
			303.000,—
4°) Second dividende aux 108.000 titres, soit :			
aux 96.000 titres non libérés :			
brut : fr. 5,60 (net : fr. 4,65) . . .		537.600,—	
aux 12.000 titres libérés :			
brut : fr. 8,— (net : fr. 6,65) . . .		96.000,—	
			633.600,—
5°) Prévision fiscale			730.950,—
6°) Solde à reporter à nouveau			353.120,84
	Fr.		3.252.495,84

Les 96.000 titres non libérés se verront attribuer un dividende total de 7 fr. 85 c. + 4 fr. 65 c. = 12 fr. 50 c. nets compensés par un appel de fonds correspondant. Il resterait ainsi 5 francs à libérer par part sociale.

EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 1^{er} JUILLET 1948.

- 1°) L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1947, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Collège des Commissaires.
- 2°) L'assemblée approuve, à l'unanimité, la répartition du solde bénéficiaire de l'exercice telle que proposée par le Conseil d'Administration.
- 3°) L'assemblée, à l'unanimité, donne décharge de leur gestion jusqu'au 31 décembre 1947 à Messieurs les membres du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

4^o) Par application des statuts et de l'ordre de sortie précédemment déterminé les mandats de MM. Raymond Brock et Robert Godding, administrateurs et M. Maurice Naveau, commissaire, viennent à expiration ce jour.

Ces Messieurs sont réélus, à l'unanimité, pour une durée de six années.

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FONCTION AU 31-12-1947.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Marcel Dupret, ingénieur civil des mines, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

Administrateurs :

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Ixelles.

M. Raymond Brock, administrateur de sociétés, Costermansville.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. le Comte Guillaume de Hemricourt de Grunne, propriétaire, 102, avenue Molière, Bruxelles.

M. Robert Godding, administrateur de sociétés, Lindenhof, Kapellen-Anvers.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. Marcel Van Den Abeele, directeur général au Ministère des Colonies, 51, avenue d'Auderghem, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES EN FONCTION AU 31-12-1947.

M. Max Gottschalk, avocat honoraire, 42, rue de l'Industrie, Bruxelles.

M. Marcel Hansen, industriel, 18b, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Maurice Naveau, ingénieur des mines, Château de Bra, Bra-sur-Lienne.

M. le Baron van der Bruggen, administrateur de sociétés, 20, rue Evers, Bruxelles.

Certifié exact :

SOCIETE AUXILIAIRE AGRICOLE DU KIVU « S.A.A.K. »
16, rue d'Egmont, Bruxelles.

Deux Administrateurs,

(s.) L. HELBIG de BALZAC.

(s.) Marcel DUPRET.

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 30 AVRIL 1948.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	784.623.638,78
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		206.834.182,71
Avoirs en banque { en francs		791.629.364,10
en devises étrangères		1.250.831.200,86
Portefeuille - titres		204.657.164,93
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger		7.761.325.837,56
Effets commerciaux		458.867.891,45
Débiteurs		156.649.190,59
Etat Belge		308.673.818,03
Immeubles et matériel		16.891.078,38
Divers		6.815.295,86
	Fr.	12.052.933.101,50

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		45.020.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		1.894.375.656,20
Créditeurs à vue { divers		6.712.259.553,06
Colonie		2.685.679.961,18
Créditeurs à terme		115.353.367,79
Transferts en route et divers		580.244.563,27
	Fr.	12.052.933.101,50

(*) Article 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

« C I T A S »

Société anonyme

Etablie à Bruxelles, 48, rue de Namur.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4476

Constituée par acte passé devant Maître Aug. Scheyven, notaire, le 17 décembre 1907 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 6, 7 et 8 janvier 1908. Modifications aux statuts : voir annexes du « Moniteur Belge » du 20 octobre 1912, du 23 octobre 1913, du 29 février 1920, des 5, 6 et 7 avril 1920, du 26 avril 1925, du 13 octobre 1926, du 27 janvier 1932, du 31 décembre 1937, du 24 mai 1946 et des 5-6 mai 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immobilisations	fr.	33.715.526,72	
Amortissements et diminutions . . .	..	11.313.030,18	
		<u>22.402.496,54</u>	
En plus, au cours de l'exercice . . .		126.334,75	
		<u>22.528.831,29</u>	
En moins, au cours de l'exercice . . .		1.620.567,20	
		<u>20.908.264,09</u>	
Amortissements de l'exercice . . .		937.089,67	
		<u>19.971.174,42</u>	
Matériel et outillage		7.072.743,28	
Amortissements et diminutions . . .		5.426.042,39	
		<u>1.646.700,89</u>	
En plus, au cours de l'exercice . . .		6.918.503,86	
		<u>8.565.204,75</u>	
En moins, au cours de l'exercice . . .		2.705.105,60	
		<u>5.860.099,15</u>	
Amortissements de l'exercice . . .		681.525,16	
		<u>5.178.573,99</u>	

<i>Mobilier Europe et Afrique</i>	1.691.953,29	
Amortissements et diminutions	1.187.343,35	
	<u>504.609,94</u>	
<i>En plus, au cours de l'exercice</i>	147.200,44	
	<u>651.810,38</u>	
Amortissements de l'exercice	89.875,15	
	<u>561.935,23</u>	
<i>Frais de constitution et prorogation</i>	303.685,10	
Amortissements antérieurs	91.105,47	
	<u>212.579,63</u>	
Amortissements de l'exercice	10.122,83	
	<u>202.456,80</u>	

II. — *Réalisable* :

Banques et caisses	6.491.230,12
Portefeuille et participations	191.750,—
Débiteurs divers	4.965.385,64
Marchandises et approvisionnements	1.664.573,48
Marchandises en cours de route	48.100,—

III. — *Divers* :

Comptes débiteurs	110.488,90
-----------------------------	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	pour mémoire
	<u>Fr. 39.385.668,58</u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société* :

Capital	fr. 15.667.000,—
Réserve légale	1.566.700,—
Fonds de renouvellement	1.950.247,70
Fonds réserve pour grosses réparations	300.768,14
Fonds aide sociale pour indigènes	500.000,—

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	5.531.640,20
Dividendes restant à payer	435.184,47

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	3.777.941,25
------------------------------	--------------

Compte d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	pour mémoire
Solde bénéficiaire	9.656.186,82
	Fr. 39.385.668,58

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Amortissements de l'exercice :

sur immobilisations	937.089,67
sur matériel et outillage	681.525,16
sur mobilier Europe et Afrique	89.875,15
sur frais de prorogation	10.122,83
	1.718.612,81

Amortissements extraordinaires :

sur matériel et outillage	464.650,—
	2.183.262,81
Solde bénéficiaire	9.656.186,82
	Fr. 11.839.449,63

CREDIT.

Solde à nouveau	fr. 1.565.040,67
Par résultat d'exploitation, bénéfice de l'exercice	9.809.758,96
Par vente matériel, transfert provision devenue sans objet	464.650,—
	Fr. 11.839.449,63

REPARTITION.

Bénéfice distribuable fr.	9.656.186,82	
Premier dividende de 5 % au capital soit :		
fr. 23,810 bruts aux 32.900 actions . .	783.350,—	
		783.350,—
	8.872.836,82	
8 % au Conseil général		568.685,14
4 % au Comité permanent		284.342,57
5 % au personnel		355.428,21
Deuxième dividende de fr. 51,190 bruts aux 32.900 actions		1.684.150,—
Dotation au fonds de réserve pour grosses réparations .		199.231,86
Dotation au fonds aide sociale indigènes « Welfare » .		500.000,—
Dotation au fonds de prévisions pour mécanisation des installations		1.500.000,—
Dotation au fonds de renouvellement		1.500.000,—
Solde à nouveau		2.280.999,04
	Fr.	9.656.186,82

L'assemblée du 20 juillet 1948 ayant déjà connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires de l'exercice 1947, dispense le Président d'en donner lecture.

Le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que la répartition du bénéfice de l'exercice 1947 soit 9.656.186 fr. 82 c., sont soumis à l'assemblée qui les approuve à l'unanimité.

Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pour l'exercice 1947.

Ainsi qu'il est prévu aux articles 15 et 16 des statuts, MM. Robert Cambier et Jules Dubois, commissaires, sortants, se représentent aux suffrages de l'assemblée.

Ces Messieurs sont réélus à l'unanimité.

Le 27 mai 1948 le Conseil général a appelé provisoirement aux fonctions d'administrateurs, le Comte de Beaufort, en remplacement de M. Georges Touchard décédé, et M. Henry Rulmonde pour achever le mandat de M. Pierre Orts, démissionnaire.

L'assemblée ratifie à l'unanimité, l'élection définitive de ces Messieurs

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, à Bruxelles. Président du Conseil.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur, à Bruxelles. Vice-Président du Conseil.

Administrateurs :

M. Georges Biart, administrateur de sociétés, 40, avenue Molière, à Forest.

M. Anatole De Bauw, administrateur-délégué de la « Compagnie Cotonnière Congolaise », 107, avenue Defré, à Uccle.

M. Fernand Nisot, ingénieur, 15, rue d'Edimbourg, à Bruxelles.

M. Guillaume Olyff, président de l'« Union Nationale des Transports Fluviaux », 51, avenue Albert Jonnart, à Bruxelles.

M. Pierre Orts, président du Crédit Général du Congo », 214, avenue Louise, à Bruxelles.

M. Gilbert Périer, docteur en droit, 573, avenue Louise, à Bruxelles.

M. Léon Ryck, avocat à la Cour d'appel, 70, avenue Louis Lepoutre, à Bruxelles.

M. Maurice Stubbe, administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo, à Bruxelles.

M. Robert Thys, vice-président de la Société Anonyme des « Ciments du Congo », 18, avenue des Erables, à Rhode-Saint-Genèse.

M. Georges Touchard, avocat à la Cour d'Appel, 44, rue Saint-Bernard, à Bruxelles.

COMITE DE DIRECTION.

M. A. Bemelmans, président.

MM. G. Biart, A. De Bauw, A. Marchal, membres.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Cambier, ingénieur a.i.a., 131, chaussée de Charleroi, à Saint-Gilles.

M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 155, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. Jules Dubois-Pelerin, docteur en droit, 10, avenue du Rond-Point, à Rixensart.

M. Léon Raquez, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill, à Uccle.

Copie certifiée conforme :

« CITAS », Société Anonyme.

Un Administrateur,

(s.) G. BIART).

Un Administrateur,

(s.) A. MARCHAL.

Brasserie de Léopoldville

Société congolaise à responsabilité limitée

Dont le siège est à Léopoldville.

Et le siège administratif à Saint-Gilles-Bruxelles, chaussée de Charleroi, 71

—
**ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES**

**AUGMENTATION DU CAPITAL
MODIFICATION AUX STATUTS**

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, le mercredi vingt-six mai à onze heures et demie du matin.

Etant à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire les actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Brasserie de Léopoldville » dont le siège social est à Léopoldville et le siège administratif à Bruxelles (Saint-Gilles), chaussée de Charleroi, numéro 71, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie par acte du Notaire André Taymans, à Bruxelles, en date du vingt-trois octobre mil neuf cent cent vingt-trois, approuvé par arrêté royal du vingt-quatre décembre suivant, dont les statuts ont été publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du seize novembre mil neuf cent vingt-trois, numéro 11.656 et dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent vingt-quatre, modifiés suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constatées : 1^o) la première suivant procès-verbal dressé le vingt-quatre juillet mil neuf cent vingt-cinq par le dit Notaire André Taymans (« Moniteur Belge » des dix-onze août suivant numéro 98.213 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent vingt-cinq; 2^o) la deuxième suivant procès-verbal dressé par le dit Notaire André Taymans, le cinq octobre mil neuf cent vingt-six (« Moniteur Belge » du vingt-trois du même mois numéro 11.425 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre suivant); 3^o) la troisième suivant procès-verbal dressé par le dit Notaire André Taymans, le trois avril mil neuf cent vingt-neuf (« Moniteur Belge » du vingt-six du même mois, numéro 6343 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin suivant); 4^o) la quatrième suivant procès-verbal dressé par les Notaires André Taymans et Pierre De Doncker, à Bruxelles, le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-sept (« Moniteur Belge » du douze août suivant numéro 12.336 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant); 5^o) la cinquième suivant procès-verbal dressé par le dit Notaire André Taymans, le deux mai mil neuf cent trente-neuf (« Moniteur Belge » du vingt-deux/vingt-trois du même mois, numéro 8232 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » du dix novembre suivant) et 6^o) la sixième, suivant procès-verbal dressé par les dits Notaires André Taymans et Pierre De Doncker, le dix-huit mars mil neuf cent quarante (« Moniteur Belge » du vingt-quatre avril suivant numéro 4859).

La séance est ouverte sous la présidence de M. le Général Moulaert, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, M. André Flour, secrétaire de société, demeurant à Heverlé.

Et il choisit pour scrutateurs Madame Edmond Terlinden et Monsieur le Chevalier Emmanuel Demeure, ci-après qualifiés.

Ces choix sont ratifiés par l'assemblée.

Sont présents ou représentés, les actionnaires ci-après nommés, possédant ainsi qu'ils le déclarent et que l'assemblée le reconnaît, le nombre d'actions de capital et d'actions de dividende ci-après indiqué, savoir :

		ACTIONS	
		Capital	Dividende
1°) La Société Anonyme « Société Internationale de Brasserie » dont le siège est à Bruxelles (Saint-Gilles), chaussée de Charleroi, numéro 71.			
Propriétaire de onze mille cent cinquante-cinq actions de capital et deux cent trente-six actions de dividende		11.155	236
2°) La Naamlooze Vennootschap « Koloniale Brouwerijen (Cobra) » dont le siège est à Amsterdam.			
Propriétaire de huit cent soixante-six actions de capital et cinquante-trois actions de dividende		866	53
3°) Le Général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 47.			
Propriétaire de deux cent dix actions de capital et vingt-six actions de dividende		210	26
4°) Monsieur Paul Bodart, docteur en droit, demeurant à Louvain, boulevard de Tervueren, numéro 247.			
Propriétaire de deux cent trois actions de capital et trois cent sept actions de dividende		203	307
5°) Monsieur le Baron Alfred Bouvier, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles, rue de Lausanne, numéro 60.			
Propriétaire de cinquante actions de capital et trois cent quatre-vingt-cinq actions de dividende		50	385
6°) Monsieur André de Meulemeester, administrateur de sociétés, demeurant à Bruges, Quai Sainte-Anne, numéro 32.			
Propriétaire de cent actions de capital		100	

ACTIONS
Capital Dividende

7°) Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, numéro 44.

Propriétaire de cinquante actions de capital et dix actions de dividende 50 10

8°) Monsieur Robert Jeanty, avocat, demeurant à Léopoldville.

Propriétaire de cent vingt-cinq actions de capital et cent actions de dividende 125 100

9°) Monsieur Remi Vander Vaeren, ingénieur brasseur, demeurant à Louvain, rue du Canal, numéro 60.

Propriétaire de septante-sept actions de capital et quatre cent trente-cinq actions de dividende, dont trois actions de capital et deux actions de dividende gagées au profit de la Banque Nationale de Belgique 77 435

10°) Monsieur Anthelme Visez, ingénieur brasseur, demeurant à Léopoldville.

Propriétaire de cent vingt actions de capital et vingt-cinq actions de dividende 120 25

11°) Madame Veuve Edmond Terlinden, propriétaire, demeurant à Ixelles, avenue Géo Bernier, numéro 6.

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital 25

12°) Monsieur Valère Gelders, avocat, demeurant à Korbeek-Loo, chaussée de Tirlemont, numéro 180.

Propriétaire de dix actions de capital 10

13°) Monsieur le Baron Jean van der Straeten-Waillet, propriétaire, demeurant à Marche « Les Trois Chênes ».

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital 25

14°) Monsieur le Chevalier Emmanuel Demeure, administrateur de sociétés, demeurant à Grimberghen « Château de Groenveld ».

Propriétaire de deux cent quinze actions de capital et huit actions de dividende 215 8

15°) Monsieur Paul Plissart, demeurant à Etterbeek, avenue des Nerviens, numéro 17.

Propriétaire de trois cent douze actions de capital et cent quarante actions de dividende 312 140

ACTIONS

Capital Dividende

16°) Monsieur Georges de Laveleye, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, place de l'Industrie, numéro 34.

Propriétaire de trois actions de capital gagées au profit de la Banque Nationale de Belgique 3

17°) Monsieur Pierre Denys, demeurant à Louvain, place Saint-Jacques.

Propriétaire de dix-huit actions de capital et trente-sept actions de dividende 18 37

18°) Monsieur Eugène Moons, demeurant à Mouscron, rue de la Paix, numéro 4.

Propriétaire de dix actions de capital 10

19°) Monsieur Robert Terlinden, demeurant à Ixelles, avenue Géo Bernier, numéro 6.

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital et vingt-deux actions de dividende 25 22

20) Monsieur Guillaume Terlinden, demeurant à Uccle, avenue de la Floride, numéro 12.

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital et de dix-sept actions de dividende 25 17

21°) Monsieur Pierre Maillard, notaire, demeurant à Thuin, rue t'Serstevens.

Propriétaire de quinze actions de capital et cinq actions de dividende 15 5

22°) Madame Gérard Zurstrassen, sans profession, demeurant, Bouquette d'Heusy par Verviers.

Propriétaire de trente-sept actions de capital et trente-cinq actions de dividende soumises à l'usufruit de Madame Veuve Edmond Terlinden prénommée 37 35

23°) Madame la Comtesse Michel de Borchgrave d'Altena, sans profession, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Van Becelaere, numéro 38.

Propriétaire de trente-huit actions de capital et trente-trois actions de dividende, soumises à l'usufruit de Madame Veuve Edmond Terlinden, prénommée 38 33

24°) Monsieur René Piérard, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, numéro 25.

Propriétaire de vingt actions de dividende 20

ACTIONS
Capital Dividende

25°) Monsieur Oscar Pierard, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, numéro 25.

Propriétaire de cinq actions de dividende	5	
---	---	--

26°) Madame Joseph Henry, sans profession, demeurant à Louvain, rue Marie-Thérèse, numéro 20.

Propriétaire de quarante-quatre actions de capital et trente-deux actions de dividende	44	32
---	----	----

27°) Mademoiselle Marie-Paule Henry, sans profession, demeurant à Louvain, rue Marie-Thérèse, numéro 20.

Propriétaire de seize actions de capital et quatorze ac- tions de dividende	16	14
--	----	----

28°) Monsieur Adolphe Roland, demeurant à Gand, boulevard de la Liberté, numéro 3.

Propriétaire de treize actions de capital et cinq actions tions de dividende	13	5
---	----	---

29°) Monsieur André Woitrin, demeurant à Namur, avenue Léopold, numéro 18.

Propriétaire de treize actions de capital et quatorze ac- tions de dividende	13	14
---	----	----

30°) Mademoiselle Madeleine Bauchau, sans profession, demeurant à Anhée-sur-Meuse.

Propriétaire de seize actions de capital et quatre actions de dividende	16	4
--	----	---

31°) Monsieur Paul Bauchau, demeurant à Anhée-sur-Meuse.

Propriétaire de vingt et une actions de capital et cinq actions de dividende	21	5
---	----	---

32°) Monsieur Maurice Heilporn, avocat, demeurant à Saint-Gilles, rue de Suisse, numéro 6.

Propriétaire de trente actions de dividende	30	
---	----	--

33°) Monsieur Firmin Plissart, demeurant à Bruxelles, boulevard du Jardin Botanique, numéro 38.

Propriétaire de cinquante-neuf actions de capital . . .	59	
---	----	--

ACTIONS
Capital Dividende

34°) Mademoiselle Thérèse Plissart, sans profession, demeurant à Etterbeek, avenue des Nerviens, numéro 35.

Propriétaire de soixante actions de capital 60

35°) Monsieur Pierre Plissart, demeurant à Schaerbeek, place de la Patrie, numéro 13.

Propriétaire de cinquante-neuf actions de capital 59

36°) Le « Comptoir d'Escompte de la Banque Nationale de Belgique » dont le siège est à Louvain, Grand'Place.

Propriétaire de quarante-deux actions de capital et quinze actions de dividende, gagées au profit de la Banque Nationale de Belgique 42 15

37°) Madame Veuve Alexandre Burghgraeve, sans profession, demeurant à Uccle, Dieweg, numéro 178.

Propriétaire de vingt-deux actions de capital et dix-huit actions de dividende 22 18

38°) Madame Léon-Albert Terlinden, sans profession, demeurant à Ixelles, avenue de la Couronne, numéro 336.

Propriétaire de vingt-six actions de capital et vingt-deux actions de dividende 26 22

39°) Monsieur Léon Verhelst, demeurant à Bruxelles, rue de Spa, numéro 23.

Propriétaire de trois cents actions de capital 300

40°) Madame Roger Delestrée, demeurant à Forest, rue Timmermans, numéro 60.

Propriétaire de vingt actions de dividende 20

41°) Monsieur Franz Bauchau, demeurant à Wépion, (Profondeville) « Le Val ».

Propriétaire de quarante-six actions de capital 46

Soit au total, quarante et un actionnaires possédant ensemble :

Quatorze mille quatre cent cinquante et une action de capital 14.451

Et deux mille soixante dix-huit actions de dividende 2 078

MANDATS.

I. — Sont ici représentés, en vertu des pouvoirs conférés aux termes des procurations qui sont demeurées annexées au procès-verbal de carence du ministère du Notaire soussigné en date du quatre mai courant, savoir :

1) la Société Anonyme « Société Internationale de Brasserie », et le « Comptoir d'Escompte de la Banque Nationale de Belgique », à Louvain, par Monsieur Remi Van der Vaeren, préqualifié;

2) la Naamlooze Vennootschap « Koloniale Brouwerijen (Cobra) », par le Général Moulaert, prénommé;

3) Messieurs Robert Jeanty, Anthelme Visez, Paul Plissart, Pierre Denys, Pierre Maillard, René Pierard, Oscar Pierard, Madame Joseph Henry, Mademoiselle Marie-Paule Henry, Messieurs Adolphe Roland, André Woitrin, Mademoiselle Madeleine Bauchau, Messieurs Paul Bauchau, Maurice Heilporn, Firmin Plissart, Mademoiselle Thérèse Plissart, Monsieur Pierre Plissart, Madame Alexandre Burghgraeve, Monsieur Léon Verhelst, tous prénommés par Monsieur Paul Bodart, préqualifié;

4) Messieurs Robert Terlinden, Guillaume Terlinden et Madame Léon-Albert Terlinden par Madame Veuve Edmond Terlinden, prénommée.

II. — En outre, sont également représentés, savoir :

1) Monsieur Georges de Laveleye, prénommé par Monsieur Remi Van der Vaeren prénommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du dix mai courant;

2) Madame Gérard Zurstrassen prénommée par Madame Edmond Terlinden prénommée en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du dix-neuf mai courant;

3) Madame la Comtesse Michel de Borchgrave d'Altena par Madame Edmond Terlinden prénommée en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du six mai courant;

4) Monsieur Franz Bauchau par Monsieur Paul Bodart prénommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-cinq avril dernier;

5) Monsieur André de Meulemeester prénommé par Monsieur Paul Bodart prénommé, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt et un mai courant;

6) Monsieur Henri Depage prénommé par Monsieur Paul Bodart prénommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt mai courant.

Les six procurations dont s'agit demeureront ci-annexées et seront enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

« 1) Augmentation du capital social à concurrence de trente-huit millions de francs, pour le porter de douze millions de francs à cinquante millions de francs, par l'incorporation des réserves extraordinaires (trente-trois millions huit cent cinquante mille francs) et du compte spécial indisponible provenant de primes d'émission antérieures (quatre millions cent cinquante mille francs). »

« 2) Transformation des actions de dividende et des actions de capital en parts sociales, sans désignation de valeurs, par la remise de quatre parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de capital et de six parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de dividende. »

« 3) Modification aux statuts pour les mettre en concordance avec les objets ci-avant à l'ordre du jour : »

Article cinq. — Remplacer le premier alinéa par :

« Le capital est de cinquante millions de francs représenté par cent soixante-huit mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un cent soixante-huit millième du capital social. »

Supprimer le dernier alinéa. .

Article six. — Remplacer le texte du premier alinéa par le suivant :

« Il existait :

» a) trente mille actions de capital toutes entièrement libérées et souscrites en espèces de la manière suivante. »

En outre, remplacer le texte actuel du septième alinéa de cet article, par le suivant :

« b) Huit mille actions de dividende réparties de la manière suivante. »

Enfin, ajouter à cet article, un dernier alinéa conçu comme suit :

« L'assemblée générale extraordinaire du a décidé » la transformation des trente mille actions de capital et des huit mille actions de dividende en parts sociales sans désignation de valeur, par la remise de quatre parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de capital et de six parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de dividende en manière telle qu'il existe ainsi actuellement cent soixante-huit mille parts sociales sans désignation de valeur. »

Article sept. — Remplacer au deuxième alinéa les mots : « aux actions de capital seulement » par les mots « aux parts sociales ».

Supprimer le dernier alinéa.

Article treize. — Remplacer la première phrase par : « Chaque administrateur doit affecter par privilège deux cents parts sociales de la société à la garantie de sa gestion. »

Article vingt et un. — Remplacer la deuxième phrase du quatrième alinéa par : « Chaque commissaire doit affecter à la garantie de ses fonctions, cent parts sociales de la société. »

Article vingt-cinq. — a) Rédiger le deuxième alinéa comme suit : « Chaque part sociale donne droit à une voix. »

b) Supprimer les alinéas trois, quatre et cinq.

Article vingt-huit. — a) Rédiger le deuxième alinéa comme suit :

« Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sur l'augmentation ou la réduction du capital, sur la fusion avec d'autres sociétés ainsi que sur toutes modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des parts sociales. »

b) Rédiger le troisième alinéa comme suit :

« Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement, quelle que soit le nombre de parts sociales représentées. »

c) Supprimer au quatrième alinéa les mots : « dans chacune des catégories ».

Article trente-cinq. — Le rediger comme suit :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

» Sur ce bénéfice, il est prélevé :

» 1) Cinq pour cent (5 %) pour le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital social.

» 2) La somme nécessaire pour payer à chaque part sociale un premier dividende de huit francs.

» Du solde, il est attribué quinze pour cent aux administrateurs et commissaires à répartir entre eux de telle manière que les tantièmes de chaque commissaire soient équivalents au tiers de ceux d'un administrateur.

» L'excédent est réparti entre toutes les parts sociales, à moins que l'assemblée ne décide sur la proposition du Conseil d'administration et à la simple majorité des voix des actions représentées de porter tout ou partie de ce solde à un compte de réserve ou de provision ou d'amortissement ou de le reporter à nouveau en tout ou en partie. »

Article trente-neuf. — Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Après le paiement des dettes et charges de la société, le solde de » l'avoir social est réparti également entre toutes les parts sociales. »

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites par des annonces insérées conformément à l'article vingt-quatre des statuts sociaux, deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans :

1) Le « *Moniteur Belge* », numéros des neuf/dix et dix-huit mai mil neuf cent quarante-huit.

2) L'« *Echo de la Bourse* », numéros des mêmes dates.

3) Le « *Moniteur des Intérêts Matériels* », numéros des mêmes dates.

Monsieur le Président dépose sur le bureau des numéros justificatifs des dites convocations.

Qu'en outre, des lettres missives ont été adressées huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom, conformément à l'article vingt-quatre des statuts sociaux.

III. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés à l'article vingt-six des statuts sociaux et aux avis de convocation pour le dépôt de leurs titres, mais qu'en vertu de l'article vingt-sept des statuts sociaux, les créanciers et les débiteurs gagistes doivent pour assister à l'assemblée se faire représenter par une seule et même personne.

Que la Banque Nationale de Belgique créancière gagiste sur quarante-huit actions de capital et dix-sept actions de dividende, ainsi qu'il est constaté dans la liste de présence, n'a pas satisfait aux stipulations du susdit article vingt-sept des statuts.

Qu'en conséquence, les titres dont s'agit gagés au profit de la Banque Nationale de Belgique ne seront pas admis aux votes.

IV. — Que sur les trente mille actions de capital et les huit mille actions de dividende existant actuellement, les actionnaires présents ou représentés valablement ne possèdent donc ensemble que quatorze mille quatre cent trois actions de capital et deux mille soixante et une actions de dividende soit moins de la moitié dans chacune des catégories d'actions de capital et de dividende.

V. — Qu'une première assemblée générale extraordinaire ayant eu le même ordre du jour s'est tenue devant le Notaire soussigné, le quatre mai courant et n'a pu délibérer valablement, la moitié des titres existant actuellement dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions de dividende n'étant pas représentée.

VI. — Que par suite et conformément à l'article vingt-huit des statuts sociaux, la présente assemblée est valablement constituée et peut délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

VII. — Que conformément à l'article vingt-cinq des statuts sociaux, chaque action de capital ainsi que chaque action de dividende donne droit à une voix, sauf les restrictions résultant du dit article et de la loi.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président propose à celle-ci d'aborder l'examen des objets soumis à sa délibération.

Après examen, l'assemblée délibérant prend successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trente-huit millions de francs pour le porter de son chiffre actuel de douze millions de francs à cinquante millions de francs par incorporation :

a) Des réserves extraordinaires s'élevant à trente-trois millions huit cent cinquante mille francs ci . . .	33.850.000,—
b) Du compte spécial indisponible provenant de primes d'émissions antérieures, s'élevant à quatre millions cent cinquante mille francs	4.150.000,—
Total : Trente-huit millions de francs	<u>38.000.000,—</u>

DELIBERATION.

Cette première résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions de dividende.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de transformer les trente mille actions de capital et les huit mille actions de dividende actuellement existantes en cent soixante-huit mille parts sociales sans désignation de valeur représentant chacune un/cent soixante-huit millième du capital social; cette transformation s'opérant par la remise de quatre parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de capital et de six parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de dividende.

DELIBERATION.

Cette deuxième résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions de dividende.

TROISIEME RESOLUTION.

En conséquence des décisions ci-avant prises, l'assemblée décide d'apporter aux statuts sociaux les modifications suivantes :

Article cinq.

1°) Le premier alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital est de cinquante millions de francs représenté par cent
» soixante-huit mille parts sociales sans désignation de valeur représen-
» tant chacune un/cent soixante-huit millième du capital social. »

2°) Le dernier alinéa de cet article est supprimé.

Article six.

1°) Le premier alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Il existait :

» a) Trente mille actions de capital toutes entièrement libérées et
» souscrites en espèces de la manière suivante : »

2°) Le texte actuel du septième alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

« b) Huit mille actions de dividende réparties de la manière suivante : »

3°) Il est ajouté, au même article, un dernier alinéa conçu comme suit :

« L'assemblée générale extraordinaire du vingt-six mai mil neuf cent
» quarante-huit a décidé la transformation des trente mille actions de ca-
» pital et des huit mille actions de dividende en parts sociales sans dési-
» gnation de valeur, par la remise de quatre parts sociales entièrement
» libérées en échange d'une action de capital et de six parts sociales en-
» tièrement libérées en échange d'une action de dividende, en manière
» telle qu'il existe actuellement cent soixante-huit mille parts sociales
» sans désignation de valeur. »

Article sept.

1°) Au deuxième alinéa de cet article, les mots « aux actions de capital seulement » sont remplacés par les mots « aux parts sociales. »

2°) Le dernier alinéa de cet article est supprimé.

Article treize.

La première phrase de cet article est remplacée par le texte suivant :

« Chaque administrateur doit affecter par privilège deux cents parts
» sociales, à la garantie de sa gestion. »

Article vingt et un.

Dans cet article, la deuxième phrase du quatrième alinéa est remplacée par le texte suivant :

« Chaque commissaire doit affecter à la garantie de ses fonctions cent
» parts sociales de la société. »

Article vingt-cinq.

1°) Le deuxième alinéa de cet article est désormais rédigé comme suit :

« Chaque part sociale donne droit à une voix. »

2°) Les alinéas trois, quatre et cinq de ce même article sont supprimés.

Article vingt-huit.

1°) Le deuxième alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dis-
» solution anticipée de la société, sur l'augmentation ou la réduction du

» capital, sur la fusion avec d'autres sociétés ainsi que sur toutes modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des parts sociales. »

2°) Le troisième alinéa de cet article est désormais rédigé comme suit :

« Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quel que soit le nombre de parts sociales représentées. »

3°) Au quatrième alinéa de ce même article, les mots : « dans chacune des catégories » sont supprimés.

Article trente-cinq.

Le texte de cet article est désormais rédigé comme suit :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements forme le bénéfice net de la société.

» Sur ce bénéfice, il est prélevé :

» 1°) Cinq pour cent pour le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital social.

» 2) La somme nécessaire pour payer à chaque part sociale un premier dividende de huit francs.

» Du solde, il est attribué quinze pour cent aux administrateurs et commissaires, à répartir entre eux, de telle manière que les tantièmes de chaque commissaire soient équivalents au tiers de ceux d'un administrateur.

» L'excédent est réparti entre toutes les parts sociales à moins que l'assemblée générale ne décide, sur la proposition du Conseil d'administration et à la simple majorité des voix des parts sociales représentées, de porter tout ou partie de ce solde à un compte de réserve ou de prévision ou d'amortissement ou de le reporter à nouveau en tout ou en partie. »

Article trente-neuf.

Le texte de cet article est remplacé par le suivant :

« Après paiement des dettes et charges de la société, le solde de l'avoir social est réparti également entre toutes les parts sociales. »

En outre, l'assemblée décide qu'il y a lieu conséquemment à la décision prise dans la deuxième résolution qui précède, de remplacer dans le corps des statuts, les mots : « actions de capital » ou « actions de dividende » par les mots : « parts sociales » et les mots « actionnaires » par l'expression « propriétaires de parts sociales. »

DELIBERATION.

Cette troisième résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions de dividende.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au Conseil d'administration tous pouvoirs spéciaux pour l'exécution des décisions prises ci-avant.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions de dividende.

Les décisions prises ci-avant ne deviendront définitives qu'après approbation par arrêté royal.

DECLARATION POUR ORDRE.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élèvent approximativement à trente-cinq mille francs non compris les droits de timbre et les droits dus dans la Colonie.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, dressé date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont fait la demande et Nous, Notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-huit mars 1948, volume 1346, folio 35, case 12, neuf rôles, deux renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) BOET.

Pour expédition conforme :

(s.) T. TAYMANS.

Vu par nous Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Taymans, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 26 juin 1948.

(s.) HUBRECHT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour la légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée au verso.

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Pour le Ministre : Le Directeur : (s.) P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,

Le 8 juillet 1948.
Pour le Ministre des Colonies,
En mission,

Le Ministre de l'Agriculture,

(s.-g.) P.-M. ORBAN.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,

De 8 Juli 1948.
Voor de Minister van Koloniën,
Op zending,

De Minister van Landbouw,

BRASSERIE DE LEOPOLDVILLE

Société congolaise à responsabilité limitée

Dont le siège est à Léopoldville

Et le siège administratif à Saint-Gilles-Bruxelles, chaussée de Charleroi, 71

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

PROCES-VERBAL DE CARENCE

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, le mardi, quatre mai à onze heures et demie du matin.

Etant à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Léopoldville », dont le siège social est à Léopoldville et le siège administratif à Bruxelles (Saint-Gilles), chaussée de Charleroi, numéro 71, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie, par acte du Notaire André Taymans, à Bruxelles, en date du vingt-trois octobre mil neuf cent vingt-trois, approuvé par arrêté royal du vingt-quatre décembre suivant, dont les statuts ont été publiés aux annexes au « Moniteur Belge », du seize novembre mil neuf cent vingt-trois numéro 11.656 et dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze janvier mil neuf cent vingt-quatre, modifiés suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, constatées : 1°) la première suivant procès-verbal dressé le 24 juillet mil neuf cent vingt-cinq, par le dit Notaire André Taymans (« Moniteur Belge » des dix-onze août suivant, numéro 98.213 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze

septembre mil neuf cent vingt-cinq; 2°) la deuxième, suivant procès-verbal dressé par le dit Notaire André Taymans, le cinq octobre mil neuf cent vingt-six (« Moniteur Belge » du vingt-trois du même mois, numéro 11.425, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent vingt-six); 3°) la troisième suivant procès-verbal dressé par le dit Notaire André Taymans, le trois avril mil neuf cent vingt-neuf (« Moniteur Belge » du vingt-six du même mois, numéro 6343 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent vingt-neuf); 4°) la quatrième, suivant procès-verbal dressé par les Notaires André Taymans et Pierre De Doncker, à Bruxelles, le vingt-sept juillet mil neuf cent trente-sept (« Moniteur Belge » du douze août suivant, numéro 12.336 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent trente-sept); 5°) la cinquième, suivant procès-verbal dressé par le dit Notaire André Taymans, le deux mai mil neuf cent trente-neuf (« Moniteur Belge » du vingt-deux/vingt-trois mai mil neuf cent vingt-neuf, numéro 8232 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » du dix novembre mil neuf cent trente-neuf) et 6°) la sixième suivant procès-verbal dressé par les dits Notaires André Taymans et Pierre De Doncker, le dix mars mil neuf cent quarante (« Moniteur Belge » du vingt-quatre avril suivant, numéro 4859).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur le Général Moulaert, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Paul Bodart, ci-après qualifié.

Et il choisit pour scrutateurs Messieurs Jacques Grunberg et Désiré Robeyns, tous deux ci-après qualifiés.

Ces choix sont ratifiés par l'assemblée.

Sont présents ou représentés, les actionnaires ci-après nommés, possédant ainsi qu'ils le déclarent et que l'assemblée le reconnaît, le nombre d'actions de capital et d'actions de dividende ci-après indiqué, savoir :

ACTIONS

Capital Dividende

1°) La Société Anonyme « Société Internationale de Brasserie (Interbra) », dont le siège est à Bruxelles (Saint-Gilles), chaussée de Charleroi, numéro 71.

Propriétaire de onze mille cent cinquante-cinq actions de capital et deux cent trente-six actions de dividende . 11.155 236

Ici représentée par Monsieur Remi Van Der Vaeren, ci-après qualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes de deux procurations sous seing privé en date toutes deux du vingt-six avril dernier.

2°) La Naamlooze Vennootschap « Koloniale Brouwerijen (Cobra) » dont le siège est à Amsterdam.

Propriétaire de huit cent soixante-six actions de capital et cinquante-trois actions de dividende 866 53

Ici représentée par le Général Moulaert, ci-après nommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date à Amsterdam du vingt-deux avril dernier.

ACTIONS
Capital Dividende

3°) Le Général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 47.

Propriétaire de deux cent dix actions de capital et vingt-six actions de dividende 210 26

4°) Monsieur Paul Bodart, docteur en droit, demeurant à Louvain, boulevard de Tervueren, numéro 247.

Propriétaire de deux cent trois actions de capital et trois cent sept actions de dividende 203 307

5°) Monsieur le Baron Alfred Bouvier, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles, rue de Lausanne, numéro 60.

Propriétaire de cinquante actions de capital 50

6°) Monsieur André de Meulemeester, administrateur de sociétés, demeurant à Bruges, Quai Sainte-Anne, numéro 22.

Propriétaire de cent actions de capital 100

7°) Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, numéro 44.

Propriétaire de cinquante actions de capital et dix actions de dividende 50 10

8°) Monsieur Robert Jeanty, avocat, demeurant à Léopoldville.

Propriétaire de cent vingt actions de capital et cent actions de dividende 120 100

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-trois avril dernier.

9°) Monsieur Remi Van Der Vaeren, ingénieur brasseur, demeurant à Louvain, rue du Canal, numéro 60.

Propriétaire de soixante dix-sept actions de capital et quatre cent trente-cinq actions de dividende 77 435

10°) Monsieur Anthelme Visez, ingénieur brasseur, demeurant à Léopoldville.

Propriétaire de cent vingt actions de capital et vingt-cinq actions de dividende 120 25

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date à Léopoldville du vingt-quatre avril dernier.

ACTIONS
Capital Dividende

11°) Madame Veuve Edmond Terlinden, propriétaire, demeurant à Ixelles, avenue Géo Bernier, numéro 6.

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital . . . 25

12°) Monsieur Valère Gelders, avocat, demeurant à Korbeek-Loo, chaussée de Tirlemont, numéro 100.

Propriétaire de dix actions de capital . . . 10

13°) Monsieur le Chevalier Emmanuel Demeure, administrateur de sociétés, demeurant à Grimberghen, Château de Groenveld.

Propriétaire de deux cent quinze actions de capital et huit actions de dividende . . . 215 8

14°) Monsieur H. Lipmanne, demeurant à Saint-Gilles, rue de Lombardie, numéro 40.

Propriétaire d'une action de dividende . . . 1

15°) Monsieur Paul Plissart, demeurant à Etterbeek, avenue des Nerviens, numéro 17.

Propriétaire de trois cent douze actions de capital et cent quarante actions de dividende . . . 312 140

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt avril dernier.

16°) Monsieur Jacques Grunberg, demeurant à Bruxelles, rue des Fabriques, numéro 48.

Propriétaire d'une action de capital . . . 1

17°) Monsieur Pierre Denys, demeurant à Louvain, place Saint-Jacques.

Propriétaire de dix-huit actions de capital et trente-sept actions de dividende . . . 18 37

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-quatre avril dernier.

18°) Monsieur Eugène Moons, demeurant à Mouscron, rue de la Paix, numéro 4.

Propriétaire de dix actions de capital . . . 10

ACTIONS
Capital Dividende

19°) Monsieur Robert Terlinden, demeurant à Ixelles, avenue Géo Bernier, numéro 6.

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital et vingt-deux actions de dividende 25 22

Ici représenté par Madame Edmond Terlinden, préqualifiée, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-cinq avril dernier.

20°) Monsieur Guillaume Terlinden, demeurant à Uccle, avenue de la Floride, numéro 12.

Propriétaire de vingt-cinq actions de capital et dix-sept actions de dividende 25 17

Ici représenté par Madame Edmond Terlinden, préqualifiée, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-six avril dernier.

21°) Monsieur Pierre Maillard, notaire, demeurant à Thuin, rue t'Serstevens.

Propriétaire de quinze actions de capital et cinq actions de dividende 15 5

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt avril dernier.

22°) Monsieur René Pierard, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, numéro 25.

Propriétaire de vingt actions de dividende 20

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-trois avril dernier.

23°) Monsieur Oscar Pierard, demeurant à Uccle, rue Meyerbeer, numéro 25.

Propriétaire de cinq actions de dividende 5

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-trois avril dernier.

ACTIONS
Capital Dividende

24°) Madame Joseph Henry, sans profession, demeurant à Louvain, rue Marie-Thérèse, numéro 20.

Propriétaire de quarante-quatre actions de capital et trente-deux actions de dividende	44	32
--	----	----

Ici représentée par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-sept avril dernier.

25°) Mademoiselle Marie-Paule Henry, sans profession, demeurant à Louvain, rue Marie-Thérèse, numéro 20.

Ici représentée par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-sept avril dernier.

Propriétaire de seize actions de capital et quatorze actions de dividende	16	14
---	----	----

26°) Monsieur Adolphe Roland, demeurant à Gand, boulevard de la Liberté, numéro 3.

Propriétaire de treize actions de capital et cinq actions de dividende	13	5
--	----	---

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-quatre avril dernier.

27°) Monsieur André Woitrin, demeurant à Namur, avenue Léopold, numéro 18.

Propriétaire de treize actions de capital et quatorze actions de dividende	13	14
--	----	----

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt avril dernier.

28°) Mademoiselle Madeleine Bauchau, sans profession, demeurant à Anhée-sur-Meuse.

Propriétaire de seize actions de capital et quatre actions de dividende	16	4
---	----	---

Ici représentée par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du dix-huit avril dernier.

ACTIONS
Capital Dividende

29°) Monsieur Paul Bauchau, demeurant à Anhée-sur-Meuse.

Propriétaire de vingt et une actions de capital et cinq actions de dividende	21	5
--	----	---

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt avril dernier.

30°) Monsieur Maurice Heilporn, avocat, demeurant à Saint-Gilles, rue de Suisse, numéro 6.

Propriétaire de trente actions de dividende	30	
---	----	--

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-six avril dernier.

31°) Madame Alice Vanderborcht-Feron, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue du Lac, numéro 52.

Propriétaire de dix actions de capital et dix-huit actions de dividende	10	18
---	----	----

Ici représentée par Monsieur André de Meulemeester, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-sept avril dernier.

32°) Monsieur Firmin Plissart, demeurant à Bruxelles, boulevard du Jardin Botanique, numéro 38.

Propriétaire de cinquante-neuf actions de capital	59	
---	----	--

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-cinq avril dernier.

33°) Mademoiselle Thérèse Plissart, sans profession, demeurant à Etterbeek, avenue des Nerviens, numéro 35.

Propriétaire de soixante actions de capital	60	
---	----	--

Ici représentée par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-cinq avril dernier.

34°) Monsieur Pierre Plissart, demeurant à Schaerbeek, place de la Patrie, numéro 13.

Propriétaire de cinquante-neuf actions de capital	59	
---	----	--

ACTIONS
Capital Dividende

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-cinq avril dernier.

35°) Le « Comptoir d'Escompte de la Banque Nationale de Belgique », dont le siège est à Louvain, Grand'Place.

Propriétaire de quarante-deux actions de capital et quinze actions de dividende	42	15
---	----	----

Ici représenté par Monsieur Remi Van Der Vaeren, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-deux avril dernier.

36°) Monsieur Désiré Robeyns, demeurant à Saint-Gilles, rue Blanche, numéro 39.

Propriétaire d'une action de dividende		1
--	--	---

37°) Madame Veuve Alexandre Brughgraeve, sans profession, demeurant à Uccle, Dieweg, numéro 178.

Propriétaire de vingt-deux actions de capital et dix-huit actions de dividende	22	18
--	----	----

Ici représentée par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-trois avril dernier.

38°) Madame Léon-Albert Terlinden, sans profession, demeurant à Ixelles, avenue de la Couronne, numéro 336.

Propriétaire de vingt-six actions de capital et vingt-deux actions de dividende	26	22
---	----	----

Ici représentée par Madame Edmond Terlinden, préqualifiée, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt-sept avril dernier.

39°) Monsieur Léon Verhelst, demeurant à Bruxelles, rue de Spa, numéro 23.

Propriétaire de trois cents actions de capital		300
--	--	-----

Ici représenté par Monsieur Paul Bodart, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du vingt avril dernier, soit au total, trente-neuf actionnaires possédant ensemble :

a) Quatorze mille trois cent treize actions de capital		14.313
b) Seize cent vingt-cinq actions de dividende		1.625

Les procurations dont s'agit ci-dessus, toutes sur timbre à vingt francs, demeureront ci-annexées et seront enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

« 1) Augmentation du capital social, à concurrence de trente-huit millions de francs, pour le porter de douze millions de francs à cinquante millions de francs, par l'incorporation des réserves extraordinaires (trente-trois millions huit cent cinquante mille francs) et du compte spécial indisponible provenant de primes d'émissions antérieures (quatre millions cent cinquante mille francs). »

« 2) Transformation des actions de dividende et des actions de capital en parts sociales, sans désignation de valeur par la remise de quatre parts sociales entièrement libérées en échange d'une action de capital et de six parts sociales, entièrement libérées, en échange d'une action de dividende.

« 3) Modification aux statuts pour les mettre en concordance avec les objets ci-avant à l'ordre du jour. »

Article cinq. — Remplacer le premier alinéa par :

« Le capital est de cinquante millions de francs, représenté par cent soixante-huit mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant un/cent soixante-huit millième du capital social. »

Supprimer le dernier alinéa.

Article six. — Remplacer le texte du premier alinéa par le suivant :

« Il existait :

» a) trente mille actions de capital toutes entièrement libérées et souscrites en espèces, de la manière suivante :

» En outre, remplacer le texte actuel du septième alinéa de cet article par le suivant :

» b) huit mille actions de dividende réparties de la manière suivante :

» Enfin, ajouter à cet article, un dernier alinéa conçu comme suit :

» L'assemblée générale extraordinaire du a décidé
» la transformation des trente mille actions de capital et des huit mille
» actions de dividende en parts sociales sans désignation de valeur par
» la remise de quatre parts sociales entièrement libérées en échange
» d'une action de capital et de six parts sociales entièrement libérées en
» échange d'une action de dividende en manière telle qu'il existe ainsi
» actuellement cent soixante-huit mille parts sociales sans désignation de
» » valeur. »

Article sept. — Remplacer au deuxième alinéa les mots : « aux actions de capital seulement » par les mots : « aux parts sociales ». Supprimer le dernier alinéa.

Article treize. — Remplacer la première phrase par : « chaque administrateur doit affecter, par privilège, deux cents parts sociales de la société à la garantie de sa gestion ».

Article vingt et un. — Remplacer la deuxième phrase du quatrième alinéa : « Chaque commissaire doit affecter à la garantie de ses fonctions, cent parts sociales de la société ».

Article vingt-cinq. — a) Rédiger le deuxième alinéa comme suit : « Chaque part sociale donne droit à une voix ».

b) Supprimer les alinéas trois, quatre et cinq.

Article vingt-huit. — a) Rédiger le deuxième comme suit :

« Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sur l'augmentation ou la réduction du capital, sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que sur toutes modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des parts sociales. »

b) Rédiger le troisième alinéa comme suit :

« Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quel que soit le nombre de parts sociales représentées. »

c) Supprimer au quatrième alinéa les mots : « dans chacune des catégories ».

Article trente-cinq. — Le rédiger comme suit :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

» Sur ce bénéfice, il est prélevé :

» 1) Cinq pour cent (5 %) pour le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital social.

» La somme nécessaire pour payer à chaque part sociale un premier dividende de huit francs.

» Du solde, il est attribué quinze pour cent (15 %) aux administrateurs, et commissaires, à répartir entre eux, de telle manière, que les tantièmes de chaque commissaire soient équivalents au tiers de ceux d'un administrateur.

» L'excédent est réparti entre toutes les parts sociales, à moins que l'assemblée générale ne décide, sur la proposition du Conseil d'administration et à la simple majorité des voix des actions représentées de porter tout ou partie de ce solde à un compte de réserve ou de prévision ou d'amortissement ou de le reporter à nouveau en tout ou en partie. »

Article trente-neuf. — Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Après le paiement des dettes et charges de la société, le solde de l'avoir social est réparti également entre toutes les parts sociales. »

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites par des annonces insérées conformément à l'article vingt-quatre des statuts sociaux, deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans :

1) Le « Moniteur Belge », numéros des quinze et vingt-quatre avril dernier.

2) L'« Echo de la Bourse », numéros des quinze et vingt-quatre/vingt-cinq/vingt-six avril dernier.

3) « Le Moniteur des Intérêts Matériels », numéros des quinze et vingt-quatre/vingt-cinq avril dernier.

Monsieur le Président dépose sur le bureau des numéros justificatifs des dites convocations.

Qu'en outre, des lettres missives ont été adressées huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom, conformément à l'article vingt-quatre des statuts sociaux.

III. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés à l'article vingt-six des statuts sociaux et aux avis de convocation pour le dépôt de leurs titres.

IV. — Que sur les trente mille actions de capital et les trente-huit mille actions de dividende existant actuellement, les actionnaires présents ou représentés ne possèdent ensemble que quatorze mille trois cent treize actions de capital et seize cent vingt-cinq actions de dividende, soit moins de la moitié dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions de dividende.

En conséquence, Monsieur le Président constate et l'assemblée le reconnaît que, conformément à l'article vingt-huit des statuts sociaux, la présente assemblée ne peut délibérer valablement que sur les objets portés à l'ordre du jour et qu'une nouvelle assemblée générale extraordinaire sera convoquée ultérieurement, laquelle délibérera valablement quelle que soit la portion représentée du capital.

La séance est levée.

Dont procès-verbal, dressé date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont fait la demande et Nous, Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le quatorze mai 1948, volume 1345, folio 19, case 10, sept rôles, deux renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) : DECOCK.

Pour expédition conforme :

(s.) T. TAYMANS.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Taymans, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 24 juin 1948.

(s.) J. HUBRECHT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation, de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Le Directeur (s.) : VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 juin 1948.

Pour le Ministre : Le Directeur (s.) : P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 8 juillet 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
De 8 Juli 1948.

Pour le Ministre des Colonies,
en mission.

Voor de Minister van Koloniën,
op zending.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw.

(s.-g.) P.-M. ORBAN.

Société Minière du Nyangwe

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Stanleyville (Congo Belge).

L'an mil neuf cent quarante-huit, le huit avril.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée sous le régime de la législation de la Colonie du Congo Belge « Société Minière de Nyangwe » ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) constituée par acte du notaire soussigné le seize février mil neuf cent trente-neuf, autorisée par arrêté royal du quinze mars mil neuf cent trente-neuf, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent trente-neuf et aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-sept/vingt-huit mars même année numéro 331.163.312 et dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire soussigné du dix-sept février mil neuf cent quarante et un publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-six juin mil neuf cent quarante et un numéro 10.288.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

Act. A. Act. B.

1) La Colonie du Congo Belge, représentée par M. Léopold Lavedrine, contrôleur financier-adjoint au Ministère des Colonies, demeurant à Ougrée, 198, rue Jean du Mont, en vertu de sa procuration ci-annexée possesseur de six cents actions série A et six mille actions série B 600 6.000

2) La Société Anonyme « Belgika, Comptoir Colonial », ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, représentée par deux de ses administrateurs : MM. Jacques Relecom et Edmond Verfaillie, ci-après qualifiés, possédant deux mille trois cent quinze actions série A (les dits administrateurs ayant les pouvoirs à ce requis) 2.315

3) La société congolaise « Société Minière du Maniema », établie à Bruxelles, 121, rue du Commerce, ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs à ce requis : MM. Prosper Lancsweert et Jacques Relecom ci-après qualifiés, possédant mille six cent quarante-trois actions série A 1.643

4) La « Compagnie du Kivu », société anonyme, établie à Anvers, représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs à ce requis : MM. Nicolas Decker et Charles Sampers ci-après qualifiés, possédant onze cent vingt-quatre actions série A , ... 1.124

5) M. Max Lohest, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 142, boulevard Brand Whitlock, possesseur de cent quarante-quatre actions série A . . . 144

6) M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 34, avenue du Val d'Or, possesseur de cinquante actions série A . . . 50

7) M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles, 212, chaussée de Charleroi, possesseur de vingt-cinq actions série A . . . 25

8) M. Edmond Verfaillie, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 26, avenue Albert-Elisabeth, possesseur d'une action série A . . . 1

9) M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 32, avenue Rubens, possesseur d'une action série A . . . 1

10) La Société Anonyme « Auxiliaire Minière Coloniale », ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, possesseur de vingt-cinq actions série A, représentée par M. Jacques Relecom précité, en vertu de sa procuration ci-annexée . . . 25

Ensemble cinq mille neuf cent vingt-huit actions série A		
et les six mille actions série B	5.928	6.000

La séance est ouverte à onze heures du matin sous la présidence de M. Prosper Lancsweert précité.

Est nommé secrétaire M. Jacques Relecom, précité.

Sont nommés scrutateurs : MM. Léopold Lavedrine et Nicolas Decker précités qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants :

- a) le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-deux mars;
- b) le « Moniteur Belge » des vingt-deux/vingt-trois mars;
- c) l'« Echo de la Bourse » du vingt-deux mars.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

II. — Que l'ordre du jour porte :

1°) Augmentation du capital social pour le porter de trois millions à dix millions de francs par la création de quatorze mille actions série A nouvelles de cinq cents francs chacune identiques aux anciennes, à sous-

crir et à libérer intégralement. Il sera créé en outre quatorze mille actions série B nouvelles, de telle sorte que le nombre des actions de chaque catégorie sera porté à vingt mille et participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-huit. Les actions série B seront remises au Gouvernement de la Colonie, conformément à l'article vingt de la convention du quatre mars mil neuf cent trente-cinq, conclue entre la Colonie du Congo Belge et M. Max Lohest.

Constatation de cette souscription et de l'augmentation du capital.

2°) Modifications aux statuts à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions prises par l'assemblée.

3°) Augmentation du nombre d'administrateurs pour le porter de sept à huit.

4°) Nomination d'un nouvel administrateur.

III. — Que chaque action de chaque catégorie donne droit à une voix sauf toutefois que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés, ces limitations ne s'appliquant pas aux actions série B de la Colonie.

IV. — Que l'assemblée représente cinq mille neuf cent vingt-huit actions série A sur les six mille actions existantes et les six mille actions série B, soit la totalité de ces derniers titres et plus de la moitié des actions série A, de sorte que la présente assemblée est apte à délibérer sur son ordre du jour.

Cet exposé est reconnu exact par l'assemblée, laquelle après délibération décide successivement :

PREMIERE RESOLUTION.

D'augmenter le capital social à concurrence de sept millions de francs pour le porter de trois à dix millions de francs par la création et l'émission au pair de cinq cents francs de quatorze mille actions série A identiques aux anciennes.

Elle décide concurremment la création et l'émission de quatorze mille actions série B nouvelles identiques aux anciennes, lesquelles seront remises gratuitement au Gouvernement de la Colonie en conformité avec l'article cinq des statuts.

Les nouveaux titres participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-huit.

Cette résolution est adoptée ' l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Et immédiatement les quatorze mille actions série A nouvelles dont la création et l'émission viennent d'être décidées ont été souscrites contre espèces à raison de cinq cents francs l'une, comme suit, chaque souscripteur déclarant avoir parfaite connaissance des statuts sociaux et des modifications y apportées.

- | | |
|---|-------|
| 1) La « Belgika, Comptoir Colonial », société anonyme précitée souscrit cinq mille cinq cent et quinze actions | 5.515 |
| 2) La « Société Minière du Maniema », précitée, souscrit quatre mille trois cent cinquante-sept actions | 4.357 |
| 3) La Société Anonyme « Coloniale de Belgique », ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, représentée par M. Jacques Relecom préqualifié, en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée, souscrit mille actions | 1.000 |
| 4) La Société Anonyme « Plantations Lacourt », ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, représentée par M. Jacques Relecom préqualifié, en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée, souscrit quatre cents actions | 400 |
| 5) La Société Anonyme « Auxiliaire Minière Coloniale », ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, représentée par M. Jacques Relecom préqualifié, en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée, souscrit trois cent trente-deux actions | 332 |
| 6) Monsieur Henri de Potter d'Indoye, bourgmestre de et à Melle, souscrit mille actions | 1.000 |
| 7) M. Edmond Verfaillie, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 26, avenue Albert-Elisabeth, souscrit deux cent et douze actions | 212 |
| 8) M. Robert Tytgat, ingénieur A. I. G., demeurant à Uccle, 125, avenue Winston Churchill, souscrit deux cents actions | 200 |
| 9) La société en nom collectif « H. Ysermans et P. Legru », agents de change, demeurant à Bruxelles, 95, rue Ducale, souscrit deux cents actions | 200 |
| 10) M. Prosper Lancsweert préqualifié, souscrit cent cinquante actions | 150 |
| 11) M. le Baron Albert Leclercq, avocat, demeurant à Ixelles, 1, rue Forestière, souscrit cent actions | 100 |
| 12) M. le Général Georges Moulaert, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, souscrit cent actions | 100 |

13) M. Claude Wielemans, ingénieur civil A. I. Br., demeurant à Forest, 360, avenue Van Volxem, souscrit cent actions .	100
14) M. Eric Wielemans, ingénieur civil A. I. Br., et A. I. M., demeurant à Forest, 360, aven. Van Volxem, souscrit cent actions	100
15) M. Jacques Relecom préqualifié, souscrit quatre-vingts actions	80
16) M. Jean Delbruyère, ingénieur A. I. M., demeurant à Uccle, 320, avenue Winston Churchill, souscrit quarante actions.	40
17) M. André Gilson, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, 38, Square Vergote, souscrit cinquante actions .	50
18) M. Maurice Autrique, sous-directeur de société, demeurant à Auderghem, 19, avenue Guillaume Keyen, souscrit vingt actions.	20
19) M. René Thuysbaert, sous-directeur de société, demeurant à Jette-Saint-Pierre, 15, rue Van Bortonne, souscrit vingt actions	20
20) Le Chevalier Josué Henry de la Lindi, général pensionné, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue Albert-Elisabeth, souscrit vingt actions	20
21) M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 32, avenue Rubens, souscrit deux actions.	2
22) M. Charles Sampers, administrateur de sociétés, demeurant villa « Les Tilleuls » à Edegem-Anvers, souscrit deux actions.	2
Ensemble les quatorze mille actions nouvelles	<u>14.000</u>

Tous les souscripteurs précités ici présents ou représentés et acceptant soit personnellement, soit par l'organe de leurs mandataires respectifs à l'exception de ceux sous les numéros 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19 et 20 tous ici représentés par leur mandataire verbal M. Prosper Lancsweert préqualifié qui accepte et se porte fort pour eux pour autant que de besoin.

Les sociétés souscriptrices et les souscripteurs préqualifiés ont libéré antérieurement aux présentes ainsi que tous les membres de l'assemblée le déclarent et le reconnaissent, l'intégralité de leur souscription respective, ensemble sept millions de francs par versement de cette somme au crédit de la Société « Minière de Nyangwe.

En conséquence, l'assemblée nous déclare unanimement et requiert d'acter que le capital social est dès à présent porté à dix millions de francs, représenté par vingt mille actions de cinq cents francs chacune série A et qu'il existe, en outre, vingt mille actions série B sans désignation de valeur, remises à la Colonie.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de mettre les statuts en concordance avec les décisions ci-dessus de la façon suivante :

Article 5. — L'alinéa 1 sera désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à dix millions de francs représenté par » vingt mille actions de cinq cents francs chacune. »

Aux alinéas 3, 4 et 6 les mots : « six mille » sont remplacés par ceux « vingt mille ».

A l'article 6 est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril » mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté de trois à dix » millions de francs par la création et l'émission au pair de quatorze mille » actions série A nouvelles de cinq cents francs chacune, identiques aux » anciennes, intégralement souscrites et libérées. Il a été créé, en outre, » quatorze mille actions série B nouvelles, de telle sorte que le nombre » des actions de chaque catégorie a été porté à vingt mille. Les actions » série B ont été remises au Gouvernement de la Colonie conformément » à l'article 5 ci-dessus. »

Ces modifications ont été adoptées successivement par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de sept à huit et appelle aux fonctions d'administrateur M. Edmond Verfaille qui accepte.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

L'assemblée estime à environ cent vingt-cinq mille francs le montant des frais, charges ou rémunérations qui incombent à la société du chef des présentes et des suites qu'elles comportent.

Les première, deuxième et troisième résolutions ci-avant sont adoptées sous la condition suspensive de leur approbation comme de droit.

Clos le présent procès-verbal lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.
(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le treize avril 1948, volume 576, folio 55, case 10, quatre rôles, un renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) DE COUX.

ANNEXE I.

Je soussignée, la Colonie du Congo Belge, représentée par M. P. Wigny, Ministre des Colonies, propriétaire de 600 actions série A de 500 francs et 6000 actions série B de la « Société Minière de Nyangwe », déclare donner tous pouvoirs à M. Lavedrine, contrôleur financier-adjoint au Ministère des Colonies, aux fins de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société convoquée à Bruxelles, pour le huit avril mil neuf cent quarante-huit ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement: signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en son nom.

Fait à Bruxelles, le 2 avril 1948.

Pour le Ministre : Le Secrétaire général.

Bon pour pouvoir : (s.) Illisible.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le treize avril 1948, volume 35, folio 38, case 15, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) DE COUX.

ANNEXE 2.

Je soussignée « Auxiliaire Minière Coloniale », société anonyme, domiciliée à Bruxelles, 121, rue du Commerce, propriétaire de vingt-cinq actions de capital de la « Société Minière de Nyangwe », déclare donner tous pouvoirs à M. Jacques Relecom, à Saint-Gilles-Bruxelles, aux fins de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, pour le huit avril mil neuf cent quarante-huit ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en son nom.

Fait à Bruxelles, le 6 avril 1948.

« Auxiliaire Minière Coloniale », société anonyme.

Bon pour pouvoir : (s.) DESSY.

Bon pour pouvoir : (s.) RELECOM.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le treize avril 1948, volume 35, folio 38, case 15, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) DE COUX.

ANNEXE 3.

Je soussignée « Coloniale de Belgique », Société Anonyme, domiciliée à Bruxelles, 121, rue du Commerce, en vue de l'augmentation du capital de la « Société Minière du Nyangwe », déclare donner tous pouvoirs à M. Jacques Relecom à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société convoquée à Bruxelles pour le huit avril mil neuf cent quarante-huit ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu, participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom et notamment souscrire mille actions de 500 francs série A nouvelles de ladite société.

Fait à Bruxelles, le 6 avril 1948.

« Coloniale de Belgique », Société Anonyme.

Bon pour pouvoir : (s.) Illisible. Administrateur.

Bon pour pouvoir : (s.) RELECOM. Administrateur-Directeur.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le treize avril 1948, volume 35, folio 38, case 15, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) DE COUX.

ANNEXE 4.

Je soussignée « Plantations Lacourt », Société Anonyme, domiciliée à Bruxelles, 121, rue du Commerce, en vue de l'augmentation du capital de la « Société Minière de Nyangwe », déclare donner tous pouvoirs à M. Jacques Relecom, à Saint-Gilles-Bruxelles, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaires des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, pour le huit avril mil neuf cent quarante-huit ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu, participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires

déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom et notamment souscrire quatre cents actions de 500 francs série A nouvelles de ladite société.

Fait à Bruxelles, le 6 avril 1948.

« Plantations Lacourt », Société Anonyme.

Le Président du Conseil. Bon pour pouvoir : (s.) Illisible.

L'Administrateur-Délégué. Bon pour pouvoir : (s.) RELECOM.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le treize avril 1948, volume 35, folio 38, case 15, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) DE COUX.

Pour expédition conforme :

Le Notaire,

(s.) Paul ECTORS.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Ectors, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 29 avril 1948.

(s.) HUBRECHT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 4 mai 1948.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 mai 1948.

Pour le Ministre : Le Directeur : (s.) JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 6 juillet 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
De 6 Juli 1948.

Pour le Ministre des Colonies
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture.

Voor de Minister van Koloniën
op zending.
De Minister van Landbouw.

(s.-g.) P.-M. ORBAN.

« Wilford-Congo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Costermansville, Nya Lukumba.

—
CONSTITUTION

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE QUATRE JUIN.

Devant Nous, Maître Emile MARCHANT, Notaire, de résidence à Uccle :

ONT COMPARU :

1°) Monsieur Maurice WILFORD, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de Joncker, numéro 55

» agissant aux présentes, tant en nom personnel qu'au nom d'un
» groupe pour lequel il se porte fort.»

2°) Monsieur Paul WILFORD, ingénieur, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Bosquet, numéro 34.

3°) Monsieur Georges BOUCKAERT, docteur en droit et industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 58

» agissant aux présentes tant en nom personnel qu'au nom d'un
» groupe pour lequel il se porte fort. »

4°) Madame Jeanne NORD, sans profession, Veuve de Monsieur Charles Berg, demeurant à Forest, avenue Brugmann, numéro 160.

5°) Monsieur Christian BERG, industriel, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue du Geai, numéro 27

» agissant aux présentes tant en nom personnel qu'au nom d'un
» groupe pour lequel il se porte fort. »

6°) Madame Suzanne KIELING, sans profession, épouse contractuellement séparée de biens du dit Monsieur Christian Berg, aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Leclef à Anvers, en date du trois octobre mil neuf cent trente-cinq, demeurant avec son dit époux à Watermael-Boitsfort, avenue du Geai, numéro 27.

7°) Monsieur Augustin BOUCKAERT, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 58

» ici représenté par Monsieur Georges Bouckaert, prénommé, en
» vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration
» sous seing privé, en date du vingt-neuf avril mil neuf cent
» quarante-huit, laquelle procuration demeurera ci-annexée. »

Lesquels comparants ont requis le Notaire soussigné de dresser les statuts d'une société congolaise par action à responsabilité limitée, qu'ils déclarent former comme suit :

TITRE I

DENOMINATION — SIEGE — DUREE — OBJET DE LA SOCIETE

Article premier. — Il est constitué, par les présentes, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Wilford-Congo ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article 2. — Le siège social de la société est établi à Costermansville, Nya, Lukumba (Congo Belge). Il peut, par simple décision du Conseil d'administration, et, après autorisation par arrêté royal, être transféré dans toute autre localité du Congo Belge.

Le siège administratif est initialement établi à Bruxelles, chaussée de Haecht, numéro 1470. Il peut, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en toute autre localité en Belgique, au Congo Belge ou à l'Etranger.

La Société pourra également, par simple décision du Conseil d'administration, établir des sièges d'exploitation, succursales, agences et comptoirs au Congo Belge, en Belgique ou à l'Etranger.

Article 3. — La durée de la Société est fixée à trente ans à compter de ce jour.

Elle pourra être prorogée ou dissoute anticipativement, par décision de l'assemblée générale, délibérant comme pour les modifications aux statuts, et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'approbation par arrêté royal; la Société pourra prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme dépassant sa durée.

Article 4. — La Société a pour objet, tant au Congo Belge et dans les Colonies voisines qu'à l'Etranger, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la représentation, le montage et l'assemblage de tous véhicules et matériel automobile, nautique et aéronautique.

Elle pourra également, et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou pouvant en faciliter la réalisation et le développement; acquérir, prendre ou donner à bail et aliéner tous immeubles et fonds de commerce; s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, dans n'importe quel pays, dont l'objet serait analogue ou connexe au sien ou serait susceptible de constituer pour elle une source ou un débouché; la Société pourra, en un mot, faire toutes opérations tendant directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

L'objet pourra, par voie de modification aux statuts, être étendu ou limité, toute modification de l'objet social sera subordonnée à l'autorisation par arrêté royal.

TITRE II

CAPITAL — APPORTS — PARTS SOCIALES

Article 5. — Le capital social est fixé à la somme de TROIS MILLIONS DE FRANCS.

Il est représenté par trois cents parts sociales d'une valeur nominale de dix mille francs chacune.

Article 6. — Les trois cents parts sociales représentatives du capital social sont souscrites en espèces, par :

1 ^o) Monsieur Maurice Wilford, prénommé, agissant es qualités dites : cent vingt parts sociales	120,—
2 ^o) Monsieur Paul Wilford, prénommé : soixante parts sociales	60,—
3 ^o) Monsieur Georges Bouckaert, prénommé, agissant es qualités dites : cinquante parts sociales	50,—
4 ^o) Madame Jeanne Nord, Veuve de Monsieur Charles Berg, prénommé : une part sociale	1,—
5 ^o) Monsieur Christian Berg, prénommé, agissant es qualités dites : cinquante-huit parts sociales	58,—
6 ^o) Madame Suzanne Kieling, épouse Christian Berg, prénommés : une part sociale	1,—
7 ^o) Monsieur Augustin Bouckaert, prénommé, dix parts sociales	10,—
Soit ensemble : trois cents parts sociales souscrites en espèces.	<u>300,—</u>

Le montant total du capital social s'élevant à trois millions de francs et représenté par trois cents parts sociales, est ainsi intégralement souscrit.

Il a été effectué, par les souscripteurs, un premier versement d'un tiers sur chaque part sociale souscrite, soit globalement UN MILLION DE FRANCS.

Les comparants déclarent, reconnaissent et constatent que l'ensemble de ces versements, soit la somme de un million de francs, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

Les dates et modalités des libérations antérieures des titres, seront décidées par le Conseil d'administration qui en avisera les actionnaires par lettres recommandées, leur adressées trois mois à l'avance.

Les actionnaires peuvent toujours libérer anticipativement leurs actions.

Article 7. — A défaut par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le Conseil d'administration, il devra, de plein droit et sans mise en demeure payer à dater du jour de l'exigibilité, un intérêt de six pour cent l'an, sur le montant du versement appelé et non effectué, et ce, sans préjudice de tous autres droits et toutes autres mesures,

Le Conseil d'administration aura la faculté de faire vendre publiquement dans les formes en vigueur, les actions appartenant au défaillant, sans devoir accomplir d'autre formalité qu'une sommation de paiement restée sans effet dans la quinzaine de sa date. Le prix à provenir appartiendra à la Société jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelés, de l'intérêt et des frais occasionnés. L'excédent, s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant, s'il n'est d'autre chef débiteur de la Société.

Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour couvrir les obligations de l'actionnaire en défaut, il restera tenu vis-à-vis de la Société pour tout le surplus.

Article 8. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision d'une assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Cette assemblée fixe le mode et les conditions de toute augmentation de capital, ainsi que le délai endéans lequel les actionnaires doivent se prononcer sur l'exercice du droit de préférence qui pourrait leur être réservé.

Toute modification au capital social sera subordonnée à l'autorisation par arrêté royal.

Article 9. — Les parts sociales, tant actuelles qu'à provenir de toute émission nouvelle, resteront nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les parts sociales entièrement libérées sont au porteur.

L'assemblée générale peut autoriser le Conseil d'administration à décider ou permettre la division de tout ou partie des parts en coupures qui réunies en nombre suffisant, jouissent des mêmes droits que les parts entières.

Article 10. — La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription dans le registre des actionnaires, tenu conformément aux prescriptions de l'article quarante-deux des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales; des certificats constatant ces inscriptions et signés par deux administrateurs sont délivrés aux actionnaires.

La cession des parts sociales nominatives s'opère par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, et inscrite sur le dit registre, ainsi que, suivant les règles sur le transport des créances, établies par l'article seize cent nonante du Code Civil Belge.

Il est loisible à la Société d'accepter ou d'inscrire sur le registre, sous la signature de deux administrateurs, à défaut de celle des parties, un transfert qui serait constaté par la correspondance ou par d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article 11. — Dès qu'elles sont entièrement libérées, les parts sociales sont au porteur, ainsi qu'il est dit ci-avant à l'article neuf.

Les parts sociales au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et signées par deux administrateurs. Une de ces signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

Leur cession s'opère par la seule tradition du titre.

Toutefois, les actions ne pourront être cédées sauf accord unanime de tous les fondateurs, à des tiers, avant d'avoir été offertes aux actionnaires fondateurs au prorata des titres possédés par eux. Ce n'est qu'en cas de refus de ceux-ci, donné par écrit, que la cession à un non fondateur sera valable. Le fondateur devra donner sa réponse dans le mois de l'offre lui faite; passé ce délai, il sera réputé renonçant.

Les mêmes règles devront être observées en cas de vente forcée.

En cas de décès d'un des actionnaires fondateurs, les héritiers, légataires et ayants-droit de celui-ci, autres que le conjoint survivant et les héritiers en ligne directe, devront offrir les titres dans les six mois, à dater du décès, aux fondateurs restants et suivant les mêmes modalités que prévu ci-dessus; étant entendu que les dits conjoints et héritiers en ligne directe devront, comme de droit, en cas de cession se soumettre aux mêmes obligations et jouiront des mêmes droits que leur auteur.

La valeur de rachat des actions sera établie au cours du jour en tenant compte de la situation comptable réelle du titre, valeur qui sera fixée — en cas de désaccord, par le Conseil d'administration, dont la décision sera souveraine et sans appel.

Les possesseurs de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en parts sociales nominatives et la reconstitution ultérieure de celles-ci, aux mêmes conditions, en titre au porteur.

Néanmoins ce qui est dit ci-dessus, les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société; d'autre part, les titres ou parts bénéficiaires quelque soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tout titre conférant directement ou indirectement droit à ces parts, titres ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales; pourront, toutefois, être exceptées de l'application des dispositions de ces articles les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article 12. — La part sociale est indivisible et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

S'il y a plusieurs propriétaires pour une part sociale, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les co-propriétaires de cette part se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant à l'égard de la Société seul propriétaire.

Article 13. — Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société; frapper ces derniers d'opposition, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale.

TITRE III

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE

Article 14. — La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.

Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires.

L'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira aussitôt après la constitution de la Société, fixera pour la première fois, le nombre des commissaires et procédera à leur nomination.

Article 15. — La durée du mandat de chaque administrateur et de chaque commissaire est fixée à six ans. Il peut être renouvelé. Ce renouvellement et l'ordre de sortie seront fixés par la voie du sort et d'après les règles établies par l'assemblée générale.

Article 16. — Chaque administrateur doit affecter, par privilège, dix parts sociales de la Société à la garantie de sa gestion.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à cinq parts sociales.

Ces parts sociales sont inaliénables pendant la durée des fonctions des administrateurs ou du commissaire dont elles garantissent la gestion ou le mandat. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire sur le registre des actions nominatives.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à celui dont elles garantissent le mandat, le nom du propriétaire est indiqué lors de l'affectation, et, il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

L'assemblée générale peut, à toute époque, à la simple majorité des voix, imposer aux administrateurs et aux commissaires un supplément de cautionnement dont elle déterminera la nature et l'importance.

Article 17. — Les administrateurs et les commissaires sont nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe leur nombre.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale lors de sa prochaine réunion, procède, à l'élection définitive.

L'administrateur ou le commissaire nommé en remplacement d'un administrateur ou d'un commissaire qui cesse ses fonctions avant l'expiration du terme de son mandat, est nommé pour achever le mandat de celui qu'il remplace.

L'assemblée générale alloue aux commissaires et peut allouer aux administrateurs des émoluments fixes, portés en compte des frais généraux.

Article 18. — Le Conseil d'administration choisit, chaque année, lors de sa première réunion, après l'assemblée générale ordinaire, l'un de ses membres pour présider ses réunions et les assemblées générales. Le Président sortant est rééligible.

En cas d'absence du Président à une réunion du Conseil, le plus âgé des membres présents le remplace.

Article 19. — Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent, sur la convocation du Président, envoyée aux administrateurs trois jours francs au moins avant celui de la réunion. Le Président doit convoquer le Conseil lorsque deux administrateurs au moins le demandent.

Les convocations contiennent l'ordre du jour de la réunion.

Article 20. — Sauf le cas de guerre, troubles, grèves et autres calamités publiques, le Conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi disposer de plus de deux voix, une pour lui et une pour son mandant.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage des voix, la délibération est ajournée à une prochaine réunion. Si, à cette seconde réunion, les voix sont de nouveau partagées, celle du Président de la réunion est prépondérante.

L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise au Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le Conseil. Il ne peut prendre part à la délibération et les décisions sont valablement prises à la majorité des autres membres composant la réunion.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la Société et signés par la majorité des membres ayant pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signées par deux administrateurs.

Article 21. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires sociales. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Notamment, il peut faire tous contrats, marchés et entreprises.

Acquérir, aliéner, échanger, prendre à bail ou louer tous biens meubles et immeubles, consentir tous prêts, emprunter à court et à long terme, même par émission d'obligations, accepter toutes hypothèques et autres garanties, consentir toutes mentions et subrogations, renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire, donner mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, oppositions, saisies, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, le tout tant avant qu'après paiement, en cas de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêtés, les faire exécuter, traiter, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux.

Le Conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres et/ou à des tiers et attacher des rémunérations à ces délégations.

Il nomme et révoque tous agents et employés, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements, et, s'il y a lieu, leurs cautionnements.

L'énumération de pouvoirs qui précède est énonciative et non limitative.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'Etranger, à une ou plusieurs personnes, agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article 22. — Tous actes devront, pour engager la Société, être signés, soit par deux administrateurs, qui n'auront pas à justifier, vis-à-vis des tiers, d'un pouvoir spécial donné par le Conseil d'administration, soit par une personne autorisée à cette fin par le Conseil d'administration.

Toutefois, il suffira de la signature d'un des administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoirs, quand il s'agira de pièces et décharges pour les postes, chemins de fer, télégraphes, téléphones, messageries et roulages.

Article 23. — Les commissaires ont les droits et les attributions prévus par les lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Ils ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux du Conseil d'administration et généralement de toutes les écritures sociales.

Il leur est remis, chaque semestre, par le Conseil d'administration, un état résumant la situation active et passive.

Ils peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la Société. Cet expert doit être agréé par la Société.

A défaut d'agrément, il est nommé par le Président du Tribunal compétent, dans les formes prévues à l'article soixante-cinq des dites lois belges.

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

Article 24. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose de tous les actionnaires ayant observé les dispositions de l'article vingt-six des statuts sociaux.

Ses décisions régulièrement prises, sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables et les dissidents.

Article 25. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres missives recommandées ou télégrammes, adressés aux actionnaires en nom huit jours francs au

moins avant l'assemblée; elles seront, en outre, portées à la connaissance des actionnaires par des annonces insérées une fois au moins, et un mois franc avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » au « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles.

Si toutes les parts sociales sont nominatives, ou s'il est possible de prévenir tous les actionnaires par ce moyen, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées ou télégrammes leurs adressés au moins huit jours francs avant l'assemblée.

Article 26. — Les actionnaires inscrits en nom cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée, y sont admis sur la production de leur récépissé nominatif.

Les possesseurs de parts sociales au porteur sont admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant le dépôt de leurs titres. Ce dépôt devra être effectué cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée, au siège social ou dans les établissements désignés dans les avis de convocations.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par mandataire. Le mandat ne peut être conféré qu'à un actionnaire faisant lui-même partie de l'assemblée.

Les procurations, dont le Conseil peut déterminer la forme, s'il formule cette exigence, dans les avis de convocations, doivent être déposées trois jours francs au moins avant la réunion au siège social.

Le bureau de l'assemblée peut, néanmoins, par décision unanime et générale, admettre des dérogations au terme fixé pour le dépôt des procurations.

Les femmes mariées, les mineurs, les interdits, les corporations et établissements publics ou privés, qui ont le droit d'assister à l'assemblée, pourront être respectivement représentées par leurs maris, tuteurs, curateurs, directeurs, administrateurs ou autres mandataires légaux.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, devront pour assister à l'assemblée générale, se faire représenter par une seule et même personne.

- Une liste de présences, indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant l'entrée à l'assemblée.

Article 27. — Les assemblées générales extraordinaires se réunissent à Bruxelles (cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise) ou au lieu désigné par le Conseil d'administration et indiqué dans les convocations.

L'assemblée générale ordinaire et annuelle se tient chaque année à Bruxelles ou au lieu désigné dans les convocations, le troisième mardi du mois de mars à quatorze heures et pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tient de droit à la même heure le premier jour ouvrable qui suit.

Les actionnaires peuvent, à toute époque, être convoqués en assemblée générale par le Conseil d'administration ou par les commissaires.

Lorsque, sur la demande écrite d'actionnaires justifiant de la propriété du cinquième du capital social, il est requis la réunion d'une assemblée générale extraordinaire, le Conseil d'administration et les commissaires doivent, au plus tard dans le mois de la réquisition, lancer les convocations pour l'assemblée demandée.

Article 28. — L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration, et, à son défaut, par le plus âgé des administrateurs présents. Le Président de l'assemblée nomme le secrétaire et désigne comme scrutateurs deux des actionnaires présents.

Article 29. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions qui sont énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est signée par des actionnaires représentant ensemble le cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration dans les quarante-huit heures de la convocation de l'assemblée.

Article 30. — Chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts sociales dépassant la cinquième partie du nombre total des parts sociales émises, ou les deux/cinquièmes de celles représentées à l'assemblée, que ces parts sociales qui appartiennent en propre ou à ses mandants.

L'exercice du droit de vote, afférent aux parts sociales, sur lesquelles les versements appelés n'ont pas été opérés, sera suspendu aussi longtemps que ces versements régulièrement appelés et exigibles n'auront pas été effectués.

Article 31. — Sont réservées à l'assemblée générale les questions relatives aux points suivants :

1°) Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes, conformément à la loi.

2°) Détermination des dividendes à répartir.

3°) Décharge aux administrateurs et commissaires;

4°) Fixation du nombre, nomination des membres du Conseil d'administration et des commissaires et détermination de leurs émoluments;

5°) Modification à toutes les dispositions des statuts à l'exception des pouvoirs spécialement attribués au Conseil d'administration par l'article deux des présents statuts.

6°) Fusion avec d'autres sociétés.

7°) Augmentation ou réduction du capital social.

8°) Décision de contracter des emprunts hypothécaires et l'émission d'obligations hypothécaires.

9°) Prorogation ou dissolution anticipée de la Société.

10°) Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et de leurs émoluments.

Article 32. — D'une manière générale, l'assemblée statue, quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur les modifications aux statuts, fusion avec d'autres sociétés, prorogation ou dissolution anticipée de la Société, augmentation ou réduction du capital social, l'assemblée n'est valablement constituée que si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si, sur une première convocation, cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée statue valablement, quelque soit le nombre des actions représentées.

Dans les mêmes cas, aucune résolution n'est admise que si elle réunit les trois/quarts des voix.

Si, lors d'une élection, la majorité n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il sera fait un ballottage entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrages ou ballottage, le plus âgé sera proclamé élu.

Article 33. — Les décisions prises en assemblées générales, sont consignées dans des procès-verbaux signés par le Président, le secrétaire et les deux scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Ces procès-verbaux sont ensuite transcrits dans un registre spécial.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par deux administrateurs.

TITRE V

BILAN — RESERVE — REPARTITION

Article 34. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice comprendra la période comprise entre le jour de la constitution de la Société et le trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit.

Article 35. — Au trente et un décembre de chaque année, et, pour la première fois le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-huit, les écritures de la Société sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse l'inventaire et le bilan, conformément à l'article septante-sept des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 36. — Un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire le Conseil d'administration transmet les pièces comptables avec un rapport sur les opérations, aux commissaires, qui doivent — dans les quinze jours — faire un rapport sur la situation de la Société, sur le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient utiles de soumettre à l'assemblée générale, le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires et les comptes présentés par le Conseil d'administration.

Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège social :

1°) Du bilan et du compte des profits et pertes.

2°) De la liste des fonds publics, des actions, des obligations et autres titres de la Société composant le portefeuille.

3°) De la liste des actionnaires, qui n'ont pas libéré leurs parts sociales et celle de leur domicile.

4°) Du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Article 37. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des frais d'exploitation, des charges sociales, ainsi que des amortissements, constitue le bénéfice net de la Société.

Il est prélevé annuellement sur ce bénéfice :

A. — Cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale. sans que ce fonds doive dépasser le dixième du capital social.

B. — La somme nécessaire pour payer aux actions un premier dividende de six pour cent l'an sur le montant dont elles sont libérées.

Quant au surplus :

1°) Il est attribué douze pour cent au Conseil d'administration à répartir entre les administrateurs.

2°) Le solde sera distribué aux actionnaires, au prorata de leur libération statutaire ou sur appel de fond en tenant compte des époques des libérations effectives; toutefois, le Conseil d'administration peut décider que tout ou partie de ce solde sera porté à un fonds de réserve ou d'amortissement ou de prévision, ou sera reporté à nouveau.

Article 38. — Les dividendes seront payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

Article 39. — Le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la Société, doivent, dans la quinzaine de leur approbation, être publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et au « Moniteur Belge », aux frais de la Société, et, par les soins des administrateurs.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE VI

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article 40. — En cas de perte de plus de cinquante pour cent du capital social, le Conseil d'administration devra en avertir les actionnaires, convoqués à cette fin en assemblée générale, et la dissolution de la Société pourra être prononcée d'après les majorités prévues à l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 41. — Lors de la dissolution de la Société, soit à l'expiration de son terme, soit par anticipation, la liquidation de la Société, s'opèrera par les soins des membres du Conseil d'administration alors en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne, à cet effet, un ou plusieurs liquidateurs, dont elle déterminera les pouvoirs et les émoluments.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation.

Article 42. — Les produits nets de la liquidation, après apurement des charges, seront distribués par parts égales entre toutes les parts sociales, mais seulement après que celles-ci auront été toutes mises sur un pied d'égalité, soit par appel de fonds sur les parts non libérées, soit par un remboursement partiel aux parts entièrement libérées soit autrement.

TITRE VII

ELECTION DE DOMICILE

Article 43. — Pour l'exécution des présentes, tout actionnaire, administrateur ou commissaire de la Société, est censé avoir fait élection de domicile au siège administratif, ou toutes communications, sommations, assignations et significations pourront lui être valablement faites.

TITRE VIII

DISPOSITIONS GENERALES

Article 44. — Les parties entendent se conformer entièrement aux lois sur les sociétés commerciales en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, et, en conséquence, les dispositions de ces lois, auxquelles il n'est pas licitement dérogé par le présent acte, y sont réputées inscrites et les clauses qui sont contraires aux dispositions impératives de ces lois sont censées non écrites.

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 45. — Le nombre des premiers administrateurs est fixé à quatre.

Sont nommés à ces fonctions :

Messieurs Maurice Wilford, Paul Wilford, Georges Bouckaert et Christian Berg, prénommés, ici présents et acceptant.

Article 46. — Il sera tenu une assemblée générale des actionnaires et une réunion du Conseil d'administration, sans convocation, ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la Société, pour statuer sur tous les objets dans les limites des statuts.

Article 47. — La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève — en Belgique — à vingt mille francs environ.

DONT ACTE

Passé à Uccle, en l'étude.

Et lecture faite, les comparants ont signé avec Nous, Notaire.

(Ont signé) : P. Wilford, Maurice Wilford, M^{me} V^{re} Ch. Berg, G. Bouckaert, S. Berg, Ch. Berg et Em. Marchant.

Enregistré à Uccle, le huit juin mil neuf cent quarante-huit, huit rôles, un renvoi, volume 253, folio 82, case 9.

Le Receveur a. i. : (s.) GAUTHIER.

Reçu : Quarante francs.

ANNEXE

PROCURATION

Le soussigné :

Monsieur Augustin BOUCKAERT, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 58.

Constitue, par les présentes, pour son mandataire spécial Monsieur Georges Bouckaert, docteur en droit et industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 48.

Auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom, à la constitution de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de : « Wilford Congo », par acte du ministère du

notaire Emile Marchant, de résidence à Uccle, lequel acte contiendra les indications suivantes prescrites par l'article 30 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, les frais, dépenses, rémunérations ou charges de la Société, en raison de constitution, s'élèvent en Belgique à vingt mille francs environ.

En conséquence, fixer le siège social et administratif de la Société, la durée et le capital social.

Arrêter toutes clauses relatives à la cession des titres, à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société.

Spécialement souscrire, au nom du soussigné, dix parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de dix mille francs chacune, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif la libération à concurrence d'un/tiers des dites actions.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toutes assemblées des actionnaires qui seraient tenues immédiatement après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Saint-Gilles, le 29 avril 1948.

Bon pour pouvoir : (s.) A. BOUCKAERT.

Enregistré à Uccle, le huit juin mil neuf cent quarante-huit, un rôle sans renvoi, volume 18, folio 83, case 4.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) GAUTHIER.

Pour expédition conforme :

(s.) Emile MARCHANT.

(suit le sceau du Notaire).

Vu par Nous, Jacques Mechelynck Masson, vice-président faisant fonctions de président du Tribunal de première instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Marchant, notaire à Uccle.

Bruxelles, le 22 juin 1948.

(s.) MECHELYNCK MASSON.

(suit le sceau du Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles).

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Mechelynck-Masson, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juin 1948.

(s.) J. VAN NYLEN.

(suit le sceau du Ministère de la Justice).

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juin 1948.

Pour le Ministre. Le Directeur : (s.) P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

(suit le sceau du Ministère des Colonies).

Pour copie conforme :

(s.) MARCHANT.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.

Pour le Ministre des Colonies,
en mission.

Voor de Minister van Koloniën,
op zending.

Le Ministre de l'Agriculture.

De Minister van Landbouw.

(s.-g.) P.-M. ORBAN.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE QUATRE JUIN,
à quinze heures trente minutes.

A Uccle, avenue Brugmann, numéro 480.

Devant Nous, Maître Emile MARCHANT, Notaire, de résidence à Uccle.

S'est réunie, immédiatement après la constitution de la société congolaise par actions à responsabilité limitée : « WILFORD-CONGO », dont le siège social est établi à Costermansville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, chaussée de Haecht, numéro 1470, et, conformément à l'article quarante-six de ses statuts, l'assemblée générale extraordinaire de ladite Société, constituée par acte reçu ce jour par le Notaire soussigné.

Sont présents ou représentés :

1^o Monsieur Maurice WILFORD, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de Joncker, numéro 55, tant en nom personnel qu'au nom du groupe pour lequel il se porte fort, propriétaire de cent vingt actions 120,—

2^o Monsieur Paul WILFORD, ingénieur, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Bosquet, numéro 34, propriétaire de soixante actions 60,—

3°) Monsieur Georges BOUCKAERT, docteur en droit et industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 58, tant en nom personnel qu'au nom du groupe pour lequel il se porte fort, propriétaire de cinquante actions 50,—

4°) Madame Jeanne NORD, sans profession, Veuve de Monsieur Charles BERG, demeurant à Forest, avenue Brugmann, numéro 160, propriétaire d'une action 1,—

5°) Monsieur Christian BERG, industriel, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue du Geai, numéro 27, tant en nom personnel qu'au nom du groupe pour lequel il se porte fort, propriétaire de cinquante-huit actions 58,—

6°) Madame Suzanne KIELING, sans profession, épouse contractuellement séparée de bien de Monsieur Christian Berg, prénommé, demeurant avec son dit époux à Watermael-Boitsfort, avenue du Geai, numéro 27, propriétaire d'une action 1,—

7°) Monsieur Augustin BOUCKAERT, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 58, ici représenté, en vertu d'une procuration sous seing privé, annexée à l'acte constitutif de la Société, par Monsieur Georges Bouckaert, prénommé, propriétaire de dix actions 10,—

Soit ensemble : trois cents actions, représentant la totalité du capital social 300,—

L'assemblée, à l'unanimité des voix, prend les décisions suivantes :

Le nombre des premiers commissaires est fixé à un.

Est appelé à ces fonctions Monsieur Augustin BOUCKAERT, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Saint-Bernard, numéro 58, prénommé, pour lequel accepte Monsieur Georges Bouckaert, prénommé.

Et à l'instant, les administrateurs prénommés, réunis en Conseil d'administration de la Société, désignent comme Président de ce Conseil, Monsieur Maurice Wilford, prénommé, qui déclare accepter, et, en qualité d'administrateur-délégué Monsieur Christian Berg, prénommé, qui accepte.

Monsieur Christian Berg, signera valablement tous les actes de gestion journalière, sans toutefois pouvoir engager la Société au-delà d'un montant de cent mille francs, y compris les pièces émanant des administrations des postes, chemins de fer et autres services publics, de même que les effets de commerce, chèques, quittances et autres documents comptables; il pourra donner pouvoirs à un tiers pour le remplacer à cet effet.

La séance continue hors la présence du Notaire.

DONT PROCES-VERBAL

Date et lieu comme en tête.

Et, après lecture faite, toutes les personnes présentes ont signé avec Nous, Notaire.

Ont signé : P. Wilford, Maurice Wilford, M^{me} V^{ve} Ch. Berg, G. Bouckaert, S. Berg, Ch. Berg et Em. Marchant.

Enregistré à Uccle, le huit juin mil neuf cent quarante-huit, deux rôles, un renvoi, volume 153, folio 82, case 11.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a. i. : (s.) GAUTHIER.

Pour expédition conforme :

(s.) Emile MARCHANT.

Vu par Nous, Jacques Mechelynck-Masson, vice-président faisant fonctions de président du Tribunal de première instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Marchant, Notaire à Uccle.

Bruxelles, le 22 juin 1948.

(s.) MECHELYNCK-MASSON.

(suit le sceau du Tribunal).

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Mechelynck-Masson, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juin 1948.

Le Directeur : (s.) J. VAN NYLEN.

(suit le sceau du Ministère de la Justice).

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juin 1948.

Pour le Ministre. Le Directeur : (s.) P. JENTGEN.

(suit le sceau du Ministère des Colonies).

Pour copie conforme :

(s.) E. MARCHANT.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 8 juillet 1948.

Pour le Ministre des Colonies,
en mission.
Le Ministre de l'Agriculture.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
De 8 Juli 1948.

Voor de Minister van Koloniën,
op zending.
De Minister van Landbouw.

(s.-g.) P.-M. ORBAN.

« Air-Congo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge)

Siège administratif à Bruxelles.

—
CONSTITUTION

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt mai.

A Bruxelles, Montagne du Parc, 3, au siège de la Société Générale de Belgique.

Devant Nous, Albert Raucq, notaire résidant à Bruxelles et Pierre Muylle, notaire résidant à Saint-Josse-ten-Noode.

Ont comparu :

La Société Anonyme « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles), avenue de l'Astronomie, 24, ici représentée conformément à l'article vingt de ses statuts par deux de ses administrateurs.

a) Monsieur Célestin Camus, ingénieur civil, demeurant à Ixelles (Bruxelles), rue Lesbroussart, 28.

b) Monsieur Paul Orban, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, 25.

La société congolaise à responsabilité limitée dénommée « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », ayant son siège social à Elisabethville (Katanga-Congo-Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montagne du Parc, 7, ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Paul Gillet, ci-après nommé.

La société congolaise à responsabilité limitée dénommée « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Katanga-Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, avenue Marnix, 25, ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Odon Jadot, ci-après nommé.

La société congolaise à responsabilité limitée dénommée « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », ayant son siège social à Elisabethville (Katanga-Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, avenue Marnix, 25, ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Joseph De Busschère ci-après nommé.

Monsieur Gaston Claëys, ingénieur civil, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Aviation, 43, ici représenté suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Paul Gillet, ci-après nommé.

Monsieur Paul Gillet, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles (Bruxelles), rue Edmond Picard, 45.

Monsieur Odon Jadot, ingénieur civil et ingénieur électricien, demeurant à Ixelles (Bruxelles), Square du Val de la Cambre, 14.

Monsieur Joseph De Busschère, ingénieur civil des mines, demeurant à Forest (Bruxelles), Square Larousse, 14.

Lesquels comparants nous ont requis de constater par les présentes les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent arrêter comme suit :

CHAPITRE PREMIER

DENOMINATION — SIEGE SOCIAL — OBJET — DUREE

Article premier. — Il est formé par les présentes sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « AIR-CONGO ».

Article deux. — Le siège social est fixé à Albertville. Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge qui sera désignée par le Conseil d'administration, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Le siège administratif est à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité belge ou congolaise à désigner par le Conseil d'administration.

Article trois. — La Société a pour objet principal l'exploitation en Afrique et spécialement au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et dans les colonies voisines, de tous services publics ou privés, réguliers ou non de transports par appareils de navigation aérienne, de voyageurs, d'animaux vivants, de marchandises et d'objets de correspondance.

La Société peut également réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet principal.

En ordre subsidiaire, la Société peut s'intéresser par voie d'apports, de fusion, de souscriptions, de participations, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer dont l'objet, soit directement, soit indirectement, serait similaire, analogue ou connexe au sien. Toute fusion est subordonnée à l'autorisation du Ministre des Colonies.

Article quatre. — La durée de la société est de trente ans à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être successivement prorogée, de même que la Société pourra être dissoute anticipativement par simple décision de l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La Société peut stipuler ou s'engager pour un terme excédant sa durée.

CHAPITRE DEUX

CAPITAL — APPORTS — ACTIONS

Article cinq. — Le capital est de TRENTE-SIX MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS, représenté par trente-six mille actions de mille francs chacune.

Article six. — Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant avec la majorité de présences et de vote requise pour les modifications aux statuts. Toute modification au capital social doit être autorisée par arrêté royal.

Pour toutes les augmentations de capital contre espèces, il est accordé un droit de préférence aux possesseurs des anciennes actions.

Le Conseil d'administration a délégation pour régler toutes les autres modalités d'émission d'actions nouvelles.

Article sept. — Les sociétés « Compagnies des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et la « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », déclarent faire apport à la présente Société, sans restriction, des biens et droits suivants :

a) deux appareils bi-moteurs Avro XIX, moteurs Cheetah XV, déjà livrés et en service;

— trois appareils bi-moteurs De Havilland-Dove, moteurs Gipsy Queen déjà livrés et en service;

— des pièces de rechange commandées avec les appareils;

— un hangar avec annexe prévu pour Albertville ainsi que son équipement et son aménagement intérieur;

b) les études et les plans relatifs au transport aérien au Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

c) l'organisation de lignes aériennes dans l'Est et le Nord-Est de la Colonie belge;

d) les droits et obligations relatifs aux engagements du personnel affecté aux installations et à l'organisation apportées.

Les biens et droits préindiqués sont apportés tels qu'ils sont à ce jour, dans l'état et la situation où ils se trouvent, que les comparants déclarent parfaitement connaître et ne pas en désirer une plus ample description.

Ces biens sont dès à présent aux risques et périls de « Air-Congo » qui se trouve subrogée dans tous les droits, actions et obligations des sociétés apporteurs.

En rémunération, il est attribué à :

la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » : dix mille actions entièrement libérées	10.000
la « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga » deux mille cinq cents actions entièrement libérées	2.500
la « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » : trois mille sept cent cinquante actions entièrement libérées	3.750
la « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo » trois mille sept cent cinquante actions entièrement libérées	3.750

Article huit. — Les seize mille actions restantes sont souscrites en espèces de la manière suivante :

La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » : huit mille actions	8.000
La « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga » quatre cent nonante-six actions	496
La « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » : trois mille sept cent cinquante actions	3.750
La « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo » trois mille sept cent cinquante actions	3.750
Monsieur Gaston Claeys : une action	1
Monsieur Paul Gillet : une action	1
Monsieur Odon Jadot : une action	1
Monsieur Joseph Dè Busschère : une action	1
Ensemble : seize mille actions	<u>16.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des actions souscrites en espèces a été libérée à concurrence de trente pour cent par des versements s'élevant ensemble à quatre millions huit cent mille francs congolais qui sont dès à présent, à la libre et entière disposition de la Société. Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration, conformément à l'article neuf ci-après.

Article neuf. — Pour la libération des actions souscrites ci-dessus ou qui viendraient à être créées en suite d'une augmentation de capital, le Conseil d'administration fera les appels de fonds et fixera les époques de versements dans un avis envoyé par lettre recommandée aux actionnaires au moins quinze jours avant l'époque fixée pour les versements.

Tout versement qui n'a pas été effectué à l'échéance porte intérêt, de plein droit, au profit de la Société, au taux officiel de la Banque Nationale de Belgique pour l'escompte des traites non acceptées, augmenté de un pour cent avec minimum de sept pour cent l'an à partir du jour de l'exigibilité.

En cas de non-paiement à la date fixée par le Conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit adressé à l'actionnaire défaillant, de faire vendre, sans autre procédure, les titres de ce dernier à la Bourse de Bruxelles, par le ministère d'un agent de change; cette vente se fait pour le compte et aux risques du retardataire et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartient à la Société jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire exécuté; celui-ci reste passible de la différence en moins comme il profite de l'excédent éventuel.

Les certificats représentant les actions exécutées n'auront plus aucune valeur, le tout sans préjudice à l'exercice, même simultané, de tous autres moyens de droit. Les actions ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le Conseil d'administration.

Article dix. — Il est tenu, au siège administratif, un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire peut prendre connaissance; ce registre contient :

- la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions;
- l'indication des versements effectués;
- les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

Article onze. — La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit par l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoir, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du livre III du Code Civil congolais. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article douze. — L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

L'action indique :

- la date de l'acte constitutif de la Société et de sa publication;
- le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres;
- la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;
- les avantages particuliers attribués aux fondateurs;

- la durée de la Société;
- le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

Article treize. — La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article quatorze. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société.

Article quinze. — Les actions d'apport ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé signifié à la Société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionneront leur nature, la date de la création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces titres sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscriptions. S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la Société jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'alinéa deux du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Article seize. — Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées sans l'autorisation du Conseil d'administration, qui n'aura jamais à faire connaître les raisons d'un refus éventuel.

Article dix-sept. — Les porteurs d'actions entièrement libérées peuvent, à toute époque et à leurs frais, demander la conversion de leurs titres au porteur en titres nominatifs ou de leurs titres nominatifs en titres au porteur.

Article dix-huit. — La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires pour une seule action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les propriétaires de cette action se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant à l'égard de la Société propriétaire de l'action.

La possession d'une action comporte l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Les représentants, héritiers ou créanciers d'un actionnaire, ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article dix-neuf. — La Société peut, par décision de l'assemblée générale, contracter un emprunt hypothécaire avec ou sans émission d'obligations ou de bons. L'assemblée générale détermine le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs au moins; une de ces signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

CHAPITRE TROIS

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article vingt. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale.

Un ou deux délégués nommés par le Ministère des Colonies auront, sur les opérations de la Société, tous les droits de contrôle et de surveillance dévolus aux administrateurs et aux commissaires. L'exercice de ces droits n'engage ni leur responsabilité personnelle ni celle de la Colonie de quelque sorte que ce soit.

Ils sont, notamment, convoqués aux réunions des Conseils d'administration ou des Comités de direction et des Collèges des commissaires. Ils ont voix consultative et recevront copie des procès-verbaux des séances et de toutes les communications adressées aux administrateurs et commissaires.

Les frais de ce contrôle, dont le montant sera déterminé d'accord avec le Ministère des Colonies, sont à charge de la Société.

Article vingt et un. — L'ordre de sortie des administrateurs sera établi par la voie du sort en réunion du Conseil d'administration, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun des mandats n'excède la durée de six ans. Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire.

En cas de vacance, d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Par dérogation aux dispositions de l'article vingt, le nombre des membres du Conseil est fixé pour la première fois à huit.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

Monsieur Célestin Camus, ingénieur civil, demeurant à Ixelles (Bruxelles), rue Lesbroussart, numéro 28.

Monsieur Fernand Tricot, ingénieur civil, demeurant à Albertville (Congo Belge).

Monsieur Paul Mesureur, industriel, demeurant à Ixelles (Bruxelles), avenue des Klauwaerts, numéro 14.

Monsieur Lucien Labie, expert comptable, demeurant à Forest (Bruxelles), avenue Van Volxem, numéro 179.

Monsieur Odon Jadot, ingénieur civil, demeurant à Ixelles (Bruxelles), square du Val de la Cambre, numéro 14.

Monsieur Paul Sorel, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, rue du Marteau, numéro 75.

Monsieur Joseph De Busschère, ingénieur civil des mines, demeurant à Forest (Bruxelles), Square Larousse, numéro 14.

Monsieur Maurice Van Mulders, ingénieur civil, demeurant à Uccle, avenue René Gobert, numéro 31.

Article vingt-deux. — Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, un Président et peut élire un ou plusieurs Vice-Présidents.

Il peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un Comité de direction dont il nomme le Président, qui doit être choisi parmi les administrateurs. Il détermine les pouvoirs du Comité de direction et le montant de la rémunération de ses membres.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la Société à un ou deux administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du Conseil, confier la direction de l'affaire à un ou plusieurs directeurs ou sous-directeurs, choisis dans ou hors de son sein, actionnaires ou non, et déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Le Conseil fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou variables attachés à ces délégations.

Article vingt-trois. — Pour les opérations dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers, la Société peut, par décision du Conseil d'administration, être représentée par un administrateur, un directeur ou un fondé de pouvoirs, qui sont munis d'une procuration conférée par le Conseil.

Article vingt-quatre. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son Président et en cas d'absence de celui-ci, du Président du Comité de direction, d'un administrateur-délégué ou, à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues chaque fois que les intérêts de la Société le demandent et à l'endroit désigné par le Conseil d'administration.

Il doit se réunir chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Article vingt-cinq. — Le Conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place; ces procurations sont conservées au siège social et transcrites à la suite du procès-verbal. Aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Si dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la Société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Article vingt-six. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social, à la seule exception de ceux réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale .

Il peut notamment décider toutes les opérations qui se rapportent à l'objet social, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles, emprunter sauf avec garantie hypothécaire, constituer toutes garanties, renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire, consentir mainlevée de toutes inscriptions et saisies, le tout avec ou sans paiement, plaider devant toute juridiction tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter, acquiescer, se désister, compromettre ou transiger sur tous intérêts sociaux. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Le Conseil d'administration nomme et révoque les agents de la Société sur la proposition du ou des administrateurs-délégués ou des directeurs, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et leurs émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

Article vingt-sept. — Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la Société. Ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

Article vingt-huit. — Sauf le cas de délégation spéciale prévue aux articles vingt-deux et vingt-trois, tous actes qui engagent la société sont signés soit par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une délégation spéciale du Conseil, soit par un administrateur conjointement avec une personne autorisée spécialement à cette fin par le Conseil d'administration.

Article vingt-neuf. — Au Congo Belge ainsi que dans le Ruanda-Urundi et sauf le cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un directeur, un fondé de pouvoir ou à un agent, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoir.

Cependant, il suffit de la signature d'un directeur ou d'un fondé de pouvoir, lorsqu'il s'agit de pièces de décharge pour les postes, chemins de fer, téléphone et télégraphe.

Il en est ainsi également pour les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours.

Article trente. — Chaque administrateur doit affecter vingt-cinq actions de la Société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ont été exercées et après que l'assemblée générale aura, par un vote spécial, accordé décharge.

Article trente et un. — A défaut d'avoir constitué son cautionnement dans le mois de sa nomination ou de sa notification qui lui en a été faite, si elle a lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Article trente-deux. — L'assemblée générale fixe le nombre des commissaires. Le Collège des commissaires fixe, par la voie du sort l'ordre de sortie de ses membres de telle façon qu'un commissaire au moins sorte chaque année et que la durée d'aucun mandat n'excède six ans.

Les commissaires doivent affecter chacun dix actions de la Société à la garantie de l'exécution de leur mandat. Le cautionnement ne peut être restitué que dans les conditions prévues à l'article trente.

Article trente-trois. — Les actions constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre d'actionnaires.

Article trente-quatre. — Les commissaires ont, conjointement ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société. Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société, mais sans déplacement de ces documents.

Ils peuvent se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

Article trente-cinq. — En dehors des tantièmes prévus à l'article cinquante, l'assemblée générale, statuant en matière ordinaire et suivant avis favorable de la Colonie, peut attribuer aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires des émoluments fixes, sous forme de jetons de présence ou autrement. Ces émoluments ainsi que ceux qui peuvent être attribués en vertu de l'article vingt-deux seront prélevés sur les frais généraux.

Article trente-six. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la Société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de deux administrateurs.

Dans la Colonie du Congo Belge au Ruanda-Urundi et en pays étrangers où la Société à un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

CHAPITRE QUATRE

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-sept. — Les assemblées générales se réunissent à Bruxelles ou dans l'agglomération bruxelloise au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le Conseil d'administration et indiqué dans les avis de convocation.

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la Société. Ses décisions arrêtées conformément aux statuts sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables, les dissidents.

Article trente-huit. — L'assemblée générale se réunit de plein droit le deuxième vendredi de juin de chaque année à deux heures et demie et pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient de droit le lendemain à la même heure.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires entend les rapports des administrateurs et des commissaires relatifs à la situation de la Société, au bilan et au compte de profits et pertes. Elle discute, approuve redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et détermine s'il échet, les dividendes à répartir. Le bilan et le compte de profits et pertes adoptés, elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Celle-ci n'est valable que si le bilan ne comporte ni omission ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la Société. Elle ne vaut pour les actes accomplis en dehors des prescriptions statutaires que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation. Elle procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert en formulant l'objet de la réunion.

Article trente-neuf. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom huit jours au moins avant la réunion, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article quarante. — L'assemblée générale se compose de tous les associés ayant observé l'article quarante et un des statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article quarante et un. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre et des numéros des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur, doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par un mandataire ayant lui-même le droit d'assister à l'assemblée générale et qui sera porteur d'un pouvoir spécial dont le Conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt trois jours au plus tard avant la réunion.

Toutefois, les personnes morales, telles que les sociétés commerciales, peuvent se faire représenter par un mandataire non associé.

Lorsque pour les mêmes actions, il existe plusieurs intéressés co-propriétaires, nus-propriétaires, usufruitiers, créanciers ou débiteurs gagistes, ceux-ci sont tenus respectivement de se faire représenter par un seul et même mandataire.

Il est dressé par les soins du Conseil d'administration, une liste de présence que tout associé ou mandataire est tenu de signer avant d'entrer à l'assemblée.

Article quarante-deux. — L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration.

En son absence, un vice-président ou à son défaut un administrateur désigné par ses collègues remplit les fonctions de Président.

Le Président de l'assemblée nomme le secrétaire, qui peut ne pas être associé; il propose à l'assemblée comme scrutateurs deux des actionnaires présents et acceptants.

Article quarante-trois. — Le Président de l'assemblée générale a le droit de proroger, pour un délai n'excédant pas deux mois, toute assemblée générale alors même qu'elle n'aurait pas pour objet de statuer sur le bilan.

En cas de prorogation, tout associé a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article quarante-quatre. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les associés n'est portée à l'ordre du jour si elle n'est signée par des associés possédant ensemble un cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de prorogation ou de dissolution anticipée de la Société, d'augmentation ou de réduction du capital, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital.

S'il n'est pas satisfait à cette dernière condition, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées.

Toutefois, en cas de perte des trois-quarts du capital social, la dissolution de la Société pourra être prononcée par les associés possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

Article quarante-cinq. — Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le Président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le Président du Conseil par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

CHAPITRE CINQ

BILAN — REPARTITION — RESERVE

Article quarante-six. — L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Article quarante-sept. — Le Conseil dresse à la fin de chaque exercice social un inventaire reprenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et en général, de toutes les dettes actives et passives de la Société et contenant le résumé de tous les engagements et également des dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la Société.

Article quarante-huit. — Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil établit le bilan et le compte de profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément : l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif : les dettes de la Société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèque ou gage, les dettes sans garanties réelles.

Un mois, au moins, avant l'assemblée générale ordinaire, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme dit ci-dessus, sont, avec le rapport du Conseil d'administration, mis à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport énonçant leurs propositions.

Article quarante-neuf. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les associés peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la Société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et de celle de leur domicile, ainsi que du rapport des commissaires.

Article cinquante. — L'excédent favorable du bilan, après déduction des charges sociales, des impôts et frais généraux y compris les amortissements, dépréciations et moins values, des dotations à un fonds de prévision ainsi que des provisions à déterminer par le Conseil d'administration, constitue le bénéfice net de la Société.

Il sera réparti comme suit :

1°) cinq pour cent pour constitution d'un fonds de réserve, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint un dixième du capital social;

2°) la somme nécessaire pour payer aux actions à titre de premier dividende, un intérêt de six pour cent l'an, *prorata temporis*, du montant dont elles sont libérées en vertu d'appels de fonds faits par le Conseil d'administration.

3°) dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus d'un tiers d'un tantième d'administrateur;

4°) le solde, entre toutes les actions proportionnellement à leur libération sur appels de fonds faits par le Conseil d'administration.

Toutefois, l'assemblée générale peut toujours sur proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserves.

Le paiement des dividendes se fait à l'époque et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article cinquante et un. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

La situation du capital social sera publiée une fois par an au « Bulletin Officiel du Congo Belge » à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts, avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

CHAPITRE SIX

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article cinquante-deux. — La Société peut être dissoute en tout temps, par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés convoqués et siégeant suivant les conditions prévues aux articles trente-neuf et quarante-quatre.

Article cinquante-trois. — Lors de la dissolution de la Société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si les actions ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, mettent les actions, sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions.

CHAPITRE SEPT

DISPOSITIONS GENERALES

Article cinquante-quatre. — Tout associé domicilié dans la Colonie ou à l'étranger est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du lieu du siège administratif de la Société, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif, ou toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires, liquidateurs domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la Société où toutes assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la Société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le Conseil d'administration et en cas de liquidation, le ou les liquidateurs sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la Société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article cinquante-cinq. — Toutes contestations entre la Société et les associés comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la Société.

Article cinquante-six. — La Société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition de son autorisation par arrêté royal.

CHAPITRE HUIT

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article cinquante-sept. — Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, sans autre convocation, se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour arrêter le nombre des commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux.

Article cinquante-huit. — Par dérogation à l'article quarante-six, le premier exercice social comprendra la période de temps à courir depuis la fondation de la Société jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit.

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui mis à sa charge en raison du présent acte est d'environ sept cent mille francs.

Dont acte.

Fait et passé.

Date et lieu que dessus.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le vingt-quatre mai 1948, volume 177, folio 86, case 11, dix rôles, quatre renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) F. SCHOETERS.

ANNEXE I

PROCURATION

La « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », société congolaise à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, le 16 septembre 1927, et autorisée par arrêté royal du 3 octobre 1927, dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro 11 du 15 novembre 1927 (annexe) et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 10-11 octobre 1927 (acte numéro 12.086) et modifiés suivant acte de Maître E. Scheyven, du 5 juin 1931, approuvés par arrêté royal du 6 juillet 1931 et publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1931 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 24 juillet 1931 (actes numéros 11.401, 11.402).

Ici représentée par deux de ses administrateurs :

1^o) Monsieur Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Jonnart, numéro 51.

2°) Monsieur Lambert Jadot, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a.

Agissant en vertu de l'article 21 des statuts sociaux.

Déclare par la présente donner tous pouvoirs à Monsieur Joseph De Busschère, à Forest-Bruxelles, Square Larousse, numéro 14.

aux fins de pour elle et en son nom :

Comparaître à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Air-Congo », qui sera reçu à Bruxelles le 20 mai 1948.

Souscrire à 3750 actions de mille francs congolais chacune, libérer sur le champ de ces actions de 30 %.

Constater la réalisation des apports faits par les sociétés « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », contre remise de 20.000 actions de capital entièrement libérées à répartir entre les apporteurs précités suivant convention particulière.

Ces apports sont :

a) deux appareils bi-moteurs « Avro XIX », moteurs Cheerah XV déjà livrés et en service;

trois appareils bi-moteurs « De Havilland-Dove », moteurs Gipsy Queen à livrer en juillet 1947;

des pièces de rechange, livrées et en commandes, relatives aux dits appareils;

un hanger avec annexe prévu pour Albertville ainsi que son équipement et son aménagement intérieur;

b) les études et les plans relatifs au transport aérien au Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

c) l'organisation des lignes aériennes dans l'Est et le Nord-Est de la Colonie Belge;

d) les droits et obligations relatifs aux engagements du personnel affecté aux installations et à l'organisation apportées.

Arrêter les statuts de la Société et notamment fixer le siège, la durée, l'objet, les dispositions relatives à son administration et à sa surveillance, aux droits et devoirs des actionnaires, aux pouvoirs de ses administrateurs et mandataires, à l'inventaire et au bilan, à la répartition, à la réserve, aux assemblées générales, à la dissolution et à la liquidation.

Déclarer que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, y compris les dépenses engagées depuis le est d'environ sept cent mille francs.

Assister à la première assemblée générale qui sera tenue sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la Société, pour arrêter le nombre des administrateurs et commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux; y participer à toute délibération et y émettre tous votes sur les différentes questions qui y seront soumises.

D'une manière générale, défendre et signer toutes clauses et tous procès-verbaux nécessaires ou utiles à l'accomplissement des présentes.

Promettant ratification au besoin.

A Bruxelles, le 19 mai 1948.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le vingt-quatre mai 1948, volume 22, folio 37, case 17, un rôle, — renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) F. SCHOETERS.

ANNEXE 2

PROCURATION.

Je soussigné Gaston Claeys, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Aviation, numéro 43.

Déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Paul Gillet, ingénieur civil, à Ixelles, rue Edmond Picard, numéro 45.

Aux fins de pour lui et en son nom :

Comparaitre à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Air-Congo » qui sera reçu à Bruxelles, le 20 mai 1948.

Souscrire une action de mille francs congolais chacune, libérer sur le champ ces actions de 30 %.

Constater la réalisation des apports faits par les sociétés « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », contre remise de 20.000 actions de capital entièrement libérées à répartir entre les apporteurs précités suivant convention particulière.

Ces apports sont :

a) deux appareils bi-moteurs « Avro XIX », moteurs Cheerah XV, déjà livrés et en service;

trois appareils bi-moteurs « De Havilland-Dove », moteurs Gipsy Queen à livrer en juillet 1947;

des pièces de rechange, livrées et en commandes, relatives aux dits appareils;

un hangar avec annexe prévu pour Albertville ainsi que son équipement et son aménagement intérieur;

b) les études et les plans relatifs au transport aérien au Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

c) l'organisation de lignes aériennes dans l'Est et le Nord-Est de la Colonie belge;

d) les droits et obligations relatifs aux engagements du personnel affecté aux installations et à l'organisation apportées.

Arrêter les statuts de la Société et notamment fixer le siège, la durée, l'objet, les dispositions relatives à son administration et à sa surveillance, aux droits et devoirs des actionnaires, aux pouvoirs de ses administrateurs et mandataires, à l'inventaire et au bilan, à la répartition, à la réserve, aux assemblées générales, à la dissolution et à la liquidation.

Déclarer que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, y compris les dépenses engagées depuis le est d'environ sept cent mille francs.

Assister à la première assemblée générale qui sera tenue sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la Société, pour arrêter le nombre des administrateurs et commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux; y participer à toute délibération et y émettre tous votes sur les différentes questions qui y seront soumises.

D'une manière générale, défendre et signer toutes clauses et tous procès-verbaux nécessaires ou utiles à l'accomplissement des présentes.

Promettant ratification au besoin.

Bon pour pouvoir : (s.) G. CLAEYS.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le vingt-quatre mai 1948, volume 22, folio 37, case 17, un rôle, — renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) F. SCHOETERS.

ANNEXE 3

PROCURATION

La « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, créée par décret du Roi-Souverain, en date du onze mars mil neuf cent deux, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo », numéro 5 et 6, 18^{me} année, mai-juin 1902, dont les statuts ont subi les modifications votées par les assemblées générales extraordinaires des 25 janvier 1909, 3 avril 1911, 29 décembre 1919, 31 janvier 1923, 25 février 1924 et suivant décisions du Conseil d'administration

du premier juillet 1924, de l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 1929, de l'assemblée générale extraordinaire du deux décembre 1947, approuvées par les arrêtés royaux des 13 mars 1909, 12 avril 1911, 25 janvier 1920, 15 février 1923, 22 avril et 20 juillet 1924, 18 juin 1929 et arrêté du Régent du 26 janvier 1948, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 10 avril 1909, 2 mai 1911, 15 février 1920, 15 février et 15 août 1923, 15 mai et 15 août 1924, 15 juillet 1929 ainsi qu'au « Moniteur Belge » du 10-11 juin 1929 et du 16-17 février 1948.

Ici représentée par deux de ses administrateurs :

1) Monsieur Lambert Jadot;

2) Monsieur Paul Gillet, rue Edmond Picard, numéro 45, à Uccle, ingénieur civil, agissant en vertu de l'article 14 des statuts sociaux.

Déclare par la présente donner tous pouvoirs à Monsieur Odon Jadot, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 14;

aux fins de pour elle et en son nom :

Comparaitre à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Air-Congo », qui sera reçu à Bruxelles, le 20 mai 1948.

Souscrire à 3750 actions de mille francs congolais chacune, libérer sur le champ ces actions de 30 %.

Constater la réalisation des apports faits par les sociétés « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », contre remise de 20.000 actions de capital entièrement libérées à répartir entre les apporteurs précités suivant convention particulière.

Ces apports sont :

a) deux appareils bi-moteurs « Avro XIX », moteurs Cheerah XV déjà livrés et en service;

trois appareils bi-moteurs « De Havilland-Dove », moteur Gipsy Queen à livrer en juillet 1947;

des pièces de rechange, livrées et en commande, relatives aux dits appareils;

un hangar avec annexe prévu pour Albertville ainsi que son équipement et son aménagement intérieur;

b) les études et les plans relatifs au transport aérien au Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

c) l'organisation de lignes aériennes dans l'Est et le Nord-Est de la Colonie belge;

d) les droits et obligations relatifs aux engagements du personnel affecté aux installations et à l'organisation apportées.

Arrêter les statuts de la Société et notamment fixer le siège, la durée, l'objet, les dispositions relatives à son administration et à sa surveillance, aux droits et devoirs des actionnaires, aux pouvoirs de ses administrateurs et mandataires, à l'inventaire et au bilan, à la répartition, à la réserve, aux assemblées générales, à la dissolution et à la liquidation.

Déclarer que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, y compris les dépenses engagées depuis le est d'environ sept cent mille francs.

Assister à la première assemblée générale qui sera tenue sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la Société, pour arrêter le nombre des administrateurs et commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux; y participer à toute délibération et y émettre tous votes sur les différentes questions qui y seront soumises.

D'une manière générale, défendre et signer toutes clauses et tous procès-verbaux nécessaires ou utiles à l'accomplissement des présentes.

Promettant ratification au besoin.

A Bruxelles, le 19 mai 1948.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le vingt-quatre mai 1948, volume 22, folio 37, case 17, un rôle, — renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) F. SCHOETERS.

ANNEXE 4

PROCURATION

La « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, créée par décret du Roi-Souverain en date du 31 octobre 1906, publiée au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906 (numéro 11), pages 460 et suivantes, dont les statuts ont été modifiés :

1°) par l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 1925, approuvée par arrêté royal du 29 mai 1925 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, page 276 et publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, page 336 et suivantes) ;

2°) par l'assemblée générale extraordinaire du 3 juillet 1928, approuvée par arrêté royal du 4 septembre 1928 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, page 4735 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, pages 1371 et suivantes) ;

3°) par l'assemblée générale extraordinaire du 20 février 1940, approuvée par arrêté royal du 15 avril 1940, pages 403 et 404, publiée aux

annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 208 et suivantes).

Ici représentée par deux de ses administrateurs :

1) Monsieur Odon Jadot, square du Val de la Cambre, numéro 14, à Ixelles;

2) Monsieur Paul Gillet, rue Edmond Picard, numéro 45, à Uccle;
agissant en vertu de l'article 16 des statuts sociaux.

Déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Paul Gillet.

Aux fins de pour elle et en son nom.

Comparaitre à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité « Air-Congo » qui sera reçu à Bruxelles, le 20 mai 1948.

Souscrire 496 actions de mille francs congolais chacune libérer sur le champs ces actions de 30 %.

Constater la réalisation des apports faits par les sociétés « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » et « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », contre remise de 20.000 actions de capital entièrement libérées à répartir entre les apporteurs précités suivant convention particulière.

Ces apports sont :

a) deux appareils bi-moteurs « Avro XIX », moteurs Cheerah XV, déjà livrés et en service;

trois appareils bi-moteurs « De Havilland-Dove », moteurs Gipsy Queen à livrer en juillet 1947;

des pièces de rechange, livrées et en commande, relatives aux dits appareils;

un hangar avec annexe prévu pour Albertville ainsi que son équipement et son aménagement intérieur;

b) les études et les plans relatifs au transport aérien au Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

c) l'organisation de lignes aériennes dans l'Est et le Nord-Est de la Colonie belge;

d) les droits et obligations relatifs aux engagements du personnel affecté aux installations et à l'organisation apportées.

Arrêter les statuts de la Société et notamment fixer le siège, la durée, l'objet, les dispositions relatives à son administration et à sa surveillance, aux droits et devoirs des actionnaires, aux pouvoirs de ses administrateurs et mandataires, à l'inventaire et au bilan, à la répartition, à la réserve, aux assemblées générales, à la dissolution et à la liquidation.

Déclarer que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations et charge, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, y compris les dépenses engagées depuis le est d'environ sept cent mille francs.

Assister à la première assemblée générale qui sera tenue sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la constitution de la Société, pour arrêter le nombre des administrateurs et des commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux; y participer à toute délibération et y émettre tous votes sur les différentes questions qui y seront soumises.

D'une manière générale, défendre et signer toutes clauses et tous procès-verbaux nécessaires ou utiles à l'accomplissement des présentes.

Promettant ratification au besoin.

Bruxelles, le 19 mai 1948.

Bon pour pouvoir :

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le vingt-quatre mai 1948, volume 22, folio 37, case 17, un rôle, — renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) F. SCHOETERS.

Pour expédition conforme :

(s.) Albert RAUCQ.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 31 mai 1948.

(s.) J. HUBRECHT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} juin 1948.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 juin 1948.

Pour le Ministre. Le Directeur : (s.) P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
en mission.
Le 6 juillet 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
op zending.
De 6 Juli 1948.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw.

(s.-g.) P.-M. ORBAN.

Société de Linéa-Malambo

Société congolaise à responsabilité limitée

dont le siège social est à Costermansville (Kivu)

et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112.

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES.**

**AUGMENTATION DE CAPITAL
ET
MODIFICATIONS AUX STATUTS.**

L'an mil neuf cent quarante-huit, le mercredi douze mai à onze heures et demie du matin.

Etant à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

Par devant Nous, Théodore TAYMANS, notaire de résidence à Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires de la Société Congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « SOCIETE DE LINEA-MALAMBO » dont le siège social est établi à Costermansville (Kivu) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, n° 112, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie par acte du notaire soussigné en date du dix-huit mars mil neuf cent quarante-six, approuvé par arrêté du Régent en date du vingt-quatre juillet mil neuf cent quarante-six, dont les statuts ont été publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent quarante-six.

La séance est ouverte sous la présidence de Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Emile Abeele, fondé de pouvoirs, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert.

Et il choisit pour scrutateurs Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne et Monsieur Walter-Henri Scott.

Ces choix sont ratifiés par l'assemblée.

Sont présents ou représentés les actionnaires ci-après nommés, possédant ainsi qu'ils le déclarent et que l'assemblée le reconnaît, le nombre de titres ci-après indiqué, savoir :

Actions
Capital Ordin.

1) La Société Congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Compagnie de Linéa » dont le siège social est à Kakonda (Kivu) et le siège administratif à Bruxelles, rue de Hornes, 8.

Propriétaire de deux mille neuf cent cinquante actions de capital 2950

Et mille neuf cent soixante-dix actions ordinaires 1970

Actions
Capital Ordin.

2) Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, administrateur de sociétés, demeurant au château de et à Antoing.

Propriétaire de mille actions de capital	1000	
Et cinq actions ordinaires		5

3) Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne, propriétaire, demeurant à Bruxelles, avenue des Arts, numéro 35.

Propriétaire de dix actions de capital	10	
Et de cinq actions ordinaires		5

4) Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe, propriétaire, demeurant au château de Duras par Saint-Trond.

Propriétaire de dix actions de capital	10	
Et de cinq actions ordinaires		5

5) Monsieur Walter-Henri Scott, directeur de société, demeurant à Schaerbeek, rue Victor Hugo, n° 198.

Propriétaire de dix actions de capital	10	
Et de cinq actions ordinaires		5

6) La Société Congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société de Linéa-Idjwi », dont le siège social est à Costermansville (Kivu) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, n° 112.

Propriétaire de deux mille actions ordinaires		2000
---	--	------

Soit au total six actionnaires possédant ensemble trois mille neuf cent quatre-vingts actions de capital	3980	
--	------	--

Et trois mille neuf cent quatre-vingt-dix actions ordin.		3990
--	--	------

Mandats.

Sont ici représentés, savoir :

1) La « Compagnie de Linéa » par Monsieur Walter-Henri Scott, pré-qualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du onze mai courant.

2) La « Société de Linéa-Idjwi » par Monsieur Louis Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 214, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du trois mai courant.

Les deux procurations dont s'agit ci-dessus demeureront ci-annexées et seront enregistrées avec les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

« 1°) Augmentation du capital à concurrence de deux millions de francs pour le porter de deux millions de francs à quatre millions de francs par création de quatre mille actions de capital de cinq cents francs chacune, jouissance à la date de leur création.

» 2°) Création de quatre mille actions sans désignation de valeur nominale.

» 3°) Souscription de l'augmentation du capital social.

» 4°) Répartition des quatre mille actions sans désignation de valeur nominale.

» 5°) Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises sur les points *primo* à *quarto* de l'ordre du jour. »

II. — Que toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites par lettres recommandées adressées aux actionnaires le trente avril mil neuf cent quarante-huit, conformément à l'alinéa trois de l'article quarante des statuts sociaux.

III. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article trente-huit des statuts sociaux.

IV. — Que sur les quatre mille actions de capital et les quatre mille actions ordinaires, existant actuellement, les actionnaires présents ou représentés possèdent ensemble trois mille neuf cent quatre-vingts actions de capital et trois mille neuf cent quatre-vingt-dix actions ordinaires, soit plus de la moitié dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions ordinaires.

V. — Qu'en conséquence, la présente assemblée est valablement constituée et, conformément à l'article quarante-cinq des statuts sociaux, peut délibérer sur les différents points à l'ordre du jour.

VI. — Que, conformément à l'article trente-neuf des statuts sociaux, chaque action de capital donne droit à deux voix et chaque action ordinaire à une voix, sauf les restrictions résultant des stipulations de ce même article trente-neuf et de l'article trente-sept.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président propose à celle-ci d'aborder l'examen des objets soumis à sa délibération.

Après examen, l'assemblée délibérant prend successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de deux millions de francs, pour le porter de son chiffre actuel de deux millions de francs à quatre millions de francs, par la création de quatre mille actions de capital nouvelles de cinq cents francs chacune à souscrire contre espèces au prix de cinq cents francs par titre, à charge par le souscripteur de libérer immédiatement le montant de sa souscription à concurrence de vingt-cinq pour cent ; les actions nouvellement émises jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à dater de ce jour.

DELIBERATION.

Cette première résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions ordinaires.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de créer quatre mille actions ordinaires nouvelles sans désignation de valeur qui porteront les numéros 4001 à 8000.

DELIBERATION.

Cette deuxième résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions ordinaires.

INTERVENTION, SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, sont ici intervenus :

- 1°) Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne.
- 2°) Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne.

Tous deux préqualifiés.

Lesquels intervenants, reconnaissent avoir connaissance des statuts de la Société Congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Malambo » et des résolutions qui précèdent, ont déclaré souscrire en leur nom, aux conditions stipulées dans la première résolution qui précède, savoir :

Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne et Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne, respectivement trois mille et mille, soit ensemble les quatre mille actions de capital de cinq cents francs chacune créées en vertu de la première résolution qui précède.

Et les comparants aux présentes déclarent et reconnaissent que Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne et Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne ont libéré, par un versement en espèces de cent vingt-cinq francs par titre, les quatre mille actions de capital nouvelles souscrites par eux et Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe, Monsieur Walter-Henri Scott et Monsieur Louis Orts,

membres ici présents du Conseil d'administration de la Société Congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Malambo » déclarent et reconnaissent que la somme de cinq cent mille francs se trouve, dès à présent, à la libre disposition de la société.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'attribuer gratuitement de la façon suivante, les quatre mille actions ordinaires nouvelles sans désignation de valeur, créées en vertu de la deuxième résolution ci-avant, savoir :

1) Les deux mille actions portant les numéros 4001 à 6000 aux souscripteurs des quatre mille actions de capital nouvelles créées ci-avant, dans la proportion d'une action ordinaire nouvelle pour deux actions de capital nouvelles.

En conséquence, il est attribué gratuitement :

A Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne : quinze cents actions ordinaires nouvelles portant les numéros 4001 à 5500.

A Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne : cinq cents actions ordinaires nouvelles portant les numéros 5501 à 6000.

2) Les deux mille actions portant les numéros 6001 à 8000 à la Société Congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Idjwi » précitée.

DELIBERATION.

Cette troisième résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions ordinaires.

QUATRIEME RESOLUTION.

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide d'apporter aux statuts sociaux les modifications suivantes :

1) *Article cinq.* — Le texte actuel de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à quatre millions de francs et représenté par huit mille actions de capital de cinq cents francs chacune.

» Il est créé, en outre, huit mille actions ordinaires sans désignation de valeur. »

2) *Article six.* — Le texte actuel de cet article est remplacé par le texte suivant :

« A l'origine, le capital social fut fixé à deux millions de francs, représenté par quatre mille actions de capital de cinq cents francs chacune. Il existait, en outre, quatre mille actions ordinaires sans désignation de valeur nominale.

» Les quatre mille actions de capital ont été souscrites en espèces, par divers, et libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent au moment de la souscription et à concurrence des soixante-quinze pour cent restants, ultérieurement. »

« Des quatre mille actions ordinaires, créées lors de la constitution de la société, deux mille portant les numéros un à deux mille ont été attribuées gratuitement aux souscripteurs des quatre mille actions de capital dans la proportion d'une action ordinaire pour chaque groupe de deux actions de capital souscrites; les deux mille actions ordinaires restantes, portant les numéros deux mille un à quatre mille, ont été remises à la Société Congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Idjwi » ayant son siège social à Costermansville (Kivu - Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, en rémunération de son apport de deux terrains en pleine propriété, à usage agricole, situés à Malambo et Kishenyi (Ile Idjwi - Kivu - Congo Belge) d'une superficie approximative, le premier de trois cent trente-six hectares, le deuxième, de cent soixante-quatre hectares, des droits d'emphytéose relatifs à un terrain destiné à l'établissement de cultures diverses, de plantation d'essences forestières ou à l'élevage, situé à Kakonda (Ile Idjwi - Kivu - Congo Belge), d'une superficie approximative de trois cent quarante et un hectares cinquante ares; de tous biens mobiliers et immobiliers que la société apporteuse possédait sur les terres apportées ainsi que de toutes archives, études, inventaire, etc., relatifs aux dits biens, apports plus amplement détaillés et décrits dans l'acte de constitution de la société, reçu par le notaire Théodore Taymans à Bruxelles, le seize mars mil neuf cent quarante-six.

» Les comparants à l'acte de constitution précité ont déclaré avoir pris connaissance, notamment de la convention du vingt-huit juin mil neuf cent trente-deux approuvé par décret du vingt-trois juillet mil neuf cent trente-deux, conclue entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie de Linéa, dont les bénéfices, charges et obligations ont été transférés à la Société de Linéa-Idjwi prénommés, suivant lettre n° 41/9038 du douze août mil neuf cent trente-trois du Ministère des Colonies, la Société de Linéa-Malambo prenant l'engagement de respecter les diverses charges et obligations prévues par la dite convention du vingt-huit juin mil neuf cent trente-deux.

» L'assemblée générale extraordinaire du douze mai mil neuf cent quarante-huit a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions de francs, pour le porter de deux millions de francs à quatre millions de francs, par la création de quatre mille actions de capital nouvelles de cinq cents francs chacune; ces quatre mille actions de capital nouvelles ont été souscrites lors de leur création et immédiatement libérées de vingt-cinq pour cent; la dite assemblée générale extraordinaire du douze mai mil neuf cent quarante-huit a également décidé la création de quatre mille actions ordinaires nouvelles, sans désignation de valeur nominale, dont deux mille portant les numéros quatre mille un à six mille ont été remises gratuitement aux souscripteurs des quatre mille actions de capital nouvelles à raison d'une action ordinaire sans désignation de valeur nominale pour deux actions de capital nouvelles de cinq cents francs; les deux mille actions ordinaires restantes, portant les numéros six mille un à huit mille ont été remises gratuitement à la société congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Idjwi » prénommée; telle que le tout est plus amplement détaillé et constaté au procès-verbal de la dite assemblée générale extrarodinaire dressé par Maître Théodore Taymans, notaire à Bruxelles. »

DELIBERATION.

Cette quatrième résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories d'actions de capital et d'actions ordinaires.

DECLARATION POUR ORDRE.

Les parties déclarent que les frais et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élèvent à trente mille cinq cents francs approximativement.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal.

Dressé date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont fait la demande et nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le quatorze mai 1948, volume 1346, folio 17, case 10, quatre rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

(s.) T. TAYMANS.

Vu par nous Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Taymans, notaire.

Bruxelles, le 24 mai 1948.

(s.) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 mai 1948.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 mai 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) J. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 25 juin 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 25 Juni 1948.

s./g. P. WIGNY.

Les Mines d'Or de Kindu « KINOR »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce de Bruxelles n° 63.759.

Siège social : Kindu-Port-Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Société constituée par acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 29 mars 1933. Autorisée par arrêté royal du 8 mai 1933. Statuts modifiés par acte passé devant le même notaire le 30 mars 1938, modifications approuvées par arrêté royal du 11 juin 1938 (Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1933 et du 15 juillet 1938).

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle
des actionnaires tenue à Bruxelles,
le vingt-trois juin mil neuf cent quarante-huit.*

RESOLUTION.

L'assemblée prend acte de la déclaration du Conseil d'administration et note que l'assemblée générale des actionnaires sera convoquée dès qu'il aura pu arrêter le bilan et le compte de profits et pertes du 15^{me} exercice social.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. William Delloye, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 50, avenue Maurice.

Administrateur-délégué :

M. Georges Lescornez, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 342, boulevard Lambermont.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, demeurant à Louvain, 121, avenue des Alliés.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 12, avenue des Arts.

M. Hector de Rauw, ingénieur civil des mines, géologue, demeurant à Eghezée.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 29, avenue de Tervueren.

M. Marcel Jacques, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, 33, boulevard Général Wahis.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, 88, rue Bosquet.

M. Georges Rouma, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 16, rue Marie Depage.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Clesse, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 38, rue Geefs.

M. Joseph Goffin, expert-comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 28, rue François de Belder.

Bruxelles, le 24 juin 1948.

Copie certifiée conforme.

LES MINES D'OR DE KINDU « KINOR ».

L'administrateur-délégué,

G. LESCORNEZ.

Le président du Conseil d'administration,

W. DELLOYE.

Filatures et Tissages Africains « FILTISAF »

Société congolaise à responsabilité limitée

58, rue Savaen, à Gand.

Registre du Commerce de Gand n° 55.774.

Constituée par acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 21 août 1946, autorisée par arrêté royal du 4 novembre 1946, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 2/3 décembre 1946, n° 21.551 et à l'annexe du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 février 1947; statuts modifiés le 7 octobre 1947, approuvés par arrêté royal du 30 novembre 1947, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 décembre 1947, n° 21.729 et à l'annexe du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 février 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Bâtiments	fr.	23.563.978,66
Mobilier		429.473,63
Matériel		45.262.187,07
		69.255.639,36

Frais de constitution et d'augmentation de capital	1.176.654,30	
Frais de premier établissement	7.087.852,—	
		8.264.506,30
		77.520.145,66

moins :

Matériel perdu ou endommagé et frais récupérables inclus ci-dessus	7.909.700,—	
		69.610.445,66

Réalisable :

Magasins	3.908.914,01	
Divers débiteurs	19.945.598,37	
		23.854.512,38
Caisses et banques		41.522.988,76
	Fr.	134.987.946,80

PASSIF.

Non exigible :

Capital fr. 88.000.000,—

Exigible à long terme :

Emprunt obligations 44.000.000,—

Exigible à moyen et court terme :

Divers créditeurs 2.987.946,80

Fr. 134.987.946,80

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Intérêts sur emprunt obligations fr. 1.191.646,—

Intérêts divers 18.901,85

Amortissement frais de premier établissement 491.202,33

Fr. 1.701.750,18

CREDIT.

Bénéfice brut sur ventes diverses 1.663.620,30

Intérêts et revenus divers 38.129,88

Fr. 1.701.750,18

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 15 juin 1948

1. — Le bilan et le compte de pertes et profits présentés par le Conseil d'administration pour l'exercice 1946/1947 sont approuvés à l'unanimité.

2. — Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant le même exercice.

3. — L'assemblée ratifie les décisions prises par le Conseil général en date des 12 février et 14 mai 1947 de désigner MM. René Friling et Robert P. Pflieger pour achever respectivement les mandats d'administrateurs de MM. Robert Werner et Joseph Rhodius, administrateurs démissionnaires.

Ces mandats viendront à expiration en 1950.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, président du Conseil, 107, avenue Defré, Uccle-Bruxelles.

M. Gaston Braun, industriel, Le Vieux Château, Melle.

M. Paul Hebbelynck, ingénieur A. I. G., 2, boulevard Bernard Spae, Gand.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 21, rue Arenberg, Anvers.

M. René Hanet, industriel, 21, boulevard Britannique, Gand.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 108, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert P. Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square Meeus, Bruxelles.

M. Laurance S. Rockefeller, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20., N. Y./U. S. A.

M. Joseph Jennen, ministre plénipotentiaire, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20., N. Y./U. S. A.

M. Thomas Bancroft, industriel, 40, Northstreet, New-York.

M. Ogden White, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20., N. Y./U. S. A.

LE COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Thomas L. Ferguson, chartered accountant, 182, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Emile Coenraets, directeur de société, Kongolo (Congo Belge).

Certifié conforme.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS « FILTISAF », S.C.R.L.

Un administrateur,
P. HEBBELYNCK.

L'administrateur-délégué,
G. BRAUN.

Société du Haut Uele et du Nil « SHUN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Aba (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 3596.

Autorisée par arrêté royal en date du 10 novembre 1924.

Constituée par acte passé le 31 octobre 1924, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1924, page 511, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 594.

Les statuts ont été modifiés suivant acte passé par devant Maître Ectors, notaire à Bruxelles, le 30 novembre 1927, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928, page 185 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 595, le 10 octobre 1932, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932, page 923, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 28 octobre 1932, acte n° 13829, le 8 octobre 1934, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 66, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 25 octobre 1934, acte 13501, le 18 décembre 1935, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 27, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 18 janvier 1935, acte n° 760. Modifiés suivant acte passé par devant Maître Ectors en date du 9 juillet 1945, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1946, page 189 et publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 1^{er} août 1945, acte n° 10422.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 1948.)

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains et constructions en Afrique :

Au 1 ^{er} janvier 1947	fr.	23.000.000,—	
Augmentation de l'exercice		3.194.301,90	
		26.194.301,90	
Amortissement de l'exercice		3.014.301,90	
			23.180.000,—
Véhicules automobiles en Afrique :			
Au 1 ^{er} janvier 1947		2.947.700,—	
Augmentation de l'exercice		975.504,78	
		3.923.204,78	
Amortissement de l'exercice		1.145.204,78	
			2.778.000,—

Mobilier et Matériel :

Au 1 ^{er} janvier 1947	848.200,—	
Augmentation de l'exercice	1.160.465,76	
	<u>2.008.665,76</u>	
Amortissement de l'exercice	668.665,76	1.340.000,—

Exploitations agricoles :

Au 1 ^{er} janvier 1947	2.094.600,—	
Diminution de l'exercice	132.700,—	
	<u>1.961.900,—</u>	
Amortissement de l'exercice	161.900,—	1.800.000,—

Matériel fluvial :

Au 1 ^{er} janvier 1947	2.500.000,—	
Diminution de l'exercice	345.637,87	
	<u>2.154.362,13</u>	
Amortissement de l'exercice	534.362,13	1.620.000,—
		<u>30.718.000,—</u>

II. — Réalisable :

Marchandises et approvisionnements	64.211.063,67	
Produits africains et emballages	10.234.075,61	
Cheptel	1.120.040,—	
Portefeuille et participation	732.197,45	
Cautionnements en numéraire	191.500,—	
Débiteurs divers	25.265.014,08	101.753.890,81

III. — Disponible :

Caisses, banques et chèques-postaux	13.213.577,84
(à l'exclusion des fonds détenus en consignation pour compte de tiers).	

IV. — Comptes divers :

Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer pendant les exercices ultérieurs	1.838.919,48
--	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Divers engagements et contrats en cours	pour mémoire
Fonds détenus en consignation pour compte de tiers	5.753.809,80
Banque du Congo Belge : cautionnements agents	93.628,75
Souscripteurs de bons de caisse à émettre	3.000.000,—
	Fr. 156.371.826,68

PASSIF.

I. — *Envers la société :*

a) Capital :

Représenté par 246.000 parts sociales
sans désignation de valeur . . fr. 30.000.000,—

b) Réserve statutaire 1.993.167,20

c) Réserve extraordinaire 5.000.000,—

36.993.167,20

II. — *Fonds de renouvellement* 4.928.510,85

Compte tenu de fr. 1.050.701,60 portés en réduction du
coût du matériel roulant acquis pendant l'exercice.

III. — « *Welfare* » en faveur du personnel indigène 854.566,93

IV. — *Envers les tiers :*

Bons de caisse émis 14.600.000,—

Créditeurs divers 62.600.732,29

Dividendes non réclamés 429.732,50

Versement non appelé sur portefeuille 300.000,—

77.930.464,79

V. — *Comptes divers :*

Provision pour divers frais à payer pen-
dant les exercices ultérieurs 3.445.457,67

Provision pour pertes et avaries éventuel. 3.500.000,—

Provision pour impôts sur résultats exer-
cices 1940 et suivants 10.455.408,—

17.400.865,67

VI. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Divers engagements et contrats en cours	pour mémoire
Créditeurs par fonds consignés à la Société	5.753.809,80
Agents : comptes cautionnements	93.628,75
Bons de caisse souscrits à émettre	3.000.000,—

VII. — *Compte de profits et pertes :*

Report de l'exercice précédent	7.046.766,68	
Bénéfice de l'exercice	2.370.046,01	
		9.416.812,69
		Fr. 156.371.826,68

COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux :

Afrique (non imputés)	8.892.380,81	
Bruxelles	2.949.513,01	
		11.841.893,82

Amortissements ordinaires :

sur terrains et construct. en Afrique	3.014.301,90	
sur véhicules automobiles en Afrique	1.145.204,78	
sur mobilier et matériel	668.665,76	
sur exploitations agricoles	161.900,—	
sur matériel fluvial	534.362,13	
		5.524.434,57
Déficit sur exploitations agricoles		616.788,84
Intérêts sur bons de caisse		395.632,10
Provision pour pertes et avaries		1.686.910,90
Provision pour impôts		500.000,—
Report de l'exercice précédent	7.046.766,68	
Bénéfice de l'exercice	2.370.046,01	
		9.416.812,69
		Fr. 29.982.472,92

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	7.046.766,68
Produits divers		517.435,98
Résultat brut d'exploitation		22.418.270,26
	Fr.	<u>29.982.472,92</u>

AFFECTATION DU BENEFICE :

1) 5 p. c. pour le fonds de réserve statutaire	fr.	118.502,30
2) A la réserve extraordinaire		5.000.000,—
3) Premier dividende de 5 p. c. aux 246.000 parts sociales		1.500.000,—
4) Au Conseil d'administration et au Collège des commis- saires		80.911,—
5) Deuxième dividende aux 246.000 parts soc. précitées		960.000,—
6) Solde à reporter à nouveau		1.757.399,39
	Fr.	<u>9.416.812,69</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
tenue à 15 heures, le 28 juin 1948.*

1) L'assemblée approuve :

le bilan, le compte de profits et pertes et l'affectation du bénéfice,
tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

2) Par vote spécial, elle donne décharge,
aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant
l'exercice 1947.

3) L'assemblée prend acte de la démission de M. Jean Koeckx; en qua-
lité de commissaire.

Elle appelle aux fonctions de commissaire, M. Armand Larocque,
le mandat de M. Armand Larocque expirera immédiatement après
l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Liste du Conseil général au 28 juin 1948.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Anatole De Bauw, licencié en sciences commerciales et coloniales,
président, avenue Defré, 107, Uccle.

M. Maurice Blanquet, ingénieur commercial, vice-président, avenue de
la Tenderie, 66, Boitsfort.

M. Georges Berger, directeur de sociétés, administrateur-délégué, 45, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Nicolas Cito, ingénieur, administrateur, rue de l'Abbaye, 29, Bruxelles.

M. Gustave Clesse, directeur de sociétés, administrateur, rue Geefs, 38, Schaerbeek.

M. Auguste Gérard, docteur en droit, administrateur, avenue de la Jonction, 6, Saint-Gilles.

M. Hubert Gofers, agent de change, administrateur, avenue Winston Churchill, 196, Uccle.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, administrateur, Houtain-le-Val.

M. Marcel Lerot, ingénieur commercial, administrateur, avenue Molière, 274, Uccle.

M. Albert Nepper, propriétaire, administrateur, Profondeville.

M. Paul Orban, avocat, administrateur, rue Père Eudore Levroye, 25, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Georges Rogogine, directeur général de société, administrateur, Léopoldville (Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Sadi Jacquet, officier retraité, boulevard de Waterloo, 89, Bruxelles.

M. Armand Larocque, industriel, rue de l'Escaut, 118, Bruxelles.

M. Maurice Stradling, licencié en sciences commerciales, square de Meeus, 22, Bruxelles.

Bruxelles, le 28 juin 1948.

Pour copie conforme.

SOCIETE DU HAUT UELE ET DU NIL « SHUN ».

L'administrateur-délégué,

Georges BERGER.

Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge S.I.C.A.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 48, rue de l'Ecuyer, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 34.194.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : le 15 juin 1928, n° 9.007 et 9.008; le 18 avril 1929, n° 13.315; le 17 septembre 1931, n° 13.001; le 21 octobre 1936, n° 14.571 et le 26-27 janvier 1948, n° 1.559.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains, immeubles, mobilier, matériel fr. 11.747.237,74

Réalisable :

Débiteurs divers 1.357.099,15

Disponible :

Caisse, banques et compte chèques postaux 1.753.105,51

Profits et pertes :

Pertes des exercices antérieurs 946.379,43

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires pour mémoire

Fr. 15.803.821,83

PASSIF.

Dettes envers elle-même :

Capital fr. 13.400.000,—

Réserve légale 63.349,35

Réserve pour débiteurs douteux 200.000,—

Amortissements sur immobilisé et matériel 350.000,—

Dettes envers des tiers :

Créditeurs divers 820.856,34

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire de l'exercice 969.616,14

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires pour mémoire
Fr. 15.803.821,83

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation fr. 866.102,15
Frais généraux Bruxelles 284.690,22
Solde bénéficiaire de l'exercice 969.616,14
Fr. 2.120.408,51

CREDIT.

Locations et produits divers fr. 2.120.408,51

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTION.

M. le Comte de Broqueville, Jean, docteur en droit, Drève des Quatre Bras à Stockel, administrateur.

M. Lambelin, Louis, industriel, 48, rue de l'Ecuyer, Bruxelles, administrateur.

M. Cousin, Robert, industriel, 97, avenue de l'Armée, Bruxelles, administrateur.

M. Bidart, Alexandre, ingénieur-commercial, 581, avenue Louise, Bruxelles, administrateur.

M. Colleye, Joseph, expert-comptable, 418, avenue Américaine, Bruxelles, commissaire.

M. Steisel, Georges, ingénieur, Bonlez (Brabant) commissaire.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 1^{er} juin 1948.

1° Après avoir examiné les bases suivant lesquelles ont été établis les comptes présentés, l'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947.

2° L'assemblée ayant pris connaissance des opérations intervenues entre la Société et d'autres organismes ayant des administrateurs communs, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires.

3° L'assemblée réélit Monsieur le Comte Jean de Broqueville, administrateur pour une nouvelle période de six ans, son mandat expirera à l'assemblée de 1954.

Elle réélit Monsieur Georges Steisel, commissaire pour une nouvelle période de deux ans, son mandat expirera à l'assemblée de 1950.

4° L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Georges Hanst, industriel, 21, boulevard Britannique à Gand, son mandat expirera à l'assemblée de 1954.

SOCIETE IMMOBILIERE, COMMERCIALE ET AGRICOLE
DU CONGO BELGE.

Un administrateur,
R. COUSIN.

Un administrateur,
L. LAMBELIN.

Société de Recherche Minière du Sud-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 6, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 62.077.

Constituée le 24 décembre 1932, par devant Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Autorisée par arrêté royal du 30 janvier 1933. Modifications aux statuts du 4 septembre 1946, approuvées par arrêté royal du 13 janvier 1947.

Publications légales.

« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1932; annexes au « Moniteur Belge » du 5 janvier 1933 (acte n° 69); « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1933; annexes au « Moniteur Belge » du 29 décembre 1946 (acte n° 22920) « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale du 6 juillet 1948.

ACTIF.

I. Immobilisé :

y compris mines reconnues : Musoshi, Kengere, Kasekelesa.

Frais de constitution fr. 595.289,—

Mobilier d'Europe . . 87.023,—

Droits miniers et études .	10.025.000,—	
Travaux de recherche et de développement . . .	38.401.653,—	
Frais généraux . . .	10.184.456,—	
	<u>59.293.421,—</u>	

Amortissements :

des exercices précédents .	38.629.202,—	
de l'exercice	6.846.099,—	
	<u>45.475.301,—</u>	13.818.120,—

Immobilisations pour exploitations :

Récupér. de minerai de plomb (Kengere)	1.353.772,—	
--	-------------	--

Amortissements :

des exercices précédents .	1.265.975,—	
de l'exercice	87.797,—	
	<u>1.353.772,—</u>	

Exploitation et recherche de manganèse (Kasekelesa)	470.922,—	
--	-----------	--

Amortissement des exercices précédents .	470.922,—	
--	-----------	--

Exploitation et recherche d'or	173.405,—	
--	-----------	--

Amortissement des exercices précédents .	173.405,—	
--	-----------	--

II. Réalisable :

Minerais et métaux	4.377.178,—	
Portefeuille et participations	28.368.608,—	
Débiteurs divers	862.624,—	
Actionnaires	3.585.000,—	
	<u>37.193.410,—</u>	

III. Disponible :

Banques et caisses	5.328.700,—	
------------------------------	-------------	--

IV. Divers :

Engagements divers		pour mémoire
Cautionnements statutaires		pour mémoire

Fr. 56.340.230,—

PASSIF.

I. *Non exigible* :

Capital :

40.000 actions de 250 fr.		10.000.000,—	
36.000 actions de 1000 fr.		36.000.000,—	
		<u> </u>	46.000.000,—

II. *Exigible* :

Créditeurs divers		10.340.230,—
-------------------	-----------	--------------

III. *Divers* :

Engagements divers		pour mémoire
Déposants statutaires		pour mémoire

Fr. 56.340.230,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1947.

DEBIT.

Amortissements sur :

Portefeuille - titres		fr. 718.123,—
Immobilisé		6.933.896,—

Fr. 7.652.019,—

CREDIT.

Résultats :

1° sur minerai de plomb		fr. 1.253.597,—
2° sur minerai de manganèse et ferro-manganèse		3.243.375,—
3° sur or		53.391,—
Revenus du portefeuille, intérêts et redevances		3.101.656,—

Fr. 7.652.019,—

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine, Ixelles, membre du comité de direction.

Administrateur-délégué :

M. Désiré Van Bleyenbergh, administrateur de sociétés, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle, membre du comité de direction.

Administrateurs :

M. Henri Buttgenbach, administrateur de sociétés, 182, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville, Congo Belge, membre du comité de direction.

M. Joseph Leemans, administrateur de sociétés, 7, avenue Louise, Hoboken.

M. Maurice Lefranc, administrateur de sociétés, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles.

M. Jacques Nève de Mévergnies, ingénieur civil des mines, 241, rue Théodore-Coppens, Zellick, membre du comité de direction.

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 4, avenue du Congo, Ixelles, membre du comité de direction.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Ixelles.

Commissaires :

M. Auguste Berckmoes, chef-comptable, 77, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre.

M. Georges Melin, chef-comptable, 55, rue Alphonse Hottat, Ixelles.

M. Adhémar Mullie, directeur de banque, 116, rue des Confédérés, Bruxelles.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 13, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL AU 6 JUILLET 1948.

Le capital de la société s'élève à 46.000.000 francs et est représenté par :
40.000 actions d'une valeur nominale de 250 francs chacune, entièrement libérées, appartenant à l'Union minière du Haut-Katanga;

36.000 actions d'une valeur nominale de 1000 francs chacune, appartenant à :

	Nombre d'actions	Sommes versées	Sommes restant à verser
1. Union minière du Haut-Katanga, 6, Montagne du Parc, Bruxelles	150 30.015	150.000 27.013.500	— 3.001.500
2. MM. F.-M. Philippson, 44, rue de l'Industrie, Bruxelles	30	27.000	3.000
3. Société auxiliaire, industrielle et financière des Grands Lacs Africains « Auxilacs », 24, av. de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode.	2.000	1.800.000	200.000
4. La Belgo-Katanga, 126, ch. d'Ixelles, Ixelles.	100	90.000	10.000
5. Compagnie commerciale, industrielle et minière « C. I. M. », 24, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode	500	450.000	50.000
6. MM. Mirabaud et Cie, 56, rue de Provence, Paris	300	270.000	30.000
7. Société Générale Métallurgique de Hoboken, 8, rue Montagne du Parc, Bruxelles . . .	2.000	1.800.000	200.000
8. M. Cousin, J., Elisabethville, Congo Belge .	30	27.000	3.000
9. Mme P. Peemans, veuve J. Deschacht, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	15	13.500	1.500
10. Succession baron Liebrechts, c/o M. et Mme E. Puissant d'Agimont d'Heer et Herlette, 19, rue J.-B. Meunier, Ixelles	30	27.000	3.000
11. M. Sengier, E., 24, avenue Ernestine, Ixelles.	30	27.000	3.000
12. Succession colonel Van Gèle, 32, avenue d'Auderghem, Etterbeek	30	27.000	3.000
13. M. Olyff, G., 51, avenue A. Jonnart, Woluw Saint-Lambert	25	22.500	2.500
14. Mme M.-A. Hunter, veuve Ed. Solvay, 218, avenue Louise, Bruxelles	50	45.000	5.000
15. M. Solvay, M.-A., La Hulpe	50	45.000	5.000
16. M. Mullie, G., 58, boulevard Brand Waitlo-k, Woluwe-Saint-Lambert	20	18.000	2.000
17. Succession baron Empain, 33, rue du Congrès, Bruxelles	30	27.000	3.000
18. Mutuelle Lambert, s. a., 2, rue d'Egmont, Bruxelles	150	135.000	15.000
19. M. Henry de Frahan, M., 276, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre	40	36.000	4.000
20. Fédération d'Entreprises industrielles, s. a., 33, rue du Congrès, Bruxelles	281	252.900	28.100

	Nombre d'actions	Sommes versées	Sommes restant à verser
21. M. Schuiling, H., Jadotville, Congo Belge	9	8.100	900
22. Mme la Comtesse douairière Y. du Bourblanc, château de Taviet, Achêne.	20	18.000	2.000
23. Mme la Vicomtesse R. Le Hardy de Beaulieu, château de Clerlande, Ottignies	20	18.000	2.000
24. Mme la Vicomtesse J. Le Hardy de Beaulieu, Pavillon des Etangs. Gosselies	20	18.000	2.000
25. M. le baron R. d'Huart, château de Taviet, Achêne	20	18.000	2.000
26. M. le baron B. d'Huart, Sovet.	20	18.000	2.000
27. Mlle Lucienne Deschacht, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	5	4.500	500
28. Mme Paul Brutsaert, 115, chaussée de Ter- vueren, Perk	5	4.500	500
29. Mlle Marthe Deschacht, 60, rue Ant. Bréart, Saint-Gilles	5	4.500	500
	36.000	32.415.000	3.585.000

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
du 6 juillet 1948.*

Décision n° 182.

Le Conseil désigne pour les fonctions de président du Conseil M. E. Sengier et en qualité de membres du Comité de direction MM. E. Sengier, J. Cousin, D. Van Bleyenbergh, H. Robiliart et J. Nève de Mévergnies (déjà cités).

Ces nominations sont faites pour la durée d'une année, c'est-à-dire jusqu'après l'assemblée générale de 1949.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 6 juillet 1948.*

L'assemblée réélit en qualité de commissaires MM. Georges Melin et Robert Thys (déjà cités) dont les mandats viennent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Bruxelles, le 6 juillet 1948.

Certifié conforme.

Le directeur,
J. NEVE de MEVERGNIES.
administrateur.

L'administrateur-délégué,
D. VAN BLEYENBERGHE.

Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, avenue Marnix, n° 25.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 19787.

Constituée à Bruxelles, le 16 septembre 1927, et autorisée par arrêté royal du 3 octobre 1927, statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », n° 11, du 15 novembre 1927 (annexe), et à l'annexe au « Moniteur Belge » des 10/11 octobre 1927 (acte n° 12086). Modifications aux statuts suivant acte de Maître Scheyven, du 5 juin 1931, approuvé par arrêté royal du 6 juillet 1931, et publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1931 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 24 juillet 1931 (acte n° 11402).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

A céder gratuitement à la Colonie en fin de concession	fr.1.315.939.289,—	
A racheter par la Colonie en fin de concession	159.931.852,—	
		1.475.871.142,—
Moins amortissements comprenant :		
1°) annuités imputées aux exercices 1934 à 1946	9.967.800,—	
2°) annuité imputée à l'exercice 1947	794.000,—	
3°) Total des dotations de 4 p. c. du montant des Fonds d'amortissements cumulés à fin 1946	3.236.060,—	
4°) Remboursement de 1934 à 1946 de 21.075 actions privilégiées	10.537.500,—	
5°) Dotation pour amortissement extraordinaire premier établissement de 1940 à 1945	40.193.796,—	
		64.729.156,—
		1.411.141.986,—

II. — Disponible :

Caisses et banques	33.002.443,—
(y compris fr. 7.200,— temporairement indisponibles)	

III. — *Réalisable* :

Participations	51.211.800,—	
Portefeuille constituant l'amortissement premier établissement (titres portés à leur prix de revient)	13.893.000,—	
Portefeuille Pensions du Personnel	39.397.345,—	
Débiteurs divers	310.490.925,—	
Marchandises et approvisionnements en Afrique : notre quote-part au prix de revient dans le magasin commun des services du L. K. D. et et C. F. K.	144.716.828,—	
Moins amortissements	3.860.545,—	
	<u>140.856.283,—</u>	
		555.849.353,—

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs :

Plantations forestières	11.395.425,—	
Moins amortissements	7.500.000,—	
	<u>3.895.425,—</u>	
Premier dividende aux actions amorties	42.650,—	
Versement en Afrique à valoir sur impôt exceptionnel de guerre	409.446,—	
Versement en Afrique sur taxe mobilière	2.290.026,—	
	<u>6.637.547,—</u>	

V. — *Comptes d'ordre* :

Titres constituant les cautionnements statutaires	pour mémoire
	<u>Fr.2.006.631.329,—</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital émis	fr.1.150.000.000,—
Capital amorti	10.537.500,—
	<u>1.139.462.500,—</u>
représenté par :	
1.100.000 actions de capi- tal de fr. 500,- chacune	550.000.000,—
1.178.925 actions privilé- giées de fr. 500,- chac.	589.462.500,—

21.075 actions de jouiss. pour mémoire

Fonds d'amortissement des actions privil.	1.275.000,—	
Primes sur émissions	176.000.000,—	
Fonds de réserve social	19.900.492,—	
Fonds de renouvellement du matériel et des installations	541.820.045,—	
Fonds d'assurance incendie	8.819.458,—	
Fonds d'assurance contre accidents voya- geurs	3.480.000,—	
		1.890.757.495,—

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Compagnie du Chemin de fer du B. C. K.	2.000.000,—	
Créditeurs divers	689.960,—	
Actions amorties restant à rembourser .	1.377.404,—	
Dividendes restant à payer	4.163.360,—	
Montant à libérer sur participations .	4.900.000,—	
		13.130.724,—

III. — <i>Pensions du personnel européen</i>	39.554.359,—
<i>Pensions du personnel indigène</i>	4.631.318,—

IV. — *Comptes créditeurs :*

Fonds de prévision du personnel	1.493.652,—	
Provision pour impôt - Taxe mobilière .	1.697.643,—	
Impôts — provision pour éventualités i- verses	8.950.000,—	
Amortissement sur portefeuille	8.338.130,—	
		20.479.425,—

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	pour mémoire
--	--------------

VI. — *Profits et Pertes :*

Solde bénéficiaire de l'exercice	38.078.008,—
--	--------------

Fr.2.006.631.329,—

*COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.*

AVOIR.

Recettes d'exploitation	fr. 334.850.075,—
Intérêts, commissions et divers	1.269.220,—
Revenus Portefeuille Fonds d'amortissem.	558.841,—
Solde reporté de l'exercice 1946 sur divi- dendes aux actions privilégiées	3.103,—
	<u>1.831.164,—</u>
	<u>Fr. 336.681.239,—</u>

DOIT.

Dépenses d'exploitation	fr. 159.262.346,—
Dotation du Fonds d'Assurance contre in- cendie	450.000,—
Dotation du Fonds d'Assurance contre ac- cidents	180.000,—
Fonds de renouvellement du matériel et des installations	114.291.400,—
Amortissement premier établissement (Immobilisé) :	
Annuité exercice 1947	794.000,—
Dotation 4 p. c. sur fonds cumulés à fin 1946	507.840,—
	<u>1.301.840,—</u>
	<u>116.223.240,—</u>
	275.485.586,—
Amortissement plantations forestières	4.000.000,—
Amortissement sur portefeuille	8.050.000,—
Provision pour impôt complémentaire éventuel	7.200.000,—
Provision pour impôt sur le 1/20° bénéfice 1940-1946 .	1.750.000,—
Taxe sur titres admis à la cote de la Bourse	289.195,—
Versements au Fonds de pensions et sécurité sociale .	51.647,—
Frais généraux	501.803,—
Remboursement de 2.550 actions privilégiées	1.275.000,—
	<u>298.603.231,—</u>
Solde	38.078.008,—
	<u>Fr. 336.681.239,—</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 p. c. au Fonds de Réserve Social	fr. 1.903.745,—
Aux administrateurs et commissaires (maxim. statutaire)	250.000,—
1 p. c. au personnel	380.749,—
Le solde aux actions privilégiées	35.543.514,—
	Fr. 38.078.008,—

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 6 juillet 1948.*

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et de celui du Collège des commissaires, approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947, tels qu'ils lui sont présentés.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1947.

Les administrateurs qui détiennent des mandats dans d'autres Sociétés se sont abstenus dans les décisions pouvant avoir des intérêts opposés à ceux de la Société Léokadi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

TROISIEME RESOLUTION.

M. le Général Chevalier Henry de la Lindi est réélu administrateur; son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

M. Pierre de Montpellier d'Annevoie est réélu commissaire; son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

M. Amour Maron est élu administrateur pour achever le mandat laissé vacant par le décès de M. le lieutenant-général Baron Tombeur de Tabora; son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1949.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Jonnart, n° 51, président.

M. Nicolas Cito, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue de l'Abbaye, n° 29, administrateur.

M. le général-major Chevalier Josué Henry de la Lindi, ancien commissaire général au Congo Belge, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert-Elisabeth, n° 54, administrateur.

M. Lambert Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, n° 15a, administrateur.

M. Victor Parein, ingénieur, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, n° 154, administrateur.

M. Amour Maron, inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Jonnart, n° 4, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Pierre de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, demeurant à Annevoie.

M. le major Gustave Vervloet, vétéran colonial, avenue des Scarabées, n° 26, Bruxelles.

M. le colonel Emmanuel Muller, vétéran colonial, avenue de la Porte de Hal, n° 4, Bruxelles.

Le président du Conseil d'administration,

(Illisible.)

Huilleries et Plantations du Kwango

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Siège social : Fumu-Putu (district du Kwango) Congo Belge.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 21744.

Constituée par acte passé le 22 janvier 1931 devant Maître Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 février 1930, n° 1661, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930; arrêté royal du 17 février 1930. Modifications aux statuts, par acte passé devant Maître Antoine Cols, notaire à Anvers, le 27 décembre 1935, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 15 février 1936, n° 1638, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936; arrêté royal du 1^{er} février 1936.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et concessions	fr.	760.345,61
Plantations en collaboration avec les indigènes		101.693,01
Plantations		1.406.986,37
Bâtiments		2.818.447,21
Machines et matériel		4.507.433,90
Futaille		421.918,19
Mobilier		144.579,72
Frais de constitution et de premier établissement	pour mémoire	
Réévaluation provisoire des immobilisations		14.981.948,05

Disponible et réalisable :

Disponible		6.444.932,69
Débiteurs		3.265.317,55
Marchandises et approvisionnements en magasin et en cours de route		5.108.683,22
Produits en magasin et en cours de route		3.442.747,36

Comptes d'ordre :

Dépôts de cautionnements	pour mémoire	
Débiteurs pour Dommages de Guerre		215.865,11
Débiteurs pour valeurs en dépôt libre		460,—
	Fr.	43.621.357,99

PASSIF.

Envers la société :

Capital social	fr.	3.000.000,—
représenté par 12.000 actions de capital de 250 fr. et 24.000 parts de fondateur sans mention de valeur.		
Réserves et amortissements		9.221.919,49
Plus-value de réévaluation provisoire		14.981.948,05

Envers les tiers :

Fonds pour Welfare		2.600.000,—
Créditeurs divers		4.100.844,12
Dividendes à payer		38.321,35

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements	pour mémoire
Dommages de guerre à récupérer	215.865,11
Dépôt libre titres	460,—

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire	9.461.999,87
	<u>Fr. 43.621.357,99</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Charges financières fr.	18.680,35
Amortissements sur immobilisations	744.608,04
Solde bénéficiaire :	
Report antérieur	7.743,65
Bénéfice de l'exercice	9.454.256,22
	<u>9.461.999,87</u>
	<u>Fr. 10.225.288,26</u>

CREDIT.

Report à nouveau fr.	7.743,65
Résultats d'exploitation	10.217.544,61
	<u>Fr. 10.225.288,26</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 24 juin 1948.*

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

1) Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires relatifs à l'exercice 1947.

2) Approuve les bilan et compte de profits et pertes ainsi que la répartition bénéficiaire de l'exercice 1947.

3) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant le dit exercice.

4) Réélit Messieurs Honoré Loontjens et Marcel Van Biervliet en qualité d'administrateurs pour un nouveau terme statutaire.

REPARTITION BENEFICIAIRE.

— Premier dividende de fr. 30,— brut aux actions de cap.	360.000,—
— Tantièmes statutaires	909.425,62
— Deuxième dividende de fr. 70,— brut aux act. de cap.	840.000,—
— Dividende de fr. 35,— brut aux parts de fondateur .	840.000,—
— Solde à reporter	6.512.574,25
	Fr. 9.461.999,87

Payement dividende.

Coupon n° 18 de l'action de capital fr. 83,— net

Coupon n° 18 de la part de fondateur fr. 29,05 net

payables à partir du 7 juillet 1948.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo, avenue du Hoef, 24, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Georges Geerts, ingénieur, avenue Edmond Mesens, 63, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Marcel Van Biervliet, industriel, avenue Molière, 291, Bruxelles.

M. René Laurent, ingénieur commercial, rue Madame Courtmans, 31, Berchem-Anvers.

M. Honoré Loontjens, administrateur de société, avenue Alphonse Braeckman, 225, Mont-Saint-Amand.

M. Adhémar Van de Moortele, industriel, Isegem.

M. Jean Mertens, administrateur de sociétés, avenue Van Ryswyck, 130, Anvers.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Théophile Allard, administrateur de sociétés, rue Blanche, 37, Saint-Gilles.

M. Jean Barre, ingénieur, rue Papenkasteel, 99, Uccle-Bruxelles.

M. Henri Van Biervliet, industriel, avenue Michel-Ange, 48, Bruxelles.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs,

Honoré LOONTJENS.

René LAURENT.

Compagnie du Congo Belge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1034.

Constituée par acte du notaire J. Verhelst, à Anvers, le 26 octobre 1911, autorisée par arrêté royal du 8 janvier 1912, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1912 et à l'annexe du « Moniteur Belge » du 26 janvier 1912, acte n° 548. Statuts coordonnés par acte du notaire Antoine Cols, à Anvers, en date du 25 avril 1947, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du 23 mai 1947, acte n° 10172.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huilerie et mise en valeur des palme- raies fr.	7.598.204,39
Immeubles	7.045.926,05
Matériel et Outillage	9.163.541,86
Réévaluation provisoire des immobilisations	13.343.056,—
	37.150.728,30
Amortissements —	12.759.012,89
	24.391.715,41

Disponible et réalisable :

Disponible	23.605.097,13
Débiteurs divers	10.512.262,77
Marchandises en Afrique et en cours de route	5.147.409,82
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	6.385.058,65
Portefeuille	23.346.340,75

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Garantie donnée	4.000.000,—
Débiteurs pour garantie	1.000.000,—
Débiteurs pour dommages de guerre	540.668,25
Fr.	98.928.552,78

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 97.860 parts sociales sans mention de valeur	41.800.000,—
Réserve extraordinaire	11.000.000,—
Plus-value de réévaluation provisoire	13.343.056,—

Envers les tiers :

Créditeurs sans garantie	6.451.507,86
Dividendes à payer	3.344.862,80

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
Créditeur par garantie	4.000.000,—
Garantie reçue	1.000.000,—
Dommages de guerre à récupérer	540.668,25

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire	17.448.457,87
	Fr. 98.928.552,78

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 2.033.577,06
Solde bénéficiaire	17.448.457,87
	Fr. 19.482.034,93

CREDIT.

Solde à nouveau	fr. 73.454,40
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers	19.408.580,53
	Fr. 19.482.034,93

REPARTITION DU BENEFICE.

Tantièmes statutaires	fr. 2.085.000,40
Dividendes	5.895.180,72
Report	9.468.276,75
	Fr. 17.448.457,87

*Extrait du procès-verbal
des délibérations de l'assemblée générale ordinaire du 5 juillet 1948.*

1) Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947, ainsi que la répartition bénéficiaire, sont approuvés.

2) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge de leur gestion à Messieurs les administrateurs et commissaires.

3) Sont élus en qualité d'administrateur, Monsieur Léon Ernenst, administrateur de société, 24, avenue du Hoef, Uccle, et en qualité de commissaire, Monsieur Herman Mettens, expert-comptable, avenue Ten Dorpe, 43, Vieux-Dieu (Anvers).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président, administrateur-délégué :

M. Geerts, Georges, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Allard, Théophile, administrateur de sociétés, 37, rue Blanche, Saint-Gilles.

M. Delbeke, Charles, administrateur de sociétés, 9, rue de l'Empereur, Anvers.

M. le Baron Liebaert, Fritz, avocat, administrateur de sociétés, Château « Ter Linden », Ternath.

M. Mertens, Jean, administrateur de sociétés, 130, avenue Van Ryswyck, Anvers.

M. Winders, Alexis, administrateur de sociétés, 397, avenue Slegers, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Ernenst, Léon, administrateur de société, 24, avenue du Hoef, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Carlier, Amaury, commissaire de sociétés, 81, rue de Bruxelles, Namur.

M. Ghilain, Albert, directeur de société, 93, rue Franz Merjay, Ixelles.

M. Houtain, Alfred, agent de change, 29, rue de l'Autonomie, Bruxelles.

M. Van den Bossche, Edmond, directeur de banque, 460, Grande Chaussée, Berchem.

M. Verschueren, Joseph, directeur de banque, 94, avenue de France, Anvers.

M. Mettens, Herman, expert-comptable, 43, avenue Ten Dorpe, Vieux-Dieu.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs,

Charles DELBEKE.

Jean MERTENS.

Société Cotonnière du Bomokandi

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : à Tély (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 24.983.

Autorisée par arrêté royal du 20 décembre 1927, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1928; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1929, annexes du « Moniteur Belge » du 16 juillet 1929, acte n° 11.827; autorisée par arrêté royal du 4 septembre 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1929; par l'assemblée générale extraordinaire du 8 mars 1930, annexes du « Moniteur Belge » du 28 mars 1930, acte n° 3734; et par l'assemblée générale extraordinaire du 5 août 1931, annexes du « Moniteur Belge » du 11 octobre 1931, acte n° 13771; autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931; par l'assemblée générale extraordinaire du 26 mai 1937, annexes du « Moniteur Belge » du 17 juin 1937, acte n° 9864, publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge, n° 16, du 25 août 1937.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 JUIN 1948.
EXERCICE 1946-1947.

BILAN ARRETE AU 31 JUILLET 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Droits cotonniers fr.	3.770.189,91
Amortissements antérieurs	3.770.188,91

1,—

b) Installations, matériel et plantations en Afrique	24.614.597,88
---	---------------

Amortissements antérieurs
moins extourne 18.541.902,98

Amortissements
de l'exercice 1.169.960,17

19.711.863,15

4.902.734,73

II. — Réalisable :

c) Titres et participations	3.236.667,—
d) Débiteurs divers	3.973.200,97
e) Approvisionnements	4.538.669,46
f) Stocks produits	39.090.947,27

50.839.484,70

III. — *Disponible :*

g) Caisses et banques en Europe et en Afrique . . . 12.578.672,26

IV. — *Divers :*

h) Comptes débiteurs . . . 1.269.877,—

V. — *Comptes d'ordre :*

i) Garanties statutaires . . . 125.000,—

j) Engagements et contrats divers en cours . . . P.M.

k) B. B. A. Fonds en faveur du Personnel « Espèces » . 387.782,36

l) B.B.A. Fonds du Personnel « Certificats de Trésorerie » 410.000,—

m) B. C. B. Cautionnements agents d'Afrique . . . P.M.

Fr. 70.513.552,05

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital . . . fr. 15.000.000,—
représenté
par 15.000 actions de 1.000 francs.

b) Réserve statutaire . . . 1.500.000,—

c) Réserve spéciale . . . 750.000,—

d) Réserve extraordinaire . . . 4.000.000,—

21.250.000,—

II. — e) *Fonds d'assurance* . . . 4.181.144,43

III. — f) *Fonds de renouvellement* . . . 4.507.733,45

IV. — *Passif de la société envers les tiers :*

g) Créiteurs divers . . . 22.243.941,71

h) Montant non appelé sur portefeuille . 105.000,—

i) Dividendes non réclamés . . . 93.800,—

22.442.741,71

V. — *Divers :*

j) Comptes créditeurs . . . 2.576.689,02

k) Fonds de Welfare en faveur des Indigènes . . . 809.700,—

3.386.389,02

Dotations des exercices

43/44 à 45/46 . . . 1.400.000,—

Prélèvements des exer-

cices 45/46 et 46/47 . 590.300,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

l) Titulaires des garanties statutaires	125.000,—
m) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P.M.
n) Fonds du Personnel « Titres et Espèces »	797.782,36
o) Agents d'Afrique « Cautionnements BCB »	P.M.

VII. — *Solde :*

p) Report de l'exercice précédent	772.144,25	
q) Bénéfice net de l'exercice	13.050.616,83	
	<u>13.822.761,08</u>	
		Fr. <u>70.513.552,05</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1946/1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville fr.	923.416,01
Charges financières	56.029,37
Amortissements sur immobilisations Afrique	1.169.960,17
Dotation :	
au Fonds de renouvellement de l'immobilisé	506.264,25
à la réserve extraordinaire (solde provisions devenus sans objet)	2.250.000,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	13.050.616,83
Report de l'exercice précédent	772.144,25
	<u>Fr. 18.728.430,88</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	772.144,25
Revenus du portefeuille et divers	157.158,35
Diverses provisions devenues sans objet	2.250.000,—
Solde du compte exploitation et produits divers	15.549.128,28
	<u>Fr. 18.728.430,88</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale extraordinaire du 29 juin 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires relatifs à l'exercice 1946-1947;
- 2) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice;
- 3) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 29 JUIN 1948.

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateur-directeur :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Ixelles.

Administrateurs :

M. Marcel Dupret, administrateur de sociétés, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. André Gilson, administrateur de sociétés, 38, square Vergote, Schaerbeek.

M. Georges M. Grietens, directeur de sociétés, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Orts, président du Crédit Général du Congo, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jean Ullens de Schooten, 535, avenue Louise, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, docteur en droit, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 29 JUIN 1948.

M. Eugène Gillieaux, colon, Gilly, Congo Belge.

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade, Bruxelles.

M. Ugo Puppa, industriel, Bannia di Fiune Veneto, Prov. de Udine, Italie.

SOCIETE COTONNIERE DU BOMOKANDI.

L'administrateur-directeur,

P. GILLIEAUX.

Le président,

A. DE BAUW.

Air-Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Albertville.

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 13 JUILLET 1948.**

... ..

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur MM. Claeys et Sellier.

... ..

Ces décisions sont prises à l'unanimité des voix.

... ..

Pour extrait certifié conforme.

Un administrateur,

Célestin CAMUS.

Société Immobilière au Kivu (Simak)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Costermansville, Congo Belge.

Siège administratif, 80, rue de la Loi, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 47387.

Constituée suivant acte passé devant Maître Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 10 octobre 1929. Autorisée par arrêté royal du 14 novembre 1929 (« Moniteur Belge » du 2-3 décembre 1929 — « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 1934, modifications approuvées par arrêté royal du 5 décembre 1934 (« Moniteur Belge » du 6 janvier 1935. « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1935). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 14 mars 1946, modifications approuvées par arrêté royal du 8 juillet 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	1.390.333,60	
moins amortissements	1.390.333,60	
		pour mémoire
Domaine foncier	10.157.098,57	
moins amortissements	4.058.669,37	
		6.098.429,20
Bâtiments	9.865.454,60	
moins amortissements	5.100.311,13	
		4.765.143,47
Eau et Electricité	12.161.259,47	
moins amortissements	2.934.938,45	
		9.226.321,02
Matériel et Mobilier	1.015.507,18	
moins amortissements	1.015.507,18	
		pour mémoire

Réalisable et disponible :

Marchandises	2.488.493,84
Débiteurs divers	3.572.557,06
Caisses et Banques	1.395.868,63
Portefeuille	665.383,03
Dommages de guerre	22.943,50
Travaux en cours	65.930,86

Compte d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
	Fr. 28.301.070,61

Vérifié par le Collège des commissaires en séance du 7 juin 1948.

PASSIF.

Envers la société :

Capital fr.	20.000.000,—
Réserve statutaire	345.228,01
Fonds de prévision	1.353.489,94

Amortissements complémentaires (décret du 8-1-46)	166.199,98
Prévision fiscale	1.362.521,40
<i>Envers les tiers :</i>	
Créditeurs divers	1.474.431,77
Comptes créditeurs	85.297,—
<i>Compte d'ordre :</i>	
Titulaires de cautionnements statutaires	pour mémoire
Pertes et Profits	3.513.902,51
	Fr. 28.301.070,61

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 20 mai 1948.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DOIT.

Frais généraux	fr. 960.204,50
Amortissements :	
sur Domaine foncier	916.425,50
sur Bâtiments	392.522,68
sur Distributions	846.780,51
sur Matériel	161.429,95
Prévision fiscale	800.000,—
Solde bénéficiaire	3.513.902,51
	Fr. 7.591.265,65

Vérifié par le Collège des commissaires en séance du 7 juin 1948.

AVOIR.

Résultats d'exploitation	fr. 7.102.258,32
Revenus de Portefeuille :	
coupons encaissés	134.782,55
bénéfice sur ventes	354.224,78
	489.007,33
	Fr. 7.591.265,65

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 20 mai 1948.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 1^{er} juillet 1948.*

L'assemblée approuve les bilan et compte de pertes et profits de l'exercice 1947, tels qu'ils ont été dressés par le Conseil d'administration et adoptés par le Collège des commissaires.

L'assemblée donne décharge de leur gestion, pour l'exercice 1947, aux administrateurs et commissaires.

L'assemblée prend acte de la démission de M. René Destrée et élit en qualité d'administrateur, M. Charles Hervy-Cousin, en remplacement et pour achever le mandat de M. René Destrée.

L'assemblée élit en qualité de commissaire, M. Henri de Raeck, en remplacement et pour achever le mandat de M. le lieutenant-général Baron de Rennette de Villers-Perwin, décédé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Marcel Hansen, ingénieur U. I. Lv., 18b, rue Montoyer, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Bruxelles.

M. le Baron André de Broqueville, administrateur de sociétés, 38, rue Joseph II, Bruxelles.

M. le Chevalier Demeure, administrateur de sociétés, Château de Groenveld, Grimbergen.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. Paul Gustin, administrateur de société, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. le Chevalier Adolphe de Laminne de Bex, administrateur de société, Château de Rotheux, Rimièvre.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. le Baron Freddy de Menten de Horne, administrateur de sociétés, Rulinzangwe (Rutshuru) Costermansville, Congo Belge.

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, « La Framboisière », 33, avenue des Mûres, Linkebeek.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Commissaires :

M. Victor de Bellefroid, ingénieur agronome, 51, rue du Parc, Liège.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 45, rue du Luxembourg, Bruxelles.

M. le Baron de Cuvelier, secrétaire de sociétés, 3, avenue Centrale, Crainhem.

M. Léon Vienne, docteur en droit, 2, rue du Château Bourlu, Ath.

DELEGUE DU COMITE NATIONAL DU KIVU.

M. Joseph Magotte, directeur général au Ministère des Colonies.

Bruxelles, le 6 juillet 1948.

Certifié conforme.

Un administrateur,

Un administrateur,

Baron A. de BROQUEVILLE.

M. HANSEN

Entreprises Générales au Kivu (E.G.K.)

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Nya-Lukemba (Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 81.079.

Statuts autorisés par arrêté royal du 1^{er} février 1928 et publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 17 février 1928 sous le n° 1737 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928.

Actes modificatifs publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 20 juillet 1933, n° 10.551 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1930, du 15 avril 1931 et du 15 août 1933.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	1,—
Frais de premier établissement		1,—
Concessions et plantations		5.232.835,10

Immeubles	189.071,75	
Matériel	177.154,—	
Mobilier	1,—	
		5.599.063,85

B. — *Disponible et réalisable :*

Caisses en Afrique	103.450,58	
Banque en Europe	7.245,22	
Titres et participations	142.728,—	
Café en magasin	750.000,—	
Approvisionnements	7.263,50	
Débiteurs	148.530,18	
		1.159.217,48

C. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements	pour mémoire
--------------------------	--------------

D. — *Profits et Pertes :*

Solde	826.210,65	
		826.210,65
	Fr.	7.584.491,98

PASSIF.

A. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital	5.000.000,—	
Réserve légale	43.952,75	
Réserves	965.678,59	
Réserve pour amortissement	292.232,89	
Prévisions et provisions diverses	10.000,—	
		6.311.864,23

B. — *Dettes sans garanties réelles :*

Emprunt temporaire	343.750,—	
Versements à effectuer sur participations	6.750,—	
Frais à payer	54.066,65	
Créditeurs et comptes créditeurs	868.061,10	
		1.272.627,75

C. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements	pour mémoire
	Fr. 7.584.491,98

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'exploitation et d'administration	2.151.320,23	
Intérêts et commissions	21.189,31	
Taxes et impôts	2.124,—	
Amortissements	250.526,06	
		2.425.159,60

CREDIT.

Vente de produits	1.587.998,30	
Revenus du portefeuille	630,55	
Rentrées diverses	10.320,10	
Solde	826.210,65	
		2.425.159,60

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du mardi 6 juillet 1948.*

L'assemblée prend les résolutions suivantes :

- 1°) Elle approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration;
- 2°) Elle donne décharge aux administrateurs et commissaires des fonctions qu'ils ont remplies durant l'exercice sous revue;
- 3°) L'assemblée réélit M. Fernand Dierckx et M. John Nieuwenhuys aux fonctions d'administrateur, pour un terme de six années.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. John Nieuwenhuys, 7, avenue de la Clairière, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Marcel Dupret, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

Administrateurs :

M. le Baron Jean de Brouwer, rue Montoyer, 65, Bruxelles.

M. Fernand Dierckx, rue de l'Hôpital, 7, Turnhout.

M. Joseph Dierckx, « Het Heiken », Turnhout.

M. Xaxier Dierckx, Nya-Lukemba (Congo Belge).

M. Louis Ortegat, rue Haute, 17, Gand.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. l'Ecuyer Maurice Everard de Harzir, rue de la Presse, 41, Bruxelles.

M. Jean-Christian de Brouwer, avenue Molière, 187, Bruxelles.

Bruxelles, le 6 juillet 1948.

L'administrateur-délégué,

M. DUPRET.

Compagnie du Katanga

Société Anonyme

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3878.

Statuts publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du 6 mai 1891 (numéro 1053), et au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » du mois de septembre 1891 (n° 9).

Actes modificatifs publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 11 août 1900 (n° 3934), 2/3 mai 1921 (n° 4763), 27/28 septembre 1923 (n° 10.106), 26/27 juillet 1926 (n° 9174), 14/15 novembre 1927 (numéro 13.566), 18 août 1928 (n° 11.714), 15 septembre 1932 (n° 12.274), 2 août 1935 (n° 11.667), ainsi qu'au « Bulletin Administratif du Congo Belge » des 25 juin 1930 (n° 12), 25 janvier 1933 (n° 2), 25 avril 1936 (n° 8) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 octobre 1930, 15 janvier 1933 et 15 juin 1936.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

(57^e Exercice)

ACTIF.

— A. — *Immobilisé :*

Premier établissement :

Apports et frais de constitution fr.	426.519,39
--	------------

Expéditions, factoreries et matériel fluvial apportés au Comité Spécial du Katanga . . .	2.194.560,74
--	--------------

2.621.080,13

Amortiss. antérieurs. .	2.621.079,13
-------------------------	--------------

1,—

Mobilier	1,—	
Terrains et droits concédés par l'Etat Indépendant du Congo	pour mémoire	2,—

B. — *Réalisable et disponible :*

Participat. au Comité Spécial du Katanga	600.000,—	
Portefeuille	78.773.871,17	
Participations diverses	1,—	
Banques et Caisses	47.860.747,26	
Débiteurs divers	23.790,—	
		<u>127.258.409,43</u>

C. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires; titres en dépôt (pour mémoire)	—	
		<u>Fr. 127.258.411,43</u>

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital :		
12.000 actions de priorité de 100 francs	1.200.000,—	
12.000 actions privilégiées de 500 francs	6.000.000,—	
18.000 actions ordinaires	—	
		<u>7.200.000,—</u>
Fonds de réserve	24.177.774,13	
Fonds de réserve indisponible	21.438.250,25	
		<u>52.816.024,38</u>

B. — *Envers les tiers, sans garanties réelles :*

Dividendes à payer	14.188.888,20	
Créditeurs divers	88.109,36	
Versements restant à faire sur participat.	8.855.500,—	
		<u>23.132.497,56</u>

C. — *Compte de régularisation :*

Compte créditeur	2.000.000,—
----------------------------	-------------

D. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de MM. les administrateurs et commis- saires; titres en dépôt (pour mémoire)	—
Solde en bénéfice	49.309.889,49
	<u>Fr. 127.258.411,43</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 939.917,65
Amortissement sur participation	2.000.000,—
Taxe sur titres cotés en Bourse et impôts divers	1.113.313,—
Prévision fiscale	2.000.000,—
Solde en bénéfice	49.309.889,49
	<u>Fr. 55.363.120,14</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr. 222.674,83
Quote-part dans les bénéf. du Comité Spécial du Katanga	35.400.000,—
Revenus du portefeuille, intérêts, commissions, ristournes fiscales et divers	19.688.943,55
Redevances de la Compagnie du Lomani et du Lualaba	51.501,76
	<u>Fr. 55.363.120,14</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Firmin Van Brée, directeur de la Société Générale de Belgique, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-président, administrateur-délégué :

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur civil des mines, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Léon Bruneel, docteur en droit, 5, avenue Antoine Depage, Bruxelles.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de la Mutuelle Lambert, 90, avenue Molière, Ixelles.

M. Georges Fontaine-Bour, administrateur de sociétés, 78, avenue Adolphe Buyl, Ixelles.

M. Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée, Ixelles.

M. Maurice, Comte Lippens, président de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Frédéric Olsen, général honoraire de la Force Publique du Congo Belge, 21, rue des Taxandres, Etterbeek.

M. Guillaume Olyff, président de l'Union Nationale des Transports Fluviaux, 51, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 209, avenue Louise, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. André De Cock, industriel, 5, place du Champ de Mars, Ixelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire, 7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael-Boitsfort.

M. Paul van Zuylen, propriétaire, « Colonfa », Vielsalm.

Commissaire du Gouvernement :

M. Auguste Schröder, avocat à la Cour d'Appel, 116, avenue de Jette, Koekelberg.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 8 juillet 1948.*

L'assemblée à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947, ainsi que la répartition du bénéfice;
- décide de rendre payables à partir du 15 juillet 1948, les coupons n° 58 des actions privilégiées et ordinaires respectivement par fr. 1.260,— et 1.080,— net et les coupons n° 58 des coupures privilégiées et ordi-

naires par fr. 18,— net à la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc à Bruxelles, à la Banque de Bruxelles, 2, rue de la Régence, à Bruxelles, et à la Banque H. Lambert, 2, rue d'Egmont, à Bruxelles. Quant au dividende revenant aux actions de priorité, il sera payé aux intéressés aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, à Bruxelles, à raison de 5 francs net par action de priorité, sur présentation du certificat nominatif qui sera estampillé;

- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947, par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- réélit MM. G. Fontaine-Bour et F. Van Brée, en qualité d'administrateurs et M. A. De Cock, en qualité de commissaire;
- procède, sur la proposition du président, à l'élection définitive, en qualité d'administrateur, de M. Léon Bruneel, pour continuer le mandat de M. le lieutenant-général honoraire P. Ermens, appelé à la présidence du Fonds du Bien-Etre indigène.

Bruxelles, le 9 juillet 1948.

Pour copie certifiée conforme.

Deux administrateurs,

E. VAN DER STRAETEN.

L. BECKERS.

« Compagnie du Kivu »

Société Anonyme

établie à Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers 111.

ASSEMBLEE NON EN NOMBRE.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le dix-neuf mars.

Devant Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Anvers, sous la dénomination de « Compagnie du Kivu », constituée par acte passé le douze avril mil neuf cent dix-huit, devant Monsieur Edouard Pollet, consul général de Belgique à Londres, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt-six mai au premier juin mil neuf cent dix-huit, sous le n° 11, dont les statuts ont été modifiés suivant divers procès-verbaux respectivement publiés aux annexes au « Moniteur Belge » : 1° le vingt-cinq janvier mil neuf cent dix-neuf, sous le n° 355;

2° le dix-neuf mars mil neuf cent vingt-et-un, sous le n° 2502; 3° le vingt-huit avril mil neuf cent vingt-deux, sous le n° 4542; 4° le vingt-et-un septembre mil neuf cent vingt-quatre, sous le n° 10915; 5° le deux décembre mil neuf cent vingt-cinq, sous le n° 13269; 6° le quatorze novembre mil neuf cent vingt-six sous le n° 12221; 7° le douze décembre mil neuf cent vingt-six, sous le n° 13113; 8° le vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt-huit, sous le n° 1180; 9° les vingt-huit/vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt-neuf, sous le n° 1205; 10° le dix janvier mil neuf cent trente-deux, sous le n° 168; 11° le vingt-et-un juillet mil neuf cent trente-deux, sous le n° 10772; 12° le vingt juin mil neuf cent trente-quatre, sous le n° 9248; et les dix/once/douze juin mil neuf cent trente-cinq, sous le n° 9072 et 9073.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

1. Monsieur le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire à Bruges, rue Adrien Willaert, 9, cent et onze parts sociales	111
2. Madame la Comtesse Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, à Bruges, rue Adrien Willaert, 9, cinq cent vingt parts sociales	520
3. Monsieur Nicolas Decker, administrateur de sociétés, à Berchem-Anvers, avenue Victor Jacobs, 64, cent vingt parts sociales	120
4. Monsieur le Comte Thierry de Renesse, docteur en droit, château de et à Oostmalle, cent vingt parts sociales	120
5. Monsieur Charles Sampers, industriel à Edegem, avenue Léopold III, 9, cent vingt parts sociales	120
6. Monsieur Armand De Smet, industriel à Waterloo, avenue Reine Astrid, 9, quatre cent dix-huit parts sociales	418
7. Monsieur Robert Delwiche, avocat, à Gand, rue des Deux-Ponts, 1, dix parts sociales	10
8. La société anonyme « Société Financière et Coloniale Anversoise » Soficola » établie à Anvers, avenue Rubens, 34, ici représentée par deux administrateurs : Monsieur Nicolas Decker et Monsieur le Comte Thierry de Renesse, tous deux prénommés, cent parts sociales	100
9. Monsieur Grégoire Hellemans, secrétaire général à Edegem, avenue du Printemps, 81, cinq parts sociales	5

Ensemble : quinze cent vingt-quatre parts sociales 1.524

Les comparants ici représentés : *sub* 1 par *sub* 3; *sub* 2 par *sub* 9 et *sub* 6 par *sub* 5, en vertu de procurations sous seing privé, ci-annexées.

La séance est ouverte au siège de la société à Anvers 34, avenue Rubens, à dix heures et demie sous la présidence de Monsieur Nicolas Decker, vice-président du Conseil.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Grégoire Hellemans, prénommé.

Et comme scrutateurs Monsieur le Comte Thierry de Renesse et Monsieur Charles Sampers, tous deux prénommés.

Le bureau est complété par l'administrateur présent, savoir :

Monsieur le Comte Christian de Renesse, administrateur de sociétés, demeurant à Bruges, rue Adrien Willaert, 9, et le commissaire Monsieur Robert Delwiche, prénommé.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose :

I. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Prorogation de la durée de la société pour un nouveau terme de trente ans.

2) Fixation des émoluments statutaires des administrateurs et commissaires.

II. — Les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à la loi par des annonces insérées dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

a) Le « Moniteur Belge des premier/deux et onze mars mil neuf cent quarante-huit.

b) « Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, des deux et onze mars mil neuf cent quarante-huit.

c) « Avond-Echo », journal publié à Anvers, des deux et onze mars mil neuf cent quarante-huit.

III. — Pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article 24 des statuts.

IV. — Le premier point figurant à l'ordre du jour constituant une modification aux statuts, il faut conformément aux dispositions de l'article soixante-dix des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, que l'assemblée pour pouvoir délibérer valablement réunisse un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

V. — Le capital actuel est de onze millions cinq cent mille francs représenté par septante-sept mille parts sociales, sans désignation de valeur.

Il existe en outre mille cinq cent quatre vingt-trois parts bénéficiaires, sans désignation de valeur.

Neuf actionnaires sont présents ou représentés possédant ensemble quinze cent vingt-quatre parts sociales, soit moins de la moitié du capital social.

Cet exposé fait et reconnu exact par tous les actionnaires présents, le président constate que la moitié du capital n'étant pas représentée, la présente assemblée ne peut délibérer valablement sur la modification aux statuts figurant à l'ordre du jour.

Il déclare qu'avec le même ordre du jour il sera convoqué une nouvelle assemblée; qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de titres représentés. L'assemblée à l'unanimité approuve cette proposition. La séance est levée.

Dont procès-verbal.

Fait et dressé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Geregistreerd twee bladen een verzending te Antwerpen B. A. 1^o Kantoor, den twee en twintig Maart 1948. Deel 160, blad 50, vak 9.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (g.) Vantomme.

Suivent les procurations.

Pour expédition.

Le notaire,

A. COLS.

Gezien door ons J. Castelein, Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring des handtekens van M. A. Cols, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 26 April 1948.

(get.) J. Castelein.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Castelein, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 avril 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 avril 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Certificat de dépôt.

A. S. 666.

Je soussigné Georges De Schinkel, Greffier du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, certifie avoir reçu, ce vingt-neuvième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-huit, en dépôt au Greffe du Tribunal susdit, le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme établie à Anvers, sous la dénomination de « Compagnie du Kivu » en date du 19 mars 1948.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance.

(s.) G. De Schinkel.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le neuf avril.

Devant Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme établie à Anvers, sous la dénomination de « Compagnie du Kivu » constituée par acte passé le douze avril mil neuf cent dix-huit, devant Monsieur Edouard Pollet, consul général de Belgique à Londres, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt-six mai au premier juin mil neuf cent dix-huit, sous le n° 11, dont les statuts ont été modifiés suivant divers procès-verbaux, respectivement publiés aux annexes au « Moniteur Belge » : 1° le vingt-cinq janvier mil neuf cent dix-neuf, sous le n° 355; 2° le dix-neuf mars mil neuf cent vingt-et-un, sous le n° 2502; 3° le vingt-huit avril mil neuf cent vingt-deux, sous le n° 4542; 4° le vingt-et-un septembre mil neuf cent vingt-quatre, sous le n° 10915; 5° le deux décembre mil neuf cent vingt-cinq, sous le n° 13269; 6° le quatorze novembre mil neuf cent vingt-six, sous le n° 12221; 7° le douze décembre mil neuf cent vingt-six, sous le n° 13113; 8° le vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt-huit, sous le n° 1180; 9° les vingt-huit/vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt-neuf, sous le n° 1205; 10° le dix janvier mil neuf cent trente-deux, sous le n° 168; 11° le vingt-et-un juillet mil neuf cent trente-deux, sous le n° 10772; 12° le vingt juin mil neuf cent trente-quatre, sous le n° 9248 et les dix/onze/douze juin mil neuf cent trente-cinq sous les numéros 9072 et 9073.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

1. Monsieur le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, à Bruges, rue Adrien Willaert, 9, cent et onze parts sociales 111

2. Madame la Comtesse Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire à Bruges, rue Adrien Willaert, 9, cinq cent vingt parts sociales 520

3. Monsieur Nicolas Decker, administrateur de sociétés, à Berchem-Anvers, avenue Victor Jacobs, 64, cent vingt parts sociales 120

4. Monsieur le Comte Thierry de Renesse, docteur en droit, château de et à Oostmalle, cent vingt parts sociales 120

5. Monsieur Charles Sampers, industriel à Edegem, avenue Léopold III, 9, cent vingt parts sociales 120

6. Monsieur Armand De Smet, industriel à Waterloo, avenue Reine Astrid, 9, quatre cent dix-huit parts sociales 418

7. Monsieur Robert Delwiche, avocat, à Gand, rue des Deux-Ponts, 1, dix parts sociales 10

8. Société Financière et Coloniale Anversoise « Soficola » société anonyme, établie à Anvers, avenue Rubens, 34, ici représentée par deux administrateurs : Monsieur Nicolas Decker et Monsieur le Comte Thierry de Renesse, tous deux prénommés, cent parts sociales et trois cent quarante-neuf cinquièmes de parts bénéficiaires 100 349

9. Monsieur Grégoire Hellemans, secrétaire général à Edegem-Anvers, avenue du Printemps, 81, vingt-cinq parts sociales 25

10. Monsieur Marcel Robyns, industriel, à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 74, vingt parts sociales 20

Ensemble : quinze cent soixante quatre parts sociales et trois cent quarante-neuf cinquièmes de parts bénéficiaires 1564 349

Les comparants ici représentés : *sub* 1 par 3, *sub* 2 par 9 et *sub* 6 par 5 en vertu de procurations sous seing privé restées annexées à l'acte de carence du dix-neuf mars mil neuf cent quarante-huit.

La séance est ouverte au siège de la société à Anvers, 34, avenue Rubens à dix heures et demie, sous la présidence de Monsieur Nicolas Decker, président du Conseil.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Grégoire Hellemans, prénommé.

Et comme scrutateurs Monsieur le Comte Thierry de Renesse et Monsieur Charles Sampers, tous deux prénommés.

Le bureau est complété par les administrateurs présents, savoir Messieurs Marcel Robyns et Robert Delwiche, tous deux prénommés.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose :

I. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Prorogation de la durée de la société pour un nouveau terme de trente ans.

2) Fixation des émoluments statutaires des administrateurs et commissaires.

II. — Les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à la loi, par des annonces insérées dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

a) Le « Moniteur Belge » des vingt-deux/vingt-trois mars et premier avril mil neuf cent quarante-huit.

b) « Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, des vingt-trois mars et premier avril mil neuf cent quarante-huit.

c) « Avond-Echo », journal publié à Anvers, des vingt-trois mars et premier avril mil neuf cent quarante-huit.

III. — Pour assister à la présente assemblée les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article 24 des statuts.

IV. — Le premier point figurant à l'ordre du jour constituant une modification aux statuts, il faut conformément aux dispositions de l'article soixante-dix des lois coordonnées sur les sociétés commerciales que l'assemblée pour pouvoir délibérer valablement réunisse un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

V. Le capital actuel est de onze millions cinq cent mille francs représenté par septante-sept mille parts sociales sans désignation de valeur.

Il existe en outre mille cinq cent quatre-vingt-trois parts bénéficiaires, sans désignation de valeur.

Dix actionnaires sont présents ou représentés possédant ensemble quinze cent soixante-quatre parts sociales et trois cent quarante-neuf cinquantièmes de parts bénéficiaires, soit moins de la moitié dans chaque catégorie de titres.

Mais une première assemblée générale s'est réunie avec le même ordre du jour devant le notaire soussigné, le dix-neuf mars dernier et n'a pu délibérer valablement, faute du *quorum* requis.

Il y a donc lieu à application de l'article 70, paragraphe 4 de la loi sur les sociétés commerciales.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

Conformément à l'article 27 des statuts, chaque part sociale et chaque part bénéficiaire donnent droit à une voix dans les limites imposées par la loi.

Cet exposé fait et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de proroger la durée de la société pour un nouveau terme de trente ans, expirant le huit avril mil neuf cent septante-huit.

DELIBERATION.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Conséquemment à la décision prise ci-avant, l'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts comme suit :

« *Article 3* : La société constituée pour une durée de trente ans le douze avril mil neuf cent dix-huit, a été prorogée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du neuf avril mil neuf cent quarante-huit, pour une nouvelle durée expirant le huit avril mil neuf cent septante-huit. »

Elle peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale.

Elle peut prendre des engagements pour une durée supérieure à trente ans.

DELIBERATION.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

La séance continue.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Anvers date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Geregistreerd twee bladen een verzending te Antwerpen B. A. 1° Kantoor den zestien April 1948. Deel 160, blad 70, vak 10.

Ontvangen drie honderd acht en tachtig duizend zeven honderd dertien frank.

De Ontvanger (g.) Vantomme.

Pour expédition.

Le notaire,

A. COLS.

Gezien door ons J. Castelein, voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring des handtekens van M. A. Cols, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 26 April 1948.

(get.) J. Castelein.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Castelein apposée ci-contre.

Bruxelles, le 28 avril 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 avril 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Certificat de dépôt.

A. S. 667.

Je soussigné De Schinkel, Greffier du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, certifie avoir reçu ce vingt-neuvième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-huit, reçu en dépôt au Greffe du Tribunal susdit, le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme établie à Anvers, sous la dénomination « Compagnie du Kivu » en date du 9 avril 1948.

Le Greffier (s.) G. De Schinkel.

Société Cotonnière du Tanganyika

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Kongolo (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 68.059.

Autorisée par arrêté royal du 31 janvier 1934; statuts publiés dans les annexes au « Moniteur Belge » du 21 février 1934 (acte n° 1557) et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1934; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1936 (annexes au « Moniteur Belge » du 12 août 1936, acte n° 12603), autorisés par arrêté royal du 28 juillet 1936, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1936; par l'assemblée générale extraordinaire du 17 avril 1947 (annexes au « Moniteur Belge » des 14-15 juillet 1947, acte n° 14440 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » n° 16 du 25 août 1947) autorisés par arrêté royal du 19 juin 1947.

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 5 JUILLET 1948.
EXERCICE 1947.**

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

(Compte tenu des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 19 janvier 1948.)

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Installations et Matériel en Afrique .	11.291.277,55	
Amortis. antér. moins extournes	6.798.228,49	
Amortis. de l'exercice	1.161.670,70	
	<u>7.959.899,19</u>	3.331.378,36

II. — Réalisable :

b) Portefeuille titres	4.343.750,—	
c) Débiteurs divers	19.250.384,36	
d) Approvisionnements	3.646.561,84	
e) Stocks produits	28.896.579,81	
	<u>56.137.276,01</u>	

III. — Disponible :

f) Caisses et Banque en Europe et en Afrique	20.345.035,94	
--	---------------	--

IV. — *Divers* :

g) Comptes débiteurs 1.236.178,65

V. — *Comptes d'ordre* :

h) Garanties statutaires P.M.

i) Engagements et contrats divers en cours P.M.

j) B. C. B. Cautionnements agents P.M.

Fr. 81.049.868,96

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même* :

a) Capital fr. 15.000.000,—

50.000 parts sociales sans désignation
de valeur nominale.

b) Réserve statutaire 802.903,85

c) Réserve extraordinaire 3.250.000,—

19.052.903,85

II. — *Fonds d'assurance* 2.791.563,68

III. — e) *Fonds de renouvellement* 2.341.953,48

IV. — *Passif de la société envers les tiers* :

f) Créiteurs divers 35.342.210,26

g) Montant non appelé sur portefeuille 105.000,—

h) Actionnaires (Dividendes bruts non
distribués) 3.012.048,20

38.459.258,46

V. — *Divers* :

i) Compte créditeurs 7.508.265,09

j) Fonds de Welfare en faveur des indi-
gènes : Dotations de
1943 à 1947 5.200.000,—

Prélèvements de 1945
à 1947 2.208.700,—

2.991.300,—

10.499.565,09

VI. — *Comptes d'ordre* :

k) Titulaires de garanties statutaires P.M.

l) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en
cours P.M.

m) Agents d'Afrique — Cautionnements BCB	P.M.
<i>Solde :</i>	
n) Report de l'exercice précédent	385.020,68
o) Bénéfice net de l'exercice	7.519.603,72
	<u>7.904.624,40</u>
	<u>Fr. 81.049.868,96</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.
(Compte tenu des décisions de l'assemblée générale extraordinaire
du 19 janvier 1948.)

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville fr.	1.261.829,15
Charges financières	66.295,55
Amortissements sur :	
Installations et Matériel en Afrique	953.999,70
Matériel de transport	207.671,—
	<u>1.161.670,70</u>
Provision pour impôts divers	2.000.000,—
Dotations :	
au Fonds de renouvellement	317.999,90
au Fonds de Welfare en faveur des Indigènes	1.000.000,—
à la réserve extraordinaire	1.250.000,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	7.519.603,72
Report de l'exercice précédent	385.020,68
	<u>Fr. 14.962.419,70</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	385.020,68
Revenus du portefeuille et divers	614.450,30
Soldes diverses provisions devenues sans objet	1.227.888,85
Solde du compte « Exploitation » et produits divers . .	12.735.059,87
	<u>Fr. 14.962.419,70</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale extraordinaire du 5 juillet 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires relatifs à l'exercice 1947;
- 2) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice;
- 3) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant le dit exercice.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 5 JUILLET 1948.

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

M. Charles Cornez, avocat honoraire à la Cour d'Appel, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Ixelles.

M. Jean Le Brun, administrateur de sociétés, 23a, rue Belliard, Bruxelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière » Linkebeek.

M. Fernand Selliez, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 5 JUILLET 1948.

M. Emile Coulon, directeur de société coloniale, 119, avenue du Diamant, Schaerbeek.

M. Georges-Maurice Grietens, directeur de société, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Paul Marchal, 35, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Louis Uytdenhoef, expert-comptable, 282, rue du Noyer, Bruxelles.

SOCIETE COTONNIERE DU TANGANYIKA.

Un administrateur,

E. VAN GEEM.

Le président,

A. DE BAUW,

Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce n° 111.235.

Autorisée par arrêté royal du 20 février 1939; statuts publiés dans les annexes au « Moniteur Belge » du 3 mars 1939, acte n° 1880 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 5 JUILLET 1948.
EXERCICE 1947.**

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Frais de constitution fr.	70.222,70	
Amortis. antérieurs	56.178,19	
Amortis. de l'exercice. . . .	7.022,27	
	<u>63.200,46</u>	7.022,24
b) Frais de premier établissement . .	655.064,96	
Amortis. antérieurs	524.052,—	
Amortis. de l'exercice. . . .	65.506,49	
	<u>589.558,49</u>	65.506,47
c) Installations et Matériel en Afrique .	10.619.353,80	
Amortis.s antérieurs (extournes déduites)	6.306.931,96	
Amortis. de l'exercice. . . .	1.384.921,49	
	<u>7.691.853,45</u>	2.927.500,35
		<u>3.000.029,06</u>

II. — Réalisable :

d) Portefeuille titres	1.098.166,70	
e) Débiteurs divers	14.199.789,54	
f) Approvisionnements	5.453.121,58	
g) Stock graines	1.661.016,39	
h) Stock produits finis	181.774,18	
	<u>22.593.868,39</u>	

III. — *Disponible :*

i) Caisses et Banques en Europe et en Afrique . . . 5.952.077,12

IV. — *Divers :*

j) Comptes débiteurs 952.923,38

V. — *Comptes d'ordre :*

k) B. C. B. Cautionnements agents P.M.

l) Engagements et contrats divers en cours P.M.

m) Garanties statutaires 90.000,—

Fr. 32.588.897,95

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital fr. 4.500.000,—

9.000 actions de 500 francs chacune.

b) Réserve statutaire 383.051,05

c) Réserve extraordinaire 1.250.000,—

6.133.051,05

II. — d) *Fonds de renouvellement* 2.228.898,79

III. — *Passif de la société envers les tiers :*

e) Créiteurs divers 10.421.584,50

f) Montant non appelé sur portefeuille 800.000,—

11.221.584,50

IV. — *Divers :*

g) Comptes créditeurs 5.633.912,61

h) Fonds de Welfare en faveur des indi-
gènes 1.184.530,75

6.818.443,36

V. — *Comptes d'ordre :*

i) Agents d'Afrique — Cautionnements BCB P.M.

j) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en
cours P.M.

k) Titulaires des garanties statutaires 90.000,—

VI. — *Solde :*

Report de l'exercice précédent 192.488,91

Bénéfice net de l'exercice 5.904.431,34

6.096.920,25

Fr. 32.588.897,95

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville . . . fr.	626.982,85
Charges financières	5.577,04
Amortissements sur :	
Frais de constitution	7.022,27
Frais de premier établissement	65.506,49
Installations et Matériel en Afrique	1.384.921,49
Provision pour impôts	2.500.000,—
Dotation :	
au Fonds de renouvellement de l'immobilisé	453.744,53
Quote-part des indigènes dans le bénéfice, en contre-partie des graines apportées	7.837.444,03
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	5.904.431,34
Report solde exercice précédent	192.488,91
	Fr. 18.978.118,95

CREDIT.

Report solde exercice précédent fr.	192.488,91
Revenus du portefeuille et divers	6.207,92
Solde du compte « Exploitation »	18.779.422,12
	Fr. 18.978.118,95

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
du 5 juillet 1948.*

A l'unanimité l'assemblée :

1) Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires relatifs à l'exercice 1947;

2) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice;

3) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 5 JUILLET 1948.

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Albert Moulaert, ministre plénipotentiaire honoraire, 6, avenue Emile De Mot, Bruxelles.

M. Maurice Pilette, directeur de société, 28, rue des Ecoliers, Auderghem.

M. Jules Sobry, directeur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. Fernand Selliez, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Roger Staes, directeur de sociétés, Kakontwe, Jadotville, Congo Belge.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 5 JUILLET 1948.

M. Louis Uytdenhoef, expert-comptable, 282, rue du Noyer, Bruxelles.

M. René Heuten, chef-comptable, 535, chaussée de Waterloo, Ixelles.

Bruxelles, le 6 juillet 1948.

SOCIETE COLONIALE D'HUILERIES ET DE RAFFINAGE.

Un administrateur,

E. VAN GEEM.

Le président,

A. DE BAUW.

Exploitation Forestière au Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 7, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 49376.

Constituée le 7 novembre 1930 et autorisée par arrêté royal du 15 décembre 1930. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 22-23 décembre 1930 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1931.

Modification aux statuts votée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 1937, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 9 mai 1937 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de mai 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement réévalué . . fr.	28.068.034,—	
dont à déduire pour amortissements . .	18.330.008,—	
		9.738.026,—

II. — Réalisable :

Portefeuille	1.251.751,—	
Magasins	6.193.449,—	
Débiteurs divers	4.602.584,—	
Actionnaires	2.685.375,—	
		14.733.159,—

III. — Disponible :

Banques, chèques-postaux, caisses	8.332.499,—
---	-------------

IV. — Comptes débiteurs divers	19.401,—
--	----------

V. — Comptes d'ordre :

Titres constituant les cautionnements statutaires . . .	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours . . .	pour mémoire

Fr. 32.823.085,—

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 40.000 actions de fr. 500 chacune	20.000.000,—	
Réserve statutaire	370.121,—	
Réévaluation du premier établissement	6.942.041,—	
		27.312.162,—

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,—
---	----------

III. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers	3.397.807,—
-----------------------------	-------------

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	1.292.410,—
--	-------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	pour mémoire
--	--------------

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
--	--------------

VI. — *Profits et Pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1947	770.706,—	
		Fr. 32.823.085,—

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	454.662,—
Amortissements du premier établissement		1.364.841,—
Provision pour impôts		10.000,—
Régularisation impôt exceptionnel de guerre et contribu- tion spéciale de guerre pour les exercices 1940 à 1945 .		70.685,—
Intérêts sur dotations Fonds de Pensions		32.323,—
Solde		770.706,—
	Fr.	2.703.217,—

CREDIT.

Intérêts, Revenus du Portefeuille et divers fr.	66.552,—
Résultats d'exploitation de l'exercice 1947	2.636.665,—
	Fr. 2.703.217,—

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire	fr.	38.535,—
le solde aux actions		732.171,—
	Fr.	<u>770.706,—</u>

SITUATION DU CAPITAL AU 29 JUIN 1948.

Sur les 40.000 actions de fr. 500,—, 4.195 sont entièrement libérées et 35.805 libérées de 85 %.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, à Ixelles.

Président honoraire :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles.

Administrateur-délégué :

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, 31, avenue des Pâquerettes, à Uccle.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, ingénieur, à Elisabethville (Congo Belge).

M. Camille de Jacquier de Rosée, directeur de sociétés, 113, Hermanmont à Vielsalm.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle.

M. Auguste Gérard, docteur en droit, 6, avenue de la Jonction, à Bruxelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, Château de Jolimont, La Hulpe.

M. Paul Sorel, ingénieur, 75, rue du Marteau, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade, à Bruxelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue E. Van Becelaere, à Boitsfort.

M. Hubert Squelin, ingénieur commercial, 154, rue des Cottages, à Uccle.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 29 juin 1948.*

L'assemblée examine et approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1947, ainsi que la répartition des bénéfices proposée par le Conseil d'administration..... Elle décide que le dividende brut sera payé, sous déduction de l'impôt de 17 %, à une date qui sera déterminée par le Conseil d'administration.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur de la Société, Monsieur Auguste Gérard.

Elle réélit en qualité de commissaire, Monsieur Hubert Squelin.

Elle appelle aux fonctions de commissaire, Monsieur René Pelsmaekers (secrétaire de sociétés, 258, avenue de Tervueren à Woluwe-Saint-Pierre), en remplacement de Monsieur Jean Koeckx, démissionnaire.

Bruxelles, le juillet 1948.

Pour copie conforme.

Un administrateur,
N. CITO.

Le président,
Odon JADOT.

Union Nationale des Transports Fluviaux « UNATRA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 1100.

BILAN — RESOLUTIONS.

Constituée à Bruxelles, le 30 mars 1925 et autorisée par arrêté royal du 16 avril 1925. Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » n° 4 *bis*, du 16 avril 1925 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 juin 1925, acte n° 7707.

Modifications aux statuts :

1° Suivant acte de Maître Scheyven, du 5 mai 1927, approuvé par arrêté royal du 2 juin 1927, et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1927, n° 6, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 23-24 mai 1927, acte n° 7124;

2° Suivant acte de Maître Scheyven du 30 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 14 août 1928 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1928, n° 8, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 août 1928, acte n° 12071;

3° Suivant acte de Maître Scheyven du 14 octobre 1930, approuvé par arrêté royal du 14 novembre 1930 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1930, n° 12, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 27 novembre 1930, acte n° 16.585.

4° Suivant acte de Maître Scheyven du 9 octobre 1934, approuvé par arrêté royal du 29 octobre 1934 et acte du dit notaire du 13 décembre 1934 publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1934, n° 11 et 15 février 1935, n° 2, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » des 26 octobre 1934, acte n° 13535, et 8 février 1935, acte n° 1176;

5° Suivant acte de Maître Scheyven du 15 juillet 1936, approuvé par arrêté royal du 31 juillet 1936 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1936, n° 8, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 10-11 août 1936, acte n° 12542;

6° Suivant acte de Maître Scheyven du 12 février 1946, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1946, n° 3, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 6 mars 1946, acte n° 2868.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble à Bruxelles fr.	1.035.000,—	
Amortissements antérieurs	435.000,—	
		600.000,—

Réalisable :

Fonds publics et titres avec garantie de la Colonie	23.485.621,58	
Portefeuille - titres	10.200.000,—	
Intérêts à recevoir	316.882,03	
		34.002.503,61

Disponible :

Banques et caisse	7.618.019,36
-----------------------------	--------------

Débiteurs divers :

Prêt à court terme	5.000.000,—
Cession à la Colonie	76.618.490,60

A déduire :

Douze annuités des exercices antérieurs	22.985.544,—	
Annuité 1/40 ^e exer. 1947.	1.915.462,—	
		24.901.006,—
		51.717.484,60

Emprunt obligataire pris en charge par la Colonie	60.000.000,—	
A déduire :		
Treize annuités 1/40 ^e chacune	19.500.000,—	40.500.000,—
Colonie : primes et redevances exercice 1947	6.359.374,34	
dont à déduire d'après l'art. 4, litt. a) de la convention du 22 juin 1936;		
Intérêts 4 % sur douze annuités de cession	919.421,76	5.439.952,58
<i>Divers :</i>		
Comptes débiteurs		4.200,—
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Garanties statutaires		pour mémoire
		<u>Fr. 144.882.160,15</u>

PASSIF.

<i>Envers la société :</i>		
Capital fr.	70.000.000,—	
(divisé en 140.000 actions de capital) dont à déduire d'après l'article 5 des statuts : 42.000 actions amorties sorties aux douze tirages	21.000.000,—	49.000.000,—
Actions de dividende : en échange des 42.000 actions de capital amorties		pour mémoire
Réserve statutaire	5.926.029,40	
Réserve spéciale indisponible	6.000.000,—	
Réserve extraordinaire	13.889.473,85	
Réserve pour moins-value sur Fonds Publics	3.900.000,—	
moins prélèvement pour dépréciation sur réalisation partielle du portefeuille Fonds Publics.	638.447,05	3.261.552,95
		<u>29.077.056,20</u>

Fonds de pension du personnel	2.741.810,45
Emprunt obligataire	60.000.000,—

à déduire :

Amortissement de 39.000 obligations amorties par tirages au sort	19.500.000,—	
		40.500.000,—

Actions de jouissance : en échange des 39.000 obligations amorties	pour mémoire
---	--------------

Envers les tiers :

Coupons d'obligations non présentés	1.096.105,50
Coupons d'obligations superdividende non présentés	675.839,82
Coupons d'actions de jouissance non pré- sentés	431.235,47
Coupons d'actions de capital non présentés	444.152,09
Coupons d'actions de dividende non pré- sentés	197.650,83

Obligations à rembourser par tirages antérieurs	1.135.955,98
par 13° tirage	1.500.000,—
	2.635.955,98

Actions de capital à rembourser par tirages antérieurs	955.360,—
par 12° tirage	1.820.000,—
	2.815.360,—

Créditeurs divers	153.221,95	8.449.521,64
-----------------------------	------------	--------------

Divers :

Comptes créditeurs et provisions pr éventualités diverses	9.595.283,63
---	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

Résultats :

Solde	5.518.488,23
-----------------	--------------

Fr. 144.882.160,15

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	788.436,58
Versements pour sécurité sociale		67.432,79
Impôts - taxes		87.780,70
Dépenses extraordinaires		116.654,10
Intérêts à 4 % l'an du 1 janvier 1947 au 15 février 1947, bonifiés aux 3.500 actions de capital sorties au II ^e tirage		8.750,—
Taxe mobilière sur les intérêts bonifiés aux actions de capital remboursables au II ^e tirage		16.129,51
Intérêts à 4 % l'an de l'année 1947 à bonifier aux 3.500 actions de capital sorties au 12 ^e tirage		70.000,—
Provision pour réparations et gros entretien de l'immeuble et provision fiscale		1.300.000,—
Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :		
Intérêts annuels 4 % à 83.613 obligations	1.672.260,—	
Intérêts annuels 6 % à 387 obligations	11.610,—	
	<u>1.683.870,—</u>	
Obligations à amortir annuellement . . .	1.500.000,—	
		<u>3.183.870,—</u>
Solde bénéficiaire		5.518.488,23
	Fr.	<u><u>11.157.541,91</u></u>

CREDIT.

Primes sur recettes exploitations fluviales Otraco	2.399.999,34	
Redevances sur tonnages kilométriques .	3.959.375,—	
	<u>6.359.374,34</u>	
Déduction contractuelle	919.421,76	
		<u>5.439.952,58</u>
Reliquat Primes et redevances 1944-45		157.931,56
Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :		
Intérêts annuels 4 % sur 41.806.500,— .	1.672.260,—	
Intérêts annuels 6 % sur 193.500,— .	11.610,—	
Obligations à amortir annuellement . .	<u>1.500.000,—</u>	
		<u>3.183.870,—</u>

Intérêts sur Fonds Publics	988.423,28
Revenus du Portefeuille - titres	1.195.200,—
Intérêts commissions et divers	192.164,49
Fr.	11.157.541,91

REPARTITION BENEFICIAIRE.

Bénéfice distribuable fr.	5.518.488,23	
10 % superdividende aux 81.000 oblig. et aux 39.000 actions de jouissance	551.848,82	551.848,82
	4.966.639,41	
6 % aux 98.000 actions de capital	2.940.000,—	2.940.000,—
	2.026.639,41	
10 % au Conseil d'administration et au Collège des commissaires s/2.026.639,41	202.663,94	202.663,94
	1.823.975,47	
De ce solde :		
80 % superdividende aux 98.000 actions de capital et aux 42.000 actions de dividende		1.459.180,38
20 % superdividende aux 81.000 obligations et aux 39.000 actions de jouissance		364.795,09
	Fr.	5.518.488,23

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 7 juillet 1948

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1947 et décide d'en répartir le solde bénéficiaire se montant à fr. 5.518.488,23.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947. Les administrateurs qui détiennent des mandats dans d'autres sociétés se sont abstenus dans les décisions pouvant avoir des intérêts opposés à ceux de l' « Unatra ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne,

TROISIEME RESOLUTION.

Les mandats de MM. le général Beernaert, Blanquet et Devroey sont renouvelés pour une période de cinq ans. Ces mandats prendront fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1953.

Le mandat de M. le général Baron de Rennette de Villers Perwin, administrateur décédé, est laissé provisoirement vacant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que le capital sera réduit d'une somme égale au montant nominal des actions de capital sorties au tirage au sort de ce jour, soit un million sept cent cinquante mille francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil :

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, n° 51, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur-délégué :

M. Georges Morteihan, inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, 260, avenue d'Auderghem, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Joseph Beernaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 32, avenue des Lutins, Sainte-Idesbalde, (Koksyde).

M. Maurice Blanquet, vice-président de la Société Intertropical Comfina, 66, rue de la Tenderie, Boitsfort.

M. Célestin Camus, administrateur-directeur général de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, 28, rue Lesbroussart, Ixelles.

M. Nicolas Cito, administrateur de la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, 150, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Egide Devroey, ingénieur en chef honoraire de la Colonie, rue Jourdan, 43, Saint-Gilles.

M. Augustin Ficq, avocat, 5, avenue Quentin Metzjys, Anvers.

M. Robert Haerens, ingénieur civil, 384, avenue Brugmann, Uccle.

M. Fernand Nisot, administrateur-délégué de la Compagnie des Ciments du Congo, 15, rue d'Edimbourg, Ixelles.

M. Pierre Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles,

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. J. W. de Jager, directeur de la « Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap », 101, Westersingel, Rotterdam.

M. Henri Emile Vander Cruycen, agent de change agréé près la Bourse de Bruxelles, 25, avenue Slegers, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Jean-Henri Van Riel, ancien fonctionnaire colonial, 104, rue Belliard, Bruxelles.

Bruxelles, le 7 juillet 1948.

Pour extrait conforme.

UNION NATIONALE DES TRANSPORTS FLUVIAUX

L'administrateur-délégué,

Le président du Conseil,

(s.) G. MORTEHAN.

(s.) G. OLYFF.

Syluma

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 52.538.

Constituée par acte du 17 mars 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1931 et aux annexes du « Moniteur Belge » sous les numéros 10.143 - 10.144 du 24 juin 1931; statuts modifiés suivant actes des 29 décembre 1938 et 27 juin 1939, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1939 et aux annexes du « Moniteur Belge » des 28 janvier 1939 et 24 décembre 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	P.M.	
Concessions, prospections, travaux préparatoires et divers		22.439.163,98	
Constructions		3.068.074,69	
Matériel et Gros Outillage		1.961.269,87	
Mobilier		112.399,74	
			27.580.908,28

Disponible et réalisable :

Caisses, dépôts à vue et à court terme . . .	7.565.214,42	
Actionnaires	1.500.000,—	
Débiteurs divers	818.886,45	
Approvisionnements en stock et en cours de route	2.447.477,04	
Or en stock et en cours de route . . .	3.544.605,76	
		15.876.183,67

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	153.422,80
--	------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	P.M.
	Fr. 43.610.514,75

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital fr.	10.000.000,—	
Représenté par 20.000 actions de fr. 500		
<i>Pour mémoire :</i> 10.000 actions nomina- tives série B. sans désignation de valeur nominale (article 5 des Statuts).		
Réserve statutaire	467.622,13	
Amortissements :		
s/concessions, prospec- tions, travaux préparatoi- res et divers	22.409.163,98	
s/constructions	3.068.074,69	
s/Matériel et gros outil- lage	1.577.937,84	
s/Mobilier	112.399,74	
		27.167.576,25
		37.635.198,38

Dettes de la société envers les tiers :

Créditeurs divers	3.694.987,87
-----------------------------	--------------

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers	738.590,11
---	------------

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires P.M.

Résultats :

Solde reporté de l'exercice précédent	252.309,79	
Bénéfice de l'exercice	1.289.428,60	
		<u>1.541.738,39</u>
		Fr. <u>43.610.514,75</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux fr.	431.713,24
Droits de sortie et surtaxe douanière	943.949,09

Amortissements :

s/concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	241.000,—	
s/Matériel et Gros outillage	190.894,60	
		<u>431.894,60</u>

Solde bénéficiaire :

Solde reporté de l'exercice précédent	252.309,79	
Bénéfice de l'exercice	1.289.428,60	
		<u>1.541.738,39</u>
		Fr. <u>3.349.295,32</u>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	252.309,79
Résultats d'exploitation	1.754.262,56
Remboursement sur droits de sortie et surtaxe douanière	1.264.631,25
Résultats divers et intérêts	78.091,72
	<u>Fr. 3.349.295,32</u>

SITUATION DU CAPITAL AU 29 JUIN 1948.

Noms et adresses des Actionnaires	Nombre d'act. de 500 frs.	Montant souscrit	Montant versé au 29 juin 1948	Montant restant à verser au 29 juin 1948
« SYMAF », Syndicat Minier Afri- cain, 112, rue du Commerce, Bru- xelles	12.875	6.437.500,—	5.471.875,—	965.625,—
Crédit Général du Congo, S. A. (en liquidation), 112, rue du Com- merce, Bruxelles	2.558	1.279.000,—	1.087.150,—	191.850,—
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina », 112, rue du Commerce, Bruxelles	2.500	1.250.000,—	1.062.500,—	187.500,—
Comité Spécial du Katanga, 51, rue des Petits Carmes, Bruxelles . . .	2.000	1.000.000,—	850.000,—	150.000,—
M. R. Anthoine, 34, av. Franklin Roosevelt, Bruxelles	1	500,—	425,—	75,—
M. R. Cambier, 3, av. des Phalènes, Bruxelles	1	500,—	425,—	75,—
Succesion G. de Bournonville, 30, avenue Jeanne, Ixelles	2	1.000,—	850,—	150,—
M. A. E. Gérard, 16, av. Emile de Mot, Bruxelles	1	500,—	425,—	75,—
M. H. Barzin, 9, Drève du Prieuré, Auderghem	1	500,—	425,—	75,—
M. Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, 7, rue Linde, Vollezele.	2	1.000,—	850,—	150,—
M. Georges Schaar, 144, av. Fran- klin Roosevelt, Bruxelles	59	29.500,—	25.075,—	4.425,—
	20.000	10.000.000,—	8.500.000,—	1.500.000,—
Comité Spécial du Katanga, 51, rue des Petits Carmes, Bruxelles . . .	10.000 actions nominatives Série B. sans désignation de valeur nominale.			

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 29 juin 1948.

MANDATS D'ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

L'assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur R. Anthoine et le mandat de commissaire de Monsieur Désiré Tilmant. Ces mandats viendront à expiration après l'assemblée générale statutaire de 1953.

L'assemblée ratifie la nomination en qualité d'administrateur de Monsieur R. Schwennicke faite au Conseil général du 26 mai 1948. Monsieur R. Schwennicke achèvera le mandat de M. H. Beckers, démissionnaire. Ce mandat viendra à expiration après l'assemblée générale statutaire de 1953.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. George Moulaert, président, vice-gouverneur honoraire de la Colonie du Congo Belge, demeurant à Uccle-Bruxelles, 47, avenue de l'Observatoire.

M. Raymond Anthoine, administrateur-délégué, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 34, avenue Franklin Roosevelt.

M. Robert Schwennicke, administrateur, ingénieur civil des mines, demeurant à Auderghem, 64, avenue du Parc de Woluwe.

M. Gaston Collet, administrateur, directeur général en disponibilité au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 29, rue des Floralies.

M. Henri Depage, administrateur, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe.

M. Paul Fontainas, administrateur, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, 327, avenue Molière.

M. André-Eric Gérard, administrateur, ingénieur électricien, demeurant à Bruxelles, 16, avenue Emile Demot.

M. le baron Jean de Steenhault de Waerbeek, administrateur, banquier, demeurant à Vollezele, 7, rue Linde.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Bernard Duysckaerts, licencié en sciences commerciales, demeurant à Forest, 20, place de l'Altitude Cent.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, demeurant à Morlanwelz, 19, rue Raoul Warocque.

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA

M. Charles Kuck, directeur général au Ministère des Colonies, demeurant à Bruxelles, 43, rue Jourdan.

Certifié conforme.

SOCIETE MINIERE DE LA LUAMA « SYLUMA »
Société congolaise à responsabilité limitée.

Un administrateur,

Robert SCHWENNICKÉ.

Le président,

George MOULAERT.

« Symétain »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 56.961.

Constituée par acte du 29 janvier 1932, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1932 et aux annexes du « Moniteur Belge » numéros 2.200 - 2.201 des 14 et 15 mars 1932; statuts modifiés suivant actes des 25 novembre 1935, 24 août 1938, 6 juin 1939, 28 juillet 1939, 26 juin 1946 et 25 juin 1947, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1936, 15 décembre 1938, 15 octobre 1939 et 15 octobre 1946; et aux annexes du « Moniteur Belge » n° 16.160 des 16/17 décembre 1935, n° 505 du 14 janvier 1939, n° 14.286/14.287 du 4 novembre 1939, n° 20.815 des 18/19 novembre 1946 et n° 20.777 du 22 novembre 1947.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 1948.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Frais de premier établissement et projections fr.	P.M.	
Concessions, trav. préparatoires et divers	23.515.486,20	
Terrains constructions et intallations diverses	164.005.331,64	
Matériel et gros outillage	73.300.048,56	
Mobilier	7.546.653,89	
		268.367.520,29

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisses, dépôts à vue et à court terme	63.378.553,04	
Débiteurs divers	22.910.023,71	
Approvisionnements en stock et en cours de route	62.462.696,09	
Produits miniers en stock et en cours de route	109.127.398,31	
		257.878.671,15

III. — *Comptes transitoires :*

Frais payés d'avance et comptes divers	13.422.928,59	
--	---------------	--

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements statutaires	P.M.	
Cautionnements agents	1.451.832,80	
		1.451.832,80
		Fr. 541.120.952,83

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital	fr.	85.000.000,—
représenté par 36.450 parts sociales sans désignation de valeur nominale.		
Réserve statutaire		4.000.000,—
Fonds de prévision		97.000.000,—
Provision pour risques divers		3.000.000,—
Réserve d'amortissement sur matériel		9.345.606,—
(Décret du 8 janvier 1946, art. 2; litt. 2, 3°).		

Amortissements :

sur concessions, travaux préparatoires et divers	23.050.565,20	
sur terrains, constructions, installations diverses	85.979.298,43	
sur matériel et gros outillage	35.031.938,21	
sur mobilier	7.546.653,89	
		151.608.456,73
		349.954.062,73

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers	44.342.527,86	
Dividendes à payer	11.454,75	
Répartition bénéficiaire exercice 1946	2.882.043,66	
		47.236.026,27

III. — *Comptes transitoires :*

Fonds spécial de bien-être en faveur des indigènes	50.000.000,—
Comptes de régularisation et divers	36.867.159,11

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants de cautionnements statutaires	P.M.	
Cautionnements agents	1.451.832,80	
		1.451.832,80

V. — Résultats :

Solde reporté exercice 1946	347.604,22	
Solde bénéficiaire de l'exercice	55.264.267,70	
		55.611.871,92
		<u>Fr. 541.120.952,83</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	6.740.723,42
Charges financières		2.485.254,04
Fondation SYMETAIN (Affectation pour l'exercice 1947)		10.000.000,—
Impôts et taxes divers		1.689.388,15
Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits		39.633.040,45
Prévision fiscale		9.000.000,—

Amortissements :

sur concessions, travaux préparatoires et divers	696.010,40	
sur terrains, constructions et intallations diverses	18.113.791,71	
sur matériel et gros outillage	9.807.226,40	
sur mobilier	833.990,24	
		29.451.018,75

Solde bénéficiaire :

Solde reporté exercice 1946	347.604,22	
Bénéfice de l'exercice	55.264.267,70	
		55.611.871,92
		<u>Fr. 154.611.296,73</u>

CREDIT.

Solde reporté exercice 1946	fr.	347.604,22
Résultats d'exploitation		153.986.948,22
Intérêts et résultats divers		276.744,29
		154.611.296,73

REPARTITION SOLDE BENEFICIAIRE EXERCICE 1947.

a) Affectation proposée en application de l'art. 53 *bis*
des statuts :

Fonds de prévision fr. 35.000.000,—

b) Répartition :

1) Réserve statutaire	4.500.000,—
2) Redevance à la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains . . .	3.372.295,87
3) Premier dividende aux parts sociales	1.253.875,—
4) Conseil d'administration et Collège des commissaires	1.121.975,02
5) Fonds de Prévoyance en faveur du personnel . . .	560.987,51
6) Deuxième dividende aux parts sociales	9.536.787,64
7) Report à nouveau	265.950,88
	Fr. 55.611.871,92

*Extrait du procès-verbal n° 26 de l'assemblée générale ordinaire
du 30 juin 1948.*

MANDAT D'ADMINISTRATEUR.

L'assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Henri Buttgenbach.

Ce mandat viendra à expiration après l'assemblée générale statutaire de 1954.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1. M. George Moolaert, président, vice-gouverneur général honoraire de la Colonie du Congo Belge, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire.
2. M. Henri Buttgenbach, vice-président, professeur à l'Université de Liège, demeurant à Bruxelles, 182, avenue Franklin Roosevelt.
3. M. Raymond Anthoine, administrateur-délégué, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 34, avenue Franklin Roosevelt.
4. M. Henri Depage, administrateur-délégué, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe.
5. M. Robert Schwennicke, administrateur-directeur, ingénieur civil des mines, demeurant à Auderghem, 64, avenue du Parc de Woluwe.
6. Le Chevalier Michel Lallemand, administrateur, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 92, avenue de Cortenberg.

7. M. Georges Laloux, administrateur, docteur en droit, demeurant à Liège, 2, rue Saint-Remy.
8. M. Maurice Lefranc, administrateur, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles, 88, rue Bosquet.
9. M. Léon Helbig de Balzac, administrateur, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 50, boulevard Saint-Michel.
10. M. Marcel Paulis, administrateur, ingénieur U. L. B., demeurant à Bruxelles, 418, avenue Louise.
11. M. Marcel De Roover, administrateur, ingénieur A. I. A., demeurant à Etterbeek, 33, avenue des Gaulois.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

1. M. Jean Nagelmackers, président, banquier, demeurant à Liège, 206, boulevard d'Avroy.
2. M. Désiré Tilmant, expert-comptable, demeurant à Morlanwelz, 19, rue Raoul Warocqué.
3. M. Louis Uytendhoef, expert-comptable, demeurant à Schaerbeek, 282, rue du Noyer.
4. M. Hubert Keppenne, chef-comptable, demeurant à Ixelles, 63, rue Sans-Souci.

DELEGUE DE LA COMPAGNIE DES GRANDS LACS.

M. Paul Orban, fondé de pouvoirs à la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, demeurant à Etterbeek, 25, rue Père Eudore Devroye.

DELEGUE DE LA COLONIE.

M. Charles Kuck, directeur général au Ministère des Colonies, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 43, rue Jourdan.

SITUATION DU CAPITAL AU 21 JANVIER 1948.

Capital : fr. 85.000.000,— représenté par 36.450 parts sociales sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

Certifié conforme.

« SYMETAIN »

Société congolaise à responsabilité limitée.

L'administrateur-directeur,
Robert SCHWENNICKÉ.

Le président,
George MOULAERT.

Société Forestière et Agricole du Maniema « FORAMA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Kilomètre 28) Maniema, Congo Belge.

Siège administratif : 121, rue du Commerce à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 22.360.

Constituée le 18 avril 1928, sous la dénomination sociale « Belgo-Coloniale, Commerce, Industrie, Mines, Agriculture », suivant acte avenant devant Maître Léon Brasseur, notaire à Bruxelles; autorisée par arrêté royal du 11 mai 1928, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le 15 juin 1928. — Statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928 et au « Moniteur Belge » des 28-29-30 mai 1928, n° 8020. — Statuts modifiés par acte passé devant Maître Léon Brasseur, le 23 octobre 1929, autorisé par arrêté royal du 23 novembre 1929, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929, et au « Moniteur Belge » du 13 décembre 1929, n° 18545; modifiés par devant Maître Léon Brasseur, le 18 juin 1930, autorisé par arrêté royal du 22 juillet 1930, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1930 et au « Moniteur Belge » du 10 août 1930, n° 12725; modifiés par devant Maître Léon Brasseur, le 17 décembre 1930, autorisé par arrêté royal du 6 février 1931, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1931 et au « Moniteur Belge » du 18 février 1931, n° 1494; modifiés par devant Maître Georges Michaux, notaire à Montigny-le-Tilleul, le 20 décembre 1935; autorisé par arrêté royal du 7 mars 1936, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1936, et au « Moniteur Belge » du 20 mars 1936, n° 2947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier de Bruxelles	fr.	1,—
---------------------------------	-----	-----

Réalisable :

Portefeuille - titres	1.000.000,—	
Débiteurs divers	30.000,—	
		1.030.000,—

Disponible :

Caisse, banque et chèques postaux	291.104,88
---	------------

Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

Profits et Pertes	1.412.358,62
-----------------------------	--------------

Fr.	2.733.464,50
-----	--------------------------

PASSIF.

Envers la société :

Capital représenté par :

5.040 actions de capital fr.	1.200.000,—	
22.505 parts sociales	1.500.000,—	
		2.700.000,—
Réserve légale		10.932,90

Envers des tiers :

Créditeurs divers		22.531,60
-----------------------------	--	-----------

Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire	
	Fr.	2.733.464,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	1.245.218,98	
Frais généraux	57.346,60	
Perte de l'exercice	109.793,04	
		167.139,64
	Fr.	1.412.358,62

CREDIT.

Solde déficitaire fr.	1.412.358,62

L'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1948, à l'unanimité des voix :

1° — A adopté le Bilan et le compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1947;

2° — A donné décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires;

3° — A réélu M. le Chevalier Henry de la Lindi, Josué, administrateur, et M. Dupont, Emile et Maes, Ernest, commissaires, pour un terme de six ans venant à expiration en 1954;

4° — A ratifié la nomination d'administrateur de M. Relecom, Jacques (annexes au « Moniteur Belge » des 26-27-28 décembre 1947, n° 22456), pour achever le mandat de M. Gilson, André, administrateur démissionnaire, mandat venant à expiration en 1952.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil d'administration :

M. Engels, Alphonse, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef à Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines A. I. Br., 212, chaussée de Charleroi à Saint-Gilles.

Administrateurs :

M. le général Chevalier Josué Henry de la Lindi, 54, avenue Albert-Elisabeth à Bruxelles.

M. Cappellen, Joseph, ingénieur des mines, 131, rue Bayemont à Jumet.

M. Dupuis, Edouard, ingénieur A. I. G. à Ollignies.

M. Cappellen, Jacques, architecte géomètre-expert immobilier, 131, rue de Bayemont à Jumet.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Dupont, Emile, docteur en Philosophie et Lettres, 99, avenue du Roi à Bruxelles.

M. Maes, Ernest, industriel, 12, rue de la Plagne à Montigny-le-Tilleul.

Pour conformité :

SOCIETE FORESTIERE ET AGRICOLE DU MANIEMA « FORAMA »
Société congolaise à responsabilité limitée.

L'administrateur-délégué,

J. RELECOM.

Compagnie Cotonnière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône - Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 5868.

Créée par arrêté royal du 10 février 1920, publié au « Moniteur Belge » du 7 mars 1920 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1920. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 1921 (annexes au « Moniteur Belge » du 11 janvier 1925, acte n° 475); autorisés par arrêté royal du 25 novembre 1921, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1921; par l'assemblée générale extraordinaire du 3 novembre 1924 (annexes au « Moniteur Belge » du 16 janvier 1925, acte n° 623); autorisés par arrêté royal du 5 décembre 1924, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1925; par l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 1928 (annexes au « Moniteur Belge » du 18 février 1928, acte n° 1781), autorisés par arrêté royal du 3 mars 1928, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1928; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1929 (annexes au « Moniteur Belge » du 10 juillet 1929, acte n° 11498), autorisés par arrêté royal du 28 juin 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1929; modifiés par les assemblées générales extraordinaires des 30 avril et 2 novembre 1931 (annexes au « Moniteur Belge » des 3 et 4 février 1932, actes numéros 921 et 922), autorisés par arrêté royal du 23 décembre 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1932, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 1936, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 mai 1936, acte n° 7638 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 décembre 1936; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 10 janvier 1938 (annexes au « Moniteur Belge » du 20 mars 1938, acte n° 2625), autorisés par arrêté royal du 25 février 1938, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1938, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 1946, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 29-30 avril 1946, acte n° 7778 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 avril et 15 mai 1946; modifiés par arrêté royal du 13 février 1948, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 25 mars 1948, acte n° 4603 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 avril 1948.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 12 JUILLET 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Actif immobilisé :

- a) Installations, Matériel et divers en
Afrique fr. 153.650.645,43
Amortissements antérieurs
moins extourne . . 101.688.393,13

Amortis. de l'exercice.	10.598.626,16	
	<u>112.287.019,29</u>	
		<u>41.363.626,14</u>

b) Immeuble à Bruxelles	1,—	
c) Mobilier à Bruxelles	1,—	
	<u>41.363.628,14</u>	

II. — *Actif réalisable :*

d) Effets à recevoir	88.025,—	
e) Portefeuille titres	43.141.158,64	
f) Emprunt de la Victoire	7.833.333,—	
g) Débiteurs divers	108.177.334,94	
h) Approvisionnements	51.037.133,80	
i) Stock produits	306.776.635,65	
	<u>517.053.621,03</u>	

III. — *Actif disponible :*

j) Caisses et Banques en Europe et en Afrique	136.873.792,06
---	----------------

IV. — *Divers :*

k) Comptes débiteurs	14.009.377,80
--------------------------------	---------------

V. — *Comptes d'ordre :*

l) B. C. B. Fonds du Personnel	579.666,72
m) Garanties statutaires	295.000,—
n) Engagements et contrats divers en cours	23.610.137,28
o) B. C. B. Cautionnements agents	1.051.713,83
	<u>Fr. 734.836.936,86</u>

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital	fr. 300.000.000,—
----------------------	-------------------

représenté par :

Parts sociales sans désignation de val.
286.000 de 1^{re} série.

1.600 de 2^{me} série.

b) Réserve statutaire	7.200.000,—	
c) Fonds spécial de réserve	6.218.981,36	
	<u>313.418.981,36</u>	

II. — *Fonds d'assurance* 17.518.998,57

III. — *Passif de la société envers les tiers :*

e) Créiteurs divers	249.951.031,72	
f) Montant non appelé sur portefeuille	2.285.000,—	
g) Dividendes non réclamés des exercices antérieurs	6.608.620,—	
		258.844.651,72

IV. — *Divers :*

h) Comptes créditeurs :

Provisions et divers 36.267.097,87

Provision pour investissements nouveaux dans la Colonie 10.000.000,—

i) Fonds de Welfare en faveur des indigènes :

Dotations de l'exercice et des exercices antér. 32.500.000,—

Moins : Prélèvements de l'exercice et des exercices antérieurs 24.324.737,33

8.175.262,67

54.442.360,54

V. — *Comptes d'ordre :*

j) Fonds en faveur du Personnel (art. 37 des statuts) à la B. C. B. 579.666,72

k) Titulaire des garanties statutaires 295.000,—

l) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours 23.610.137,28

m) Agents(comptes cautionnements versés chez la BCB) 1.051.713,83

VI. — *Solde :*

n) Report de l'exercice précédent 3.071.845,12

o) Bénéfice net de l'exercice 62.003.581,72

65.075.426,84

Fr. 734.836.936,86

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville fr.	7.593.467,36
Allocations statutaires au personnel d'Afrique et d'Europe	3.215.421,—
Charges financières et redevances diverses	1.655.672,65
Amortissements :	
s/Installations et Matériel d'Afrique	8.389.871,74
s/Installations Huilerie Tinda	692.308,66
s/Matériel Léo et divers	458.052,21
s/Matériel de transport en Afrique	1.058.393,55
	<u>10.598.626,16</u>
s/Immeuble et Matériel de bureau Europe	813.853,05
	<u>11.412.479,21</u>
Provision pour investissements nouveaux dans la Colonie.	10.000.000,—
Fonds de Welfare en faveur des indigènes	15.000.000,—
Subsides divers	447.943,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	62.003.581,72
Report de l'exercice précédent	3.071.845,12
	<u>65.075.426,84</u>
	<u>Fr. 114.400.410,06</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	3.071.845,12
Revenus du Portefeuille	6.092.499,63
Produits divers	360.162,28
Solde du compte « Exploitation »	<u>104.875.903,03</u>
	<u>Fr. 114.400.410,06</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 12 juillet 1948.*

L'assemblée prend les résolutions ci-après, à l'unanimité des voix :

- 1) Elle approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires relatifs à l'exercice 1947;
- 2) Elle approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice;
- 3) Par un vote spécial, elle donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires;
- 4) Elle renouvelle, pour un terme de six ans, le mandat de Monsieur Anatole De Bauw, administrateur, et celui de Monsieur Franz Martin, commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président, administrateur-délégué :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Président honoraire :

M. Firmin Van Brée, administrateur de sociétés, 3, Montagne du Parc, Bruxelles.

Vice-président :

M. Edgar van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Administrateurs-directeurs :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghén, Uccle.

Administrateurs :

M. le Marquis Henri-d'Assche, administrateur de sociétés, 47, rue du Commerce, Bruxelles.

M. Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, 66, avenue de la Tenderie, Boitsfort.

M. le Baron Braun, administrateur de sociétés, Château Runenborg, Melle-lez-Gand.

M. le Comte Renaud de Briey, administrateur de sociétés, 56, avenue Léopold Wiener, Boitsfort.

M. Willy Friling, administrateur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. E. F. Henry, administrateur de sociétés, 146, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Philippson, banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Castel Bel Air, Citadelle, Namur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Commissaires :

M. Pierre Amsens, planteur, Dingila (Congo Belge).

M. Franz Martin, industriel, 1, rue de France, Verviers.

M. Joseph Mathy, commissaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Antoine-Xavier Nolf, 53, avenue de Tervueren, Etterbeek.

M. Robert P. Pflieger, négociant en cotons, 22a, square de Meeus, Bruxelles.

M. Maurice Stradling, directeur divisionnaire à la Société Fiduciaire de Belgique, 22b, square de Meeus, Bruxelles.

M. Claude Thys, commissaire de sociétés, 128, avenue Louise. Bruxelles.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE.

Un administrateur-directeur,

E. VAN GEEM.

*Le président,
Administrateur-délégué,*

A. DE BAUW.

Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 6 JUILLET 1948.**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 6 juillet 1948, acte les résolutions suivantes :

1°) M. Guillaume Olyff, président du Conseil d'administration et administrateur-délégué, donne pour des raisons de convenance personnelle sa démission de ses fonctions de président du Conseil;

2°) M. Lambert Jadot, administrateur, est nommé président du Conseil d'administration et administrateur-délégué;

3°) M. Guillaume Olyff est nommé président honoraire du Conseil d'administration.

Bruxelles, le 6 juillet 1948.

Pour copie conforme.

Le président du Conseil d'administration,

L. JADOT.

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 19.788.

Créée par décret du Roi-Souverain en date du 11 mars 1902, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo », n°s 5 et 6, 18^{me} année, mai-juin 1902.

Modifications des statuts votées par les assemblées générales extraordinaires des 25 janvier 1909, 3 avril 1911, 29 décembre 1919, 31 janvier 1923, 25 février 1924 et suivant décisions du Conseil d'administration du 1^{er} juillet 1924 et des assemblées générales extraordinaires des 16 mai 1929 et 3 décembre 1947, approuvées par les arrêtés royaux des 13 mars 1909, 12 avril 1911, 25 janvier 1920, 15 février 1923, 22 avril et 20 juillet 1924, 18 juin 1929 et 26 janvier 1948, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 10 avril 1909, 2 mai 1911, 15 février 1920, 15 février et 15 août 1923, 15 mai et 15 août 1924, 15 juillet 1929 et ainsi qu'au « Moniteur Belge » des 10-11 juin 1929 et des 16-17 février 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Premier établissement	fr. 568.386.733,—	
moins amortissements	26.675.375,—	
		541.711.358,—
Mobilier et matériel de bureau		1,—

II. — *Disponible :*

Caisses et Banques ?	30.129.848,—
--------------------------------	--------------

III. — *Réalisable :*

Participations	60.750.002,—
Portefeuille amortissement premier établissement	24.031.413,—
Portefeuille des Pensions du Personnel Européen	55.342.896,—
Débiteurs divers	563.400.678,—
Approvisionnements	132.264.978,—

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs	35.101.935,—
-----------------------------	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôt des cautionnements statutaires	pour mémoire
	Fr.1.442.733.109,—

PASSIF.

I. — *Dettes de la Compagnie envers elle-même :*

Capital autorisé et émis	fr. 550.000.000,—	
Capital remboursé	100.000.000,—	
		450.000.000,—
représenté par :		
1.800.000 actions ordinaires de fr. 250,—		
chacune	450.000.000,—	
200.000 actions de jouissance	pour mémoire	
Réserve ordinaire		41.149.680,—
Réserve spéciale		6.000.000,—
Fonds d'amortissement		687.434.500,—

Fonds de renouvellement du matériel et de réfection extraordinaire	17.240.334,—
Fonds d'assurance contre incendie	14.688.771,—
Fonds d'assurance contre accidents aux tiers	8.866.566,—

II. — *Dettes de la Compagnie envers des tiers :*

Créditeurs divers	403.001,—
Actions privilégiées restant à rembourser	112.760,—
Dividendes restant à payer	5.525.798,—
Versements à effectuer sur participations	5.000.000,—

III. — <i>Pensions du personnel européen</i>	53.872.161,—
<i>Pensions du personnel indigène</i>	6.414.961,—

IV. — <i>Comptes créditeurs</i>	89.487.892,—
---	--------------

V. — *Compte d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	pour mémoire
--	--------------

VI. — *Profits et Pertes :*

Solde bénéficiaire de l'exercice 1947	56.536.685,—
	<u>Fr. 1.442.733.109,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

AVOIR.

Recettes d'exploitation	fr. 407.949.348,—
Intérêts, commissions et divers (y compris revenus du portefeuille amortissement premier établissement)	2.828.188,—
	<u>Fr. 410.777.536,—</u>

DOIT.

Dépenses d'exploitation	fr. 197.519.075,—
Dotation du Fonds d'Assurance contre incendie	600.000,—
Dotation du Fonds d'Assurance contre accidents aux tiers	300.000,—
Fonds d'amortissement	132.224.129,—

Provision pour impôt complémentaire éventuel	10.000.000,—	
Amortissement Portefeuille Participations	10.000.000,—	
Amortissement 1 ^{er} Etablissement :		
Annuité exercice 1947	1.430.000,—	
Dotation variable 4 % sur dotations cumulées à fin 1946	888.670,—	
	<u>2.318.670,—</u>	
		<u>155.442.799,—</u>
Frais généraux		999.677,—
Taxe sur titres admis à la cote de la Bourse		279.300,—
Solde : bénéfice		<u>56.536.685,—</u>
		<u>Fr. 410.777.536,—</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Réserve ordinaire : 5 % fr.	2.826.834,—
Aux administrateurs et commissaires (max. statutaire)	250.000,—
Aux 1.800.000 actions ordinaires, à titre de premier dividende, une somme de	2.420.000,—
Excédent : fr. 51.039.851,—.	
20 % aux 200.000 actions de jouissance	10.207.970,—
Un dividende de 5 % aux 1.800.000 actions ordinaires, soit fr. 12,50 par titre	22.500.000,—
10 % du surplus au Fonds de renouvellement du Matériel et de réfection extraordinaire	1.833.188,—
Le solde aux actions ordinaires	<u>16.498.693,—</u>
	<u>Fr. 56.536.685,—</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 13 juillet 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947, ainsi que la répartition des bénéfices, tels qu'ils lui sont présentés.

2°) par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1947.

3°) réélit M. Odon Jadot comme administrateur; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1951.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, demeurant rue du Bourgmestre, n° 15a, à Ixelles. — Président.

M. Odon Jadot, ingénieur civil et ingénieur électricien, demeurant square du Val de la Cambre, n° 14, à Ixelles, vice-président.

M. Louis Cousin, ingénieur des constructions civiles, demeurant rue Gallait, n° 31, à Schaerbeek. — Administrateur.

M. Hector Baillieux, administrateur de sociétés, demeurant chaussée de Waterloo, n° 1147, à Uccle. — Administrateur.

M. Paul Gillet, ingénieur civil des mines, demeurant rue Edmond Picard, n° 45, à Ixelles. — Administrateur.

M. Amour Maron, inspecteur d'Etat honoraire au Congo Belge, avenue Albert Jonnart, n° 4, Woluwe-Saint-Lambert. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léon Ballion, directeur d'administration honoraire au Congo Belge, demeurant chaussée d'Haecht, n° 39, à Saint-Josse-ten-Noode.

M. Pierre de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, demeurant à Annevoie.

Le président du Conseil d'administration,

L. JADOT.

Société de Constructions Métalliques « SOCOMET »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville.

Siège administratif à Saint-Gilles (Bruxelles), rue de la Victoire, n° 213.

—
CONSTITUTION (1).

**L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE VINGT-NEUF
AVRIL.**

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — Etudes et Diffusion du Profil à Froid, société anonyme Holding, établie à Luxembourg, boulevard de la Pétrusse, numéro 69.

Ici représentée par Monsieur René Sulbout, expert-comptable, demeurant à Luxembourg, avenue de l'Arsenal, numéro 12, suivant procuration du vingt-huit de ce mois.

2. — Monsieur Marcel Delat, licencié en sciences commerciales, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Victoire, numéro 213.

3. — Monsieur Herman Dumonceau, ingénieur, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, rue Berkendael, numéro 97.

Ici représenté par Monsieur René Mayeur, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-six de ce mois.

4. — Monsieur Pierre Freson, administrateur honoraire de Sociétés au Congo, demeurant à Alleur, rue Lambert Dewonck, numéro 33.

5. — Monsieur Georges Goulevant, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Schaerbeek, avenue Gustave Latinis, numéro 241.

6. — Monsieur René Mayeur, comptable, demeurant à Schaerbeek, rue Albert de Latour, numéro 39.

7. — Monsieur Alfred Poesen, expert-comptable, demeurant à Liège, Quai de l'Ourthe, numéro 1.

8. — Monsieur Paul Adam, ingénieur U. I. Lv., demeurant à Braine-l'Alleud, rue du Ménil.

9. — Monsieur René Sulbout, expert-comptable, demeurant à Luxembourg, avenue de l'Arsenal, numéro 12, prénommé.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

(1) Voir B. O. n° 8 du 15 août 1948, 1^{re} partie.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article Premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société de Constructions Métalliques », en abrégé « Socomet ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux. — Le siège social est établi à Elisabethville - Congo Belge.

Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration et après autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il est actuellement établi à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Victoire, numéro 213. — Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre commune de l'agglomération par simple décision du Conseil d'administration.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'Etranger.

Article trois. — La Société a pour objet :

Le commerce des matériaux de construction et les entreprises de construction.

Elle peut, dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations, ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater du vingt-neuf avril mil neuf cent quarante-huit.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente-cinq ci-après et dans le cas de prorogation, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

La société peut rendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à cinq cent mille francs et est représenté par cinq cents actions de mille francs chacune.

Article six. — Les cinq cents actions de mille francs chacune sont souscrites contre espèces comme suit :

Etudes et Diffusion du Profit à Froid, société anonyme Holding, quatre cent quinze actions	415
Monsieur Marcel Delat, cinq actions	5
Monsieur Herman Dumonceau, cinq actions	5
Monsieur Pierre Freson, cinquante actions	50
Monsieur Georges Goulevant, cinq actions	5
Monsieur René Mayeur, cinq actions	5
Monsieur Alfred Poesen, cinq actions	5
Monsieur Paul Adam, cinq actions :	5
Monsieur René Sulbout, cinq actions	5
Ensemble cinq cents actions	<u>500</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des actions souscrites a été libérée à concurrence de vingt pour cent par des versements s'élevant ensemble à cent mille francs, somme qui se trouve, dès à présent, à la disposition de la société.

Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration conformément à l'article huit.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes.

Toutefois, le Conseil d'administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non-usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires d'actions, aura ou non pour effet, d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques de versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard.

Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article onze. — Les actions sont et restent nominatives.

Article douze. — Il est tenu au siège administratif, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article treize. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme étant propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinze. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de quatre membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et révocables en tout temps.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Paul Adam, ingénieur U. I. Lv., demeurant à Braine-l'Alleud, rue du Ménil.

Monsieur Marcel Delat, licencié en sciences commerciales, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Victoire, numéro 213,

Monsieur Pierre Freson, administrateur honoraire de sociétés, au Congo, demeurant à Alleur, rue Lambert Dewonck, numéro 33.

Monsieur Georges Goulevant, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Schaerbeek, avenue Gustave Latinis, numéro 241.

Le Conseil choisit dans son sein, un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seize. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci, un Comité de direction dont il fixe la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président ou à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocations.

Article dix-huit. — Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'administration et le Comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoirs de le représenter à une séance du Conseil, d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur,

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires, par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner, par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations. Toutefois, il ne peut consentir d'hypothèques.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner main-levée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèque ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Article vingt. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration.

Article vingt-et-un. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'Etranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deux. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences,

soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-trois. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus et révocables par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-quatre. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur, un cautionnement de cinq actions et par chaque commissaire, un cautionnement de deux actions.

Le cautionnement peut être restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinq. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles, leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-six. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-huit. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans l'agglomération bruxelloise, le deuxième jeudi du mois de juin, à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires, et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également dans l'agglomération bruxelloise au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-neuf. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires huit jours au moins avant l'assemblée.

Article trente. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions autres que les administrateurs et commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente-et-un. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président, ou à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le Président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente-deux. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-trois. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux/cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatre. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité du nombre de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-cinq. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

a) Augmenter ou réduire le capital social;

b) décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société;

c) proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales) ;

d) modifier les présents statuts.

Article trente-six. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-sept. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-huit.

Article trente-huit. — Au trente-et-un décembre de chaque année et pour la première fois, le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-huit, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-neuf. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarante. — Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins, pour former un fonds de réserve; lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

Sur le surplus, il est prélevé :

1°) La somme nécessaire pour attribuer aux actions un premier dividende de six pour cent *prorata temporis* et *liberationis*.

2°) Dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et au Collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Le solde est réparti entre toutes les actions.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination sociale.

Article quarante-et-un. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deux. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation, par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication, aux annexes du « Bulletin Officiel » ou « Administratif du Congo Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-trois. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-quatre. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinq. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs, non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites,

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-six. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux, qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-sept. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article quarante-huit. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-neuf. — Pour la première fois sont nommés commissaires :

Monsieur Alfred Poesen, expert-comptable, demeurant à Liège, Quai de l'Ourthe, numéro 1.

Madame Jeanne Creton, sans profession, épouse de Monsieur René Mayeur, comptable, demeurant à Schaerbeek, rue Albert de Latour, numéro 39.

Monsieur René Sulbout, expert-comptable, demeurant à Luxembourg, avenue de l'Arsenal, numéro 12.

Article cinquante. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à vingt mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Sulbout, R. Mayeur, A. Poesen, G. Goulevant, P. Adam, M. Delat, P. Freson, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le sept mai 1948, volume 1345, folio 11, case 8, neuf rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 12 mai 1948.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht J. apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 mai 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 mai 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 7 juin 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 7 Juni 1948.

s./g. P. WIGNY.

Société Minière du Bécéka

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 7, rue Montagne du Parc, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.267.

Autorisée par arrêté royal du 9 décembre 1919, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1920, et constituée le 15 décembre 1919.

Les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1920.

Ils ont fait l'objet des modifications suivantes :

1°) Modification décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 1937, publiée à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1937;

2°) Modification décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 1946, approuvée par arrêté du Régent du 10 mars 1947, publiée à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 25 juin 1947;

3°) Modifications décidées par l'assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1947, approuvées par arrêté du Régent du 26 janvier 1948, publiées à l'annexe au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 mars 1948.

BILAN DE L'EXERCICE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Concessions et droits miniers . . . fr. pour mémoire	
Premier établissement non réévalué . . .	133.595.086,—
dont à déduire pour amortissement . . .	133.595.085,—
	1,—
Réévaluation de l'actif immobilisé . . .	79.583.560,—
	79.583.561,—

II. — Réalisable :

Portefeuille	133.369.010,—
Marchandises et produits miniers . . .	47.118.977,—
Débiteurs divers	35.875.727,—
	216.363.714,—

III. — Disponible :

Caisses et Banques	240.702.065,—
------------------------------	---------------

IV. — Comptes débiteurs	8.061.944,—
-----------------------------------	-------------

V. — Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 544.711.284,—

PASSIF.

I. — Dettes de la société envers elle-même :

Capital fr.	180.000.000,—
représenté par 100.000 parts sociales sans désignation de valeur.	
Réserve statutaire	1.000.000,—
Réserve extraordinaire	40.000.000,—
Fonds de renouvellement	30.000.000,—
	251.000.000,—

II. — Amortissement du montant réévalué de l'actif immobilisé	20.000.000,—
III. — Fonds d'assurances :	17.065.000,—
IV. — Fonds d'œuvres sociales indigènes :	
Dotations	40.000.000,—
Prélèvements	23.233.811,—
	16.766.189,—
V. — Dettes de la société envers les tiers :	
Sommes restant à appeler sur Portefeuille	1.170.000,—
Créditeurs divers	57.183.078,—
	58.353.078,—
VI. — Comptes créditeurs	113.683.563,—
VII. — Comptes d'ordre :	
Déposants statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
VIII. — Profits et Pertes :	
Solde en bénéfice	67.843.454,—
	Fr. 544.711.284,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration	fr. 2.228.735,—
Amortissement de l'immobilisé réévalué	20.000.000,—
Impôt sur la superficie des concessions	977.984,—
Taxe de sortie et surtaxe douanière	39.416.555,—
Redevance à la Colonie	50.190.100,—
Solde	67.843.454,—
	Fr. 180.656.828,—

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr. 170.178.934,—
Revenus du Portefeuille	10.095.858,—
Intérêts et divers	382.036,—
	Fr. 180.656.828,—

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COLLEGE DES COMMISSAIRES

Le Conseil d'administration de la Société Minière du Bécéka est composé comme suit :

Président :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, à Ixelles.

Vice-président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur, 3, rue Montagne du Parc, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, à Ixelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, ingénieur, 67, rue de la Source, à Bruxelles.

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles.

M. Willy de Munck, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 14, avenue Ernestine, Bruxelles.

M. Paul Fontainas, ingénieur, 327, avenue Molière, à Uccle.

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, à Ixelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, château de Jolimont, La Hulpe.

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 33, avenue des Mûres, à Uccle.

Sir Ernest Oppenheimer, industriel, à Johannesburg.

Le Collège des commissaires est composé comme suit :

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. Jean Lothaire, ingénieur, 378, chaussée de Saint-Job, à Uccle.

M. Hubert Ménestret, directeur-adjoint de société, 18, avenue Marie-Clotilde à Watermael-Boitsfort.

M. Léon Raquez, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill, à Uccle.

M. Jean J. Renkin, avocat, 115, rue Belliard, à Bruxelles.

M. Eugène Witmeur, ingénieur, 68, avenue Michel-Ange, à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 15 juin 1948.*

... ..

L'assemblée approuve les bilan et compte de profits et pertes clôturés au 31 décembre 1947, tels qu'ils lui sont soumis par le Conseil d'administration.

... ..

L'assemblée réélit ensuite aux fonctions d'administrateur, MM. Firmin Van Brée et Odon Jadot; leurs mandats respectifs expireront immédiatement après l'assemblée générale de 1954.

L'assemblée confère un nouveau mandat d'administrateur à M. Philip Oppenheimer et acte qu'en conséquence le nombre des administrateurs est porté de 13 à 14; elle décide que son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

... ..

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Un administrateur,

P. GILLET.

L'administrateur-délégué,

L. JADOT.

SOCIETE MINIERE DU BECEKA.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 15 juin 1948.

... ..

M. Firmin Van Brée, dont le mandat d'administrateur vient d'être renouvelé par l'assemblée générale de ce jour, est réélu en qualité de vice-président, avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'il possédait antérieurement dans ces mêmes fonctions.

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Certifié conforme.

Un administrateur,

P. GILLET.

L'administrateur-délégué,

L. JADOT.

Société Cotonnière du Nepoko

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Niangara (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 7552.

Société créée le 24 juillet 1925, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 18 novembre 1925, n° 12890; autorisée par arrêté royal du 25 août 1925, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1925; statuts modifiés le 6 juillet 1929, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 22 septembre 1929 (acte n° 14554), modifications autorisées par arrêté royal du 4 septembre 1929, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1929; statuts modifiés le 30 octobre 1930, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 19 décembre 1930 (acte n° 17279); modifications autorisées par arrêté royal du 6 décembre 1930 et publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1931; statuts modifiés le 13 février 1936, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 mars 1936 (acte n° 2199) et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1936; statuts modifiés le 27 avril 1937; modifications autorisées par arrêté royal du 26 mai 1937 et publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1937 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 13 juin 1937 (acte n° 9649).

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 9 JUIN 1948.
EXERCICE 1946-1947.

BILAN ARRETE AU 31 JUILLET 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Installations, Matériel et divers en	
Afrique fr.	7.530.007,95
Amortiss. antérieurs,	
extournes déduites .	7.196.410,91
Amortis. de l'exercice.	333.596,04
	<u>7.530.006,95</u>

1,—

II. — Réalisable :

b) Portefeuille titres	5.828.333,—
c) Débiteurs divers	783.735,12
d) Approvisionnements	1.000.601,67
e) Stock produits	56.002.914,77
	<u>63.615.584,56</u>

63.615.584,56

III. — *Disponible :*

f) Caisses et Banques en Europe et en Afrique . . . 11.811.194,69

IV. — *Divers :*

g) Comptes débiteurs 1.188.987,96

V. — *Comptes d'ordre :*

h) B. C. B. — Cautionnements agents P.M.
i) Garanties statutaires 215.000,—
j) Engagements et contrats divers en cours P.M.

Fr. 76.830.768,21

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital

représenté par 30.000 act. de 500 fr. 15.000.000,—

b) Réserve statutaire 1.500.000,—

c) Réserve extraordinaire 4.750.000,—

21.250.000,—

II. — d) *Fonds d'assurance* 5.385.760,50

III. — e) *Fonds de renouvellement* 6.620.089,73

IV. — *Passif de la société envers les tiers :*

f) Créiteurs divers 30.957.409,34

g) Montant non appelé sur Portefeuille 105.000,—

31.062.409,34

V. — *Divers :*

h) Comptes créditeurs 2.290.138,10

i) Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes 1.118.161,75

Dotation des exercices
1943/44 à 1946/47 . . . 2.900.000,—

Prélèvem- des exer-
cices 1945/46 et 46/47 . . . 1.781.838,25

3.408.299,85

VI. — *Comptes d'ordre :*

j) Cautionnements agents d'Afrique chez BCB P.M.
k) Titulaires de garanties statutaires 215.000,—
l) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours P.M.

VII. — *Solde :*

m) Report de l'exercice précédent . . .	582.584,97	
n) Bénéfice net de l'exercice . . .	8.306.623,82	
		<u>8.889.208,79</u>
		<u>Fr. 76.830.768,21</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1946/1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville . . . fr.	1.665.146,04
Charges financières	74.364,66
Amortissements sur immobilisations Afrique . . .	333.596,04
Dotations :	
au Fonds de renouvellement de l'immobilisé . . .	753.230,76
au Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes . .	1.500.000,—
à la Réserve extraordinaire (solde provisions devenues sans objet)	2.250.000,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	8.306.623,82
Report de l'exercice précédent	582.584,97
	<u>Fr. 15.465.546,29</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	582.584,97
Revenus du Portefeuille et divers	1.245.495,50
Diverses provisions devenues sans objet	2.250.000,—
Solde du compte « Exploitation et Produits divers » . .	11.387.465,82
	<u>Fr. 15.465.546,29</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
du 9 juin 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée :

1) Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires relatifs à l'exercice 1946-1947 clôturé au 31 juillet 1947.

2) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 9 JUIN 1948.

Président :

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

Vice-président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Adolphe De Sloovere, administrateur de sociétés, château Hanet, 480, chaussée de Courtrai, Gand (Maldebrugge).

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

M. Charles Grey, Villa Mambunga, 5, avenue de la Baraque, Genval (Parc).

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière » Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Orts, président du Crédit Général du Congo, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 9 JUIN 1948.

M. Alfred Buysse, industriel, 534, avenue Louise, Bruxelles.

M. Maurice Stubbe, administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo, Bruxelles.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

SOCIETE COTONNIERE DU NEPOKO.

L'administrateur-délégué,

P. GILLIEAUX.

Le vice-président,

A. DE BAUW.

**Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga
« SOREKAT »**

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 60.642.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1932, 15 juin 1934, 15 juillet 1938 et 15 février 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation
de capital pour mémoire

Premier établissement :

Concessions 959.011,—

Amortissements 959.011,—

pour mémoire

Recherches minières 5.888.387,71

Amortissements 2.412.890,25

3.475.497,46

3.475.497,46

Réalisable :

Débiteurs divers 7.762,96

Matériel et approvisionnements en maga-
sin et en cours de route 301.385,—

Portefeuille titres 697.093,90

1.006.241,86

Disponible :

Banques, dépôts, caisses et chèques postaux 651.623,35

Divers :

Comptes débiteurs 309.301,26

Compte d'ordre :

Cautonnement permis M. O. I.	15.000,—	
Commandes en cours	24.775,22	
Dépôts statutaires	pour mémoire	
		<u>39.775,22</u>
	Fr.	<u>5.482.439,15</u>

PASSIF.

Passif de la société envers elle-même :

Capital :

10.000 actions de capital de 500 francs		
série A	fr.	5.000.000,—
1.400 parts de fondateur s. d. v. . . .	pour mémoire	
5.700 actions série B. s. d. v. . . .	pour mémoire	
		<u>5.000.000,—</u>

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	171.828,20
-----------------------------	------------

Divers :

Comptes créditeurs	195.003,94
------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Créditeurs pour cautionnement permis		
M. O. I.	15.000,—	
Créditeurs pour commandes en cours . .	24.775,22	
Déposants statutaires	pour mémoire	
		<u>39.775,22</u>

<i>Profits et Pertes</i>	<u>75.831,79</u>
------------------------------------	------------------

Fr. 5.482.439,15

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	73.347,27
Frais de réalisation des produits :		
Droits de sortie et surtaxe douanière (solde) . , ,		28.065,60

Charges diverses	171,60
Solde bénéficiaire	75.831,79
Fr.	177.416,26

CREDIT.

Réalisation des produits (solde) fr.	149.377,17
Intérêts et revenus du Portefeuille	28.039,09
Fr.	177.416,26

REPARTITION DES BENEFICES.

Il n'a pas été effectué de répartition de bénéfices.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 154, avenue de Tervueren, à Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateur-délégué :

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 33, boulevard Général Wahis, à Schaerbeek.

Administrateurs :

M. Jacques d'Andrimont, administrateur de société, 12, avenue des Arts, à Bruxelles.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, à Etterbeek.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallaert, à Ixelles.

M. le Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, 87, rue Royale, à Bruxelles.

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

M. Elomire Reintjens, directeur du Service des Mines du Comité Spécial du Katanga, 51, rue des Petits Carmes, à Bruxelles.

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Marcel JACQUES
Administrateur de sociétés
Boulevard Général Wahis, 33
Schaerbeek.

Louis FRERE
Administrateur de sociétés
Avenue de Tervueren, 154
Woluwe-Saint-Pierre.

*Extrait du procès-verbal
de la réunion du Conseil d'administration tenue le 22 juin 1948.*

Monsieur Marcel JACQUES, dont le mandat d'administrateur vient d'être renouvelé par l'assemblée générale de ce jour est réélu en qualité d'administrateur-délégué, avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'il possédait antérieurement dans ces mêmes fonctions.

Bruxelles, le 25 juin 1948.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Marcel JACQUES
Administrateur de sociétés
Boulevard Général Wahis, 33
Schaerbeek.

Louis FRERE
Administrateur de sociétés
Avenue de Tervueren, 154
Woluwe-Saint-Pierre.

•

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377.

**DELEGATION
DE LA SIGNATURE SOCIALE POUR LES ACTES ACCOMPLIS
HORS D'AFRIQUE.**

*Extrait du procès-verbal
de la séance du Conseil d'administration du 17 juin 1948.*

Sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil d'administration vote la décision suivante :

Sans préjudice à ce qui est dit à l'article 20 des statuts quant à la signature de deux administrateurs, valable pour tous actes engageant la société et pour tous pouvoirs et procurations, sans préjudice également à ce qui est dit aux articles 11, 18, 21 et 32 des statuts, le Conseil conformément à l'article 20 des statuts, délègue comme suit la signature sociale pour tous actes quelconques authentiques ou sous seing privé engageant la société et accomplis hors d'Afrique :

1. a) Tous actes, en toute matière, sous la seule réserve de ce qui est dit au n° 2 ci-après, sont signés valablement par MM. Edgar Sengier, Jules Cousin, Aimé Marthoz, Herman Robiliart, Richar Terwagne, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Désiré Van Bleyenbergh ou Gaston Deladrière ou Jean Verdussen ;

b) En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Désiré Van Bleyenbergh ou Gaston Deladrière ou Jean Verdussen, et sans qu'il doive en être justifié envers les tiers, leur signature pourra être remplacée par celle de MM. Edmond Rommel ou Pierre Fontainas ou Arthur Paret.

2. Tous chèques, mandats, accreditifs, virements et autres ordres de paiement quelconques, ainsi que toute correspondance comportant des mouvements de fonds ou valeurs de la Société ou des ouvertures de crédit doivent être signés par MM. Edgar Sengier, Jules Cousin, Aimé Marthoz, Herman Robiliart, Richard Terwagne, Désiré Van Bleyenbergh, Gaston Deladrière, Jean Verdussen, Edmond Rommel, Pierre Fontainas, Arthur Paret, agissant l'un d'entre eux conjointement avec MM. Georges Melin ou Auguste Berckmoes ou Emile Borremans ou André Fauville ou Fernand Wiesen ou Gaston Depauw.

La disposition ci-dessus forme dérogation à tous les autres pouvoirs conférés par la présente délégation.

3. Tous contrats d'emploi dont le lieu d'exécution est en Afrique et tous actes y relatifs peuvent également être signés par les délégataires mentionnés au n° 1. a) et par MM. Horace Mantanus et Louis Gochet, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Pierre Fontainas ou Emile Hontoy.

4. Tous contrats d'emploi dont le lieu d'exécution est en dehors de l'Afrique, tous actes y relatifs ainsi que tous actes se rapportant aux prêts hypothécaires accordés par la Société peuvent également être signés par les délégataires mentionnés au n° 1. a) et par M. Edmond Rommel, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Pierre Fontainas ou Emile Hontoy.

5. Tous actes relatifs aux pensions du Personnel, tant d'Afrique que d'Europe, peuvent également être signés par les délégataires mentionnés au n° 1. a) et par M. Auguste Berckmoes, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Pierre Fontainas ou Emile Hontoy.

6. Tous actes relatifs aux commandes, transports et assurances de matériel et fournitures quelconques, excepté celles destinées au siège de Bruxelles, peuvent également être signés par l'un des délégataires mentionnés au n° 1. a), agissant conjointement avec MM. Roger Carle ou Joseph Swaelus ou André Verdussen ou Karl Van Overbergh ou Jules Vlerick.

Toutefois, ceux de ces actes qui sont relatifs à des commandes dont le montant n'excède pas trois cent mille francs (fr. 300.000,—) peuvent également être signés par MM. Roger Carle, Joseph Swaelus, André Verdussen, Karl Van Overbergh, Jules Vlerick, Remi de Ruette, agissant deux d'entre eux conjointement.

7. Tous actes relatifs à des travaux d'entretien et de réparation, à des commandes de matériel, mobilier et fournitures quelconques destinés au siège de Bruxelles, peuvent également être signés par les délégataires mentionnés au n° 1. a) et par MM. Edmond Rommel et Marcel Devyver, agissant deux d'entre eux conjointement.

8. Tous actes, études, devis, relevant du Département des Etudes et Constructions, peuvent également être signés par l'un des délégataires mentionnés au n° 1. a), agissant conjointement avec MM. Henri Duvieux ou Alfred Claes ou Ferdinand Suys.

9. Tous actes relatifs au transport, à l'importation, l'exportation, l'assurance, le raffinage, la vente et la livraison des minerais, métaux et autres produits de la Société, peuvent également être signés comme suit :

a) Pour les minerais, métaux et produits autres que le cobalt et le radium :

Par les délégataires mentionnés au n° 1. a) et par MM. Julien Leroy et Edmond Rommel, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Jean Swaelus ou Armand Massart ou Louis Plier ou René Coosemans.

Toutefois, les actes relevant des affaires courantes concernant ces produits peuvent également être signés par MM. Jean Swaelus et Armand Massart, agissant soit conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec M. Louis Plier ou René Coosemans.

b) Pour le cobalt et le radium :

Par les délégataires mentionnés au n° 1. a) et par M. Julien Leroy, agissant soit deux d'entre eux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Gaston André ou Louis Lecointe ou Henri Van Asbrouck.

Toutefois, les actes relevant des affaires courantes concernant ces produits peuvent également être signés par MM. Gaston André et Louis Lecointe, agissant soit conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec MM. Henri Van Asbrouck ou Léopold Deschepper ou Joseph Freson.

La présente délégation annule toutes les délégations de la signature sociale conférées antérieurement pour les actes accomplis hors d'Afrique, à l'exception de celles citées ci-après :

— Délégation relative aux opérations du Département des Expéditions de la Société établi à Anvers, conférée par deux administrateurs en date du 3 janvier 1947 (Annexes au « Moniteur Belge » du 16 janvier 1947).

— Délégation relative à la signature des parts sociales de la Société, conférée par le Conseil d'administration en date du 16 juillet 1946. (Annexes au « Moniteur Belge » du 26 juillet 1946).

La présente délégation portera ses effets à dater de ce jour. Sont ratifiés, pour autant que de besoin, tous actes signés avant cette date conformément aux dispositions qui précèdent.

Bruxelles, le 17 juin 1948.

Certifié conforme.

Le président du Conseil d'administration,

(s.) G. BLAISE.

Société Minière de Surongo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 81, rue d'Arlon, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 5605.

Constituée le 18 octobre 1927; approuvée par arrêté royal en date du 29 octobre 1927; statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 2 et 3 novembre 1927 sous le n° 13167, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927, page 1049; statuts modifiés le 2 octobre 1934, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 20 octobre 1934, sous le n° 13272, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 73; statuts modifiés le 21 décembre 1937, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 2 février 1938, sous le n° 893 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1938, page 88; modifications approuvées par arrêté royal du 27 décembre 1937, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1938, page 63.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	1,—
Frais de 1 ^{er} établissement	1,—
Mobilier Bruxelles	1,—
Frais de recherches, d'études, de routes et de préparation des exploitations	1,—
Matériel de sondage, d'exploitation et de roulage . . .	283.754,19

Réalisable et disponible :

Cautions et garanties	700,—
Magasins	1.360.007,42
Produits en stock	3.750.075,91
Portefeuille titres	4.817.900,—
Portefeuille fonds d'Etat	3.345.000,—
Débiteurs divers	2.278.175,24
Banques, caisses et chèques postaux	8.036.111,78

Divers :

Dépenses exposées par anticipation	7.240,25
--	----------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
	<u>Fr. 23.878.968,79</u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital (250.000 parts sociales)	fr. 17.000.000,—
Réserve statutaire	470.229,90
Réserve en faveur du personnel	238.209,83
Provision pour frais de recherches nouvelles, réinvestissement dans la Colonie et éventualités diverses	2.671.793,69

Envers les tiers :

Créditeurs divers	929.550,16
Dividendes à payer	507.467,07

Divers :

Provision pour frais div. à payer pendant l'exercice 1948	218.798,32
---	------------

Comptes de Profits et Pertes :

Report de l'exercice 1946 et bénéfice de l'exercice 1947 .	1.842.919,82
--	--------------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
	<u>Fr. 23.878.968,79</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

CREDIT.

Report de l'exercice 1946	fr. 222.176,34
Bénéfice d'exploitation	669.339,23
Revenus exceptionnels	617.760,55
Revenus du portefeuille et divers	1.652.098,59
	<u>Fr. 3.161.374,71</u>

DEBIT.

Frais d'administration, de banque et divers Bruxelles et Afrique fr.	849.081,19
--	------------

Impôts et taxes :

Impôt sur le capital	10.680,—
Taxe sur titres cotés en Bourse	22.350,—
Taxe sur concessions minières	11.075,—
Impôt personnel de la société en Afrique (4 bases) . .	29.923,50
Redevances forestières	32.262,—

Amortissements :

Sur frais de recherches, d'études, de routes et de préparation des exploitations	363.083,20
--	------------

Bénéfice :

Report de l'exercice 1946 et bénéfice de 1947	1.842.919,82
Fr.	3.161.374,71

REPARTITION DU BENEFICE.

5 % à la réserve légale fr.	62.200,52
5 % à la réserve en faveur du personnel	62.200,52
5 % au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	62.200,52
Dividende de 5 fr. net aux 250.000 parts sociales . . .	1.250.000,—
Provision pour frais de recherches nouvelles, réinvestissement dans la Colonie et éventualités diverses . . .	250.000,—
Report à nouveau	156.318,26
Fr.	1.842.919,82

NOMINATIONS STATUTAIRES.

En application de l'article 12 des statuts, le mandat d'administrateur de M. Pierre Le Bœuf et celui de M. J. G. Clesse, commissaire, arrivent à expiration.

L'assemblée, à l'unanimité, réélit M. Pierre Le Bœuf et M. J. G. Clesse en qualité d'administrateur et de commissaire, pour un terme de six ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire, président, avenue des Mûres, 33, Linkebeek.

M. Hector de Rauw, ingénieur des mines et géologue A. I. Lg., administrateur-délégué, Eghezée.

M. Maurice Blanquet, ingénieur commercial, administrateur-délégué, avenue de la Tenderie, 66, Boitsfort.

Le Général G. Moulaert, vice-gouverneur général honoraire, administrateur, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle.

M. Paulo de Hemptinne, propriétaire, administrateur, rue Mignot Delsanche, 10, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, administrateur, Houtain-le-Val.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Clesse, directeur de société, rue Geefs, 38, Bruxelles.

M. Jean Bombeeck, directeur de société, avenue du Castel, 92, Woluwe-Saint-Lambert.

DELEGUE DE LA COLONIE.

M. Gilsoul, ingénieur, Boitsfort.

Pour copie conforme.

Un administrateur-délégué,

BLANQUET.

Société des Etablissements Egger Frères, « Palmegger »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 20, Dieweg, Uccle-Bruxelles.

Siège social : Lucula Mayumbe, (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 9155.

Acte constitutif du 23 juin 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 16-17 juillet 1928, sous le n° 10541, autorisé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 octobre 1928.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

(Approuvé par l'assemblée générale statutaire du 12 mai 1948.)

ACTIF.

Immobilisé	fr.	4.187.751,75
Réalisable et disponible		5.871.251,33
Dépôts statutaires	pour mémoire	
	Fr.	<u>10.059.003,08</u>

PASSIF.

Envers elle-même	fr.	6.546.798,99
Envers des tiers		535.003,57
Pertes et profits		2.977.200,52
Dépôts statutaires	pour mémoire	
	Fr.	<u>10.059.003,08</u>

COMPTE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux, exploitation adm. Europe et Afrique	2.287.682,72
Bénéfice de l'exercice	2.977.200,52
	Fr. <u>5.264.883,24</u>

CREDIT.

Bénéfice brut	fr. <u>5.264.883,24</u>
-------------------------	-------------------------

REPARTITION DES BENEFICES.

Prévisions fiscales	fr. 200.000,—
Amortissements immeubles	16.767,—
Amortissements plantations	165.500,—
Amortissements matériel	143.285,—
Hygiène et bien-être du personnel noir	100.000,—
Gratification en faveur du personnel blanc	102.500,—
Réserve légale	112.457,—
Dividendes statutaires	240.000,—
Tantièmes au Conseil général	284.503,—
Superdividende aux parts sociales (8.000 × 45).	360.000,—
Dividende aux parts de fondateur (4.000 × 90).	360.000,—
Réserve extraordinaire	892.188,52
	Fr. 2.977.200,52

Extrait des résolutions de l'assemblée générale.

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947.

Par un vote spécial, décharge est donnée aux administrateurs et commissaire de leur gestion.

Elle réélit M. Jean Egger administrateur, et Mme Rosalie Egger commissaire.

M. Jean-Pierre Egger est appelé aux fonctions d'administrateur pour achever le mandat de M. Oscar Jomini, démissionnaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edmond Halleux, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles, président.

M. Jean Egger, administrateur de société, 26, Dieweg, Uccle-Calevoet-Bruxelles, administrateur délégué.

M. le Comte Gaétan de Ribaucourt, industriel, 139, rue Edith Cavell, Bruxelles, administrateur.

M. Jean-Pierre Egger, Km. 87, Mayumbe (Congo Belge), administrateur.

COMMISSAIRE.

Mme Rosalie Egger, sans profession, 20, Dieweg, Uccle-Bruxelles, commissaire.

Le président,

Ed. HALLEUX.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 24 mai 1948, volume 894, folio 39, case 7. Deux rôles sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le receveur, (signé) Martin.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 24 mai 1948).

Compagnie Forestière de l'Equateur

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Wendji-lez-Coquilhatville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles : 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 63585.

Statuts du 6 mars 1933 et modifications des 18 novembre 1935, 27 novembre 1936 et 26 juin 1941, publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1933, 15 février 1936, 15 février 1937 et 15 août 1941.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Disponible :

Dépôts à vue et à court terme fr.	595.125,20
---	------------

Réalisable :

Dépôts temporairement indisponibles (A. L. du 6-10-44)	122.100,—
Emprunt de l'assainissement monétaire (fonds bloqués) .	220.315,—
Portefeuille - titres	726.328,70

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P.M.
	Fr. 1.663.868,90

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr.	1.000.000,—
Réserve statutaire		100.000,—

Exigible :

Créditeurs divers		52.250,—
Comptes transitoires		505.087,75

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires		P.M.
---------------------------------	--	------

Résultats :

Solde bénéficiaire de l'exercice		6.531,15
	Fr.	<u>1.663.868,90</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	71.291,—
Provision fiscale complémentaire		100.000,—
Solde bénéficiaire de l'exercice		6.531,15
	Fr.	<u>177.822,15</u>

CREDIT.

Intérêts et dividendes perçus	fr.	77.822,15
Transfert du fonds de prévision		100.000,—
	Fr.	<u>177.822,15</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 24 juin 1948.*

1°) A l'unanimité, l'assemblée approuve le Bilan et le Compte de Pertes et Profits arrêtés au 31 décembre 1947.

2°) Par un vote spécial et à l'unanimité, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion durant l'exercice 1947.

3°) A l'unanimité, l'assemblée réélit, pour un terme de trois ans, M. Herman Teirlinck, administrateur sortant et, pour un terme d'un an, M. D. Tilmant, commissaire sortant.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Herman Teirlinck, administrateur de sociétés, Huis Uwenberg, Beer-sel (Loth), Président.

M. Albert Deligne, directeur de société, 98, rue de Linthout, Bruxelles 4, administrateur-délégué.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Waroqué, Morlanwelz.

Bruxelles, le 24 juin 1948.

Pour copie certifiée conforme.

A. DELIGNE.

Administrateur-délégué.

H. DEPAGE.

Administrateur.

Société de Colonisation Agricole au Mayumbe (comprenant le domaine Ursélia)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Pandgi (Lubuzi) Mayumbe - Congo Belge.

Siège administratif : 42, rue Royale à Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles n° 8.547.

Constituée à Bruxelles, le 9 janvier 1913, statuts publiés au « Moniteur Belge » du 15-16 octobre 1928; modifications aux statuts publiées au « Moniteur Belge » des 15-16 octobre 1928, 28 décembre 1928, 10 août 1934 et 6 mars 1936.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 21 JUIN 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement, terrains, constr., planta- tion, etc. fr.	37.997.889,—
Sorties 1947	27.929,20
	37.969.959,80

Nouvelles immobilisations	3.455.303,61		
	<u> </u>	41.425.263,41	
Amortiss. antérieurs . .	30.497.888,—		
Amortissements 1947. .	1.927.374,41		
	<u> </u>	32.425.262,41	
			9.000.001,—
Usines, matériel, outillage	18.406.505,—		
Nouvelles immobilisations	4.669.170,66		
	<u> </u>	23.075.675,66	
Amortiss. antérieurs . .	16.881.505,—		
Amortissements 1947. .	1.382.183,88		
	<u> </u>	18.263.688,88	
			4.811.986,78
Réévaluation de l'actif		28.746.368,12	
Amortissements 1947.		2.874.636,—	
		<u> </u>	25.871.732,12
			<u> </u>
			39.683.719,90

II. — *Réalisable* :

Portefeuille - titres	3.161.521,—	
Fonds d'Etat	4.930.000,—	
Produits en justification	10.642.143,—	
Marchandises et approvisionnements . .	16.646.022,97	
Cheptel	429.393,37	
Débiteurs divers	6.977.064,02	
	<u> </u>	42.786.144,36

III. — *Disponible* :

Banques, caisses et chèques-postaux	13.652.488,92
---	---------------

IV. — *Divers* :

Impôts provisionnels versés en Afrique	598.506,—
--	-----------

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

Fr. 96.720.859,18

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 80.000 actions de fr. 200,— . fr.	16.000.000,—	
Réserve statutaire	1.465.489,—	
Plus-value de réévaluation	28.746.368,12	
Fonds de prévision	10.000.000,—	
Réserve pour investissement dans la Co- lonie	7.500.000,—	
Fonds de renouvellement du matériel . .	4.000.000,—	
		67.711.857,12

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Actionnaires	800,—	
Dividendes à payer	348.796,68	
Créditeurs divers	7.659.935,53	
		8.009.532,21

III. — *Divers :*

Comptes divers	1.072.100,66	
Provision fiscale	8.754.041,—	
Fonds pour investissement en faveur des indigènes	3.621.596,21	
		13.447.737,87

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	P.M.
Créditeurs éventuels pr engagements et contrats en cours	P.M.

V. — *Profits et Pertes :*

Solde reporté 1946	246.627,55	
Bénéfice de l'exercice	7.305.104,43	
		7.551.731,98
	Fr.	96.720.859,18

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et divers fr.	2.484.125,23
Frais financiers	194.079,72
Amortissement sur Fonds d'Etat	370.000,—

Amortissements :

s/plantations	723.595,94	
s/constructions	1.152.461,47	
s/usines	25.000,—	
s/mobilier	51.317,—	
s/matériel	1.357.183,88	
s/actif réévalué	2.874.636,—	
		6.184.194,29
Prévision fiscale		5.000.000,—
Fonds pour investissement en faveur des indigènes		1.000.000,—
Fonds de prévision		10.000.000,—
Solde		7.551.731,98
	Fr.	<u>32.784.131,22</u>

CREDIT.

Solde reporté 1946	fr.	246.627,55
Revenus financiers et autres		575.961,94
Ristourne fiscale		35.210,—
Solde exploitation		31.926.331,73
	Fr.	<u>32.784.131,22</u>

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire	fr.	134.511,—
6 % de dividende aux actions (fr. 12,—)		960.000,—
10 % au Conseil d'administration		617.538,—
5 % au Fonds spécial du personnel		308.769,—
Superdividende aux actions (fr. 38,—)		3.040.000,—
Réserve pour investissement dans la Colonie		2.000.000,—
A reporter		490.913,98
	Fr.	<u>7.551.731,98</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 21 juin 1948.*

... ..

La discussion est ouverte sur le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947 ainsi que sur la répartition des bénéfices.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947 ainsi que la répartition des bénéfices sont mis aux voix. Ils sont approuvés à l'unanimité.

... ..

Décharge est donnée aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

... ..

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Edgar Van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Vice-président - administrateur-délégué :

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, château de et à Houtain-le-Val (Brabant).

Administrateur-directeur :

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue Jean-Baptiste Meunier, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Alfred Buysse, administrateur de sociétés, 108, chaussée de Termonde, Gand.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. le baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de société, 25, rue Belliard, Bruxelles.

M. Auguste Gérard, directeur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Francis Lambin, ingénieur, 63, avenue des Chênes, Uccle.

M. Gilbert Mullie, docteur en médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 234, avenue Louise, Bruxelles.

M. John Nieuwenhuys, administrateur de sociétés, 7, avenue de la Clairière, Bruxelles.

M. Lucien Puissant Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. le comte Bernard d'Ursel, propriétaire, 27, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

M. le duc d'Ursel, propriétaire, 28, Marché au Bois, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Stéphane Halot, diplomate, Ministre de Belgique auprès du Gouvernement d'Ankara, Ministère des Affaires Etrangères, 8, rue de la Loi, Bruxelles.

M. Jean Meily, expert--comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Victor Stinghamber, avocat, 159, rue Franz Merjay, Bruxelles.

Bruxelles, le 23 juin 1948.

SOCIETE DE COLONISATION AGRICOLE AU MAYUMBE
(comprenant le domaine Ursélia).

Un administrateur,
C. de ROSEE.

L'administrateur-délégué,
P. MINY.

Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dibaya (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8.544.

PUBLICATIONS LEGALES.

	Dates des actes	Autorisations par arrêté royal	Publications aux annexes du Bull. Off. Congo Belge
Constitution :	27. 8.1925	15.11.1925	15.12.1925
Modifications :	3. 4.1928	14. 5.1928	15. 6.1928
	29. 4.1930	27. 5.1930	15. 7.1930
	13.10.1932	—	15.11.1933
	17. 5.1934	2. 7.1934	15. 8.1934
	11.10.1934	—	15. 3.1935
	14.10.1936	26. 1.1937	15. 2.1937
	19. 6.1939	29. 7.1939	15. 9.1939

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Apports fr.	2.300.000,—	
Amortissements à déduire :		
Exercices antérieurs .	2.100.000,—	
De l'exercice . . .	100.000,—	
	<u>2.200.000,—</u>	100.000,—
b) Premier établissement :		
Immeubles, installations, matériel et divers	11.467.555,—	
Nouvelles immobilisations en 1947 .	1.309.133,—	
	<u>12.776.688,—</u>	
Amortissements à déduire :		
Exercices antérieurs .	8.867.561,—	
De l'exercice . . .	1.109.127,—	
	<u>9.976.688,—</u>	2.800.000,—

c) Réévaluation : Immeubles, matériel et outillage	6.100.000,—	
Amortissements à déduire :		
de l'exercice	610.000,—	
	<u> </u>	5.490.000,—
		<u>8.390.000,—</u>

II. — *Réalisable* :

Cheptel (30.010 têtes)	8.000.000,—	
Réévaluation du cheptel	44.000.000,—	
	<u> </u>	52.000.000,—
Portefeuille	2.800.000,—	
Fonds Publics belges et congolais	6.104.300,—	
Débiteurs	5.075.576,—	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	1.565.298,—	
	<u> </u>	67.545.174,—

III. — *Disponible* :

Banques et caisses	10.568.368,—
------------------------------	--------------

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs	1.192.188,—
Laboratoire vétérinaire de Luputa	1.336.774,—
Amortis. à déduire :	
Exerc. ant. 557.238,—	
De l'exerc. 29.536,—	
	<u> </u>
	586.774,—
	<u> </u>
	750.000,—

Réévaluation : Laboratoire vétérinaire de Luputa	2.170.000,—	
	<u> </u>	2.920.000,—
		<u>4.112.188,—</u>

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Fr. 90.615.730,—

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital	fr. 18.000.000,—	
Réserve statutaire	1.280.899,—	
Plus-value de réévaluation :		
a) Immeubles, matériel et outillage	6.100.000,—	
b) Cheptel	44.000.000,—	
	<u>50.100.000,—</u>	
		69.380.899,—

II. — *Fonds d'assurance et de prévisions diverses . 6.607.966,—*

III. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations .	1.079.000,—	
Créditeurs	<u>2.679.426,—</u>	3.758.426,—

IV. — *Divers :*

Comptes créditeurs	3.594.587,—	
Fonds de prévoyance main-d'œuvre indi- gène	1.147.900,—	
Plus-value de réévaluation du laboratoire vétérinaire de Luputa	<u>2.170.000,—</u>	6.912.487,—

V. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

VI. — *Profits et Pertes :*

Bénéfice de l'exercice	3.955.952,—	
	<u>Fr. 90.615.730,—</u>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr. 1.676.766,—
Frais financiers divers	83.270,—

Amortissements de l'exercice :

s/ Apports	100.000,—	
s/ Premier établissement	1.109.127,—	
s/ Réévaluation immeubles, matériel et outillage	610.000,—	
s/ Laboratoire vétérinaire de Luputa	29.536,—	
		1.848.663,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses		1.000.000,—
Bénéfice de l'exercice		3.955.952,—
	Fr.	<u>8.564.651,—</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	7.921.732,—
Intérêts divers	15.870,—
Revenus du portefeuille	627.049,—
	Fr. <u>8.564.651,—</u>

TABLEAU DE LA REPARTITION DES BENEFICES.

5 % à la réserve statutaire fr.	197.798,—
13,50 fr. brut à 80.000 parts sociales	1.080.000,—
Sur le solde :	
6 % au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	160.690,—
5 % au Fonds spécial en faveur du personnel	133.908,—
Le solde aux 80.000 parts sociales (29 fr. 794 brut)	2.383.556,—
	Fr. <u>3.955.952,—</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 21 juin 1948.*

L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 3.955.952 francs.

L'assemblée, par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1947.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions d'administrateur, Monsieur Nicolas Cito.

L'assemblée élit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions de commissaire Monsieur Victor Gillard, en remplacement de feu M. Louis Bareau dont le mandat venait à expiration à l'assemblée de ce jour.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, Ixelles. Président.

M. Jules Baudine, ingénieur, 67, rue de la Source, Ixelles. Vice-président.

M. François-Xavier Carlier, médecin vétérinaire, Ormeignies-lez-Ath. Administrateur-délégué.

M. Maurice Jaumain, médecin vétérinaire, Assesse. Administrateur-directeur.

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, Ixelles. Administrateur.

M. Paul Fontainas, ingénieur, 327, avenue Molière, Uccle. Administrateur.

M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Gouvernement de la Colonie, 38, square Vergote, Schaerbeek. Administrateur.

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, Ixelles. Administrateur.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, Houtain-le-Val. Administrateur.

M. Ernest Mélot, avocat, 21, avenue de la Vecquée, Namur (Citadelle). Administrateur.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 19, rue H. Lemaître, Namur, administrateur.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

DELEGUE DU MINISTERE DES COLONIES.

M. Louis Tobback, médecin vétérinaire, 4, avenue des Fleurs, Woluwe-Saint-Pierre.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Dansaert, avocat, 58, rue Paul Lauters, Ixelles.

M. Frans Janssen, directeur honoraire au Ministère des Colonies, 27, rue Auguste Danse, Uccle.

M. Hubert Menestret, chef-comptable, 18, avenue Marie-Clotilde, Watermael-Boitsfort.

Bruxelles, le 24 juin 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE D'ELEVAGE ET DE CULTURE AU CONGO BELGE.

Le président,

L. JADOT.

Compagnie de la Ruzizi

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 5949.

Constituée par acte passé devant Maître Albert Tyman, notaire à Gand, le 30 décembre 1927, et autorisée par arrêté royal du 28 janvier 1928. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire VAN WASSENHOVE, à Gand, le 14 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 août 1928 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire TYMAN, à Gand, le 21 janvier 1929, approuvé par arrêté royal du 4 mars 1929, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 4-5 février 1929 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929. Modifiés suivant acte reçu par Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, le 23 décembre 1935, approuvé par arrêté royal du 30 janvier 1936, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 janvier 1936 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936. Modifiés suivant acte reçu par le notaire L. COENEN, à Bruxelles, le 30 décembre 1938, approuvé par arrêté royal du 2 février 1939, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 26 février 1939 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939. Modifiés suivant avis publié au « Moniteur Belge » des 13-14 mai 1946 (acte n° 8993).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles fr.	10.637.569,95	
Amortiss. antérieurs . . .	6.298.898,91	
Amortiss. de l'exercice . . .	1.033.904,23	
		7.332.803,14
		3.304.766,81

Matériel	3.061.390,13	
Amortiss. antérieurs	2.519.316,36	
Amortiss. de l'exercice	542.072,77	
	<u>3.061.389,13</u>	1,—
Cheptel		154.025,—
Embarcations		30.642,12
Mobilier	662.670,90	
Amortiss. antérieurs	215.032,90	
Amortiss. de l'exercice	66.267,09	
	<u>281.299,99</u>	381.370,91
Plantations	5.771.493,46	
Amortiss. antérieurs	4.816.057,25	
Amortiss. de l'exercice	577.149,34	
	<u>5.393.206,59</u>	378.286,87
Concessions	1.691.773,91	
Amortiss. antérieurs	1.475.510,36	
Amortiss. de l'exercice	169.177,39	
	<u>1.644.687,75</u>	47.086,16
Garanties		400,—
		<u>4.296.578,87</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	1.354.454,35	
Stocks	28.327.105,60	
Marchandises en magasin et en cours de route	3.902.611,76	
Débiteurs divers	8.103.968,50	
Effets à recevoir	2.396.260,—	
	<u>44.084.400,21</u>	

Disponible :

Banques et caisses	10.718.328,92
Comptes débiteurs	1.832.255,55
Versements restant à effectuer sur titres	204.750,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	47.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	126.323,14	
Divers	146.250,—	
		<u>320.073,14</u>
	Fr.	<u>61.456.386,69</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital fr.	9.500.000,—
représenté par :	
39.900 parts sociales s. d. v.;	
42.000 parts de fondateur s. d. v.	
Réserve statutaire	880.072,65
Fonds de prévision	6.500.000,—
Réserve pour renouvellement du matériel	1.385.145,21
	<u>8.765.217,86</u>
Réserve pour créances douteuses	262.050,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	12.195.600,62	
Dividendes exercices 1936 à 1946	675.712,41	
		<u>12.871.313,03</u>
Comptes créditeurs		23.257.002,78
Versements restant à effectuer sur titres		204.750,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	47.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	126.323,14	
Divers	146.250,—	
		<u>320.073,14</u>

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire reporté	14.940,14	
Bénéfice de l'exercice	6.261.039,74	
		<u>6.275.979,88</u>
	Fr.	<u>61.456.386,69</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais financiers	fr.	139.814,86
Droits de sortie et surtaxe douanière		2.968.066,56
Frais généraux Afrique		1.646.682,23
Frais généraux Europe		1.081.433,92
Amortissements :		
sur immeubles	1.033.904,23	
sur mobilier	66.267,09	
sur matériel	542.072,77	
sur plantations	577.149,34	
sur concessions	169.177,39	
		<u>2.388.570,82</u>
Provisions :		
pour renouvellement du matériel	325.243,66	
pour impôts	225.000,—	
		<u>550.243,66</u>
Solde bénéficiaire reporté	14.940,14	
Bénéfice de l'exercice	6.261.039,74	
		<u>6.275.979,88</u>
	Fr.	<u><u>15.050.791,93</u></u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	14.940,14
Résultat d'exploitation		13.186.819,39
Revenu du portefeuille		1.849.032,40
	Fr.	<u><u>15.050.791,93</u></u>

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve statutaire (ainsi portée à 10 % du capital) . fr.	69.927,35
Premier dividende de fr. 16,66 aux 39.900 parts sociales	665.000,—
Allocations des administrateurs et commissaires . . .	626.104,—
Fonds en faveur du personnel	300.000,—

Fonds de prévision	3.500.000,—
Deuxième dividende aux parts sociales	834.940,—
Dividende aux 42.000 parts de fondateur	278.313,—
Solde à reporter	1.695,53
Fr.	6.275.979,88

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

M. le Baron Edouard Empain, propriétaire, 1, rue Zinner, Bruxelles, administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles, administrateur.

M. Fernand Sellier, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, administrateur.

M. Edouard Chaudron, industriel, 495, avenue Louise, Bruxelles, administrateur.

M. Guy Rimoz de la Rochette, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris, administrateur.

M. Paul Orban, docteur en droit, 25, rue Père E. Devroye, Etterbeek-Bruxelles, administrateur.

M. Victor Thery, secrétaire de société, 168, boulevard Général Jacques, Bruxelles, administrateur.

M. Gaston Cockaerts, comptable, 37, rue Victor Lefèbvre, Schaerbeek-Bruxelles, commissaire.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 45, rue du Luxembourg, Bruxelles, commissaire.

M. Charles Pequet, administrateur-directeur de banque, 53, rue Père de Deken, Bruxelles, commissaire.

Les administrateurs,

<i>(signature)</i>	<i>(signature)</i>	<i>(signature)</i>
Baron Ed. EMPAIN.	M. LEFRANC.	F. SELLIER.
<i>(signature)</i>	<i>(signature)</i>	<i>(signature)</i>
E. CHAUDRON.	G. de la ROCHETTE	P. ORBAN.



Les Mines d'Etain de Kindu « KINETAIN »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu-Port-Empain (Congo Belge)

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 65.750.

Société constituée par acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 25 juillet 1933. Autorisée par arrêté royal du 12 septembre 1933. Statuts modifiés par acte passé devant le même notaire le 16 mars 1937 et le 30 mars 1938, modifications approuvées par arrêtés royaux du 5 mai 1937 et du 11 juin 1938 (Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1933, du 15 mai 1937 et du 15 juillet 1938).

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Prospections - Développements - Routes
- Immeubles et installations minières :

Dépenses :

au 30 septembre 1942 .	20.547.233,12	
de l'exercice . . .	<u>13.648.944,05</u>	34.196.177,17

à déduire :

Amortissements :

au 30 septembre 1942 .	18.741.032,82	
de l'exercice . . .	<u>4.819.283,82</u>	23.560.316,64
		<u>10.635.860,53</u>

II. — Réalisable :

a) Participations	1,—	
b) Débiteurs divers	10.543.304,75	
c) Stock produits	<u>33.316.942,43</u>	43.860.248,18

III. — Disponible :

Banques	2.370.215,87
-------------------	--------------

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs	14.626.443,93
-----------------------------	---------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	<u>Fr. 71.492.768,51</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

a) Capital :

20.000 actions de capital de 500 fr.	10.000.000,—
--	--------------

b) Réserve statutaire	874.685,31
---------------------------------	------------

c) Fonds spécial de réserve	<u>8.000.000,—</u>	18.874.685,31
---------------------------------------	--------------------	---------------

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créiteurs divers (y compris 9.869.335,56 représentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940, 1941, 1942, restant à payer)	45.877.330,90
---	---------------

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	1.822.000,—
------------------------------	-------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
--	------

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
---	------

V. — *Profits et Pertes :*

Solde	<u>4.918.752,30</u>
	<u>Fr. 71.492.768,51</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 SEPTEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais généraux fr.	108.003,55
Frais financiers	28.510,02
Droits de sortie et surtaxes douanières , . . , ,	9.132.671,26

Prévision fiscale	570.000,—
Amortissements sur prospections, développements, routes, immeubles et installations minières	4.819.283,82
Solde	4.918.752,30
Fr.	19.577.220,95

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	19.577.078,48
Intérêts en Banque		142,47
Fr.		19.577.220,95

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Prospections, Développements, Routes,
Immeubles et installations minières :

Dépenses :

au 30 septembre 1943 .	34.196.177,17	
de l'exercice . . .	14.472.331,80	
		48.668.508,97

à déduire :

Amortissements :

au 30 septembre 1943 .	23.560.316,64	
de l'exercice . . .	8.842.366,86	
		32.402.683,50
		16.265.825,47

II. — Réalisable :

a) Participations	1,—	
b) Fonds d'Etat	832.020,—	
c) Débiteurs divers	14.403.163,97	
d) Stock produits	27.239.806,65	
		42.474.991,62

III. — *Disponible :*

Banques 24.819.428,10

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs 7.950.126,71

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires P.M.

Engagements et contrats divers en cours P.M.

Fr. 91.510.371,90

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

a) Capital :

20.000 actions de capital de 500 fr. fr. 10.000.000,—

b) Réserve statutaire 1.000.000,—

t) Fonds spécial de réserve 8.000.000,—

19.000.000,—

I. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers (y compris fr. 14.662.773,17 représentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940, 1941, 1942 et 1943 restant à payer) 59.746.873,30

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs 5.194.156,50

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

V. — *Profits et Pertes :*

Solde 7.569.342,10

Fr. 91.510.371,90

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 SEPTEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	115.433,10
Frais financiers		59.368,12
Droits de sortie et surtaxes douanières		23.146.474,78
Prévision fiscale		3.360.000,—
Amortissements sur prospections, développements, routes, immeubles et installations minières		8.842.366,86
Solde		7.569.342,10
	Fr.	43.092.984,96

CREDIT.

Résultat d'exploitation	43.092.955,91
Intérêts en banque	29,05
	Fr. 43.092.984,96

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Prospections - Développements - Routes
- Immeubles et installations minières :

Dépenses :

au 30 septembre 1944 .	48.668.508,97	
de l'exercice	11.565.990,62	
		60.234.499,59

à déduire :

Amortissements :

au 30 septembre 1944 .	32.402.683,50	
de l'exercice	11.926.760,71	
		44.329.444,21
		15.905.055,38

II. — *Réalisable* :

a) Participations	1,—	
b) Fonds d'Etat	832.020,—	
c) Débiteurs divers	18.640.781,30	
d) Stock produits	13.763.059,80	
		33.235.862,10

III. — *Disponible* :

Banques	18.502.927,02
-------------------	---------------

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs	4.349.789,52
-----------------------------	--------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	Fr. 71.993.634,02

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

a) Capital :

20.000 actions de capital de 500 fr. fr.	10.000.000,—	
b) Réserve statutaire	1.000.000,—	
c) Fonds spécial de réserve	8.000.000,—	
		19.000.000,—

II. — *Dettes de la société envers des tiers* :

Créditeurs divers (y compris fr. 22.232.115,27 représentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940 à 1944 restant à payer)	41.646.370,87
---	---------------

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs	6.460.000,—
------------------------------	-------------

IV. — *Comptes d'ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. — *Profits et Pertes* :

Solde	4.887.263,15
	Fr. 71.993.634,02

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 SEPTEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	124.780,95
Frais financiers		30.477,60
Droits de sortie et surtaxes douanières		16.709.378,60
Amortissements sur prospections, développements routes, immeubles et installations minières		11.926.760,71
Prévision fiscale		1.280.000,—
Solde		4.887.263,15
	Fr.	<u>34.958.661,01</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	34.957.674,15
Intérêts en banque		986,86
	Fr.	<u>34.958.661,01</u>

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1946.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Prospections - Développements - Routes
- Immeubles et installations minières :

Dépenses :

au 30 septembre 1945 .	60.234.499,59	
de l'exercice	<u>4.947.795,42</u>	65.182.295,01

à déduire :

Amortissements :

au 30 septembre 1945 .	44.329.444,21	
de l'exercice	<u>12.325.099,40</u>	56.654.543,61
		<u>8.527.751,40</u>

II. — *Réalisable :*

a) Participations	1,—	
b) Débiteurs divers	19.956.459,08	
c) Stock produits	20.949.707,55	
		<u>40.906.167,63</u>

III. — *Disponible :*

Banques	13.628.871,46
-------------------	---------------

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs	4.404.280,04
-----------------------------	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	<u>Fr. 67.467.070,53</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

a) Capital :	
20.000 actions de capital de fr. 500 fr.	10.000.000,—
b) Réserve statutaire	1.000.000,—
c) Fonds spécial de réserve	8.000.000,—
	<u>19.000.000,—</u>

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers (y compris fr. 27.119.378,42 représentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940 à 1945 restant à payer)	31.803.596,85
---	---------------

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	9.880.000,—
------------------------------	-------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. — *Profits et Pertes :*

Solde	6.783.473,68
	<u>Fr. 67.467.070,53</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 SEPTEMBRE 1946.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	268.787,98
Frais financiers		783,90
Droits de sortie et surtaxes douanières		8.657.494,13
Amortissements sur prospections, développements routes, immeubles et installations minières		12.325.099,40
Prévision fiscale		3.420.000,—
Solde		6.783.473,68
	Fr.	<u>31.455.639,09</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	31.448.820,69
Intérêts de banque		6.818,40
	Fr.	<u>31.455.639,09</u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Bruxelles
le vingt-trois juin mil neuf cent quarante-huit.*

L'assemblée prend acte de la déclaration du Conseil d'administration exposant l'impossibilité de se conformer aux prescriptions statutaires concernant la clôture annuelle des écritures sociales et note qu'une assemblée générale des actionnaires sera convoquée lorsque le Conseil aura pu arrêter les comptes du quinzième exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 1947.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

Sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie de la convention intervenue le 25 mai 1948 entre la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et la Société Kinétain autorisant celle-ci à prélever sur les exercices 1942-43, 1943-44, 1944-45, et 1945-46 pour les porter à un fonds de réserve spécial des sommes totalisant au maximum 17.500.000 francs, l'assemblée approuve les rapport, bilans et comptes de profits et pertes des 11^{me}, 12^{me}, 13^{me} et 14^{me} exercices sociaux tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'administration et vérifiés par le Collège des commissaires.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 30 septembre mil neuf cent quarante-six.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

L'assemblée réélit Monsieur William Delloye en qualité d'administrateur; son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1954.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

REPARTITION — 11^{me} EXERCICE SOCIAL.

Au fonds de réserve sociale fr.	125.314,69
(de manière à en porter le montant à 1.000.000 fr. = 10 % du capital).	
5 % au fonds de prévoyance en faveur des membres du personnel	245.937,61
A un fonds spécial pour le bien-être indigène	450.000,—
A un fonds de réserve spécial	2.500.000,—
Participation de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains conformé- ment à la convention intervenue le 25 mai 1948 entre cette Compagnie et Kinétain	1.146.812,50
10 % au Conseil d'administration et au Collège des com- missaires	409.750,—
Solde à reporter	40.937,50
Fr.	4.918.752,30

REPARTITION — 12^{me} EXERCICE SOCIAL.

5 % au fonds de prévoyance en faveur des membres du personnel fr.	378.467,10
Au fonds spécial pour le bien-être indigène	350.000,—
Au fonds de réserve spécial	4.000.000,—
Participation de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains conformé- ment à la convention intervenue le 25 mai 1948 entre cette Compagnie et Kinétain	2.130.337,50
10 % au Conseil d'administration et au Collège des com- missaires	684.087,50
Solde à reporter	26.450,—
Fr.	7.569.342,10

REPARTITION — 13^{me} EXERCICE SOCIAL.

5 % au fonds de prévoyance en faveur des membres du personnel	fr. 244.363,15.
Au fonds spécial pour le bien-être indigène	150.000,—
Au fonds de réserve spécial	3.000.000,—
Participation de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains conformément à la convention intervenue le 25 mai 1948 entre cette Compagnie et Kinétain	1.023.797,50
10 % au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	449.290,—
Solde à reporter	19.812,50
	Fr. 4.887.263,15

REPARTITION — 14^{me} EXERCICE SOCIAL.

5 % au fonds de prévoyance en faveur des membres du personnel	fr. 339.173,68
Au fonds spécial pour le bien-être indigène	250.000,—
Au fonds de réserve spécial	4.000.000,—
Participation de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains conformément à la convention intervenue le 25 mai 1948 entre cette Compagnie et Kinétain	1.562.536,60
10 % au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	619.430,—
Solde à reporter	12.333,40
	Fr. 6.783.473,68

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. William Delloye, administrateur dé sociétés, demeurant à Bruxelles, 50, avenue Maurice.

Administrateur-délégué :

M. Georges Lescornez, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 342, boulevard Lambermont.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, demeurant à Louvain, 121, avenue des Alliés.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 12, avenue des Arts.

M. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 4, rue Jules Lejeune.

M. Hector de Rauw, ingénieur des mines, demeurant à Eghezée.

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 154, avenue de Tervueren.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 33, boulevard Général Wahis.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, 88, rue Bosquet.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Clesse, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 38, rue Geefs.

M. Pierre Vlayen, expert-comptable, demeurant à Bruxelles, 19, avenue des Klauwaerts.

Bruxelles, le 24 juin 1948.

Copie certifiée conforme.

LES MINES D'ETAIN DE KINDU « KINETAIN »

L'administrateur-délégué,

G. LESCORNEZ.

Le président du Conseil d'administration,

W. DELLOYE.

Compagnie Minière du Congo Occidental « COMINOC »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 94.157.

Société constituée par acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le quatorze juillet mil neuf cent trente-sept, autorisée par arrêté royal du vingt-et-un septembre mil neuf cent trente-sept. (Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente-sept).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Dépenses au 31 décembre 1943 . . . fr.	2.606.547,44	
Immobilisations de l'exercice	10.692,50	
		2.617.239,94
moins :		
Amortissements des exercices antérieurs		1.552.997,93
		1.064.242,01

II. — Réalisable :

Débiteurs divers	100.000,—
----------------------------	-----------

III. — Disponible :

Banques	1.050.634,30
-------------------	--------------

IV. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

V. — Profits et Pertes :

Solde	76.725,73
-----------------	-----------

Fr. 2.291.602,04

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

4.000 actions de capital de fr. 500 fr.	2.000.000,—	
4.000 actions série B sans désignation de valeur	P.M.	
Réserve statutaire	70.968,69	2.070.968,69

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers	220.633,35
-----------------------------	------------

III. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	<u>Fr. 2.291.602,04</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux fr.	43.587,95
Frais financiers	14.552,23
Droits de sortie et surtaxe douanière	6.390,94
Résultat d'exploitation	12.194,61
	<u>Fr. 76.725,73</u>

CREDIT.

Solde fr.	<u>76.725,73</u>
---------------------	------------------

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Dépenses au 31 décembre 1944.	fr.	2.617.239,94	
Immobilisations de l'exer.	néant		
			2.617.239,94
moins :			
Amortissements des exercices antérieurs .		1.552.997,93	
			1.064.242,01

II. — *Réalisable* :

Débiteurs divers	514.968,36
----------------------------	------------

III. — *Disponible* :

Banques	313.509,44
-------------------	------------

IV. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

V. — *Profits et Pertes* :

Perte antérieure reportée	76.725,73	
Perte de l'exercice	113.256,09	
		189.981,82
	Fr.	<u><u>2.082.701,63</u></u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital :

4.000 actions de capital de fr. 500 fr.	2.000.000,—	
4.000 actions Série B sans désignation de valeur	P.M.	
Réserve statutaire	70.968,69	
		2.070.968,69

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers	11.732,94
-----------------------------	-----------

III. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
--	------

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
---	------

Fr.	<u>2.082.701,63</u>
-----	---------------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Report de la perte antérieure fr.	76.725,73
---	-----------

Frais généraux	29.952,85
--------------------------	-----------

Frais financiers	3.748,52
----------------------------	----------

Frais de surveillance en Afrique	79.718,14
--	-----------

Fr.	<u>190.145,24</u>
-----	-------------------

CREDIT.

Intérêts de banque fr.	163,42
----------------------------------	--------

Solde	189.981,82
-----------------	------------

Fr.	<u>190.145,24</u>
-----	-------------------

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1946.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Dépenses au 31 décembre 1945	2.617.239,94
--	--------------

Immobilisations de l'exer.	néant	
		<u>2.617.239,94</u>

moins :

Amortissements des exercices antérieurs .	<u>1.552.997,93</u>	1.064.242,01
---	---------------------	--------------

II. — *Réalisable* :

Débiteurs divers	500.243,96
----------------------------	------------

III. — *Disponible* :

Banques	333.995,82
-------------------	------------

IV. — *Compte d'ordre* :

Garanties statutaires	P.M.
---------------------------------	------

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
---	------

V. — *Profits et Pertes* :

Perte antérieure reportée	189.981,82
-------------------------------------	------------

Moins : bénéfice de l'exercice	9.761,98
--	----------

	<u>180.219,84</u>
--	-------------------

Fr.	<u><u>2.078.701,63</u></u>
-----	----------------------------

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital :

4.000 actions de capital de fr. 500,—	2.000.000,—
---	-------------

4.000 actions Série B. sans désignation de valeur	P.M.
--	------

Réserve statutaire	70.968,69
------------------------------	-----------

	<u>2.070.968,69</u>
--	---------------------

II. — *Dettes de la société envers des tiers* :

Créditeurs divers	7.732,94
-----------------------------	----------

III. — *Comptes d'ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
--	------

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
---	------

Fr.	<u><u>2.078.701,63</u></u>
-----	----------------------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1946.

DEBIT.

Report de la perte antérieure	fr.	189.981,82
Frais généraux		35.896,95
Frais financiers		670,10
	Fr.	226.548,87

CREDIT.

Résultat d'exploitation (rappel exercices antérieurs) . .	45.944,42
Intérêts de banque	384,61
Solde	180.219,84
	Fr. 226.548,87

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Dépenses au 31 décembre 1946	2.617.239,94	
Dépenses de l'exercice	971.727,11	
		3.588.967,05
moins :		
Amortissements des exercices antérieurs	1.552.997,93	
		2.035.969,12

II. — Réalisable :

a) Participations	1.000.000,—	
b) Débiteurs divers	15.039,44	
		1.015.039,44

III. — Disponible :

Banques	372.266,24
-------------------	------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

V. — *Profits et Pertes :*

Perte antérieure reportée	180.219,84	
moins :		
Bénéfice de l'exercice	52.039,74	
		128.180,10
	Fr.	3.551.454,90

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

4.000 actions de capital de 500 fr.	2.000.000,—	
4.000 actions série B. sans désignation de valeur	P.M.	
Réserve statutaire	70.968,69	
		2.070.968,69

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

a) Montant non appelé sur participation	700.000,—	
b) Créiteurs divers	780.486,21	
		1.480.486,21

III. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	Fr. 3.551.454,90

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Report de la perte antérieure fr.	180.219,84
Frais généraux	42.548,45
Frais financiers	84,30
Fr.	222.852,59

CREDIT.

Résultat d'exploitation (rappel exercices antérieurs)	94.396,87
Intérêts de banque	275,62
Solde	128.180,10
	Fr. 222.852,59

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 29 juin 1948.*

L'assemblée approuve le rapport, les bilans et les comptes de profits et pertes des 8^{me}, 9^{me}, 10^{me} et 11^{me} exercices sociaux tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'administration et vérifiés par le Collège des commissaires.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-sept.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

L'assemblée réélit Monsieur Fernand Nisot en qualité d'administrateur. Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1954.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil d'administration et administrateur-délégué :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Ter-
vueren, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 33, boulevard Général
Wahis, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val
d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles.

M. Pierre Le Boëuf, administrateur de sociétés, 284, rue Vanderkindere,
Uccle-Bruxelles.

M. Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg, Ixelles-
Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. René Frère, docteur en droit, 156, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles.

M. Fernand Kuhnemant, chef de comptabilité, 88, avenue Victor Jacobs, Bruxelles.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek-Bruxelles.

Bruxelles, le 30 juin 1948.

Copie certifiée conforme.

COMPAGNIE MINIERE DU CONGO OCCIDENTAL « COMINOC »

Un administrateur,
P. LANCSWEERT.

Le président du Conseil d'administration,
G. LESCORNEZ.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 9^e TRANCHE 1948.

6 JUILLET 1948.

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	30	500 fr.
1	3321	5.000 fr.
	8821	10.000 fr.
	25231	100.000 fr.
	6771	2.500 fr.
	5591	2.500 fr.
2	2	200 fr.
	235202	500.000 fr.
	7122	10.000 fr.
	61622	20.000 fr.
	6372	2.500 fr.
3	303	1.000 fr.
	3023	5.000 fr.
	41073	20.000 fr.
	336683	1.000.000 fr.
	54593	50.000 fr.
4	13704	250.000 fr.
	340364	2.500.000 fr.
	34461	50.000 fr.
5	336525	500.000 fr.
	30845	20.000 fr.
	60055	100.000 fr.
	2155	2.500 fr.
	31385	20.000 fr.
6	4006	2.500 fr.
	026	1.000 fr.
	19546	100.000 fr.
	14566	50.000 fr.
	08686	20.000 fr.
	0496	5.000 fr.
7	1717	2.500 fr.
	0327	5.000 fr.
	3967	2.500 fr.
8	1308	2.500 fr.
	0218	5.000 fr.
	54058	100.000 fr.
	388	1.000 fr.
9	84819	50.000 fr.
	6889	10.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 6 octobre 1948.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 6 novembre 1948.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 9^e SCHIJF 1948.

6 JULI 1948.

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	30	500 fr.
1	3321 8821 25231 6771 5591	5.000 fr. 10.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
2	2 235202 7122 61622 6372	200 fr. 500.000 fr. 10.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr.
3	303 3023 41073 336683 54593	1.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 1.000.000 fr. 50.000 fr.
4	13704 340364 34464	250.000 fr. 2.500.000 fr. 50.000 fr.
5	336525 30845 60055 2155 31385	500.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr.
6	4006 026 19546 14566 08686 0496	2.500 fr. 1.000 fr. 100.000 fr. 50.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.
7	1717 0327 3967	2.500 fr. 5.000 fr. 2.500 fr.
8	1308 0218 54058 388	2.500 fr. 5.000 fr. 100.000 fr. 1.000 fr.
9	84819 6889	50.000 fr. 10.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 6 October 1948.

Laatste betaaldag door de Loterij : 6 November 1948.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 10^e TRANCHE 1948.

24 JUILLET 1948.

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	9210	10.000 fr.
	87510	20.000 fr.
	3740	2.500 fr.
1	6601	2.500 fr.
	5021	5.000 fr.
	02221	100.000 fr.
	831	1.000 fr.
	241	1.000 fr.
	161551	1.000.000 fr.
	3651	2.500 fr.
	02161	100.000 fr.
	83171	50.000 fr.
	06871	50.000 fr.
	2381	5.000 fr.
2	140722	2.500.000 fr.
3	9403	5.000 fr.
	35513	20.000 fr.
	7943	2.500 fr.
	4253	5.000 fr.
	6663	5.000 fr.
	3073	2.500 fr.
	0883	10.000 fr.
	93	500 fr.
4	8834	10.000 fr.
5	73915	20.000 fr.
	84185	100.000 fr.
6	40866	250.000 fr.
	301176	500.000 fr.
	9376	2.500 fr.
	43896	100.000 fr.
7	132807	500.000 fr.
	55647	50.000 fr.
	057	1.000 fr.
	4577	2.500 fr.
8	67408	20.000 fr.
	80118	20.000 fr.
	0158	2.500 fr.
	24458	50.000 fr.
9	9	200 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 24 octobre 1948.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 24 novembre 1948.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 10^e SCHIJF 1948.

24 JULI 1948.

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	9210	10.000 fr.
	87510	20.000 fr.
	3740	2.500 fr.
1	6601	2.500 fr.
	5021	5.000 fr.
	02221	100.000 fr.
	831	1.000 fr.
	241	1.000 fr.
	161551	1.000.000 fr.
	3651	2.500 fr.
	02161	100.000 fr.
	83171	50.000 fr.
	06871	50.000 fr.
	2381	5.000 fr.
2	140722	2.500.000 fr.
3	9403	5.000 fr.
	35513	20.000 fr.
	7943	2.500 fr.
	4253	5.000 fr.
	6663	5.000 fr.
	3073	2.500 fr.
	0883	10.000 fr.
	93	500 fr.
4	8834	10.000 fr.
5	73915	20.000 fr.
	84185	100.000 fr.
6	40866	250.000 fr.
	301176	500.000 fr.
	9376	2.500 fr.
	43896	100.000 fr.
7	132807	500.000 fr.
	55647	50.000 fr.
	057	1.000 fr.
	4577	2.500 fr.
8	67408	20.000 fr.
	80118	20.000 fr.
	0158	2.500 fr.
	24458	50.000 fr.
9	9	200 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 24 October 1948.

Laatste betaaldag door de Loterij : 24 November 1948.

15 SEPTEMBRE 1948.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

**Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché »
(Coboma) (1)**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée : « Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », ayant son siège social à Elisabethville, tenue devant Maître Léon Brasseur, notaire résidant à Bruxelles, ce jourd'hui, quatre juillet mil neuf cent quarante-sept, au siège administratif de la dite société à Bruxelles, 14, rue de la Blanchisserie.

La dite société « Coboma » a été constituée par acte reçu par le notaire Armand Brasseur, à Schaerbeek, le vingt janvier mil neuf cent vingt-huit et autorisée par arrêté royal du treize mars suivant; cet acte contenant les statuts a été publié au « Moniteur Belge » des vingt/vingt-et-un février mil neuf cent vingt-huit, sous le numéro 1873, des annexes relatives aux sociétés commerciales et dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », à la date du quinze avril suivant.

Le capital de la société a été augmenté et les statuts ont été modifiés par décision d'une assemblée générale des actionnaires, tenue le quinze juin de la même année, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé à cette date, par le notaire Coenen à Bruxelles et la réalisation de cette augmentation de capital a été constatée aux termes d'un acte du notaire Léon Brasseur, à Bruxelles, en date du dix-huit juillet suivant cette augmentation de capital avec modification des statuts a été autorisée par arrêté royal du vingt-trois octobre suivant et le procès-verbal d'assemblée, ainsi

(1) Voir B. O. n° 9 du 15 septembre 1948, 1^{re} partie.

que l'acte de réalisation ont été publiés au « Moniteur Belge » du treize du même mois d'octobre, dans les annexes relatives aux sociétés commerciales, sous les numéros 13.504 et 13.505, puis dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze novembre suivant.

La date de l'assemblée annuelle a été modifiée par décision d'une assemblée générale des actionnaires, tenue devant le même notaire Coenen, le vingt-neuf mai mil neuf cent vingt-neuf ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal qu'il a dressé à cette date et qui a été publié au « Moniteur Belge », du seize octobre suivant, mêmes annexes, numéro 15.524, puis au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent trente-huit.

Les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social et la date de l'assemblée annuelle, ont été modifiées par décision d'une assemblée générale des actionnaires, tenue devant le notaire Walravens, à Saint-Josseten-Noode, le douze octobre mil neuf cent trente-trois, suivant procès-verbal qu'il en a été dressé à cette date et qui a été publié au « Moniteur Belge », du dix-huit janvier suivant, mêmes annexes, sous le numéro 604, puis au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze janvier mil neuf cent trente-huit.

Le capital social a été réduit et les statuts ont été modifiés, suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires, du cinq mars mil neuf cent trente-six et constatation de réalisation du Conseil d'administration en date du vingt-cinq septembre suivant, ainsi qu'il résulte de procès-verbaux dressés à ces dates, respectivement par les notaires Léon Brasseur à Bruxelles, et Coenen à Bruxelles; ces réductions de capital et modifications aux statuts ont été autorisées par arrêté royal du quatre décembre mil neuf cent trente-six et les dits procès-verbaux ont été publiés au « Moniteur Belge », mêmes annexes respectivement les huit avril mil neuf cent trente-six, numéro 4487, huit janvier mil neuf cent trente-sept, numéro 129 et quatorze janvier de la même année, numéro 392 *bis*, et en outre, au « Bulletin Officiel du Congo Belge », les quinze juillet mil neuf cent trente-six et quinze janvier mil neuf cent trente-sept.

Finalement les statuts ont encore été modifiés, suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires, du trois mars mil neuf cent trente-huit, ainsi qu'il résulte du procès-verbal de cette assemblée, dressé à cette date par le notaire Coenen, à Bruxelles et publié au « Moniteur Belge », du sept avril mil neuf cent trente-huit, mêmes annexes, numéro 4217.

La séance est ouverte à dix-sept heures, sous la présidence de Monsieur Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo, demeurant à Bruxelles, 108, avenue Louise, président du Conseil d'administration.

Sont présents ou représentés à l'assemblée, les actionnaires dont les prénoms, nom, profession, demeure et nombre de titres ici représentés, se trouvent repris à une liste de présence qui restera ci-annexée et sera enregistrée avec les présentes, ainsi que les procurations des actionnaires qui se sont fait représenter à la présente assemblée, sauf celle des ayants-droit de la succession du Baron Raymond Vaxelaire qui a été donnée par acte reçu par le notaire soussigné, le vingt-deux avril dernier.

Messieurs Bernard de Jongh van Lier, administrateur de sociétés, avenue Louise, 121, — René Guillaume, administrateur délégué de Banque, 50, rue Edmond Picard à Ixelles, — Raymond Delhay, directeur général au « Bon Marché », 280, avenue de Tervueren, à Woluwe-Saint-Pierre, — le Baron François Vaxelaire; Georges Vaxelaire; Raymond

Vaxelaire, ces trois derniers propriétaires, à Saint-Josse-ten-Noode, le premier, avenue de l'Astronomie, 12, les deux derniers, avenue de l'Astronomie, 9, — et Raymond Depireux, directeur de Banque, 40, rue Blanche, à Saint-Gilles, tous administrateurs de « Coboma », complètent le bureau.

Sur la proposition du président, l'assemblée désigne comme scrutateurs, les dits Messieurs de Jongh van Lier et Guillaume.

Puis le Président nomme, comme secrétaire, M. Léon Ganty, 143, boulevard Anspach, à Bruxelles.

Monsieur le Président déclare et invite tous les actionnaires présents à constater avec lui :

1°. Que la présente assemblée a été convoquée par annonces contenant l'ordre du jour, publiées dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et le journal l'« Echo de la Bourse » du dix-huit juin mil neuf cent quarante-sept, des numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

Que des convocations ont en outre, été adressées indistinctement à tous les actionnaires en nom, par lettre recommandée à la poste.

2°. Que l'ordre du jour contenu dans ces convocations est ainsi conçu :

I. — Proposition d'augmenter le capital à concurrence de deux millions de francs et ainsi le porter de huit millions de francs, à dix millions de francs, par incorporation d'une somme de deux millions de francs à prélever sur le fonds spécial de prévision, sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

II. — Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de cinq millions de francs et ainsi le porter de dix millions de francs, à quinze millions de francs par la création de seize mille parts sociales sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages, que les parts sociales existantes et portant jouissance, à partir du premier juillet mil neuf cent quarante-sept.

III. — a) Souscription par un groupe de ces seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de trois cent douze francs cinquante centimes par titre et libération intégrale de la souscription;

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les seize mille titres nouveaux, à la disposition des porteurs des trente-deux mille parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de trois cent dix-sept francs cinquante centimes, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle, pour deux parts sociales existantes, et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera, au *prorata* des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

IV. — Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance, avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine*, du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du quatre juillet mil neuf cent quarante-sept, le capital de huit millions de francs a été porté à quinze millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de deux millions de francs, par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur;

» b) à concurrence de cinq millions de francs, par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de quinze millions de francs est représenté par quarante-huit mille parts sociales, sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

3°. Que les actionnaires présents et représentés se sont, pour assister à la présente assemblée, conformés à l'article 39 des statuts.

4°. Que la présente assemblée représentant plus de la moitié des parts sociales, peut conformément à l'article 46 des statuts, valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

Ces constatations faites, Monsieur le Président expose les raisons qui ont déterminé le Conseil, à convoquer la présente assemblée et à soumettre aux délibérations de celle-ci, les divers points que le Conseil a porté à l'ordre du jour.

Monsieur le Président développe diverses considérations et donne au sujet des quatre points à l'ordre du jour, des explications.

Il demande à l'assemblée si d'autres renseignements sont encore désirés. Aucun actionnaire n'ayant exprimé le désir d'avoir des précisions complémentaires, Monsieur le Président aborde l'ordre du jour et l'assemblée prend successivement les résolutions ci-après :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital de deux millions de francs et ainsi de le porter de huit millions de francs, à dix millions de francs, par incorporation d'une somme de deux millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide une deuxième augmentation de capital; celle-ci de cinq millions de francs et ainsi de porter le capital de dix millions de francs, à quinze millions de francs par la création de seize mille parts sociales sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du premier juillet mil neuf cent quarante-sept.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide ensuite, à la même unanimité des voix, d'accepter la proposition faite par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, de souscrire ferme, cette deuxième augmentation de capital et ce, aux conditions ci-après déterminées :

Et à l'instant, Madame la Baronne Vaxelaire et Monsieur Raymond Delhayé, respectivement Présidente du Conseil d'administration de la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège à Bruxelles, et administrateur-directeur général de la même société.

Agissant pour et au nom de cette société en vertu des pouvoirs leur conférés, ont déclaré souscrire pour elle, au prix de trois cent douze francs, cinquante centimes par titre, les seize mille parts sociales nouvelles sans désignation de valeur, de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » « Coboma », créées par décision prise ci-dessus, sous la deuxième résolution.

Ils ont déclaré obliger en outre, leur mandante, à mettre les seize mille titres nouveaux, à la disposition des porteurs des trente-deux mille parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de trois cent dix-sept francs, cinquante centimes, soit avec une prime de cinq francs et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

La souscription ci-dessus à toutes les conditions prérappelées est acceptée par l'assemblée, à l'unanimité des voix. Puis Madame la Baronne Vaxelaire et Monsieur Delhayé, agissant es mêmes qualités, ont déclaré avoir mis à la disposition de la dite société « Coboma », par un versement en espèces, ce qui est reconnu par l'assemblée à l'unanimité, la somme de cinq millions de francs, en libération totale de la souscription à l'augmentation de capital de pareil import.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions prises ci-dessus, en ajoutant, *in fine*, du dit article 6, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du quatre juillet mil neuf cent quarante-sept, le capital de huit millions de francs a été porté à quinze millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de deux millions de francs, par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur;

» b) à concurrence de cinq millions de francs, par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de quinze millions de francs est représenté par quarante-huit mille parts sociales, sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

Enfin l'assemblée décide encore à l'unanimité des voix, que le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes les mesures d'exécution, que les résolutions qui viennent d'être prises comportent et notamment d'intégrer ces décisions dans le texte des statuts et de coordonner ceux-ci, en conséquence.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président lève la séance à cinq heures trente.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau, les actionnaires et les mandataires ont signé avec le notaire.

(signé) A. Vaxelaire. — G. Heenen. — J. Rousseaux. — R. Delhayé. — F. De Meersman. — R. Vaxelaire. — F. Vaxelaire. — G. Vaxelaire. — J. Dumoulin. — Georges Hanet. — R. Depireux. — Léon Jacquemain. — Guillaume. — de Jongh van Lier. — Léon Ganty. — Léon Brasseur.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 572, folio 40, case 8, quatre rôle, trois renvois.

Reçu : vingt francs (20 fr.).

Le Receveur (signé) Decoux.

PREMIERE ANNEXE.

SOCIETE CONGOLAISE DES GRANDS MAGASINS
« AU BON MARCHÉ » « COBOMA »

Société anonyme à Bruxelles.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 4 juillet 1947.

LISTE DE PRESENCE.

N° d'ordre	Nom, Prénom, Profession	Demeure	Nombre d'actions possédées	représenté par	Signature
1	S. A. Grands Magasins « Au Bon Marché ».	123, rue Neuve, Bruxelles.	14.599	1. Baronne, Vve Raymond Vaxelaire, née Alice de Ro, et 2. Raymond Delhaye, tous deux ci-après qualifiés.	A. Vaxelaire R. Delhaye.
2	Société Mobilière et Immobilière Congolaise S. A.	14, rue Thérésienne, Bruxelles.	6.390	René Guillaume, administrateur - délégué de la Banque du Congo Belge, 50, rue Edmond Picard, Ixelles.	R. Guillaume
3	Crédit Général du Congo S. A.	112, rue du Commerce Bruxelles.	6.390	Gaston Heenen, vice-gouverneur général du Congo, 108, avenue Louise, Bruxelles.	G. Heenen
4	Les ayants-droit à la succession du Baron Vaxelaire Raymond, savoir : 1. Madame la Baronne, veuve Raymond Vaxelaire, née Alice de Ro, propriétaire à St-Josse - ten - Noode 9, avenue de l'Astronomie; 2. Le Baron François Vaxelaire, propriétaire à Saint-Josse - ten - Noode 12, avenue de l'Astronomie;	9, avenue de l'Astronomie.	200	Baronne, veuve Raymond Vaxelaire, qualifiée ci-contre.	A. Vaxelaire.

N° d'ordre	Nom, Prénom, Profession	Demeure	Nombre d'actions possédées	représenté par	Signature
	3. Monsieur Georges Vaxelaire; 4. Monsieur Raymond Vaxelaire; 5. Mlle Raymond Vaxelaire, tous trois propriétaires à Saint-Josse - ten - Noode, 9, avenue de l'Astronomie.				
5	Delhayé Raymond, administrateur - directeur général « Au Bon Marché » Bruxelles.	280, avenue de Tervueren Bruxelles. Woluwe- St-Pierre.	320	—	R. Delhayé.
6	Depireux Raymond, directeur de Ban- que, Bruxelles.	40, rue Blanche, St-Gilles, Bruxelles.	892	—	R. Depireux.
7	De Meersman Fran- çois, directeur «Au Bon Marché» Bru- xelles.	339, rue de Ransbeek Neder- Over- Heembeek Brux. II.	40	—	F. De Meers- man.
8	Lamarche Victor, chef de groupe «Au Bon Marché» Bru- xelles.	29, rue de l'Associa- tion, Brux.	40	Raymond Delhayé, préqualifié.	R. Delhayé.
9	Klein Jean, directeur « Au Bon Marché » Bruxelles.	94, av. Louise, Bruxelles.	40	Raymond Delhayé, préqualifié.	R. Delhayé.
10	Jacqmain Léon, avo- cat à la Cour d'Ap- pel de Bruxelles.	58, avenue E. Duray, Bruxelles.	20	—	Léon Jacqmain.
11	Devèze Albert, avo- cat à la Cour d'Ap- pel, Bruxelles.	48, r. Defacqz, Bruxelles, Ixelles.	80	Raymond Delhayé, préqualifié.	R. Delhayé.

N° d'ordre	Nom, Prénom, Profession	Demeure	Nombre d'actions possédées	représenté par	Signature
12	Chouvel Martial, acheteur textiles « Au Bon Marché » Bruxelles.	50, av. de la Sapinière Uccle.	320	B ^{on} François Vaxe- laire, préqualifié.	F. Vaxelaire.
13	Dumoulin Fernand, propriétaire.	6, Grand' Route, Beaufays.	20	—	F. Dumoulin
14	S. A. Etablissements Fernand Hanus.	21, boulevard Britanni- que, Gand.	160	Georges Hanet, admi- nistrateur de so- ciété, 21, boulevard Britannique, Gand.	Georges Hanet.
15	Rousseaux Joseph, journaliste.	78, avenue Brugmann Bruxelles. Forest.	25	—	J. Rousseau
16	Chevalier Rose, sans profession.	Gerardmer (Vosges) Droite du Lac.	240	Raymond Delhaye, préqualifié.	R. Delhaye.

TOTAL : 29.776.

Vingt-neuf mille sept cent septante-six parts.

(signé) — G. Heenen. — L. Ganty. — Guillaume. — De Meersman.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs. .

Le Receveur (signé) Decoux.

DEUXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée, Mademoiselle Rose Chevalier (majeure) sans profession, demeurant à Gerardmer (Vosges) La Droite du Lac, propriétaire de 240 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire, Monsieur R. Delhayé, administrateur - directeur général « Au Bon Marché » Bruxelles.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie à Bruxelles, le vendredi 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 24 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) R. Chevalier.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

TROISIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée S. A. Etablissements Textiles Fernand Hanus, demeurant à Gand, boulevard Britannique, 21, propriétaire de 160 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire, Monsieur Georges Hanet, boulevard Britannique à Gand.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que

les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 20 juin 1947.

Bon pour pouvoir, (signé) Fernand Hanus.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

QUATRIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné Martial Chouvel, acheteur textiles « Au Bon Marché » demeurant à Bruxelles, 50, avenue de la Sapinière, propriétaire de 320 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », société congolaise par actions, à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire, Monsieur le Baron François Vaxelaire, 12, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour ; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 26 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) M. Chouvel.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

CINQUIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné Devèze Albert, avocat, demeurant à Bruxelles, 48, rue Defacqz, propriétaire de 80 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », société congolaise par action à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire Monsieur Raymond Delhayé, 280, avenue de Tervueren, à Bruxelles.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 16 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) A. Devèze.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

SIXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné J. Klein, directeur des achats « Au Bon Marché », demeurant à Bruxelles, avenue Louise, propriétaire de 40 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire, Monsieur R. Delhayé, administrateur - directeur général « Au Bon Marché », Bruxelles.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 24 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) J. Klein.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

SEPTIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné Lamarche Victor, chef de Groupe, demeurant à Bruxelles, 29, rue de l'Association, propriétaire de 40 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins «Au Bon Marché», en abrégé «Coboma», société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire Monsieur R. Delhayé, administrateur - directeur général « Au Bon Marché » Bruxelles.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 23 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) V. Lamarche.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

HUITIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné « Crédit Général du Congo » société anonyme, demeurant à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de 6.390 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma » société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire, Monsieur G. Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a

été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 18 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) Crédit Général du Congo, société anonyme.

Le directeur. — Le fondé de pouvoirs. (signé) illisible.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

NEUVIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée, Société Mobilière et Immobilière, société anonyme, à Bruxelles, 14, rue Thérésienne, propriétaire de 6.390 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma » société congolaise par actions, à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire, Monsieur R. Guillaume, administrateur-délégué de la Banque du Congo Belge, Bruxelles.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 18 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) Société Mobilière et Immobilière Congolaise, société anonyme (signé) illisiblement.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux,

DIXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée S. A. des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, 123, rue Neuve à Bruxelles.

Propriétaire de 14.599 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « Coboma », société congolaise par actions à responsabilité limitée à Elisabethville.

Déclare par les présentes, constituer pour sa mandataire, Madame la Baronne Vaxelaire, Présidente du Conseil, Monsieur Raymond Delhayé, administrateur-directeur général.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, 4 juillet 1947, à 17 heures.

Prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital à concurrence de 2 millions de francs et ainsi le porter de 8 millions de francs à 10 millions de francs, par incorporation d'une somme de 2 millions de francs à prélever sur le Fonds Spécial de Prévision sans qu'il soit procédé en contre partie de cette augmentation de capital, à la création de parts sociales nouvelles.

2°. Proposition d'une deuxième augmentation de capital et ce, à concurrence de 5 millions de francs et ainsi le porter de 10 millions de francs à 15 millions de francs par la création de 16.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et portant jouissance à partir du 1^{er} juillet 1947.

3° a) Souscription par un groupe de ces 16.000 parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs par titre et libération intégrale de la souscription.

b) Obligation pour le groupe souscripteur de mettre les 16.000 titres nouveaux à la disposition des porteurs des 32.000 p. s. existantes dans les deux mois au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'acte constatant l'augmentation du capital et ce, pendant une période de 60 jours au moins au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence d'une part sociale nouvelle pour deux parts sociales existantes et à titre réductible en faveur des porteurs de parts sociales existantes étant entendu que la répartition s'effectuera au *pro rata* des titres disponibles après l'exercice du droit de souscription irréductible et en tenant compte des titres demandés.

4°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises en vertu des propositions précitées, ajoutant, *in fine* du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires en assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1947, le capital de 8 millions de francs a été porté à 15 millions de francs, l'augmentation de sept millions de francs a été réalisée comme ci-après :

» a) à concurrence de 2 millions de francs par incorporation d'une partie du Fonds Spécial de Prévision, sans qu'il soit créé de parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» b) à concurrence de 5 millions de francs par création et libération de seize mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur.

» En conséquence, le capital de 15 millions de francs est représenté par 48.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune, un quarante-huit millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour; signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire en général tout ce que les circonstances exigeront pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 17 juin 1947.

Bon pour pouvoir. (signé) Société Anonyme des Grands Magasins
« Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, Bruxelles.

La présidente (signé) A. Vaxelaire.

Un administrateur (signé) F. Vaxelaire.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze juillet mil neuf cent quarante-sept, volume 34, folio 81, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) Decoux.

Pour expédition conforme.

(signé) Léon BRASSEUR.

Vu par Nous Hubrecht Jean, président du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Léon Brasseur, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 juin 1948.

(signé) illisible.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1948.

Le directeur (signé) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 30 juillet 1948.
Pour le Ministre des Colonies
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 30^e Juli 1948.
Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,

s./g. P. M. ORBAN.

Banque du Congo Belge

Société anonyme

SITUATION AU 31 MAI 1948.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	784.623.638,78
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		201.797.034,66
Avoirs en banque {	en francs	877.903.044,84
	en devises étrangères	1.081.017.383,89
Portefeuille - titres		204.657.164,93
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'Etranger		8.107.663.337,56
Effets commerciaux		456.277.613,76
Débiteurs		161.327.123,19
Etat Belge		312.267.195,25
Immeubles et Matériel		22.899.974,08
Divers		6.605.305,41
		Fr. 12.322.173.254,60

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaie fiduciaires métalliques du 21 juin 1935,

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		45.020.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques) . . .		1.892.495.808,60
Créditeurs à vue { divers		7.075.275.889,77
{ Colonie		2.650.558.048,55
Créditeurs à terme		119.589.534,17
Transferts en route et divers		519.233.973,51
	Fr.	<u>12.322.173.254,60</u>

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga « Sogefor »

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE DOUZE JUILLET A ONZE HEURES TROIS QUARTS.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Royale, numéro 38.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société des Forces Hydro-Electriques du Katanga (Sogefor), société congolaise à responsabilité limitée, établie à Likasi-Panda (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, numéro 31, soumise aux lois et arrêtés en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, constituée suivant acte sous seings privés, en date du vingt-trois novembre mil neuf cent vingt-cinq, portant la mention suivante d'enregistrement : « Enregistré à Bruxelles (A. S. S. P.) le vingt-sept novembre mil neuf cent vingt-cinq, volume 660, folio 44, case 6. Reçu quinze francs. Le Receveur : (signé) Latour », et autorisé par arrêté royal en date du premier décembre mil neuf cent vingt-cinq; ses statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent vingt-cinq, et à l'annexe au « Moniteur Belge » des sept/huit décembre mil neuf cent vingt-cinq, numéro 13.495; is ont été modifiés ensuite par divers actes, dont le dernier reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire soussigné, le dix avril mil neuf cent trente, a été approuvé par arrêté royal du quatorze août mli neuf cent trente; il a été publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du dix-sept mai mil neuf cent trente, numéro 8.098, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent trente,

Sont présents ou représentés les actionnaires qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La « Société de Traction et d'Electricité » société anonyme, établie à Bruxelles, rue de la Science, numéro 31, propriétaire de douze mille actions 12.000

Ici représentée par Monsieur Robert Van Cauwenberghe, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 17, suivant procuration du cinq de ce mois.

2. — L'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville - Congo Belge - propriétaire de douze mille actions et de cent six mille six cent soixante-six parts bénéficiaires 12.000 106.666

Ici représentée par Monsieur Edgar Sengier, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, numéro 24, suivant procuration du huit de ce mois.

3. — Le Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, rue des Petits Carmes, numéro 51, propriétaire de vingt-cinq mille deux cent soixante dix-huit actions 25.278

Ici représenté par Monsieur André Durieux, conseiller juridique adjoint au Ministère des Colonies, demeurant à Auderghem, rue Frères Goemaere, numéro 95, suivant procuration du huit de ce mois.

4. — La Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains (Auxilacs), société anonyme, établie à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 24, propriétaire de sept mille actions 7.000

Ici représentée par Monsieur Robert Bette, ingénieur civil, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, Boulevard Brand Whitlock, numéro 158, suivant procuration du neuf de ce mois.

5. — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de quatre mille actions 4.000

Ici représentée par Monsieur Lucien Beckers, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 24, suivant procuration du neuf de ce mois.

6. — La Compagnie Belge des Chemins de Fer et d'Entreprises, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33, propriétaire de deux mille actions 2.000

Ici représentée par Monsieur Albéric May, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 60, suivant procuration du sept de ce mois.

7. — Monsieur Gaston Deladrière, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Horizon, numéro 43, propriétaire de cinquante actions 50

8. — Monsieur Gustave Gillon, administrateur de sociétés, demeurant à Louvain, rue des Joyeuses Entrées, numéro 5, propriétaire de cinquante actions . . . 50

9. — Monsieur Albert Marchal, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Vert-Chasseur, numéro 46, propriétaire de cinquante actions 50

10. — Monsieur Aimé Marthoz, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, numéro 43, propriétaire de cinquante actions 50

11. — Monsieur Herman Robiliart, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, numéro 4, propriétaire de cinquante actions 50

12. — Monsieur Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, demeurant à Jette-Saint-Pierre, rue Ferdinand Lenoir, numéro 77, propriétaire de vingt-cinq actions . . . 25

Ensemble soixante-deux mille cinq cent cinquante-trois actions et cent six mille six cent soixante-six parts bénéficiaires 62.553 106.666

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente-sept des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Robert Van Cauwenberghe, prénommé, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, numéro 25, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs André Durieux et Auguste Berckmoes, prénommés.

Messieurs Robert Bette, Aimé Marthoz, Lucien Beckers, Gaston Deladrière, Gustave Gillon, Albert Marchal, Albéric May, Herman Robiliart, et Edgar Sengier, tous prénommés, et Armand Halleur, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de la Révolution, numéro 3 et Gaston Heenen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 108, ici intervenants, tous administrateurs de la société, complètent le bureau,

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a à son ordre du jour le point suivant devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique.

Modification de l'article trente-quatre des statuts pour fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au troisième lundi de juin.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article trente-cinq des statuts, dans les journaux suivants :

L'Annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-six juin mil neuf cent quarante-huit.

Le « Moniteur Belge », numéro du vingt-six juin mil neuf cent quarante-huit.

L'« Echo de la Bourse », numéro du vingt-cinq/vingt-six/vingt-sept juin mil neuf cent quarante-huit.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article trente-six des statuts.

IV. — Que sur les cent soixante mille actions et les cent six mille six cent soixante-six parts bénéficiaires de la société, la présente assemblée réunit soixante-deux mille cinq cent cinquante-trois actions et les cent six mille six cent soixante-six parts bénéficiaires, soit plus de la moitié des titres.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-trois des statuts, pour délibérer sur l'objet figurant à son ordre du jour.

Après un exposé fait, par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, l'assemblée après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au troisième lundi de juin et, en conséquence, d'apporter au premier alinéa de l'article trente-quatre des statuts, la modification suivante : les mots : « le deuxième lundi de juillet de chaque année », sont remplacés par les mots : « le troisième lundi de juin de chaque année ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance continue.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Van Cauwenberghe, Ed. Sengier, A. Durieux, R. Bette, L. Beckers, A. May, G. Deladrière, G. Gillon, A. Marchal, A. Marthoz, H. Robiliart, A. Berckmoes, D. Van Bleyenbergh, A. Halleux, G. Heenen, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix-neuf juillet 1948.

Volume 1347, folio 6, case 6, trois rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous : Pierre Van Hal,

Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

s.) P. Van Hal.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (signé) M. Van Hecke.

Ministère des Colonies.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim »

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE DEUX JUILLET,
A ONZE HEURES ET DEMIE.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Royale,
numéro 38.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga (Sogechim), inscrite au registre du Commerce de Bruxelles, sous le numéro 36653, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Jadotville (Katanga, Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 8, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le onze septembre mil neuf cent vingt-neuf, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-quatre octobre mil neuf cent vingt-neuf, numéro 16.051; la dite société a été autorisée par arrêté royal en date du quatorze octobre mil neuf cent vingt-neuf et ses statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent vingt-neuf.

Les statuts ont été modifiés par acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le vingt-neuf février mil neuf cent trente-deux, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du onze mai mil neuf cent trente-deux, numéro 6.851, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent trente-deux, après approbation par arrêté royal du vingt-six avril mil neuf cent trente-deux; par acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit le vingt-et-un février mil neuf cent trente-huit, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-quatre avril mil neuf cent trente-huit, numéro 5757 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent trente-huit, après approbation par arrêté royal du deux avril mil neuf cent trente-huit, et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le dix décembre mil neuf cent quarante-sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt février mil neuf cent quarante-huit, numéro 2808, après approbation par arrêté du Régent du trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-sept.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — L'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Katanga, Congo Belge) propriétaire de cent mille cent vingt-quatre actions . 100.124

Ici représentée par Monsieur Edgar Sengier, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-et-un juin dernier.

2. — La Société Générale Métallurgique de Hoboken, société anonyme établie à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 8, propriétaire de trente-sept mille cinq cents actions 37.500

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juin dernier.

3. — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de vingt mille actions 20.000

Ici représentée par Monsieur Edgar Sengier, ci-après nommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

4. — La Société Générale des Minerais, société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Marais, numéro 31, propriétaire de quatorze mille six cents actions 14.600

Ici représentée par Monsieur Gaston Blaise, ci-après nommé, suivant procuration du seize de ce mois.

5. — La Compagnie Foncière du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville - Katanga (Congo Belge), propriétaire de treize mille huit cent cinquante act. 13.850

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, ci-après nommé, suivant procuration du seize juin dernier.

6. — La Compagnie des Métaux d'Overpelt-Lommel et de Corphalie, société anonyme, établie à Bruxelles, rue des Fabriques, numéro 54, propriétaire de six mille neuf cent cinquante actions 6.950

Ici représentée par Monsieur Serge Lambert, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

7. — La Compagnie du Katanga, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de deux mille cinq cents actions 2.500

Ici représentée par Monsieur Edgar Sengier, ci-après nommé, suivant procuration du seize juin dernier.

8. — Charbonnages de la Luena, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville - Katanga (Congo Belge), propriétaire de quinze cent cinquante actions 1.550

Ici représentée par Monsieur Octave Jadot, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-et-un juin dernier.

9. — Messieurs F. M. Philippson et Cie, banquiers, société en nom collectif, établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 44, propriétaire de quatorze cents actions 1.400

Ici représentés par Monsieur Octave Jadot, ci-après nommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

10. — Les héritiers du Comte Juan d'Alcantara de Querrieu, étant :

1°) Le Comte Jacques d'Alcantara de Querrieu, consul de Belgique, demeurant à Tervueren, avenue d'Huart, numéro 190.

2°) Monsieur le Comte Alvar d'Alcantara de Querrieu, mineur d'âge, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de l'Espinette Centrale, numéro 17.

3°) Mesdemoiselles les Comtesses Mary, Thérèse, Sabine, Gabrielle et Françoise de Borgia d'Alcantara de Querrieu, toutes mineures d'âge, domiciliées avec leur mère et tutrice légale, Madame la Comtesse François d'Alcantara de Querrieu, à Rhode-Saint-Genèse, avenue Jonet, numéro 22, ensemble propriétaires de trente-cinq actions

35

Ici représentés par Monsieur Herman Robiliart ci-après nommé, suivant procuration du vingt-quatre juin dernier.

11. — Monsieur Gaston Blaise, gouverneur de la Société Générale de Belgique, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 47, propriétaire de cent vingt-cinq actions

125

12. — Monsieur Edgar Sengier, ingénieur civil, et ingénieur électricien, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, numéro 24, propriétaire de cent vingt-cinq actions

125

13. — Monsieur Pierre Joseph Leemans, ingénieur civil des mines, demeurant à Hoboken-Anvers, avenue Louise, numéro 7, propriétaire de cent vingt-cinq actions

125

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

14. — Monsieur Adolphe Fassotte, administrateur de sociétés, demeurant à Neerpelt, Villa Merckem, propriétaire de cent vingt-cinq actions

125

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du dix-huit juin dernier.

15. — Monsieur Octave Jadot, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, numéro 102, propriétaire de cent vingt-cinq actions

125

16. — Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, numéro 25, propriétaire de trente-cinq actions

35

17. — Monsieur Paul Verleysen, expert-comptable, demeurant à Etterbeek, rue des Coquelicots, numéro 31, propriétaire de trente-cinq actions

35

18. — Monsieur Georges Beetz, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, chaussée de Waterloo, numéro 878, propriétaire de trente-cinq actions . . . 35
Ici représenté par Monsieur Paul Verleysen, prénommé, suivant procuration du seize juin dernier.
19. — Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, numéro 4, propriétaire de six actions . . . 6
20. — Monsieur Pierre Dumortier, administrateur-directeur de la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga, (Sogechim), demeurant à Bruxelles, avenue de la Renaissance, numéro 47, propriétaire de six actions . . . 6
Ici représenté par Monsieur Herman Robiliart, prénommé, suivant procuration du vingt-et-un juin dernier.
21. — Monsieur Georges Delhay, ingénieur civil, demeurant à Mons, boulevard Dolez, numéro 2, propriétaire de six actions . 6
Ici représenté par Monsieur Octave Jadot, prénommé, suivant procuration du dix-sept juin dernier.
22. — Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, numéro 4, propriétaire de sept act. 7
23. — Monsieur Serge Lambert, ingénieur A. I. Ms, demeurant à Jumet, rue des Verreries, numéro 2, propriétaire de six actions . 6
24. — Monsieur Jérôme Quets, ingénieur, demeurant à Elisabethville (Congo Belge), avenue Léopold II, numéro 1, propriétaire de six actions . . . 6
Ici représenté par Monsieur Aimé Marthoz, prénommé, suivant procuration du vingt-sept juin dernier.
25. — Monsieur Auguste Berckmoes, expert-comptable, demeurant à Jette, rue Ferdinand Lenoir, numéro 76, propriétaire de deux actions . . . 2
26. — Monsieur Henri Cornelius, commissaire de la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga, (Sogechim), demeurant à Forest-Bruxelles, place Constantin Meunier, numéro 1, propriétaire d'une action . . . 1
Ici représenté par Monsieur Auguste Berckmoes, prénommé, suivant procuration du dix-sept juin dernier.

Ensemble cent quatre vingt dix-neuf mille deux cent soixante-dix-neuf actions 199.279

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article quarante-trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Gaston Blaise, président du Conseil d'administration, assisté de Messieurs Edgar Sengier, Herman Robiliart, Octave Jadot, Serge Lambert et Aimé Marthoz, prénommés, administrateurs, et de Messieurs Désiré Van Bleyenbergh, Auguste Berckmoes et Paul Verleysen, également prénommés, commissaires.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Herman Robiliart et l'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs Désiré Van Bleyenbergh et Paul Verleysen, tous préqualifiés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a à son ordre du jour :

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

a) Remplacer l'article douze par :

« Il est tenu un registre des actions nominatives au siège social et un autre au siège administratif désigné par le Conseil d'administration.

» Ces registres, dont tout actionnaire peut prendre connaissance, sans déplacement, contiennent :

» a) la désignation précise du propriétaire des actions et l'indication du nombre des actions qui lui appartiennent;

» b) l'indication des versements effectués;

» c) les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur. »

Remplacer l'alinéa premier de l'article treize par les alinéas suivants :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans les registres prévus à l'article douze précédent.

» L'inscription se fait, au choix du propriétaire des actions, dans l'un ou l'autre des registres. »

Remplacer l'alinéa troisième de l'article trente-huit par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le deuxième vendredi de juin de chaque année à onze heures et demie; si ce jour est jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant. »

II. — Que toutes les actions étant nominatives les convocations contenant l'ordre du jour, ont été adressées par lettres recommandées huit jours avant l'assemblée générale aux actionnaires.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation, et les récépissés des lettres recommandées.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente-neuf et quarante des statuts.

IV. — Que sur les deux cent mille actions de la société, la présente assemblée réunit cent quatre vingt-dix-neuf mille deux cent soixante-dix-neuf actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article quarante-six des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé, fait par Monsieur le Président, au nom du Conseil d'administration, l'assemblée après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'article douze des statuts est remplacé par :

« Il est tenu un registre des actions nominatives au siège social et un autre au siège administratif, désigné par le Conseil d'administration.

» Ces registres dont tout actionnaire peut prendre connaissance, sans déplacement contiennent :

» a) la désignation précise du propriétaire des actions et l'indication du nombre des actions qui lui appartiennent;

» b) l'indication des versements effectués;

» c) les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur. »

Le premier alinéa de l'article treize est remplacé par les alinéas suivants :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans les registres prévus à l'article douze précédent.

» L'inscription se fait, au choix du propriétaire des actions, dans l'un ou l'autre des registres. »

Le troisième alinéa de l'article trente-huit est remplacé par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le deuxième vendredi de juin de chaque année, à onze heures et demie; si ce jour est jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à midi.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Blaise, Ed. Sengier, H. Robiliart, O. Jadot, S. Lambert, A. Marthoz, D. Van Bleyenbergh, A. Berckmoes, P. Verleysen, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le huit juillet 1948.

Volume 1346, foilo 88, case 9, cinq rôles, deux renvois.

Reçu quaranté francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Pierre Van Hal,

Président de la Chambre des Vacations,

Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (signé) M. Van Hecke.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE TREIZE JUILLET
A ONZE HEURES ET DEMIE.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Royale,
numéro 38.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de la société « Minoteries du Katanga » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kakontwe (Katanga - Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 8, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trois décembre mil neuf cent vingt-neuf, autorisée par arrêté royal du cinq février mil neuf cent trente, dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » des six/sept janvier mil neuf cent trente, numéro 194, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze mars mil neuf cent trente. Ces statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire susdit, le neuf juillet mil neuf cent trente-cinq, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » des sept/huit octobre mil neuf cent trente-cinq, numéro 13.466 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente-cinq, après approbation par arrêté royal du vingt-six septembre mil neuf cent trente-cinq.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — L'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de dix mille trois cent quatre vingt-treize actions, série B. soit — 10.393

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines A. I. Br., demeurant à Ixelles, avenue du Congo, numéro 4, suivant procuration du vingt-neuf juin dernier.

2. — Fondation Hoover, pour le développement de l'Université de Louvain, Etablissement d'Utilité Publique, établie à Louvain, propriétaire de quatre mille neuf cent quarante-sept actions, série B. 4.947

Ici représentée par Monsieur Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 7, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

3. — La Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains, (Auxilacs) société anonyme, établie à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 24, propriétaire de quatre mille sept cents actions, série B. 4.700

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

4. — La Compagnie Foncière du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville, (Congo Belge), propriétaire de huit mille actions série A et de trois mille neuf cent quatre vingt-dix actions série B. . 8.000 3.990

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, prénommé, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

5. — La Société anonyme Assurance du Boerenbond Belge, établie à Louvain, rue des Récollets, numéro 24, propriétaire de trois mille cinq cents actions série B. . . 3.500

Ici représentée par Monsieur Marcel Delcourte, directeur de la dite société, demeurant à Kessel-Loo, chaussée de Tirlemont, numéro 259, suivant procuration du vingt-quatre juin dernier.

6. — La Fondation Van den Heuvel (Université Catholique de Louvain), Etablissement d'Utilité Publique, propriétaire de deux mille neuf cent cinquante actions, série B 2.950

Ici représentée par Monsieur Jean Koeckx, prénommé, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

7. — Intertropical Comfina, société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 66, propriétaire de treize cent cinquante actions série B. 1.350

Ici représentée par Monsieur Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue de la Tenderie, numéro 66, suivant procuration du vingt-huit juin dernier.

8. — La Mutuelle Lambert, société anonyme, établie à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 2, propriétaire de dix-huit cent quarante actions série B. 1.840

Ici représentée par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 90, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

9. — La Société Auxiliaire Belge d'Entreprises Générales « Auxibel », société anonyme, établie à Bruxelles, rue de l'Enseignement, numéro 91, propriétaire de quatorze cent vingt-six actions série B. 1.426

Ici représentée par Monsieur Maurice Blanquet, pré-nommé, suivant procuration du vingt-quatre juin dernier.

10. — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Brédérade, numéro 13, propriétaire de mille actions série B. 1.000

Ici représentée par Monsieur Paul Vuylsteke, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Emile De Mot, numéro 14, suivant procuration du vingt juin dernier.

11. — Fédération d'Entreprises Industrielles, société anonyme établie à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 33, propriétaire de huit cent quatre vingt-six actions série B. 886

Ici représentée par Monsieur Paul Vuylsteke, pré-nommé, suivant procuration du vingt-quatre juin dernier.

12. — Monsieur Edgar Sengier, ingénieur, administrateur-délégué, de l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, numéro 24, propriétaire de soixante actions série B. 60

13. — Monsieur Jules Cousin, ingénieur, demeurant à Elisabethville - Congo Belge, propriétaire de soixante actions série B. 60

Ici représenté par Monsieur Henry Terfve, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-trois de ce mois.

14. — Monsieur Henry Terfve, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, avenue Monseigneur Micara, numéro 75, propriétaire de soixante actions série B. 60

15. — Monsieur Roger Staes, ingénieur, demeurant à Berlaere, propriétaire de soixante actions, série B. 60

Ici représenté par Monsieur Henry Terfve, pré-nommé, suivant procuration du quinze novembre mil neuf cent quarante-sept.

16. — Monsieur Paul Vuylsteke, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Emile De Mot, numéro 14, pré-nommé, propriétaire de soixante actions série B. 60

17. — Monsieur Gilbert Mullie, propriétaire, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 68, propriétaire de soixante actions série B. 60

Ici représenté par Monsieur Herman Robiliart, pré-nommé, suivant procuration du quatre de ce mois.

18. — Monsieur Odon Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 14, propriétaire de soixante actions série B. 60

Ici représenté par Monsieur Herman Robiliart, pré-nommé, suivant procuration du dix de ce mois.

19. — Monsieur Léopold Mottoulle, docteur en médecine, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, rue Henri Lemaître, numéro 19, propriétaire de soixante actions série B. 60

Ici représenté par Monsieur Auguste Berckmoes, ci-après nommé, suivant procuration du cinq de ce mois.

20. — Monsieur Auguste Berckmoes, directeur du Département à l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Jette, rue Ferdinand Lenoir, numéro 77, propriétaire de vingt actions série B. 20

21. — Monsieur Rodolphe Germaux, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue Coudenberg, numéro 42, propriétaire de vingt actions série B. 20

Ensemble huit mille actions série A, donnant droit à cinq voix chacune, et trente-sept mille cinq cent-deux actions série B, donnant droit à une voix chacune.	8.000	37.502
--	-------	--------

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article quarante-trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Edgar Sengier, pré-nommé, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Henry Terfve et choisit comme scrutateurs Messieurs Marcel Delcourte et Paul Vuylsteke, tous pré-nommés.

Messieurs Herman Robiliart, Maurice Blanquet et Gaston de Formanoir de la Cazerie, préqualifiés, administrateurs et Messieurs Auguste Berckmoes, Jean Koeckx, pré-nommés et Edmond de Ryckman de Betz, avocat à la Cour d'appel, demeurant à Uccle, rue des Carmélites, numéro 185, et Louis Habran, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue Van Ostade, numéro 33, ici intervenants, commissaires, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a à son ordre du jour, les points suivants qui devront faire l'objet d'un procès-verbal authentique.

1) Modifications à l'article trente-huit, alinéa trois des statuts, en vue de changer la date de l'assemblée générale annuelle.

2) Modifications aux articles douze, treize, alinéas premier et quatrième, et quinze des statuts en vue de créer et d'organiser la tenue d'un second registre des actions nominatives au siège social à Kakontwe (Congo Belge).

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article quarante-et-un des statuts dans les journaux suivants.

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-huit juin et du cinq juillet mil neuf cent quarante-huit.

L'« Echo de la Bourse », numéro du vingt-huit juin et du quatre/cinq juillet mil neuf cent quarante-huit.

Qu'en outre, les actionnaires en nom, ont été convoqués par lettre missive leur adressée le vingt-deux juin dernier.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente-neuf et quarante des statuts.

IV. — Que sur les huit mille actions série A. donnant droit chacune à cinq voix et sur les cinquante-deux mille actions série B, donnant droit chacune à une voix, la présente assemblée réunit les huit mille actions série A, donnant droit chacune à cinq voix et trente-sept mille cinq cent deux actions série B, donnant droit chacune à une voix, soit un nombre d'actions possédant plus de la moitié des voix attachées à la totalité des actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article quarante-six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait, par Monsieur le Président, au nom du Conseil d'administration, l'assemblée après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications ci-après :

A l'article trente-huit, le troisième alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit le troisième mardi du mois de juin de chaque année à onze heures et demie; si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le jour ouvrable suivant. »

L'article douze est remplacé par :

« Il est tenu un registre des actions nominatives au siège social et un autre au siège administratif désigné par le Conseil d'administration.

» Ces registres dont tout actionnaire peut prendre connaissance sans déplacement, contiennent :

» a) La désignation précise du propriétaire des actions et l'indication du nombre des actions qui lui appartiennent;

» b) L'indication des versements effectués;

» c) Les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur. »

A l'article treize, le premier alinéa est remplacé par :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans les registres prévus à l'article douze précédent.

» Les inscriptions se font au choix du propriétaire des actions dans l'un ou l'autre des registres. »

A l'article quinze est intercalé un avant-dernier alinéa libellé comme suit :

« Il n'est procédé à aucun transfert d'actions nominatives, à aucune conversion d'actions nominatives en actions au porteur ou d'actions au porteur en actions nominatives le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale ainsi que pendant les dix jours qui précèdent. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance continue.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, ont signé avec nous, notaire.

(signé) Ed. Sengier, H. Robiliart, J. Koeckx, M. Delcourte, M. Blanquet, P. Vuylsteke, H. Terfve, A. Berckmoes, R. Germaux, Ed. de Ryckman de Betz, L. Habran, G. de Formanoir de la Cazerie, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le seize juillet 1948.

Volume 1348, folio 6, case 5, quatre rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Pierre Van Hal,

Président de la Chambre des Vacations,

Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nysten.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nysten, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (signé) M. Van Hecke.

Ministère des Colonies.

Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec »

Société commerciale par actions à responsabilité limitée

MODIFICATION AUX STATUTS.

**L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE DIX-NEUF
JUILLET à onze heures.**

A Bruxelles, rue de la Science, n° 31.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de la Société Générale Africaine d'Electricité (Sogelec). Société commerciale par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Katanga - Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, n° 31, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le douze juin mil neuf cent trente, autorisée par arrêté royal du quatorze juillet mil neuf cent trente, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » des vingt-deux/vingt-trois juillet mil neuf cent trente n° 12.041 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente.

Les dits statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le vingt-deux novembre mil neuf cent trente-cinq, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-et-un décembre mil neuf cent trente-cinq, sous le n° 16.360 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent trente-six et le vingt-huit mai mil neuf cent quarante-cinq, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-huit juin mil neuf cent quarante-cinq n° 8.782 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent quarante-cinq.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La « Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Jadotville (Congo Belge), propriétaire de cent mille actions de dividende

100.000

Ici représentée par Monsieur Robert Bette, ci-après nommé, suivant procuration du huit de ce mois.

2. — Le « Comité Spécial du Katanga » établi à Bruxelles, rue des Petits Carmes, n° 51, propriétaire de vingt-cinq mille deux cent soixante-dix-huit actions de capital

25.278

Ici représenté par Monsieur René Lavendhomme, Conseiller au Ministère des Colonies, demeurant à Mont-sur-Marchienne, avenue Hector Denis, n° 37, suivant procuration du douze de ce mois.

3. — La « Société de Traction et d'Electricité » société anonyme établie à Bruxelles, rue de la Science, n° 31, propriétaire de seize mille sept cents actions de capital 16.700

Ici représentée par Monsieur Robert Bette, ci-après nommé, suivant procuration du neuf de ce mois.

4. — La « Société Coloniale d'Electricité » « Colectric », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville, propriétaire de dix mille six cent cinquante actions de capital 10.650

Ici représentée par Monsieur Paul Gustin, administrateur de société, demeurant à Anvers, Place de Meir, n° 23, suivant procuration du treize de ce mois.

5. — La « Compagnie Foncière du Katanga » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de onze mille cinq cents actions de capital 11.500

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, n° 25, suivant procuration du treize de ce mois.

6. — L' « Union Minière du Haut Katanga » société congolaise à responsabilité limitée établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de dix mille actions de capital 10.000

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, prénommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.

7. — La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13, propriétaire de quatre mille actions de capital 4.000

Ici représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du treize de ce mois.

8. — La « Compagnie du Katanga » société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13, propriétaire de quinze cent trente-deux actions de capital 1.532

Ici représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du douze de ce mois.

9. — La « Société Générale de Belgique », société anonyme établie à Bruxelles, rue Montagne du Parc, n° 3, propriétaire de vingt-cinq actions de capital 25

Ici représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du douze de ce mois.

10. — Monsieur Robert Bette, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, n° 158, propriétaire de cinquante actions de capital 50

11. — Monsieur Albert Marchal, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Vert-Chasseur, n° 46, propriétaire de cinquante actions de capital . . . 50

12. — Monsieur Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, demeurant à Jette-Saint-Pierre, rue Ferdinand Lenoir, n° 71, propriétaire de vingt-cinq actions de cap. 25

13. — Monsieur Eugène Van Wynaesberghe, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, rue de Linthout, n° 80, propriétaire de cinquante actions de capital 50

Ensemble : soixante-dix-neuf mille huit cent soixante actions de capital et cent mille actions de dividende . 79.860 100.000

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente-huit des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Robert Bette, prénommé, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marcel Strauven, ingénieur civil A. I. Lg., demeurant à Uccle, avenue Wellington, n° 23, ici intervenant.

Et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur René Lavendhomme et Monsieur Auguste Berckmoes, tous deux prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale a à son ordre du jour le point suivant devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique :

Modification à l'article trente-trois des statuts pour fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au quatrième lundi de juin.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article trente-six des statuts dans :

L'Annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du deux juillet dernier.

Le « Moniteur Belge » du deux juillet dernier.

L'« Echo de la Bourse » du deux/trois juillet dernier.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente-quatre et trente-cinq des statuts.

IV. — Que sur les cent-soixante mille actions de capital et les cent mille actions de dividende de la Société, la présente assemblée réunit soixante-dix-neuf mille huit cent soixante actions de capital, les cent mille actions de dividende, soit un nombre d'actions possédant plus de la moitié des voix attachées à la totalité des actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article quarante-et-un des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée après délibération prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au quatrième lundi de juin et en conséquence de remplacer le troisième alinéa de l'article trente-trois par le texte suivant :

« L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le quatrième lundi du mois de juin de chaque année, à onze heures, si ce jour est férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité.

La séance est levée à onze heures quinze minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Bette — R. Lavendhomme — P. Gustin — D. Van Bleyenbergh — A. Marchal — A. Berckmoes — E. Van Wynsberghe — Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le vingt-trois juillet 1948. Volume 1347, folio 12, case 1, deux rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Pierre Van Hal,

Président de la Chambre des Vacations,

Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (signé) M. Van Hecke.

Compagnie Financière Africaine

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

NOMINATION DES COMMISSAIRES.

Assemblée générale extraordinaire du 25 mai 1948.

Délibérant en conformité avec l'article 46 des statuts, l'assemblée décide de fixer à six le nombre des commissaires et appelle à ces fonctions :

Monsieur Albert Van Goethem, directeur de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », 38, avenue des Klauwaerts, à Ixelles;

Monsieur Alfred Buysse, industriel, Nelemeerschstraat, Sint-Martens-Latem;

Monsieur Marcel Loumaye, avocat honoraire près la Cour d'Appel de Bruxelles, 26, avenue Emile Duray, à Bruxelles;

Monsieur Paul Mussche, administrateur de sociétés, 164, rue Américaine, à Ixelles;

Monsieur Jules Pecher, négociant, 68, avenue Van Put, à Anvers;

Monsieur François Van Hoegaerden, secrétaire de direction, 6, rue des Haies, à Ottignies.

Pour extrait certifié conforme.

COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE.

Société congolaise à responsabilité limitée.

H. DEPAGE.

Administrateur-délégué.

ORTS.

Président.

Union Foncière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Constituée à Bruxelles, le 23 décembre 1935 par acte des notaires André Taymans et Pierre De Doncker, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 mars 1936. Autorisée par arrêté royal du 22 février 1936, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936.

Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire De Doncker en date du 25 octobre 1946, approuvé par arrêté royal du 13 janvier 1947 et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 22 juillet 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr. 1,—

Disponible :

Dépôt à vue et à court terme 6.023.483,79

Réalisable :

Terrains et Immeubles . 3.088.889,—

Amortissements s/dito . 1.548.949,90
1.539.939,10

Matériel et mobilier 3.001,—

Portefeuille titres 86.461,10

Débiteurs divers 110.119,40
1.739.520,60

Comptes transitoires 873.664,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires P.M.

Fr. 8.636.669,39

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr.	4.500.000,—	
Réserve statutaire		94.602,44	
			4.594.602,44

Exigible :

Créditeurs divers			1.745.420,89
<i>Comptes transitoires</i>			580.626,50

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires			P.M.
---------------------------------	--	--	------

Résultats :

Report antérieur		30.566,93	
Bénéfice de l'exercice		1.685.452,63	
			1.716.019,56
	Fr.		<u>8.636.669,39</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux divers	fr.	348.316,86	
Prévision fiscale			300.000,—
Solde bénéficiaire :			
reporté		30.566,93	
de l'exercice		1.685.452,63	
			1.716.019,56
	Fr.		<u>2.364.336,42</u>

CREDIT.

Report antérieur	fr.	30.566,93	
Résultats d'exploitation et divers			574.388,55
Résultats sur réalisations			1.759.380,94
	Fr.		<u>2.364.336,42</u>

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve statutaire : pour porter celle-ci à son maximum obligatoire fr.	355.397,56
1 ^{er} dividende de 6 % aux 30.000 actions de fr. 150 fr. .	270.000,—
Tantièmes au Conseil général, soit 10 % du solde de fr. 1.060.055,08	106.005,50
2 ^{me} dividende aux 30.000 actions	958.915,65
Report à nouveau	25.700,85
Fr.	1.716.019.56

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Pierre Orts, docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles, Président.

M. Albert Deligne, directeur de la Compagnie Financière Africaine, 98, rue de Linthout, Schaerbeek, administrateur-délégué.

M. Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, administrateur.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz, commissaire.

Les administrateurs,

(signature)
P. ORTS

(signature)
A. DELIGNE.

(signature)
G. HEENEN.

(signature)
H. DEPAGE.

Le commissaire :

(signature)
D. TILMANT.

Bruxelles, le 10 août 1948.

Certifié conforme,

Henri DEPAGE.
Administrateur.

Albert DELIGNE.
Administrateur-délégué.

Compagnie Financière Africaine

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

—
POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
du 22 juillet 1948.*

Le Conseil, les intéressés s'abstenant, appelle M. Pierre Orts aux fonctions de président et M. Massaux aux fonctions de vice-président.

Le Conseil appelle M. Henri Depage aux fonctions d'administrateur-délégué, chargé de la direction générale des services, de la gestion journalière et de l'exécution des décisions du Conseil.

Il nomme M. Albert Deligne et M. Louis Orts aux fonctions de directeurs, et désigne MM. Georges Poumay, Robert Fraeys et Désiré Tilmant en qualité de fondés de pouvoirs.

La société sera valablement représentée à l'égard de tous tiers, administrations et juridictions, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur; de même tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, seront signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, étant notamment visés tous actes constatant la conclusion de tous contrats, marchés et entreprises; l'acquisition, l'échange et l'aliénation, la location ou la sous-location de tous droits, titres, biens meubles ou immeubles; la dispense donnée au conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office; la conclusion de tous prêts, la fourniture de toute quittance, l'acceptation ou la constitution de toutes hypothèques ou autres garanties ou cautions; la renonciation à tous droits d'hypothèque ou de privilège, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, la main-levée pure et simple et définitive, avec renonciation à tous droits réels de toutes inscriptions, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages, cautions ou autres empêchements quelconques, l'acceptation de toutes délégations, antériorités, mentions et subrogations, le tout avec ou sans paiement.

Tous actes ressortissant de la gestion journalière, notamment ceux relatifs à la gestion de tous comptes et dépôts en banque et aux chèques-postaux, seront valablement signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur ou fondé de pouvoirs, soit par deux directeurs, soit par un directeur et un fondé de pouvoirs.

Il suffira de la signature d'un administrateur, directeur ou fondé de pouvoirs quand il s'agira de pièces et décharges destinées aux postes, chemins de fer, télégraphes, téléphones, agences maritimes, fluviales et aériennes, et messageries.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Pour extrait certifié conforme.

COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Président.
ORTS.

Administrateur.
G. HEENEN.

Société Forestière et Commerciale du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8545.

Constituée suivant acte sous seing privé du 22 mai 1912. Approuvée par arrêté royal du 4 juin 1912.

Modifications aux statuts approuvées par arrêtés royaux des 20 décembre 1928 et 29 décembre 1947.

Actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 15 janvier 1929 et 15 mai 1935, et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 10 février 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations, routes . . .	21.153.250,99		
Nouvelles immobilisations	8.611.137,82		
		29.764.388,81	
Amortiss. antérieurs . . .	15.153.250,99		
Amortissements 1947 . . .	1.461.113,82		
		16.614.364,81	
			13.150.024,—
Immeubles, constructions	35.030.688,30		
Nouvelles immobilisations	16.718.171,24		
	51.748.859,54		
Cession immeubles . . .	21.147.800,—		
		30.601.059,54	
Amortis. antérieurs . . .	7.891.096,54		
Amortissements 1947 . . .	1.260.478,—		
		9.151.574,54	
			21.449.485,—
Usines, matériel, installations et divers . . .	22.436.511,86		
Nouvelles immobilisations	2.689.296,84		
	25.125.808,70		
Sorties 1947	605.226,35		
		24.520.582,35	

Amortis. antérieurs	20.376.434,92		
Amortissements 1947	1.001.911,16		
	<u>21.378.346,08</u>		3.142.236,27

II. — *Réalisable* :

Portefeuille titres	83.502,—		
Marchandises et approvisionnements	18.748.963,34		
Produits en stock	9.022.476,—		
Débiteurs divers	<u>14.861.002,92</u>		42.715.944,26

III. — *Disponible* :

Caisses, banques et chèques-postaux	6.886.556,76		
---	--------------	--	--

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs	2.022.460,57		
-----------------------------	--------------	--	--

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	P.M.		
Engagements et contrats divers en cours	<u>P.M.</u>		
		Fr.	<u>89.366.706,86</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital 100.000 actions de 500 fr. . . fr.	50.000.000,—		
Réserve statutaire	480.886,30		
Fonds de prévision	2.000.000,—		
Fonds de renouvellement du matériel	<u>5.000.000,—</u>		57.480.886,30

II. — *Dettes de la société envers des tiers* :

Participation à régler	3.750,—		
Dividendes à payer	7.152.164,37		
Créditeurs divers	<u>12.532.981,18</u>		19.688.895,55

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	1.535.085,33	
Provisions diverses	4.289.916,71	
Fonds pour investissement en faveur des indigènes	6.371.922,97	
		12.196.925,01

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	P.M.	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P.M.	
	Fr.	89.366.706,86

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'administration fr.	2.814.829,46	
Frais financiers	44.331,54	
Frais augmentation de capital	444.960,45	
Amortissements :		
s/plantations	1.461.113,82	
s/constructions	1.260.478,—	
s/matériel	1.001.911,16	
		3.723.502,98
Provision pour créances douteuses	174.398,—	
	Fr.	7.202.022,43

CREDIT.

Solde reporté 1946 fr.	451.209,71	
Revenus financiers	16.132,06	
Exploitation	6.734.680,66	
	Fr.	7.202.022,43

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire tenue le 13 juillet 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration, et qui clôturent sans bénéfice ni perte.

Par vote spécial, l'assemblée, à l'unanimité, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans, en qualité d'administrateur, Monsieur Lucien Puissant-Baeyens.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Edgar Van der Straeten, administrateur-délégué de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Vice-Président, administrateur-délégué :

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, Houtain-le-Val par Nivelles en Brabant.

Administrateur-directeur :

M. le Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, 29, rue Montoyer, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Louis Ahrens, administrateur de sociétés, 29, rue Père De Deken, Bruxelles.

M. Marcel Maquet, gouverneur de province honoraire du Congo Belge, 283, avenue de Broqueville, Bruxelles.

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue J.-B. Meunier, Bruxelles.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 19, rue Henri Lemaître, Namur.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Gentil, chef de culture, 35, avenue de l'Arbalète, Boitsfort.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Jules Vanderhallen, commissaire de district honoraire, 108, avenue Ed. Parmentier, Woluwe-Saint-Pierre.

*Extrait du procès-verbal
de la réunion du Conseil d'administration tenue le 24 février 1948.*

Le Conseil décide d'annuler les pouvoirs qui avaient été conférés à M. Van Haelen en réunion du Conseil du 9 juillet 1946, et de donner à M. Saffre pouvoir de signer, pour la gestion journalière du service ventes produits, conjointement avec un administrateur de la Société.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Certifié conforme.

VAN DER STRAETEN.

A. S. — Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance de Léopoldville le trente juillet mil neuf cent quarante-huit.

Dont acte. Coût : 200 francs.

Le Greffier de 1^{re} Instance.

s.) A. François.

Pour copie conforme.

Le Greffier de 1^{re} Instance.

A. FRANÇOIS.

**Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels
en abrégé « S.A.P.C.H.I.M. » (1)**

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

—
CONSTITUTION.

**L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE VINGT ET UN
MAI.**

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — La Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim », société congolaise à responsabilité limitée établie à Jadotville (Katanga) Congo Belge.

Ici représentée par Monsieur Simon Paternotte, ci-après nommé, suivant procuration du dix-neuf de ce mois.

2. — La Société Générale des Minerais, société anonyme établie à Bruxelles, rue du Marais, numéro 31.

Ici représentée par Monsieur Henry Blaise, ci-après nommé, suivant procuration du dix-huit de ce mois.

3. — Industrial Sales Corporation « Indussa » société de droit américain, 500-Fifty avenue New-York 18 N.Y.

Ici représentée par Monsieur Henry Blaise, ci-après nommé, suivant procuration du trente avril dernier.

4. — Monsieur Henry Blaise, ingénieur A. I. Br., demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Horizon, numéro 28.

5. — Monsieur Pierre Dumortier, ingénieur civil des mines, administrateur-directeur de la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim » demeurant à Bruxelles, avenue de la Renaissance, numéro 47.

Ici représenté par Monsieur Simon Paternotte, prénommé, suivant procuration du trois de ce mois.

6. — Monsieur Emile Léopold Houbaer, docteur en droit, demeurant à Schaerbeek, avenue des Cerisiers, numéro 57.

7. — Monsieur Simon Paternotte, ingénieur près la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga, « Sogechim », demeurant à Uccle, rue Robert's Jones, numéro 68.

(1) Voir B. O. n° 9 du 15 septembre 1948, 1^{re} partie.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants, nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, ainsi qu'il suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article Premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels » en abrégé « S.A.P.C.H.I.M. ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge et sous condition de son autorisation par arrêté royal, conformément au décret du vingt-sept février mil huit cent quatre vingt-sept.

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration et après autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Le Conseil d'administration fixera l'endroit de ce siège. Celui-ci pourra être transféré ultérieurement en toute autre localité, soit du Congo Belge, soit de la Belgique, soit de l'Etranger, par simple décision du Conseil d'administration.

Des succursales, agences ou offices de représentation peuvent être établis par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge ou à l'Etranger.

Article trois. — La société a pour objet le commerce et éventuellement l'industrie des produits chimiques et de tous autres produits industriels principalement au Congo Belge.

Elle peut, seule ou en participation avec des tiers, faire toutes opérations ou entreprises quelconques d'ordre commercial, financier, agricole ou industriel, de nature mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son objet.

La société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, totale ou partielle, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe au sien ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts, et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article quatre. — La Société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours le vingt-et-un mai mil neuf cent quarante-huit.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL. — ACTIONS ET OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à quatre millions de francs et représenté par quatre mille actions de mille francs chacune.

Les quatre mille actions sont souscrites en espèces comme suit :

1. — La Société Générale Industrielle et Chimique, société congolaise à responsabilité limitée, (Sogechim) dix-neuf cent quatre vingt-dix-huit actions	1.998
2. — La Société Générale des Minerais, société anonyme, quinze cent quatre vingt-dix-huit actions	1.598
3. — La Société Industrial Sales Corporation, société de droit américain, quatre cents actions	400
4. — Monsieur Henry Blaise, une action	1
5. — Monsieur Pierre Dumortier, une action	1
6. — Monsieur Emile Houbaer, une action	1
7. — Monsieur Simon Paternotte, une action	1
Ensemble quatre mille actions	<u>4.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que les actions souscrites sont libérées par leurs souscripteurs respectifs à concurrence de cinq cents francs chacune, soit de cinquante pour cent du montant de la souscription et que la somme correspondante de deux millions de francs, se trouve dès maintenant à la libre et entière disposition de la Société.

Article six. — Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Les propriétaires des actions existantes ont le droit de souscrire par priorité les actions nouvelles, au *pro rata* du nombre des actions qu'ils possèdent au moment de l'augmentation de capital contre espèces.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que tout ou partie des nouvelles actions à souscrire contre espèces ne sont point offertes par préférence aux actionnaires.

Les propriétaires d'actions ne peuvent user du droit de souscription qu'autant que ces actions sont libérées de tous les versements exigibles au jour de la nouvelle émission.

Les conditions, les formes et les délais dans lesquels les bénéfices des dispositions qui précèdent peuvent être réclamés sont réglés par le Conseil d'administration, qui décide également si le non usage total ou partiel, par certains actionnaires de ce droit de préférence a ou non pour effet, d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le Conseil d'administration a, dans tous les cas, mais sous réserve toutefois des droits de préférence stipulés ci-dessus, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Article sept. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis donné par lettre recommandée et resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article huit. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article neuf. — Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article dix. — Les actions même entièrement libérées restent nominatives, jusqu'au jour où le Conseil d'administration décide d'autoriser par voie de mesure générale leur conversion en titres au porteur.

A partir de ce jour les actions nominatives peuvent être converties en actions au porteur à la demande des propriétaires.

Toutes les conversions d'inscriptions nominatives en titres au porteur, tous transferts d'inscriptions nominatives ainsi que toutes les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives, s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article onze. — La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription dans un registre d'actions nominatives.

Il est tenu un registre d'actions nominatives au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres dans l'un ou l'autre de ces registres.

Des certificats non transmissibles constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

Article douze. — Chaque registre d'actions nominatives contient relativement aux actions qui y sont inscrites :

- a) la désignation précise des actionnaires et l'indication du nombre de leurs actions;
- b) l'indication des versements effectués;
- c) les transferts avec leur date ou les conversions d'actions en titres au porteur à partir du jour où elles sont autorisées.

Article treize. — La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs ou encore suivant les règles sur le transport des créances. Il est loisible au Conseil d'administration d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

Aucune cession d'actions non entièrement libérées n'est valable si ce n'est moyennant l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il n'est procédé à aucun transfert d'actions nominatives, à aucune conversion d'actions nominatives en actions au porteur ou d'actions au porteur en actions nominatives, le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale ainsi que pendant les dix jours qui le précèdent.

La cession des actions au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article quatorze. — Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Article quinze. — Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont extraits de registres à souches, numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué spécial

du Conseil d'administration; l'une de ces signatures peut être apposée par une griffe. Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

Les actions au porteur portent des numéros d'ordre; elles sont signées par deux administrateurs ou par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration; l'une ou l'autre de ces signatures peut être remplacée par une griffe.

Article seize. — Les actionnaires ne sont engagés qu'à concurrence du montant de leurs actions.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Tous les copropriétaires indivis d'une action ou tous les ayants-droit même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire à son égard de l'action.

Article dix-sept. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants-droit d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Article dix-huit. — La société peut émettre des obligations ou des bons de caisse, hypothécaires ou non, par décision de l'assemblée générale. Le Conseil d'administration détermine le type, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement, les garanties spéciales affectées au service de l'emprunt ainsi que toutes autres conditions y relatives.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs, une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article dix-neuf. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés parmi ou en dehors des actionnaires par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

Le nombre des membres du Conseil d'administration est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour cinq ans au plus. Leurs mandats sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Les administrateurs sont rééligibles.

Les fonctions d'administrateurs sortants prennent fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Le mandat du premier Conseil d'administration expire immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-deux.

A cette date, le Conseil est renouvelé en entier et le roulement prévu ci-dessus est mis en vigueur.

Article vingt. — Sont nommés administrateurs pour la première fois :

Monsieur Henry Blaise, ingénieur A. I. Br., demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Horizon, numéro 28.

Monsieur Marcel Blanc, président d'Industrial Sales Corporation, 41, South Morris Lane, Scarsdale (N.Y.).

Monsieur Pierre Dumortier, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue de la Renaissance, numéro 47.

Monsieur Auguste Sidoine Gérard, administrateur de société, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6.

Monsieur Simon Paternotte, ingénieur près la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim », demeurant à Uccle, rue Robert's Jones, numéro 68.

Article vingt-et-un. — En cas de vacance d'un mandat d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du Conseil d'administration et le Collège des commissaires réunis en Conseil général peuvent pourvoir provisoirement au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale laquelle procède au remplacement définitif.

Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-deux. — Le Conseil d'administration choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le Conseil nomme également un secrétaire qui peut n'être pas administrateur.

Article vingt-trois. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou à son défaut éventuellement de son vice-président ou à défaut de celui-ci de l'administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que les intérêts de la société le requièrent ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-quatre. — Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut, par écrit ou par télégramme, donner à un de ses collègues délégation pour le représenter à une séance du Conseil et y voter en son lieu et place; ces pièces sont annexées au procès-verbal.

Le délégant est, dans ce cas, au point de vue de vote, réputé présent.

Tout administrateur peut également, mais seulement au cas où la moitié des membres du Conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, celle du président de la réunion est prépondérante.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt personnel opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil ils sont tenus de l'en avertir et mention en est faite au procès-verbal de la séance; ils s'abstiennent de prendre part aux délibérations et au vote sur ce sujet; les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Le Conseil peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toutes personnes étrangères au Conseil, faisant ou non partie du personnel de la société, chaque fois qu'il le juge utile; leur présence doit être mentionnée au procès-verbal.

Article vingt-cinq. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et aux votes, les délégués signant, en outre, pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent.

Les copies et extraits de procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

Article vingt-six. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société.

Il peut, notamment, faire et passer tous contrats, marchés et entreprises, acquérir, vendre, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties; conclure tous emprunts, sauf par voie d'émission d'obligations et consentir tous droits réels et toutes garanties mobilières et immobilières; stipuler la voie parée; faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, renoncer à tous droits d'hypothèques ou de privilège, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner main-levée et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques; dispenser de toute inscription d'office, consentir toutes mentions et subrogations, le tout avant ou après paiement, nommer ou révoquer tous agents ou employés; fixer leurs attributions, traitements et cautionnements; en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toute juridiction, tant en de-

mandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts.

L'énumération qui précède n'est pas limitative, mais simplement énonciative. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du Conseil d'administration.

Article vingt-sept. — Le Conseil d'administration peut constituer parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, un comité de direction auquel il peut déléguer toute partie de ses pouvoirs qu'il juge convenir.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière des affaires sociales et l'exécution en tous lieux des décisions du Conseil et du Comité de direction à un ou plusieurs de ses membres qui portent, en ce cas, le titre d'administrateur-délégué.

Il peut également confier la direction générale ou partielle des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs.

Il peut aussi déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires en tous pays.

Il fixe les pouvoirs, les émoluments et les rémunérations attachés à chacune des attributions ci-dessus.

Article vingt-huit. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs qui ne doivent pas justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'administration.

Article vingt-neuf. — Par délibération spéciale du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge ou à l'Etranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article trente. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué. Dans la Colonie du Congo Belge et dans les pays étrangers ou la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

Article trente-et-un. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent dans la mesure de leur mandat que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Ils ont droit à titre d'émoluments, à une somme dont le montant est fixé par l'assemblée générale; ces émoluments sont imputables sur les frais généraux. Le Conseil a en outre droit à la part des bénéfices nets stipulés à l'article cinquante-et-un.

Article trente-deux. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour cinq ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des commissaires est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière ordinaire.

Les mandats des commissaires nommés pour la première fois expirent immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-deux.

A partir de cette époque, les mandats des commissaires sont renouvelés suivant un roulement déterminé par un tirage au sort, les commissaires sont rééligibles. Les fonctions des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle. Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux, de la correspondance et, généralement, de toutes les écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Le Collège des commissaires peut, à ses frais, se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par le Conseil d'administration. A défaut d'agrément, le président du Tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège administratif, sur requête du Collège des commissaires signifiée avec assignation à la société, fait choix de l'expert.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs. Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

Les émoluments des commissaires sont fixés par l'assemblée générale et sont imputables sur les frais généraux.

Ils ont, en outre, le droit à la part des bénéfices nets stipulés à l'article cinquante-et-un.

Article trente-trois. — Sont nommés commissaires pour la première fois :

Monsieur Emile Léopold Houbaer, docteur en droit, demeurant à Schaerbeek, avenue des Cerisiers, numéro 57.

Monsieur François Huart, comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Michel Sterckmans, numéro 25.

Article trente-quatre. — En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et des commissaires, il est déposé par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de dix actions et par chaque commissaire, ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de cinq actions.

A défaut d'avoir exécuté les conditions du cautionnement stipulées ci-dessus dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite, si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire est réputé démissionnaire et il peut être pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements sont restituées après que l'assemblée générale a approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions ont été exercées et donné décharge aux administrateurs et commissaires.

Article trente-cinq. — Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-six. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement, la proroger, modifier les statuts.

Tous les actionnaires ont, en se conformant aux règles des présents statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Les décisions prises par l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les actionnaires y compris les absents, incapables ou dissidents.

Article trente-sept. — Les assemblées générales se réunissent au lieu et local qui sont expressément désignés dans la convocation.

Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire se réunit le dernier vendredi du mois d'avril de chaque année à onze heures et demie et pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le Conseil d'administration autant de fois que l'intérêt social lui paraît l'exiger. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Article trente-huit. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par annonce, paraissant douze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article trente-neuf. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration.

Il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des actions, soit par les commissaires dans le cas où suivant l'article trente-deux, ils requièrent convocation extraordinaire de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège administratif ou au siège social le dépôt des titres en nombre prévu ou tout au moins du certificat de dépôt si le Conseil l'admet.

Article quarante. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, les propriétaires d'actions nominatives, autres que les administrateurs et commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote.

De même, les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres aux endroits désignés ou agréés par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des notifications ou des dépôts en dehors des limites fixées ci-dessus.

Article quarante-et-un. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils possèdent doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer à l'assemblée.

Article quarante-deux. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président ou à défaut de celui-ci, par celui des administrateurs qui est désigné, séance tenante, par ses collègues présents.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau.

Le Président choisit parmi les actionnaires réunis deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée.

Il désigne le secrétaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Article quarante-trois. — L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à la simple majorité.

Le vote a lieu par main levée ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations si l'un des intéressés ou un actionnaire l'exige. Il peut également, à la demande soit du bureau, soit d'un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble cinq cents voix, être appliqué à tout autre vote. En cas de vote par scrutin, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article quarante-quatre. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois mois.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article quarante-cinq. — L'assemblée générale ordinaire entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu; elle décide de la constitution des réserves et de leur distribution, s'il y a lieu, sous réserve de l'application de l'article cinquante-et-un,

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs ou commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article quarante-six. — Par dérogation à l'article quarante-trois, lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article quarante-sept. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du Conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou encore par deux administrateurs.

Après dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante-huit. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-huit,

Article quarante-neuf. — Le Conseil dresse chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la société. Cet état est mis à la disposition des commissaires.

Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, le Conseil d'administration dresse, en outre, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières, et en général, de toutes les dettes actives et passives de la société, ainsi que le résumé de tous les engagements, et également les dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et du passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes, établies comme il est dit ci-dessus, sont mis avec le rapport du Conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article cinquante. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

- 1°) du bilan et du compte de profits et pertes.
- 2°) du rapport des commissaires.

Article cinquante-et-un. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges et frais généraux ainsi que tous les amortissements, dépréciations et moins-values, constitue le bénéfice net de la société.

La répartition de ce bénéfice se fait comme suit :

a) Il est prélevé cinq pour cent au moins pour la dotation du fonds de réserve légal; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social;

b) Sur les quatre vingt-quinze pour cent restants, il est affecté soit à des fonds spéciaux de réserve, de provision, de renouvellement, soit à un report à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration;

c) Sur le solde il est prélevé la somme nécessaire pour distribuer aux actions *prorata temporis* un premier dividende de cinq pour cent l'an sur le montant libéré par versement appelé ou par apport;

d) Du surplus, il est attribué : 1) dix pour cent au Conseil d'administration à répartir entre ses membres suivant leurs conventions particulières; 2) en outre, à chaque commissaire un tantième égal au tiers du tantième attribué à un administrateur qui n'exerce aucune fonction spéciale au sein de la société;

e) Le solde est réparti entre toutes les actions indistinctement et par parts égales.

Article cinquante-deux. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

L'assemblée générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, décider qu'en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive des bénéfices nets conformément à l'article cinquante-et-un, il est attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article cinquante-trois. — Le bilan et le compte de profits et pertes sont dans la quinzaine de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires déposés en vue de leur publication, aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et du « Moniteur Belge ».

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article cinquante-quatre. — La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale extraordinaire convoquée et siégeant suivant les conditions prévues à l'article quarante-six.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de convocation par les administrateurs, le Collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale extraordinaire suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article quarante-six.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

La décision de l'assemblée, dans ce cas, est rendue publique, dans les conditions prévues à l'article cinquante-trois ci-dessus.

Article cinquante-cinq. — A l'expiration du terme de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

La nomination du ou des liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et commissaires.

Article cinquante-six. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral et collectif,

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société; l'assemblée confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article cinquante-sept. — Après apurement de toutes dettes et charges et des frais de la liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré non remboursé des actions.

Si les actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder au remboursement, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'égalité entre toutes les actions, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus est réparti entre les actions au *pro rata* du montant libéré.

CHAPITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE — LEGISLATION APPLICABLE.

Article cinquante-huit. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur est tenu de faire élection de domicile soit au lieu du siège social, soit au lieu du siège administratif. Faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif de la société où toutes communications, convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques peuvent valablement lui être faites.

Article cinquante-neuf. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et pour autant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

CHAPITRE HUIT.

CHARGES DE LA SOCIETE EN RAISON DE SA CONSTITUTION.

Article soixante. — Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à soixante-sept mille francs environ.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) S. Paternotte, H. Blaise, E. L. Houbaer, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-quatre mai 1948.

Volume 1346, folio 32, case 10, douze rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven,
notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 5 juin 1948.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de
M. Hubrecht J. apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 juin 1948.

Le directeur (signé) M. Verleysen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 juin 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur : (signé) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 19 juillet 1948.

Pour le Ministre des Colonie
en mission

Le Ministre de l'Agriculture,

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën
de 19 Juli 1948.

Voor de Minister van Koloniën
op zending,

De Minister van Landbouw,

s./g. P. M. ORBAN.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif : 82, avenue Milcamps.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 78.403.

Constituée par acte passé devant Maîtres Richir J. et Vanisterbeek A. le 11 février 1935 et autorisée par arrêté royal du 18 mars 1935, annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1935.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

1° — Immobilisé :

Apports	fr.	150.000,—	
Frais de constitution		1,—	
Plantations		462.934,73	
Matériel et mobilier		5.205,60	
Matériel roulant		86.837,—	
Matériel minoterie		1.118.614,12	
Construction Léopoldville		41.302,65	
			1.864.895,10

2° — Réalisable :

Débiteurs divers	900.256,25	
Magasin minoterie	150.109,65	
		1.050.365,90

3° — Disponible :

Banques, caisses et chèques postaux	526.887,37
---	------------

4° — Divers :

Dommages de guerre	991.657,90	
Comptes à régler	61.698,88	
		1.053.356,78

5° — Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

6° — *Comptes de résultat :*

Perte de l'exercice	710.643,56	
Report à nouveau 1946	2.858,36	
		707.785,20
	Fr.	<u><u>5.203.290,35</u></u>

PASSIF.

1° — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 5.000 actions de fr. 250,— . fr.	1.250.000,—	
Réserve légale	3.339,82	
		1.253.339,82

2° — *Dettes de la société envers des tiers :*

Dividendes à payer et créditeurs divers	2.410.588,72
---	--------------

3° — *Divers :*

Comptes à régler	839.370,56	
Compte d'attente	158.333,35	
Provision pour amortissements dommages de guerre	541.657,90	
		1.539.361,81

4° — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
		Fr. <u><u>5.203.290,35</u></u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Liquidation affaire Pofpyn	fr. 35.000,—
Frais financiers	36.292,—
Frais généraux Europe	467.563,57
Solde compte exploitation	75.130,37
Amortissements	97.078,10
	Fr. <u><u>711.064,04</u></u>

CREDIT.

Soldé reporté 1946	fr.	2.858,36
Revenus financiers		420,48
Perte à fin 1947		707.785,20
	Fr.	711.064,04

(signé) Van de Meulebroeck, Baron d'Huart, Baron de Schaetzen, Hottat, Morte han, Thiltges t'Serstevens, administrateurs; Goethals, Meily, commissaires.

*Extraits du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 6 juillet 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée à l'unanimité :

- 1° — approuve le bilan et le compte de profits et pertes;
- 2° — donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- 3° — réélit, les intéressés s'abstenant, pour un terme de six ans aux fonctions d'administrateur, M. le Baron d'Huart Robert, et aux fonctions de commissaires M. Meily Jean;
- 4° — porte le nombre des administrateurs de sept à douze et celui des commissaires de deux à trois;
- 5° — appelle aux fonctions d'administrateurs MM. De Clercq Jean, Luff William G., le Vicomte du Parc Locmaria François et le Baron Rot-sart de Hertaing Idesbalde;
- 6° — de laisser provisoirement le douzième mandat sans titulaire;
- 7° — appelle aux fonctions de commissaires, M. le Chevalier de Schaetzen Maurice;
- 8° — confirme pour autant que de besoin, le mandat d'administrateur confié au Baron de Schaetzen Marcel par l'assemblée générale ordinaire du 6 décembre 1946.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. le docteur Van de Meulebroeck J., président, 181, chaussée d'Anvers à Bruxelles.

M. de Zurpele Henri, administrateur de société, vice-président, administrateur-délégué, 82, avenue Milcamps à Schaerbeek.

M. le Baron d'Huart Robert, administrateur de société, administrateur, 119, avenue Van Becelaere à Watermael-Boitsfort.

M. De Clercq Jean, administrateur de sociétés, administrateur, 66, avenue Emile Duray, à Ixelles.

M. le Baron de Schaetzen Marcel, administrateur de sociétés, administrateur, 87, rue Royale, à Bruxelles.

M. le Vicomte du Parc Locmaria François, administrateur de sociétés, administrateur, Le Jonckeu, Polleur.

M. Hottat Constant, administrateur de sociétés, administrateur, 82, avenue Milcamps à Schaerbeek.

M. Luff William G., administrateur de sociétés, administrateur, 34, avenue des Petits Champs, à Waterloo.

M. Morte han Marie Georges, inspecteur d'Etat honoraire au Congo Belge, administrateur, 260, avenue d'Auderghem à Etterbeek.

M. le Baron Rotsart de Hertaing Idesbald, administrateur de société, administrateur, 43, rue de la Science à Bruxelles.

M. Thiltges t'Serstevens Jean, directeur de société, administrateur, 535, chaussée de Waterloo, à Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Baron de Schaetzen Maurice, propriétaire, commissaire, 87, rue Royale à Bruxelles.

M. Goethals Yves, industriel, commissaire, 22, rue Maurice Liétard à Bruxelles.

M. Meily Jean, inspecteur de comptabilité, commissaire, 11, rue Jules Malou à Etterbeek.

Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Certifié conforme.

COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX « COBELFRUIT »

Un administrateur,

L'administrateur-directeur,

(s.) THILTGES t'SERSTEVENS

(s.) HOTTAT C.

Cotonnière Coloniale « Colocoton »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Katanda (Congo Belge).

Registre du Commerce : Bruxelles n° 24.381.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le siège administratif est transféré de la rue Royale, n° 35, Bruxelles, à la rue Joseph II, n° 18, Bruxelles.

Un administrateur.

Société Belge Industrielle et Minière du Katanga « Simkat »

Société anonyme

à Bruxelles.

Siège social : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2839.

Acte constitutif publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 7 décembre 1910, n° 6893.

Actes modificatifs : Annexes au « Moniteur Belge » des 11 février 1911, n° 770; 9/10/11 juin 1913, n° 4317; 14 juin 1913, n° 4420 *bis*; 24 décembre 1913, n° 8752; Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 9 mai 1915, n° 1390; Annexes au « Moniteur Belge » du 5 janvier 1928, n° 113 et du 28/29 mai 1934, n° 8054.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	1,—
Dépenses de recherches minières de l'exercice	1.175.662,19
Amortissements	1.175.661,19
	1,—
Terrains et immeubles en Afrique	1,—
Petit matériel et outillage en Afrique	9.824,65
Amortissements	9.823,65
	1,—
Machines et appareils en Afrique	1,—
Mobilier	140.062,20
Réalisé au cours de l'exer- cice.	63.957,—
Amortis.	76.104,20
	140.061,20
	1,—
	6,—

Disponible :

Caisses, Banques et Compte Chèques Postaux	1.294.800,81
--	--------------

Réalisable :

Portefeuille et participations	60.909.307,48	
Marchandises en magasins et en cours de route	713.332,70	
Débiteurs divers	880.674,52	
		62.503.314,70

Comptes débiteurs :

Fonds bloqués en banque	794,60	
Cautions et garanties	4.700,—	
A charge de l'exercice ultérieur	69.486,15	
Valeurs engagées	276.724,90	
Dividendes à recevoir de Sermikat pour 1947	7.702.078,95	
		8.053.784,60

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
	Fr. 71.851.906,11	

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par :

200.000 actions de capital de 100 francs	20.000.000,—	
18.000 tiers d'actions de dividende	pour mémoire	
		20.000.000,—

Réserves :

prime sur émission	1.835.000,—	
légale	2.000.000,—	
spéciale	5.000.000,—	
		8.835.000,—

Dettes de la société envers des tiers :

Dividendes non encaissés	2.726.529,63	
Créditeurs divers	20.916.526,43	
Versements à effectuer sur portefeuille	24.000,—	
		23.667.056,06

Comptes créditeurs :

Prévision fiscale 1.706.000,—

Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice 17.643.850,05

Comptes d'ordre :

Déposants de titres (cautionnements statutaires) . . . pour mémoire

Fr. 71.851.906,11

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Charges financières fr. 434.284,78

Amortissements sur :

Dépenses recherches minières . . . 1.175.661,19

Petit matériel et outillage . . . 9.823,65

Mobilier 76.104,20

1.261.589,04

Frais divers 21.234,80

Prévision fiscale 1.600.000,—

Bénéfice net 17.643.850,05

Fr. 20.960.958,67

CREDIT.

Solde reporté de 1946 fr. 852.066,70

Revenus du portefeuille 4.740.696,10

Dividendes à recevoir de Sermikat . . 7.702.078,95

12.442.775,05

Cession de gisements à Sermikat 7.000.000,—

Profits industriels et divers 666.116,92

Fr. 20.960.958,67

REPARTITION.

Premier dividende de 5 francs brut aux 200.000 actions de capital	1.000.000,—
Tantièmes statutaires	1.749.114,—
Second dividende de 37,1686 francs brut aux 200.000 actions de capital	7.433.734,50
Dividende de 137,6618 francs brut aux 18.000 tiers d'actions de dividende	2.477.911,50
	11.660.760,—
Réserve spéciale	4.000.000,—
Solde à reporter	983.090,05
	Fr. 17.643.850,05

Soit { Dividende de 42,1686 francs brut (ou 35 francs net) aux 200.000 actions de capital.
Dividende de 137,6618 francs brut (ou 114,26 francs net) aux 18.000 tiers d'actions de dividende.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 13 juillet 1948.*

L'assemblée à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947 ainsi que la répartition des bénéfices;
- décide de payer un dividende de 35 francs net aux 200.000 actions de capital ainsi qu'un dividende de 114,26 francs net aux 18.000 tiers d'actions de dividende, contre remise des coupons n° 33 des actions de capital et de dividende. Ces coupons seront payables à partir du 2 août 1948 à la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc à Bruxelles et de ses Agences;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947 par un vote spécial;
- décide de laisser provisoirement vacant le mandat d'administrateur de M. Magnus Poulsen, décédé;
- réélit MM. Brien, de Magnée, Van der Straeten et le Comte Lippens en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, président de la Société des Ciments du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edgard Larielle, ingénieur, administrateur-directeur des Ciments du Katanga, 52, avenue Emile Duray, Ixelles.

M. Ivan de Magnée, ingénieur géologue, 72, avenue de l'Hippodrome, Ixelles.

Comte Maurice Lippens, président de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Pierre Orts, président du Crédit Général du Congo, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edgar Sengier, ingénieur, directeur de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Edgar Van der Straeten, administrateur-directeur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Camille Gréant, agent de change, 133, rue Froissart, Bruxelles.

M. Alfred Nyst, ingénieur, 18, avenue Van Becelaere, Boitsfort.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

M. Edouard De Jonghe, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 38, rue Frédéric Pelletier, Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juillet 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE BELGE INDUSTRIELLE ET MINIERE DU KATANGA
Société anonyme.

L'administrateur-délégué,

G. RASKIN.

Le président,

V. BRIEN.

Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga « Sermikat »

Société congolaise à responsabilité limitée

(Anciennement Société des Mines de Kasumbalesa)

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 29103.

Constitution : 29 juillet 1924, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1925 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 11 septembre 1925 (n° 10647). Approuvée par arrêté royal du 27 août 1925 publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1925. Actes modificatifs : publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1927, du 15 juin 1929, du 15 janvier 1931, du 15 mai 1935 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 3 décembre 1927 (n° 14211) du 22 juin 1929 (n° 10310) du 18 décembre 1930 (n° 17251) et du 12 mai 1935 (n° 6973). Ces modifications ont été approuvées par arrêtés royaux des 8 mai 1929, 29 novembre 1930 et 16 avril 1935, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1929, du 15 janvier 1931 et du 15 mai 1935.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1.484,05	
Amortissements à fin 1936	1.483,05	1,—
Concessions	36.240.609,16	
Amortiss. à fin 1946	25.474.858,16	
Amortiss. de l'exercice	2.000.000,—	
	27.474.858,16	8.765.751,—
Dépenses pour recherches minières	4.188.360,30	
Amortiss. à fin 1946	3.838.013,93	
Amortiss. de l'exercice	350.345,37	
	4.188.359,30	1,—
Terrains, routes et construction	17.424.343,52	
Amortiss. à fin 1946	16.299.830,33	
Amortiss. de l'exercice	1.124.512,19	
	17.424.342,52	1,—

Machines et appareils	14.941.001,64	
Amortiss. à fin 1946	14.293.151,41	
Amortiss. de l'exercice	647.849,23	
	<u>14.941.000,64</u>	1,—
Petit matériel et outillage	2.754.417,61	
Amortiss. à fin 1946	2.581.459,46	
Amortiss. de l'exercice	172.954,15	
	<u>2.754.413,61</u>	4,—
Mobilier	1.090.991,15	
Amortiss. à fin 1946	1.030.848,75	
Amortiss. de l'exercice	60.141,40	
	<u>1.090.990,15</u>	1,—
Pièces de rechange	1.350.533,88	
Amortissements de l'exercice	250.000,—	
	<u>1.100.533,88</u>	
		<u>9.866.293,88</u>
<i>Disponible :</i>		
Caisses, banques et chèques-postaux	13.965.526,52	
<i>Réalisable :</i>		
Débiteurs divers	23.441.570,23	
Portefeuille	6.594.158,99	
Marchandises - minerai et métal en stock et en cours de route	42.375.297,56	
	<u>72.411.026,78</u>	
<i>Comptes débiteurs :</i>		
Cautions et garanties	1.006.154,90	
Dépenses à charge de l'exercice ultérieur	1.040.433,12	
Valeurs engagées (travaux en cours et avances sur commandes)	390.672,42	
Fonds bloqués	161.042,80	
	<u>2.598.303,24</u>	
		<u>Fr. 98.841.150,42</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital : 80.000 actions de 500 francs	40.000.000,—	
Réserve statutaire	4.000.000,—	
Réserve spéciale	8.000.000,—	
		52.000.000,—

Dettes de la société envers des tiers :

Versements restant à effectuer sur porte-feuille	226.500,—	
Créditeurs divers	28.426.009,17	
		28.652.509,17

Divers :

Comptes créditeurs	7.587.853,10	
Profits et Pertes	10.600.788,15	

Fr. 98.841.150,42

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Amortissements sur Immobilisations fr.	4.605.802,34	
Prévision fiscale	5.000.000,—	
Redevance minière à payer au C. S. K.	4.276.000,—	
Bénéfice net	10.600.788,15	

Fr. 24.482.590,49

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	432.994,97	
Bénéfices d'exploitation	23.868.875,52	
Revenus du portefeuille	180.720,—	

Fr. 24.482.590,49

REPARTITION.

Dividende net aux actions ordinaires	fr. 8.070.920,—
Taxe mobilière 17 %	1.653.080,—
Solde à reporter	876.788,15
	Fr. 10.600.788,15

Soit 121,55 francs brut ou 100,8865 francs net aux 80.000 actions ordinaires.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 13 juillet 1948.

L'assemblée à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947, ainsi que la répartition du bénéfice;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947, par un vote spécial;
- décide de laisser provisoirement vacant le mandat d'administrateur de M. Magnus Poulsen, décédé;
- réélit le Comte Adrien Van der Burch en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, président de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe à Auderghem.

Administrateurs :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 150, avenue Winston Churchill à Uccle.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise à Bruxelles.

M. Léon Raquez, avocat à la Cour d'Appel, 149, avenue Winston Churchill à Uccle.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables à Rhode-Saint-Genèse.

Comte Adrien van der Burch, administrateur de sociétés, 40, avenue Charles de Gaulle à Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Franz Janssen, directeur honoraire de l'Office Colonial, 27, rue Auguste Danse à Uccle.

M. Alfred Nyst, ingénieur, 18, avenue Van Becelaere à Boitsfort.

M. René Mees, comptable, 95, rue de Haerne à Etterbeek.

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

M. Edouard De Jonghe, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 35, rue Frédéric Pelletier à Bruxelles.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE RECHERCHES MINIERES
AU KATANGA.

Société congolaise à responsabilité limitée.

L'administrateur-délégué,

(s.) G. RASKIN.

Le président,

(s.) V. BRIEN.

Ciments du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2838.

Constituée à Bruxelles, le 16 janvier 1922, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1922 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 30 avril 1922 (n° 4701).

Approuvée par arrêté royal du 16 mars 1922 publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1922.

Statuts modifiés suivant actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 17 décembre 1924, 15 mai 1927, 15 février 1928, 15 février 1935 et ainsi qu'aux annexes au « Moniteur Belge » des 14 novembre 1924, 8 avril 1927, 11 janvier 1928, 8 février 1935 et 28 août 1947 (n° 12703 - 3786 - 423 - 1193 et 16561).

Ces modifications sont approuvées par arrêtés royaux des 15 décembre 1924, 13 avril 1927, 18 janvier 1935 et 14 octobre 1947 publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 17 décembre 1924, 15 mai 1927, 15 février 1935 et 15 novembre 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports	fr. 2.000.000,—	
Amortissements	1.999.999,—	1,—
Frais de constitution		1,—
Terrains et Constructions	22.952.218,37	
Réévaluation au 30 juin 1926	3.027.489,33	
Réévaluation au 30 décembre 1946	15.392.890,13	
	41.372.597,83	
Amortissements à ce jour	— 23.922.480,51	17.450.117,32
Machines et Appareils	27.047.557,06	
Réévaluation au 30 juin 1926	5.576.174,75	
Réévaluation au 31 décembre 1946	34.710.511,72	
	67.334.243,53	
Amortissements à ce jour	— 31.616.421,47	35.717.822,06
Petit Matériel et outillage	2.361.006,63	
Réévaluation au 30 juin 1926	40.640,28	
	2.401.646,91	
Amortissements à ce jour	— 2.401.645,91	1,—
Mobilier en Afrique	1.935.089,81	
Amortissements à ce jour	— 1.935.088,81	1,—
Pièces de rechange	5.439.263,15	
Amortissements à ce jour	— 2.739.419,82	2.699.843,33
Exploitation agricole	97.190,61	
Amortissements à ce jour	— 97.189,61	1,—
		55.867.787,71
<i>Disponible :</i>		
Caisses, banques et comptes chèques-postaux		67.653.871,55

Réalisable :

Marchandises en magasin et en cours de route	14.260.450,57	
Portefeuille	70.532.880,95	
Débiteurs divers	24.125.284,39	
		108.918.615,91

Divers :

Avances sur commandes de matériel	7.428.126,87	
Comptes débiteurs divers	700.149,10	
		8.128.275,97

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		Fr. 240.568.551,14

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital : représenté par 56.000 actions de 2.500 francs	140.000.000,—
Réserve légale	2.000.000,—

Dettes de la société envers des tiers :

Dividendes non encaissés	1.991.510,—	
Créditeurs divers	5.894.119,26	
Versement à effectuer sur Portefeuille	96.000,—	
		7.981.629,26

Divers :

Comptes créditeurs divers	60.403.910,29
-------------------------------------	---------------

Profits et Pertes :

Bénéfice net	30.183.011,59
------------------------	---------------

Comptes d'ordre :

Déposants titres (cautionnements statutaires)	pour mémoire	
		Fr. 240.568.551,14

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements :

sur Immobilisations fr.	3.417.033,49	
sur Portefeuille	2.251.532,95	
		<u>5.668.566,44</u>
Prévision fiscale		8.750.000,—
Bénéfice net		30.183.011,59
		<u>Fr. 44.601.578,03</u>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	4.710.628,78
Bénéfice d'exploitation	35.199.146,08
Revenus du Portefeuille	4.121.043,30
Intérêts	570.759,87
	<u>Fr. 44.601.578,03</u>

REPARTITION.

Réserve statutaire fr.	1.273.619,15
Dividende de 350 francs net aux 56.000 actions	19.600.000,—
Taxe mobilière de 17 %	4.014.457,80
Tantièmes statutaires	2.623.828,60
Solde à reporter	2.671.106,04
	<u>Fr. 30.183.011,59</u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 12 juillet 1948.*

L'assemblée à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947 ainsi que la répartition du bénéfice;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947 par un vote spécial;

- décide de distribuer un dividende de 350 francs net par action contre remise du coupon n° 30, à partir du 2 août 1948, payable au siège de la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc à Bruxelles et de ses agences;
- acte la démission de M. Gilbert Périer de ses fonctions de commissaire, pour des raisons de convenance personnelle;
- élit M. Fred Van der Linden et M. Lucien de Béco en qualité de commissaire en remplacement de M. Georges Touchard, décédé et de M. Gilbert Périer, démissionnaire;
- décide de laisser provisoirement vacant le mandat d'administrateur de M. Magnus Poulsen, décédé;
- réélit MM. Arthur Bemelmans et Edgar Sengier en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, président de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Vice-président :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Edgard Larielle, ingénieur, vice-président de la Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga, 52, avenue Emile Duray, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir à Uccle.

M. René Coppée, ingénieur, 32, rue Armand Huysmans, Ixelles.

M. Louis Cousin, ingénieur, 31, rue Gallait à Bruxelles 3.

M. Paul Gillet, directeur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard à Uccle.

M. Edgar Sengier, ingénieur, directeur de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Léon Sindic, ingénieur, à Moirivais (Olne) par Nessonvaux.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Lucien de Béco, docteur en droit, 49, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

M. Henri Vander Borgh, ingénieur, 10, Place Constantin Meunier, Forest.

M. Fred Van der Linden, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Bruxelles.

Bruxelles, le 29 juillet 1948.

Certifié conforme.

CIMENTS DU KATANGA.

L'administrateur-directeur,

(s.) E. LARIELLE.

Le président,

(s.) V. BRIEN.

Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2000.

Constituée à Bruxelles le 29 avril 1924 et autorisée par arrêté royal du 7 juillet 1924 (publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1924).

Statuts publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1924 et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 27 juillet 1924 (acte n° 9336).

Statuts modifiés par acte du 3 juin 1925 (annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1925 et annexes au « Moniteur Belge » du 22/23 juillet 1925, acte n° 9245), par acte du 21 octobre 1926 (annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1926 et annexe au « Moniteur Belge » du 30 octobre 1926, acte n° 11743), par acte du 14 novembre 1927 (annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1927 et annexe au « Moniteur Belge » du 3 décembre 1927, acte n° 14212) et par acte du 11 juillet 1928 (annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928 et annexe au « Moniteur Belge » du 24 août 1928, acte n° 11893).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1946

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 juillet 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et Constructions fr.	8.836.828,56	
Augmentation provenant de la réévaluation des bâtiments industriels au 30 juin 1926	.+ 567.175,23	
	<u>9.404.003,79</u>	
Amortissements à ce jour	.— 8.426.001,17	
	<u>978.002,62</u>	
Machines et Appareils	12.387.518,35	
Augmentation provenant de la réévaluation du matériel existant au 30-6-1926 +	454.118,56	
	<u>12.841.636,91</u>	
Amortissements à ce jour	.— 10.301.112,79	
	<u>2.540.524,12</u>	
Petit Matériel et Outillage	1.151.429,83	
Augmentation provenant de la réévaluation de l'outillage au 30 juin 1926 . .	.+ 29.115,94	
	<u>1.180.545,77</u>	
Amortissements à ce jour	.— 1.180.544,77	
	<u>1,—</u>	
Mobilier	1.919.194,47	
Amortissements à ce jour	.— 1.919.193,47	
	<u>1,—</u>	
		<u>3.518.528,74</u>

Disponible :

Caisses, Banques et Chèques-Postaux	37.270.932,83
---	---------------

Réalisable :

Approvisionnements en magasin et en cours de route	11.608.796,73	
Produits fabriqués en stock	1.796.274,96	
Débiteurs divers	35.410.928,73	
Portefeuille	14.763.355,54	
Immeuble en construction pour la vente . .	12.603,30	
	<u>63.591.959,26</u>	

Divers :

Fonds bloqués en Banques à Bruxelles, Londres, New-York	2.191.980,43	
Dépenses engagées	114.050,79	
Comptes débiteurs divers	1.062.103,35	
		<u>3.368.134,57</u>

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		<u>Fr. 107.749.555,40</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 34.125 actions (dont 1.625 attribuées à l'Etat Belge conformément à la loi du 17-10-45)	16.250.000,—	
Réserve statutaire	1.625.000,—	
Réserve spéciale	4.000.000,—	
Plus-value résultant de la réévaluation de l'outillage et des bâtiments industriels	1.050.409,73	
Ristournes impôt sur le capital	1.308.381,20	
		<u>7.983.790,93</u>

Dettes de la société envers les tiers :

Versements restant à effectuer sur Portefeuille	732.400,—	
Dividendes non encaissés	6.849.805,74	
Créditeurs divers	30.114.908,26	
		<u>37.697.114,—</u>

Divers :

Comptes créditeurs (provisions diverses)	33.251.935,08
--	---------------

Profits et Pertes :

Bénéfice net	12.566.715,39
------------------------	---------------

Comptes d'ordre :

Déposants de titres	pour mémoire	
		<u>Fr. 107.749.555,40</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Intérêts et charges financières	fr.	485.119,30
Amortissements sur :		
Immobilisations	2.211.517,96	
Portefeuille	772.800,—	
		<u>2.984.317,96</u>
Bénéfice net		12.566.715,39
	Fr.	<u><u>16.036.152,65</u></u>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1945	fr.	885.236,77
Résultats d'exploitation s/chantiers, fabrication et divers		14.348.851,68
Revenus du portefeuille		<u>802.064,20</u>
	Fr.	<u><u>16.036.152,65</u></u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividendes aux actionnaires	fr.	6.825.000,—
Tantièmes aux administrateurs et commissaires . . .		1.083.279,16
Taxe mobilière sur dividendes		2.924.512,50
Solde à reporter		<u>1.733.923,73</u>
	Fr.	<u><u>12.566.715,39</u></u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 14 juillet 1948.*

L'assemblée à l'unanimité :

- Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1946 ainsi que la répartition du bénéfice;
- Laisse le soin au Conseil d'administration de fixer la date de mise en paiement du dividende;

- Donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1946 par un vote spécial;
- Donne acte au Conseil d'administration de sa déclaration par laquelle il porte à la connaissance de l'assemblée les raisons pour lesquelles le bilan et le compte de Profits et Pertes de l'exercice 1947 n'ont pas encore pu être dressés et donne décharge aux administrateurs et commissaires de ce chef;
- Nomme en qualité de commissaire M. Jules Pilate pour continuer le mandat de M. Georges Touchard décédé;
- Réélit M. Henri Vander Borgh en qualité d'administrateur et M. Georges Raskin en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, président de la Société « Ciments du Katanga », 45, rue du Pépin à Bruxelles.

Vice-président et administrateur-directeur :

M. Edgard Larielle, ingénieur, administrateur-directeur de la Société « Ciments du Katanga », 52, avenue Emile Duray à Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise à Bruxelles.

M. Jules Cousin, ingénieur, La Roseraie, boulevard Elisabeth, Elisabethville (Congo Belge).

M. Edgar Sengier, ingénieur, directeur de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine à Ixelles.

M. Henri Vander Borgh, ingénieur, 10, Place Constantin Meunier à Forest-Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus à Bruxelles.

M. Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe à Auderghem.

M. Jules Pilate, sous-directeur de banque, 74, avenue du Prince de Ligne à Uccle-Bruxelles.

Bruxelles, le 19 juillet 1948.

Certifié conforme.

SOCIETE D'ENTREPRISES DE TRAVAUX EN BETON
AU KATANGA.

L'administrateur-directeur,

E. LARIELLE.

Le président,

V. BRIEN.

La Niengele

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Niengelé (Sankuru) Congo Belge.

Siège administratif : 21/23, Longue rue Neuve, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers n° 30200.

Acte constitutif du 15 novembre 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 mai 1925, n° 5913, (arrêté royal du 28 février 1925), statuts modifiés par acte du 11 juin 1927, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 août 1927, n° 10381 (arrêté royal du 22 juillet 1927) et par actes des 31 juillet et 4 septembre 1937, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 octobre 1937, numéros 14649 et 14650 (arrêté royal du 16 octobre 1937).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains, immeubles et installations . fr.	3.369.845,19	
Amortiss. antérieurs	3.114.707,13	
Amortissements 1947.	55.138,06	
	<u>3.169.845,19</u>	200.000,—
Plantations	996.206,32	
Amortissements antérieurs	<u>996.205,32</u>	1,—

Mobilier, Matériel et Outillage	216.979,55	
Amortiss. antérieurs	179.168,83	
Amortissements 1947.	7.810,72	
	<u>186.979,55</u>	30.000,—

Réalisable :

Magasins	1.466.368,75	
Débiteurs divers	440.751,35	
Caisse et Banques	992.834,15	
	<u>2.899.954,25</u>	

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		Fr. 3.129.955,25
		<u><u>3.129.955,25</u></u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 5.000 parts sociales s. d. d. v.	fr. 1.500.000,—
Réserve légale	86.802,12
Fonds de renouvellement pour le matériel industriel (amortissement du surprix)	300.000,—
Amortissements excédentaires 1944/45	284.968,59
Provision pour amortissement sur réévaluation des actifs au Congo	100.000,—
Fonds pour investissement dans la Colonie en faveur des indigènes (solde)	10.882,14
Fonds pour le bien-être du personnel indigène (solde)	17.736,07

Exigible :

Créditeurs divers	609.081,42
Dividendes non encaissés	141.537,56

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire	
Bénéfice de l'exercice 1947	78.947,35	
	<u>78.947,35</u>	
		Fr. 3.129.955,25
		<u><u>3.129.955,25</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux et d'administration fr.	138.543,26
Provision pour impôts et liquidation de l'exercice clos .	19.937,64
Provision pour amortissement sur réévaluation des actifs au Congo	100.000,—
Amortissements sur :	
Immeubles et Installations	55.138,06
Mobilier, Matériel et Outillage	7.810,72
	62.948,78
Solde bénéficiaire	78.947,35
	Fr. 400.377,03

CREDIT.

Bénéfices nets industriels fr.	398.414,13
Intérêts	1.962,90
	Fr. 400.377,03

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Réserve légale fr.	3.947,35
Aux parts sociales	75.000,—
	Fr. 78.947,35

RESOLUTIONS

prises par l'assemblée statutaire du 31 juillet 1948.

L'assemblée décide :

1) d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947 ainsi que la répartition proposée;

2) de fixer le dividende à raison de :

fr. 12,45 net par part sociale nouvelle (cadre bleu);

fr. 0,62 net par part sociale ancienne (cadre rouge);

payable contre présentation du coupon n° 23 à partir du 5 août 1948;

3) de donner décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1947;

4) de renouveler le mandat de M. Pierre Donck, administrateur, pour un nouveau terme de six ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston de Decker, administrateur de sociétés, président-administrateur-délégué, 28, rue van Schoonbeke, Anvers.

M. Jean del Marmol, industriel, administrateur, 7, avenue Maurice, Ixelles.

M. Pierre Donck, directeur de sociétés, administrateur, 44, rue Peter Benoit, Anvers.

M. le Chevalier Jean Kraft de la Saulx, administrateur de sociétés, administrateur, 2, boulevard Militaire, Gand.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Albert Mendes da Costa, expert-comptable, 26, avenue de Blankendelle, Auderghem.

M. Walter Philippsen, fondé de pouvoirs, 84, avenue Arthur Goemaere, Anvers.

Anvers, le 2 août 1948.

Pour copie certifiée conforme.

(s.) Gaston de DECKER.

Administrateur-président.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. Akten) den vier Augustus 1948, deel 209, blad 72, vak 7, twee blad geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (get.) onleesbaar.

Société Coloniale Minière, en abrégé « Colomines »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles n° 37.708.

**NOMINATION
D'UN ADMINISTRATEUR ET D'UN COMMISSAIRE**

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale extraordinaire du 22 juillet 1948.*

L'assemblée élit M. Fernand Houget en qualité d'administrateur et M. Robert Grandjean en qualité de commissaire.

COMPOSITION ACTUELLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Adrien Houget, industriel, 46, rue des Minières, Verviers.

Vice-président et administrateur-délégué :

M. George G. Michiels, administrateur de sociétés, 22, rue J.-B. Meunier, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Paul Fourmarier, professeur à l'Université de Liège, 35, avenue des Platanes, Cointe-Sclessin-Liège.

M. Pierre-Denis de Neuville, industriel, Château de Rochempré, Solières-Ben-Ahin.

M. Fernand Houget, industriel, 9, rue de la Station, Verviers.

Administrateur-directeur :

M. Henry Geradon, ingénieur civil, 103, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert.

COMMISSAIRE.

M. Robert Grandjean, 3, rue Grandjean, Verviers.

DELEGUE DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. José Magotte, directeur général, conseiller juridique au Ministère des Colonies, 133, avenue Coghén, Uccle,

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

M. E. Reintjens, directeur du Comité Spécial du Katanga, 12, rue des Taxandres, Bruxelles.

Un administrateur,

G. G. MICHIELS.

Un administrateur,

H. GERADON.

Eternit du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 6, rue Royale à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 203.897.

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 2 et 3 juin 1947, sous le n° 11.306.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	288.638,80	
Dépenses de premier établissement . .	273.139,97	
Fournisseurs : avances sur commandes .	2.030.419,60	
		2.592.198,37

Réalisable :

Actionnaires	70.000,—	
Débiteurs divers	7.547,73	
		77.547,73

Disponible :

Banques	17.333.281,10	
	Fr.	20.003.027,20

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires pour mémoire

PASSIF.

Non exigible :

Capital fr. 20.000.000,—

Exigible :

Créditeurs divers 3.027,20

Fr. 20.003.027,20

Compte d'ordre :

Déposant statutaires pour mémoire

Il n'a pas été établi de compte de profits et pertes, la Société se trouvant en période de premier établissement.

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 1947.

Versements effectués fr. 19.930.000,—

Capital restant à libérer 70.000,—

M. F. Nisot, Bruxelles 25.000,—

M. H. Verpoort, Lukala, Congo Belge 5.000,—

M. A. Folie, Lukala, Congo Belge 20.000,—

M. J. Reumont, Lukala, Congo Belge 20.000,—

Fr. 70.000,—

RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 8 JUILLET 1948.

L'assemblée à l'unanimité,

- adopte le bilan tel qu'il est présenté par le Conseil;
- donne, aux administrateurs et commissaires, la décharge prévue par les statuts;
- renouvelle les mandats de MM. A. Bemelmans, V. Brien, A. Emsens, Jean Emsens, E. Larielle, E. Schmidheiny, administrateurs et Messieurs Charles Hulet et J. Lohest, commissaires.

COMPOSITION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 1947.

M. Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., 397, avenue Louise, Bruxelles, président.

M. Jean Emsens, industriel, 14, avenue Emile Duray, Bruxelles, vice-président,

M. Victor Brien, ingénieur, A. I. Lg., rue du Pépin, 45, Bruxelles, administrateur.

M. André Emsens, industriel, 94, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Edgard Larielle, ingénieur A. I. Br., 52, avenue Emile Duray, Bruxelles, administrateur.

M. Ernst Schmidheiny, industriel, Céligny, Canton de Genève, Suisse, administrateur.

COMPOSITION
DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 31 DECEMBRE 1947.

M. Charles Hulet, licencié en sciences commerciales et financières, 66, rue Alfred Cluysenaer, Bruxelles, commissaire.

M. Jacques Lohest, licencié en sciences commerciales et financières (I. S. C. E. Anvers), 29, Bormsstraat, Thisselt, commissaire.

Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « Socophar »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 63, avenue de la Toison d'Or.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 27040.

Constituée par acte passé devant Maître Léon Brunet, notaire à Bruxelles, le 27 avril 1927, autorisé par arrêté royal du 7 juin 1927, et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1927.

Statuts modifiés par acte passé devant Maître Léon Brunet, notaire à Bruxelles, le trente-et-un août 1927 (arrêté royal du 3 octobre 1927) et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927.

Statuts modifiés par acte passé devant Maître Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le vingt-et-un décembre 1937 (arrêté royal du 25 février 1938) et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1938.

Statuts modifiés par acte passé devant Maître Paul Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le vingt-cinq mars 1947 (arrêté royal du 3 juin 1947) et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Premier établissement fr.	2.755.466,20	
Terrain et immeuble	485.000,—	
Matériel et mobilier	181.449,44	
Frais de constitution	22.652,50	
Frais d'augmentation de capital	28.099,40	
Réévaluation Immeuble et Matériel . . .	2.069.888,41	
		5.542.555,95

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisses, Chèques-postaux, Banques . . .	3.328.854,59	
Garanties	3.050,—	
Débiteurs divers	2.639.271,16	
Colonie (Comptes à régulariser)	7.594.971,04	
Marchandises Europe, Afrique et cours de route	22.733.400,24	
		36.299.547,03

III. — *Compte d'ordre :*

Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
	Fr.	41.842.102,98

PASSIF.

I. — *Envers la société :*

Capital social fr.	11.000.000,—	
représenté par 24.000 parts sociales. Il existe en outre 4.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	312.994,04	
Réserve extraordinaire	1.700.000,—	
Fonds de réserve indisponible	630.000,—	
Fonds d'amortissements	3.472.667,54	
Amortissements sur réévaluation	103.494,42	
Plus-value de réévaluation	2.069.888,41	
		19.289.044,41

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	6.686.301,51	
Dividendes à payer	183.837,20	
Comptes Colonie	13.014.011,59	
		19.884.150,30

III. — *Compte de provisions :*

Prévision fiscale	581.788,43	
Provision voyages et congés agents	287.174,75	
		868.963,18

IV. — *Comptes à régler :*

Divers		398.231,07
------------------	--	------------

V. — *Compte d'ordre :*

Titulaires de garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

VI. — *Profits et Pertes :*

Solde reporté de l'exercice précédent	11.121,76	
Bénéfice exercice 1947	1.390.592,26	
		1.401.714,02
	Fr.	41.842.102,98

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Amortissement sur réévaluation	fr.	103.494,42
Prévision fiscale		303.693,—
Intérêts et commissions		268.732,76
Frais d'administration		360.290,13

Solde bénéficiaire :

Solde reporté exercice précédent	11.121,76	
Bénéfice exercice 1947	1.390.592,26	
		1.401.714,02
	Fr.	2.437.924,33

CREDIT.

Solde à nouveau	11.121,76
Résultats d'exploitation et divers	2.426.802,57
Fr.	2.437.924,33

REPARTITION DU BENEFICE.

1° 5 % sur fr. 1.390.592,26 à la réserve statutaire . fr.	69.529,61
2° Dividende de 35 francs brut récupérable pour l'exercice 1946 aux parts sociales numéros 1 à 13.000	455.000,—
3° Dividende de 35 francs brut, pour l'exercice 1947, aux parts sociales numéros 1 à 24.000	840.000,—
4° Tantièmes statutaires, soit 15 % sur le surplus, aux administrateurs et commissaires	5.577,66
5° Solde à reporter à nouveau	31.606,75
Fr.	1.401.714,02

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du mercredi 7 juillet 1948.*

1°) L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires.

2°) Sont approuvés, le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1947, qui font apparaître un solde bénéficiaire de fr. 1.401.714,02

3°) L'assemblée décide à l'unanimité de répartir ce bénéfice conformément à la proposition faite par le Conseil d'administration.

4°) L'assemblée par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice écoulé.

5°) MM. Allard, administrateur, et Mettens, commissaire, sont sortants et rééligibles. L'assemblée réélit M. Théophile Allard en qualité d'administrateur et M. Herman Mettens, en qualité de commissaire, chacun pour un terme de six ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Georges Geerts, ingénieur civil des mines, U. L. B., 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek-Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Robert Van Der Ghinst, pharmacien, Léopoldville, Kalina, Congo Belge.

Administrateur-directeur :

M. Gustave Gilon, directeur de société, 5, place d'Italie, Liège.

Administrateurs :

M. Théophile Allard, administrateur de sociétés, 37, rue Blanche, Bruxelles.

M. Raoul Dupont, pharmacien, 22, avenue Dailly, Bruxelles.

M. Eugène Gillieaux, ingénieur, 100, boulevard Général Jacques, Ixelles.

M. Joseph Joos, pharmacien, 50, avenue Huart-Hamoir, Bruxelles.

M. Alfred Radelet, administrateur de sociétés, 35, boulevard Général Wahis, Bruxelles.

M. Jules Van Lancker, administrateur de sociétés, 11, avenue Lippens, Léopoldville (Congo Belge).

M. Maurice Wandels, pharmacien, 6, square Marie-José, Ostende.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Emile Lodewijckx, agent de banque, 44, rue du Tir à l'Arc, Hougaerde.

M. Herman Mettens, expert-comptable, 49, avenue Ten Dorpe, Mortsel (Anvers).

M. Henri Tuypens, pharmacien, 49, place Cardinal Mercier, Saint-Nicolas (Waes).

M. Emile Leroy, 57, rue Jos. Lefebvre, Marchienne-au-Pont.

DELEGUE DU MINISTERE DES COLONIES.

M. Gaston Flamme, sous-directeur au Ministère des Colonies, 194, avenue du Prince Héritier, Woluwe-Saint-Lambert.

Certifié conforme.

SOCIETE COLONIALE DE PHARMACIE ET DE DROGUERIE
« SOCOPHAR »

Société congolaise à responsabilité limitée.

L'administrateur-directeur,

G. GILON.

L'administrateur-délégué,

R. VAN DER GHINST.

Union Minière du Haut Katanga
Société congolaise à responsabilité limitée

—
MODIFICATIONS AUX STATUTS.

**L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE DOUZE JUILLET
A DIX HEURES TRENTE.**

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Montagne du Parc, n° 3.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de l'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, Montagne du Parc, n° 6, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo; la dite société constituée par décret du Roi Souverain de l'Etat Indépendant du Congo Belge, du vingt-huit octobre mil neuf cent six, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » du mois de novembre mil neuf cent six, et dont les statuts actuels ont été arrêtés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, à Bruxelles, le huit avril mil neuf cent trente-sept, publié après approbation par arrêté royal en date du douze avril mil neuf cent trente-sept, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge », en date du quinze avril mil neuf cent trente-sept et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-trois avril mil neuf cent trente-sept, n° 5554, et modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné :

1°) le vingt-trois avril mil neuf cent quarante-cinq, publié après approbation aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent quarante-cinq et à l'annexe au « Moniteur Belge » des quatorze/quinze mai mil neuf cent quarante-cinq, n° 6185;

2°) le dix décembre mil neuf cent quarante-six, publié après approbation à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-neuf avril mil neuf cent quarante-sept, n° 6678; et

3°) le quatre décembre mil neuf cent quarante-sept, publié après approbation à l'annexe au « Moniteur Belge » du sept février mil neuf cent quarante-huit, n° 2163.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — Le Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, rue des Petits Carmes, numéro 51, propriétaire de trois cent quinze mille six cent soixante-quinze parts sociales, quatre vingt-dix-neuf mille quatre vingt treize obligations et d'un certificat donnant droit à deux cent quarante-huit mille quatre cents voix

315.675 99.093 248.400

Ici représenté par Monsieur Ary Guillaume, secrétaire général du dit Comité du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, n° 87, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

2. — La « Tanganyika Concessions Limited » société anonyme établie à Londres, Gresham Street, n° 95, propriétaire de cent soixante-dix-neuf mille sept cent cinquante-neuf parts sociales, soixante-et-un mille trois cent quatre vingt-quatre obligations et d'un certificat modificatif donnant droit à cent trente-quatre mille seize voix 179.759 61.384 134.016

Ici représentée par Monsieur Ian Hutchinson, représentant de la dite société, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, suivant procuration du vingt-neuf juin dernier.

3. — La « Société Générale de Belgique », société anonyme, établie à Bruxelles, Montagne du Parc, n° 3, propriétaire de cinquante-six mille cinq cents parts sociales, trente-neuf mille cinq cent vingt-trois obligations et d'un certificat donnant droit à trente-et-un mille cinq cent quatre vingt-quatre voix 56.500 39.523 31.584

Ici représentée par Monsieur Gaston Blaise, gouverneur de la dite société, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, n° 47, suivant procuration du deux de ce mois.

4. — La « Compagnie du Katanga » société anonyme à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13, propriétaire de douze mille cinq cents parts sociales 12.500

Ici représentée par Monsieur Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Erables, n° 27, suivant procuration du vingt-neuf juin dernier.

5. — La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13, propriétaire de cinq mille parts sociales 5.000

Ici représentée par Monsieur Firmin Van Brée, prénommé, suivant procuration du vingt-neuf juin dernier.

6. — Electrorail (Compagnies réunies d'Electricité et de Transports) société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Congrès, n° 33, propriétaire de deux mille six cent trente parts sociales 2.630

Ici représentée par Monsieur Firmin Van Brée, prénommé, suivant procuration du vingt-six juin dernier.

7. — Monsieur Gaston Blaise, gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, n° 47, propriétaire de cinquante parts sociales 50

8. — Monsieur Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Erables, 27, propriétaire de cinquante parts sociales 50

9. — Monsieur Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, n° 24, propriétaire de cinquante parts sociales 50

10. — Monsieur Jules Cousin, ingénieur civil des mines, demeurant à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de cinquante parts sociales 50

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du vingt-sept juin dernier.

11. — Monsieur Henri Buttgenbach, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, rue Franklin Roosevelt, n° 182, propriétaire de cinquante parts sociales 50

12. — Monsieur Jules Jadot, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, rue de Spa, n° 32, propriétaire de cinquante parts sociales 50

13. — Monsieur Pierre Jadot, ingénieur, demeurant à La Hulpe, Château de Jolimont, propriétaire de vingt-cinq parts sociales 25

14. — La Société anonyme Luxembourggeoise Holding Cotondier, société Holding établie à Luxembourg, boulevard Royal, 55, propriétaire de deux cents parts sociales 200

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, à Uccle, avenue Henri Pirenne, n° 25, suivant procuration du premier de ce mois.

15. — Mademoiselle Eliane Dedyn, sans profession, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, n° 269, propriétaire de cinquante parts sociales 50

Ici représentée par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du vingt-six juin dernier.

16. — Monsieur Fernand Demaison, directeur d'atelier, demeurant à Monbrekain, (Aisne-France), rue Grande, n° 67, propriétaire de quinze parts sociales 15

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du trente juin dernier.

17. — Monsieur Albert Englebert, industriel, demeurant à Embourg-lez-Liège, rue Fernand Huet, n° 28, propriétaire de douze parts sociales 12

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

18. — Monsieur Raoul Henkart, industriel, demeurant à Gand, rue de la Chênaie, n° 6, propriétaire de trente parts sociales 30

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

19. — Monsieur Harold Alsberge, rentier, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue Roger Vandendriessche, n° 34, propriétaire de cent parts sociales 100

20. — Monsieur Charles Bronchain, représentant d'industrie, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, n° 13, propriétaire d'une part sociale 1

21. — Monsieur Félix Dawant, rentier, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue des Sept-Bonniers, propriétaire d'une part sociale 1

22. — Monsieur Raoul Mangon, publiciste, demeurant à Bruxelles, boulevard Emile Jacqmain, n° 52, propriétaire d'une part sociale 1

23. — Monsieur Raymond Mathieu, publiciste, demeurant à Jette, rue Ferdinand Lenoir, n° 6, propriétaire d'une part sociale 1

24. — Monsieur Omer Sibille, propriétaire, demeurant à Schaerbeek, avenue Albert Giraud, n° 105, propriétaire de dix parts sociales 10

25. — Monsieur Eugène Vanderheeren, publiciste, demeurant à Ixelles, rue de la Brasserie, n° 46, propriétaire d'une part sociale 1

26. — Monsieur Alphonse Van De Kerchove, pensionné, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Jupiter, n° 119, propriétaire de soixante-quinze parts sociales 75

27. — Monsieur Raoul Van Elslande, agent de change, demeurant à Bruxelles, rue Marie-Thérèse, n° 28, propriétaire de cinq parts sociales 5

Ensemble : cinq cent soixante-douze mille huit cent quatre vingt-onze parts sociales, deux cent mille obligations et trois certificats donnant droit à quatre cent quatorze mille voix	572.891 200.000 414.000
--	-------------------------------

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente-et-un des statuts, le bureau se compose des membres du Conseil d'administration, ci-après : Monsieur Gaston Blaise, président; Monsieur Firmin Van Brée, président honoraire; Monsieur Edgar Sengier, administrateur-délégué, président du Comité Permanent. Messieurs Henri Buttgenbach, Ary Guillaume, Jules Jadot, pré-nommés, et Messieurs Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, square Vergote, «° 43; Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, n° 4; Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Molière, n° 276, et Godfrey C. Hutchinson, administrateur-directeur de la « Tanganyika Concessions Limited », demeurant à Londres, Princes House, 95, Gresham Street, ici intervenants, administrateurs.

L'assemblée est présidée par Monsieur Gaston Blaise, pré-nommé, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, directeur de l'« Union Minière du Haut Katanga », demeurant à Uccle, avenue Pirenne, n° 25, ici intervenant et comme scrutateurs Monsieur Ary Guillaume et Monsieur Ian Hutchinson, tous deux prénommés.

Assiste également à l'assemblée, Monsieur Pierre Jentgen, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, n° 117, délégué du Comité Spécial du Katanga auprès du Conseil d'administration de la société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a à son ordre du jour les points suivants, devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique :

1. Modification au premier alinéa de l'article neuf des statuts pour le remplacer par deux alinéas libellés comme suit :

« La propriété des parts sociales nominatives, de même que celle des certificats nominatifs à droit de vote prévu à l'article dix ci-après, des obligations nominatives à droit de vote prévu à l'article quatorze ci-après s'établit par l'inscription dans des registres.

» Pour chacune des trois catégories de titres, il est tenu un registre au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font, au choix du propriétaire des titres dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges. »

2. Modification au premier alinéa de l'article vingt-sept des statuts pour le remplacer par un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année à Bruxelles, le quatrième jeudi de juin à dix heures et demie, au local indiqué dans la convocation. »

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites dans les journaux suivants :

Le « Moniteur Belge » des vingt-cinq juin et trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

L'« Echo de la Bourse » des vingt-cinq juin et deux/trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque » des vingt-quatre juin et trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

Ces journaux publiés à Bruxelles.

« The Financial Times », des vingt-quatre juin et trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

« The Times » des vingt-cinq juin et trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

Ces journaux publiés à Londres.

Qu'en outre, les actionnaires en nom et les propriétaires d'obligations nominatives jouissant d'un droit de vote ont été convoqués par lettremissive leur adressée huit jours au moins avant l'assemblée.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires et les porteurs d'obligations nominatives jouissant d'un droit de vote, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente-et-un des statuts.

IV. — Que sur un million deux cent quarante deux mille parts sociales et les deux cent mille obligations nominatives, jouissant d'un même droit de vote, la présente assemblée réunit cinq cent soixante-douze mille huit cent quatre-vingt onze parts sociales et les deux cent mille obligations nominatives à droit de vote et trois certificats nominatifs donnant droit ensemble à quatre cent quatorze mille voix, soit plus de la moitié des voix attachées à la totalité des titres émis.

Qu'en vertu de l'article neuf des statuts, chaque part sociale et chaque obligation donnent droit à une voix et chaque certificat donne droit au nombre de voix qui y est inscrit.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée celle-ci constate qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration au cours duquel il fait connaître que le Comité Spécial du Katanga a donné son approbation aux propositions contenues dans l'ordre du jour, l'assemblée prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article neuf, le premier alinéa est remplacé par les deux alinéas suivants :

« La propriété des parts sociales nominatives, de même que celle des certificats nominatifs a droit de vote prévus à l'article dix ci-après et des obligations nominatives, à droit de vote prévus à l'article quatorze ci-après s'établit par l'inscription dans des registres.

» Pour chacune des trois catégories de titres, il est tenu un registre au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges. »

A l'article vingt-sept, le premier alinéa, est remplacé par :

« Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année à Bruxelles, le quatrième jeudi de juin à dix heures et demie, au local indiqué dans la convocation. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance continue.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Blaise, A. Guillaume, Ian Hutchinson, F. Van Brée, Ed. Sengier, H. Buttgenbach, J. Jadot, P. Jadot, D. Van Bleyenbergh, H. Alsberge, Ch. Bronchain, F. Dawant, R. Mangon, R. Mathieu, O. Sibille, E. Vanderheeren, A. Van De Kerchove, R. Van Elslande, A. Marthoz, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix-neuf juillet 1948.

Volume 1347, folio 6, case 5, quatre rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 7350.

Reçu : quatre francs.

Vu par nous Pierre Van Hal, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Sceau du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

Le directeur (signé) Van Nylen.

Sceau du Ministre de la Justice.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

Pour le Ministre,

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Sceau du Ministère des Colonies.

Droits perçus : 40 francs.

Compagnie du Kivu

Société anonyme

à Anvers, 34, rue Rubens.

Registre du Commerce d'Anvers n° 111.

NOMINATIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 6 juillet 1948.*

L'assemblée, à l'unanimité, fixe le nombre des commissaires à quatre et appelle à ces fonctions Messieurs Janssens Frans, inspecteur général retraité, 27, rue Auguste Danse à Bruxelles et Gofers Hubert, administrateur de sociétés, 196, avenue Winston Churchill à Bruxelles, dont les mandats expireront immédiatement après l'assemblée générale statutaire de et en 1953.

Pour extrait certifié conforme.

COMPAGNIE DU KIVU.

Société anonyme.

Deux administrateurs,

(s.) Comte THIERRY de RENESSE.

(s.) N. DECKER.

Timbre : 20 francs.

Vu pour légalisation des signatures de MM. Decker et de Renesse apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 13 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Sceau du Ministère des Colonies.

Droits perçus : 40 francs.

Visé par Nous Pierre Leroy, chef du Service du Contentieux et du Personnel du Gouvernement du Ruanda-Urundi pour légalisation de la signature de Monsieur P. Jentgen, directeur au Ministère des Colonies, apposée ci-dessus.

Usumbura, le vingt-troisième jour du mois de juillet 1900 quarante-huit.

(s.) Pierre Leroy.

Droit perçu : 40 francs, quittance n° 2 du 23 juillet 1948.

Sceau de la Chancellerie du Ruanda-Urundi.

A. S. 670. — Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, ce vingt-troisième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-huit, sous le numéro six cent septante du registre des actes déposés.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi.

(s.) G. DE SCHINKEL.

Perçu : deux cents francs, quittance n° 50 du 23 juillet 1948.

Le Greffier : G. DE SCHINKEL.

Sceau du Greffe du Ruanda-Urundi.

Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi.

Usumbura.

Certificat de dépôt.

A. S. 670.

Je soussigné Georges DE SCHINKEL, Greffier du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, certifie avoir reçu ce vingt-troisième jour du mois de juillet 1900 quarante-huit, en dépôt au Greffe du Tribunal susdit, « l'extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1948, de la Compagnie du Kivu, Société anonyme à Anvers, 34, avenue Rubens ».

Le Greffier (s.) G. DE SCHINKEL.

Sceau du Greffe, Usumbura.

Comité Spécial du Katanga

Par décision du Comité Spécial en date du 20 octobre 1947, le Règlement Général des cessions et concessions gratuites de terres en vue de favoriser la petite colonisation est modifié comme suit :

Article premier. —

... ..

Al. 4. — Actuellement, la concession gratuite de ces terres ne peut être accordée dans un rayon de 30 Kms autour des circonscriptions urbaines d'Elisabethville et de Jadotville.

Al. 5. — Les personnes qui sont déjà concessionnaires d'un terrain agricole ne peuvent bénéficier d'une concession gratuite de terres à destination de culture, d'élevage ou d'exploitation forestière, sauf à parfaire éventuellement la superficie de leur concession jusqu'à concurrence de 100 Ha. par une concession gratuite.

Alinéa nouveau :

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux anciens combattants belges ou étrangers ayant combattu dans l'armée métropolitaine ou coloniale, aux anciens déportés politiques, aux anciens résistants reconnus et aux vétérans coloniaux.

BIJZONDER COMITE VAN KATANGA.

Bij beslissing van het Bijzonder Comité d. d. 20 Oktober 1947, wordt het Algemeen reglement betreffende de kosteloze afstand en concessie van gronden tot bevordering van de kleine Kolonisatie, gewijzigd als volgt :

Artikel één. —

... ..

Al. 4. — Thans kan kosteloze concessie van deze gronden niet verleend worden 30 Km. in de omtrek van de stadsgebieden Elisabethstad en Jadotstad.

Al. 5. — De personen die reeds concessiehouders van een landbouwgrond zijn, komen niet in aanmerking voor een kosteloze concessie van gronden voor cultuur, veeteelt of bosbouw, tenzij de oppervlakte van hun concessie, bij voorkomend geval, aangevuld wordt tot beloop van 100 ha. door een kosteloze concessie.

Nieuw alinea :

De bepalingen van de twee voorgaande alinea's zijn niet van toepassing op de Belgische of vreemde oud-strijders die in het moederlandse of koloniale leger hebben gevochten, op de gewezen politieke weggevoerden, op de erkende oud-verzetslieden en op de koloniale veteranen.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 11^e TRANCHE 1948.

14 AOUT 1948.

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	07300	50.000 fr.
	600	1.000 fr.
	2430	2.500 fr.
	04240	20.000 fr.
	5660	2.500 fr.
	40570	100.000 fr.
	1290	10.000 fr.
1	5001	5.000 fr.
	7421	5.000 fr.
	87241	50.000 fr.
	12671	20.000 fr.
	74581	100.000 fr.
	14291	250.000 fr.
	98791	50.000 fr.
2	8602	5.000 fr.
	9972	2.500 fr.
	8482	2.500 fr.
	682	1.000 fr.
	163992	1.000.000 fr.
3	3	200 fr.
	156773	500.000 fr.
	6793	2.500 fr.
4	9164	10.000 fr.
	0884	2.500 fr.
5	65	500 fr.
	142485	2.500.000 fr.
	04585	20.000 fr.
6	4436	5.000 fr.
	5846	2.500 fr.
7	8447	2.500 fr.
	657	1.000 fr.
	09657	100.000 fr.
	275077	500.000 fr.
	79187	20.000 fr.
8	5858	10.000 fr.
	00578	50.000 fr.
	3398	5.000 fr.
9	87179	20.000 fr.
	29589	100.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 14 novembre 1948.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 14 décembre 1948.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 11° SCHIJF 1948.

14 AUGUSTUS 1948.

Eenheden	De biljetten waarvan het n° eindigt op :	winnen
0	07300	50.000 fr.
	600	1.000 fr.
	2430	2.500 fr.
	04240	20.000 fr.
	5660	2.500 fr.
	40570	100.000 fr.
	1290	10.000 fr.
1	5001	5.000 fr.
	7421	5.000 fr.
	87241	50.000 fr.
	12671	20.000 fr.
	74581	100.000 fr.
	14291	250.000 fr.
	98791	50.000 fr.
2	8602	5.000 fr.
	9972	2.500 fr.
	8482	2.500 fr.
	682	1.000 fr.
	163992	1.000.000 fr.
3	3	200 fr.
	156773	500.000 fr.
	6793	2.500 fr.
4	9164	10.000 fr.
	0884	2.500 fr.
5	65	500 fr.
	142485	2.500.000 fr.
	04585	20.000 fr.
6	4436	5.000 fr.
	5846	2.500 fr.
7	8447	2.500 fr.
	657	1.000 fr.
	09657	100.000 fr.
	275077	500.000 fr.
	79187	20.000 fr.
8	5858	10.000 fr.
	00578	50.000 fr.
	3398	5.000 fr.
9	87179	20.000 fr.
	29589	100.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 14 November 1948.

Laatste betaaldag door de Loterij : 14 December 1948.

15 OCTOBRE 1948.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Société Congolaise de Gestion Immobilière, en abrégé « COGIMO »
dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge)
et le siège administratif à Bruxelles (1).

CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-neuf juillet.

Devant nous, André DUPONT, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — La Société Congolaise de Gestion et de Participations, dite « SOCOGEPAR » société de personnes à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, valablement représentée par ses deux gérants, Messieurs Louis RIMBOUT et Victor SOQUET, ci-après qualifiés, en vertu des pouvoirs leur conférés par l'article 14 des statuts, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro 1 du dix janvier mil neuf cent quarante-huit, page 18, agissant pour elle-même et pour compte d'un groupe.

2. La société de personnes à responsabilité limitée « Comptoir de Gestion Financière et Immobilière » en abrégé « COGEFIM » ayant son siège à Bruxelles, rue d'Egmont, 3, constituée par acte du notaire Jacques BAUWENS, du quatre mars mil neuf cent quarante-quatre publié par extrait aux annexes du « Moniteur Belge » du quinze du même mois, sous le numéro 1.666; la dite société ici représentée, conformément aux dispositions de l'article seize de ses statuts, par son gérant statutaire, Monsieur Victor Ferdinand Jean SOQUET, ci-après qualifié.

3. — Monsieur Firmin FIVEZ, industriel, demeurant à Saint-Nicolas-Waes, Lange Halsbeekstraat, 35.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1948, 1^{re} partie.

4. — Monsieur Alexandre KRAUSS, directeur commercial, demeurant à Bruxelles, rue de Laeken, 57, agissant en qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-neuf juillet courant qui restera annexée aux présentes, de : Monsieur Lucien CALLEBAUT, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Molière, 246.

5. — Monsieur Louis RIMBOUT, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir, 37.

6. — Monsieur Victor SOQUET, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, avenue de l'Ermitage, 27, agissant en son nom personnel et en qualité de mandataire de Monsieur le Comte Albert d'ASPREMONT-LYNDEN, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 269, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-huit, laquelle procuration restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants *qualitate qua* ont déclaré avoir formé entre eux une société congolaise par actions à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Congolaise de Gestion Immobilière », en abrégé « COGIMO ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge.

Article 2. — Le siège social de la société est à Léopoldville (Congo Belge). Par simple décision du Conseil d'administration, il pourra être transféré en tout autre localité du Congo Belge, sous réserve d'autorisation par arrêté royal. Il pourra être établi des agences ou succursales et comptoirs au Congo Belge ou dans tous autres pays.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise, le Conseil en fixera l'endroit.

Article 3. — La société a pour objet toutes opérations mobilières et immobilières. Elle peut, notamment, acquérir et aliéner tous biens immeubles, tant au Congo qu'à l'Etranger, entreprendre la construction d'immeubles et tous travaux généralement quelconques pour son compte ou pour compte de tiers, les donner à bail, entreprendre tous travaux en vue de la mise en valeur et du lotissement d'immeubles, acquérir tous matériaux de construction et les revendre et faire toutes les opérations commerciales ou financières se rapportant à son objet. Elle peut faire et traiter pour son compte ou pour compte de tiers, des prêts, avances de fonds et ouvertures de crédit, contre garanties hypothécaires.

Elle peut s'intéresser dans toutes entreprises de ce genre qui seraient utiles soit au développement, soit à l'amélioration de son objet social, notamment, par voie d'apport, de cession, d'intervention financière ou par toute autre voie.

Elle peut aussi s'occuper de la gestion et de l'administration de biens immobiliers pour compte de tiers.

En général, elle peut faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou autres se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à partir du premier août prochain.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article 30 ci-après, et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à seize millions deux cent cinquante mille francs, représenté par trois mille deux cent cinquante actions de capital d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune.

Les trois mille deux cent cinquante actions de capital sont souscrites contre espèces comme suit :

1. La société congolaise de gestion et de participation « SO-COGEPAR » pour elle et pour son groupe, trois mille cent actions de capital.

ci.	3,100
-------------	-------

2. Le Comptoir de gestion financière et immobilière « COGE-FIM », cinquante actions de capital	50
--	----

3. Monsieur le Comte Albert d'ASPREMONT-LYNDEN, vingt actions de capital	20
--	----

4. Monsieur Firmin FIVEZ, vingt actions de capital	20
--	----

5. Monsieur Lucien CALLEBAUT, vingt actions de capital	20
--	----

6. Monsieur Louis RIMBOUT, vingt actions de capital	20
---	----

7. Monsieur Victor SOQUET, vingt actions de capital	20
---	----

Soit un total de trois mille deux cent cinquante actions de capital, représentant seize millions deux cent cinquante mille francs	3.250
---	-------

Les comparants déclarent expressément que chacune des actions souscrites a été libérée à concurrence de vingt pour cent, par des versements s'élevant ensemble à TROIS MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE

MILLE FRANCS, somme qui se trouve, dès à présent à la libre et entière disposition de la société. Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration, conformément à l'article 7.

Il est en outre créé six cents cinquante actions de dividende sans désignation de valeur, dont les droits et avantages sont déterminés ci-après et dont le nombre ne pourra jamais être augmenté même par voie de modification aux statuts.

Il est attribué aux souscripteurs ci-dessus dénommés, une action de dividende pour cinq actions de capital souscrites.

Article 6. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

L'assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Sauf décision contraire de l'assemblée, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes par préférence aux possesseurs d'actions de capital, au *pro rata* du nombre de titres acquis précédemment, le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes par préférence et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits. Cette offre se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs et par publication au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », dans l'hypothèse où des actions seraient déjà converties en actions au porteur.

Article 7. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée, au moins quinze jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité, produira de plein droit par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article 8. — Les souscripteurs resteront tenus envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Article 9. — Les actions de capital restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en aura été totalement versé elles pourront être transformées en actions au porteur.

Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation.

Le Conseil fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article 10. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la société au siège social ou au siège administratif. La cession d'actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre, un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une signature pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article 11. — Les actions de dividende ne seront négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel.

Jusqu'à expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société, dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces actions mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions présentées pour leur cession.

Les actions de dividende sont au porteur.

Elles resteront déposées dans la Caisse de la société jusqu'à expiration du délai ci-dessus prévu et porteront la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Ces mesures néanmoins seront transcrites sur les certificats de dépôt qui en seront délivrés.

Article 12. — La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts. La société ne reconnaît qu'un actionnaire par action. En cas de division des droits attachés à une action, les intéressés ont à se faire représenter par une seule personne.

Article 13. — Les héritiers, les créanciers d'une actionnaire ne peuvent sous quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article 14. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs, une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

Article 15. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans ou plus, par l'assemblée générale ordinaire qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

1. — Monsieur le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 269.

2. — Monsieur Lucien Callebaut, industriel, demeurant à Ixelles, avenue Molière, numéro 246.

3. — Monsieur Firmin Fivez, industriel, demeurant à Saint-Nicolas-Waes, Lange Halsbeekstraat, 35.

4. — Monsieur Louis Rimbout, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir, 37.

5. — Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, avenue de l'Ermitage, 27.

Le Conseil choisit dans son sein un président. En cas d'empêchement de celui-ci, il désigne un administrateur pour le remplacer.

Article 16. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci, un Comité de direction dont il fixe la rémunération. Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués et/ou à un ou plusieurs fondés de pouvoirs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attribués aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article 17. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, des administrateurs-délégués ou à la demande de l'un de ses membres.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Le Conseil d'administration délibère et statue valablement sur les questions portées à l'ordre du jour, à la condition que la majorité des membres soient présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues, pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en ses lieux et place.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par deux administrateurs.

Article 18. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qu'il n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut, notamment, passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, prendre et donner en location tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, conclure tous emprunts, consentir à tous droits réels et toutes garanties mobilières ou immobilières faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, renoncer à tous droits hypothécaires ou tous privilèges, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner mainlevée et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, consentir toutes mentions ou subrogations, le tout avant ou après paiement, nommer ou révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements, en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, lever toutes sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

Article 19. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un fondé de pouvoirs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration.

Article 20. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'Etranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article 21. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligence soit du président ou d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article 22. — Toutes les opérations sont surveillées par un commissaire au moins, associé ou non, nommé pour trois ans et désigné la première fois aux présents statuts.

Sont nommés comme premiers commissaires :

Monsieur Alexandre Krauss, demeurant à Bruxelles, rue de Laeken, 57.

Monsieur Victor de Ryck, demeurant à Bruxelles, rue Victor Hugo, 205.

L'assemblée générale désignera à l'avenir le ou les commissaires dont elle fixe souverainement le nombre. Les commissaires sont rééligibles et sont révocables en tout temps par l'assemblée générale.

Les article 64 et 69 des lois coordonnées belges sur les sociétés anonymes, seront d'application en ce qui concerne leur nomination, leur rôle, leurs responsabilités et leurs émoluments.

Article 23. — Chaque administrateur déposera, à titre de cautionnement, dix actions; les commissaires, cinq; les administrateurs et commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Article 24. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les premiers administrateurs désignés à l'article 14 sont nommés pour six ans, leur mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre.

Les administrateurs sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et le/ou les commissaires, réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 25. — Indépendamment de la part de bénéfice stipulée à l'article 37, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 26. — L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article 27. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le deuxième lundi du mois de juin à quinze heures et pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée à lieu le jour ouvrable suivant.

Un administrateur, un commissaire ou le cinquième des actionnaires peut provoquer des assemblées générales extraordinaires en cas de nécessité.

Article 28. — Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville et l'autre de Bruxelles, ainsi qu'au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » quinze jours avant la date de la réunion. Les actionnaires absents pourront se faire représenter par un autre actionnaire. Les convocations des actionnaires en nom seront faites par simple lettre recommandée.

Article 29. — Chaque action de capital et de dividende donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Les actions de dividende ne pourront être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur au deux tiers du nombre des voix émises par les actions de capital.

Article 30. — Lorsque l'assemblée générale aura à délibérer sur l'augmentation ou la réduction du capital, ou la fusion de la société avec d'autres sociétés, ou sur toutes autres modifications aux statuts, elle ne pourra valablement statuer que si l'objet des modifications proposées a été indiqué spécialement dans les convocations et que, si ceux qui assistent à l'assemblée représentent la moitié au moins du capital social. Si cette

dernière condition n'était pas remplie, une nouvelle convocation serait nécessaire et une nouvelle assemblée délibèrera valablement quelle que soit la portion du capital représenté.

Dans l'un ou l'autre cas, la décision ne sera valablement prise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquels il est pris part régulièrement au vote.

Lorsque la délibération est de nature à modifier les droits respectifs revenant à diverses catégories de titres, elle doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie, les conditions de présence et de majorité requises par le présent article.

Article 31. — Le Président, ou à son défaut, un administrateur désigné par ses collègues, préside l'assemblée. Le secrétaire est désigné par le Président et les scrutateurs sont désignés par l'assemblée.

Article 32. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives autres que les administrateurs et les commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre d'actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Article 33. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est pas signée par des actionnaires représentant le cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée en temps utile au Conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Une liste de présence, indiquant le nom des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire, avant d'entrer à l'assemblée.

L'assemblée générale nomme et révoque les administrateurs et le ou les commissaires à la simple majorité des voix présentes.

Article 34. — Les procès-verbaux des sociétés sont obligatoirement signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui en expriment le désir.

Les expéditions ou extraits conformes sont signés soit par le président et/ou l'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

Article 35. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Article 36. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, le Conseil d'administration arrête les écritures et forme le bilan et le compte de profits et pertes.

Deux mois avant la date de l'assemblée générale, les comptes, les inventaires et le rapport seront tenus au siège administratif, à la disposition du ou des commissaires. Quinze jours avant l'assemblée générale, le commissaire devra avoir déposé son rapport.

Les actionnaires pourront, à partir de cette date, prendre connaissance de tous ces documents.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes. Elle se prononce par vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

Article 37. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

a) d'abord : cinq pour cent au moins sont affectés à la formation d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social.

b) ensuite : la somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de quatre pour cent aux actions du capital.

c) sur le surplus : il est attribué vingt pour cent au Conseil d'administration pour être répartis entre ses membres, suivant leur convention personnelle, et la somme nécessaire pour régler les émoluments des commissaires qui auront été fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

ensuite : la somme nécessaire pour attribuer un deuxième dividende de trois pour cent aux actions de capital.

le solde est réparti aux actions de dividende.

Toutefois, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce dernier solde sera affecté à la création ou à l'alimentation d'un fonds de réserve spécial, de provision, ou reporté à nouveau.

Chaque année, le bilan et le compte de profits et pertes seront publiés, après approbation de l'assemblée générale au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article 38. — Les dividendes sont payables aux endroits et aux époques fixés par le Conseil d'administration.

TITRE V.

LIQUIDATION — DISSOLUTION.

Article 39. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quel moment que ce soit, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs déterminant leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixer le mode de liquidation.

Les pouvoirs de l'assemblée générale subsistent pendant toute la durée de la liquidation, pour le paiement de toutes dettes et charges de la société.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, le solde sera affecté d'abord au remboursement des actions de capital.

Le surplus de l'avoir social sera réparti entre toutes les actions de dividende.

Article 40. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur ou commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

Article 41. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation les comparants se réuniront pour statuer sur tous objets relatifs à leurs intérêts sociaux.

Article 42. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi congolaise.

Article 43. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article 44. — Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombent à la société ou qui seront à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à deux cent vingt-cinq mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, en l'étude.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le trente juillet 1948, volume 578, folio 59, case 3, six rôles, cinq renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) De Coux.

ANNEXES.

Le soussigné : Monsieur le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 269, déclare constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, avenue de l'Ermitage, n° 27.

Auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom à la constitution de la Société Congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de Société Congolaise de Gestion Immobilière, en abrégé « COGIMO » par acte à recevoir par Maître Dupont, notaire à Bruxelles, lequel acte contiendra les indications suivantes imposées par les lois et décrets sur la matière.

- a) objet de la Société;
- b) la raison sociale ou la dénomination de celle-ci;
- c) la désignation précise des associés et l'étendue de leurs responsabilités;
- d) la désignation des personnes ayant la gestion et la signature sociale;
- e) la cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs;
- f) le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution.

En conséquence, faire acter au contrat que le siège de la société est à Léopoldville, avec siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 3, que le capital de la société est fixé à seize millions deux cent cinquante mille francs, représenté par trois mille deux cent cinquante actions de capital de cinq mille francs chacune et qu'il est créé en outre six cent cinquante actions de dividende lesquelles seront attribuées aux souscripteurs à raison d'une action de dividende pour cinq actions de capital souscrites.

Arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société.

Spécialement souscrire au nom du soussigné vingt actions de la Société, opérer sur le montant de chaque action le versement exigé par la loi ou les statuts.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires qui serait tenue immédiatement après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-huit.

(s.) Comte Albert d'Aspremont-Lynden.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente juillet 1948, volume 35, folio 62, case 15, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) De Coux.

II

Le soussigné : Monsieur Lucien Callebaut, industriel, demeurant à Bruxelles, 246, avenue Molière, déclare constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Alexandre Krauss, directeur commercial, demeurant à Bruxelles, 57, rue de Laeken.

Auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom à la constitution de la Société Congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de Société Congolaise de Gestion Immobilière en abrégé « COGIMO », par acte à recevoir par Maître Dupont, notaire à Bruxelles, lequel acte contiendra les indications suivantes imposées par les lois et décrets sur la matière.

- a) objet de la Société;
- b) la raison sociale ou la dénomination de celle-ci;
- c) la désignation précise des associés et l'étendue de leurs responsabilités;
- d) la désignation des personnes ayant la gestion et la signature sociale;
- e) la cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs;
- f) le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution.

En conséquence, faire acter au contrat que le siège de la Société est à Léopoldville, avec siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 3, que le capital de la Société est fixé à seize millions deux cent cinquante mille francs, représenté par trois mille deux cent cinquante actions de capital de cinq mille francs chacune et qu'il est créé en outre six cent cinquante actions de dividende lesquelles seront attribuées aux souscripteurs à raison d'une action de dividende pour cinq actions de capital souscrites.

Arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société.

Spécialement souscrire au nom du soussigné vingt actions de la Société, opérer sur le montant de chaque action le versement exigé par la loi ou les statuts.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires qui serait tenue immédiatement après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-huit.

Bon pour pouvoir (s.) L. Callebaut.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente juillet 1948, volume 35, folio 62, case 15, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) De Coux.

Pour expédition conforme.

DUPONT.

N° 7457.

Reçu : quatre francs.

Sceau du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous Pierre Van Hal, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance siégeant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Dupont, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 juillet 1948.

(s.) P. Van Hal.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 juillet 1948.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus
Bruxelles, le 4 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général :

(s.) M. Van Hecke.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^{er} September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Société Congolaise de Gestion Immobilière, en abrégé « COGIMO »

dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge)

et le siège administratif à Bruxelles.

NOMINATION.

DELEGATION DE POUVOIRS.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-neuf juillet.

Devant nous, André Dupont, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, avenue de l'Ermitage, 27, agissant en son nom personnel et en qualité de mandataire de Monsieur le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 269, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-huit, laquelle procuration est restée annexée à un acte de constitution de société, dont question ci-après, reçu ce jour par le notaire soussigné.

2. — Monsieur Alexandre Krauss, directeur commercial, demeurant à Bruxelles, rue de Laeken, numéro 57, agissant en qualité de mandataire de Monsieur Lucien Callebaut, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Molière, numéro 246, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-huit, laquelle procuration est restée annexée à un acte de constitution de société, dont question ci-après, reçu ce jour par le notaire soussigné.

3. — Monsieur Firmin Fivez, industriel, demeurant à Saint-Nicolas-Waes, Lange Halsbeekstraat, 35.

4. — Monsieur Louis Rimbout, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir, 37. Les comparants et leurs mandants formant ensemble le Conseil d'administration de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société Congolaise de Gestion Immobilière » en abrégé « COGIMO » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, constituée par acte reçu ce jour par le notaire soussigné, nommés en leur dite qualité ainsi qu'il résulte de l'article quinze des statuts de la dite société se sont réunis en Conseil, et usant des pouvoirs leur conférés par les articles quinze et seize des statuts ont pris les décisions suivantes à l'unanimité.

1° Monsieur le Comte Albert d'Aspremont Lynden est appelé aux fonctions de président du Conseil d'administration.

2° Il est formé un Comité de direction composé de Messieurs Lucien Callebaut, Victor Soquet et Louis Rimbout.

3° Messieurs Lucien Callebaut et Victor Soquet sont appelés aux fonctions d'administrateurs-délégués de la Société.

4° Les pouvoirs nécessaires sont délivrés à Messieurs Lucien Callebaut et Victor Soquet, administrateurs-délégués et Monsieur Louis Rimbout, administrateur, membre du Comité de direction, pour représenter la société dans la gestion journalière des affaires. Ils pourront, en conséquence et, notamment sous la signature conjointe de deux d'entre eux :

Régir, gérer, administrer tant activement que passivement tous les biens et affaires de la société, traiter et résoudre définitivement toutes questions, soit avec les autorités publiques soit avec toutes sociétés et particuliers, présenter toutes requêtes, faire toutes déclarations et publications, remplir toutes formalités légales.

Prendre au nom de la société, l'engagement de se conformer à tout règlement émanant des autorités publiques.

Signer la correspondance.

Exercer sur le personnel des pouvoirs de contrôle et de direction, lui donner des instructions, nommer, congédier, révoquer les agents et employés, déterminer leurs attributions.

Faire tous contrats d'entreprises, de fournitures, ainsi que tous marchés, accepter tous devis.

Prendre en location, exploiter, mettre en valeur aux prix, charges et clauses et conditions, tous biens, meubles et immeubles.

Donner en location aux personnes ou sociétés ainsi qu'à tous tiers, tout ou partie des biens meubles et immeubles qui appartiennent ou pourront appartenir dans la suite à la société, en fixer les prix ou redevances et les clauses, charges et conditions, recevoir ceux-ci en principal, intérêts et accessoires soit au comptant, soit aux époques convenues ou par anticipations, et en donner bonne et valable quittance et décharge.

Retirer de toutes banques, administrations, sociétés ou tiers quelconques, toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelques causes que ce soit, retirer toutes sommes ou valeurs consignées, payer en principal, intérêts et accessoires toutes sommes que la société pourrait devoir, donner et retirer bonnes et valables quittances et décharges.

Résilier tous baux.

Signer et accepter tous chèques, billets, traites, lettres de change, endos et effets de commerce.

Autoriser toutes actions en justice, tant en demandant qu'en défendant.

Solliciter du gouvernement de la colonie belge, l'obtention de toutes concessions, faire toutes demandes auprès de toutes autorités, dresser toutes requêtes et remplir toutes les formalités requises à cette fin.

Accomplir toutes formalités relatives à l'inscription et à la transcription au nom de la société mandante dans les registres fonciers de la colonie de tous biens immeubles et de toutes concessions.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et généralement prendre toutes mesures promettant ratification.

Les paiements et les recettes ne dépassant pas deux cent cinquante mille francs seront valablement effectués sous la seule signature de l'un de ses membres du Comité de direction ci-dessus dénommés.

En outre une seule signature de l'un de ses membres du Comité de direction suffira pour :

Retirer au nom de la société, à l'administration des postes, de la douane, de toutes messageries et des chemins de fer, ou recevoir à domicile, les lettres, caisses, paquets, colis recommandés ou non, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, de faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats-poste, donner toutes quittances et décharges.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants *qualitate qua* ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le trente juillet 1948, volume 578, folio 59, case 2, deux rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) De Coux.

Pour expédition conforme.

(s.) DUPONT.

N° 7456.

Reçu : quatre francs.

Sceau du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous Pierre Van Hal, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance siégeant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Dupont, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 juillet 1948.

(s.) P. Van Hal.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 30 juillet 1948.

(s.) Van Nylen.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée au recto.

Bruxelles, le 4 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (s.) Van Hecke.

Droits perçus : 40 francs.

« SYMETAIN »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : Bruxelles (1).

MODIFICATION AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent trente-neuf.

Le six juin à onze heures.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Au siège administratif, 19-21, rue des Drapiers à Ixelles-Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société congolaise par actions à responsabilité limitée « SYMETAIN » ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 19-21, rue des Drapiers, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné le vingt-neuf janvier mil neuf cent trente-deux, approuvé par arrêté royal du deux mars mil neuf cent trente-deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des quatorze/quinze mars suivant, sous le numéro 2.200 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-deux, acte déposé au greffe du Tribunal de Stanleyville, le trois avril mil neuf cent trente-deux dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné le vingt-cinq novembre mil neuf cent trente-cinq, ainsi que par acte passé devant le notaire Richir soussigné le vingt-quatre août mil neuf cent trente-huit, approuvé par arrêté royal du cinq novembre mil neuf cent trente-huit, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du quatorze janvier mil neuf cent trente-neuf, sous le numéro 505 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent trente-huit, acte déposé au greffe du Tribunal de Stanleyville et vingt et un novembre mil neuf cent trente-huit.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Georges Moulart, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Georges de Bournonville, administrateur-délégué, demeurant à Ixelles, 30, avenue Jeanne, et comme scrutateurs Messieurs Pierre Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise et Paul Orban, administrateur de sociétés, délégué de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, demeurant à Bruxelles, 83, rue du Commerce.

Le bureau est complété par les autres administrateurs présents, savoir :

1) Monsieur Franz Timmerman, ingénieur A. I. L. G., demeurant à Ixelles, rue Franz Merjay, 182.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » 1^{re} partie du 15 octobre 1948 (voir erratum 1^{re} partie du 15 novembre 1948).

2) Monsieur le Baron Josse Louis Allard, ingénieur civil des mines A. I. L. M., demeurant à Bruxelles, 6-8, rue Guimard.

3) Monsieur Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 34, avenue des Nations.

4) Monsieur Henri Buttgenbach, ingénieur, demeurant à Liège, 7, avenue Emile Digneffe.

5) Monsieur Fernand Delhay, ingénieur géologue, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 45, rue Henri Wafelaerts.

6) Monsieur Désiré De Schoonen, administrateur de sociétés, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 84, rue de la Source.

7) Monsieur Christian Janssens, administrateur de sociétés, demeurant à Tervueren, Le Val Vert, 24, avenue des Muguets.

8) Monsieur Georges Laloux, administrateur de sociétés, demeurant à Liège, 2, rue Saint-Remy.

9) Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur, demeurant à Ixelles, 13, rue du Bourgmestre.

10) Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants déclarant posséder le nombre de parts sociales ci-après indiqué :

1) La Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme ayant son siège social à Saint-Josse-ten-Noode, 24, avenue de l'Astronomie, possesseur de deux mille quatre cents parts sociales . . . 2.400

Ici représentée par Monsieur Paul Orban préqualifié, son mandataire, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du deux juin mil neuf cent trente-neuf.

2) Le Crédit Général du Congo, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, 112, rue du Commerce, possesseur de douze parts sociales 12

Ici représenté par Monsieur Albert Deligne, directeur de cette société, demeurant à Schaerbeek, 58, rue de l'Orme, son mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé en date du premier juin mil neuf cent trente-neuf.

3) La société « SYMAF » (Syndicat Minier Africain) société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Albertville (Congo Belge) possesseur de vingt et un mille cinq cent dix-huit parts sociales 21.518

Ici représentée par Monsieur Pierre Orts, préqualifié, son mandataire, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du cinq juin mil neuf cent trente-neuf.

Ensemble : vingt-trois mille neuf cent trente parts sociales 23.930

Les trois procurations prémentionnées demeureront ci-annexées et seront soumises à la formalité de l'enregistrement en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Augmentation du capital social à concurrence de vingt-huit millions de francs, pour le porter de douze millions à QUARANTE MILLIONS DE FRANCS, par la création de cinq mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, émises à cinq mille francs l'une, jouissant toutes des mêmes droits et avantages que les parts sociales anciennes, sauf qu'elles ne participeront aux bénéfices de la société pour l'exercice en cours qui a commencé le premier janvier mil neuf cent trente-neuf, que *prorata temporis*, compte tenu de la proportion dans laquelle elles auront été libérées.

2) Apport par la société « Symaf » — Syndicat Minier Africain — société congolaise par actions à responsabilité limitée, de tous droits, bénéfices, avantages, obligations et charges quelconques, sans que rien ne soit excepté ni réservé, résultant ou à résulter des demandes introduites ou à introduire par le « Symaf » conformément à l'article 77 du décret minier du vingt-quatre septembre mil neuf cent trente-sept, de permis d'exploitation portant sur des polygones inclus ou à inclure dans les cercles situés dans les territoires de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ouverts à la prospection publique et faisant l'objet des permis spéciaux de recherches minières, numéros 2949 et 2950, ainsi que les rapports, études, plans, travaux d'exploration, de prospection, d'aménagement, de même que tous documents généralement quelconques se rapportant aux droits apportés ainsi qu'aux régions voisines étudiées par le « Symaf », le tout évalué suivant dépenses engagées pour l'ensemble de ces travaux, dépenses majorées des intérêts suivant stipulations du décret minier, à la somme de un million deux cent cinquante mille francs. Le Symaf fait cet apport nouveau dans les mêmes conditions et responsabilités que celles prévues pour ses apports antérieurs faits à la constitution de la société « Symétain ».

Attribution en rémunération du dit apport de deux cent cinquante parts sociales nouvelles entièrement libérées.

3) Souscription immédiate contre espèces des cinq mille trois cent cinquante parts sociales nouvelles restantes, à raison de cinq mille francs par titre; détermination des conditions d'intervention du concédant et des propriétaires de parts sociales anciennes dans cette souscription.

4) Modification des articles 7 et 8 des statuts pour les mettre en concordance avec l'augmentation de capital.

5) Modification de l'article 53 des statuts pour définir à nouveau les bénéfices nets suivant formule demandée par le Ministre des Colonies et remplacer le texte du premier paragraphe du *sixto* par le suivant :

« Le solde sera réparti entre les parts sociales, les parts sociales partiellement libérées n'ayant droit qu'à un dividende réduit proportionnellement à leur libération et *prorata temporis*, les parts sociales libérées

anticipativement n'ayant droit qu'au dividende attribué à la partie appelée du capital. »

6) Remplacer le texte de l'article 59 par le texte suivant :

« En cas de liquidation, les liquidateurs appelleront d'abord les sommes restant dues par les actionnaires sur les parts sociales qui ne seraient pas entièrement libérées.

» Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais généraux de liquidation, l'actif net sera tout d'abord destiné au remboursement du capital, en espèces ou en titres, chaque part sociale étant considérée comme représentant une même fraction du capital social, quel que soit le taux auquel elle aura été émise.

» Le surplus disponible sera réparti entre la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires et les parts sociales, conformément à l'article 53. »

7) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour exécuter les décisions prises au sujet des points repris du 1° au 6° ci-dessus.

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article 43 des statuts sociaux, par une annonce insérée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-deux mai mil neuf cent trente-neuf, et dans l'« Echo de la Bourse », journal quotidien s'éditant à Bruxelles, du vingt et un/vingt-deux mai mil neuf cent trente-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces publications.

Des lettres missives contenant convocation ont, en outre, été adressées aux actionnaires en nom quinze jours au moins avant la présente assemblée, suivant bordereau d'envoi déposé sur le bureau.

III. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions de l'article 41 des statuts sociaux pour pouvoir assister à la présente assemblée.

IV. — Que sur les vingt-quatre mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, formant ensemble la totalité du capital social et l'intégralité des titres émis, l'assemblée en réunit vingt-trois mille neuf cent trente, soit plus de la moitié du capital social.

Qu'en conséquence, conformément à l'article 48 des statuts, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Que la jouissance de vote de la société « Symaf » excède le cinquième des voix attribuées à l'ensemble des titres, et qu'en conséquence, elle doit être réduite à quatre mille huit cents voix, en application de l'article 42 des statuts sociaux.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, passant à l'ordre du jour et après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Les propositions d'augmentation du capital, d'apports, de souscription et de modification des articles 7 et 8 des statuts en résultant et faisant l'objet des points 1 à 4 de l'ordre du jour, n'ont pas recueilli les trois quarts des voix prenant part au vote. En conséquence, ces propositions sont rejetées.

Cette résolution a été cotée comme suit :

Quatre mille huit cent douze voix ont voté pour l'adoption des dites propositions, et deux mille quatre cents voix ont voté contre.

DEUXIEME RESOLUTION.

Article 53. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'excédent favorable du bilan, après déduction des charges sociales, des amortissements et des prévisions à déterminer par le Conseil d'administration pour somme dues, dettes litigieuses ou nées, mais non encore exigibles et impôts, constitue le bénéfice net de la société. »

Au 6°, le texte du premier paragraphe est remplacé comme suit :

« Le solde sera réparti entre les parts sociales, les parts sociales partiellement libérées n'ayant droit qu'à un dividende réduit proportionnellement à leur libération et *pro rata temporis*, les parts sociales libérées anticipativement n'ayant droit qu'au dividende attribué à la partie appelée du capital ».

TROISIEME RESOLUTION.

Article 59 des statuts : Le texte de cet article est remplacé par le texte suivant :

« En cas de liquidation, les liquidateurs appelleront d'abord les sommes restant dues par les actionnaires sur les parts sociales qui ne seraient pas entièrement libérées.

» Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais généraux de liquidation, l'actif net sera tout d'abord destiné au remboursement du capital, en espèces ou en titres, chaque part sociale étant considérée comme représentant une même fraction du capital social, quel que soit le taux auquel elle aura été émise.

» Le surplus disponible sera réparti entre la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, et les parts sociales, conformément à l'article 53. »

Les deuxième et troisième résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les dites résolutions sont adoptées sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal.

Dont procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le 13 juin 1939, volume 519, folio 51, case 11, six rôles, trois renvois.

Reçu : quinze francs.

Le Receveur (s.) Defenfe.

Pour expédition conforme.

(s.) RICHIR.

« SYMETAIN »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée
ayant son siège social à Stanleyville
et son siège administratif à Bruxelles.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-huit.

Le trente juin à onze heures trente minutes.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Au siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la Société « Symétain » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le vingt-neuf janvier mil neuf cent trente-deux, approuvé par arrêté royal du deux mars mil neuf cent trente-deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des quatorze-quinze mars suivants sous le numéro 2.200 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge »

du quinze mars mil neuf cent trente-deux, déposé au greffe du Tribunal de Stanleyville le trois avril mil neuf cent trente-deux, et dont les statuts ont été modifiés par actes du notaire Richir soussigné des vingt-cinq novembre mil neuf cent trente-cinq, vingt-quatre août mil neuf cent trente-huit, six juin et vingt-huit juillet mil neuf cent trente-neuf et approuvés par arrêtés royaux des cinq novembre mil neuf cent trente-huit et vingt et un septembre mil neuf cent trente-neuf et en dernier lieu par actes du notaire Richir soussigné en date du vingt-six juin mil neuf cent quarante-six et du vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-sept, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des dix-huit/dix-neuf novembre mil neuf cent trente-six, numéro 20.815 et du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-sept, numéro 20.777.-

La séance est ouverte à onze heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Georges Moulaert, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Pierre Van Hoegaerden, demeurant à Ixelles, 15, place Charles Graux.

Il choisit et propose à l'assemblée pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Maurice Louveaux et Léon Helbig de Balzac, ci-après qualifiés.

Ce choix est accepté et ratifié par l'assemblée.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de parts sociales ci-après indiqué :

1) La société « Symaf » Syndicat Minier Africain, société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Bruxelles, 112, rue du Commerce, possédant trente mille cinq cent nonante-trois parts sociales 30.593

Ici représentée par Monsieur Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire en vertu d'une procuration sous seing privé en date du seize juin mil neuf cent quarante-huit qui demeurera ci-annexée.

2) Le Crédit Général du Congo, société anonyme à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de vingt et une parts sociales 21

Ici représentée par Monsieur Henri Depage, administrateur de société, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du seize juin mil neuf cent quarante-huit qui demeurera ci-annexée.

3) La Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, possédant cinq mille cinq cent six parts sociales 5.506

Ici représentée par Monsieur Maurice Louveaux, conseiller juridique, demeurant à Schaerbeek, 37, rue Renkin, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du dix-huit juin mil neuf cent quarante-huit, qui demeurera ci-annexée.

4) Le Comité National du Kivu, association jouissant de la
personnification civile, ayant son siège principal à Bruxelles,
16, rue d'Egmont possédant deux cent trente-sept parts sociales 237

Ici représentée par Monsieur Léon Helbig de Balzac, ad-
ministrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 50, bou-
levard Saint-Michel, en vertu d'une procuration sous
seing privé en date du dix-sept juin mil neuf cent qua-
rante-huit qui demeurera ci-annexée.

5) Monsieur Georges Moulart, préqualifié, possédant quatre
parts sociales 4

Ensemble : trente-six mille trois cent soixante et une parts
sociales 36.361

Assiste en outre à la séance, Monsieur Charles Kuck, directeur général
au Ministère des Colonies, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 43, rue
Jourdan, délégué de la Colonie.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour les modifications
aux statuts ci-après :

Article 3.

Au premier alinéa remplacer le mot « Stanleyville » par « Léopold-
ville ».

Article 7.

Remplacer cet article par le texte suivant : « Le capital social est de
quatre-vingt-deux mille deux cent cinquante parts sociales sans dési-
gnation de valeur nominale, représentant chacune un/cent quatre-vingt-
deux mille deux cent cinquantième du capital social ».

Article 8.

Ajouter *in fine* le paragraphe suivant : « Par décision de l'assemblée
générale du trente juin mil neuf cent quarante-huit, le capital social est
de quatre-vingt-cinq millions de francs, est représenté par cent quatre-
vingt-deux mille deux cent cinquante parts sociales sans désignation de
valeur nominale, chaque actionnaire recevant par voie d'échange cinq
parts sociales nouvelles pour une part sociale ancienne ».

Article 14.

Remplacer le texte de l'alinéa 1 par le texte suivant : « La propriété
des parts sociales nominatives s'établit par une inscription sur le registre
des actionnaires ».

Article 16.

Ajouter au texte de l'alinéa 1 la phrase suivante : « Sauf décision con-
traire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités peuvent
être faites au siège administratif ».

Article 40.

Remplacer le texte de l'alinéa V par le texte suivant : « Le Conseil d'administration pourra déterminer les formes des procurations ».

Article 43.

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion ».

Article 44.

Remplacer le texte de l'alinéa II par le texte suivant : « Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire, doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, déposer au siège social ou, si le Conseil l'admet, au siège administratif, les titres en nombre prévu, ou tout au moins un certificat de dépôt de ces titres dans une banque ».

Article 52.

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « Quinze jours avant l'assemblée, les actionnaires peuvent prendre connaissance ».

Article 60.

Alinéa I : remplacer les mots : « siège administratif de la société en Belgique » par les mots : « siège social ».

Alinéa III : remplacer les mots : « siège administratif de la société en Belgique » par les mots : « siège social ».

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article 43 des statuts, par lettres missives en date du quatorze juin mil neuf cent quarante-huit et par annonces parues aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », dans l'« Echo de la Bourse » et dans l'« Informateur » le quatorze juin mil neuf cent quarante-huit.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les pièces et numéros justificatifs de ces envois et publications.

III. — Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 41 des statuts relatives aux formalités préalables à l'assemblée.

IV. — Que sur les trente-six mille quatre cent cinquante parts sociales formant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté à la présente assemblée trente-six mille trois cent soixante et une parts sociales, soit plus de la moitié.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour conformément à l'article 48 des statuts.

Que les modifications proposées aux statuts ont été autorisées préalablement par la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains agissant dans les limites de la législation minière conformément à l'article 48 des statuts.

Ces faits exposés sont constatés et reconnus exacts par l'assemblée.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier ainsi qu'il suit les statuts.

Article 3.

Au premier alinéa le mot « Stanleyville » est remplacé par « Léopoldville ».

Article 7.

Cet article est remplacé par le texte suivant : « Le capital social est de quatre-vingt-cinq millions de francs représenté par cent quatre-vingt-deux mille deux cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/cent quatre-vingt-deux mille deux cent cinquantièmes du capital social ».

Article 8.

Il a ajouté *in fine* le paragraphe suivant : « Par décision de l'assemblée générale du trente juin mil neuf cent quarante-huit, le capital social de quatre-vingt-cinq millions de francs est représenté par cent quatre-vingt-deux mille deux cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur nominale, chaque actionnaire recevant par voie d'échange cinq parts sociales nouvelles pour une part sociale ancienne ».

Article 14.

Le texte de l'alinéa 1 est remplacé par le texte suivant : « La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires. Ce registre est tenu au siège social ».

Article 16.

Il est ajouté au texte de l'alinéa 1 la phrase suivante : « Sauf décision contraire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités peuvent être faites au siège administratif ».

Article 40.

Le texte de l'alinéa 5 est remplacé par le texte suivant : « Le Conseil d'administration pourra déterminer les formes des procurations ».

Article 43.

Le texte de l'alinéa 1 est remplacé par le texte suivant : « Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion ».

Article 44.

Le texte de l'alinéa II est remplacé par le texte suivant :

« Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée, ou la proposition d'ordre du jour, déposer au siège social ou si le Conseil l'admet, au siège administratif, les titres en nombre prévu, ou tout au moins un certificat de dépôt de ces titres dans une banque ».

Article 52.

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « Quinze jours avant l'assemblée, les actionnaires peuvent prendre connaissance ».

Article 60.

Alinéa I : les mots « siège administratif de la société en Belgique » sont remplacés par les mots « siège social ».

Alinéa III : les mots « siège administratif de la société en Belgique » sont remplacés par les mots « siège social ».

La résolution qui précède a été prise sous réserve d'approbation par arrêté royal et a été votée à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, présents ou représentés comme dit est, ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le deux juillet 1948, volume 577, folio 36, case 10, quatre rôles, quatre renvois

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

N° 7040.

Reçu quatre francs.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

(s.) J. Hubrecht.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère de la Justice.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus

Bruxelles, le 19 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Ministère des Colonies.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « IMAFOR »

REDUCTION DE CAPITAL — MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-neuf juin, à dix heures trente.

Au siège social à Bruxelles, rue Joseph II, 18.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo, en abrégé, « Imafor », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le cinq mars mil neuf cent trente-quatre, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-neuf avril mil neuf cent trente-quatre, n° 5.842, autorisée par arrêté royal en date du quatre avril mil neuf cent trente-quatre, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze avril mil neuf cent trente-quatre, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le vingt-six octobre mil neuf cent trente-huit, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du onze janvier mil neuf cent trente-neuf, n° 347 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent trente-neuf, après approbation par arrêté royal en date du vingt décembre mil neuf cent trente-huit.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Société Textile Africaine « Texaf », société congolaise à responsabilité limitée établie à Léopoldville, (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, n° 18, propriétaire de cent quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatorze actions 104.994

Ici représentée par Monsieur Joseph Plas, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, 94, suivant procuration du dix-neuf juin dernier.

2. — Les Usines Textiles de Léopoldville, Utexléo, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, 18, propriétaire de cinq mille et une actions 5.001

Ici représentée par Monsieur Henri Moxhon, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-trois de ce mois.

3. — Monsieur Robert Pflieger, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, square de Meeüs, 22a, propriétaire d'une action 1

4. — Monsieur Eugène Voet, directeur honoraire de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Duysburgh, 18, propriétaire d'une action 1

5. — Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, 40, propriétaire d'une action 1

6. — Monsieur Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, 32, propriétaire d'une action 1

Ensemble : cent neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions 109.999

Assiste à l'assemblée, Monsieur Théodore Heyse, directeur général, délégué de la Colonie auprès de la société.

Conformément à l'article vingt-neuf des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Valère Lecluse, industriel, demeurant à Tiegem, administrateur.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Moxhon, prénommé et choisit comme scrutateurs Messieurs Joseph Plas et Max Stevens, prénommés.

Monsieur Pflieger, prénommé, administrateur, complète le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1°) Proposition de réduire le capital de vingt-quatre millions sept cent cinquante mille francs pour le ramener de trente et un millions de francs à six millions deux cent cinquante mille francs par le remboursement de deux cent vingt-cinq francs à chacun des cent dix mille titres.

2°) Eventuellement remplacer le texte de l'article cinq des statuts par le texte ci-après :

« Le capital social est fixé à six millions deux cent cinquante mille francs représenté par cent et dix mille actions sans valeur nominale, représentant chacune un cent et dix millième de l'avoir social.

» Lors de la constitution de la société, le capital fut fixé à cinquante-cinq millions de francs représenté par cent et dix mille actions de capital de cinq cents francs chacune.

» Il fut successivement réduit :

» 1) par décision de l'assemblée générale du vingt-six octobre mil neuf cent trente-huit, à trente et un millions de francs, la somme de vingt-quatre millions étant affectée à l'amortissement de moins-value d'actif constatée au bilan.

» 2) par décision de l'assemblée générale du vingt-neuf juin mil neuf cent quarante-huit, à six millions deux cent cinquante mille francs, la somme de vingt-quatre millions sept cent cinquante mille francs étant consacrée au remboursement de deux cent vingt-cinq francs à chacun des cent et dix mille titres. »

II. — Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués conformément à l'article vingt-sept des statuts par lettres missives, contenant l'ordre du jour, leur adressées sous pli recommandé à la poste, le dix-huit juin mil neuf cent quarante-huit.

Monsieur le Président dépose sur le bureau le récépissé des lettres recommandées délivré par l'administration des postes ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt-sept, vingt-huit et trente et un des statuts.

IV. — Que sur les cent dix mille actions de capital de la société, la présente assemblée réunit cent neuf mille neuf cent quatre vingt-dix-neuf actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-deux des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de vingt-quatre millions sept cent cinquante mille francs pour le ramener de trente et un millions de francs à six millions deux cent cinquante mille francs par le remboursement de deux cent vingt-cinq francs à chacune des cent dix mille actions de capital.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

L'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à six millions deux cent cinquante mille francs est représenté par cent et dix mille actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un cent et dix millièmes de l'avoir social.

» Lors de la constitution de la société, le capital social fut fixé à cinquante-cinq millions de francs, représenté par cent et dix mille actions de capital de cinq cent francs chacune.

» Il fut successivement réduit :

» 1°) par décision de l'assemblée générale du vingt-six octobre mil neuf cent trente-huit, à trente et un millions de francs, la somme de vingt-quatre millions de francs, étant affectée à l'amortissement de moins-value d'actif constatée au bilan.

» 2°) par décision de l'assemblée générale du vingt-neuf juin mil neuf cent quarante-huit, à six millions deux cent cinquante mille francs, la somme de vingt-quatre millions sept cent cinquante mille francs étant

consacrée au rembursement de deux cent vingt-cinq francs à chacune des cent et dix mille actions ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité.

La séance est levée à dix heures quarante-cinq.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) V. Lecluse, Th. Heyse, H. Moxhon, J. Plas, M. Stevens, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le trois juillet 1948.

Volume 1345, folio 81, case 8, deux rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Sceau du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous Pierre Van Hal, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 juillet 1948.

Le directeur (signé) Van Nylen.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

« SYMOR »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

ayant son siège social à Albertville (Congo Belge)

et son siège administratif à Bruxelles (1).

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-huit.

Le seize juin, à onze heures, quarante-cinq minutes.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Au siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Symor », ayant son siège social à Albertville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir, soussigné, le vingt-trois avril mil neuf cent trente et un, approuvé par arrêté royal du vingt-six septembre mil neuf cent trente et un, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt et un/vingt-deux décembre mil neuf cent trente et un, numéro 16.413 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente et un, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Richir, soussigné, le sept octobre mil neuf cent trente et un, approuvé par arrêté royal du quatre décembre mil neuf cent trente et un, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt et un/vingt-deux décembre suivant, sous le numéro 16.415 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent trente-deux, les dits statuts modifiés encore par acte reçu par le notaire Richir, soussigné, le vingt-cinq novembre mil neuf cent trente-cinq, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du seize/dix-sept décembre suivant, sous le numéro 16.159 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent trente-six, et par acte reçu par le notaire Richir, soussigné, le vingt-neuf décembre mil neuf cent trente-huit, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-huit janvier mil neuf cent trente-neuf, sous le numéro 876 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent trente-neuf, ainsi que par acte reçu par le notaire Richir, soussigné, le vingt-sept juin mil neuf cent trente-neuf, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-quatre décembre mil neuf cent trente-neuf, sous le numéro 15583.

La séance est ouverte à onze heures, quinze minutes, sous la présidence de Monsieur Georges Moulaert, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Van Hoegarden, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, 15, place Charles Graux.

Il choisit et propose à l'assemblée, pour remplir les fonctions de scrutateurs, Messieurs Franz Timmermans et Henri Depage, ci-après qualifiés.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1948, 1^{re} partie.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre d'actions ci-après indiqué :

1. — Monsieur Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, propriétaire d'une action 1
2. — La société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Symaf » (Syndicat Minier Africain) ayant son siège social à Albertville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, ici représentée par Monsieur Georges Moulaert, ci-après qualifié, en vertu d'une procuration en date du huit juin mil neuf cent quarante-huit, qui demeurera ci-annexée, propriétaire de vingt-neuf mille six cent cinquante actions 29.650
3. — Monsieur Franz Timmermans, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, 182, rue Franz Merjay, propriétaire d'une action 1
4. — La société anonyme « Crédit Général du Congo », ayant son siège à Bruxelles, ici représentée par Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe, en vertu d'une procuration en date du trois juin mil neuf cent quarante-huit, qui demeurera ci-annexée, propriétaire de cinq actions 5

Ensemble : vingt-neuf mille six cent cinquante-sept actions 29.657

Assistent en outre à l'assemblée :

1) Monsieur Charles Kuck, délégué du Gouvernement de la Colonie, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 43, rue Jourdan.

2) Monsieur Simon de Wasseiges, délégué du Comité National du Kivu, demeurant à Etterbeek, 102, boulevard Saint-Michel.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour les modifications aux statuts ci-après :

Article 3 :

a) Remplacer les mots : « Albertville » par « Léopoldville ».

b) Compléter la première phrase, en ajoutant après les mots : « par simple décision du Conseil d'administration » les mots : « et moyennant approbation par arrêté royal ».

Article 13 :

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur les registres des actionnaires ».

Article 15 :

Ajouter à la fin de l'alinéa I, la phrase suivante : « Sauf décision contraire, du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités peuvent être faites au siège administratif ».

Article 27 :

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « Les délibérations et décisions du Conseil seront constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres présents ».

Article 39 :

Remplacer le texte de l'alinéa V par le texte suivant : « Le Conseil d'administration pourra déterminer les formes des procurations ».

Article 42 :

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion ».

Article 43 :

Remplacer le texte de l'alinéa II par le texte suivant : « Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège social, ou si le Conseil l'admet, au siège administratif, le dépôt des titres en nombre prévu ou tout au moins le certificat de dépôt ».

Article 48 :

Remplacer le texte du premier alinéa par le texte suivant : « Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent ».

Article 60 :

Alinéa I : Remplacer les mots : « siège administratif de la société en Belgique » par les mots : « siège social ».

Alinéa III : Remplacer les mots : « siège administratif de la société en Belgique » par les mots : « siège social ».

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à l'article 42 des statuts par lettres recommandées en date du premier juin mil neuf cent quarante-huit, toutes les actions étant nominatives.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les récépissés de ces lettres.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 40 des statuts, relatives aux formalités préalables à l'assemblée.

IV. — Que sur les trente mille actions de cinq cents francs formant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté à la présente assemblée vingt-neuf mille six cent cinquante-sept, soit plus de la moitié.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour, conformément à l'article 47 des statuts.

Ces faits exposés sont constatés et reconnus exacts par l'assemblée.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier les statuts ainsi qu'il suit :

Article 3 :

a) Les mots : « Albertville » sont remplacés par les mots « Léopoldville ».

b) Il est ajouté à la première phrase, après les mots : « par simple décision du Conseil d'administration » les mots : « et moyennant approbation par arrêté royal ».

Article 13 :

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires qui sera tenu au siège social.

Article 15.

Il est ajouté à la fin de l'alinéa I la phrase suivante : « Sauf décision contraire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités peuvent être faites au siège administratif ».

Article 27 :

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « Les délibérations et décisions du Conseil seront constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres présents ».

Article 39 :

Le texte de l'alinéa V est remplacé par le texte suivant : « Le Conseil d'administration pourra déterminer les formes des procurations ».

Article 42 :

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion ».

Article 43 :

Le texte de l'alinéa II est remplacé par le texte suivant : « Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'as-

semblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège social ou, si le Conseil l'admet, au siège administratif, le dépôt des titres en nombre prévu ou tout au moins le certificat de dépôt ».

Article 48 :

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent ».

Article 60 :

Alinéa I : Les mots : « siège administratif de la société en Belgique » sont remplacés par les mots : « siège social ».

Alinéa III : Les mots : siège administratif de la société en Belgique » sont remplacés par les mots : « siège social ».

La résolution qui précède a été prise sous réserve d'approbation par arrêté royal et a été votée à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, présents ou représentés comme dit est, ont signé avec le notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le dix-huit juin 1948, volume 577, folio 22, case 5, quatre rôles deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) De Coux.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Hubrecht, Jean, Président du Tribunal de première instance de Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 2 juillet 1948.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur J. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 3 juillet 1948.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^e September 1948.

s./g. P. WIGNY.

« Tabacongo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

L'an mil neuf cent quarante-huit, le sept juillet.

Devant nous, Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « TABACONGO » avec siège social à Léopoldville (Congo Belge) et siège administratif à Anvers, constituée par acte du notaire Antoine Cols, soussigné le quatre septembre mil neuf cent trente-neuf, autorisée par arrêté royal du deux octobre suivant, dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge » et du « Bulletin Officiel du Congo Belge », respectivement du quinze novembre suivant et dont les statuts ont été modifiés par acte du même notaire en date du seize novembre mil neuf cent quarante-cinq, le dit acte, après approbation par arrêté du Régent du quinze février mil neuf cent quarante-six, ayant été publié aux annexes du « Moniteur Belge » le dix-sept mars suivant, sous le n° 3431 et du « Bulletin Officiel du Congo Belge », le quinze février mil neuf cent quarante-six.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de titres ci-après indiqué :

1°. — Union financière belge des Tabacs « Tabacofina » société anonyme établie à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 32, ici représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Henry C. Vander Elst, demeurant à Anvers, avenue della Faille, 44, et Pierre Vander Elst, demeurant à Anvers, avenue Van Put, 43, neuf cent nonante-trois actions

993

2°. — Usines Vander Elst, frères, société anonyme établie à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 32, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst, prénommé, et Charles Vander Elst, demeurant à Blanden, une action

1

3°. — La Cigarette Orientale, société anonyme, établie à Molenbeek-Saint-Jean, avenue Jean Dubrucq, 175-177, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst prénommé, et Frans Vander Elst, demeurant à Korbeek-Loo, chaussée de Tirlemont, 273, une action 1

4°. — Manufacture de Cigares Jubilé, anciennement van Zuylen, frères, Tabacs, société anonyme, établie à Liège, rue des Champs, 75, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst, prénommé et Jacques van Zuylen, demeurant à Botermelk, Schoten, une action 1

5°. — Manufacture de Cigarettes et Tabacs John Thomas, anciennement van Zuylen, frères, Tabacs, société anonyme, établie à Liège, rue des Champs, 75, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst et Jacques van Zuylen, tous deux prénommés, une action 1

6°. — Manufacture de Tabacs, Cigares et Cigarettes Louis Doize, société anonyme, établie à Liège, rue des Champs, 75, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst, et Jacques van Zuylen, tous deux prénommés, une action 1

7°. — Etablissements Cogetama-Néron, société anonyme, établie à Gand, boulevard de l'Heirnisse, 23, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst et Félix Wijters, demeurant à Anvers, avenue Marie-Thérèse, 4, une action 1

8°. — Etablissements Nicoletto Princeps, société anonyme, établie à Anvers, avenue Plantin Moretus, 67, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst et Félix Wijters, tous deux prénommés, une action 1

Ensemble mille actions 1.000

La séance est ouverte au siège administratif à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 32, sous la présidence de Monsieur Henry C. Vander Elst, prénommé, président du Conseil.

Qui désigne comme secrétaire Monsieur Félix Wijters, prénommé.

Remplissent les fonctions de scrutateurs Messieurs Charles Vander Elst et Jacques van Zuylen, tous deux prénommés.

Le bureau étant ainsi constitué, conformément à l'article 34 des statuts, Monsieur le Président constate que le capital social étant de dix millions de francs, représenté par mille actions de dix mille francs chacune, tous les actionnaires sont présents et qu'en conséquence l'assemblée peut délibérer valablement sur tous les points qu'elle mettra à son ordre du jour, sans autres formalités.

Le Président propose ensuite l'ordre du jour suivant :

I. Augmentation du capital social à concurrence de dix millions de francs, pour le porter ainsi à vingt millions de francs, par création de mille actions nouvelles de dix mille francs chacune, du même type que les actions existantes, à émettre contre espèces et au pair.

II. Souscription immédiate et libération totale des nouvelles actions créées.

III. Modifications aux statuts.

Aux articles 5 et 6 pour les mettre en concordance avec l'augmentation du capital.

Cet ordre du jour étant adopté à l'unanimité des voix, Monsieur le Président, après avoir mis ces diverses propositions en délibération, requiert le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes prises par l'assemblée.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de dix millions de francs pour le porter ainsi de son chiffre actuel de dix millions de francs à vingt millions de francs, par la création et l'émission de mille actions nouvelles de dix mille francs chacune du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Les nouvelles actions sont créées contre souscription en espèces avec jouissance au premier janvier mil neuf cent quarante-huit.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant est ici intervenue la société Union Financière Belge des Tabacs « Tabacofina » société anonyme, établie à Anvers, ici représentée, conformément à l'article 10 des statuts, par deux de ses administrateurs Messieurs Henry C. Vander Elst et Pierre Vander Elst, tous deux pré-nommés.

Laquelle société intervenante, représentée comme dit est, après avoir reconnu qu'elle a connaissance des statuts de la société « Tabacongo » et entendu lecture de ce qui précède, nous a déclaré souscrire aux conditions sus énoncées les mille actions de capital nouvelles, au pair, au prix de dix mille francs par titre avec jouissance au premier janvier mil neuf cent quarante-huit.

Et immédiatement Messieurs Henry C. Vander Elst, Alfred Vander Elst et Georges Vander Elst, administrateurs présents de la société « Tabacongo » nous ont déclaré et requis d'acter que toutes et chacune des mille actions de dix mille francs chacune, ont été entièrement libérées et que le montant total de cette libération s'élevant à la somme de dix millions de francs, se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi que les membres de l'assemblée et les souscripteurs le reconnaissent.

DELIBERATION.

Cette souscription est approuvée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'assemblée décide de modifier les articles 5 et 6 pour les mettre en concordance avec l'augmentation de capital, dûment réalisée et constatée.

Article 5. — Le capital social est de vingt millions de francs belges, représenté par deux mille actions de dix mille francs chacune.

Article 6. — Les deux mille actions ont été souscrites en espèces par divers à concurrence de deux cents lors de la constitution de la société, à concurrence de huit cents lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du seize novembre mil neuf cent quarante-cinq et à concurrence de mille, lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du sept juillet mil neuf cent quarante-huit.

DELIBERATION.

Ces modifications aux statuts sont approuvées à l'unanimité des voix.

FRAIS.

Il est fait part à l'assemblée, que le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société ou mis à sa charge, à raison de l'augmentation de capital susmentionnée, s'élève approximativement à cent cinquante mille francs.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ainsi que la société souscriptrice ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures).

Geregistreerd twee bladen, een verzending te Antwerpen, B. A. 1° kantoor, den dertien Juli 1948, deel 162, blad 64, vak 10.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (g.) Struyf.

Pour expédition.

Le notaire,

A. COLS.

Zegel van de voorzitter der Rechtbank van 1^{ste} Aanleg, Antwerpen.

Gezien door Ons, J. A. Stallfeld, voorzitter der Vacatiekamer der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring des handteekens van M. A. Cols, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 24 Juli 1948.

(g.) J. A. Stallfeld.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Stallfeld, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 juillet 1948.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Société Minière de la Tele

Société congolaise à responsabilité limitée

AUGMENTATION DU CAPITAL.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le treize juillet à quatorze heures un quart.

A Bruxelles, rue Royale, numéro 42.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Minière de la Tele, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Boma — Congo Belge — et son siège administratif à Bruxeiles, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, créée par arrêté royal, en date du quatre juin mil neuf cent douze et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-neuf juin mil neuf cent douze et publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-neuf septembre mil neuf cent dix-neuf, numéro 7.790. Ces statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trois octobre mil neuf cent trente-quatre, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze mars mil neuf cent trente-cinq, et à l'annexe au « Moniteur Belge » du quatorze novembre mil neuf cent trente-quatre, numéro 14.205.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Société Internationale Forestière et Minière du Congo, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Boma (Congo Belge), propriétaire de huit mille neuf cent quatre-vingt-quatorze actions de capital 8.994

Ici représentée par Monsieur Georges Lescornez, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, boulevard Lambermont, numéro 342, suivant procuration du sept juin dernier.

2. — La Société Minière de la Lueta, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire d'une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Jules Baudine, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Source, numéro 67, suivant procuration du huit juin dernier.

3. — La Société Minière du Luebo, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire d'une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Jules Baudine, prénommé, suivant procuration du huit juin dernier.

4. — La Société d'Élevage et de Culture au Congo Belge, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dibaya (Congo Belge), propriétaire d'une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur le Baron Jean de Beco, avocat honoraire, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 41, suivant procuration du sept juin dernier.

5. — La Bourse du Travail du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Matamba-Luluabourg (Congo Belge), propriétaire d'une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Georges Lescornez, prénommé, suivant procuration du sept juin dernier.

6. — La Société de Colonisation Agricole au Mayumbe, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Pandi-Lubuzi (Congo Belge), propriétaire d'une action 1

Ici représentée par Monsieur Jean Meily, expert-comptable, demeurant à Etterbeek, avenue Jules Malou, numéro 11, suivant procuration du sept juin dernier.

7. — La Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, établie à Léopoldville — Congo Belge — propriétaire d'une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Edmond Verfaillie, secrétaire de société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert-Elisabeth, numéro 26, suivant procuration du huit de ce mois.

Ensemble : neuf mille actions de capital 9.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-neuf des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Georges Lescornez, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme scrutateurs Messieurs le Baron Jean de Beco et Jean Meily et comme secrétaire Monsieur Edmond Verfaillie, tous prénommés.

Monsieur Jean Frédéric, ingénieur principal au Ministère des Colonies, demeurant à Schaerbeek, rue Léon Frédéric, numéro 5, délégué de la Colonie, auprès de la société, assiste à l'assemblée.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social à concurrence de vingt millions cinq cent mille francs, pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à vingt-cinq millions de francs, par la création de quarante et un mille actions de capital de cinq cents francs chacune, jouissance au premier juillet mil neuf cent quarante-huit et pour le surplus en tout semblables aux actions de capital actuelles, à souscrire au pair, contre espèces.

2. Souscription des actions de capital nouvelles avec libération immédiate de quatre-vingts pour cent.

3. Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec ce qui précède et notamment avec l'arrêté royal du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six (articles deux, cinq, six, huit, neuf, dix et vingt-cinq).

II. — Que les neuf mille actions de capital de la société étant toutes représentées à l'assemblée il n'y a pas lieu de justifier des convocations.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-six des statuts.

IV. — Que tous les actionnaires autres que la Forminière ont renoncé à leur droit de souscription, la Forminière souscrivant la totalité de l'augmentation du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour, et après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1°) D'augmenter le capital social à concurrence de vingt millions cinq cent mille francs pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à vingt-cinq millions de francs, par la création de quarante et un mille actions de capital nouvelles de cinq cents francs chacune qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours, et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions de capital actuelles, ces quarante et un mille actions à souscrire contre espèces au pair, avec libération à concurrence de quatre-vingts pour cent au moment de la souscription.

et 2°) de procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à deux cent soixante-dix mille francs environ.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications ci-après :

A l'article deux, le premier alinéa est remplacé par :

« Le siège social est établi à Stanleyville — Congo Belge. Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

» Le siège social et le siège administratif peuvent respectivement être transférés en toute autre localité du Congo Belge ou de la Belgique, par décision du Conseil d'administration; toutefois, le transfert du siège est subordonné à autorisation par arrêté royal ».

L'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à vingt-cinq millions de francs, représenté par cinquante mille actions de capital de cinq cents francs chacune ».

L'article six est remplacé par :

« Le capital pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, sous réserve d'approbation par arrêté royal et il pourra être émis des obligations par décision de l'assemblée générale, conformément à l'article trente ci-après ».

L'article huit est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société le capital social fixé à quatre millions cinq cent mille francs était représenté par neuf mille actions de capital de cinq cents francs chacune. Trois mille de ces actions ont été attribuées entièrement libérées, ainsi qu'il est dit à l'article sept des statuts et six mille ont été souscrites contre espèces et libérées de soixante-dix pour cent. Ces six mille actions ont été dans la suite entièrement libérées.

» Aux termes d'un acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le treize juillet mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté de quatre millions cinq cent mille francs à vingt-cinq millions de francs, par la création de quarante et un mille actions de capital de cinq cents francs chacune, souscrites contre espèces et libérées de quatre-vingts pour cent ».

A l'article neuf, les deux premiers alinéas sont remplacés par :

« Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription, doivent être faits aux époques que le Conseil d'administration détermine ».

L'article dix est remplacé par :

« Les actions de capital resteront nominatives jusqu'à leur entière libération.

» Aucun transfert d'action nominative non entièrement libérée ne peut avoir lieu sans une autorisation donnée en vertu d'une délibération spéciale du Conseil d'administration.

» Aucune cession d'action ne peut être effectuée avant que soit approuvée par arrêté royal, la disposition qui en prévoit la création.

» Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions ne sont négociables que dix jours après la publi-

cation du deuxième bilan annuel qui suit leur création. Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

» Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

» Si ces titres sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite dans le registre des actionnaires et sur les certificats d'inscriptions. S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'alinéa quatre du présent article et porter mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession. Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôts qui en sont délivrés.

» Pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions des trois alinéas précédents :

» 1°) Les actions qui représenteraient l'apport de l'avoir d'une société ayant plus de cinq ans d'existence.

» 2°) Les actions qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'un arrangement pris avec l'assemblée générale des obligataires seraient substituées à des obligations émises depuis deux ans au moins ».

A l'article vingt-cinq, le premier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée se compose de tous les porteurs d'actions qui ont tous le droit de voter, soit par eux-mêmes directement, soit par mandataire, moyennant observation des dispositions statutaires.

» Chaque action de capital donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, Messieurs Jules Baudine et Georges Lescornez, pré-nommés, respectivement administrateur-délégué et directeur général de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge).

Après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, précitée, a connaissance des statuts de la « Société Minière de la Tele » ont déclaré, es dites qualités, souscrire les quarante et un mille actions de capital créées dans la première résolution qui précède au prix de cinq cents francs chacune et aux conditions préétablies.

Messieurs Georges Lescornez, Jules Baudine, pré-nommés et Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, n° 34, José Bourgeois, propriétaire, demeurant à

Anderlecht, chaussée de Mons, n° 182 et Paulo de Hemptinne, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Mignot Delstanche, n° 10-12, ici intervenants administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune des quarante et un mille actions de capital nouvelles a été libérée à concurrence de quatre-vingts pour cent et que le montant des versements s'élevant à seize millions quatre cent mille francs, se trouve, dès à présent, à la disposition de la société ainsi que les comparants et les souscripteurs le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à vingt-cinq millions de francs et que les modifications apportées aux statuts, sont devenues définitives.

La séance est levée à quatorze heures et demie.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Lescornez, J. Baudine, Baron J. de Beco, J. Meily, Ed. Verfaillie, J. Frédéric, P. Lancsweert, J. Bourgeois, Paulo de Hemptinne, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix-neuf juillet 1948.

Volume 1348, folio 8, case 1, quatre rôles, 5 renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Sceau du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous Pierre Van Hal,

Président de la Chambre des Vacations,

Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 août 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus
Bruxelles, le 2 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (signé) M. Van Hecke.

Ministère des Colonies.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

« Universal Trading »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Elisabethville (1).

REDUCTION DU CAPITAL.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-sept.

Le vingt décembre à onze heures.

Par devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude, à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée par actions « UNIVERSAL-TRADING » dont le siège social est à Elisabethville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné le trente et un juillet mil neuf cent quarante-six, approuvé par arrêté royal du quatorze septembre mil neuf cent quarante-six, et dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-six.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur Eugène Henry, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Alexis Gaston Joseph, ci-après qualifié.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Joseph, prénommé et Alfred Wolf ci-après qualifié.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1948, 1^{re} partie.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels déclarent posséder le nombre d'actions ci-après indiqué.

- | | |
|--|-------|
| 1) Monsieur Eugène Justin François Henry, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cinquante actions de capital | 50 |
| 2) Monsieur Louis de Lannoy, secrétaire général de la Royale Union Coloniale Belge, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 241, rue Royale, propriétaire de dix actions de capital | 10 |
| 3) Monsieur Alexis Gaston Joseph, docteur en droit, demeurant à Forest-Bruxelles, 94, avenue Brugmann, propriétaire de vingt actions de capital | 20 |
| 4) Monsieur Paul Coppens, professeur à l'Université de Louvain, demeurant à Bruxelles, 73, rue Montoyer, propriétaire de dix actions | 10 |
| 5) Monsieur Alfred Wolff, sans profession, demeurant à Bruxelles, 81a, rue de la Loi, propriétaire de cinq cents actions | 500 |
| 6) Monsieur Jean Rodolphe de Haller, commerçant, demeurant à Berne (Suisse) 35, Stauffachestrasse : propriétaire de mille neuf cent dix actions | 1.910 |
| 7) Monsieur Henri Greutert, administrateur de sociétés, demeurant à Zurich (Suisse) Bahnhofplatz, 14, propriétaire de cinq cents actions | 500 |

Ici représenté par Monsieur de Haller, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-huit novembre mil neuf cent quarante-sept, qui est restée annexée à un procès-verbal d'assemblée générale dressé par le notaire Richir soussigné le quatre décembre mil neuf cent quarante-sept.

Soit ensemble : trois mille actions de capital 3.000

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Modifications aux statuts :

a) *article trois* :

Proposition d'ajouter à l'article trois : Objet de la Société, après les mots : « toutes opérations commerciales de gros, demi-gros et de détail », les mots « et notamment les opérations d'importation et d'exportation ».

b) *articles cinq et six* :

Proposition de réduire les nombres des actions respectivement attribuées gratuitement à Monsieur Henry Greutert et à Monsieur Jean de Haller en rémunération de leurs apports immatériels ou de les annuler, le capital social se trouvant ainsi réduit d'un montant à déterminer.

c) *article trente et un :*

Proposition d'ajouter à cet article un alinéa libellé comme suit :

« Toutefois, aussi longtemps que toutes les actions de la société seront encore nominatives, les convocations pourront se faire uniquement par lettres recommandées à la poste avec accusé de réception, adressées individuellement à chaque actionnaire, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et un mois avant cette date et par courrier avion pour les actionnaires résidant au Congo ».

d) *article trente-six :*

Proposition de compléter comme suit le texte du premier alinéa de cet article.

« Par dérogation à l'article trente-quatre lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications à apporter aux statuts sur la dissolution anticipée de la société ainsi que sur l'augmentation ou la diminution du capital, aucune proposition n'est admise que si les actionnaires qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social ».

2) Décision à prendre concernant la mise en liquidation éventuelle de la société en raison de la perte de la moitié au moins de son capital social. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs avec détermination de leurs pouvoirs.

3) Démissions et révocations des membres du Conseil d'administration.

4) Divers.

II. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 29 des statuts pour pouvoir assister à la présente assemblée.

III. — Que sur les trois mille actions de capital représentant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté trois mille, soit la totalité, à la présente assemblée et qu'en conséquence aucune justification n'est nécessaire quant à la convocation à la présente assemblée.

IV. — Qu'une assemblée générale extraordinaire a déjà été tenue devant le notaire Richir soussigné, le quatre décembre mil neuf cent quarante-sept, avec le même ordre du jour, pendant laquelle il fut décidé de reporter l'assemblée à ce jour.

Et qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée sous les réserves mentionnées à l'assemblée du quatre courant et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier l'article trois des statuts par l'ajoute des mots « et notamment toutes opérations d'importation et d'exportation » après les mots « toutes opérations commerciales de gros, demi-gros et de détail ».

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de réduire le capital social de trois millions à deux millions de francs par l'annulation des cinq cents actions d'apport de Monsieur Greutert et des cinq cents actions d'apport de Monsieur de Haller.

En conséquence le premier alinéa de l'article cinq est modifié comme suit :

« Le capital social est fixé à deux millions de francs, représenté par deux mille actions de capital de mille francs chacune, qui sont actuellement entièrement libérées ».

L'article six est supprimé.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'ajouter à l'article trente et un un alinéa libellé comme suit :

« Toutefois aussi longtemps que toutes les actions de la société seront encore nominatives, les convocations pourront se faire uniquement par lettres recommandées à la poste avec accusé de réception, adressées individuellement à chaque actionnaire quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et un mois avant cette date et par courrier avion pour les actionnaires résidant au Congo ».

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'ajouter à la suite du premier alinéa de l'article trente-six un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'article trente-quatre, lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications à apporter aux statuts sur la dissolution anticipée de la société, ainsi que sur l'augmentation ou la diminution du capital, aucune proposition n'est admise que si les actionnaires qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Les quatre résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de ne pas mettre actuellement la société en liquidation.

Cette résolution est prise à la majorité des trois quarts des voix.

Les 3), et 4) de l'ordre du jour ne sont pas abordés.

Les résolutions qui précèdent sont prises sous la condition suspensive d'autorisation par arrêté royal.

Dont procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et les autres actionnaires présents à l'assemblée ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-six décembre 1947, vol. 573, folio 70, case 5, deux rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) F. Schoeters.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 14 janvier 1948.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 janvier 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 janvier 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

« UNIVERSAL TRADING »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.
à Elisabethville.

- I. — Changement de la dénomination en :
« Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique »
en abrégé « SOMECA ».
- II. — Transfert du siège social à Léopoldville.
- III. — Précision de l'objet social.
- IV. — Augmentation du capital.
- V. — Modifications aux statuts.

L'an mil neuf cent quarante-huit.

Le douze juin à neuf heures trente minutes.

Par devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude, à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée par actions « UNIVERSAL-TRADING », dont le siège social est à Elisabethville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le trente et un juillet mil neuf cent quarante-six, approuvé par arrêté royal du quatorze septembre mil neuf cent quarante-six, dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-six, sous le numéro 21.295, les dits statuts modifiés suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le vingt décembre mil neuf cent quarante-sept.

La séance est ouverte à neuf heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Eugène Henry, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Alfred Wolff, ci-après qualifié.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Kunstenaar et Jonsescu, également ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels déclarent posséder le nombre d'actions ci-après indiqué :

- | | |
|---|-----|
| 1) Monsieur Eugène Henry, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 146, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cinquante actions de capital | 50 |
| 2) Monsieur Jean Rodolphe de Haller, commerçant, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg, propriétaire de quatre cent soixante actions de capital | 460 |
| 3) Monsieur Alfred Wolff, sans profession, demeurant à Bruxelles, 81a, rue de la Loi, propriétaire de cinq cents actions de capital | 500 |

4) Monsieur Louis de Lannoy, secrétaire général de la Royale Union Coloniale Belge, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 241, rue Royale, propriétaire de dix actions de capital	10
5) Monsieur Paul Coppens, professeur à l'Université de Louvain, demeurant à Bruxelles, 73, rue Montoyer, propriétaire de dix actions de capital	10
6) Monsieur Gaston Kunstenaar, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 19, rue du Châtelain, propriétaire de quatre cent quatre-vingt-cinq actions de capital	485
7) Monsieur Emile Virgile Jonescu, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg, propriétaire de quatre cent quatre-vingt-cinq actions de capital	485
Ensemble : deux mille actions de capital	<u>2.000</u>

Les actionnaires *sub* 4 et 5 sont ici représentés par celui *sub* 1 en vertu de deux procurations qui demeureront ci-annexées.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Changement de la dénomination en « Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique » en abrégé « Soméca ».

2) Transfert du siège social à Léopoldville.

3) Précision de l'objet social.

4) Augmentation éventuelle du capital à concurrence de cinq cent mille francs, représentée par cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs chacune, attribuées à Monsieur Jean Rodolphe de Haller en rémunération de divers contrats de représentation.

5) Modification des article 1, 2, 3, 5, 6 et 7 des statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions qui seront prisés.

6) Suppression du deuxième alinéa de l'article 28 pour le remplacer par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année le troisième lundi d'avril, à l'heure fixée sur les convocations ».

7) *Article 31* : Changer les mots « quinze jours » en « un mois ».

8) *Article 41* : Fixation d'une répartition de dix pour cent pour le fonds de réserve social et modification de cet article pour le mettre en concordance avec la résolution qui sera prise.

II. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 29 des statuts pour pouvoir assister à la présente assemblée.

III. — Que sur les deux mille actions de capital, représentant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté deux mille, soit la totalité, à la présente assemblée et qu'en conséquence aucune justification n'est nécessaire quant à la convocation à la présente assemblée.

Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en « Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique » en abrégé « Soméca ».

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de transférer le siège social à Léopoldville.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de préciser que la société a pour objet toutes opérations commerciales, l'exportation et l'importation, spécialement de matériel mécanique.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cinq cent mille francs, pour le porter de deux millions de francs à deux millions cinq cent mille francs, par la création de cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs chacune, attribuées en rémunération de l'apport ci-après constaté.

Monsieur Jean Rodolphe de Haller, commerçant, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg, fait apport à la société, qui accepte, de divers contrats de représentation.

L'assemblée déclare et reconnaît avoir parfaite connaissance de la nature et de la réalité de cet apport et elle dispense en conséquence le notaire soussigné de toutes justifications plus amples et plus détaillées.

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur de Haller, qui accepte, les cinq cents actions de capital nouvelles qui viennent d'être créées, actions entièrement libérées, jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes et participant aux résultats sociaux de l'exercice mil neuf cent quarante-huit.

Ces titres seront soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide, notamment en conséquence des résolutions qui précèdent, de modifier les statuts comme suit :

Article 1. — Les mots « Universal Trading » sont supprimés et remplacés par : « Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique » en abrégé « Soméca ».

Article 2. — La première phrase est remplacée par le texte suivant :
« Le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) ».

Article 3. — Le texte de cet article est remplacé par le suivant :

« La société a pour objet toutes opérations commerciales et financières, l'exportation et l'importation, spécialement de matériel mécanique, ainsi que toutes autres opérations directement ou indirectement en rapport avec cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

« La société pourra notamment acquérir, construire ou prendre en location tous immeubles utiles à ses activités ».

Article 5. — Le texte de cet article est remplacé par le suivant :

« Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille francs, représenté par deux mille cinq cents actions de capital de mille francs chacune, qui sont actuellement entièrement libérées.

« Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant dans les formes requises pour les modifications à apporter aux statuts, et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

« Lors de la constitution de la société le capital social a été fixé à trois millions de francs, représenté par trois mille actions de capital de mille francs chacune, dont mille de ces actions ont été attribuées en rémunération d'apports et deux mille ont été souscrites en espèces.

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue devant le notaire Jacques Richir à Bruxelles, le vingt décembre mil neuf cent quarante-sept, le capital social a été réduit à deux millions de francs, par la suppression des mille actions qui avaient été attribuées, lors de la constitution, en rémunération d'apports.

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue devant le notaire Jacques Richir à Bruxelles, le douze juin mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté à deux millions cinq cent mille francs, par la création de cinq cents actions de capital nouvelles de mille francs chacune, attribuées en rémunération de l'apport ci-après relaté sous l'article 6 ».

Article 6. — Cet article sera dorénavant libellé comme suit :

« Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue devant le notaire Jacques Richir à Bruxelles, Monsieur Jean Rodolphe de Haller a fait apport à la société de divers contrats de représentation.

» En rémunération de cet apport il lui a été attribué cinq cents actions de capital nouvelles, entièrement libérées, jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes et soumises aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

» Lors de la constitution de la société le présent article constatait les apports en rémunération desquels il avait été attribué mille actions de capital de mille francs chacune, entièrement libérées, qui ont été supprimées par décision de l'assemblée générale extraordinaire prérappelée à l'article 5, tenue devant le notaire Jacques Richir à Bruxelles, le vingt décembre mil neuf cent quarante-sept et portant réduction du capital social à concurrence de un million de francs ».

Article 7. — Le septième alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

« Soit ensemble : deux mille actions de capital formant avec les cinq cents actions attribuées en rémunération d'apports, l'intégralité du capital social ».

Article 28. — Suppression du deuxième alinéa de cet article qui est remplacé par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année, le troisième lundi d'avril, à l'heure fixée sur les convocations ».

Article 31. — Les mots « quinze jours » sont supprimés et remplacés par : « un mois ».

Article 41. — Le deuxième alinéa de cet article est supprimé et remplacé par :

« 1°) dix pour cent pour le fonds de réserve social; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteindra le dixième du capital ».

Le cinquième alinéa de cet article est supprimé et le 5°) devient le 4°).

Les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix.

Elles sont prises sous la condition suspensive d'autorisation par arrêté royal.

FRAIS.

L'assemblée déclare et reconnaît que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève approximativement à quinze mille francs.

La séance continue.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le seize juin 1948, volume 578, folio 19, case 8, quatre rôles, six renvois.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du receveur.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous Hubrecht, Jean, président du Tribunal de première instance de Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 26 juin 1948.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur J. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juin 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 29 juin 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « SOMECA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville.

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
TENUE LE 12 JUIN 1948.**

DEMISSIONS — NOMINATIONS.

D'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « SOMECA », tenue le 12 juin 1948 :

Il résulte :

A. — *Que l'assemblée a accepté la démission de :*

1) Monsieur Eugène Henry, en qualité de président du Conseil d'administration et en qualité d'administrateur.

2) Monsieur Edouard Coppens, en qualité d'administrateur.

3) Monsieur Louis de Lannoy, en qualité de commissaire.

B. — *Que l'assemblée a élu :*

1) en qualité d'administrateurs :

a) Monsieur Gaston Kunstenaar, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 19, rue du Châtelain.

b) Monsieur Alfred Wolff, sans profession, demeurant à Bruxelles, 81a, rue de la Loi.

c) Monsieur Emile Virgile Jonescu, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg.

Qui ont accepté les dites fonctions.

2) En qualité de commissaire :

Monsieur Albert Boffa, expert-comptable, demeurant à Ixelles, 36, avenue Emile de Béco.

Qui a accepté les dites fonctions.

De sorte que le Conseil d'administration et le Collège des commissaires se composent respectivement comme suit :

ADMINISTRATEURS.

1) Monsieur Gaston Kunstenaar, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 19, rue du Châtelain.

2) Monsieur Alfred Wolff, sans profession, demeurant à Bruxelles, 81a, rue de la Loi.

3) Monsieur Jean Rodolphe de Haller, commerçant, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg.

4) Monsieur Emile Virgile Jonescu, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg.

COMMISSAIRES.

1) Monsieur Oscar Duriaux, administrateur de sociétés, demeurant à Genève, 3, rue du Mont Blanc.

2) Monsieur Albert Boffa, expert-comptable, demeurant à Ixelles, 36, avenue Emile de Béco.

C. — Que l'assemblée a décidé de reporter l'assemblée générale ordinaire prévue pour le 21 juin 1948 et la présentation du bilan du premier exercice social, à une assemblée à convoquer ultérieurement.

Pour extrait conforme.

Un administrateur,

J. de HALLER.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le treize juillet 1948.

Volume 895, folio 24, case 3, deux rôles, — renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (s.) Meunier.

Plantations Moyaert au Lomami

Société congolaise à responsabilité limitée

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-sept juillet.

Devant nous, Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée, établie à Lusuku Lomani (Congo Belge) sous la dénomination de « Plantations Moyaert au Lomani » avec siège administratif à Anvers, rue Everaerts, 80, (inscrite au registre de commerce d'Anvers sous le n° 27088) constituée suivant acte reçu par le notaire Van Zeebroeck à Anvers, le vingt-deux décembre mil neuf cent trente et un, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-deux, sous le n° 1750 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-deux, dont les statuts ont été approuvés par arrêté royal du vingt-deux février mil neuf cent trente-deux.

Sont présents les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de titres ci-après indiqué :

1. — Monsieur Werner Derre, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 112, cinquante parts sociales	50	
2. — Monsieur Bernard Moyaert, médecin, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 112, deux mille sept cent septante parts sociales et deux mille neuf cent et cinq parts de fondateur	2.770	2.905
3. — Monsieur Antoine, dit Léon Moyaert, teinturier, demeurant à Poperinghe, sept cent quarante parts sociales et sept cent quarante parts de fondateur	740	740
4. — Monsieur Willy Moyaert, brasseur, demeurant à Ypres, avenue Kipling, 10, deux parts sociales	2	
5. — Monsieur Emile Vits, pensionné, demeurant à Korbek-Loo, chaussée de Tirlemont, 202, cent cinquante parts sociales	150	
Ensemble : trois mille sept cent et douze parts sociales et trois mille six cent quarante-cinq parts de fondateur	3.712	3.645

La séance est ouverte au siège administratif à Anvers, rue Everaerts, 80, à quinze heures, sous la présidence de Monsieur Emile Vits, administrateur prénommé, qui désigne comme secrétaire Monsieur Werner Derre, prénommé.

L'assemblée choisit comme scrutateurs : Messieurs Bernard Moyaert et Willy Moyaert, tous deux prénommés.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président fait les constatations suivantes :

1°. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

- a) Exposé de la situation;
- b) Proposition de mise en liquidation anticipée de la société;
- c) Eventuellement nomination du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leurs émoluments.

2°. — Les convocations contenant l'ordre du jour ci-avant reproduit ont été faites conformément à la loi et à l'article 34 des statuts dans les journaux suivants :

- a) Le « Moniteur Belge » des neuf et dix-huit juillet mil neuf cent quarante-huit;
- b) Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », des neuf et dix-huit juillet mil neuf cent quarante-huit;
- c) Le « Lloyd Anversois », journal paraissant à Anvers, des neuf et dix-sept juillet mil neuf cent quarante-huit;

d) L' « Informateur Economique et Financier », journal paraissant à Bruxelles des neuf et dix-sept juillet mil neuf cent quarante-huit

En outre des lettres missives sont adressées huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom.

3°. — En vue d'assister à l'assemblée Messieurs les actionnaires ont fait régulièrement le dépôt de leurs titres comme prévu par l'article 35 des statuts.

4°. — Le capital social est de trois millions vingt-neuf mille quarante francs, représenté par sept mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Il existe en outre sept mille parts de fondateur sans désignation de valeur.

La dissolution de la société constituant une modification aux statuts, l'assemblée pour délibérer valablement doit réunir un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Cinq actionnaires sont présents possédant ensemble trois mille sept cent douze actions de capital et trois mille six cent quarante-cinq parts de fondateur, soit plus de la moitié du capital et plus de la moitié dans chaque catégorie de titres. En conséquence Monsieur le Président constate et tous les comparants reconnaissent que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

Après cet exposé, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont déterminé le Conseil d'administration à proposer la dissolution de la société et après un échange de vue met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide que la société congolaise à responsabilité limitée « Plantations Moyaert au Lomani » est dissoute à partir de ce jour et n'existera plus que pour sa liquidation.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de confier la liquidation à un liquidateur et appelle à ces fonctions Monsieur Werner Derre, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 112.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment tous ceux prévus aux articles 181 et suivants des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée dans les cas mentionnés dans les articles 182 et 185 des dites lois.

La présente assemblée autorise spécialement le liquidateur dès à présent et formellement à faire les opérations prévues par ces dits articles à la seule exception de la continuation du commerce de la société, la mission du liquidateur étant seule de parvenir par tous moyens à la simple réalisation de l'avoir social.

Le liquidateur pourra aliéner, vendre, céder et transférer tous les biens meubles et immeubles de la société en bloc ou séparément même de gré à gré, à tels prix, clauses et conditions et pour telle contre-valeur qu'il jugera convenir, et suivant le mode qui lui paraîtra le plus utile, fixer les modalités du paiement du prix, même à long terme, dispenser le conservateur des hypothèques ou titres fonciers de prendre inscription d'office, prendre et accepter toutes garanties, donner mainlevée avant comme après paiement de toutes oppositions et inscriptions privilégiées ou hypothécaires, prises d'office ou autrement, ainsi que de toutes transcriptions, saisies ou autres empêchements quelconques; renoncer à tous privilèges et actions résolutoires, conférer des baux à court terme s'il le jugera utile.

En un mot le liquidateur est autorisé à passer tels actes et tels traités qu'il jugera utiles pour parvenir à la liquidation de la société et à la réalisation de son avoir.

Le liquidateur pourra constituer tous tiers mandataires et leur déléguer les pouvoirs qu'il jugera convenables pour des objets spéciaux et déterminés.

Il pourra donner décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice en cours.

Tous les actes qui engagent la société sont signés par le liquidateur qui n'aura pas à justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers ni vis-à-vis des conservateurs des hypothèques ou des titres fonciers.

Le liquidateur est dispensé de faire inventaire et pourra s'en référer aux livres et écritures de la société.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures).

Geregistreerd twee bladen, een verzending te Antwerpen B. A. 1° Kantoor den twee Oogst 1948. Deel 163, blad 81, vak 1.

Ontvangen honderd vijftig frank.

De Ontvanger (g.) De Ley.

Pour expédition.

Le notaire,

A. COLS.

Société Métallurgique du Katanga « METALKAT »

Société par actions à responsabilité limitée (1)

—
CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le trente juin.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Le Comité Spécial du Katanga, 51, rue des Petits Carmes, Bruxelles.

Représenté par Monsieur Ary Guillaume, son secrétaire général, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, numéro 87, suivant procuration du vingt-trois juin mil neuf cent quarante-huit.

La Société Anonyme des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne, ayant son siège social à Angleur (Liège).

Représentée par Messieurs Gaston Blaise, gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Général de Gaulle, numéro 47, et Joseph Van Oirbeek, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Angleur, Quai Saint-Paul de Sinçay, numéro 35, respectivement président du Conseil d'administration et administrateur directeur général de la dite société.

La Compagnie des Métaux d'Overpelt-Lommel et de Corphalie, société anonyme, ayant son siège social à Overpelt.

Représentée par son administrateur directeur général, Monsieur Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Neerpelt, Villa Merckem, suivant procuration du vingt-six juin dernier.

La Société Anonyme Métallurgique de Prayon, ayant son siège social à Prayon (Province de Liège).

Représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Jules Emile Delruelle, ingénieur chimiste A. I. Lg., demeurant à Prayon-Trooz, Nouvelle Route, numéro 702.

La Société Générale des Minerais, société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 31, rue du Marais.

Représentée par Monsieur Victor Mikolajczac, ingénieur civil des mines U. I. Lv., demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 108, suivant procuration du vingt-deux juin dernier.

L'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville (Katanga) - Congo Belge - et son siège administratif à Bruxelles, 6, Montagne du Parc.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1948, 1^{re} partie.

Représentée par Monsieur Gaston Blaise, prénommé, son président du Conseil d'administration, suivant procuration du vingt-quatre juin dernier.

La Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Jadotville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines A. I. Br., demeurant à Ixelles, avenue du Congo, numéro 4, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

La Société de Recherche Minière du Sud Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville (Katanga, Congo Belge), et son siège administratif à Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, numéro 25, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

La Société Générale Métallurgique de Hoboken, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Edgar Sengier, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, numéro 24, suivant procuration du vingt-deux juin dernier.

La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 13, rue de Bréderode.

Représentée par Monsieur Max Nokin, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Crainhem, chaussée de Malines, numéro 40, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

La Compagnie du Katanga, société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 13, rue de Bréderode.

Représentée par Monsieur Ary Guillaume, prénommé, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

Tanganyika Concessions Ltd, société de droit anglais, ayant son siège social à Londres, Princes House, 95, Gresham street.

Représentée par son fondé de pouvoirs, Monsieur Godfrey Ian Hutchinson, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Jonction, numéro 2, suivant procuration du vingt-trois juin dernier.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article Premier. — Il est constitué, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Métallurgique du Katanga » en abrégé « Métalkat ».

Article deux. — Le siège social est établi à Kolwezi (Katanga — Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration et après autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Le Conseil en fixe l'endroit; il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, de la Colonie ou de l'Etranger par décision du Conseil d'administration.

Des succursales, bureaux et agences peuvent être établis par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'Etranger.

Article trois. — La Société a pour objet principal, toutes opérations industrielles sur les concentrés de zinc, leurs dérivés et métaux associés, produits par l'Union Minière du Haut Katanga, sous le régime de sa Convention — Cahier des Charges du trente octobre mil neuf cent six, ainsi que les opérations commerciales et financières qui se rattachent à ces opérations industrielles.

Accessoirement, la société peut exercer toute activité de nature à faciliter la poursuite de son objet principal.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal et par le Comité Spécial du Katanga.

Article quatre. — La Société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater du trente juin mil neuf cent quarante-huit.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article quarante-deux ci-après et dans le cas de prorogation, moyennant autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — APPORTS — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article cinq. — Le capital social, fixé à deux cent soixante-deux millions cinq cent mille francs congolais, est représenté par cinquante-deux mille cinq cents parts sociales sans mention de valeur nominale, donnant droit chacune à un/cinquante-deux mille cinq centième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Article six. — Sur le total de cinquante-deux mille cinq cents parts sociales, cinquante mille parts sociales sont souscrites en espèces comme suit :

Comité Spécial du Katanga : cinq mille parts sociales	5.000
Société anonyme des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne, neuf mille parts sociales	9.000
Compagnie des Métaux d'Overpelt-Lommel et de Corphalie, société anonyme, six mille deux cents parts sociales	6.200
Société anonyme Métallurgique de Prayon, cinq mille parts sociales	5.000
Société Générale des Minerais, société anonyme, deux mille trois cents parts sociales	2.300
Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, vingt mille parts sociales	20.000
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée : six cents parts sociales	600
Société de Recherche Minière du Sud-Katanga, société congolaise à responsabilité limitée : deux cents parts sociales	200
Société Générale Métallurgique de Hoboken, société anonyme, six cents parts sociales	600
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, six cents parts sociales	600
Compagnie du Katanga, société anonyme, deux cents parts sociales	200
Tanganyika Concessions Ltd, trois cents parts sociales	300
Ensemble : cinquante mille parts sociales	<u>50.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que les parts souscrites en espèces sont libérées à concurrence de vingt pour cent et que le montant ainsi libéré, soit la somme de cinquante millions de francs congolais, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

Article sept. — La société anonyme des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne apporte, à la société présentement constituée, pour laquelle acceptent tous les comparants au présent acte, le bénéfice de l'expérience qu'elle a acquise et qu'elle acquerra, ainsi que son concours technique pour toute réalisation dans le domaine de la métallurgie du zinc, des métaux associés et des produits dérivés.

En rémunération de cet apport, il est attribué à la Société Anonyme des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne, deux mille cinq cents parts sociales entièrement libérées .

Article huit. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le Conseil d'administration aura toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

Sous cette réserve, les nouveaux titres qui seraient à souscrire contre espèces seront offerts par préférence aux propriétaires des parts sociales existantes.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des titres nouveaux et décidera si le non usage total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires de parts sociales aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article neuf. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement du principal et des intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, en Belgique ou ailleurs, sans préjudice au droit de réclamer à l'actionnaire le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Article dix. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article onze. — Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés seront admis.

Article douze. — Les parts sociales non entièrement libérées et les parts sociales libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération sur appel de fonds, elle restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives se font à la demande et aux frais des propriétaires.

Toutes les parts sociales portent un numéro d'ordre.

Article treize. — La propriété des parts sociales nominatives s'établit par inscription dans un registre.

Il est tenu un registre au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres, dans l'un ou l'autre de ces registres.

Les registres peuvent être consultés, sans déplacement, par les actionnaires et ils contiennent les indications suivantes : la désignation précise des propriétaires, le nombre de titres possédés par chacun d'eux, la date et le montant des versements effectués, la date des transferts ou conversions.

Vis-à-vis de la société, les transferts de titres nominatifs s'opèrent exclusivement par une déclaration inscrite dans les registres, la dite déclaration étant datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs mandataires, agissant en vertu des pouvoirs dont il doit être justifié. Il est loisible au Conseil d'administration d'accepter et d'inscrire dans les registres un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. Aucun transfert de parts sociales non entièrement libérées ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

Il est délivré aux titulaires d'inscriptions nominatives un certificat non transmissible constatant l'inscription aux registres des titres qui leur appartiennent. Ce certificat indique les numéros de leurs titres. Il contient les mentions prescrites par l'alinéa deux de l'article quatorze ci-après.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des parts sociales auxquelles il se rapporte.

Article quatorze. — Les titres au porteur sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un délégué spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'administration, l'une des deux signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Ils mentionnent la date de l'acte constitutif de la société ainsi que de ses modifications et des décrets qui les autorisent, l'objet, le siège et la durée de la société, le capital social, le nombre, la nature des parts sociales, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition des titres.

Les cessions de titres quelconques ne sont valables qu'après que la création de la société a été autorisée par arrêté royal.

Article quinze. — Les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts, ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces parts sociales mentionnent leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si les parts sociales prévues au premier alinéa du présent article sont nominatives, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et sur les certificats d'inscription.

Si elles sont au porteur, elles doivent rester déposées dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai fixé au premier alinéa du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

Article seize. — Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur mise.

La possession d'une part sociale comporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Article dix-sept. — Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Tous les copropriétaires indivis d'une part sociale ou tous les ayants droit, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire à son égard de la part sociale.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article dix-huit. — La société ne peut contracter d'emprunts par émission d'obligations ou de bons de caisse si ce n'est par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article dix-neuf. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de six membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre. Ils sont révocables en tout temps.

Le Conseil choisit dans son sein un président et un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le Comité Spécial du Katanga peut nommer un représentant qui est convoqué et admis à toutes les réunions du Conseil d'administration, du Collège des commissaires et aux assemblées générales et participe aux délibérations avec voix consultative seulement.

Article vingt. — Le Conseil d'administration peut constituer parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, un Comité permanent, dont il fixe les attributions et le mode de fonctionnement.

Il peut, en outre, confier la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil et du Comité permanent. Il détermine les rémunérations afférentes à ces attributions.

Article vingt et un. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président, ou à son défaut, de son vice-président, ou à défaut de celui, d'un administrateur désigné par ses collègues chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-deux. — Sauf les cas de force majeure à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le Conseil d'administration et le Comité permanent ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article vingt-trois. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts, est de sa compétence.

Il peut, notamment, donner tous mandats ou pouvoirs pour des affaires générales ou spéciales à des administrateurs, directeurs ou agents et même à des personnes étrangères à la société. Il détermine les appointements, émoluments, tantièmes ou indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Sauf délégation, il nomme et révoque tous employés et agents et fixe les conditions de leur engagement.

Article vingt-quatre. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit par d'autres titulaires de la signature sociale, nommés par le Conseil d'administration.

Article vingt-cinq. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'Etranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-six. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligence, soit du président et d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-sept. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-huit. — Les opérations de la société sont surveillées par un Collège de trois commissaires au moins, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Le Collège des commissaires élit un président parmi ses membres.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-neuf. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur, un cautionnement de dix parts sociales et par chaque commissaire un cautionnement de cinq parts sociales.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article trente. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et les commissaires sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortant de charge, prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur nommé dans ces conditions, n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article trente et un. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante-sept, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une rémunération fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-deux. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, moyennant autorisation du Comité Spécial du Katanga, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article quarante-deux, ses délibérations sont prises, quelle que soit la portion des parts sociales représentées à l'assemblée, à la majorité des votes exprimés.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Article trente-trois. — Les assemblées générales se réunissent dans la localité où le siège administratif est établi, à l'endroit désigné dans la convocation.

Une réunion de l'assemblée générale se tient de plein droit, le troisième lundi du mois de juin de chaque année, à onze heures et pour la première fois, en mil neuf cent cinquante; si ce jour est un jour férié légal, la réunion aura lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du Conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite par le Collège des commissaires ou la majorité de ses membres, ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins.

Toute demande de convocation adressée au Conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour.

Article trente-quatre. — Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par deux annonces paraissant l'une quinze jours au moins et vingt et un jours au plus, avant l'assemblée et l'autre au moins huit jours après la précédente, dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal de Bruxelles, ou de la localité où le siège administratif se trouve établi.

Des lettres missives seront adressées, quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article trente-cinq. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration. Il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil, trois semaines au moins avant la réunion, soit par des propriétaires de parts sociales possédant ensemble au moins un cinquième des titres émis, soit par les commissaires dans le cas où, suivant l'article trente-trois ils requièrent convocation de l'assemblée.

Article trente-six. — Pour être admis à la réunion de l'assemblée générale, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer ceux-ci, cinq jours au moins avant la réunion, au siège administratif ou dans un des établissements financiers indiqués dans l'avis de convocation.

Les propriétaires de titres nominatifs doivent aviser le siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à la réunion, cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le Conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les titres appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

Article trente-sept. — Tout propriétaire de parts sociales peut se faire représenter à la réunion de l'assemblée par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à la réunion. Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente-huit. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président, ou à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le Président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre de titres qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux ou leurs mandataires avant qu'ils soient admis à l'assemblée.

Article trente-neuf. — Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, toute réunion quelconque de l'assemblée à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions, notamment, sont nulles de plein droit. En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

Article quarante. — Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Cette disposition ne s'applique pas aux parts sociales détenues par le Comité Spécial du Katanga. Toutefois, ces parts sociales ne pourront être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur à la moitié plus une.

Article quarante-et-un. — L'assemblée générale annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et le compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu; elle décide de la constitution des réserves et de leur distribution s'il y a lieu, sous réserve de l'application de l'article quarante-sept.

L'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires, en tant seulement que l'assemblée n'ait pas formulé de réserve et que le bilan ne contienne ni omission, ni fausse indication dissimulant la situation réelle de la société.

Cette décharge n'est opposable ni aux propriétaires de titres, qui ont fait des réserves spéciales et pour les faits qui ont motivé ces réserves, ni aux absents quant aux actes faits en dehors des statuts s'ils n'ont pas été spécialement indiqués dans la convocation.

L'assemblée nomme, remplace ou révoque les administrateurs et commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications ou décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article quarante-deux. — Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à cette réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre de titres représentés.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article quarante-trois. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par le président du Conseil d'administration ou l'administrateur-délégué, ou à défaut de l'un et de l'autre, par un administrateur.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante-quatre. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence à la date de la constitution de la société et se clôture au trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article quarante-cinq. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que les pièces annexées sont mis, avec le rapport du Conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, à la disposition des commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article quarante-six. — Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1. — du bilan et du compte de profits et pertes;
2. — de la liste des fonds publics, des actions, des obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille;
3. — de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs titres, avec l'indication du nombre de leurs titres et du montant des sommes restant dûes;
4. — du rapport des commissaires.

Article quarante-sept. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque ce fonds aura atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau, les montants que décidera l'assemblée générale.

Le solde est réparti entre les parts sociales après prélèvement de cinq pour cent du dit solde pour tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des commissaires. Les tantièmes sont répartis entre les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires selon un règlement d'ordre intérieur.

Article quarante-huit. — L'assemblée générale peut sur proposition du Conseil d'administration, décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive des bénéfices nets conformément à l'article quarante-sept des statuts, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article quarante-neuf. — Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société sont, dans le mois de leur approbation, déposés aux fins de publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article cinquante. — En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de convocation par les administrateurs, le Collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article quarante-deux.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.

La décision de l'assemblée, dans ce cas, est rendue publique dans les conditions prévues à l'article quarante-neuf.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article cinquante et un. — A l'expiration du terme de durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

Article cinquante-deux. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société. Elle peut, à la simple majorité, décider notamment que les liquidateurs continueront, jusqu'à réalisation, l'indus-

trie ou le commerce de la société, qu'ils pourront emprunter pour régler les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles même de gré à gré et faire apport de tout ou partie de l'avoir social à d'autres sociétés, congolaises ou non, quelque soit leur objet.

L'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article cinquante-trois. — Après apurement de toutes dettes et charges et des frais de la liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts sociales.

Si les parts sociales ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder au remboursement, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'égalité entre toutes les parts, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profits des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus, après déduction d'une somme à fixer par l'assemblée générale pour rémunération des liquidateurs, est réparti entre les parts sociales.

L'acte de clôture de la liquidation est publié dans les formes prévues à l'article quaranté-neuf.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante-quatre. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur non domicilié dans la province où le siège administratif se trouve établi, est tenu d'y élire domicile, faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif où toute les sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui sont valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

Article cinquante-cinq. — La société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation coloniale.

Article cinquante-six. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à trois millions deux cent cinquante mille francs.

TITRE HUIT.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article cinquante-sept. — Par dérogation aux articles dix-neuf et vingt-huit des statuts, sont nommés pour la première fois :

1. — *Administrateurs* :

Monsieur Ary Guillaume, secrétaire général du Comité Spécial du Katanga, 87, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek-Bruxelles.

Monsieur Joseph Van Oirbeek, ingénieur civil des mines A. I. Lg., 35, quai Saint-Paul de Sinçay, Angleur.

Monsieur Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines A. I. Lg., Villa Merckem, Neerpelt.

Monsieur Jules, Emile Delruelle, ingénieur chimiste A. I. Lg., 702, Nouvelle Route, Prayon-Trooz.

Monsieur Victor Mikolajczak, ingénieur civil des mines U. I. Lv., 108, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles.

Monsieur Jules Cousin, ingénieur civil des mines et électricien U. I. Lv., Elisabethville (Congo Belge).

Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil A. I. G., 43, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles.

Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines A. I. Br., 4, avenue du Congo, Ixelles-Bruxelles.

Monsieur Emmanuel Roger, ingénieur civil chimiste I. D. N., 11, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

Monsieur Jérôme Quets, ingénieur civil des mines U. I. Lv., Elisabethville (Congo Belge).

Monsieur Jean Verdussen, ingénieur civil des mines A. I. Br., 10, avenue des Ormeaux, Uccle-Bruxelles.

Monsieur Pierre Joseph Leemans, ingénieur civil des mines U. I. Lv., 7, avenue Louise, Hoboken-Anvers.

Monsieur Max Nokin, ingénieur civil des mines A. I. Lg., 40, chaussée de Malines, Crainhem.

2. — *Commissaires* :

Monsieur Aimable Bourgeois, directeur au Comité Spécial du Katanga, 51, avenue du Diamant, Schaerbeek-Bruxelles.

Monsieur Jacques Collon, expert-comptable, 163, rue des Vennes, Liège.

Monsieur Paul Verleysen, expert-comptable, 31, rue des Coquelicots, Etterbeek-Bruxelles.

Les mandats ainsi conférés prendront fin immédiatement après la réunion annuelle de l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante.

A partir de cette assemblée, les administrateurs et commissaires seront nommés conformément aux articles dix-neuf et vingt-huit des statuts.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, tant de ce qui précède que de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Guillaume, G. Blaise, J. Van Oirbeek, A. Fassotte, J. E. Delruelle, V. Mikolajczak, H. Robiliart, D. Van Bleyenbergh, Ed. Sengier, M. Nokin, G. Ian Hutchinson, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix juillet 1948.

Volume 1346, folio 92, case 10, neuf rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs. (article 127 du code).

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 7320.

Reçu quatre francs.

Sceau du président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous Pierre Van Hal, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 24 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 juillet 1948.

Le directeur (signé) Van Nylen.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (signé) Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 1^{er} septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 1^o September 1948.

s./g. P. WIGNY.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 12^e TRANCHE 1948

4 SEPTEMBRE 1948

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	710 6730 2780	1.000 fr. 2.500 fr. 10.000 fr.
1	2801 86911 72851 61 4461 1871 89991	5.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 500 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 50.000 fr.
2	14012	100.000 fr.
3	0603 803 8323 10833	5.000 fr. 1.000 fr. 5.000 fr. 100.000 fr.
4	95914 32324 282864 8694	50.000 fr. 50.000 fr. 1.000.000 fr. 2.500 fr.
5	225 04045 51175 1585	1.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.
6	31006 69546 0846	50.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.
7	2207 7017 6547	5.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
8	8 29748 227778 91698 2898	200 fr. 20.000 fr. 500.000 fr. 250.000 fr. 10.000 fr.
9	53629 352929 1139 2249 216699	20.000 fr. 2.500.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 500.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 4 décembre 1948.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 4 janvier 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 12^e SCHIJF 1948

4 SEPTEMBER 1948.

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	710 6730 2780	1.000 fr. 2.500 fr. 10.000 fr.
1	2801 86911 72851 61 4461 1871 89991	5.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 500 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 50.000 fr.
2	14012	100.000 fr.
3	0603 803 8323 10833	5.000 fr. 1.000 fr. 5.000 fr. 100.000 fr.
4	95914 32324 282864 8694	50.000 fr. 50.000 fr. 1.000.000 fr. 2.500 fr.
5	225 04045 51175 1585	1.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.
6	31006 69546 0846	50.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.
7	2207 7017 6547	5.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
8	8 29748 227778 91698 2898	200 fr. 20.000 fr. 500.000 fr. 250.000 fr. 10.000 fr.
9	53629 352929 1139 2249 216699	20.000 fr. 2.500.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 500.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 4 December 1948.

Laatste betaaldag door de Loterij : 4 Januari 1949.

CONGO BELGE

**Emprunt à 4 %
amortissable de 1901**

Amortissement de 1948

Liste officielle des 511 obligations
amorties conformément au tableau
d'amortissement

32920	32926
32921	32927
32922	à/tot
32923	33137
32924	33139

BELGISCH CONGO

**Uitdelgbare Lening 4 %
van 1901**

Uitdelging van 1948

Officiële lijst der 511 uitgedelgde
obligatiën
overeenkomstig de uitdelgingstabel

à/tot	à/tot
33165	33373
33167	33375
à/tot	à/tot
33190	33435
33192	

CONGO BELGE

**Emprunt à 4 %
amortissable de 1909**

Amortissement de 1948

Liste officielle des 70 obligations
amorties conformément au tableau
d'amortissement

N ^{os} /N ^{rs}	N ^{os} /N ^{rs}
12796 à/tot 12798	12877
12800	12879
12812	12888
12813	12889
12830	12899 à/tot 12903
12835	12947
12843	12950
12856 à/tot 12858	12976
12867	12977

BELGISCH CONGO

**Uitdelgbare Lening 4 %
van 1909**

Uitdelging van 1948

Officiële lijst der 70 uitgedelgde
obligatiën
overeenkomstig de uitdelgingstabel

N ^{os} /N ^{rs}	N ^{os} /N ^{rs}
12973 à/tot 12981	13101
12990 à/tot 12993	13104
13009	13114
13011 à/tot 13016	13115 à/tot 13117
13027	13127
13028	13128
13046 à/tot 13051	13138 à/tot 13140
13058 à/tot 13062	13142
13067 à/tot 13069	13176

Amortissement effectué par rachat
en Bourse de Bruxelles

Uitdelging gedaan door terugkoop
ter Beurs van Brussel

ANNEXE AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 NOVEMBRE 1948.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Compagnie Minière des Grands Lacs Africains

Société congolaise à responsabilité limitée

établie à Kindu-Port-Empain (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 1537.

Constituée le 1^{er} décembre 1923, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1924.

Autorisée par arrêté royal du 24 décembre 1923, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1924.

Statuts modifiés le 17 juin 1925, le 20 avril 1927 et le 9 juillet 1927, suivant actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1925, du 15 juin 1927 et du 15 juillet 1927.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

a) Concessions pour mémoire

b) Prospections, routes, immeubles, mobilier, matériel et outillage, installations diverses :

Dépenses antérieures . 247.789.501,82

Dép. de l'exercice 1947 . 13.460.563,87

261.250.065,69

Amortiss. antérieurs . 244.959.247,10

Amortiss. exercice 1947 . 14.058.801,74

259.018.048,84

2.232.016,85

Réalisable :

Portefeuille	13.443.335,94	
Débiteurs divers	10.626.566,73	
Stock de produits	84.345.381,19	
Marchandises en route et en magasin	68.629.209,18	
		177.044.493,04

<i>Comptes débiteurs</i>	20.931.425,88
------------------------------------	---------------

Disponible :

Banques, caisses et fonds en cours de route	60.883.990,62
---	---------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	460.000,—	
Divers	10.556.101,—	
		11.016.101,—

Fr. 272.108.027,39

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par :

200.000 dixièmes d'action de capital	20.000.000,—	
500.000 centièmes de part de fondat.	—	
12.500 actions série B	—	
		20.000.000,—
Réserve statutaire	8.489.611,10	
Fonds de prévision	43.000.000,—	
Fonds « Welfare » indigène	12.918.214,72	

Dettes sans garanties réelles :

Versements restant à effectuer sur porte-feuille	1.947.000,—	
Dividendes restant à payer	15.220.259,91	
Créditeurs divers	37.195.707,25	
		54.362.967,16
<i>Comptes créditeurs</i>	90.356.532,03	

Comptes d'ordre :

Cautiounnements statutaires	460.000,—	
Divers	10.556.101,—	
		11.016.101,—

Profits et Pertes :

Solde	31.964.601,38	
		Fr. 272.108.027,39

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 4.672.526,58	
Taxe sur titres côtés en Bourse de Bruxelles	336.300,—	
Droits de sortie sur produits miniers	9.511.766,84	
Surtaxe douanière et droit de sortie complémentaire sur produits miniers	8.481.853,84	
Impôt personnel sur la superficie des concessions	741.614,10	
Amortissement sur premier établissement	14.058.801,74	
Solde	31.964.601,38	
		Fr. 69.767.464,48

CREDIT.

Solde reporté	fr. 3.985.262,91	
Résultat d'exploitation et produits divers	61.173.779,24	
Revenus du portefeuille	4.038.250,80	
Intérêts et remboursement fiscal sur taxe mobilière	570.171,53	
		Fr. 69.767.464,48

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président et administrateur-délégué.

M. Charles Cornez, avocat honoraire à la Cour d'appel, n° 214, avenue Louise à Bruxelles.

M. Guy de la Rochette, ingénieur, n° 11, rue Raynouard à Paris (16°).

M. le baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, n° 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, n° 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. Robert Haerens, ingénieur civil, n° 384, avenue Brugmann à Uccle.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, n° 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. le comte Maurice Lippens, propriétaire, n° 1, square du Val de la Cambre à Ixelles.

M. Aimé Marthoz, ingénieur, n° 43, square Vergote à Schaerbeek.

M. Paul Mesureur, administrateur de sociétés, n° 14, avenue des Klauwaerts à Bruxelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, n° 33, avenue des Mûres à Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Maurice J. Anspach, docteur en droit, à Lèves.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, n° 49, rue du Luxembourg à Ixelles.

M. le général chevalier Josué Henry de la Lindi, n° 54, avenue Albert et Elisabeth à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Adhémar Mullie, propriétaire, n° 116, rue des Confédérés à Bruxelles.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 6 OCTOBRE 1948.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947. Elle a pris acte de ce que M. René Destrée, administrateur sortant, ne demandait pas le renouvellement de son mandat. Elle a réélu administrateur M. le baron Edouard Empain; son mandat expire en 1954. Elle a nommé administrateur M. Frédéric Hainaut; son mandat expire en 1954. Elle a nommé commissaire M. Georges Lecart pour achever le mandat de M. Pierre de la Croix d'Ogimont, commissaire démissionnaire; ce mandat expire en 1949.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

M. LEFRANC.

R. HAERENS.

**Société Commerciale, Industrielle et Agricole de Luputa
(en abrégé « Socomia »)**

Société congolaise de personnes à responsabilité limitée

CONSTITUTION.

NOMINATION DE GERANTS ET COMMISSAIRES.

L'an mil neuf cent quarante-huit.

Le vingt-six août.

Devant nous Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Ont comparu :

1) Monsieur Julien Vandervaeren, ingénieur, docteur en sciences naturelles, secrétaire général honoraire du Ministère de l'Agriculture, demeurant à Ixelles, 83, rue Faider.

2) Madame Christiane Vandervaeren, sans profession, épouse de Monsieur André Nysten, ci-après qualifié, demeurant à Ixelles, 83, rue Faider.

3) Monsieur André Nysten, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 83, rue Faider.

Monsieur et Madame Nysten-Vandervaeren sont mariés sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Richir soussigné le dix-neuf juin mil neuf cent quarante-cinq.

4) Madame Ghislaine Vandervaeren, sans profession, épouse de Monsieur Michel Rommelaere, ci-après qualifié, demeurant à Mutombo-Mukulu (Congo Belge).

5) Monsieur Michel Rommelaere, agent colonial, demeurant à Mutombo-Mukulu (Congo Belge).

Monsieur et Madame Rommelaere-Vandervaeren sont mariés sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Richir soussigné le vingt-cinq juillet mil neuf cent quarante-sept.

6) Monsieur Manlio Guerrini, industriel, demeurant à Uccle, 530, rue Vanderkindere.

7) Monsieur Charles Vandervaeren, négociant, demeurant à Uccle, 180, rue des Carmélites.

8) Madame Suzanne Vandervaeren, sans profession, épouse de Monsieur Stéphane Esders, négociant, demeurant à Ixelles, 128, rue Ten Bosch.

Monsieur et Madame Esders-Vandervaeren sont mariés sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Richir soussigné, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

Tous présents, sauf Madame Rommelaere-Vandervaeren pour laquelle stipule et se porte fort Monsieur Julien Vandervaeren prénommé.

Lesquels comparants nous ont requis de donner l'authenticité aux statuts d'une société congolaise de Personnes à Responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et qui sera régie par les dits statuts et par les lois en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, les dits statuts étant libellés comme suit :

Article 1. — DENOMINATION.

La Société sera dénommée « Société Commerciale, Industrielle et Agricole de Luputa (en abrégé « Socomia ») société congolaise de personnes à responsabilité limitée.

Article 2. — OBJET SOCIAL.

Elle aura pour objet l'exploitation soit pour elle-même, soit pour compte de tiers de toutes affaires commerciales, industrielles ou agricoles dans le territoire de la Colonie.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport ou de souscription ou de toute autre manière dans toutes affaires ayant un objet analogue.

L'objet social pourra toujours être modifié par décision prise en assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues à l'article 20.

Article 3. — SIEGE.

Le siège social de la Société est fixé initialement à Luputa (Congo Belge).

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Congo Belge par simple décision du Conseil de Gérance qui aura toutefois à veiller à ce que l'acte constatant cette modification soit déposé dans le délai légal au Greffe du Tribunal de Première Instance.

Des sièges administratifs, agences, comptoirs ou succursales pourront être établis en Belgique ou dans la Colonie par décision de l'assemblée générale. Dès à présent il est décidé qu'un siège administratif sera installé à Bruxelles.

Article 4. — DUREE.

La Société est constituée pour un terme de trente ans prenant cours ce jour.

Article 5. — CAPITAL.

Le capital est fixé à la somme de un million deux cent mille francs divisé en douze cents parts sociales de mille francs chacune.

Ces parts ont été souscrites, savoir :

- | | |
|---|-----|
| 1) par Monsieur Julien Vandervaeren, prénommé pour deux cent quarante parts | 240 |
| 2) par Madame Nysten-Vandervaeren, prénommée, pour deux cents parts | 200 |

3) par Monsieur André Nysten, prénommé, pour cent cinquante parts	150
4) par Madame Rommelaere-Vandervaeren, prénommée, pour deux cents parts	200
5) par Monsieur Michel Rommelaere, prénommé, pour cent cinquante parts	150
6) par Monsieur Manlio Guerrini, prénommé pour cent cinquante parts	150
7) par Monsieur Charles Vandervaeren, prénommé, en remploi du prix de vente d'une maison d'habitation sise à Saint-Gilles-Bruxelles, 57, rue du Mont Blanc, vendue suivant procès-verbal de vente publique clôturé par le notaire Marchant, à Uccle, le vingt-neuf octobre mil neuf cent quarante et un, pour dix parts	10
8) par Madame Esders-Vandervaeren, prénommée, en remploi de deniers provenant de la vente d'une maison à Uccle, 180, rue des Carmélites, vendue suivant acte du notaire Nols, à Berchem-Sainte-Agathe, le vingt-cinq juillet mil neuf cent quarante-six pour cent parts	100
Soit ensemble : douze cents parts sociales	1.200

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des parts a été libérée à concurrence de cinquante pour cent, en dehors de la présence du notaire soussigné, et que la Société a donc à sa disposition une somme de six cent mille francs. Le solde sera appelé par le Conseil de Gérance au fur et à mesure des besoins.

La responsabilité des associés est limitée au montant de leur souscription.

Article 6. — Le capital social pourra être augmenté soit par l'augmentation des mises de l'un ou de plusieurs associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Il ne pourra être augmenté ou réduit que dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts.

Article 7. — Les parts ne sont cessibles que moyennant l'accomplissement des formalités prévues par le Code Civil pour la cession des créances.

De plus, les parts ne peuvent, à peine de nullité, être cédées entre vifs ou pour cause de mort qu'avec l'agrément de la moitié au moins des associés possédant les trois quarts au moins du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

Toutefois cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont cédées :

- 1) à un associé;
- 2) au conjoint du cédant ou du testateur;
- 3) à des ascendants ou descendants en ligne directe.

Article 8. — Si une transmission entre vifs ou pour cause de mort qui doit être approuvée par l'assemblée des associés comme dit ci-avant n'est pas agréée, les parts litigieuses devront être rachetées par les autres associés dans un délai qui ne pourra excéder six mois après la décision du refus d'agrément.

Le prix de cession sera déterminé d'après les données du dernier bilan. A défaut d'accord sur cette valeur, cette dernière sera déterminée par un expert-comptable à désigner par le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles. Ce prix devra être déterminé avant l'expiration du délai de six mois dont question ci-avant.

Les acquéreurs pourront disposer d'un délai maximum de trois ans pour s'acquitter, mais devront payer au moins un tiers du prix chaque année.

Si après avoir refusé l'agrément, les autres associés ne reprenaient pas les parts en question dans le délai ci-avant prévu ou s'ils ne s'acquittaient pas du prix dans les délais convenus, le cédant pourra exiger la dissolution de la Société.

Les parts achetées resteront incessibles jusqu'à ce qu'elles aient été entièrement payées.

Article 9. — Toutes les parts créées sont nominatives et indivisibles, la société ne reconnaissant qu'un seul associé par part.

La société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire de la part indivise et qu'elle ait été admise comme associé par l'assemblée générale.

Article 10. — Les héritiers ou ayants-droit des associés ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration.

Article 11. — ADMINISTRATION.

La société est administrée par un Conseil composé de trois gérants au moins et de cinq au plus.

Ceux-ci sont nommés par l'assemblée générale pour un terme de six ans maximum. Ils ne sont révocables que par l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Sont désignés pour la première fois comme gérants et acceptent ces fonctions :

1) Monsieur Julien Vandervaeren, ingénieur, docteur en sciences naturelles, secrétaire général honoraire du Ministère de l'Agriculture, à Bruxelles, Ixelles, 83, rue Faider.

2) Monsieur André Nysten-Vandervaeren, administrateur de sociétés, même adresse.

3) Monsieur Michel Rommelaere-Vandervaeren, agent colonial à Mutombo-Mukulu (Katanga).

4) Monsieur Manlio Guerrini, industriel, rue Vanderkindere, 530, à Uccle.

Tous les deux ans mais pour la première fois à l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre, un gérant désigné par tirage au sort sera sortant.

Les gérants sortant sont toujours rééligibles.

En cas de décès ou de démission d'un gérant, les gérants restant en fonctions choisissent provisoirement parmi les associés un remplaçant au gérant décédé ou démissionnaire.

Dans ce cas l'assemblée générale lors de sa plus prochaine réunion procédera à l'élection définitive.

Au cas où les gérants restant en fonctions ne parviendraient pas dans le délai d'un mois à reconstituer le Conseil de Gérants, ils convoqueront l'assemblée générale dans le plus bref délai aux fins de faire procéder à l'élection d'un ou des gérants nouveaux.

Le gérant nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Vis-à-vis des tiers, les gérants sont les mandataires de la société.

Article 12. — MODE DE DELIBERATION ET POUVOIRS DU CONSEIL DE GERANCE.

Le Conseil de Gérance se réunira à Luputa ou une autre localité du Congo Belge ou à Bruxelles, selon que les questions à l'ordre du jour intéresseront particulièrement les affaires en Afrique ou en Europe.

Ces réunions seront présidées par le Président du Conseil ou à son défaut par le Vice-Président.

Dans le premier cas, les gérants résidant en Europe pourront être représentés par procuration et réciproquement.

Le Conseil ne pourra délibérer que si au moins trois gérants sont présents ou représentés.

Chaque membre présent ou représenté dispose d'une voix.

Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité de voix celle du président de la séance est prépondérante.

Les convocations pourront être faites par simples lettres et en cas d'urgence par télégramme.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux numérotés et signés par les gérants qui y ont pris part. Les gérants présents à la réunion sont tenus de signer ce procès-verbal avant de se séparer. Les procurations dont il aura été fait usage y resteront annexées.

Le Conseil désigne dans son sein un président et un vice-président. Pour le premier terme de six ans Messieurs Julien Vandervaeren et André Nysten précités rempliront respectivement les fonctions de président et de vice-président. Monsieur Nysten remplira en outre les fonctions de gérant-directeur.

Article 13. — Le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la société.

Il peut compromettre et transiger en toutes matières.

Il nomme et révoque les membres du personnel.

Il fixe leur rémunération ainsi que toutes les conditions des contrats d'engagement.

Il a qualité pour faire auprès des pouvoirs publics, autorités compétentes et de tous tiers toutes démarches ou conventions qu'il juge utiles à la poursuite du but social et donner toutes décharges.

Article 14. — Pour les actes de gestion courante, y compris toutes transactions et opérations bancaires et commerciales, le Conseil de Gérance est valablement représenté vis-à-vis des tiers par deux gérants dont le gérant directeur, auxquels il délègue dès à présent les pouvoirs à cette fin.

Les dits actes d'administration courante devront toujours requérir la signature conjointe de deux gérants dont le gérant directeur.

La rémunération qui sera attribuée à chacun des gérants sera déterminée par une délibération du Conseil de Gérance.

Article 15. — La société est surveillée par deux commissaires.

Sont appelés à ces fonctions :

1) Monsieur Charles Vandervaeren, négociant, demeurant à Uccle, rue des Carmélites, 180, et

2) Madame Suzanne Esders-Vandervaeren, demeurant à Ixelles, 128, rue Ten Bosch.

Tous deux ici présents et acceptant.

Article 16. — L'assemblée générale se compose de tous les associés.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents ou dissidents.

Article 17. — MODE DE CONVOCATION.

Le Conseil de Gérance peut convoquer l'assemblée générale aussi souvent qu'il le juge utile. Il sera tenu de le faire à tout moment à la demande de tout groupe d'intéressés titulaires d'au moins un cinquième des parts.

L'assemblée se tiendra soit à Bruxelles, soit au Congo suivant que le Conseil le jugera à propos.

L'assemblée se réunit annuellement le premier jeudi du mois de juin à dix heures et pour la première fois le premier jeudi du mois de juin mil neuf cent cinquante, pour entendre l'exposé de la situation de la so-

ciété, recevoir communication du bilan et du compte de profits et pertes, pour procéder à la désignation à toutes fonctions électives et éventuellement donner décharge aux gérants de leur gestion.

Si le jour indiqué ci-dessus est férié, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les membres seront convoqués aux assemblées générales par les gérants, et ce par lettres recommandées adressées trente jours au moins avant la date de la réunion.

Cette convocation portera invitation pour les membres d'assister à la réunion en y indiquant le lieu, la date et l'heure à laquelle elle se tiendra.

Article 18. — MODE DE DELIBERATION.

L'assemblée est présidée par le gérant qui occupe les fonctions de président dans le Conseil de Gérance, ou à son défaut par le vice-président, ou à défaut de ce dernier par le gérant doyen d'âge.

Le président de la réunion désigne un des gérants et, à son défaut, un membre pour tenir le procès-verbal de l'assemblée.

Tout membre peut se faire représenter à l'assemblée par un autre intéressé, ayant lui-même le droit de vote.

Les co-propriétaires, usufruitiers ou nu-propriétaires de parts devront se faire représenter par une seule et même personne.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les décisions sont prises à la majorité absolue. En cas de partage de voix la proposition est considérée rejetée.

Avant l'ouverture de la séance, il est établi une liste de présence que tous les associés présents doivent signer. Cette liste indique le nombre de parts pour lesquelles chaque associé prendra part au vote et indique également s'il agit pour son compte personnel ou comme mandataire.

Article 19. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Tout titulaire de parts, pourvu qu'il en formule la demande quinze jours au moins avant la date de l'assemblée ordinaire, peut exiger la mise à l'ordre du jour de toutes questions de nature à intéresser l'assemblée.

Article 20. — L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a, sauf disposition contraire, le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si ceux qui assistent à la réunion représentent les trois quarts au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit l'unanimité des trois quarts des voix.

Lors de l'admission de tout nouvel associé celui-ci sera tenu de verser dans la caisse sociale, outre la valeur nominale attribuée aux parts représentatives de son apport, telle somme à arbitrer par l'assemblée générale qui aura à statuer sur son admission en vue de permettre de verser à la réserve une somme proportionnelle à la part que chaque associé possède déjà dans la dite réserve, et en raison des autres plus-values de l'avoir social.

Article 21. — EXCLUSION.

L'assemblée générale statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts, peut exclure de la société tout associé failli ou en déconfiture.

L'associé exclu ou ses créanciers ne pourront exiger le remboursement de la part de l'associé exclu que sur la base du bilan qui suivra la date de l'exclusion.

Ils ne peuvent, en aucune manière, entraver l'activité de la société, ni faire apposer des scellés.

INVENTAIRE, BILAN, REPARTITION ET RESERVES.

Article 22. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Toutefois, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis ce jour jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article 23. — Le trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, les écritures de la société sont arrêtées et le Conseil de Gérants dresse l'inventaire, forme le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la pratique des sociétés belges.

Ces comptes sont communiqués au commissaire avec un rapport sur les opérations de la société au moins deux mois avant l'assemblée générale ordinaire. Le Commissaire à son tour doit faire un rapport contenant ses propositions.

Un mois au moins avant l'assemblée générale les associés peuvent prendre connaissance au siège social du bilan, du compte de profits et pertes, ainsi que des rapports du Conseil de Gérance et du commissaire.

D'autre part, une copie certifiée conforme de tous ces documents sera envoyée à tous les associés au moins un mois avant l'assemblée générale.

L'assemblée générale décide sur proposition du Conseil des Gérants, du montant des sommes qu'il y a lieu de prélever sur les bénéfices en vue de la constitution d'une réserve.

Ce prélèvement ne peut pas être inférieur à cinq pour cent du bénéfice annuel, tel qu'il existera après les amortissements jugés nécessaires.

Il cessera d'être obligatoire lorsque la réserve atteindra la moitié du capital social.

Après avoir prélevé les sommes destinées à la réserve et fait les amortissements comme dit ci-dessus, le solde restant servira à payer :

1°) la somme nécessaire pour payer aux parts sociales un premier dividende représentant six pour cent du montant dont ces parts sont libérées;

2°) du solde : vingt-cinq pour cent minimum seront attribués au personnel dirigeant se trouvant en Afrique;

vingt pour cent seront attribués aux gérants et commissaires à se répartir entre eux, les commissaires recevant chacun la moitié d'une part de gérant.

Le surplus sera ou bien porté en réserve ou bien distribué aux parts sociales à titre de superdividende selon que l'assemblée en décidera.

Article 24. — Les dividendes seront payables aux époques et endroits fixés par le Conseil des Gérants, sous déduction des sommes retenues en vertu des dispositions fiscales.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 25. — La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications aux statuts.

En cas de pertes égales au montant de toutes les sommes investies par les divers associés, tout associé peut individuellement se retirer de la société.

En pareil cas, ses droits seront établis sur la base du bilan constatant cette perte.

Ce droit n'existera que pour autant que l'associé fasse la déclaration de son retrait à l'assemblée générale au cours de laquelle l'approbation définitive du bilan constatant cette perte aura été acquise. La société en ce cas continuera entre les autres intéressés.

Quelle que soit la cause de sa dissolution, la société continuera à exister pour les besoins de sa liquidation.

L'assemblée en décidant la mise en liquidation, nommera un liquidateur pour y procéder.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations en cours, faire rentrer les créances, payer les dettes et répartir éventuellement le solde entre les titulaires des parts.

Les émoluments du liquidateur seront arrêtés par l'assemblée au moment de sa désignation.

Le liquidateur pourra prélever sur l'actif avant tout paiement le montant de ses émoluments et des dépenses utiles qu'il aura exposées pour l'exécution de sa mission.

Le liquidateur est tenu de convoquer les titulaires de parts par lettre recommandée à l'assemblée générale au moins tous les six mois pour leur faire rapport sur la marche de la liquidation et faire approuver sa gestion.

Article 26. — REPARTITION EN CAS DE LIQUIDATION.

En cas de liquidation, après apurement du passif, l'avoir de la société sera réparti comme suit :

1°) Remboursement de toutes les parts sociales au prorata de leur libération;

2°) Le solde sera réparti uniformément entre toutes les parts quelle que soit leur origine.

Article 27. — ELECTION DE DOMICILE — COMPETENCE.

Tout associé est tenu d'élire domicile en Belgique. A défaut de ce faire, il sera censé avoir élu de plein droit domicile au siège administratif.

Le Tribunal de Commerce de Bruxelles est seul compétent pour connaître de toutes les contestations pouvant surgir entre membres de la société.

Le liquidateur est tenu pareillement de faire élection de domicile au siège administratif.

Le siège social de la société sera considéré, en cas de liquidation, comme étant transporté au domicile élu par le liquidateur, où toutes assignations et notifications pourront lui être adressées relativement aux affaires de la société.

Article 28. — Les comparants décident dès ce jour qu'au cas où le Conseil de Gérance le jugerait utile pour le développement de la société, le capital pourra être augmenté des sommes nécessaires et ce jusqu'à concurrence de huit cent mille francs, pour le porter à deux millions de francs, cela sans convocation d'une assemblée générale.

Les parts nouvelles seront offertes par priorité aux premiers souscripteurs, mais le Conseil de Gérance est autorisé à admettre directement de nouveaux associés pour les parts non souscrites et ce par dérogation aux stipulations du paragraphe deux de l'article six des statuts.

Eventuellement cette augmentation de capital devra être réalisée avant le trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un.

Article 29. — Les comparants déclarent et reconnaissent que le montant des frais, dépenses et charges de toute nature incombant à la société ou mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de vingt-cinq mille francs.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants présents ou représentés comme dit est ont signé avec nous notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le deux septembre 1948, volume 578, folio 79, case 10, sept rôles sept renvois.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du receveur.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par Nous, Edmond Malbecq, vice-président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 25 septembre 1948.

s.) Ed. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq E. apposée d'autre part.

Bruxelles, le 28 septembre 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 septembre 1948.

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kakontwe (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 66, rue des Colonies.

Registre du Commerce : Bruxelles, n° 42.800.

PUBLICATIONS LEGALES.

Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930 et du 15 octobre 1935.

Annexes au « Moniteur Belge » du 6-7 janvier 1930 (acte n° 194) et du 7-8 octobre 1935 (acte n° 13.466).

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

*Extrait du procès-verbal
de la séance du Conseil d'administration du 29 septembre 1948.*

« Le Conseil décide de transférer à partir du 1^{er} octobre 1948, le siège administratif du 66, rue des Colonies au 6, rue Montagne du Parc à Bruxelles. »

Bruxelles, le 18 octobre 1948.

Certifié conforme.

Deux administrateurs.

(signatures illisibles.)

Compagnie Minière de l'Urega (Minerga)

Société commerciale congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Kindu-Port-Empain (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 70.755.

Constituée le 30 décembre 1933, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1934.

Autorisée par arrêté royal du 17 février 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1934.

Statuts modifiés le 5 octobre 1938, le 8 mars 1940 et le 2 octobre 1946, suivant actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo belge » du 15 janvier 1939, du 15 mars 1940 et du 15 novembre 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais
d'augmentation du capital, projections,
routes, constructions, travaux d'instal-
lation :

Dépenses :

des exercices antérieurs .	40.677.822,48	
de l'exercice 1947 . . .	5.878.439,93	
		46.556.262,41

Amortissements :

des exercices antérieurs .	38.024.180,74	
de l'exercice 1947 . . .	3.907.088,70	
		41.931.269,44
		4.624.992,97

Réalisable :

Portefeuille	568.220,29	
Amortissements des exer- cices antérieurs . . .	462.235,29	
		105.985,—
Débiteurs divers	1.717.694,51	
Stock de produits (or, cassitérite, mixtes)	27.562.822,—	
		29.386.501,51

Disponible :

Banque et chèques postaux	1.241.322,97
-------------------------------------	--------------

<i>Comptes débiteurs</i>	19.194.992,99
<i>Compte d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	230.000,—
	<u>Fr. 54.677.810,44</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par	
20.000 actions de capital . . . fr.	10.000.000,—
6.000 parts de fondateur	—
	<u>10.000.000,—</u>
Réserve statutaire	951.589,43
Fonds de prévision	9.500.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Dividendes restant à payer	2.660.394,22
Créditeurs divers	8.291.898,98
	<u>10.952.293,20</u>

<i>Comptes créditeurs</i>	18.300.000,—
-------------------------------------	--------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	230.000,—
--------------------------------------	-----------

Profits et Pertes :

Solde	4.743.927,81
	<u>Fr. 54.677.810,44</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	385.598,95
Droits de sortie sur produits miniers	3.134.721,54
Surtaxe douanière et droits de sortie complémentaires	3.506.614,08
Impôt sur la superficie des concessions	12.603,65
Amortissement de l'immobilisé	3.907.088,70
Solde	4.743.927,81
	<u>Fr. 15.690.554,73</u>

CREDIT.

Solde reporté	fr. 60.714,75
Résultat d'exploitation et produits divers	15.614.577,78
Intérêts des comptes en banque et divers	15.262,20
	Fr. 15.690.554,73

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président, administrateur-délégué.

M. Henri de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, 63, avenue des Nerviens à Bruxelles.

M. le baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Victor Théry, secrétaire de sociétés, 168, boulevard Général Jacques à Bruxelles.

M. Fernand Van den Heuvel, propriétaire, 54, rue Jules de Trooz à Woluwe-Saint-Pierre.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Cockaerts, propriétaire, 57, rue Victor Lefèvre à Schaerbeek.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Bruxelles.

M. Charles Pequet, commissaire de sociétés, 53, rue Père Dedeken à Etterbeek.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 6 OCTOBRE 1948.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947. Elle a pris acte de la démission de M. René Destrée, administrateur, et a nommé M. Jacques Grazia pour achever son mandat, qui expire en 1951. Elle a nommé en qualité d'administrateurs MM. Pierre de la Croix d'Ogimont, Guy de la Rochette et Lucien Molle; leur mandat expire respectivement en 1951, 1953 et 1954. Elle a réélu en qualité de commissaire M. Joseph Mathy; son mandat expire en 1951.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

M. LEFRANC.

Pierre de la CROIX d'OGIMONT.

Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo

Société Anonyme Belge

Siège social : 13, rue Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 12923.

Constitution : le 10 décembre 1888, acte 2507, des 26-27 décembre 1888. Augmentation du capital et modifications aux statuts : actes 304, du 16 février 1890, et n° 1238, du 8 mai 1892. Modifications aux statuts : acte 6161 des 9-10 novembre 1908. Refonte des statuts et prorogation du terme social jusqu'au 10 décembre 1948 : actes n°s 632, des 14-15 février 1919 et 850 bis, du 28 février 1919. Augmentation du capital et modifications aux statuts : actes n° 11739, du 30 octobre 1926, n° 3993, des 11-12 avril 1927, et n° 6716, du 10 mai 1928. Réduction du capital et modifications aux statuts : acte n° 15026, du 6 novembre 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles et plantations en Afrique .	39.788.244,15	
Amortiss. antérieurs .	27.759.969,71	
Amortiss. de l'exercice .	4.455.110,95	
	<u>32.215.080,66</u>	7.573.163,49
Matériel fluvial .	3.575.839,64	
Amortiss. antérieurs .	3.311.996,44	
Amortiss. de l'exercice .	160.433,60	
	<u>3.472.430,04</u>	103.409,60
Matériel et mobilier divers en Afrique .	10.990.574,12	
Amortiss. antérieurs .	9.034.342,12	
Amortiss. de l'exercice .	963.281,19	
	<u>9.997.623,31</u>	992.950,81
Matériel et mobilier en Europe .	132.214,69	
Amortissements antérieurs .	132.213,69	
	<u>1,—</u>	
		8.669.524,90
Réévaluation de l'immobilisé (décret du 6 juillet 1948) .	30.362.680,71	

B. — *Réalisable et disponible :*

Marchandises de vente	17.179.704,23	
Produits africains	12.098.595,94	
Magasins d'approvisionnements, comptes de fabrication	7.619.661,76	
Débiteurs et comptes courants débiteurs divers	16.244.818,96	
Caisses et banques	30.228.125,71	
Portefeuille - titres	6.539.574,18	
		89.910.480,78

C. — *Comptes divers :*

Comptes de régularisation - Comptes débiteurs	129.861,95
---	------------

D. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de MM. les administrateurs et commis- saires	pour mémoire
Dépôt à la Banque de la Société Générale de Belgique . .	pour mémoire
	Fr. 129.072.548,34

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital :		
52.500 actions ordinaires sans désigna- tion de valeur nominale fr.	30.000.000,—	
Réserve statutaire	2.228.328,27	
Fonds de réserve	11.336.764,57	
Fonds d'assurance de la flottille	3.000.000,—	
Fonds de renouvellement	9.851.005,25	
		56.416.098,09
Plus-value de réévaluation		30.362.680,71
Amortissements sur immobilisé réévalué		3.036.268,07

B. — *Envers les tiers sans garanties réelles :*

Créditeurs et comptes courants créditeurs divers	11.214.793,55	
Dividendes non réclamés	1.466.501,35	
Versements restant à faire sur participa- tions	90.000,—	
		12.771.294,90

C. — *Comptes divers :*

Fonds pour investissements en faveur des indigènes	9.750.000,—	
Comptes de régularisation — Comptes créditeurs	9.773.449,57	19.523.449,57

D. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires pour mémoire
Déposants à la Banque de la Société Générale de Belgique pour mémoire

E. — *Profits et Pertes :*

Report exercice 1946	112.557,89	
Bénéfice exercice 1947	6.850.199,11	6.962.757,—
		Fr. 129.072.548,34

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux et charges financières fr.	1.987.866,48
Amortissements en Afrique	5.578.825,74
Amortissements sur immobilisé réévalué	3.036.268,07
Fonds d'assurance de la flottille	3.000.000,—
Dotation au fonds du personnel	800.000,—
Fonds pour investissements en faveur des indigènes	3.500.000,—
Prévision fiscale	3.400.000,—
	21.302.960,29
Solde bénéficiaire	6.962.757,—
	Fr. 28.265.717,29

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	112.557,89
Intérêts, dividendes et bénéfices divers		682.303,14
Résultats des opérations d'Afrique		27.470.856,26
	Fr.	<u>28.265.717,29</u>

REPARTITION.

1°) 5 % pour dotation de la réserve légale (sur francs 6.850.199,11)	fr.	342.509,95
2°) attribution d'un premier dividende brut de fr. 23,81 aux 52.500 actions ordinaires		1.250.000,—
3°) 10 % du solde aux administrateurs et commissaires fr. 6.850.199,11—(342.509,95+1.250.000)= 5.257.689,16		525.768,92
4°) dividende supplémentaire de fr. 51,19 brut aux 52.500 actions ordinaires		2.687.500,—
5°) réserve pour investissements dans la Colonie		1.800.000,—
6°) report à nouveau		356.978,13
	Fr.	<u>6.962.757,—</u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 20 octobre 1948.*

L'assemblée à l'unanimité :

- 1° approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947, ainsi que la répartition des bénéfices;
- 2° donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- 3° réélit MM. Robert Thys et Edgar Van der Straeten en qualité d'administrateurs et M. Armand Goffin en qualité de commissaire;
- 4° élit définitivement aux fonctions d'administrateur M. Léon Lippens qui avait été élu provisoirement par le Conseil Général du 22 juillet 1948 pour continuer le mandat laissé vacant par M. le Comte M. Lippens, démissionnaire;
- 5° élit M. Joseph Geerinckx, inspecteur général au Ministère des Colonies, 19, rue Forestière à Bruxelles, en qualité de commissaire pour continuer le mandat de M. François Janssen décédé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles, président.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle, vice-président.

M. Joseph Van den Boogaerde, administrateur-délégué de la Compagnie du Lomani et du Lualaba, 19, avenue des Phalènes, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la Compagnie du Lomani et du Lualaba, 192, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-directeur.

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 284, rue Vanderkindere, Uccle.

M. Léon Lippens, docteur en droit, avenue du Bois, Le Zoute-Knocke.

M. Robert Thys, vice-président de la Compagnie des Ciments du Congo, 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Cambier, ingénieur A. I. A., 131, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles, président.

M. Armand Goffin, avocat à la Cour d Appel, 279, avenue Louise, Bruxelles, commissaire.

Bruxelles, le 20 octobre 1948.

Deux administrateurs,

L. AHRENS.

Administrateur-directeur.

J. VAN DEN BOOGAERDE.

Administrateur-délégué.

Office Central du Travail du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, avenue Marnix, n° 25.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 19.786.

Constituée à Bruxelles, le 29 juillet 1910 et autorisée par arrêté royal du 12 septembre 1910. Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 3 octobre 1910.

Statuts modifiés suivant décisions des assemblées générales extraordinaires des 21 novembre 1912, 9 juin 1920, 16 mars 1922, 18 janvier 1923, 26 mars 1925, 13 septembre 1927, 10 novembre 1932 et 11 octobre 1945 et approuvées par arrêtés royaux des 12 septembre 1910, 22 août 1921, 26 mars 1923, 1^{er} mai 1925, 31 octobre 1927, 22 décembre 1932, et 12 mars 1946 et publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 septembre 1921, 15 septembre 1922, 15 mai 1923, 15 juin 1925, 15 novembre 1927, 15 janvier 1933 et 15 avril-15 mai 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Immeubles fr.	3.990.189,36	
Moins amortissements .	3.360.896,36	
		629.293,—
Matériel et mobilier	pour mémoire	
		629.293,—

B. — Réalisable :

Caisses et Banques	546.553,66	
Portefeuille - titres	4.610.450,—	
Débiteurs divers	178.192,—	
		5.335.195,66

C. — Compte d'ordre :

Parts en dépôt	pour mémoire	
--------------------------	--------------	--

D. — Profits et Pertes :

Solde	608.877,54	
	Fr.	6.573.366,20

PASSIF.

A. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital	fr. 2.557.000,—	
représenté par :		
4.680 parts de fr. 500,— chacune	2.340.000,—	
62 parts de fr. 3.500,— chacune	217.000,—	
Réserve statutaire	36.182,08	
Fonds de prévision	1.656.716,92	
Revalorisation immeubles	2.269.196,05	
		6.519.095,05

B. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers	54.271,15
-----------------------------	-----------

C. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements statutaires	pour mémoire
	Fr. 6.573.366,20

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DOIT.

Solde à nouveau	fr. 555.863,96
Frais généraux d'Europe	248.615,44
	Fr. 804.479,40

AVOIR.

Intérêts et Commissions	fr. 182.866,41
Solde du compte recrutement, y compris frais généraux d'Afrique	12.735,45
Solde	608.877,54
	Fr. 804.479,40

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 14 octobre 1948.*

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et de celui du Collège des commissaires, approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947, tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion antérieure au 1^{er} janvier 1948.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Fernand Dellicour, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, square Vergote, n° 10, président.

M. Jules Cousin, ingénieur, demeurant à Elisabethville (Congo Belge) administrateur.

M. Jérôme Rodhain, docteur en médecine, demeurant à Tervueren, 21, rue de la Limite, administrateur.

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue des Pâquerettes, n° 31, administrateur.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, demeurant à Bruxelles, rue Royale, n° 42, administrateur.

M. Georges Cassart, docteur en médecine, demeurant à Bruxelles, rue des Phalènes, n° 23, administrateur.

M. Amour Maron, inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Jonnart, n° 4, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques Bettendorf, comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, n° 252, commissaire.

M. Hubert Menestret, chef de comptabilité, demeurant à Watermael, avenue Marie-Clotilde, n° 18, commissaire.

M. Georges Raskin, ingénieur, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, n° 38, commissaire.

Bruxelles, le 18 octobre 1948.

Pour copie conforme :

Le président du Conseil d'administration,

F. DELLICOUR.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles; 8, Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 36653.

POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration
du 24 septembre 1948.*

Décision n° 23/48.

Sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil d'administration, par délibération spéciale prise en exécution de l'article 35 des statuts, désigne Monsieur Egide De Keersmacker, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert), 388, avenue Slegers, comme titulaire de la signature sociale pour les actes émanant du siège administratif en Belgique.

Monsieur De Keersmaecker signera au nom de la société dans les mêmes cas et aux mêmes conditions que ceux prévus pour Monsieur Albert Defoin par délégation de pouvoirs donnée par le Conseil d'administration le 3 mars 1948 et publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 21 mars 1948, acte n° 4.317.

Aucune autre modification n'est apportée à cette dernière délégation de pouvoirs.

Bruxelles, le 15 octobre 1948.

Certifié exact.

P. DUMORTIER

Administrateur-directeur.

H. ROBILIART.

Administrateur-délégué.

Société Minière de Kindu « Somikin »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 53036.

—

Actes constitutifs publiés dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1931, 15 mai 1932, 15 novembre 1932, 15 février 1934, 15 juin 1935, 15 avril 1937, et dans les annexes au « Moniteur Belge » des 6, 7 et 8 avril 1931, n° 4072; 19 décembre 1931, n° 16343; 19 mars 1932, n° 2419, 13 juillet 1932, n° 10512, 26 novembre 1933, n° 14448; 14 avril 1935, n° 4546, 15-16 février 1937, n° 1447.

BILAN AU 31 MARS 1944.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital (mémoire) —

Apports, concessions et prospections —

Réalisable :

Portefeuille fr. 8.810.000,—

Débiteurs divers 3.559.642,30

Disponible :

Banque et chèques postaux 171.567,31

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires (mémoire) —

Fr. 12.541.209,61

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

16.000 actions de capital de 500 fr. fr. 8.000.000,—

1.000 actions de dividende sans valeur nominale —

Réserve statutaire 263.382,18

Réserve extraordinaire 600.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Versements non appelés sur titres en portefeuille	150.000,—
Créditeurs divers	3.296.148,57
Coupons à payer	129.591,60

Compte d'ordre :

Déposants statutaires (mémoire)	—
---	---

Profits et Pertes :

Solde	102.087,26
	<u>Fr. 12.541.209,61</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1944.

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	159.145,72
Revenus du Portefeuille	22.047,17
Intérêts	2.899,47
	<u>Fr. 184.092,36</u>

DEBIT.

Frais généraux et charges financières fr.	82.005,10
Solde	102.087,26
	<u>Fr. 184.092,36</u>

REPARTITION.

Il n'a pas été effectué de répartition de bénéfices.

BILAN AU 31 MARS 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital (mémoire)	—
Apports, concessions et prospections	—

Réalisable :

Portefeuille	8.810.000,—
Débiteurs divers	3.581.546,31

Disponible :

Banque et chèques postaux	90.875,93
-------------------------------------	-----------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires (mémoire)	—
	Fr. 12.482.422,24

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

16.000 actions de capital de 500 fr. fr.	8.000.000,—
--	-------------

1.000 actions de dividende sans valeur nominale	—
---	---

Réserve statutaire	263.382,18
------------------------------	------------

Réserve extraordinaire	600.000,—
----------------------------------	-----------

Dettes sans garanties réelles :

Versements non appelés sur titres en portefeuille	150.000,—
---	-----------

Créditeurs divers	3.299.148,57
-----------------------------	--------------

Coupons à payer	125.940,—
---------------------------	-----------

Compte d'ordre :

Déposants statutaires (mémoire)	—
---	---

Profits et Pertes :

Solde	43.951,49
-----------------	-----------

Fr. 12.482.422,24

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1945.

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	102.087,26
--	------------

Revenus du portefeuille	21.904,01
-----------------------------------	-----------

Intérêts	1.603,82
--------------------	----------

Fr. 125.595,09

DEBIT.

Frais généraux et charges financières	fr.	81.643,60
Solde		43.951,49
	Fr.	<u>125.595,09</u>

REPARTITION.

Il n'a pas été effectué de répartition de bénéfices.

BILAN AU 31 MARS 1946.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital (mémoire)	—
Apports, concessions et prospections	—

Réalisable :

Portefeuille	8.810.000,—
Débiteurs divers	3.603.023,66

Disponible :

Banque et chèques postaux	2.413,87
-------------------------------------	----------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires (mémoire)	—
--	---

Profits et Pertes :

Solde	20.230,25
	Fr. <u>12.435.667,78</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :		
16.000 actions de capital de 500 fr.	fr.	8.000.000,—
1.000 actions de dividende sans valeur nominale		—
Réserve statutaire		263.382,18
Réserve extraordinaire		600.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Versements non appelés sur titres en portefeuille	150.000,—
Créditeurs divers	3.300.452,—
Coupons à payer	121.833,60

Compte d'ordre :

Déposants statutaires (mémoire)	—
Fr.	12.435.667,78

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1946.

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	43.951,49
Revenus du portefeuille	21.477,35
Intérêts	432,16
Solde	20.230,25
Fr.	86.091,25

DEBIT.

Frais généraux et charges financières fr.	86.091,25
Fr.	86.091,25

BILAN AU 31 MARS 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital (mémoire)	—
Apports, concessions et prospections	—

Réalisable :

Portefeuille fr.	8.810.000,—
Débiteurs divers	3.623.348,84

Disponible :

Banque et chèques postaux 7.623,02

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires (mémoire) —

Profits et Pertes :

Solde 88.113,17

Fr. 12.529.085,03

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

16.000 actions de capital de 500 francs . . . fr. 8.000.000,—

1.000 actions de dividende sans valeur nominale . . . —

Réserve statutaire 263.382,18

Réserve extraordinaire 600.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Versements non appelés sur titres en portefeuille . . . 150.000,—

Créditeurs divers 3.401.029,65

Coupons à payer 114.673,20

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires (mémoire) —

Fr. 12.529.085,03

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1947.

CREDIT.

Revenus du portefeuille fr. 20.325,18

Solde 88.113,17

Fr. 108.438,35

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	20.230,25
Frais généraux et charges financières		88.208,10
	Fr.	<u>108.438,35</u>

BILAN AU 31 MARS 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital (mémoire)	—
Apports, concessions et prospections	—

Réalisable :

Portefeuille	8.810.000,—
Débiteurs divers	—

Disponible :

Banque et chèques postaux	435.438,92
-------------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires (mémoire)	—
--	---

Profits et Pertes :

Solde	<u>181.196,34</u>
	Fr. <u>9.426.635,26</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

16.000 actions de capital de 500 francs	fr.	8.000.000,—
1.000 actions de dividende sans valeur nominale		—
Réserve statutaire		425.182,18
Réserve extraordinaire		600.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	15.397,48
Coupons à payer	386.055,60

Compte d'ordre :

Déposants statutaires (mémoire)	—
	<u>Fr. 9.426.635,26</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1948.

CREDIT.

Intérêts	fr. 3.761,93
Solde	181.196,34
	<u>fr. 184.958,27</u>

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	fr. 88.113,17
Frais généraux et charges financières	96.845,10
	<u>fr. 184.958,27</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 15 octobre 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée prend les résolutions suivantes :

- 1°) Elle approuve les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices 1943-44, 1944-45, 1945-46, 1946-47 et 1947-48, dont l'adoption est soumise au vote par exercice.
- 2°) Elle donne par vote spécial, décharge aux administrateurs et commissaires pour chacun de ces exercices.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. William Delloye, administrateur de sociétés, 50, avenue Maurice, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 33, boulevard Général Wahis, à Schaerbeek.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, 121, avenue des Alliés, à Louvain.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 12, avenue des Arts, à Bruxelles.

M. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, 4, rue Jules Lejeune, à Ixelles.

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 154, avenue de Tervueren, à Bruxelles.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, à Etterbeek.

M. Georges Rouma, administrateur de sociétés, 16, rue Marie Depage, à Uccle.

M. Georges Ugeux, administrateur de sociétés, 19, rue Ernest Gossart, à Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire, 26, avenue Emile Duray, à Ixelles.

M. Victor Parmentier, expert-comptable, 108, avenue des Cerisiers, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Pierre Vlayen, expert-comptable, 19, avenue des Klauwaerts, à Ixelles.

Bruxelles, le 16 octobre 1948.

Certifié conforme :

Deux administrateurs :

Marcel JACQUES,
Administrateur de sociétés,
Boulevard Général Wahis, 33
Schaerbeek.

Léopold HOOGVELST
Administrateur de sociétés,
Avenue de Tervueren, 29
Etterbeek.

Société Minière du Lualaba « Miluba »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge)

Siège administratif à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie

Registre du Commerce : Bruxelles n° 67.645.

Constituée le 2 décembre 1932, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934.

Autorisée par arrêté royal du 16 décembre 1933, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934.

Statuts modifiés le 3 octobre 1933, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934, le 26 septembre 1934, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1934, le 13 mai 1938, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1938 et le 25 septembre 1946, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais d'augmentation du capital, prospections, routes, constructions, travaux d'installation :

Dépenses des exercices
précédents 40.797.561,48

Dépenses en 1947 3.004.926,90

43.802.488,38

Amortissements des exercices précédents 38.002.336,33

Amortissement 1947 3.183.745,44

41.186.081,77

2.616.406,61

Réalisable :

Débiteurs divers 21.115.402,86

Stock de produits (or et cassitérite) 18.642.730,—

39.758.132,86

Disponible :

Banques et chèques postaux 10.607.334,18

<i>Comptes débiteurs</i>	8.617.765,98
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	150.000,—
Divers	1.787.500,—
	<u>1.937.500,—</u>
	<u>Fr. 63.537.139,63</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par :	
30.000 actions de capital fr.	15.000.000,—
10.000 actions de dividende	—
	<u>15.000.000,—</u>
Réserve statutaire	1.500.000,—
Fonds de prévision	7.000.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Dividendes restant à payer	3.596.019,18
Créditeurs divers	3.368.069,84.
	<u>6.964.089,02</u>

<i>Comptes créditeurs</i>	24.741.283,—
-------------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	150.000,—
Divers	1.787.500,—
	<u>1.937.500,—</u>

Profits et Pertes :

Solde	6.394.267,61
	<u>Fr. 63.537.139,63</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	777.904,27
Droits de sortie sur produits miniers	2.113.749,21
Surtaxe douanière et droits de sortie complémentaires sur produits miniers	2.025.215,29

Impôt sur la superficie des concessions	30.016,90
Amortissement de l'immobilisé	3.183.745,44
Solde	6.394.267,61
Fr.	14.524.898,72

CREDIT.

Solde reporté	fr.	219.420,97
Résultat d'exploitation		14.245.396,80
Intérêts des comptes en banque et divers		60.080,95
Fr.		14.524.898,72

REPARTITION.

Redevance à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains	fr.	2.113.892,36
Conseil d'administration et Collège des commissaires : 10 p. c. de fr. 6.255.670,72		625.567,07
Premier dividende de 6 p. c. l'an aux actions de capital		900.000,—
Reste à répartir : fr. 2.631.325,29.		
75 p.c. aux actions de capital		1.973.493,97
25 p. c. aux actions de dividende		657.831,32
A reporter		123.482,89
Fr.		6.394.267,61

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon Wielemans, industriel, n° 360, avenue Van Volxem à Forest, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, vice-président, administrateur-délégué.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, n° 34, avenue du Val d'Or à Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-délégué.

M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, n° 28, rue Lesbroussart à Ixelles.

M. André Gilson, propriétaire, n° 38, square Vergote à Schaerbeek.

M. Frédéric Hainaut, propriétaire, n° 39, avenue de Roodebeek à Schaerbeek.

M. Lucien Labie, administrateur de sociétés, n° 179, avenue Van Volxem à Forest.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, n° 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, n° 342, boulevard Lambermont à Schaerbeek.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, n° 212, chaussée de Charleroi à Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Pierre Corbeel, chef de service de la société « Belgika », n° 9, rue Van den Boogaerde à Molenbeek-Saint-Jean.

M. Idès De Schrevel, administrateur de banque, n° 79, boulevard du Jubilé à Molenbeek-Saint-Jean.

M. Fernand Tomson, ingénieur civil des mines, n° 20, rue Camille Desy à Mont-sur-Marchienne.

M. François Vuye, propriétaire, n° 160, chaussée de la Grande Espinette à Rhode-Saint-Genèse.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 29 septembre 1948.

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947 tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration et approuvés par le Collège des commissaires;

2°) donne par vote spécial décharge à MM. les administrateurs et commissaires pour leur gestion et leur surveillance jusqu'au 31 décembre 1947;

3°) réélit M. Maurice Lefranc en qualité d'administrateur et M. François Vuye en qualité de commissaire; leur mandat expirera en 1954.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

M. LEFRANC.

Cél. CAMUS.

Compagnie Minière du Nord de l'Ituri « Cominor »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 90.590.

Constituée le 16 décembre 1936, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1937.

Autorisée par arrêté royal du 16 février 1937, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1937.

Statuts modifiés le 28 septembre 1938, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes constructions :

Dépenses antérieures	7.110.020,27	
Dépenses de l'exerc. 1947	25.883,88	
		7.135.904,15

Amortissements :

sur frais de constitution	142.488,45	
sur dépenses de prospection exercices antérieurs	4.683.778,76	
sur dépenses de routes et de construction :		
exercices antérieures	769.100,82	
		5.595.368,03
		1.540.536,12

Réalizable :

Actionnaires	4.000.000,—	
Débiteurs divers	3.292.115,45	
Stock d'or et d'argent	606.973,15	
		7.899.088,60

Disponibilités :

Banque et chèques postaux 536.623,67

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires 178.500,—

Profits et Pertes :

Solde en perte 66.617,96

Fr. 10.221.366,35

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital, représenté par 20.000 actions de capital . . fr. 10.000.000,—

Réserve statutaire 24.541,35

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers 18.325,—

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires 178.500,—

Fr. 10.221.366,35

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr. 117.594,22

Impôt sur la superficie des concessions 55.496,10

Droits de sortie sur produits miniers 63.324,35

Surtaxe douanière et droits de sortie complémentaires sur
produits miniers 2.519,48

Perte d'exploitation 607.276,69

Fr. 846.210,84

CREDIT.

Paiements de la Colonie à valoir sur le prix définitif de l'or et en ajustement des droits de douane fr.	724.511,03
Remboursement de la Colonie sur impôt sur la superficie des concessions de recherche	50.000,—
Intérêts des comptes en banque	5.081,85
Solde en perte	66.617,96
	Fr. 846.210,84

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel à Etterbeek, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, vice-président, administrateur-délégué.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Arthur de San, secrétaire général honoraire du Congo Belge, 71, avenue Brugmann à Uccle.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote à Schaerbeek.

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. Lucien Labie, administrateur de sociétés, 179, avenue Van Volxem à Forest.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 25, rue Père Eudore Devroye à Etterbeek.

M. Georges Passau, ingénieur des mines, 67, rue de Spa à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Ixelles.

M. Pierre Ortmans, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth à Anvers.

M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine à Ixelles.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 SEPTEMBRE 1948.

L'assemblée a, à l'unanimité :

réélu en qualité d'administrateurs MM. Léon Helbig de Balzac, Arthur de San et Jacques Grazia; leur mandat expire en 1954;

nommé en qualité d'administrateur M. Jacques d'Hoop, docteur en droit, pour achever le mandat de M. le baron Charles de Rennette de Villers Perwin, administrateur décédé; ce mandat expire en 1953;

réélu en qualité de commissaire M. Joseph Mathy; son mandat expire en 1951.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

G. PASSAU.

M. LEFRANC.

Cultures et Entreprises au Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kalehe.

Siège administratif : 4, rue Montoyer à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 27015.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations et bâtiments .	2.622.480,80	
Amortiss. de l'exercice .	127.480,80	
		2.495.000,—
Matériel, outil. et mobil.	12.435,75	
Amortiss. de l'exercice .	3.435,75	
		9.000,—
		2.504.000,—

II. — Disponible et réalisable :

Banquiers et divers	371.882,18	
Portefeuille	62.615,—	
Débiteurs	344.754,37	
Magasin	1.122.150,—	
		1.901.401,55

III. — Compte d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires . .	100.000,—	
		Fr. 4.505.401,55

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital	fr.	3.000.000,—	
Réserve légale		12.359,35	
			<u>3.012.359,35</u>

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers		1.169.609,80	
-----------------------------	--	--------------	--

III. — *Compte de Profits et Pertes :*

Solde bénéficiaire		223.432,40	
------------------------------	--	------------	--

IV. — *Compte d'ordre :*

Administrateurs et commissaires, cautionnements		100.000,—	
	Fr.	4.505.401,55	<u><u></u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements	fr.	130.916,55	
Frais généraux et divers		330.269,35	
Solde créditeur		223.432,40	
	Fr.	684.618,30	<u><u></u></u>

CREDIT.

Report exercice précédent	fr.	46.603,58	
Bénéfice brut d'exploitation		629.937,42	
Divers		8.077,30	
	Fr.	684.618,30	<u><u></u></u>

REPARTITION.

1°) 5 % à la réserve légale	fr.	11.171,60	
2°) Dividende de fr. 15,— brut par action		180.000,—	
3°) 15 % du surplus aux administrateurs et commissaires		4.839,10	
4°) Report à nouveau		27.421,70	
	Fr.	223.432,40	<u><u></u></u>

L'assemblée générale ordinaire du 12 octobre 1948 a, à l'unanimité, approuvé les bilan et compte de profits et pertes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arsène de Launoit, industriel.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés.

M. Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés.

M. Maurice Naveau, industriel.

COMMISSAIRE.

M. Henri Decharneux, administrateur de sociétés.

Le président du Conseil,

A. de LAUNOIT.

Fonds Social du Kivu

Etablissement d'utilité publique sous le régime du décret du 19 juillet 1926

Statuts approuvés par arrêté royal du 17 février 1931, modifiés par arrêtés royaux du 30 novembre 1935 et 13 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Réalisable :

Portefeuille (au prix d'achat) . . . fr.	5.365.397,80	
Intérêts courus sur dito	113.165,10	
Intérêts à recevoir	3.577,50	
Débiteurs	401.180,50	
Compte débiteur	67.304,80	
		5.950.625,70

Disponible :

Banque et Caisse en Europe	1.227.899,44	
Fonds en cours de route	625.000,—	
Banque en Afrique	258.565,68	
		2.111.465,12
	Fr.	8.062.090,82

PASSIF.

Dotation	fr.	5.000.000,—
Provision pour frais de voyage et congé		212.447,—
Fonds de renouvellement outillage médical		150.000,—
Créditeurs		501.125,95
Comptes créditeurs		1.525.517,95
Subsides réservés		226.667,—
Compte de résultats :		
Solde créditeur antérieur	393.622,58	
Solde créditeur de l'exercice	52.710,34	
		<u>446.332,92</u>
	Fr.	<u>8.062.090,82</u>

COMPTE DE RESULTATS AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais de gestion	fr.	52.181,70
Frais Equipe Sud	565.992,82	
Frais Equipe Nord	579.891,13	
		<u>1.145.883,95.</u>
Dépenses relatives à l'exercice 1946		63.829,82
Subsides à la Mutualité des Colons du Kivu		200.000,—
Subsides à divers		30.500,—
Affectation pour :		
construction hôpital	1.000.000,—	
habitation infirmière	235.000,—	
appareils de stérilisation	100.000,—	
		<u>1.335.000,—</u>
Solde créditeur :		
solde créditeur antérieur	393.622,58	
solde créditeur de l'exercice	52.710,34	
		<u>446.332,92</u>
	Fr.	<u>3.273.728,39</u>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr.	393.622,58
Revenus du portefeuille		250.771,01
Intérêts sur dépôts		9.895,50
Participation dans le bénéfice de la division des billets de la Loterie Coloniale — reliquat sur participation 1946 et participation 1947		2.401.796,30
Intervention de la Colonie en compensation de la perte d'intérêts résultant d'un versement de 5 millions de francs au Trésor Colonial en avril 1934		200.000,—
Recettes diverses		17.643,—
	Fr.	<u>3.273.728,39</u>

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 28 juillet 1948.

Certifié conforme.

FONDS SOCIAL DU KIVU.

Le Secrétaire-Trésorier,

Le président,

(s.) R. J. JACQUES.

(s.) L. HELBIG de BALZAC.

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « Imafor »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 71, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 70.714.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1934, folio 247 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 avril 1934.

Modifications aux statuts publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 janvier 1939, n° 347.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et concessions	fr.	8.935.714,13
Constructions		<u>21.083.862,36</u>
		30.019.576,49

Réalisable :

Portefeuille - titres	5,300,—	
Bétail	583.184,—	
Débiteurs	32.777.853,76	
	<u> </u>	33.366.337,76

Disponible :

Banques et Chèques Postaux	340.880,43
--------------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	309.000,—
--------------------------------------	-----------

Fr. 64.035.794,68

PASSIF.

Capital fr.	31.000.000,—
Réserve légale	829.627,40
Réserve extraordinaire	5.500.000,—

Amortissements :

sur terrains	1.400.000,—	
sur constructions	12.886.223,—	
	<u> </u>	14.286.223,—

Dividendes et tantièmes 1945/1946	4.166.176,70
Créditeurs divers	337.506,31
Provision fiscale	2.790.851,—
Provision pour débiteurs douteux	88.883,—

Profits et Pertes :

Report de 1946	1.870.717,60	
Résultat de 1947	2.856.809,67	
	<u> </u>	4.727.527,27

Compte d'ordre :

Déposants cautionnements	309.000,—
------------------------------------	-----------

Fr. 64.035.794,68

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements :

sur constructions 8 %	1.686.709,—	
sur routes	49.085,06	
		<u>1.735.794,06</u>
Frais généraux		284.414,15
Impôts d'Afrique		156.430,75
Pertes diverses		318.036,—
Provisions pour débiteurs douteux		88.883,—
Provision fiscale		603.335,—
Solde en bénéfice		<u>4.727.527,27</u>
	Fr.	<u><u>7.914.420,23</u></u>

CREDIT.

Report de 1946	fr.	1.870.717,60
Intérêts		1.270.952,63
Loyers		<u>4.772.750,—</u>
	Fr.	<u><u>7.914.420,23</u></u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale	142.840,50
Dividende statutaire	1.925.000,—
Tantièmes statutaires	118.345,—
Réserve extraordinaire	1.000.000,—
Report à nouveau	<u>1.541.341,77</u>
	Fr. <u><u>4.727.527,27</u></u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, Uccle.

M. Louis Eloy, administrateur de sociétés, 73, rue du Collège Saint-Michel, Bruxelles.

M. Valère Lecluse, industriel, Villa Marguerite, Tiegem-lez-Ansegem.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Bruxelles.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeûs, Bruxeiles.

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel Bel Air, Citadelle-Namur.

M. Frans Terlinck, administrateur de sociétés, 40, rue Bâtonnier Braf-fort, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Eugène Voet, directeur honoraire de sociétés, 59, rue du Méridien, Bruxelles.

M. Jean-Edouard Thomas, expert-Comptable, 34, rue Charles Martel, Bruxelles.

RESOLUTIONS.

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 6 octobre 1948, a :

Approuvé le Bilan et le Compte de profits et pertes de l'exercice 1947, ainsi que la répartition du bénéfice.

Donné par un vote spécial, décharge de leur gestion à Messieurs les administrateurs et commissaires.

Réélu pour un terme de 6 ans M. Joseph Plas, en qualité d'administrateur.

Bruxelles, le 6 octobre 1948.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Henri MOXHON.

Joseph RHODIUS.

Société de Transports et de Commerce au Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-huit juillet.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La « Compagnie Cotonnière Congolaise » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue du Trône, n° 27.

Ici représentée par Monsieur Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, n° 107, suivant procuration du treize de ce mois.

2. « Intertropical Comfina » société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, n° 66.

Ici représentée par Monsieur Marcel Lerot, administrateur de société, demeurant à Uccle, avenue Molière, n° 274, suivant procuration du dix-neuf de ce mois.

3. La « Société Cotonnière du Bomokandi » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tély (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue du Trône, n° 27.

Ici représentée par Monsieur Van Geem, ci-après nommé, suivant procuration du treize de ce mois.

4. « Bangala Cultuur Maatschappij » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Lisala (Congo Belge) avec siège administratif à Anvers, rue du Mai, n° 29.

Ici représentée par Monsieur Van Geem, ci-après nommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

5. Monsieur Emile Van Geem, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Coghen, n° 123.

6. Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Jules Lejeune, n° 26.

Ici représenté par Monsieur Anatole De Bauw, prénommé, suivant procuration du quinze de ce mois.

7. Monsieur Maurice Herssens, directeur de société, demeurant à Gemena (Congo Belge).

Ici représenté par Monsieur Emile Van Geem, prénommé, suivant procuration du treize de ce mois.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION. — OBJET. — SIEGE. — DUREE.

Article Premier.

Il est formé par les présentes une société par actions à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur au Congo Belge ainsi que par les présents statuts.

Article 2.

La Société prend la dénomination de « Société de Transports et de Commerce au Congo Belge ».

Article 3.

La Société a pour objet :

- 1) L'étude, la construction et l'exploitation de tous moyens de transport en commun de personnes et de marchandises;
- 2) l'exploitation de tous chantiers et garages de montage, de réparations ou d'entretien; l'achat et la vente de véhicules ou d'autres accessoires à l'industrie des transports;
- 3) toutes entreprises de travaux publics et privés et notamment la construction, l'entretien et la réfection de routes et de ponts;
- 4) toutes activités commerciales susceptibles de contribuer au développement économique des régions où elle poursuit la réalisation de son but social.

Elle peut s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toute société ou entreprise se rattachant à son activité ou pouvant développer, protéger ou favoriser son objet social.

Elle peut effectuer toutes opérations mobilières ou immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec cet objet.

Article 4.

Le siège social est à Gemena (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, ce mot comprenant les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le siège social pourra par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en toute autre localité du Congo Belge, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

Le siège administratif pourra, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en tout autre endroit, en Belgique, au Congo Belge ou à l'Etranger.

La Société pourra par simple décision du Conseil d'administration, créer au Congo Belge et en tous autres pays, des sièges d'opérations, succursales, magasins, bureaux, agences ou comptoirs.

Article 5.

La durée de la Société est fixée à trente années prenant cours à dater du vingt-huit juillet mil neuf cent quarante-huit.

La Société peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'approbation royale.

Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL. — APPORTS. — ACTIONS. — OBLIGATIONS.

Article 6.

Le capital social est fixé à vingt-cinq millions de francs congolais et est représenté par vingt-cinq mille parts sociales sans désignation de valeur nominale, donnant droit chacune à un/vingt-cinq millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Il peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale réunie à cet effet et statuant comme en matière de modifications aux statuts, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

Article 7.

Les vingt-cinq mille parts sociales sont souscrites en espèces au prix de mille francs congolais chacune comme suit :

1. La « Compagnie Cotonnière Congolaise », vingt-quatre mille deux cent quarante	24.240
2. La Société Anonyme Intertropical Comfina, cinq cents	500
3. La Société Cotonnière du Bomokandi, cent	100
4. La « Bangala Cultuur Maatschappij » cent	100
5. Monsieur Emile Van Geem, vingt	20
6. Monsieur Pierre Gillieaux, vingt	20
7. Monsieur Maurice Herssens, vingt	20
Ensemble : vingt-cinq mille parts sociales	<u>25.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune des vingt-cinq mille parts sociales, il a été fait pour compte et au profit de la présente société un versement de deux cents francs congolais, soit au total cinq millions de francs congolais, qui se trouvent dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

Article 8.

Les versements à effectuer sur les parts sociales non libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le Conseil d'administration détermine.

Les appels de fonds décidés par le Conseil d'administration sont notifiés aux actionnaires par lettre recommandée à la poste trente jours au moins avant la date fixée pour le versement.

Tout versement en retard produira de plein droit, à partir de son exigibilité, un intérêt calculé à raison de six pour cent l'an sans préjudice à tous autres droits ou à toutes autres mesures.

Si le versement n'est pas effectué dans le mois de son exigibilité, le Conseil d'administration a le droit de faire vendre les titres de l'actionnaire en retard de versement par le ministère d'un agent de change à la Bourse de Bruxelles, sans aucune formalité de justice et sans préjudice à l'exercice même simultané des moyens ordinaires de droit contre l'actionnaire.

Cette vente se fait pour compte et aux risques et périls de l'actionnaire et la somme en provenant déduction faite des frais, appartient à la société, à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire. Celui-ci reste redevable de la différence, comme il profite de l'excédent.

Les droits afférents aux parts sociales sur lesquelles les versements n'ont pas été effectués sont suspendus à partir de l'exigibilité de ces versements tant que le montant appelé n'aura pas été versé.

Les actionnaires ne peuvent libérer anticipativement leurs titres que moyennant l'accord et aux conditions fixées par le Conseil d'administration.

Article 9.

Les parts sociales sont nominatives. Elles peuvent toutefois, à condition d'être entièrement libérées, être transformées en titres au porteur, à la demande de leur titulaire, exception faite pour les titres affectés à la garantie des mandats d'administrateur et de commissaire.

Le Conseil décide si cette transformation se fait aux frais de la société ou des actionnaires.

Article 10.

Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des parts sociales nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance; ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses parts, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des parts en titres au porteur.

Les titres au porteur sont extraits d'un registre à souches: ils sont numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs, la signature d'un administrateur pouvant être imprimée ou apposée au moyen d'une griffe.

Article 11.

La cession des titres au porteur s'opère par la simple tradition du titre.

Celle des parts sociales nominatives, non entièrement libérées ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une décision spéciale pour chaque cession du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui. Le Conseil n'a pas à justifier son refus éventuel.

La propriété de la part sociale nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit à l'article dix; des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant ou le cessionnaire ou par leurs fondateurs de pouvoir, ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du Code civil congolais. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Les cessions de titres ne sont valables qu'après autorisation de la fondation de la société par arrêté royal.

Les parts sociales représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts sociales, titres ou parts bénéficiaires, sont en outre soumis aux dispositions des articles quarante-sept à cinquante des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

Article 12.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

S'il y a plusieurs propriétaires pour une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part.

Article 13.

Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs parts. Les droits et obligations attachés à la part suivant le titre, en quelque main qu'il passe.

La possession d'une part sociale emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 14.

En cas d'augmentation du capital contre espèces un droit de préférence à la souscription des nouvelles parts sociales sera accordé aux porteurs de parts anciennes, proportionnellement à leur intérêt social.

Le Conseil d'administration fixe les conditions et le taux auxquels les parts sociales nouvelles seront offertes par préférence aux actionnaires, ainsi que le délai endéans lequel ces derniers auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

Il décide si le non usage total ou partiel de ce droit de préférence par certains propriétaires de titres a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider, à la majorité des deux tiers des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que tout ou partie des nouvelles parts sociales à souscrire contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

Sans préjudice à ce qui est dit ci-dessus, le Conseil d'administration a, dans tous les cas, la faculté de passer avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à assurer la souscription des parts sociales à émettre.

Article 15.

La Société peut contracter tous emprunts et notamment par émission d'obligations ou de bons, avec ou sans garantie et nantissement sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur les immeubles sociaux.

Les emprunts hypothécaires, de même que les emprunts sous forme d'obligations ou de bons négociables, gagés ou non, ne peuvent être décidés que par l'assemblée générale.

Celle-ci peut fixer elle-même ou déléguer au Conseil d'administration, le soin de fixer les conditions auxquelles il sera procédé à l'émission de ces titres.

Les conditions d'indivisibilité et de transmission des obligations sont les mêmes que celles stipulées ci-dessus pour les parts sociales.

TITRE III.

ADMINISTRATION. — SURVEILLANCE.

Article 16.

La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés par l'assemblée générale, qui fixe le nombre et la durée de leur mandat. Il sont rééligibles et en tout temps révocables.

Les mandats des premiers administrateurs cesseront immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-quatre.

A cette assemblée, le Conseil tout entier sera soumis à réélection; ensuite, un administrateur au moins sortira tous les ans, suivant un ordre de sortie arrêté en Conseil d'administration par voie du sort.

Le roulement sera établi de telle manière que par une ou plusieurs sorties par an, le mandat de chaque administrateur ne puisse dépasser six années.

Les mandats des administrateurs sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Tout administrateur, élu en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme de celui qu'il remplace.

Article 17.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'absence du président, le Conseil sera présidé par le plus âgé des membres présents.

Article 18.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Les réunions se tiennent au siège administratif ou en tout autre endroit que le Conseil détermine.

Article 19.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Toutefois lorsque à une séance, le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il peut dans une seconde réunion tenue au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, conférer à un de ses collègues le droit de le représenter et de voter pour lui à une séance déterminée du Conseil d'administration.

Aucun administrateur ne peut exercer plus d'un de ces mandats.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité des voix, celle du président de la réunion est prépondérante.

Article 20.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre tenu au siège administratif ou en tout autre endroit choisi par le Conseil d'administration.

Les procès-verbaux sont signés par la majorité au moins des membres ayant pris part aux délibérations. Les procurations des membres représentés doivent être annexées au procès-verbal.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à délivrer en toutes circonstances sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article 21.

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales et pour la réalisation de toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé par la loi ou les statuts à l'assemblée générale est de sa compétence.

Le Conseil d'administration a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui entrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participation ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut entre autres et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et passer tous contrats, marchés et entreprises, acheter, vendre, échanger, acquérir et aliéner, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, aux prix, charges, clauses et conditions qu'il juge convenir, effectuer et recevoir tous paiements, en exiger ou donner quittance, ouvrir tous comptes en banques et aux chèques postaux, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous autres privilèges, hypothèques, nantissements ou autres droits réels sur les biens sociaux, stipuler toute voie parée, accepter toutes garanties et y renoncer, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que de toutes transcriptions de commandements, saisies, oppositions et autres empêchements avec ou sans constatation de paiement; renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire, dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office, accorder toutes priorités d'hypothèque et de privilège; céder tous rangs d'inscription, nommer et révoquer tous directeurs, agents ou employés, fixer leurs attributions, leur traitement et, s'il y a lieu, leur cautionnement; en cas de contestations ou de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter, consentir tous acquiescements ou désistements; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux et généralement faire et passer tous actes, tant d'administration que de disposition rentrant dans la réalisation de l'objet de la Société.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences du président du Conseil d'administration ou de deux administrateurs.

Article 22.

Le Conseil d'administration peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou à des tierces personnes, associées ou non.

Il peut également déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs et confier l'ensemble de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors de son sein, associés ou non.

Il fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations à raison de ces attributions spéciales. Il les convoquera et pourvoira à leur remplacement s'il y a lieu.

Article 23.

Tous actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations, sont valablement signés soit en vertu d'une délégation spéciale donnée par le Conseil, soit par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil.

Article 24.

Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer.

Les mandats des premiers commissaires nommés à la constitution de la société expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre. A cette assemblée, le Collège des commissaires sera soumis à réélection.

Ensuite, l'ordre de sortie sera réglé par le sort, de telle manière que le mandat d'aucun commissaire ne dure plus de six ans.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si le nombre des commissaires vient à être réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit immédiatement convoquer l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement du ou des commissaires manquants.

Article 25.

Les commissaires ont, conjointement ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société; ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Ils peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

Article 26.

Chaque administrateur doit affecter par privilège vingt parts sociales et chaque commissaire dix parts sociales en garantie de l'exécution de son mandat. Ce cautionnement peut être constitué par un tiers.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des parts sociales sur le registre des actionnaires.

L'administrateur ou le commissaire qui serait en défaut d'avoir fourni le cautionnement ci-dessus prévu dans le mois de la notification de sa nomination sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les parts sociales affectées à ce cautionnement sont inaliénables et insaisissables pendant toute la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées à leur propriétaire après que l'assemblée générale a approuvé le bilan de l'exercice pendant lequel les fonctions ont pris fin et que décharge de son mandat aura été donnée à celui dont elles garantissent la mission.

Article 27.

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs ainsi qu'aux commissaires, des émoluments fixes, imputables aux frais généraux.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 28.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents, incapables ou dissidents.

Article 29.

Les assemblées générales se réunissent au siège administratif, ou dans tout autre endroit de la localité de ce siège.

Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le deuxième jeudi du mois de juin, à quinze heures, ou si c'est un jour férié, le lendemain à la même heure, pour entendre les rapports des administrateurs et des commissaires, discuter et, s'il y a lieu, approuver les bilans, nommer les administrateurs et les commissaires et, en général, délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour.

Elle peut se prononcer, après adoption du bilan par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

La première assemblée générale annuelle se tiendra le deuxième jeudi du mois de juin de mil neuf cent cinquante.

Le Conseil d'administration et les commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires; ils doivent les convoquer sur demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Ces actionnaires devront déposer au siège administratif une demande écrite énonçant l'objet précis de la proposition, les noms, prénoms et domicile précis des signataires, le nombre et le numéro de leurs titres.

Ils devront, en outre, déposer leurs titres au porteur au siège administratif ou à tout autre endroit à désigner par le Conseil d'administration où ceux-ci demeureront déposés jusqu'à la réunion de l'assemblée générale qui aura statué définitivement sur la proposition émise.

Faute d'observer ces dispositions il ne sera pas donné suite à leur demande.

Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, toute assemblée générale à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise.

Article 30.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées, quinze jours francs avant l'assemblée, dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », dans le « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles.

Des lettres missives sont adressées, huit jours francs avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires quinze jours au plus et huit jours au moins avant l'assemblée.

Les assemblées ne peuvent délibérer sur les objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

Article 31.

Chaque part sociale donne droit à une voix. Toutefois, nul actionnaire ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des parts sociales ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux parts sociales représentées.

Article 32.

Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires de parts au porteur doivent, cinq jours avant la réunion, déposer leurs titres aux caisses que le Conseil d'administration aura désignées.

Ils sont admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant que le dépôt en a été fait.

Les propriétaires de parts nominatives doivent, cinq jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote.

Les formalités ci-dessus prévues ne sont pas requises en ce qui concerne les parts formant le cautionnement des administrateurs et des commissaires, ces parts étant toujours considérées comme déposées en vue des assemblées générales.

Article 33.

Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est pas lui-même actionnaire et s'il n'a pas rempli les conditions requises pour être lui-même admis à l'assemblée.

Les pouvoirs, dont la forme peut être déterminée par le Conseil d'administration, doivent être déposés cinq jours au moins avant la réunion.

Les femmes mariées, les mineurs, les interdits, les personnes morales, telles les sociétés commerciales peuvent être représentées par leur mari, tuteur, curateur ou mandataire même non actionnaire.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent, pour assister à l'assemblée, se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'administration peut exiger que tout actionnaire ou mandataire signe, avant d'entrer à l'assemblée la liste de présence dressée par ses soins.

Article 34.

L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre de parts représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Cependant lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sur l'augmentation ou la réduction du capital social, sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que sur toutes autres modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation, avec le même ordre du jour est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article 35.

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration à désigner par ses collègues.

Le Président désigne le secrétaire, qui peut ne pas être actionnaire, ainsi que deux scrutateurs choisis parmi les actionnaires présents ou leurs mandataires.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, sauf pour les nominations et les révocations, actes pour lesquels ils se font au scrutin secret si l'un des actionnaires présents ou représentés le demande.

En cas de nomination, si la majorité n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, est élu le candidat qui a obtenu la majorité relative la plus élevée. En cas de parité de suffrage, le plus âgé est élu.

Article 36.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE V.

INVENTAIRE. — BILAN. — BENEFICES. — REPARTITION.

Article 37.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps restant à courir depuis la constitution de la société, jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article 38.

Le trente et un décembre de chaque année, les comptes de la société sont arrêtés et le Conseil d'administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe indiquant, en résumé, tous ses engagements.

Il forme, en outre, le bilan ainsi que le compte de profits et pertes, dans lesquels doivent être faits les amortissements nécessaires.

Il remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 39.

Quinze jours avant l'assemblée, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1°) du bilan et du compte de profits et pertes;

2°) de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;

3°) de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts, avec l'indication du nombre de leurs parts et celle de leur domicile;

4°) des rapports des commissaires.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

Article 40.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article 41.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé, sous réserve de ce qui est prévu au dernier alinéa du présent article :

1°) Cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2°) la somme nécessaire pour distribuer aux parts sociales un premier dividende de six pour cent sur le montant dont elles sont libérées par versement appelé ou par apport, *pro rata temporis*.

Du surplus éventuel, dix pour cent sont alloués aux administrateurs et commissaires, qui en feront la répartition entre eux, comme ils le jugeront convenable.

Le solde est réparti entre toutes les parts sociales au *pro rata* du montant dont elles sont libérées par versement appelé ou par apport.

Le Conseil d'administration peut toutefois proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve, de prévision ou d'amortissement. Cette proposition ne peut être amendée ou rejetée que par le vote de l'assemblée générale réunissant les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article 42.

Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le Conseil d'administration.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société sont publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

TITRE VI.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

Article 43.

La société peut, en tout temps, être dissoute par décision de l'assemblée générale, comme il est dit à l'article cinq des présents statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

Article 44.

A l'expiration du terme de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs et pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les pouvoirs de l'assemblée générale continueront pendant toute la durée de la liquidation.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires.

La société est réputée exister pour sa liquidation.

Article 45.

Après le paiement des dettes et charges de la société le solde de l'avoir social est réparti entre toutes les parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas à ce moment libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à une répartition, devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 46.

Pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur non domicilié en Belgique est tenu d'y élire domicile, faute de quoi il sera censé avoir fait élection au siège administratif ou toutes notifications, significations et assignations pourront être valablement faites.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 47.

Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article 48.

Par dérogation à l'article seize, le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à cinq. Sont nommés administrateurs :

Monsieur Emile Van Geem, administrateur de sociétés, demeurant à Uccie, avenue Coghen, n° 123.

Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Jules Lejeune, n° 26.

Monsieur Marcel Lerot, administrateur de société, demeurant à Uccle, avenue Mo.ière, n° 274.

Monsieur Fernand Stradiot, officier pensionné, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, rue des Alliés, n° 221.

et Monsieur Maurice Herssens, directeur de société, demeurant à Geme-na (Congo Belge).

Par dérogation à l'article vingt-quatre, il sera nommé un commissaire.

Est appelé à cette fonction :

Monsieur Paul Marchal, propriétaire, demeurant à Ixelles, avenue des Phalènes, n° 35.

Article 49.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article 50.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à trois cent quarante mille francs environ.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. De Bauw, M. Lerot, E. Van Geem, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le deux août 1948.

Volume 1348, folio 24, case 3, neuf rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Joseph Dellois,

Président de la Chambre des vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 20 août 1948.

(signé) J. Dellois.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Dellois, J. apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 21 août 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général : (signé) M. Van Hecke.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 17 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 17 September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Cotonnière Coloniale « Colocoton »
Société congolaise à responsabilité limitée
Siège social : Katanda (Congo Belge).
Siège administratif : 18, rue Joseph II, Bruxelles.
Registre du Commerce de Bruxelles n° 24381.

Autorisée par arrêté royal du 1^{er} juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1925.

Statuts modifiés par acte passé devant Maître Vuylsteke le 4 avril 1928, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928, et aux annexes du « Moniteur Belge » des 11-12 juin 1928, acte n° 8822 ainsi que par acte passé devant Maître Coen, le 16 décembre 1931, publié au « Moniteur Belge » du 10 janvier 1932, acte n° 179 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1932. Modifications autorisées par arrêté royal du 4 mai 1928 et par arrêté royal du 27 janvier 1932. Modifiés par acte passé devant Maître Muller Vanisterbeek, le 30 mars 1940. Modifications autorisées par arrêté royal du 8 mai 1940 (Annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1940) et publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 21 novembre 1940, n° 11605.

BILAN ARRETE AU 31 MARS 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	fr.	2.559.607,96	
Zones et concessions		77.004,—	
Plantations		2,—	
Matériel		11.701.243,66	
Outillage.		462.176,82	
Mobilier		139.389,98	
			14.939.424,42

Réalisable :

Caisse	834.682,78
Banques	51.134.239,58
Marchandises	200.175,70
Approvisionnements	5.539.275,98
Portefeuille	30.000,—
Effets à recevoir	5.564.332,25

Elevage	22,—	
Produits	44.744.832,48	
Acompte au fisc	1.496.274,—	
Débiteurs	12.581.865,60	
	<u>122.125.700,37</u>	
		Fr. 137.065.124,79
		<u><u>137.065.124,79</u></u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital fr.	9.500.000,—	
Réserve statutaire	950.000,—	
Fonds de prévoyance	337.082,80	
Fonds de prévision	1.200.000,—	
Self assurance	368.288,29	
Réserve pour investissement	14.350.000,—	
	<u>26.705.371,09</u>	

Envers les tiers :

Frais restant à payer	10.925.065,83	
Avances reçues sur produits en cours de réalisation	18.010.000,—	
Créditeurs	40.825.428,06	
Déposants	14.101.388,25	
Fonds de renouvellement	2.280.159,51	
Welfare	2.975.000,—	
Prévision fiscale	3.414.354,71	
	<u>92.531.396,36</u>	

Résultats :

Report de l'exercice antérieur	3.071,66	
Bénéfice de l'exercice	17.825.285,68	
	<u>17.828.357,34</u>	
		Fr. 137.065.124,79
		<u><u>137.065.124,79</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1948.

DEBIT.

Amortissements	fr.	606.211,52
Solde bénéficiaire :		
Report antérieur	3.071,66	
de l'exercice	17.825.285,68	
		<u>17.828.357,34</u>
	Fr.	<u><u>18.434.568,86</u></u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	3.071,66
Bénéfice sur opérations cotonnières, industr., comm. et diverses		18.431.497,20
		<u>18.434.568,86</u>
	Fr.	<u><u>18.434.568,86</u></u>

REPARTITION.

1 ^{er} dividende aux parts sociales : 15,— fr. net soit brut .	400.753,—
1 ^{er} dividende aux parts de fondat. : 12,— fr. net soit brut	25.301,22
Tantièmes statutaires	2.609.884,72
2 ^e dividende aux parts sociales : 125,— fr. net soit brut .	3.339.608,41
2 ^e dividende aux parts de fondat. : 125,— fr. net soit brut	263.554,21
Prévision fiscale	4.625.000,—
Réserve pour investissements	6.500.000,—
A reporter	64.255,78
	<u>Fr. 17.828.357,34</u>

L'assemblée du 6 octobre 1948 a approuvé, à l'unanimité, les comptes arrêtés au 31 mars 1948 ainsi que la répartition du bénéfice proposée.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arthur-Edouard de San, docteur en droit, 71, avenue Brugmann, Bruxelles, président.

M. Léon Ernenst, 24, avenue du Hoef, Uccle, administrateur-délégué.

M. René Claes, à Katanda (Congo Belge), administrateur-directeur.

M. Théophile Allard, administrateur de sociétés, rue Blanche, 37 à Bruxelles.

M. Maurice-Fernand Dellicour, professeur à l'Université Coloniale, 10, square Vergote, Bruxelles.

M. Firmin Delvoeye, industriel, avenue Hamoir, 56b, Uccle.

M. Jules Dreze, directeur de banque, avenue de Spa, 23, Verviers.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, avenue du Hoef, 24, Uccle.

M. Georges Geerts, ingénieur, 63, avenue Edm. Mesens, Bruxelles.

M. Eugène Kellens, ingénieur, avenue de Haveskercke, 27, Forest.

M. Nicolas Masson, négociant en laines, Henri-Pré, Renoupré-Verviers.

M. Robert Tytgat, ingénieur A. I. G., 125, avenue Winston Churchill, Bruxelles.

M. Paul-Emile Willocx, industriel, 11, rue P.-E. Janson, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Herman Mettens, expert-comptable, avenue Ten Dorp, 43, Vieux-Dieu (Anvers).

M. Georges Mignot, directeur de filature, 7, rue des Déportés, Verviers.

Certifié conforme.

L'administrateur-délégué,

(signé) Léon ERNENST.

Enregistré à Bruxelles, A. A. et A. S. S. F., le 15 octobre 1948.

Voiume 897, folio 20, case 3, du (Rôle s.)

Payé quarante francs.

Le Receveur.

Comité National du Kivu

Association jouissant de la personnification civile

Siège principal : 16, rue d'Egmont, Bruxelles.

REELECTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 7 octobre 1948.*

L'assemblée réélit, à l'unanimité, respectivement pour quatre et trois années, Monsieur Maurice Lefranc, membre du Conseil de Gérance et Monsieur Max Gottschalk, commissaire sortants.

Bruxelles, le 12 octobre 1948.

Pour extrait conforme.

Le président,

L. HELBIG de BALZAC.

Plantations du Tanganyika « Platanga »

En liquidation

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kitega (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2585.

Constituée par acte passé devant Maître Ectors, notaire à Bruxelles, le 28 mars 1927 et autorisée par arrêté royal du 30 avril 1927 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1927, annexe page 371).

Statuts modifiés par acte passé devant le même notaire, le 19 mai 1930, arrêté royal du 31 juillet 1930 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1930, annexe page 753).

Dissolution anticipée et mise en liquidation suivant acte passé devant Maître RICHIR, notaire à Bruxelles, le 11 juin 1947 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1947).

CLOTURE DE LIQUIDATION.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 octobre 1948*

Conformément aux prescriptions de l'article 163 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et comme suite aux résolutions prises par une première assemblée réunie le même jour; l'assemblée après avoir en-

tendu lecture du rapport du commissaire-vérificateur, donne décharge à MM. Paul Orban et Louis Uytendhoef de leur gestion de liquidateurs de la société.

L'assemblée constate que :

1° — La perte de fr. 2.800.000,— correspond au montant libéré soit à fr. 200,— par action de capital ;

2° — Il n'y a lieu à aucun remboursement supplémentaire à celui qui a été effectué par les liquidateurs pour rétablir l'équilibre des libérations, c'est-à-dire pour mettre sur un pied d'égalité toutes les actions qui ne se trouvaient pas libérées dans une égale proportion ;

3° — La liquidation est définitivement close et la société a cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans au siège administratif de la société « Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi » dont le siège administratif est établi 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Bruxelles, le 14 octobre 1948.

Les liquidateurs,

Louis UYTENDHOEF.

Paul ORBAN.

« Syluma » Société Minière de la Luama
Société congolaise par actions à responsabilité limitée
ayant son siège social à Albertville (Congo Belge)
et son siège administratif à Bruxelles.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-huit.

Le vingt-neuf juin à onze heures quinze minutes.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Au siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Syluma » (Société Minière de la Luama) ayant son siège social à Albertville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné le dix-sept mars mil neuf cent trente et un, approuvé par arrêté royal du cinq juin mil neuf cent trente et un, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-quatre juin suivant, sous le numéro 10.143 et à l'annexe du « Bulletin

Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent trente et un, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le dit notaire Richir, le vingt-neuf décembre mil neuf cent trente-huit, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-huit janvier mil neuf cent trente-neuf, sous le numéro 879 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent trente-neuf, et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, le vingt-sept juin mil neuf cent trente-neuf, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-quatre décembre suivant, sous le numéro 15.582.

La séance est ouverte à onze heures quinze minutes sous la présidence de Monsieur Georges Moulaert ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Pierre Van Hoegaerden, demeurant à Ixelles, 15, place Charles Graux.

Il choisit et propose à l'assemblée pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Charles Kuck et André-Eric Gérard, ci-après qualifiés.

Ce choix est accepté et ratifié par l'assemblée.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants déclarant posséder le nombre d'actions ci-après indiqué.

1) « Symaf » Syndicat Minier Africain, société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Albertville et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, possédant douze mille huit cent septante-cinq actions de cinq cents francs

12.875

Ici représentée par Monsieur Georges Moulaert, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du seize juin mil neuf cent quarante-huit qui demeurera ci-annexée.

2) Le Comité Spécial du Katanga à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, possédant deux mille actions de cinq cents francs et dix mille actions nominatives série B . . .

10.000 2.000

Ici représenté par Monsieur Charles Kuck, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 43, rue Jourdan, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du dix-huit juin mil neuf cent quarante-huit qui demeurera ci-annexée.

3) Le « Crédit Général du Congo » société anonyme à Bruxelles, 112, rue du Commerce, possédant deux mille cinq cent cinquante-huit actions de cinq cents francs . . .

2.558

Ici représenté par Monsieur Henri Depage, administrateur de société, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwé, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du dix-huit juin mil neuf cent quarante-huit qui demeurera ci-annexée.

4) La « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » « Remina » à Bruxelles, 112, rue du Commerce, possédant deux mille cinq cents actions de cinq cents fr. 2.500

Ici représentée par Monsieur Henri Depage, pré-qualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du dix-huit juin mil neuf cent quarante-huit qui demeurera ci-annexée.

5) Monsieur André Eric Gérard, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 16, avenue Emile De Mot, possédant une action de cinq cents francs 1

Ensemble dix-neuf mille neuf cent trente-quatre actions de cinq cents francs 19.934
et dix mille actions série B 10.000

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour les modifications aux statuts ci-après :

Article 2.

a) Remplacer le mot : « Albertville » par « Léopoldville »;

b) compléter la première phrase en ajoutant après les mots « par décision du Conseil d'administration », les mots « et moyennant approbation par arrêté royal ».

Article 5.

Compléter l'alinéa VI en ajoutant à la fin les mots « et moyennant approbation par arrêté royal ».

Article 12.

Remplacer le texte actuel par le texte suivant : « Les délibérations du Conseil seront constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont pris part aux délibérations. Les copies et extraits sont signés par le président ou par deux administrateurs ».

Article 16.

Remplacer le texte de l'alinéa V par le texte suivant : « Ils peuvent se faire assister aux frais de la société par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et des comptes de la société. L'expert doit être agréé par la société ».

Article 22.

Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le dernier mardi de juin à onze heures. Elle se tient au siège de la société en Belgique, à moins de décision contraire du Conseil d'administration, qui devra, en pareil cas, indiquer expressément le lieu et le local de la réunion dans

les convocations. « Si le Conseil d'administration devait user de cette » faculté, l'autorisation préalable serait demandée au Comité Spécial du » Katanga, soit à Bruxelles, soit à Elisabethville ».

» Le Conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires. Celles-ci se tiennent au lieu et au local qui seront expressément désignés dans les convocations. Le Conseil est tenu de les convoquer soit à la demande du Collège des commissaires ou de la majorité de ses membres, soit à la demande d'actionnaires possédant ensemble au moins le cinquième des voix afférentes à la totalité des actions. En même temps qu'ils formulent leur demande, ces actionnaires devront, si leurs titres sont au porteur, déposer au siège social ou, si le Conseil l'admet au siège administratif, les titres en nombre prévu ou un certificat de dépôt de ces titres dans une banque.

» Toute demande de convocation adressée au Conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour ».

Article 23.

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « Les convocations pour toute assemblée générale contiendront l'ordre du jour et seront faites au moyen d'une annonce insérée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion, huit jours au moins et quinze jours au plus avant l'assemblée ».

Article 25.

a) Remplacer le texte de l'alinéa II par le texte suivant : « Pour y être admis, les propriétaires d'actions au porteur devront déposer leurs titres dans le même délai dans les caisses désignées ou agréées par le Conseil d'administration ».

b) Remplacer le texte de l'alinéa VI par le texte suivant : « A condition de le préciser dans les convocations, le Conseil d'administration pourra déterminer les formes des procurations ».

Article 30.

Remplacer le texte de l'alinéa II par le texte suivant : « Quinze jours avant l'assemblée générale les actionnaires peuvent prendre connaissance ».

Article 33.

Remplacer le texte de l'alinéa I par le texte suivant : « Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société seront, dans la quinzaine après leur approbation, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ».

Article 36.

Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur qui n'aurait pas de domicile au Congo Belge ou en Belgique, est censé avoir élu domicile au siège social, où toutes notifications, sommations, assignations et significations lui seront valablement faites ».

Article 38.

Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« Aucune contestation touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peut être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale ».

II. — Que toutes les actions étant nominatives les convocations ont été faites, conformément à l'article 23 des statuts, par lettres recommandées en date du seize juin mil neuf cent quarante-huit.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les récépissés d'envoi des dites lettres.

III. — Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 25 des statuts relatives aux formalités préalables à l'assemblée.

IV. — Que sur les vingt mille actions et sur les dix mille actions série B formant la totalité du capital social et des titres émis, il est représenté à la présente assemblée respectivement dix-neuf mille neuf cent trente-quatre actions de cinq cents francs et dix mille actions série B, soit plus de la moitié dans chaque catégorie.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour et ce conformément à l'article 21 des statuts.

Les faits exposés sont constatés et reconnus exacts par l'assemblée.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après avoir délibéré, prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier ainsi qu'il suit les statuts :

Article 2.

a) le mot « Albertville » est remplacé par le mot « Léopoldville ».

b) Il est ajouté à la première phrase après les mots « par décision du Conseil d'administration » les mots « et moyennant approbation par arrêté royal ».

Article 5.

Il est ajouté à la fin de l'alinéa VI les mots suivants : « et moyennant approbation par arrêté royal ».

Article 12.

Le texte actuel est remplacé par le texte suivant :

« Les délibérations du Conseil seront constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont pris part aux délibérations. Les copies et extraits sont signés par le président ou par deux administrateurs ».

Article 16.

Le texte de l'alinéa V est remplacé par le texte suivant : « Ils peuvent se faire assister aux frais de la société par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et des comptes de la société. L'expert doit être agréé par la société ».

Article 22.

Le texte actuel est remplacé par le texte suivant : « Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le dernier mardi de juin à onze heures. Elle se tient au siège de la société en Belgique, à moins de décision contraire du Conseil d'administration, qui devra en pareil cas, indiquer expressément le lieu et le local de la réunion dans les convocations. Si le Conseil d'administration devait user de cette faculté, l'autorisation préalable serait demandée au Comité Spécial du Katanga, soit à Bruxelles, soit à Elisabethville.

» Le Conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires. Celles-ci se tiennent au lieu et au local qui seront expressément désignés, dans les convocations. Le Conseil est tenu de les convoquer soit à la demande du Collège des commissaires ou de la majorité de ses membres, soit à la demande d'actionnaires possédant ensemble au moins le cinquième des voix afférentes à la totalité des actions. En même temps qu'ils formulent leur demande, ces actionnaires devront, si leurs titres sont au porteur, déposer au siège social ou, si le Conseil l'admet, au siège administratif, les titres en nombre prévu ou un certificat de dépôt de ces titres dans une banque.

Toute demande de convocation adressée au Conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour. »

Article 23.

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « Les convocations pour toute assemblée générale contiendront l'ordre du jour et seront faites au moyen d'une annonce insérée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion huit jours au moins et quinze jours au plus avant l'assemblée ».

Article 25.

a) Le texte de l'alinéa II est remplacé par le texte suivant : « Pour y être admis les propriétaires d'actions au porteur devront déposer leurs titres dans le même délai dans les caisses désignées ou agréées par le Conseil d'administration ».

b) le texte de l'alinéa VI est remplacé par le texte suivant : « A condition de le préciser dans les convocations le Conseil d'administration pourra déterminer les formes des procurations ».

Article 30.

Le texte de l'alinéa II est remplacé par le texte suivant : « Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires pourront prendre connaissance ».

Article 33.

Le texte de l'alinéa I est remplacé par le texte suivant : « Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, seront, dans la quinzaine après leur approbation, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article 36.

Le texte actuel est remplacé par le texte suivant : « Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateurs qui n'aurait pas de domicile, au Congo Belge ou en Belgique, est censé avoir élu domicile au siège social où toutes notifications, sommations, assignations et significations lui seront valablement faites ».

Article 38.

Le texte actuel est remplacé par le texte suivant : « Aucune contestation touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peut être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale ».

La résolution qui précède a été prise sous réserve d'approbation par arrêté royal et a été votée à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, dans chaque catégorie de titres.

Dont procès-verbal, dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, présents ou représentés comme dit est ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le deux juillet 1948, volume 577, folio 3, case 3, cinq rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

N° 7043.

Reçu : quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

(s.) Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus

Bruxelles, le 19 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 25 septembre 1948.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 25 September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Messageries Automobiles du Sankuru
Société congolaise à responsabilité limitée

—
STATUTS.

Entre les soussignés :

- 1) Alfred Hellebaut, industriel, résidant à Elisabethville;
- 2) Jean Hellebaut, industriel, résidant à Kabinda, représenté par Monsieur Alfred Hellebaut, préqualifié, aux termes d'une procuration privée datant du vingt-trois mars 1948;
- 3) Jean de Deken, ingénieur civil des mines, résidant à Elisabethville;
- 4) Raymond Deffet, directeur d'exploitation, résidant à Kamina, représenté par Monsieur Jean de Deken, préqualifié, aux termes d'une procuration privée datant du treize avril 1948;
- 5) Nestor Naway, directeur régional, résidant à Luluabourg, représenté par Monsieur Alfred Hellebaut, préqualifié, aux termes d'une procuration privée datant du dix-sept mars 1948;
- 6) Franz Scheerlinck, résidant à Elisabethville, représenté par Monsieur Alfred Hellebaut, préqualifié, aux termes d'une procuration privée datant du vingt-quatre avril 1948;
- 7) Armand Hooegeveen, chef comptable, résidant à Elisabethville;
- 8) Florimond Portois, docteur en médecine, domicilié à Godinne-sur-Meuse (Belgique) représenté par Monsieur Alfred Hellebaut, préqualifié, aux termes d'une procuration privée datée du huit avril 1948;
- 9) Célestine Keuller, sans profession, résidant à Elisabethville, représentée par Monsieur Jean de Deken, préqualifié, aux termes d'une procuration privée datée du seize avril 1948.

Il est fondé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont les statuts sont établis comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de

MESSAGERIES AUTOMOBILES DU SANKURU

par abréviation « M. A. S. ».

Elle sera régie par les lois et décrets en vigueur au Congo Belge.

Article 2. — La société a pour objet :

La création et l'exploitation de tous organismes ou sociétés de transport par routes ou par voie aérienne, au Congo Belge et dans les pays limitrophes.

Accessoirement, elle pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières qui sont de nature à réaliser, faciliter ou développer son objet social.

La société pourra s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, dans toutes entreprises, associations ou sociétés dont l'objet serait similaire, analogue, connexe ou simplement utile à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

Article 3. — Le siège social de la société est établi à Elisabethville au Congo Belge. Par décision du Conseil d'administration, il pourra être créé un siège administratif ou toutes autres agences dans d'autres pays, notamment en Belgique. Tout changement du siège social sera subordonné à l'autorisation par arrêté royal.

Article 4. — La durée de la société est fixée à trente ans, à dater de ce jour. La société pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipativement. Il est toutefois précisé que toute prorogation est subordonnée à l'approbation par arrêté royal. La société pourra prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — AUGMENTATION DE CAPITAL.

Article 5. — Le capital social est fixé à onze millions cinq cent mille francs représenté par onze mille cinq cents actions de capital d'une valeur nominale de mille francs chacune. Il est en outre créé cinq mille sept cent cinquante parts de fondateur sans valeur nominale, dont le nombre ne pourra pas être augmenté même en cas d'augmentation de capital.

Article 6. — Le capital est souscrit de la façon suivante :

A) Monsieur Alfred Hellebaut fait apport de l'entreprise de transports qu'il exploite au Congo Belge sous la dénomination de « Messageries Automobiles du Sankuru » (en abréviation M. A. S.) suivant situation arrêtée au 31 décembre 1947. Toutes les opérations effectuées depuis le 1^{er} janvier 1948 sont faites au compte de la présente société et feront profit ou perte pour celle-ci.

Toutes dettes passives ou actives de quelque nature qu'elles soient se rapportant à des opérations effectuées avant le 1^{er} janvier 1948, et non comptabilisées à cette date, seront débitées ou créditées au compte de l'apporteur.

Les apports sont constitués comme suit :

1. Le matériel roulant composé d'autobus, voitures, camions, tracteurs, avec un stock important de pièces de rechange;
2. Les machines et l'outillage garnissant les ateliers de réparation et d'entretien;
3. Le mobilier et le matériel garnissant les bureaux, les maisons du personnel, l'hôtel-restaurant;

4. Les stocks de carburants, lubrifiants, pneumatiques et divers autres produits nécessaires à l'exploitation;

5. Les dettes actives et passives;

6. diverses conventions avec la Colonie, à savoir :

les contrats pour le transport du courrier postal Kabinda-Luputa du 8 décembre 1937, Kabinda-Tshofa du 21 mars 1942, Kamina-Kaba'o du 23 janvier 1942, Luluabourg-Lusambo du 2 octobre 1939, Luluabourg-Tshikapa du 29 décembre 1942, Lusambo-Nord Sankuru du 24 février 1944, Mweka-Luebo du 22 juin 1942, Mweka-Dekese, Lodja-Lomela et Kamponde-Luisa ainsi que le contrat de passage du Lualaba à Kabalo du 1 juin 1945.

Monsieur Alfred Hellebaut a demandé au Gouvernement Général l'autorisation de faire apport de ces diverses concessions à la société, mais cet apport n'est mentionné que pour mémoire et sous réserve de l'approbation des autorités compétentes de la Colonie.

En rémunération de ces apports, qui sont dès à présent à la disposition de la société, il est attribué à Monsieur Alfred Hellebaut 6.200 actions de capital entièrement libérées.

B) Le surplus du capital est souscrit de la façon suivante :

Jean Hellebaut	1.500 actions.
Jean de Deken	250 actions.
Raymond Deffet	500 actions.
Nestor Naway	250 actions.
Franz Scheerlinck	250 actions.
Armand Hoogeveen	50 actions.
Florimond Portois	2.000 actions.
Célestine Keuller	500 actions.

Total : 5.300

formant avec les 6.200 actions mentionnées ci-dessus l'intégralité du capital social.

Les comparants déclarent et reconnaissent que chaque action souscrite en espèces est libérée d'un cinquième au moins par un versement en numéraire et que la somme de quatre millions cent soixante mille francs se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Les versements à effectuer sur les actions non libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le Conseil d'administration détermine.

Les appels de fonds décidés par le Conseil d'administration sont notifiés aux actionnaires par lettre recommandée à la poste trente jours au moins avant la date fixée pour le versement.

Tout versement en retard produira de plein droit à partir de son exigibilité un intérêt calculé à raison de six pour cent l'an sans préjudice à tous autres droits ou à toutes autres mesures.

Les parts de fondateur seront réparties de la façon suivante :

5220 parts sont attribuées à Monsieur Alfred Heilebaut en rémunération de ses démarches pour la constitution de la société, de la valeur commerciale de l'affaire et de la clientèle qu'il apporte. Les 530 parts restantes sont attribuées aux autres souscripteurs dans la proportion de une part de fondateur pour dix actions de capital.

Article 7. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications aux statuts, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

L'assemblée fixe souverainement les conditions et taux d'émission, le Conseil d'administration étant mandaté pour l'exécution de cette décision.

Article 8. — Les actions de capital et les parts de fondateur font l'objet d'un certificat nominatif inscrit au nom du propriétaire de ces actions dans un registre des actionnaires tenu au siège du Conseil d'administration.

Article 9. — Les actions sont nominatives et le resteront même après leur entière libération.

Elles ne pourront être cédées qu'avec l'assentiment du Conseil d'administration, qui n'aura pas à justifier son refus d'autoriser la cession projetée.

Elles pourront être transformées en actions au porteur sur simple décision du Conseil d'administration.

Les cessions d'actions ne seront valables qu'après autorisation de la fondation de la société par arrêté royal.

Les titres représentatifs d'apports quelle que soit leur dénomination ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 10. — Le fait de souscrire ou d'acquérir une action constitue adhésion expresse et intégrale aux présents statuts.

Article 11. — Les ayants-droit d'un actionnaire décédé ou ses créanciers ne peuvent requérir ni inventaires, ni appositions de scellés et sont tenus, comme l'actionnaire lui-même auteur de leur droit, à se conformer sans réserves aux présents statuts, sans pouvoir s'immiscer dans l'administration de la société.

Article 12. — Sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire, les nouvelles actions souscrites en espèces seront offertes par préférence aux porteurs des actions de capital et des parts de fondateur au prorata du nombre de leurs titres.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE — DIRECTION.

Article 13. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires de la société. Les administrateurs sont nommés à l'assemblée générale des actionnaires qui fixent leur nombre et la durée de leur mandat. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués par l'assemblée générale. Le premier Conseil est nommé pour un terme de trois ans expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 1951. A partir de cette Assemblée générale, un administrateur est soumis chaque année à réélection suivant un ordre de sortie déterminé par la voie du sort et en séance du Conseil d'administration. En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les administrateurs restants et le ou les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à l'assemblée générale la plus prochaine. Tout administrateur ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 14. — L'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs composant le Conseil d'administration, des émoluments fixes imputables aux frais généraux.

Article 15. — Chaque administrateur doit affecter par privilège cent actions de capital en garantie de sa gestion. Ces actions sont restituées après que l'assemblée générale a approuvé le dernier bilan et donné décharge aux administrateurs de leur gestion. Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à cinquante actions.

Article 16. — Le Conseil d'administration nomme dans son sein un président du Conseil dont la voix est prépondérante en cas de partage égal des voix au cours des délibérations du Conseil et qui en son absence sera remplacé par un administrateur désigné par lui, ou sinon, par le doyen d'âge des administrateurs.

Article 17. — Le Conseil d'administration se réunit au siège social ou éventuellement au siège administratif, si celui-ci est séparé du siège social et sur convocation écrite de son président ou à la demande écrite d'un des administrateurs. Le Conseil peut décider qu'exceptionnellement il se réunit ailleurs qu'au siège social ou administratif.

Article 18. — Les décisions du Conseil d'administration ne sont valables que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les administrateurs absents ou empêchés peuvent voter par lettre ou télégramme ou donner ainsi procuration à un collègue de les représenter. Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité des voix, celle du président de la réunion est prépondérante.

Article 19. — Il est tenu un registre des procès-verbaux des séances du Conseil d'administration par les soins de son président. Les procès-verbaux seront signés par tous les membres du Conseil présents ou régulièrement représentés. Il en sera remis copie conforme signée par le président sur demande d'un des membres du Conseil. Le registre des procès-verbaux sera tenu à la disposition des membres.

Article 20. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires sociales en tout ce qui s'y rapporte et est compétent pour tout ce qui n'est pas exclusivement réservé à l'assemblée générale des actionnaires et à l'autorisation par arrêté royal.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et recevoir tous paiements, donner et retirer quittance, prendre et donner en location, acquérir, échanger et aliéner tous biens meubles ou immeubles, emprunter à court et à long terme, à l'exception des emprunts hypothécaires et des emprunts sous forme d'obligations ou bons négociables, gagés ou non, consentir ou accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, donner mainlevée avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques, de toutes inscriptions, transcriptions, saisies ou oppositions, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, stipuler toutes voies parées, transiger ou compromettre.

Les actions en justice sont introduites et défendues au nom de la société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences du président du Conseil ou d'un administrateur délégué à cet effet, ou d'un agent de la société dûment habilité par le Conseil d'administration.

Article 21. — Les actes de gestion journalière sont signés par deux administrateurs; toutefois, le Conseil d'administration peut sous sa responsabilité déléguer partie de ses pouvoirs avec allocation, le cas échéant, d'émoluments spéciaux pour des opérations ou une série d'opérations déterminées.

Cette délégation peut, en tout temps, être révoquée par le Conseil.

Le Conseil d'administration peut confier la direction générale de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires spéciales à un directeur général et à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors son sein.

Article 22. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés par l'assemblée générale pour une durée de trois ans et à tout moment révocables par elle. Ils sont rééligibles. Leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article 23. — L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle possède les pouvoirs les plus étendus et peut modifier les statuts sous réserve d'approbation par arrêté royal sans toutefois apporter un changement essentiel à l'objet social. Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires.

Article 24. — L'assemblée générale ordinaire est annuelle. Elle se réunit à Elisabethville au siège social le deuxième mercredi du mois de juin de chaque année à dix heures du matin. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée sera tenue à la même heure et au même lieu, le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale ordinaire est convoquée par les soins du président du Conseil d'administration. La convocation de l'assemblée générale est annoncée dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et dans un journal d'Elisabethville au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent se faire par lettres recommandées à la poste, au moins quinze jours avant la date fixée.

Article 25. — L'assemblée générale extraordinaire peut être convoquée autant de fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit obligatoirement être convoquée sur la demande écrite d'un administrateur, d'un commissaire ou par des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social. La convocation à ces assemblées est faite et publiée dans les mêmes conditions que pour l'assemblée générale ordinaire.

Article 26. — Toutes convocations pour une assemblée générale contiennent l'ordre du jour.

Dans le cas de convocation d'assemblée générale extraordinaire, celle-ci contient nécessairement les points soulevés par les actionnaires provoquant cette convocation, points qui devront obligatoirement avoir été communiqués dans la lettre du Conseil d'administration demandant la réunion de l'assemblée. Les assemblées ne peuvent délibérer valablement que sur les points figurant à l'ordre du jour. Pour assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent, 5 jours avant la réunion, déposer leurs titres au siège social.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent 5 jours francs au moins avant la réunion informer le Conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée.

Article 27. — Chaque action de capital ou part de fondateur représente une voix. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre actionnaire ayant droit de vote et porteur d'une procuration qui devra être parvenue au Conseil d'administration cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée générale. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes des voix attachées aux titres représentés.

Les parts de fondateur ne pourront être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre de voix émises par les actions représentatives du capital exprimé. Pour toutes modifications aux statuts la majorité basée sur la moitié du capital et les trois quarts des voix présentes à la réunion, devra être acquise conformément à l'article 70 des lois belges coordonnées sur les sociétés anonymes.

Article 28. — Dans le cas où la majorité spéciale ci-dessus ne serait pas atteinte, une nouvelle assemblée générale extraordinaire serait convoquée et cette dernière assemblée délibérerait et déciderait valablement quelle que soit la proportion d'actions représentées et prenant part au vote. Les décisions ne seront toutefois adoptées que si elles réunissent les trois quarts des votes.

Article 29. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil ou, à son défaut, par le plus ancien administrateur.

Le Président de l'assemblée désigne le secrétaire qui ne doit pas être obligatoirement actionnaire et qui établit les procès-verbaux sous la dictée du président de l'assemblée et le signe avec lui et les actionnaires qui le demandent.

CHAPITRE CINQ.

ANNEE SOCIALE — BILAN — REPARTITION.

Article 30. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, la première année sociale commencera ce jour pour finir le trente et un décembre 1948.

Article 31. — Chaque année, le trente et un décembre, et pour la première fois le trente et un décembre 1948, les comptes de la société sont arrêtés et il est dressé par les soins du Conseil d'administration un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes dettes actives et passives de la société. Le Conseil d'administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 32. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social :

- 1°) du bilan et du compte de profits et pertes;
- 2°) de la liste des fonds publics, des actions, des obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille; !
- 3°) du rapport des commissaires.

Article 33. — L'assemblée générale se prononce sur l'adoption du bilan et donne décharge par un vote spécial aux administrateurs et commissaires.

Article 34. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Il sera réparti comme suit :

- a) 5 % à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social;
- b) éventuellement, une somme fixée par l'assemblée générale en vue de constituer une réserve extraordinaire destinée au renouvellement du matériel;

c) le montant nécessaire pour attribuer un premier dividende qui ne peut dépasser 6 % aux actions de capital au prorata de leur montant libéré;

d) tantièmes aux administrateurs et commissaires à allouer par l'assemblée générale mais sans pouvoir dépasser 10 % du bénéfice net;

e) un solde à répartir moitié aux actions de capital, moitié aux parts de fondateur.

Toutefois, l'assemblée générale pourra décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à la création ou à l'alimentation d'un fonds de réserve extraordinaire de prévision, dans les conditions que cette assemblée déterminera.

Article 35. — Le Conseil d'administration fixe les endroits et les époques du paiement des dividendes.

Article 36. — Les bilans et comptes annuels de profits et pertes de la société seront publiés au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

Article 37. — La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale. En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de dissolution de la société.

Article 38. — En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs, pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments, et pour fixer, s'il y a lieu, le mode de liquidation.

Article 39. — Après apurement de toutes les dettes et charges et frais de liquidation, l'actif net servira tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres, les actions de capital.

S'il existe un surplus, il sera réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions de capital et de parts de fondateur qu'ils possèdent.

CHAPITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 40. — Tout actionnaire non domicilié à Elisabethville sera tenu d'y élire son domicile pour tout ce qui le rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu au siège social de la société ou toute communication, sommation, signification ou assignation pourra valablement lui être faite. Les administrateurs, commis-

saires et liquidateurs domiciliés à l'Etranger sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social de la société où toutes les assignations et notifications pourront valablement leur être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion ou de leur contrôle.

Article 41. — Dans les six mois de leur approbation, conformément à la loi, les présents statuts seront déposés en copie au Greffe du Tribunal de Première Instance d'Elisabethville et publiés au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Article 42. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article 43. — Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à quatre.

Sont nommés administrateurs :

- Monsieur Alfred Hellebaut, industriel, résidant à Elisabethville;
- Monsieur Jean Hellebaut, industriel, résidant à Kabinda;
- Monsieur Jean de Deken, ingénieur civil des mines, résidant à Elisabethville;
- Monsieur Raymond Deffet, directeur d'exploitation, résidant à Kamina.

Article 44. — Le montant des frais de constitution est évalué à CENT SEPTANTE MILLE FRANCS.

La présente société est formée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Fait à Elisabethville, le vingt-sixième jour du mois d'avril de l'an mil neuf cent quarante-huit.

Signature des actionnaires :

(signé) J. de Deken	(signé) Hellebaut
p. p. Raymond Deffet	p. p. Jean Hellebaut
(signé) J. de Deken	(signé) Hellebaut
p. p. Célestine Keuller	p. p. Nestor Naway
(signé) J. de Deken	(signé) Hellebaut
(signé) A. Hoogeveen	p. p. Franz Scheerlinck
	(signé) Hellebaut
	p. p. Florimond Portois
	(signé) Hellebaut

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-sixième jour du mois d'avril, Nous, LEPAGE, Alexis, notaire à Elisabethville, certifions que le présent acte Nous a été présenté ce jour en présence de Messieurs ROMAIN, Raymond, et BAILLEUX, René, tous deux agents de la Colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la Loi.

Après lecture de l'acte, Messieurs :

Alfred Hellebaut, agissant en son nom personnel et comme porteur de procuration de Messieurs Jean Hellebaut, Nestor Naway, Franz Scheerlinck et Florimond Portois;

Jean de Deken, agissant en son nom personnel et comme porteur de procuration de Monsieur Raymond Deffet et de Madame Célestine Keuller; et Armand Hoogeveen,

déclarent par devant Nous et en présence des dits témoins que le présent acte, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi les présentes ont été signées par Nous, notaire, et par les Parties et les témoins.

Les Parties,

(signé) J. de Deken	(signé) Hellebaut
p. p. Raymond Deffet	p. p. Jean Hellebaut
(signé) J. de Deken	(signé) Hellebaut
p. p. Célestine Keuller	p. p. Nestor Naway
(signé) J. de Deken	(signé) Hellebaut
(signé) A. Hoogeveen	p. p. Franz Scheerlinck
	(signé) Hellebaut
	p. p. Florimond Portois
	(signé) Hellebaut

Les témoins,

(signé) ROMAIN (signé) BAILLEUX

Le Notaire,

(signé) LEPAGE

Enregistré et scellé à l'Office Notarial d'Elisabethville, Volume XXIV, folios 37 à 42.

Mots barrés		néant
Mots ajoutés		néant
Frais d'acte		300,—
Enregistrement		920,—
Trois copies conformes.		<u>2.760,—</u>

Total : 3.980,— quittance n° 175 du 26 avril 1948.

Le notaire, A. Lepage,

(signé) LEPAGE.

Vu pour la légalisation de la signature de Monsieur Lepage, notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 26 avril 1948.

Le Chef du Service du Contentieux et du Personnel, G. Liberton.

(signé) G. Liberton.

Perçu 40 francs, quittance n° 176 du 26 avril 1948.

Pour copie certifiée conforme :

Le notaire,

A. LEPAGE.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 16 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 16 September 1948.

s./g. P. WIGNY.

John Mahieu Aviation

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville, Congo Belge.

Siège administratif à Bruxelles, rue du Midi, n° 6.

CONSTITUTION — NOMINATIONS.

Par devant Maître Pierre VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles.

Ont comparu :

1. Monsieur Arsène de Launoit, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.
2. Monsieur Jacques-Marie Lamarche, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Emile Duray, 44.
3. Monsieur Georges Lovinfosse, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue du Congo, 2.
4. Monsieur John Mahieu, industriel, demeurant à Evere, avenue Bordet, 120.
5. Monsieur Jean-Louis Mahieu, pilote-aviateur, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 394.
6. Monsieur Emmanuel Mahieu, industriel, demeurant à Roulers, rue des Arts, 29.

7. Madame Marguerite Van Boxmeer, sans profession, épouse autorisée de Monsieur John Mahieu, préqualifié, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 394.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article Premier. — Il est formé, par les présentes, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de :

« JOHN MAHIEU AVIATION ».

Article 2. — Le siège social est établi à Léopoldville au Congo Belge. Il pourra, par décision du Conseil d'administration, être transféré en tout autre lieu du Congo Belge.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, rue du Midi, 6; il pourra également, par même décision, être transféré en tout autre lieu.

La société peut, en outre, établir des sièges administratifs et d'exploitation, agences, succursales et comptoirs tant au Congo Belge qu'en Belgique où à l'Etranger, sur simple décision du Conseil d'administration.

Article 3. — La société a pour objet l'exploitation de services de tous transports aériens.

Elle effectuera toutes opérations et se livrera à toutes activités civiles, commerciales ou industrielles accessoires ou pouvant servir à la réalisation de ce qui précède, notamment les transactions foncières, immobilières, maritimes et financières.

L'activité de la société s'exercera au Congo Belge et dans les territoires sous mandat belge, en Belgique et dans tous autres pays, colonies ou territoires.

Elle pourra réaliser son objet social soit directement, soit indirectement pour le compte de tiers, particuliers, états ou sociétés, par l'entremise de tiers, soit conjointement, en participation ou sous toute autre forme.

Elle pourra aussi s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire, analogue, connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente années prenant cours à partir de ce jour.

Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes prescrites pour la modification aux statuts.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à la somme de trente millions de francs et représenté par trente mille parts sociales de mille francs chacune.

Ces trente mille parts sociales sont souscrites en numéraire comme suit :

a) par Monsieur Arsène de Launoit, cinquante parts sociales	50
b) par Monsieur Jacques Lamarche, cinquante parts sociales	50
c) par Monsieur Georges Lovinfosse, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, quatorze mille neuf cents parts sociales	14.900
d) par Monsieur John Mahieu, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort quatorze mille huit cent cinquante parts sociales	14.850
e) par Monsieur Jean-Louis Mahieu, cinquante parts sociales	50
f) par Monsieur Emmanuel Mahieu, cinquante parts sociales	50
g) par Madame Mahieu-Van Boxmeer, cinquante parts sociales	50
Ensemble : trente mille parts sociales	30.000

Article 6. — Chacune des parts sociales souscrites en numéraire a été entièrement libérée, à la signature des présentes, et le total de ces versements, soit la somme de trente millions de francs, se trouve, dès à présent, à la disposition de la société ainsi que tous les comparants le déclarent et le reconnaissent.

Article 7. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour la modification aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

En cas d'augmentation du capital social, les possesseurs de parts sociales anciennes auront un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles.

Article 8. — Les parts sociales sont nominatives.

Elles pourront être transformées en titres au porteur par décision du Conseil d'administration.

Il est tenu un registre des parts sociales nominatives. La cession des parts sociales s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le dit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire.

Aucune cession de part sociale nominative entièrement libérée ou non, ne peut se faire que moyennant l'assentiment préalable du Conseil d'administration, le cessionnaire évincé ne peut exiger le motif du refus d'agrément.

De toute façon, le cédant reste solidairement responsable, vis-à-vis de la société, avec le cessionnaire, des versements qui restent à effectuer.

Article 9. — La cession de parts n'est valable qu'après autorisation de la fondation de la société par arrêté royal.

Article 10. — La propriété d'une part sociale comporte, de plein droit, adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

TITRE III.

ADMINISTRATION. — SURVEILLANCE.

Article 11. — La société est administrée par un conseil de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le Conseil d'administration élit un président parmi ses membres.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à cinquante parts sociales de la société.

Article 12. — Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace.

Il ne peut délibérer et prendre des décisions que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Article 13. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société.

Il peut faire tous les actes nécessaires à la réalisation de son objet social, à la seule exception de ceux expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale.

Tous les actes engageant la société et les pouvoirs relatifs à ces actes, autres que ceux de la gestion journalière, sont signés par trois administrateurs qui ne devront pas justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Article 14. — Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le Conseil d'administration peut désigner un ou plusieurs administrateurs-directeurs et nommer tous directeurs et fondés de pouvoirs, fixer leurs pouvoirs et rémunérations.

Article 15. — Les opérations de la société sont surveillées par deux commissaires mandataires des associés et nommés par l'assemblée générale pour un terme identique à celui des administrateurs.

Ils ont le pouvoir d'agir ensemble ou séparément, ayant la faculté de répartir entre eux le travail résultant de leur devoir de surveillance.

Les commissaires seront des experts comptables et pourront ne pas être associés.

Un commissaire peut se faire représenter dans ses fonctions pour un terme n'excédant pas un exercice et sous sa propre responsabilité, par un mandataire agréé par le Conseil d'administration.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Article 15 bis. — La rémunération fixe tant des administrateurs que des commissaires sera, s'il échet, fixée par l'assemblée générale.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 16. — L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée, représente l'universalité des associés. Elle se compose de tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société et éventuellement sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article 17. — L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le premier jeudi du mois d'avril à quinze heures, à Bruxelles, au siège administratif ou en tout autre endroit indiqué par le Conseil d'administration dans les convocations et, pour la première fois, en mil neuf cent quarante-neuf.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites par annonce insérée quinze jours avant l'assemblée dans un journal de Bruxelles et dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Cette formalité ne sera pas requise tant que toutes les parts sociales demeureront nominatives en quel cas les convocations seront adressées par lettre recommandée à la poste quinze jours au moins avant l'assemblée.

Article 18. — Pour pouvoir assister à une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, tout propriétaire de parts sociales doit, cinq jours au moins avant l'assemblée, avoir fait connaître au Conseil d'administration le nombre et les numéros des titres pour lesquels il entend prendre part au vote.

Tout propriétaire de parts sociales au porteur devra les déposer au lieu qui sera fixé par le Conseil d'administration, au moins cinq jours avant la date de l'assemblée générale.

Article 19. — A l'exception des administrateurs et commissaires non associés, nul ne peut participer à l'assemblée générale ou y représenter un actionnaire s'il n'est actionnaire lui-même.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article 20. — Sauf le cas prévu ci-après, les décisions sont prises quel que soit le nombre de parts sociales représentées, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Lorsque l'assemblée doit se prononcer au sujet d'une modification aux statuts, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à l'assemblée représentent au moins la moitié des titres.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les deux/tiers des voix.

TITRE V.

INVENTAIRES — BILANS -- REPARTITIONS — RESERVES.

Article 21. — L'exercice social commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera ce jour et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit.

A l'expiration de l'exercice social, le Conseil d'administration dresse un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société.

A la même époque, les écritures sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes.

Article 22. — L'assemblée générale ordinaire statue sur l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article 23. — Le bilan et le compte de profits et pertes doivent, dans les deux mois après leur approbation, être publiés aux frais de la société, par les administrateurs, aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article 24. — L'excédent du bilan, déduction faite des charges sociales et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il sera prélevé :

1° Cinq pour cent affectés à la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélevement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital.

2° La somme nécessaire pour servir aux parts sociales un premier dividende de six pour cent du montant dont elles sont libérées, *prorata temporis*.

3° Du surplus : au Conseil d'administration et au Collège des commissaires un tantième égal à dix pour cent du montant des dividendes distribués aux actionnaires à répartir suivant leurs conventions particulières.

4° Le solde aux parts sociales.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du dit solde soit à des reports à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserve extraordinaire, soit à des amortissements exceptionnels.

Cette proposition ne peut être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée générale réunissant les trois/quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 25. — La société peut être dissoute, en tout temps, par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Elle peut l'être également en cas de perte de la moitié ou plus du capital social; dans ce cas, la décision devra être prise aux trois/quarts des voix des actionnaires présents ou représentés.

Article 26. — En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et fixer leurs émoluments.

Après paiement des dettes et charges de la société, l'actif net servira d'abord à rembourser les parts sociales du montant dont elles sont libérées; le surplus de l'avoir social sera réparti par parts égales entre toutes les parts.

TITRE VII.

DECLARATION RELATIVE AUX FRAIS.

Article 27. — Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de quatre cent vingt-cinq mille francs.

TITRE VIII.

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS.

Et d'un même contexte, les comparants, déclarent se réunir en assemblée générale, décident de fixer, pour la première fois, le nombre des administrateurs à six et celui des commissaires à deux.

I. — Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

1. — Monsieur Arsène de Launoit.
2. — Monsieur John Mahieu.
3. — Monsieur Jacques-Marie Lamarche.
4. — Monsieur Georges Lovinfosse.
5. — Monsieur Jean-Louis Mahieu.
6. — Monsieur Emmanuel Mahieu.

tous ici présents et qui déclarent accepter.

II. — Sont appelés aux fonctions de commissaires :

1. — Monsieur Albert Van Romphay, expert-comptable, demeurant à Bruxelles, rue des Trévires, n° 15-17.
2. — Monsieur Charles Fauconnier, expert-comptable, demeurant à Bruxelles, rue Antoine Bréart, 150.

Tous deux ici intervenant et qui déclarent accepter.

Le mandat de ces administrateurs et commissaires expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-trois.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le premier mars.

Lecture faite, les comparants et intervenants ont signé avec le notaire.

(s.) A. de Launoit, J.-M. Lamarche, G. Lovinfosse, J. Mahieu, J. Mahieu, M. Mahieu, A. Van Romphay, Ch. Fauconnier, P. Van Halteren.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le cinq mars 1948. Volume 1344, folio 25, case 10. Cinq rôles, neuf renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Decock.

Vu par Nous Joseph Dellois, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Van Halteren, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 28 août 1948.

(s.) J. Dellois.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Dellois, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 28 août 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} septembre 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 17 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 17 September 1948.

s./g. P. WIGNY.

JOHN MAHIEU AVIATION

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo Belge)

Siège administratif à Bruxelles, rue du Midi, 6.

Constituée suivant acte reçu par Maître Pierre Van Halteren, notaire à Bruxelles, le premier mars mil neuf cent quarante-huit, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-quatre du même mois, sous le numéro 4492.

MODIFICATIONS

A L'ACTE CONSTITUTIF DE LA SOCIETE

Par devant Maître Pierre Van Halteren, notaire à Bruxelles.

Ont comparu :

1. Monsieur Arsène de Launoit, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.
2. Monsieur Jacques-Marie Lamarche, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Emile Duray, 44.
3. Monsieur Georges Lovinfosse, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue du Congo, 2.
4. Monsieur John Mahieu, industriel, demeurant à Evere, avenue Bordet, 120.
5. Monsieur Jean-Louis Mahieu, pilote-aviateur, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 394.
6. Monsieur Emmanuel Mahieu, industriel, demeurant à Roulers, rue des Arts, 29.
7. Madame Marguerite Van Boxmeer, sans profession, épouse autorisée de Monsieur John Mahieu, préqualifié, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 394.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné d'acter qu'ils entendent apporter aux articles 2, 4 et 6 des statuts sociaux, les modifications suivantes :

1° à l'article 2, pour remplacer la deuxième phrase du premier alinéa par le texte suivant :

« Il pourra, par décision du Conseil d'administration et moyennant autorisation par arrêté royal, être transféré en tout autre lieu du Congo Belge ».

2° à l'article 4, pour y ajouter, *in fine* du deuxième alinéa, les mots « et moyennant autorisation par arrêté royal ».

3° à l'article 6, pour remplacer les mots : « à la disposition de la société » par ceux « à la libre et entière disposition de la société ».

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le treize juillet.

Lecture faite, les comparants ont signé avec le notaire.

(s.) A. de Launoit, J.-M. Lamarche, G. Lovinfosse, J. Mahieu, J. Mahieu, E. Mahieu, M. Mahieu, P. Van Halteren.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le quatorze juillet 1948. Volume 1345, folio 98, case 6. Un rôle, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Decock.

Pour expédition conforme.

(s.) P. VAN HALTEREN.

Vu par Nous, Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Van Halteren, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 7 août 1948.

(s.) Ch. Bareel.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bareel Ch. apposée ci-contre.

Bruxelles, le 11 août 1948.

Le directeur (s.) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (s.) M. Van Hecke.

Droits perçus 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 17 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 17 September 1948.

s./g. P. WIGNY.

Bourse du Travail du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Siège social : Matamba (Luluabourg) Congo Belge.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 33.029.

Constituée le 1^{er} octobre 1921. Autorisée par arrêté royal du 22 octobre 1921. Modifiée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 8 octobre 1936, approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1936, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1937.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immeubles	fr. 569.192,75
Terrains	25.680,—
	594.872,75
Amortissements antérieurs	594.871,75

1,—

II. — Réalisable :

Actionnaires	308.000,—
Portefeuille	744.881,31
Fonds publics	59.410,—
Débiteurs divers	7.907,57

1.120.198,88

III. — Disponible :

Banquiers	120.012,22
---------------------	------------

IV. — Compte d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

Fr. 1.240.212,10

=====

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 770 parts de 1.000 fr. chacune .	770.000,—	
Fonds de réserve	1.113,—	
Fonds de prévision	21.144,75	
		792.257,75

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs	56,—
----------------------	------

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	434.422,90
------------------------------	------------

IV. — *Compte d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
--	--------------

V. — *Profits et Pertes* 13.475,45

Fr. 1.240.212,10

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration et divers fr.	44.322,60
Frais financiers	3.533,85
Prévision subside à la Mission de Prophylaxie contre la Maladie du Sommeil	39.000,—
Solde créditeur	13.475,45
Fr.	<u>100.331,90</u>

CREDIT.

Revenus financiers divers	60.417,58
Profits divers	902,32
Location immeubles	39.012,—
Fr.	<u>100.331,90</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 octobre 1948.*

L'assemblée générale approuve à l'unanimité les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration, dont le solde bénéficiaire s'élève à 13.475,45 francs.

Elle décide, conformément à l'article 28 des statuts, de porter ce solde créditeur de 13.475,45 francs aux fonds de réserve.

Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

L'assemblée réélit à l'unanimité M. Jean Meily pour un terme de deux ans, aux fonctions de commissaire.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert à Schaerbeek. Président, administrateur-délégué.

M. Georges Cassart, docteur en médecine, 23, avenue des Phalènes à Bruxelles, administrateur.

M. Léopold Mottouille, docteur en médecine, 19, rue H. Lemaître à Namur, administrateur.

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, 31, avenue René Gobert à Uccle, administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean Meily, inspecteur de comptabilités, 11, avenue Jules Malou à Etterbeek.

M. Hubert Ménestret, chef-comptable, 18, avenue Marie-Clotilde à Watermael-Boitsfort.

Bruxelles, le 18 octobre 1948.

Pour extrait conforme.

BOURSE DU TRAVAIL DU KASAI.

Le président :

G. LESCORNEZ.

Société Minière du Maniema

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8.873.

Société constituée le 6 mars 1928. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 31 mars 1928, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1928. Modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » des 20-21 février 1939 et du 29 novembre 1947 (acte n° 21.124) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1946.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais d'augmentation du capital . . . fr.	30.528,45	
Premier établissement . . .	14.750.568,72	
à déduire :		
Annulation créances 1945	5.560.000,—	
		9.190.568,72
Apport	1.500.000,—	
		10.721.097,17

Réalisable :

Portefeuille	821.500,—	
Débiteurs	1.170.904,25	
Produits en stock	50.000,—	
		2.042.404,25

Disponible :

Caisse et chèques-postaux	118,50
-------------------------------------	--------

Divers :

Comptes débiteurs	600,—
-----------------------------	-------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
Garanties statutaires	P.M.

Fr. 12.764.219,92

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital :

24.000 actions de 500 francs série A .	12.000.000,—	
12.000 actions	série B .	—
		<u>12.000.000,—</u>

Envers des tiers :

Créditeurs	764.219,92
----------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
	<u>Fr. 12.764.219,92</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1946.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr.	70.934,15
Intérêts bancaires		12.670,80
Dépenses d'exploitation		515.668,11
	Fr.	<u>599.273,06</u>

CREDIT.

Perte portée au compte de premier établissement . .	fr.	599.273,06
	Fr.	<u>599.273,06</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais d'augmentation du capital . .	fr.	72.974,55
Premier établissement		9.315.261,44
Apport		1.500.000,—
		<u>10.888.235,99</u>

Réalisable :

Portefeuille	821.500,—	
Actionnaires	2.400.000,—	
Débiteurs	936.040,25	
Produits en stock	60.000,—	
		4.217.540,25

Disponible :

Caisse, banques et chèques-postaux	484.903,90
--	------------

Divers :

Comptes débiteurs	262.701,95
-----------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Garanties statutaires	P.M.
	Fr. 15.853.382,09

PASSIF

Envers elle-même :

Capital :

24.000 parts sociales s.d.v. Série A	12.000.000,—	
6.000 actions privilégiées de 500,— fr. Série A.	3.000.000,—	
15.000 parts sociales s.d.v. Série B	—	
		15.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs	485.022,36
----------------------	------------

Divers :

Comptes créditeurs	368.359,73
------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
	Fr. 15.853.382,09

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr.	24.714,65
Intérêts bancaires		6.185,35
Dépenses d'exploitation		93.792,72
	Fr.	<u>124.692,72</u>

CREDIT.

Perte portée au compte de premier établissement . .	fr.	124.692,72
	Fr.	<u>124.692,72</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 4 octobre 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilans et les comptes de Profits et Pertes pour les exercices 1946 et 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont les soldes déficitaires, s'élevant respectivement à fr. : 599.273,06 et fr. 124.692,72, ont été portés en augmentation des dépenses de Premier Etablissement.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant les exercices 1946 et 1947 et autorise la restitution du cautionnement de MM. E. Autrique et E. Malmendier, commissaires, décédés en 1946.

Elle réélit en qualité d'administrateur, Monsieur Prosper Lancsweert. Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1954.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek, Bruxelles. Président.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charle-roi, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. le chevalier Henry de la Lindt, Josué, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. Administrateur.

M. Armand Jamar, administrateur de sociétés, 23, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. Administrateur.

M. le général Georges Moulaert, général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles. Administrateur.

M. Arthur Re'ecom, ingénieur industriel, 38, rue de l'Aqueduc, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs de sociétés, 16, avenue de la Peinture, Dillebeek-Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles.

Bruxelles, le 6 octobre 1948.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DU MANIEMA.

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Mines d'Or Belgika « Belgikaor »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 54.266.

Société constituée le 10 juillet 1931, autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931. Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 10 octobre 1931. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 22 février 1939; modifications approuvées par arrêté royal du 31 mars 1939, publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1939 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 16-18 avril 1939 (n° 5.069). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 1946, modifications publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1946 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 19 décembre 1946 (n° 22.425). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 1947, modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » des 2-3 février 1948 (acte n° 1.930), et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Construction de camps, immeubles, matériel, routes, frais d'installations mines, frais de prospections, etc. :

Dépenses au 31 décembre 1946 . . fr. 79.765.253,38

Dépenses de l'exercice 1947 8.383.328,31

88.148.581,69

Amortiss. antérieurs . . 70.167.467,39

Amortiss. de l'exercice . . 12.559.465,60

82.726.932,99

5.421.648,70

Réalisable :

Portefeuille 9.530.462,10

Amortiss. antérieurs . . 579.500,—

8.950.962,10

Débiteurs 1.419.482,96

Or, cassitérite, mixte tantalif., diamants 18.594.569,51

28.965.014,57

Disponible :

Caisse, banques et chèques-postaux . . 16.526.549,23

Soldes des comptes bloqués 40 % . . . 489.680,—

17.016.229,23

Divers :

Comptes débiteurs 8.023.086,53

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours P.M.

Cautionnements statutaires P.M.

Fr. 59.425.979,03

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital :

60.000 actions de capital de 500 francs . 30.000.000,—

Réserve statutaire 2.000.000,—

32.000.000,—

Envers des tiers :

Fonds de prévoyance	1.829.429,28	
Dividendes restant à payer	8.697.452,24	
Créditeurs	2.628.066,31	
Versement restant à effectuer sur porte- feuille	21.250,40	
		<u>13.176.198,23</u>

Divers :

Compte créditeur	4.604.398,40
----------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.

<i>Solde en bénéfice</i>	9.645.382,40
------------------------------------	--------------

Fr. 59.425.979,03

*COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.*

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr. 752.228,26
Droits de sortie, droits de sortie complémentaires	6.731.485,27
Amortissements sur immobilisé	12.559.465,60
Prévision fiscale	150.000,—
<i>Bénéfice à répartir</i>	<u>9.645.382,40</u>

Fr. 29.838.561,53

CREDIT.

Profits financiers	fr. 54.030,54
Résultats d'exploitation	<u>29.784.530,99</u>

Fr. 29.838.561,53

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire	fr.	482.269,12
5 % au Fonds de Prévoyance		482.269,12
5 % au Conseil général sur fr. : 9.163.113,28		458.155,66
Redevance à la Cie du C. F. L. sur fr. : 8.680.844,16		2.921.483,54
Dividende aux 40.000 actions de capital		5.301.204,96
Brut : 132,530.124.		
Net : 110,—.		

Fr. 9.645.382,40

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du lundi 4 octobre 1948*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve le bilan et le compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à fr. 9.645.382,40.

Elle adopte, dans les mêmes conditions, la répartition du bénéfice qui, après les prélèvements statutaires, permet l'attribution d'un dividende brut de fr. : 132,530.124 à chaque action de capital, soit net fr. : 110,— (n° 1 à 40.000). Elle décide que ce dividende sera payable à partir du 6 octobre 1948, contre remise du coupon n° 15, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles et en province, à la Coloniale de Belgique, et à la Banque Industrielle Belge.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, MM. Maurice Lefranc et Edmond Verfaillie, respectivement en qualité d'administrateur et de commissaire. Leur mandat expire en 1954.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Wielemans, Léon, industriel, 360, avenue Van Volxem, Forest-Bruxelles. Président du Conseil d'administration.

M. le général Moulart, Georges, général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles. Vice-président.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles, Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. Duwez, Théodore, administrateur de sociétés, 169, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles. Administrateur.

M. Gilson, André, H., commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

M. le général Chevalier Henry de la Lindi, Josué, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles. Administrateur.

M. Lefranc, Maurice, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

M. le Chevalier Lallemand, Michel, administrateur de sociétés, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles. Administrateur.

M. Lescornez, Georges, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambertmont, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Koeckx, Jean, secrétaire de sociétés, 7, avenue Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

M. Henquin, Edmond, administrateur de sociétés, 99, rue de Stassart, Ixelles-Bruxelles.

M. Verfaillie, Edmond, secrétaire de société, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

M. Vuye, François, propriétaire, Villa Antonio, 160, chaussée Grande Espinette, Rhode-Saint-Genèse.

Bruxelles, le 6 octobre 1948.

Pour copie certifiée conforme.

MINES D'OR BELGIKA « BELGIKAOR ».

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « Belgikaétain »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 193.617.

Société constituée le 22 février 1946. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 20-21 mai 1946 (acte n° 3.105) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1946.

ACTIF.

Actif immobilisé :

Premier Etablissement f.r	526.858,65
Apport	500.000,—
Frais de constitution de la société . .	54.211,50
	1.081.070,15

Dépenses de l'exercice :

Construction de camps et prospections .	928.012,33	
		2.009.082,48

Actif disponible :

Banque	954.021,55
------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
Cautionnements statutaires	P.M.
	Fr. 2.963.104,03

PASSIF.

Passif de la société envers elle-même :

Capital : 4.000 actions de capital de 500 fr. fr.	2.000.000,—
---	-------------

Passif de la société envers des tiers :

Créditeurs divers	963.104,03
-----------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
	Fr. 2.963.104,03

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1946.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr.	18.960,35
	Fr.	<u>18.960,35</u>

CREDIT.

Intérêts bancaires	fr.	5.033,20
Solde porté au compte de Premier Etablissement . . .		<u>13.927,15</u>
	Fr.	<u>18.960,35</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement	fr.	559.328,45	
Apport		500.000,—	
Frais de constitution de la société . . .		<u>54.211,50</u>	
			1.113.539,95

Construction de camps, immeubles, matériel, installation mines, frais de prospection, etc. :

Dépenses au 31 décembre 1946	928.012,33	
Dépenses de l'exercice 1947	<u>1.718.425,39</u>	
		2.646.437,72
		<u>3.759.977,67</u>

Réalisable :

Portefeuille titres	1.250.000,—
-------------------------------	-------------

Disponible :

Banque	20.141,60
------------------	-----------

Divers :

Compte débiteur	2.803.658,08
---------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Cautionnements statutaires	P.M.

Fr. 7.833.777,35

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital : 4.000 actions de capital de 500 fr. . . . fr. 2.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs sans garanties réelles . . .	5.477.333,35	
Créditeur avec garanties réelles . . .	350.000,—	
		5.827.333,55

Divers :

Compte créditeur	6.443,80
----------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
	Fr. 7.833.777,35

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	28.646,—
Charges financières	3.823,80
	Fr. 32.469,80

CREDIT.

Dépenses portées au compte de premier établissement . fr.	32.469,80
	Fr. 32.469,80

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du lundi 4 octobre 1948.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilans et les comptes de Profits et Pertes pour les exercices 1946 et 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde créditeur de fr. : 13.927,15 et le solde débiteur de fr. : 32.469,80 ont été portés respectivement pour 1946 au compte de premier établissement et pour 1947 en dépenses portées au compte de premier établissement.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaire de leur gestion pendant les exercices 1946 et 1947.

L'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs à cinq et le nombre des commissaires à trois et d'appeler ainsi à ces fonctions MM. Léon Wielemans et André H. Gilson en qualité d'administrateur et MM. Edmond Verfaillie et Marcel Degroide en qualité de commissaire.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, Monsieur Roger Lancsweert en qualité de commissaire.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. Président.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. Grégoire-Delecourt, François-Joseph, ingénieur civil des mines, 399, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Lancsweert, Roger, ingénieur I. M. C., 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles.

Bruxelles, le 6 octobre 1948.

Pour copie certifiée conforme.

Compagnie DES MINES D'ETAIN DE LA BELGIKA.
BELGIKAETAIN.

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

Le Président,

P. LANCSWEERT.

Compagnie du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dima (Congo Belge)

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 11.764.

NOMINATIONS.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale statutaire du 5 octobre 1948.*

L'assemblée, à l'unanimité :

- réélit en qualité d'administrateurs MM. Raymond Buurmans et Jacques Relecom. Leurs mandats viendront à expiration à l'assemblée générale statutaire de 1952.
- élit en qualité de commissaire M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs, demeurant à Dilbeek, 16, avenue de la Peinture, pour achever le mandat de M. le Dr Alfred Lambrette, décédé. Ce mandat prendra fin à l'assemblée générale statutaire de 1951.

Bruxelles, le 7 octobre 1948.

Certifié conforme.

L'administrateur-délégué,

A. S. GERARD.

Le Président,

E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie Foncière du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt juillet à onze heures trente.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, rue Montagne du Parc, n° 3, à Bruxelles.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de la « Compagnie Foncière du Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, établie à Elisabethville (Katanga — Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, constituée par acte reçu par Maître Ernest Vuylsteke, notaire à Schaerbeek, le trente mai mil neuf cent vingt-deux, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du seize juin mil neuf cent vingt-deux, n° 6.837, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent vingt-deux, dont les statuts ont été modifiés suivant actes

reçus par Maître Vuylsteke, notaire prédit, les vingt-neuf juillet et vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-quatre, suivant procès-verbal sous seing privé en date du premier mars mil neuf cent vingt-six, enregistré à Bruxelles, (A. S. S. P.) le vingt-sept mars mil neuf cent vingt-six, volume 667, folio 41, case 15, suivant actes reçus par Maître Vuylsteke, notaire prédit, le vingt-huit avril mil neuf cent vingt-sept, le deux décembre mil neuf cent vingt-sept, le seize janvier mil neuf cent vingt-huit, le seize septembre mil neuf cent vingt-neuf, le vingt-neuf juillet mil neuf cent trente; par Maître Raymond Coen, notaire à Bruxelles, le vingt-huit juillet mil neuf cent trente et un; par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le dix-huit juillet mil neuf cent trente-trois, le quatorze juin mil neuf cent trente-cinq, le seize décembre mil neuf cent trente-sept, le dix-sept juillet mil neuf cent quarante-cinq et le quinze juillet mil neuf cent quarante-sept, publiés respectivement aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-cinq, n° 891 et 892; du quatre avril mil neuf cent vingt-six, n° 3.399; du seize juillet mil neuf cent vingt-sept, n° 9.473; du trois mars et du sept mars mil neuf cent vingt-huit, n° 2291 et 2.384; du douze octobre mil neuf cent vingt-neuf, n° 15382 du deux octobre mil neuf cent trente. n° 14.220; du treize septembre mil neuf cent trente et un, n° 12909 du six août mil neuf cent trente-trois, n° 11058; du cinq juillet mil neuf cent trente-cinq, n° 10444, du dix-sept mars mil neuf cent trente-huit, n° 2445 des dix-neuf/vingt/vingt et un août 1945. n° 11159 et des vingt-cinq/vingt-six août mil neuf cent quarante-sept, n° 16.477.

La dite société a été autorisée par arrêté royal du quatre août mil neuf cent vingt-deux, et les modifications à ses statuts, soumises à approbation, ont été approuvées par arrêtés royaux des dix-neuf mars mil neuf cent vingt-cinq, dix-sept avril mil neuf cent vingt-six, trente mai mil neuf cent vingt-sept, dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-huit, treize mars mil neuf cent vingt-huit, quatorze novembre mil neuf cent vingt-neuf, quatre octobre mil neuf cent trente, vingt-trois septembre mil neuf cent trente et un, dix-sept juillet mil neuf cent trente-cinq et vingt-cinq février mil neuf cent trente-huit. Les actes modificatifs des statuts ont été publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent vingt-cinq, du quinze mai mil neuf cent vingt-six, du quinze juin mil neuf cent vingt-sept, du quinze février mil neuf cent vingt-huit, du quinze avril mil neuf cent vingt-huit, du quinze décembre mil neuf cent vingt-neuf, du quinze novembre mil neuf cent trente, du quinze octobre mil neuf cent trente et un, du quinze octobre mil neuf cent trente-trois; du quinze août mil neuf cent trente-cinq, du quinze mars mil neuf cent trente-huit, et du quinze septembre mil neuf cent quarante-cinq.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — L'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de dix mille deux cent cinquante-neuf actions privilégiées et de soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-quatorze actions ordinaires	10.259	71.294
---	--------	--------

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, n° 4, suivant procuration du cinq de ce mois.

2. — Les « Minoteries du Katanga » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kakontwe, (Congo Belge) propriétaire de dix-neuf cent soixante-neuf actions privilégiées et de vingt mille actions ordinaires 1.969 20.000

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, prénommé, suivant procuration du sept de ce mois:

3. — « Le Comité Spécial du Katanga », ayant son siège à Bruxelles, rue des Petits Carmes, n° 51, propriétaire de quatre mille neuf cent soixante-douze actions privilégiées et de quinze mille vingt-trois actions ordinaires 4.972 15.023

Ici représenté par Monsieur Félix de Muele-naere, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, n° 48, suivant procuration du cinq de ce mois.

4. — La « Compagnie du Katanga » société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 15, propriétaire de trois mille trois cent soixante-neuf actions privilégiées et de seize cent trente et une actions ordinaires 3.369 1.631

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyen-berghe, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, n° 25, suivant procuration du trente juin dernier.

5. — La « Compagnie du Chemin de Fer du Bas Congo au Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de six mille actions privilégiées. 6.000

Ici représentée par Monsieur Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, square du Val de la Cambre, n° 14, suivant procuration du deux de ce mois.

6. — La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » société anonyme établie à Bruxelles, rue Bréderode, n° 13, propriétaire de cinq mille deux cent vingt-cinq actions privilégiées 5.225

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyen-berghe, prénommé, suivant procuration du trente juin dernier.

7. — La « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs) société anonyme établie à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de trois mille huit cent cinquante actions privilégiées 3.850

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, prénommé, suivant procuration du cinq de ce mois.

8. — Monsieur Jules Cousin, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Elisabethville (Katanga — Congo Belge) propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

Ici représenté par Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, n° 43, suivant procuration du quinze de ce mois.

9. — Monsieur Albert Marchal, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, n° 46, propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

10. — Monsieur Gilbert Périer, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 573, propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

Ici représenté par Monsieur Aimé Marthoz, prénommé, suivant procuration du sept de ce mois.

11. — La « Société Mobilière et Immobilière Congolaise » société anonyme établie à Bruxelles, rue Thérésienne, n° 14, propriétaire de deux cent cinquante-sept actions privilégiées 257

Ici représentée par Monsieur Albert Marchal, prénommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

12. — Monsieur Hubert Menestret, directeur adjoint de société, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Marie-Clotilde, n° 18, propriétaire de vingt-cinq actions privilégiées 25

13. — Monsieur Auguste Berckmoes, directeur de département à l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Jette-Saint-Pierre, rue Ferdinand Lenoir, n° 77, propriétaire de vingt-cinq actions privilégiées 25

Ensemble : trente-six mille cent et une actions privilégiées et cent et sept mille neuf cent quarante-huit actions ordinaires 36.101 107.948

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Aimé Marthoz, prénommé, vice-président du Conseil d'administration, assisté de Messieurs Désiré Van Bleyenbergh, Odon Jadot, Albert Marchal et Herman Robiliart, prénommés et de Monsieur

Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 108, ici intervenant, tous administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Georges De-dobbeleer, secrétaire de la société demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Bosquet, n° 86, et comme scrutateurs, Messieurs Félix de Muelenaere et Herman Robiliart, tous deux prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale a à son ordre du jour les points suivants devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique.

Modification de l'article vingt-sept, alinéa premier des statuts, en vue de fixer au quatrième mardi du mois de juin, à onze heures trente, la date et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

Modification de l'article neuf des statuts en vue de prévoir la tenue d'un registre nominatif des actionnaires au siège social concurremment avec la tenue d'un registre au siège administratif.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-huit des statuts dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des deux et dix juillet mil neuf cent quarante-huit.

Le « Moniteur Belge » des deux et dix juillet mil neuf cent quarante-huit.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux.

III. — Que pour assister à la présente assemblée les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. — Que sur les quatre-vingt-deux mille actions privilégiées et les cent sept mille neuf cent quarante-huit actions ordinaires émises et non rachetées, qui seules jouissent des droits statutaires, la présente assemblée réunit trente-six mille cent et une actions privilégiées et les cent et sept mille neuf cent quarante-huit actions ordinaires, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt-six des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article neuf, le premier alinéa est remplacé par :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans des registres.

» Il est tenu un registre au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres, dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges et contiendront les indications suivantes : ».

Au même article neuf, au troisième alinéa les mots : « dans le registre » sont remplacés par les mots : « dans l'un des registres », et au quatrième alinéa les mots : « au registre » sont remplacés par « à l'un des registres ».

A l'article vingt-sept, les mots « le troisième mardi de juillet » sont remplacés par les mots : « le quatrième mardi du mois de juin ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures quarante minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Marthoz, H. Robiliart, F. de Muelenaere, D. Van Bleyenbergh, O. Jadot, A. Marchal, H. Menestret, A. Berckmoes, G. Heenen, G. Dedobbeleer, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-quatre juillet 1948.

Volume 1348, folio 13, case 1, quatre rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Pierre Van Hal,

Président de la Chambre des Vacations.

Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 31 juillet 1948.

(signé) P. Van Hal.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 août 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (signé) M. Van Hecke.

Ministère des Colonies.

A. S. 194.

Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance d'Elisabethville, le premier septembre 1900 quarante-huit; droits perçus : droit fixe 200 fr. coût 1 attestation : 40 francs. Quittance n° 2205, du 1 septembre 1948.

Le Greffier : A. Herremans.

Société Forestière et Agricole Coloniale « Foragrico »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Matadi (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 104, rue Belliard.

Registre du Commerce de Bruxelles : 204.162.

BILAN EXERCICE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	74.071,50	
Matériel Afrique	3.075.789,35	
Matériel Belgique	12.353,50	
		3.088.142,85
Mobilier Afrique P.M.		
Mobilier Belgique	7.647,15	
		7.647,15
Créance douteuse	83.532,—	
		3.253.393,50

Disponible :

Caisse Afrique	782,40	
Caisse Belgique	999,50	
		1.781,90
Banquiers Afrique	13.280,12	
Banquiers Belgique	152.607,16	
		165.887,28
		167.669,18

Réalisable P.M.

Tiers débiteurs :

Débiteurs Afrique	326.863,18	
Débit. Belgique. Divers	146.338,72	
Débit. Avances à Fournis.	159.000,—	
Débit. Garanties et Caut.	4.000,—	
	<u>309.338,72</u>	
Consign. Bois Afrique	280.000,—	
Avances s/consign. bois Belgique	327.658,70	
	<u>1.243.860,60</u>	

Comptes d'ordre :

Actionnaires débiteurs	556.000,—	
Dépôts statutaires	P.M.	
Engagements	165.207,98	
	<u>Fr. 5.386.131,26</u>	

PASSIF.

Envers la société :

Capital fr.	4.000.000,—
Réserve légale	8.800,—
Réserve fonds prévisions	30.250,—

Non exigible :

Amortissements :

Matériel Afrique	256.771,65	
Matériel Belgique	2.470,70	
	<u>259.242,35</u>	
Mobilier Afrique	P.M.	
Mobilier Belgique	764,70	
	<u>764,70</u>	
Frais constitution	14.814,30	
	<u>14.814,30</u>	
Créance douteuse Belgiq.	16.800,—	
Créance douteuse Afrique	66.732,—	
	<u>83.532,—</u>	
	<u>358.353,35</u>	

Envers les tiers :

Tiers créanc. Afrique	44.200,—	
Tiers créanc. Belgique	42.930,75	
Avance de clients Belgiq.	33.661,45	
Fournisseurs Belgique	13.602,85	
Consign. bois Belgique	619.921,90	
	<u>667.186,20</u>	754.316,95

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P.M.
Engagements	165.207,98
Résultat de l'exercice	69.202,98
	<u>Fr. 5.386.131,26</u>

COMPTE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Indemnités Art. 28 fr.	24.000,—
Frais de voyage	36.093,80
Frais généraux d'administration	142.610,97
Amortissements	358.353,35
Fonds de réserve	39.050,—
Solde bénéficiaire	69.202,98
	<u>Fr. 669.311,10</u>

CREDIT.

Bénéfice sur bois fr.	358.523,60
Location matériel	310.787,50
	<u>Fr. 669.311,10</u>

Certifié conforme.

Un administrateur,

L'administrateur-directeur,

(Signatures illisibles.)

Société Minière de Nyangwe

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 111.641.

Société constituée le 16 février 1939. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 27/28 mars 1939, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1939. Modifications approuvées par arrêté royal du 14 juillet 1948, mentionnées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1948 et qui paraîtront incessamment aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

BILAN AU 31 DECEMBRE 1946.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution de la société . . fr.	31.289,10	
Frais d'augmentation du capital . . .	4.826,10	
Premier Etablissement	4.358.346,94	
Apport	598.000,—	4.992.462,59

Réalisable :

Produits en stock (cassitérite)	930.920,—
---	-----------

Disponible :

Banques	49.148,36
-------------------	-----------

Divers :

Emprunt de l'assainissement monétaire .	191.100,—	
Solde fonds bloqués suivant arrêté monétaire du 6 octobre 1944	92.850,—	
Comptes débiteurs	168.458,23	452.408,23

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.	
Garanties statutaires	P.M.	
	Fr.	6.424.939,18

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital :

6.000 actions de capital de 500 fr. . .	3.000.000,—	
série A	—	
série B s. d. v.	—	
		3.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs	3.415.219,53
----------------------	--------------

Divers :

Comptes, créditeurs	9.719,65
-------------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
--	------

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
--	------

Fr. 6.424.939,18

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1946.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles fr.	17.015,40
Dépenses d'exploitation et de prospection	713.347,66

Fr. 730.363,06

CREDIT.

Intérêts bancaires fr.	7.383,35
Solde porté au compte de Premier Etablissement	722.979,71

Fr. 730.363,06

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution de la société . fr.	31.289,10	
Frais d'augmentation du capital	4.826,55	
Apport	598.000,—	
Premier Etablissement	4.358.346,94	
Dépenses de l'exerc. 1947	111.526,75	
	<u>4.469.873,69</u>	
Amortiss. de l'exercice	639.579,79	
	<u>3.830.293,90</u>	4.464.409,55

Réalisable :

Débiteurs	379.139,47	
Produits en stock (cassitérite)	<u>3.280.000,—</u>	3.659.139,47

Disponible :

Banques	8.934,35
-------------------	----------

Divers :

Emprunt de l'assainissement monétaire . .	191.100,—	
Solde fonds bloqués suivant arrêtés moné- taires du 6 octobre 1944	92.850,—	
Comptes débiteurs	<u>212.166,20</u>	496.116,20

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Garanties statutaires	<u>P.M.</u>

Fr. 8.628.599,57

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital :

6.000 actions de capital de 500 francs	
série A	3.000.000,—
série B s. d. v.	—
	3.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs	5.628.599,57
----------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
	Fr. 8.628.599,57

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr. 141.123,10
Droits de sortie et surtaxes douanières	322.948,35
Amortissement sur Premier Etablissement	639.579,79
	Fr. 1.103.651,24

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr. 1.096.351,25
Intérêts bancaires	7.299,99
	Fr. 1.103.651,24

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du lundi 4 octobre 1948*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilans et les comptes de Profits et Pertes pour les exercices 1946 et 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde débiteur au compte de Profits et Pertes de fr. : 722.979,71 et un bénéfice net de fr. : 639.579,79 ont été portés respectivement pour 1946 au compte de Premier Etablissement et pour 1947 en amortissement sur Premier Etablissement.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant les exercices 1946 et 1947 et autorise la restitution du cautionnement de M. E. Autrique, commissaire, décédé en 1946, et de M. Yves de Renesse, commissaire, démissionnaire.

L'assemblée acte la démission de M. Charles Sampers, administrateur, et appelle aux fonctions d'administrateur M. de Potter d'Indoye. Son mandat expire en 1954.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles, président.

M. le Comte Maximilien de Renesse-Breidbach, propriétaire, 9, rue Adrien Willaert, Bruges, vice-président.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, 64, avenue Victor Jacobs, Berchem-lez-Anvers, administrateur.

M. Armand Jamar, administrateur de sociétés, 23, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Charles Sampers, industriel, Villa « Les Tilleuls » à Edegheem-Anvers, administrateur.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs de sociétés, 16, avenue de la Peinture, à Dilbeek, Bruxelles.

M. Max Lohest, ingénieur civil des mines, 142, boulevard Brand Withlock, Bruxelles.

Bruxelles, le 6 octobre 1948.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DE NYANGWE.

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Banque du Congo Belge
Société anonyme

SITUATION AU 31 JUILLET 1948.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	799.436.793,29
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		203.584.087,80
Avoirs en banque {	en francs	662.123.883,69
	en devises étrangères	1.298.484.137,80
Portefeuille - titres		204.657.164,93
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'Etranger		8.138.913.337,56
Effets commerciaux		518.390.496,45
Débiteurs		202.106.257,26
Etat Belge		313.999.339,31
Immeubles et Matériel		29.695.450,30
Divers		11.290.400,83
		Fr. 12.487.815.787,47

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		45.020.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.039.272.696,90
Créditeurs à vue {	divers	6.658.388.460,99
	Colonie	2.968.917.687,40
Créditeurs à terme		148.029.190,43
Transferts en route et divers		608.187.751,75
		Fr. 12.487.815.787,47

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Société Congolaise Bunge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Kamina (Congo Belge).

Siège administratif à Anvers, 21, rue Arenberg.

Registre du Commerce d'Anvers n° 44122.

Constituée par acte passé devant Maître Antoine Cols, notaire à Anvers, le 5 mai 1937 et autorisé par arrêté royal du 14 juin 1937. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 juin 1937 sous le n° 10487 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » au 15 juillet 1937. Statuts modifiés par actes passés devant le même notaire a) le 8 octobre 1946, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 21 mars 1947 sous le n° 4186. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 27 décembre 1946; b) le 5 août 1947, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 23 novembre 1947 sous le n° 20839. Modifications autorisées par arrêté royal du 3 novembre 1947.

BILAN AU 31 MARS 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles d'Afrique :

réévalués . . . fr.	3.339.160,32	
non réévalués . . .	1.721.640,26	
	<u>5.060.800,58</u>	

Amortissements :

au 31 mars 1947 . .	1.147.061,66	
de l'exercice . . .	328.179,09	
	<u>1.475.240,75</u>	

3.585.559,83

Machines d'Afrique réévaluées . . . 2.972.816,01

Amortissements :

au 31 mars 1947 . .	1.574.433,05	
de l'exercice . . .	296.619,37	
	<u>1.871.052,42</u>	

1.101.763,59

Mobilier et Matériel 2.240.885,93

Amortissements :

au 31 mars 1947 . .	1.533.415,02	
de l'exercice . . .	193.735,01	
	<u>1.727.150,03</u>	

513.735,90

Frais de constitution	82.129,80	
Amortissements :		
au 31 mars 1947	65.703,84	
de l'exercice	8.212,98	
	<u>73.916,82</u>	8.212,98
		<u>5.209.272,30</u>

Participations permanentes :

Portefeuille	12.760.000,—
------------------------	--------------

Réalisable :

Débiteurs divers	20.759.325,57	
Marchandises et Approvisionnements	9.843.825,36	
Coton - fibre	4.562.099,70	
Effets à recevoir	<u>4.310.389,43</u>	39.475.640,06

Disponible :

Caisses et Comptes Chèques Postaux	422.438,30	
Banques Afrique	<u>4.593.197,90</u>	5.015.636,20

Comptes d'ordre :

Dépôts cautions	113.590,—
Dépôts statutaires	P.M.
	<u>Fr. 62.574.138,56</u>

PASSIF.

Capital fr.	20.000.000,—	
représenté par 8.000 actions de capital sans désignation de valeur.		
Réserve légale	814.080,70	
Fonds de réinvestissement et de prospect.	4.000.000,—	
Plus-value de réévaluation de l'actif im- mobilisé	<u>2.726.963,04</u>	27.541.043,74
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		773.376,68
Fonds de Welfare en faveur des indigènes		443.448,—

Exigible :

Créditeurs divers	22.587.278,73	
Portefeuille à libérer	25.000,—	
		<u>22.612.278,73</u>

Compte de régularisation :

Prévisions fiscales		1.175.157,—
-------------------------------	--	-------------

Comptes d'ordre :

Déposants cautions		113.590,—
Déposants statutaires		P.M.

Compte Profits et Pertes :

Report de l'exercice précédent	2.120.780,53	
Bénéfice de l'exercice	7.794.463,88	
		<u>9.915.244,41</u>
	Fr.	<u><u>62.574.138,56</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	fr.	3.531.101,43
Frais de banque et intérêts		626.115,69
Frais d'augmentation du capital		128.339,25
Fonds de Welfare en faveur des indigènes		200.000,—
Amortissements de l'exercice		826.746,45
Report de l'exercice précédent	2.120.780,53	
Bénéfice de l'exercice	7.794.463,88	
		<u>9.915.244,41</u>
	Fr.	<u><u>15.227.547,23</u></u>

CREDIT.

Solde reporté au 1 ^{er} avril 1947	fr.	2.120.780,53
Bénéfice brut sur cotons et marchandises, commissions et divers		12.714.766,70
Revenus du portefeuille		392.000,—
	Fr.	<u><u>15.227.547,23</u></u>

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	fr.	1.185.919,30
Tantièmes administrateurs et commissaire		320.237,03
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		320.237,03
Fonds de réinvestissement et de prospection		3.273.036,96
Solde à nouveau		4.815.814,09
	Fr.	9.915.244,41

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 28 septembre 1948, a voté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1°) Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 mars 1948.

2°) Approbation de la répartition des bénéfices accusés par le susdit bilan.

3°) Par vote spécial, décharge aux administrateurs et commissaire pour leur gestion pendant l'exercice clos au 31 mars 1948.

4°) L'assemblée, à l'unanimité, décide de maintenir à six le nombre d'administrateurs et désigne à ces fonctions Messieurs Robert Werner, René Friling, Jules Sobry, Thomas J. Meyer, Marcel Berré et Emile Dejong pour un terme d'un an.

L'assemblée, à l'unanimité, renouvelle le mandat de commissaire de Monsieur Paul Meinertzhagen pour un terme d'un an.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Robert Werner, administrateur de sociétés, 1530. Pueyreddon Martinez (Argentine), président.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 140, chaussée de Malines, Anvers, administrateur-délégué.

M. Jules Sobry, directeur de société, 26, avenue Flora, Mortsels, administrateur-délégué.

M. Thomas J. Meyer, administrateur de sociétés, Hof ter Beke, Braschaet, administrateur.

M. Marcel Berré, directeur de société, 24, avenue de Mérode, Berchem-Anvers, administrateur.

M. Emile Dejong, ingénieur-agronome, 392, avenue de la Couronne, Ixelles-Bruxelles, administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Paul Meinertzhagen, directeur de société, 11, courte rue Lozane, Anvers.

Anvers, le 30 septembre 1948.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE CONGOLAISE BUNGE.

Deux administrateurs,

(s.) Jules SOBRY.

(s.) Thomas J. MEYER.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) den een October 1948. Deel 210, blad 23, vak 17.

Ontvangen : veertig frank (40).

De Ontvanger (get.) A. Van de Perre.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
« Sabena »

Société anonyme

13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3872.

Constituée par acte reçu par Maîtres Vanisterbeek et A. Poelaert, notaires à Bruxelles, le 23 mai 1923, et publié aux annexes du « Moniteur Belge » le 9 juin 1923, acte n° 6706. Statuts modifiés par acte reçu par Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1926 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » le 25 décembre 1926, acte n° 13473. (Modifications autorisées par arrêté royal du 13 octobre 1926, publié au « Moniteur Belge » le 22 octobre 1926). Statuts modifiés par acte reçu par Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 16 novembre 1927 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » le 30 novembre 1927, acte numéro 14096 (Modifications autorisées par la loi du 16 août 1927, publié au « Moniteur Belge » du 22/23 août 1927). Statuts modifiés par acte reçu par Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 28 juin 1929 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 13 juillet 1929, acte numéro 11706 (Modifications autorisées par la loi du 25 mai 1929, publié au « Moniteur Belge » du 17/18 juin 1929). Statuts modifiés par acte reçu par Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 9 février 1938 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 26 février 1938, acte numéro 1642. (Modifications autorisées par la loi du 14 janvier 1938, publié au « Moniteur Belge » du 17/18 janvier 1938). Statuts modifiés par acte reçu par Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 8 mars 1939 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 mars 1939, acte numéro 2987. (Modifications autorisées par la loi du 21 février 1939, publié au « Moniteur Belge » du 24 mars 1939).

EXERCICE 1947 (vingt-cinquième exercice social).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais d'études et de premier établissement fr.	1,—	
Immobilisations autre que le matériel volant	71.954.262,88	
Amortissement	30.972.647,23	
		40.981.615,65
Travaux en cours	11.319.889,27	
Matériel volant et pièces de rechange	541.463.883,18	
Amortissement	215.311.983,54	
		326.151.899,64
		378.453.405,56

Réalisable :

Approvisionnements	16.799.253,53	
Marchandises en cours de route	8.761.312,25	
Débiteurs divers :		
Etat	5.738.118,89	
Colonie	39.310.580,94	
Cies Aériennes étrang.	47.546.531,22	
Autres débiteurs	138.843.774,69	
		231.439.005,74
Certificats de trésorerie	92.000,—	
Participation à la Caisse d'Avances et de Prêts	2.500,—	
Débiteurs douteux	51.696,04	
		257.145.767,56

Disponible :

Banques, Caisses et Chèques Postaux	91.451.821,49
---	---------------

Divers :

Comptes débiteurs	14.494.717,75	
Avances sur commandes	48.216.572,01	
		62.711.289,76

Dommages réévalués en application de la
la loi du 20 août 1947 :

1) résultant de l'évacua-
tion ordonnée par le Gou-
vernement 38.991.971,99

Amortis.
antérieurs 18.290.295,49

Amortis.
de l'exer.
sur plus-
value de
réévalua-
tion . . . 6.712.014,43

25.002.309,92

13.989.662,07

2) de guerre, saisies ou
réquisitions 37.744.341,54

Amortis.
antérieurs 16.532.415,95

Amortis.
de l'exer.
sur plus-
value de
réévalua-
tion . . . 6.456.025,42

22.988.441,37

13.755.900,17

27.745.562,24

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires pour mémoire

Banque du Congo Belge, cautionnements
agents 99.189,25

Engagements et contrats divers en cours . pour mémoire

99.189,25

Fr. 817.607.035,86

PASSIF.

Envers la société :

Capital :

40.000 act. privilégiées
de 500 francs chacune . 20.000.000,—

52.000 act. de dividende
sans désign. de valeur . pour mémoire

Réserve légale 2.000.000,—

22.000.000,—

Fonds d'assurance	39.417.629,89	
Fonds de renouvellement du matér. volant	44.305.715,29	
Fonds de reconstitution des stocks . . .	4.500.000,—	
Fonds de prévision	29.000.000,—	
Plus-value de réévaluation dommages . .	26.336.079,69	
		<u>165.559.424,87</u>

Envers les tiers :

Emprunts obligataires garantis par l'Etat	18.584.000,—
Bons de caisses garantis par l'Etat . .	66.105.000,—

Créditeurs :

Etat, avances de trésorerie	143.871.611,08	
Colonie : compte financement achat matériel volant	73.883.107,10	
Banquiers	145.000.000,—	
Fournisseurs	51.372.039,60	
Compagnies Aériennes Etrangères . . .	21.816.145,40	
Autres créiteurs	67.024.281,72	
		<u>587.656.184,90</u>

Divers :

Fonds de prévoyance sociale	2.316.931,08	
Provision pour intérêts et remboursement d'obligations à échoir le 1 ^{er} janvier 1948	1.431.800,—	
Provision pour créances douteuses . . .	51.696,04	
Comptes créditeurs	9.077.394,41	
Provision pour impôts	50.394.212,—	
		<u>63.272.033,53</u>

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
Banque du Congo Belge, cautionnements agents	99.189,25	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
		<u>99.189,25</u>

Profits et Pertes :

Report de l'exercice précédent	18,74	
Solde créditeur de l'exercice sous revue .	1.020.184,57	
		<u>1.020.203,31</u>
		<u>Fr. 817.607.035,86</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1947.

— 1583 —

DEBIT.

Dénomination des comptes.	Europe	Afrique	L.B.C.	Totaux
Frais généraux d'administration	1.457.323,18	380.572,95	1.296.745,71	3.134.641,84
Dépenses d'exploitation	199.183.810,99	57.069.377,79	184.297.303,80	440.550.492,58
Assurances vol et matériel volant	9.992.044,48	2.242.161,87	5.657.167,—	17.891.373,35
Amortissement des immobilisations autres que le matériel volant	6.737.947,66	2.316.762,11	5.995.516,13	15.050.225,90
Amortissement matériel volant et pièces de rechange	43.734.272,91	8.974.986,99	59.942.010,59	112.651.270,49
Charges financières	6.704.605,25	1.750.875,47	5.965.847,64	14.421.328,36
Dotations au fonds d'assurance				21.276.000,—
Totaux	267.810.004,47	72.734.737,18	263.154.590,87	624.975.332,52

Amortissement plus-value dommages réévalués 13.168.039,85
Provision pour impôts 16.000.000,—
Solde créditeur de l'exercice 1.020.184,57

655.163.556,94

CREDIT.

Recettes d'exploitation et diverses	270.525.315,66	84.653.122,58	298.253.456,99	653.431.895,23
Intérêts	63.883,88	28.900,73		92.784,61
Bénéfices résultant de l'exploitation des Guest-Houses		1.638.877,10		1.638.877,10
Totaux	270.589.199,54	86.320.900,41	298.253.456,99	655.163.556,94

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 1^{er} octobre 1948.*

L'assemblée, à l'unanimité :

- 1) adopte le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1947;
- 2) adopte la répartition des bénéfices de l'exercice sous revue, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration. Les dividendes seront payés conformément à l'art. 35 des statuts, aux époques à fixer par le Conseil d'administration;
- 3) donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1947 par un vote spécial et unanime, chacun des assistants s'abstenant en ce qui le concerne;
- 4) élit définitivement en qualité d'administrateur M. A. Magain qui a été appelé à ces fonctions par les administrateurs et commissaires réunis en Conseil général du 16 décembre 1947, pour achever le mandat prenant fin à ce jour de M. E. Moulard, démissionnaire;
- 5) réélit MM. De Roover et A. Magain en qualité d'administrateur et G. Lelièvre en qualité de commissaire.

Les mandats de ces Messieurs, d'une durée statutaire de six années, prendront fin, sous réserve de prorogation du terme social, à l'expiration de celui-ci, c'est-à-dire le 23 mai 1953.

REPARTITION DES BENEFICES.

Dividende de 6 % aux act. privilégiées, <i>prorata temporis</i>	1.020.000,—
Report à nouveau	203,31
Fr.	1.020.203,31

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gilbert Périer, docteur en droit, administrateur-délégué de la Société Nationale pour l'Etude des Transports Aériens (SNETA), 573, avenue Louise, Bruxelles; président, administrateur-délégué.

M. le Baron Albéric-Emile Rolin, administrateur de la Société Nationale pour l'Etude des Transports Aériens (SNETA), 41, square Vergote, Bruxelles; vice-président.

M. Tony Orta, major de réserve, 96, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert, administrateur-directeur général.

M. Emile Allard, ingénieur A. I. Lg., 4, avenue du Congo, Ixelles, administrateur.

M. Marcel De Roover, ingénieur A. I. A., directeur de la Brufina, 33, avenue des Gaulois, Bruxelles, administrateur.

M. Maurice Hulin, ingénieur A. I. Lg., administrateur de la Société Nationale pour l'Etude des Transports Aériens (SNETA) à Rebecq-Rognon, administrateur.

M. Alfred Magain, inspecteur général des Finances, chef de Cabinet du Ministre des Finances, 64, avenue Marie-José, Woluwe-Saint-Lambert, administrateur.

M. Marcel A. Malderez, secrétaire général du Ministère des Communications, 25, rue Vlasendael, Anderlecht, administrateur.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, administrateur-directeur de l'Union Minière du Haut Katanga, 4, avenue du Congo, Ixelles, administrateur.

M. Pierre Ryckmans, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, rue Nisard, Boitsfort, administrateur.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. A., administrateur de la Société Nationale pour l'Etude des Transports Aériens (SNETA), 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse, administrateur.

M. Firmin Van Brée, ingénieur A. I. L., 5, rue Chair et Pain, Bruxelles, administrateur.

M. Maurice Denis, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales et consulaires de Liège, Premier Echevin de la Ville de Liège, 19, rue des Glacis, Liège, délégué de l'Etat.

M. Henri Rongvaux, conseiller au Ministère des Communications, 1, rue de l'Autruche, Boitsfort, délégué de l'Etat.

M. Eudore De Backer, ingénieur A. I. G., directeur au Ministère des Colonies, 9, rue des Néliers, Auderghem, délégué de la Colonie.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jules De Bruyn, secrétaire-comptable de la SNETA, 100, rue Champ du Roi, Etterbeek.

M. Léopold Lavedrine, licencié en sciences commerciales, attaché au Ministère des Colonies, 198, rue Champ du Mont, Ougrée-Liège.

M. Gaston Lelièvre, directeur de la comptabilité à l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux, 119, avenue Molière, Forest.

M. Léon Scheid, propriétaire, 25, rue du Clocher, Etterbeek.

M. Emile-Henri Thomelaire, docteur en droit, directeur au Ministère du Budget, 13, rue de l'Industrie, Bruxelles.

Bruxelles, le 5 octobre 1948.

SOCIETE ANONYME BELGE D'EXPLOITATION
DE LA NAVIGATION AERIENNE
(SABENA)

Deux administrateurs,

(Signatures illisibles.)

« Symaf » Syndicat Minier Africain

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169.

ANNULATION DE POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal n° 100
du Conseil d'administration du 8 septembre 1948.*

« Monsieur Henri BECKERS, ayant quitté notre Société, le Conseil décide d'annuler les pouvoirs qui lui ont été conférés en séance du Conseil d'administration du 2 octobre 1946, et qui sont devenus inopérants. »

Certifié pour extrait conforme.

« SYMAF », SYNDICAT MINIER AFRICAINE.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

L'administrateur-délégué,

Henri DEPAGE.

Le Président,

George MOULAERT.

Compagnie Minière Arema-Arema

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Autorisée par arrêté royal du 22 juillet 1938.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 108.053.

Siège social : Kindu-Port-Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Acte constitutif publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1938.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1946.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 30 septembre 1948.

ACTIF.

I. Immobilisé :

- | | |
|--|-------------|
| a) Apports fr. | 2.185.000,— |
| b) frais de constitution . | 61.264,35 |
| c) Prospections - Déve-
loppements - Immeu-
bles et Installations en
Afrique. | |

Dépenses au 31-12-1945	1.632.821,44	
	<u>3.879.085,79</u>	
à déduire :		
Amortissements des exercices antérieurs	778.262,59	
	<u>3.100.823,20</u>	
II. Réalisable :		
Débiteurs divers		693.531,99
III. Disponible :		
Banques		1.849,48
IV. Comptes d'ordre :		
Garanties statutaires		P.M.
Engagements et contrats divers en cours		P.M.
V. Profits et Pertes :		
Perte antérieure reportée	277.898,88	
Moins : bénéfice de l'exercice	36.723,45	
	<u>241.175,43</u>	
		<u>Fr. 4.037.380,10</u>

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même :		
Capital : 7.000 actions de capital de fr. 500,—	fr.	3.500.000,—
II. Dettes de la société envers des tiers :		
Créditeurs divers		537.380,10
III. Comptes d'ordre :		
Titulaires des garanties statutaires		P.M.
Engagements et contrats divers en cours		P.M.
		<u>Fr. 4.037.380,10</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1946.

DEBIT.

Report de la perte antérieure	fr.	277.898,88
Frais généraux et divers		5.771,—
		<u>Fr. 283.669,88</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	42.494,45
(rappel exercices antérieurs).		
Solde		241.175,43
	Fr.	<u>283.669,88</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 30 septembre 1948.

ACTIF.

I. Immobilisé :

a) Apports	fr.	2.185.000,—
b) Frais de constitution		61.264,35
c) Prospections - Développements - Immeubles et Installations en Afrique.		

Dépenses au 31-12-1946	1.632.821,44	
	<u>3.879.085,79</u>	

à déduire :

Amortissements des exercices antérieurs	778.262,59	
	<u>3.100.823,20</u>	

II. Réalisable :

Débiteurs divers	735.256,93
----------------------------	------------

III. Disponible :

Banques	18.772,77
-------------------	-----------

IV. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

V. Profits et Pertes :

Perte antérieure reportée	241.175,43
-------------------------------------	------------

Moins :

Bénéfice de l'exercice	58.648,23	
	<u>182.527,20</u>	
	Fr.	<u>4.037.380,10</u>

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 7.000 actions de capital de fr. 500,— . . . fr. 3.500.000,—

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers 537.380,10

III. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires P.M.

Engagements et contrats divers en cours P.M.

Fr. 4.037.380,10

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Report de la perte antérieure fr. 241.175,43

Frais généraux et divers 6.081,25

Fr. 247.256,68

CREDIT.

Résultat d'exploitation (rappel exercices antérieurs) . fr. 64.652,50

Revenus financiers 76,98

Solde 182.527,20

Fr. 247.256,68

VERSEMENTS EFFECTUES.

Le capital a été entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et administrateur-délégué :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue des Nations, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 33, boulevard Général Wahis, Bruxelles.

M. le Chevalier Michel Lallemand, administrateur de sociétés, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Alfred Moeller, docteur en droit, La Framboisière, Linkebeek.

M. Albert Pirard, ingénieur A. I. A., 22, avenue Emile Duray, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur des mines, géologue, 212, chaussée de Charleroi, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Bruxelles.

M. Osée Hugé, chef comptable, 667, chaussée d'Alseberg, Bruxelles.

Bruxelles, le 2 octobre 1948.

Certifié conforme.

COMPAGNIE MINIERE AREMA.

Un administrateur,
P. LANCSWEERT.

Le Président du Conseil d'administration,
G. LESCORNEZ.

COMPAGNIE MINIERE AREMA - AREMA.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Kindu-Port-Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 108.053.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES
DU 30 SEPTEMBRE MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur donnée le 29 septembre 1948 par Monsieur René Destrée.

A l'unanimité :

a) elle nomme en qualité d'administrateur M. Georges Passau, en remplacement de M. René Destrée.

Son mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1951.

b) elle réélit en qualité d'administrateur Messieurs Prosper Lancsweert et Maurice Lefranc et en qualité de commissaire Monsieur Osée Hugé.

Les mandats de Messieurs Lancsweert et Lefranc prendront fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1954 et celui de M. Hugé après l'assemblée générale annuelle de 1950.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

Bruxelles, le 2 octobre 1948.

Certifié conforme.

COMPAGNIE MINIERE AREMA.

Un administrateur,
P. LANCSWEERT.

Le Président du Conseil d'administration,
G. LESCORNEZ.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

créée par décret en date du 6 novembre 1906.

Siège social : Tshikapa.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 8549.

—
**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
TENUE LE 13 JUILLET 1948.**

RESOLUTIONS.

L'assemblée acte que le Gouvernement de la Colonie a désigné M. William H. Tuck en qualité d'administrateur, pour un terme de trois ans prenant cours le 25 mars 1948.

Elle réélit pour un terme de trois ans, MM. Baudine et le Baron Carton de Wiart, administrateurs sortants et élit, pour un terme de trois ans M. Allan A. Ryan aux fonctions d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, Bruxelles.

M. Auguste Callens, administrateur de sociétés, 50, rue Paul-Emile Janson, Ixelles.

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Ter-vueren, Bruxelles.

M. Guillaume Van Esbroeck, ingénieur civil des mines, 59, avenue Edmond Mesens, Bruxelles.

M. Albert E. Thiele, administrateur de sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York.

M. Hallan Tuck, ingénieur, « Perrywood » Mareborough, Maryland, U. S. A.

M. Pierre Ryckmans, avocat, 1, rue Nisard, Boitsfort.

Bruxelles, le dix août mil neuf cent quarante-huit.

Certifié conforme.

Le Président,

F. VAN BREE.

Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de Première Instance de la Province du Kasai, à Luluabourg, le quatre septembre mil neuf cent quarante-huit, et inscrit sous le numéro TROIS CENT ET UN du registre des actes de sociétés.

Dont coût : 200 francs.

Le Greffier, (s.) G. Stengele.

Pour copie conforme.

Le Greffier,

G. STENGELE.

Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « Mirudi »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 91070.

Constituée suivant acte passé devant Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 20 mars 1937 et autorisée par arrêté royal du 12 avril 1937 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1937).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 4 octobre 1938; modifications autorisées par arrêté royal du 1^{er} décembre 1938 et publiées dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospection, constructions et travaux préparatoires fr.	6.454.209,77
Amortissements antérieurs	6.454.208,77

1,—

Matériel et outillage, déduction faite des amortissements antérieurs	33.202,95	
Amortissement de l'exercice	33.201,95	1,—
		2,—

Réalisable :

Débiteurs divers	522.503,91	
Stock produits	6.895.340,92	
Approvisionnements	222.344,95	
Portefeuille	12.050,—	7.652.239,78

Disponible :

Banques, Chèques postaux et caisses	821.969,16
---	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	165.000,—
	Fr. 8.639.210,94

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 6.000.000,—
représenté par :	
12.000 actions de capital de fr. 500,—.	
12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.	
18.000 actions série B.	

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	1.370.675,52
Comptes créditeurs	180.288,80

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	165.000,—
--------------------------------------	-----------

Profits et Pertes :

Solde déficitaire reporté	83.035,56	
Bénéfice de l'exercice	1.006.282,18	923.246,62
		Fr. 8.639.210,94

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Solde à nouveau	fr.	83.035,56
Droits de sortie sur produits miniers		464.498,46
Droits de sortie complémentaire s/produits miniers		591.296,43
Frais généraux Europe		147.805,45
Frais généraux Afrique		85.958,43
Impôts		5.652,—
Amortissement sur immobilisé		33.201,95
Solde déficitaire reporté	83.035,56	
Bénéfice de l'exercice	1.006.282,18	
		<u>923.246,62</u>
	Fr.	<u>2.334.694,90</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	<u>2.334.694,90</u>
-----------------------------------	-----	---------------------

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, président-administrateur-délégué, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Henri de Steenhault de Waerbeck, administrateur de sociétés, 63, avenue des Nerviens, Bruxelles.

M. le Baron Edouard Empain, propriétaire, 1, rue Zinner, Bruxelles.

M. le Chevalier Michel Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Alfred Marzorati, docteur en droit, 24, avenue Helleveld à Uccle, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur civil des mines (U. Br.), 67, rue de Spa, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine à Ixelles-Bruxelles.

M. Charles Pequet, directeur de banque, 53, rue Père de Deken à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 5 octobre 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1°) approuve les rapports, le bilan et le compte de Profits et Pertes, relatifs à l'exercice 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et approuvés par le Collège des commissaires.

L'assemblée décide, en conséquence, de répartir le solde bénéficiaire de fr. 923.246,62, comme suit :

Réserve statutaire : 5 %	fr.	46.162,—
Participation du Ruanda-Urundi (art. 76 du décret du 24 septembre 1937)		69.927,—
Allocations administrateurs et commissaires :		
10 % sur francs 877.084,62		87.708,—
Premier dividende de 6 % aux 12.000 actions de capital soit francs 30,— par action		360.000,—
Solde à reporter		359.449,62
	Fr.	<u>923.246,62</u>

Le dividende des actions de capital (nominatives) sera payé par fr. 30,— brut ou fr. 24,90 net à dater du 6 octobre 1948.

- 2°) donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1946.

3°) réélit :

- a) pour un terme de 6 ans, MM. Maurice Lefranc et Alfred Marzorati, administrateurs;
b) pour un terme de 2 ans, M. Gaston Paquet, commissaire.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

G. PASSAU.

M. LEFRANC.

Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « Minétain »

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kigali (Ruanda).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 42.604.

Constituée par acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 7 novembre 1929; autorisée par arrêté royal du 16 décembre 1929; acte publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1930 et à celles au « Moniteur Belge » du 10 janvier 1930 et déposé au Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance d'Usumbura le 16 janvier 1930. Statuts coordonnés par Maître Scheyven et publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 11 février 1939. Statuts modifiés le 16 janvier 1947 et modifications publiées au « Moniteur Belge » du 7 février 1947.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

1) Immobilisé :

Premier établissement :

a) Immeubles, matériel, outillage et installations 20.746.150,43

à déduire :

Amortissements . . . 14.773.993,55

5.972.156,88

b) Frais de recherches et divers 33.896.137,55

à déduire :

Amortissements . . . 33.896.137,55

5.972.156,88

Réévaluation immeubles, matériel et outillage 8.832.131,15

14.804.288,03

2) Réalisable :

Débiteurs divers 11.135.794,39

Marchandises et produits miniers . . . 12.818.980,76

Portefeuille 1.671.250,—

Fonds publics 4.965.000,—

30.591.025,15

3) *Disponible :*

Banques et caisses 20.723.310,05

4) *Divers :*

Comptes débiteurs 1.586.960,02

5) *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

Fr. 67.705.583,25

PASSIF.

1) *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

113.000 act. de capital série A. de 250 fr.
chacune 28.250.000,—

113.000 act. série B. sans désignation de
valeur remises au Gouvernement
du Ruanda-Urundi P.M.

Réserve statutaire 3.315.850,47

Fonds spécial de prévision 500.000,—

Plus-value de réévaluation immeubles,
matériel et outillage 8.832.131,15

40.897.981,62

2) *Fonds d'assurance et de provisions diverses 7.643.311,55*

3) *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers 11.774.407,59

Dividendes à régler 661.299,30

Remboursement à effectuer aux actionn. 3.700,—

Montants non appelés s/participations 800.000,—

13.239.406,89

4) *Divers :*

Comptes créditeurs 965.403,94

5) *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires pour mémoire

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers
en cours pour mémoire

6) *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice 4.959.479,25

Fr. 67.705.583,25

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	2.084.566,45
Taxe sur cotation des titres à la Bourse		57.833,40
Impôt sur le capital sur avoirs en Belgique		10.000,—
Droits sur produits :		
droits de sortie	1.962.050,69	
taxe de statistique	35.513,90	
surtaxe douanière	1.531.322,41	
		<u>3.528.887,—</u>
Fonds d'assurance et de provisions diverses		1.500.000,—
Amortissements de l'exercice :		
sur frais de recherches et divers	8.035.450,85	
sur immeubles, matériel, outillage et in-		
installations	1.832.468,42	
sur portefeuille	190.001,—	
		<u>10.057.920,27</u>
Redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi		1.438.087,34
Solde		4.959.479,25
	Fr.	<u><u>23.636.773,71</u></u>

CREDIT.

Résultat brut d'exploitation	fr.	23.329.379,37
Intérêts et revenus du portefeuille		272.004,12
Rentrées diverses		35.390,22
	Fr.	<u><u>23.636.773,71</u></u>

Extraits du procès-verbal de l'assemblée générale du 8 juillet 1948.

... ..

L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire, après les imputations suivantes : aux amortissements, fr. 10.057.920,27 au Fonds d'assurance et de provisions diverses, 1.500.000, au Gouvernement du Ruanda-Urundi, à titre de redevance, 1.438.087,34, s'élève à fr. 4.959.479,25.

L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition statutaire ci-après :

5 % à la réserve statutaire	319.878,33
5 % au personnel	319.878,33
5 % tantièmes au Conseil Général	319.878,33
dividende aux 113.000 actions série A	3.999.844,26
	Fr. 4.959.479,25

... ..

3) *Décharge aux administrateurs et commissaires :*

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

4) *Nominations statutaires :*

L'assemblée décide de ne pas pourvoir provisoirement au remplacement de feu le Lieutenant Général Baron Tombeur de Tabora, administrateur, décédé en 1947.

L'assemblée réélit aux fonctions d'administrateur, MM. Raymond Anthoine et le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, et aux fonctions de commissaire, M. Georges Mortehan. Les trois mandats ainsi renouvelés pour une durée de six ans expireront en 1954.

... ..

Ces diverses résolutions sont adoptées à l'unanimité des actionnaires présents.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président - administrateur-délégué :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Vice-président :

M. Pierre Orts, docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond Anthoine, ingénieur-géologue, 34, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

M. le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, propriétaire, 2, rue Raymond Hernalsteen, Wesembeek-Ophem.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc, Woluwe.

M. Gaston Heenen, officier retraité, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 33, boulevard Général Wahis, Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, 15a, rue du Bourmestre, Bruxelles.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambertmont, Bruxelles.

M. Pierre Ortman, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. Franz Timmermans, ingénieur, 182, rue Frans Merjay, Bruxelles.

M. Auguste Vandénbroeck, administrateur de sociétés, 46, avenue Général de Gaulle, Bruxelles.

M. Edmond Van Hoorebeke, administrateur de sociétés, 31, chaussée de Bruxelles, Ledeborg-Gand.

M. Georges Van Santen, administrateur de sociétés, 5, avenue Prince-Albert, Berchem-Anvers.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Habran, officier retraité, 33, rue Van Ostade, Bruxelles.

M. Jean Leguerrier, directeur de sociétés, 10, avenue Géo Bernier, Bruxelles.

M. Joseph Mathy, secrétaire de société, 15, avenue des Phalènes à Bruxelles.

M. Georges Mortehean, inspecteur d'Etat honoraire, 260, avenue d'Auderghem, Bruxelles.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue R. Warocqué, Morlanwelz.

Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Certifié conforme.

Un administrateur,

(s.) G. LESCORNEZ.

Le Président,

(s.) P. FONTAINAS.

Vu pour légalisation des signatures de MM. Fontainas et Lescornez, apposées au recto.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur : (s.) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Visé par Nous Pierre Leroy, chef du Service du Contentieux et du Personnel du Gouvernement du Ruanda-Urundi pour légalisation de la signature de Monsieur P. Jentgen, apposée ci-dessus.

Usumbura, le sixième jour du mois d'août 1900 quarante-huit.

(s.) Pierre Leroy.

Droit perçu : 40 francs, quittance n° 46 du 9 août 1948.

A. S. 672.

Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, ce neuvième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-huit, sous le numéro SIX CENT SEPTANTE-DEUX du registre des actes déposés.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance du R. U.

G. DE SCHINKEL.

Perçu : 200 francs.

Quittance n° 47 du 9 août 1948.

Le Greffier : G. De Schinkel.

Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor »

Société coloniale belge à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi)

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 111.642.

Constituée par acte passé devant Maître Léon Coenen, le 17 février 1939, publié au « Moniteur Belge » des 3-4 avril 1939, autorisée par arrêté royal du 21 mars 1939, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 14 avril 1939. Statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1939. Statuts coordonnés ensuite par Maître Hubert Scheyven, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 8 février 1940. Statuts modifiés le 8 mars 1946, modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 avril 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

1. — Immobilisé :

a) Premier Etablissement	5.051.602,55	
Immob. nouv. de l'ex.	1.577.656,49	
		6.629.259,04

Amortiss. antérieurs .	4.303.549,78	
Amortis. de l'exercice	1.514.171,73	
		5.817.721,51
		811.537,53
b) Frais de constitution et de modification de de capital	46.485,10	
Amortis. antérieurs .	46.485,10	
		811.537,53
2. — Réalisable :		
Débiteurs divers	1.927.405,74	
Produits en stock en Europe, en Afrique et en cours de route	1.596.736,95	
Fonds publics	135.250,—	
		3.659.392,69
3. — Disponible :		
Banques		643.106,87
4. — Comptes débiteurs divers		145.392,04
5. — Compte d'ordre :		
Garanties statutaires		P.M.
Engagements et contrats divers en cours		P.M.
	Fr.	5.259.429,13

PASSIF.

1. — Dettes de la société envers elle-même :		
Capital : 8.200 actions de capital de 250 fr. chacune	2.050.000,—	
Réserve statutaire	26.741,24	
		2.076.741,24
2. — Dettes de la société envers des tiers :		
Créditeurs divers		2.947.034,23
3. — Comptes créditeurs divers		—
4. — Comptes d'ordre :		
Titulaires des garanties statutaires		P.M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		P.M.
5. — Profits et Pertes :		
Solde en bénéfice		235.653,66
	Fr.	5.259.429,13

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	120.422,57
Droits de sortie, taxe de statistique, surtaxe :		
Droits de sortie	199.980,87	
Taxe de statistique	3.006,70	
Surtaxe	245.199,58	
		<u>448.187,15</u>
Amortissements de l'exercice		1.514.171,73
Redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi		40.376,86
Solde		235.653,66
	Fr.	<u><u>2.358.811,97</u></u>

CREDIT.

Résultat brut d'exploitation	fr.	2.176.529,22
Intérêts et revenus financiers		8.660,67
Rentrées diverses		173.622,08
	Fr.	<u><u>2.358.811,97</u></u>

Extraits du procès-verbal de l'assemblée générale du 20 juillet 1948.

... ..

2) L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1947 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration, et dont le solde bénéficiaire, après imputation aux amortissements de fr. 1.514.171,73 et prélèvement de la redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi fr. 40.376,46, s'élève à fr. 235.653,66.

L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition statutaire ci-après :

a — 5 % réserve statutaire	fr.	13.801,53
b — 5 % au personnel		13.801,53
c — 1 ^{er} dividende de 6 % aux actions de capital . .		123.000,—
d — 10 % tantièmes au Conseil		8.505,06
e — le solde aux actions de capital		76.545,54
	Fr.	<u><u>235.653,66</u></u>

... ..

3) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

4) L'assemblée ratifie la nomination de M. Anthoine pour achever le mandat de M. Delhayé, décédé. Le mandat de M. Anthoine expirera en 1954.

Elle réélit en qualité de commissaire M. Gillard, dont le mandat prendra fin en 1951.

Toutes ces décisions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président - administrateur-délégué :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond Anthoine, ingénieur-géologue, 34, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 25, rue Père Eudore Devroye, Bruxelles.

M. Pierre Vermeersch, administrateur de sociétés, 73, avenue Adolphe Buyl à Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Uytdenhoef, expert-comptable, Pavillon Français, Bloc III, 6^{me} étage, 282, rue du Noyer, Bruxelles-4.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Victor Gillard, expert-comptable, 37, rue de la Brasserie, à Bruxelles.

Certifié conforme.

Un administrateur,

(s.) A. GILSON.

Le président,

(s.) P. FONTAINAS.

Vu pour légalisation des signatures de MM. Fontainas et Gilson, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Visé par Nous Pierre Leroy, chef du Service du Contentieux et du Personnel du Gouvernement du Ruanda-Urundi pour légalisation de la signature de Monsieur P. Jentgen, directeur au Ministère des Colonies, apposée ci-dessus.

Usumbura, le dix-neuvième jour du mois d'août 1900 quarante-huit.

(Sceau Chancellerie Ruanda-Urundi).

(s.) Pierre Leroy.

Droit perçu 40 fr., quittance n° 14 du 19 août 1948.

A. S. 673.

Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, ce dix-neuvième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-huit, sous le numéro SIX CENT SEPTANTE TROIS du registre des actes déposés.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} instance du Ruanda-Urundi.

G. De Schinkel.

(s.) : G. De Schinkel.

Pour copie certifiée conforme,

Le Greffier : G. De Schinkel.

G. DE SCHINKEL.

Perçu : 200 francs.

Quittance n° 15 du 19 août 1948.

Le Greffier, G. De Schinkel.

(s.) : G. DE SCHINKEL.

Société d'Elevage au Kasai « Elkasai »

Société par actions à responsabilité limitée

à Luisa (Province de Lusambo, Congo Belge)

Siège administratif : 53, rue Vieille, Hasselt.

Registre du Commerce de Hasselt, n° 17823.

Constituée le 15 décembre 1946, par acte de Maître Et. Hage, notaire à Hasselt, publié au « Moniteur Belge » des 12-13 mai 1947, autorisée par arrêté du Régent du 10 mars 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement :

Frais de constitution	fr.	43.133,90
Aménagements, installations et terres		195.991,10
Immeubles		91.547,—
Matériel		24.590,50

Réalisable :

Cheptel	2.177.795,55
Créances	300.000,—

Disponible :

Banque et caisse	20.534,10
----------------------------	-----------

Fr. 2.853.592,15

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital	fr.	2.000.000,—
-------------------	-----	-------------

Envers les tiers :

Créditeurs	53.592,15
Fournisseurs	800.000,—

Fr. 2.853.592,15

L'assemblée générale statutaire réunie au siège administratif, 33, rue Vieille, à Hasselt le 7 juin 1948, à l'unanimité des voix présentes ou représentées :

1° A approuvé le bilan et le compte de profits et pertes présentés par le Conseil d'administration.

2° Par un vote spécial a donné décharge aux administrateurs et commissaires.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

1. M. Arthur Lippens, président du Conseil d'administration, demeurant à Hasselt, 53, rue Vieille.

2. M. Willy Esser, administrateur, demeurant à Liège, 31, rue Reynier.

3. M. Arthur du Gardein, administrateur, demeurant à Maracaïbo, Venezuela.

4. M. Carl Esser, administrateur délégué, demeurant à Luisa, Haut-Kasaï, Congo Belge.

Commissaire : M. André Esser, demeurant à Hasselt, n° 2, Porte de Campine.

Certifié conforme.

Le président du Conseil,

LIPPENS.

Eternit au Congo, en abrégé « Eterco »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Bruxelles, 6, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : 203.897.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Par décision du Conseil d'administration le siège administratif de Bruxelles est transféré au n° 9, rue Ducale à Bruxelles, à partir du premier septembre 1948.

Bruxelles, le 3 septembre 1948.

ETERNIT DU CONGO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Un administrateur.

Un administrateur.

Société Textile Africaine « Texaf »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 18, rue Joseph II.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 74.712.

Constituée le 14 août 1925, annexes du « Moniteur Belge » des 28/29 décembre 1925, n° 14.134 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1925, folio 700. Statuts modifiés : les 20 janvier, 22 février et 1^{er} mars 1926, annexes au « Moniteur Belge » du 26 novembre 1926, n°s 12.630, 12.631 et 12.632 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1926, folio 624; le 26 avril 1927, annexes du « Moniteur Belge » du 8 mai 1927, n° 6.068, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1927, folio 547; le 30 juillet 1927, annexes du « Moniteur Belge » du 24 août 1927, n° 10.835 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927, folio 1.065; le 12 décembre 1928, annexes du « Moniteur Belge » du 28 décembre 1928, n° 16.616 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929, folio 219; le 22 janvier 1930, annexes du « Moniteur Belge » du 12 février 1930, n° 1.655 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 25 avril 1930, page 254; le 16 octobre 1936, annexes du « Moniteur Belge » du 7 janvier 1937, n° 90 et 25/26 janvier 1937, n° 818 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1937, n° 70; le 19 novembre 1946, annexes du « Moniteur Belge » du 16 décembre 1946, n° 22.243 et 6 avril 1947, n° 5.647 et annexes du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 10 août 1947, folio 695; le 25 mars 1948, annexes du « Moniteur Belge » des 19/20 avril 1948, n° 7.016.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble fr. 1.000.000,—

Réalisable :

Portefeuille - titres . . 98.514.994,50

Versements rest. à effec-
tuer 81.000,—

98.433.994,50

Titres souscrits avec en-
gagement de rétroc. . . 24.000.000,—

Versements rest. à effec-
tuer 21.000.000,—

3.000.000,—

Coupons à encaisser 123.669,86

Sociétés filiales 13.220.067,50

114.777.731,86

Disponible :

Caisse, Banques, Chèques-Postaux	3.287.632,15
--	--------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P.M.
	Fr. 119.065.364,01

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 132.000 actions sans désignation de valeur . fr.	66.000.000,—
Réserve légale	445.489,83
Réserve indisponible	24.000.000,—

Envers les tiers :

Créditeurs divers	149.919,05	
CPS. d'obligations restant à payer	4.419,90	
CPS. d'actions restant à payer	1.076.170,—	
Provisions	1.416.202,78	
		2.646.711,73
Obligations 4 p. c. remboursables		25.000,—

Comptes d'ordre :

Déposants cautionnements statutaires	P.M.
--	------

Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice 1947	25.799.981,75	
+ Report de l'exercice antérieur	148.180,70	
		25.948.162,45
	Fr. 119.065.364,01	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 637.752,88
Charges financières	101.627,94
Impôt français de Solidarité Nationale (supplément)	74.230,76

Provision fiscale	113.751,—
Provision supplémentaire pour frais d'échange de titres .	120.000,—
Solde bénéficiaire	<u>25.948.162,45</u>
	Fr. <u>26.995.525,03</u>

CREDIT.

Report à nouveau fr.	148.180,70
Revenus du portefeuille	25.847.444,25
Intérêts s/disponibilités	287.401,76
Commissions sur souscriptions	606.750,—
Rentrées diverses	<u>105.748,32</u>
	Fr. <u>26.995.525,03</u>

REPARTITION.

Réserve légale fr.	1.289.999,17
Premier dividende de 7 p. c.	4.620.000,—
Tantièmes statutaires	2.983.497,38
A titre de second dividende, la somme nécessaire pour permettre la distribution d'un dividende global de fr. 80,— net par action	8.102.891,50
Réserve extraordinaire	7.000.000,—
Solde à reporter	<u>1.951.774,40</u>
	Fr. <u>25.948.162,45</u>

A l'assemblée générale des actionnaires du 20 avril 1948 :

1. le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947, sont approuvés.

2. les mandats d'administrateur de Messieurs Henri Moxhon, Joseph Sellekaers et Frans Terlinck, sont renouvelés.

3. Monsieur Pierre Hertoghe est nommé commissaire.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 31 DECEMBRE 1947.

M. Valère Lecluse, industriel, Villa Marguerite à Tiegem (Flandre Occident.) Président.

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Castel Bel Air, à Namur. Administrateur-délégué.

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière à Bruxelles (Forest). Administrateur-directeur général.

M. Robert Collignon, administrateur de sociétés, 18, rue Moris à Bruxelles (Saint-Gilles). Administrateur.

M. Marcel Douret, directeur de sociétés, 68, avenue Charles Woeste, à Bruxelles (Jette-Saint-Pierre). Administrateur.

M. Louis-Nicolas Eloy, administrateur de sociétés, 73, rue du Collège Saint-Michel, à Bruxelles (Woluwe-Saint-Pierre). Administrateur.

M. le docteur Fernand Jonas, administrateur de sociétés, 97, avenue Louis Lepoutre, à Bruxelles (Ixelles). Administrateur.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert). Administrateur.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeûs, à Bruxelles. Administrateur.

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne à Bruxelles (Schaerbeek). Administrateur.

M. Frans Terlinck, ingénieur commercial U. L. B., 40, rue Bâtonnier Braffort, à Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert). Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jos. Van Looy, expert-comptable, 157, Bredabaan, Brasschaet, commissaire.

M. Eugène Voet, directeur général honoraire de société, 59, rue du Méridien, à Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode). Commissaire.

Certifié conforme.

SOCIETE TEXTILE AFRICAINE « TEXAF »

H. MOXHON,
Administrateur.

J. PLAS,
Administrateur-directeur général.

SOCIETE TEXTILE AFRICAINE « TEXAF »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 71, rue Joseph II.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 74.712.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

*Extrait du procès-verbal
de la réunion du Conseil d'administration du 16 août 1948.*

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège administratif de la société du n° 18, rue Joseph II à Bruxelles, au n° 71, rue Joseph II à Bruxelles, à partir de ce jour.

Bruxelles, le 8 septembre 1948.

Pour extrait conforme.

SOCIETE TEXTILE AFRICAINE « TEXAF »

Deux administrateurs.

L. ELOY,

Administrateur.

J. PLAS,

Administrateur-directeur général.

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 30 JUIN 1948.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	784.623.638,78
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		202.355.444,81
Avoirs en banque { en francs		671.976.465,78
en devises étrangères		1.117.231.584,17
Portefeuille - titres		204.657.164,93
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'Etranger		8.247.663.337,56
Effets commerciaux		482.811.428,87
Débiteurs		207.262.802,12
Etat Belge		313.872.270,59
Immeubles et Matériel		27.568.908,13
Divers		6.559.093,40
		Fr. 12.371.716.577,39

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		45.020.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		1.966.247.314,70
Créditeurs à vue { divers		6.877.373.336,32
Colonie		2.718.699.124,88
Créditeurs à terme		122.053.533,99
Transferts en route et divers		622.323.267,50
		Fr. 12.371.716.577,39

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaie fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Compagnie de Libenge

Société congolaise à responsabilité limitée

à Motenge-Boma (Congo Belge).

Siège social : Motenge-Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 81080.

—

Constitution : annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1927 et annexes du « Moniteur Belge » du 23 novembre 1928, n° 15319. Modifications : annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928 et annexes du « Moniteur Belge » des 23-24 novembre 1928, n°s 15321 et 15322, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1928 et annexes du « Moniteur Belge » du 24 novembre 1928, n° 15323, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1935 et annexes du « Moniteur Belge » du 5 juillet 1935, n°s 10442 et 10443, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1947 et annexes du « Moniteur Belge » du 4 septembre 1947, n° 16818.

BILAN AU 31 MARS 1948.

Approuvé par l'assemblée générale du 2 septembre 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et de premier éta-		
blissement fr.	248.286,42	
Frais d'augmentation de capital	204.703,35	
	452.989,77	
Amortiss. antérieurs	248.284,42	
Amortiss. exercice	204.703,35	
	452.987,77	
		2,—
Terrains et concessions		163.946,50
Plantations		12.204.368,29
Bâtiments et usines		2.052.775,70
Machines, matériel, mobilier		3.030.229,28
Premier établissement palmiers		250.000,—
		17.701.321,77

Disponible et réalisable :

Caisses et Banques	1.650.703,40	
Portefeuille et participations	1.143.365,94	
Emprunt d'assainissement monétaire	349.735,—	
Produits en magasins	1.647.342,94	
Approvisionnements	1.267.872,07	
Débiteurs divers	1.297.603,19	
Comptes de régularisation	<u>2.632.928,35</u>	9.989.550,89

Compte d'ordre :

Cautionnements	pour mémoire	
		Fr. 27.690.872,66

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr. 17.500.000,—
Réserve légale	204.820,84
Réserves diverses	1.486.864,90
Provisions diverses	55.953,—
Amortissements	<u>5.583.469,67</u>
	24.831.107,91

Exigible :

Créditeurs avec garanties	573.333,—	
Créditeurs sans garanties	790.873,94	
Versements à effectuer sur participations	10.762,50	
Compte de régularisation	<u>924.504,70</u>	2.299.474,14

Compte d'ordre :

Cautionnements	pour mémoire
--------------------------	--------------

Comptes de résultats :

Profits et pertes	<u>560.290,61</u>
	Fr. 27.690.872,66

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1948.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers . . . fr.	4.156.127,98
Prévisions diverses	140.000,—
Amortissements	1.295.938,28
Solde bénéficiaire	560.290,61
Fr.	6.152.356,87

CREDIT.

Ventes de produits fr.	5.495.928,77
Rentrées diverses	656.428,10
Fr.	6.152.356,87

REPARTITION BENEFICIAIRE.

A la réserve légale fr.	28.014,55
Aux réserves diverses	500.000,—
A un report à nouveau	32.276,06
Fr.	560.290,61

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Jean Wittouck, industriel, rue d'Arlon, 86, Bruxelles. Président.

M. Maurice Schoofs, ingénieur commercial, rue du Prevost, 137, Bruxelles. Vice-président.

M. Jean Ullens de Schooten, Ministre de Belgique, avenue de la Toison d'Or, 20, Bruxelles. Vice-président.

M. Robert Dupret, ingénieur agricole U. Lv., rue Camille Lemonnier, 70, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Louis de Lannoy, avocat, rue Royale, 241, Bruxelles. Administrateur

M. le Comte René de Rivaud, banquier, Rue Notre-Dame-des-Victoires, 13, Paris. Administrateur.

M. Paul Ectors, notaire, rue Joséph II, 26, Bruxelles. Administrateur.

M. Lucien Favresse, planteur, avenue de Broqueville, 254, Bruxelles. Administrateur.

M. Jacques Le Borne, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., rue Jules Lejeune, 44, Bruxelles. Administrateur.

M. Eugène Ryckaert, agent de change honoraire, rue des Pierres, 1, Bruxelles. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Henry Du Moulin, agent de change, avenue Molière, 148-150, Bruxelles. Commissaire.

M. Marcel Grumiaux, consul honoraire de Belgique, boulevard Général Jacques, 142, Bruxelles. Commissaire.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, chaussée de Charleroi, 212, Bruxelles. Commissaire.

NOMINATIONS.

L'assemblée à l'unanimité et séparément :

renouvelle les mandats de MM. Louis de Lannoy et René de Rivaud, administrateurs;

ratifie les nominations de MM. Jacques Le Borne et Paul Ectors appelés aux fonctions d'administrateur par le Conseil Général du 11 mai 1948, pour achever les mandats respectivement de MM. Robert Hallet et Jean Ectors.

Fait à Bruxelles, le 16 septembre 1948.

COMPAGNIE DU LIBENGE.

Un administrateur,
Jacques LE BORNE.

Un administrateur,
Robert DUPRET.

Société Minière de la Lueta

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8872.

Constituée par acte du 8 octobre 1926, approuvée par arrêté royal du 14 novembre 1926. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 2 juillet 1931 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1926. Statuts coordonnés publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 février 1939. Statuts modifiés le 3 juillet 1946; modifications publiées au « Moniteur Belge » des 22-23 juillet 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

1. — Immobilisé :

Premier établissement	fr.	1,—
---------------------------------	-----	-----

2. — Réalisable :

Portefeuille	1.314.967,—	
Fonds publics belges et congolais	3.038.280,—	
Débiteurs	844.761,—	
	<u> </u>	5.198.008,—

3. — Disponible :

Banquiers	1.853.711,—
---------------------	-------------

4. — Divers :

Comptes débiteurs	(1).	1.394.285,—
-----------------------------	------	-------------

5. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Fr.	<u>8.446.005,—</u>
-----	--------------------

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois Sociétés de l'Entre-Kasai-Luebo.

PASSIF.

1. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

8.000 actions de capital de 500 fr. chacune	4.000.000,—	
6.400 actions de dividende sans désignation de valeur	—	
	4.000.000,—	
Réserve statutaire	768.650,—	
Fonds spécial de prévision	600.000,—	
		5.368.650,—

2. — *Fonds d'assurance et de provisions diverses* 1.436.085,—

3. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Montants non appelés s/participations	120.000,—	
Remboursement à effectuer s/versements anticipatifs	18.800,—	
Remboursements à effectuer sur réserve	9.175,—	
Intérêts et dividendes à régler	83.531,—	
Créditeurs	326.941,—	
		558.447,—

4. — *Divers :*

Comptes créditeurs	165.661,—
------------------------------	-----------

5. — *Compte d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours .—	pour mémoire

6. — *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	917.162,—

Fr. 8.446.005,—

*COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.*

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	500.183,—
Droits de sortie, surtaxe douanière et impôts		606.615,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		300.000,—
Solde en bénéfice		917.162,—
	Fr.	2.323.960,—

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr.	1.810.382,—
Intérêts		18.490,—
Revenus du portefeuille et divers		495.088,—
	Fr.	2.323.960,—

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 7 JUILLET 1948.

... ..

2) L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1947 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à fr. 917.162,—.

L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition bénéficiaire ci-après :

5 % à la réserve statutaire	fr.	45.858,—
5 % tantièmes aux administrateurs et commissaires		45.858,—
5 % au Fonds de prévision pour le personnel		45.858,—
aux 8.000 actions de capital		433.104,—
aux 6.400 actions de dividende		346.484,—
	Fr.	917.162,—

... ..

3) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

4) L'assemblée ratifiant la désignation à titre provisoire faite par le Conseil général, décide de confier à M. Emile Dessy, ancien magistrat colonial, l'achèvement du mandat d'administrateur actuellement vacant par suite du décès du Lieutenant Général Baron Tombeur de Tabora. Le mandat de M. Dessy prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 1950.

... ..

L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs MM. le Comte Lippens et Georges Geerts et, en qualité de commissaire, M. Georges Becquevort. Ces trois mandats auront une durée de six ans et expireront en 1954.

... ..

Ces diverses résolutions sont adoptées par un vote unanime de l'assemblée générale.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, Square du Val de la Cambre, 1, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

M. le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.

M. Emile Dessy, ancien magistrat colonial, 262, boulevard Général Wahis, Bruxelles.

M. Egide Devroey, ingénieur, rue Jourdan, 43, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Georges Geerts, ingénieur, avenue Edmond Mesens, 63, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, square Vergote, 38, à Bruxelles.

M. Léon Guinotte, industriel, Le Pachy-Bellecourt, par Bascoup-Chapelle.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, avenue Fr. Roosevelt, 18, à Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Becquevort, secrétaire de sociétés, 186, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, avenue des Phalènes, 15 à Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, avenue Albert-Elisabeth, 26 à Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juillet 1948.

Certifié conforme.

L'administrateur-directeur,

(s.) P. FONTAINAS.

L'administrateur-délégué,

(s.) J. BAUDINE.

Vu pour légalisation des signatures de MM. Baudine et Fontainas, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de Première Instance de la Province du Kasai, à Luluabourg, le dix-neuf août mil neuf cent quarante-huit, et inscrit sous le numéro DEUX CENT NONANTE-SEPT du registre des actes de sociétés.

Dont coût : 200 francs.

Le Greffier (s.) G. Stengele.

Pour copie conforme.

Le Greffier,

G. STENGELE.

Société Minière du Luebo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8870.

Constituée le 16 juillet 1921, autorisée par arrêté royal du 22 août 1921. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 15 avril 1932 et à celles du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1921. Statuts coordonnés publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 28 janvier 1939. Statuts modifiés le 3 juillet 1946, modifications publiées au « Moniteur Belge » des 22-23 juillet 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

1. — Immobilisé :

Premier établissement fr. 1,—

2. — Réalisable :

Portefeuille 3.313.417,—
Fonds publics belges et congolais . . . 4.657.272,—
Débiteurs 1.358.491,—
9.329.180,—

3. — Disponible :

Banquiers 3.336.729,—

4. — Divers :

Comptes débiteurs (1). 2.785.309,—

5. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours pour mémoire
Fr. 15.451.219,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois Sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

PASSIF.

1. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

10.000 act. de capital de 500 fr. chacune	5.000.000,—	
10.000 act. de dividende sans désignation de valeur	pour mémoire	
Réserve statutaire	2.000.000,—	
Fonds spécial de prévision	1.750.000,—	
		8.750.000,—

2. — <i>Fonds d'assurance et de provisions diverses .</i>	1.830.805,—
---	-------------

3. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Dividendes à régler	237.529,—	
Remboursements à effectuer s/réserve .	43.107,—	
Montants non appelés s/participations .	380.000,—	
Créditeurs	1.477.830,—	
		2.138.466,—

4. — *Divers :*

Comptes créditeurs	77.709,—
------------------------------	----------

5. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

6. — *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	2.654.239,—	
		Fr. 15.451.219,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	967.676,—
Droits de sortie, surtaxe douanière et impôts divers . .		1.369.883,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		750.000,—
Solde en bénéfice		2.654.239,—
	Fr.	5.741.798,—

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr. 4.073.360,—
Intérêts	55.097,—
Revenus du Portefeuille et divers	1.227.549,—
Remboursement sur taxe mobilière 1940-45	385.792,—
	Fr. 5.741.798,—

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE
DU 7 JUILLET 1948.

... ..

2) L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1947 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à fr. 2.654.239,—.

L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition bénéficiaire ci-après :

8 % tantièmes aux administrateurs et commissaires	181.476,—
2 % au fonds de prévision pour le personnel	45.369,—
aux 10.000 actions de capital	1.213.697,—
aux 10.000 actions de dividende	1.213.697,—
	Fr. 2.654.239,—

... ..

3) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1947.

... ..

Ces diverses résolutions sont adoptées par un vote unanime de l'assemblée générale.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, square du Val de la Cambre, 1, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source à Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Louis Cousin, ingénieur, 31, rue Gallait, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, 38, square Vergote à Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, 15a, rue du Bourgmestre, Bruxelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, château de Jolimont à La Hulpe.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Bruxelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur à Uccle.

M. François Wenner, gouverneur provincial honoraire du Congo, 24, rue Alexis Brasseur, à Luxembourg.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Hubert Squélin, secrétaire de sociétés, 154, rue des Cottages à Uccle.

M. Raoul van den Bulcke, administrateur de sociétés, 45, avenue Reine Astrid, à La Hulpe.

Bruxelles, le 10 juillet 1948.

Certifié conforme.

L'administrateur-directeur,

(s.) P. FONTAINAS.

L'administrateur-délégué,

(s.) J. BAUDINE.

Vu pour légalisation des signatures de MM. Baudine et Fontainas, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur (s.) P. Jentgen.

Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de Première Instance de la Province du Kasai, à Luluabourg, le dix-neuf août mil neuf cent quarante-huit, et inscrit sous le numéro DEUX CENT NONANTE-SIX du registre des actes de sociétés.

Dont coût : 200 francs.

Le Greffier (s.) G. Stengele.

Pour copie conforme.

Le Greffier,

G. STENGELE.

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Aketi (Congo Belge).

Siège administratif : 18, place de Louvain, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15174.

Société congolaise à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1924, et au « Moniteur Belge » des 16-17-18-19 août 1924, sous le numéro 9980; statuts modifiés suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1924, 15 février 1927, 15 janvier 1932, 15 mars 1932, 15 juin 1933, 15 avril 1934, 15 août 1947, et au « Moniteur Belge » des 12 décembre 1924, 15 janvier 1927, 16-17 août 1930, 30 janvier 1932, 24-25 avril 1933, 4 mars 1934 et 8 janvier 1947, sous les numéros 13517, 599, 12975, 808, 1154 et 427.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

I. — Immobilisé :

Immeubles, terrains et lignes	fr. 378.900.910,02	
Matériel d'exploitation	95.959.047,12	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	718.859,16	
		475.578.816,30

II. — Réalisable :

Banquiers, chèques-postaux, caisses	4.434.967,61	
Approvisionnements	38.121.552,78	
Débiteurs divers	24.726.293,05	
Effets à recevoir	750.000,—	
Montant dû par la Colonie pour intérêts et amortissements sur le capital privilégié et emprunt pour 1947 (sous la charge de l'article 15 de la convention du 10 juin 1929)	13.259.998,79	
		81.292.812,23

III. — Divers :

Fonds bloqués chez nos banquiers au profit de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite pour intérêt et remboursement de l'emprunt obligataire 4 1/2 % 1934	1.010.624,94
---	--------------

Comptes débiteurs	7.776.402,84	
Prime à l'émission de l'emprunt obligataire 4 % 1936	2.533.333,37	
		<u>11.320.361,15</u>

IV. — *Comptes d'ordre :*

Sommes à prélever sur bénéfices futurs pour remboursement à la Colonie : fr. 166.079.370,83 (art. 15 de la Convention du 10 juin 1929) mémoire

Dépôts statutaires, cautionnements des agents et commandes en cours mémoire

Fr. 568.191.989,68

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital représenté par :

200.000 actions de capital
de 100 fr. en circulation 20.000.000,—

212.095 actions privilég.
de 500 fr. en circulation 106.047.500,—

23.205 actions de jouissance série B. en circulation —

372.550 act. de dividende —

126.047.500,—

Actions privilégiées amorties et remplacées par 23.205 actions de jouissance Série B. (montant destiné à l'amortissement des immeub., terrains et lignes)

11.602.500,—

137.650.000,—

Réserve statutaire 546.285,04

Fonds d'assurance 1.133.694,42

Fonds de prévoyance en faveur du personnel 6.052.152,58

Fonds d'amortissement des actions de capital 1.123.500,—

Fonds d'amortissement constitué par annuités payés à la Colonie pour reprise

M. A. P. O. 7.288.000,—

16.143.632,04

Fonds divers d'amortissement pour im-
meubles, terrains et lignes :

Constitué par annuités payées à la Caisse
Générale d'Epargne et de Retraite. —
Emprunt de 50 millions de francs non
garanti

6.100.000,—

Constitué par annuités payées à la Caisse
Générale d'Epargne et de Retraite. —
Emprunt de 100 millions de francs ga-
ranti par la Colonie

24.047.000,—

Constitué par annuités payées à la Colonie
pour reprise rails

1.442.777,86

Sur obligations 5 % 1936 non garanties .

2.638.000,—

34.227.777,86

à déduire :

Amortissements affectés sur immeubles

1.045.508,04

33.182.269,82

Fonds conventionnel de renouvellement du matériel fixe .

5.370.566,17

Fonds complémentaire pour le renouvellement du matériel
fixe

30.002.149,64

Fonds de renouvellement et d'amortissement du matériel
d'exploitation

66.922.543,42

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Emprunt garanti par la Colonie. Obligations 4 % 1936 .

75.953.000,—

Prêt consenti par la Colonie

61.500.000,—

Emprunts non garantis par la Colonie :

a) Obligations 4 1/2 % 1934

43.900.000,—

b) Obligations 5 % 1936

17.362.000,—

Créditeurs divers

48.239.974,77

Actions privilégiées à rembourser . .

218.000,—

Bons de caisse 6 % 1933 à rembourser .

5.578,90

Obligations 5 % 1936 à rembourser . .

110.630,—

Obligations 4 % 1934 à rembourser . .

34.000,—

Coupons d'actions et d'obligations échus
et non réclamés (loi du 10 avril 1923) .

87.447,70

Coupons d'actions et d'obligations à payer

254.269,84

48.949.901,21

Annuité à payer à la Colonie (à long terme) :

a) pour reprise M. A. P. O.

4.050.000,—

b) pour reprise rails

4.557.222,14

8.607.222,14

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs	22.613.037,69
------------------------------	---------------

IV. — *Comptes d'ordre* :

Ministère des Colonies — Sommes à lui rembourser sur bénéfices futurs fr. 166.079.370,83 (art. 15 de la Con- vention du 10 juin 1929)	mémoire
---	---------

Déposants statutaires, cautionnements des agents et cré- diteurs pour commandes en cours	mémoire
---	---------

V. — *Profits et Pertes* :

Solde bénéficiaire	35.667,55
------------------------------	-----------

Fr. 568.191.989,68

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DOIT.

Dépenses d'exploitation fr.	94.048.102,17
---------------------------------------	---------------

Dotation au fonds de renouvellement et d'amortissement du matériel d'exploita- tion	6.686.639,61
---	--------------

Dotation complémentaire au fonds de re- nouvellement du matériel fixe	5.216.561,14
--	--------------

Amortissement sur frais de constitution et d'augmentation de capital	39.936,62
---	-----------

Amortissement sur prime à l'émission de l'emprunt obligataire 4 % 1936	133.333,33
---	------------

Charges financières des annuités à payer
à la Colonie :

1) pour reprise M.A.P.O.	772.480,—	
2) pour reprise rails	346.980,60	
	<u>1.119.460,60</u>	

Charges financières :

1) de l'emprunt obliga- taire 4 1/2 % 1934 rembours. en 40 ans	2.662.468,75
--	--------------

2) de l'emprunt obliga- taire 5 % 1936 rem- boursable en 38 ans	1.203.406,40
---	--------------

3.865.875,15

REPARTITION CONVENTIONNELLE DU BENEFICE D'EXPLOITATION.

10 % au fonds de renouvellement du matériel fixe	55.643,02	
20 % à la Société	111.286,04	
70 % au compte charges financières des actions privilégiées et emprunts garantis par la Colonie	389.501,21	
	<u>556.430,27</u>	111.666.338,89
Fonds d'amortissement des actions de capital		118.700,—
Intérêts et amortissements financiers		13.649.500,—
Solde		<u>35.667,55</u>
		<u>Fr. 125.470.206,44</u>

AVOIR.

Report au 1 ^{er} janvier 1947	fr.	4.611,11
Recettes d'exploitation		111.666.338,89
Montant des 20 % du bénéfice d'exploitation		111.286,04
Boni sur frais d'augmentation de capital		38.470,40
Ressources destinées aux intérêts et amortissements financiers :		
Montant des 70 % du bénéfice d'exploitation		389.501,21
Intervention du Gouvernement de la Colonie		<u>13.259.998,79</u>
		<u>13.649.500,—</u>
		<u>Fr. 125.470.206,44</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE SUIVANT ARTICLE 53 DES STATUTS.

Réserve statutaire	fr.	1.552,82
Report à nouveau		<u>34.114,73</u>
		<u>35.667,55</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 14 septembre 1948.*

L'assemblée :

- 1) Adopte le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1947;
- 2) Donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pour l'exercice 1947;
- 3) Réélit Monsieur Alfred Liénart en qualité d'administrateur et Monsieur Robert Grosfils en qualité de commissaire; décide de ne pas pourvoir provisoirement au remplacement de Monsieur Guillaume Olyff, administrateur démissionnaire, dont le mandat expirait à la présente assemblée.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alfred Liénart, président, ingénieur, 51, boulevard de la Cambre, Bruxelles.

M. le Vicomte de Jonghe d'Ardoye, administrateur de sociétés, 10, square Frère Orban, Bruxelles.

M. le Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, Vollezele.

M. Christian Janssens, ingénieur, 24, avenue des Muguets, Crainhem.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. le Baron Leclercq, propriétaire, 15, avenue Alfred Solvay, Boitsfort.

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, Schaerbeek.

M. Martin Theves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Saint-Genèse.

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Ixelles.

M. Simon Collin, administrateur de sociétés, 6, rue Fernand Huët, Embourg.

M. Marcel Paulis, ingénieur, 418, avenue Louise, Bruxelles.

M. le Baron van der Bruggen, administrateur de sociétés, 20, rue Evers, Bruxelles.

M. Lucien Gonze, directeur de sociétés, 16, square de Léopoldville, Etterbeek.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 64, rue Stanley, Uccle.

M. Jean Nagelmackers, banquier, 206, boulevard d'Avroy, Liège.

M. Robert Grosfils, chef de bureau au Ministère des Colonies, avenue Maréchal Foch, 43, Schaerbeek.

DELEGUE DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. Hector Baillieux, ingénieur, 1147, chaussée de Waterloo, Uccle.

COMMISSAIRE SPECIAL DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. Ch. Lamury, chef de bureau au Ministère des Colonies, avenue des Saisons, 53, Bruxelles.

SIGNATURES.

Messieurs : A. Liénart — J. de Steenhault — J. van der Bruggen — M. Theves — M. Paulis — J. Sellekaers — Th. de Jonghe d'Ardoye — A. Marchal — G. Moulaert — S. Collin.

L'administrateur-directeur,

L. GONZE.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 13^e TRANCHE 1948

25 SEPTEMBRE 1948

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	7620	10.000 fr.
	9880	2.500 fr.
1	24441	50.000 fr.
	7351	5.000 fr.
	362891	500.000 fr.
2	2	200 fr.
	54902	100.000 fr.
	88902	100.000 fr.
	33752	20.000 fr.
	56362	250.000 fr.
	372	1.000 fr.
	2282	2.500 fr.
	2282	2.500 fr.
3	06403	50.000 fr.
	50783	20.000 fr.
4	404	1.000 fr.
	2854	2.500 fr.
	4974	5.000 fr.
5	15	500 fr.
	4315	5.000 fr.
	94425	20.000 fr.
	72165	20.000 fr.
	316285	1.000.000 fr.
6	55316	50.000 fr.
	64376	100.000 fr.
	0086	2.500 fr.
7	007	1.000 fr.
	8337	5.000 fr.
	4567	2.500 fr.
8	222708	500.000 fr.
	00158	20.000 fr.
	96778	50.000 fr.
	88198	100.000 fr.
9	2219	2.500 fr.
	6429	10.000 fr.
	343849	2.500.000 fr.
	2559	5.000 fr.
	6079	10.000 fr.
	1389	2.500 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 25 décembre 1948.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 25 janvier 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 13° SCHIJF 1948

25 SEPTEMBER 1948

Eenheden	De biljetten waarvan het n° eindigt op :	winnen
0	7620	10.000 fr.
	9880	2.500 fr.
1	24441	50.000 fr.
	7351	5.000 fr.
	362891	500.000 fr.
2	2	200 fr.
	54902	100.000 fr.
	88902	100.000 fr.
	33752	20.000 fr.
	56362	250.000 fr.
	372	1.000 fr.
	2282	2.500 fr.
	2282	2.500 fr.
3	06403	50.000 fr.
	50783	20.000 fr.
4	404	1.000 fr.
	2854	2.500 fr.
	4974	5.000 fr.
5	15	500 fr.
	4315	5.000 fr.
	94425	20.000 fr.
	72165	20.000 fr.
	316285	1.000.000 fr.
6	55316	50.000 fr.
	64376	100.000 fr.
	0086	2.500 fr.
7	007	1.000 fr.
	8337	5.000 fr.
	4567	2.500 fr.
8	222708	500.000 fr.
	00158	20.000 fr.
	96778	50.000 fr.
	88198	100.000 fr.
9	2219	2.500 fr.
	6429	10.000 fr.
	343849	2.500.000 fr.
	2559	5.000 fr.
	6079	10.000 fr.
	1389	2.500 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 25 December 1948.

Laatste betaaldag door de Loterij : 25 Januari 1949.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 14^e TRANCHE 1948

15 OCTOBRE 1948

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	2810	2.500 fr.
	9220	5.000 fr.
	0230	2.500 fr.
	250730	1.000.000 fr.
	5170	2.500 fr.
	322370	500.000 fr.
	1480	2.500 fr.
1	20921	50.000 fr.
	49951	100.000 fr.
	7681	2.500 fr.
2	822	1.000 fr.
	32	500 fr.
	1092	2.500 fr.
3	45513	20.000 fr.
	083	1.000 fr.
	80183	50.000 fr.
	10293	100.000 fr.
4	3004	10.000 fr.
	6984	5.000 fr.
5	5	200 fr.
	270215	2.500.000 fr.
	9335	2.500 fr.
	84175	100.000 fr.
	68275	20.000 fr.
6	51606	100.000 fr.
	33426	20.000 fr.
	34436	50.000 fr.
	6956	10.000 fr.
7	6337	2.500 fr.
	6737	10.000 fr.
	9077	5.000 fr.
	50087	20.000 fr.
	14387	50.000 fr.
8	296108	500.000 fr.
	5328	5.000 fr.
	1338	5.000 fr.
9	109	1.000 fr.
	88359	250.000 fr.
	29699	20.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 15 janvier 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 15 février 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 14^e SCHIJF 1948

15 OCTOBER 1948

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	-winnen
0	2810	2.500 fr.
	9220	5.000 fr.
	0230	2.500 fr.
	250730	1.000.000 fr.
	5170	2.500 fr.
	322370	500.000 fr.
	1480	2.500 fr.
1	20921	50.000 fr.
	49951	100.000 fr.
	7681	2.500 fr.
2	822	1.000 fr.
	32	500 fr.
	1092	2.500 fr.
3	45513	20.000 fr.
	083	1.000 fr.
	80183	50 000 fr.
	10293	100.000 fr.
4	3004	10.000 fr.
	6984	5.000 fr.
5	5	200 fr.
	270215	2.500.000 fr.
	9335	2.500 fr.
	84175	100.000 fr.
	68275	20.000 fr.
6	51606	100.000 fr.
	33426	20.000 fr.
	34436	50.000 fr.
	6956	10.000 fr.
7	6337	2.500 fr.
	6737	10.000 fr.
	9077	5.000 fr.
	50087	20.000 fr.
	14387	50.000 fr.
8	296108	500.000 fr.
	5328	5.000 fr.
	1338	5.000 fr.
9	109	1.000 fr.
	88359	250.000 fr.
	29699	20.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 15 Januari 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 15 Februari 1949.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 16^e TRANCHE 1948

23 NOVEMBRE 1948

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	12900	100.000 fr.
	48230	100.000 fr.
	0340	10.000 fr.
	60	500 fr.
	36070	100.000 fr.
	14770	50.000 fr.
	3180	5.000 fr.
1	05001	50.000 fr.
	5711	2.500 fr.
	90221	20.000 fr.
	54531	20.000 fr.
	6731	5.000 fr.
	288671	500.000 fr.
2	83812	250.000 fr.
	92122	50.000 fr.
	422	1.000 fr.
	152	1.000 fr.
3	70203	20.000 fr.
	813	1.000 fr.
	9833	2.500 fr.
	194463	1.000.000 fr.
	9073	2.500 fr.
4	4	200 fr.
5	52115	50.000 fr.
	7935	2.500 fr.
	239095	500.000 fr.
	9395	5.000 fr.
6	62826	20.000 fr.
	2946	5.000 fr.
7	8807	10.000 fr.
	258067	2.500.000 fr.
	5477	2.500 fr.
	1187	2.500 fr.
	6687	2.500 fr.
8	65718	100.000 fr.
	0348	10.000 fr.
	3478	2.500 fr.
	32198	20.000 fr.
9	7109	5.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 23 février 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 23 mars 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 16^e SCHIJF 1948

23 NOVEMBER 1948

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^r eindigt op :	winnen
0	12900 18230 0340 60 36070 14770 3180	100.000 fr. 100.000 fr. 10.000 fr. 500 fr. 100.000 fr. 50.000 fr. 5.000 fr.
1	05001 5711 90221 54531 6731 288671	50.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 500.000 fr.
2	83812 92122 422 152	250.000 fr. 50.000 fr. 1.000 fr. 1.000 fr.
3	70203 813 9833 194463 9073	20.000 fr. 1.000 fr. 2.500 fr. 1.000.000 fr. 2.500 fr.
4	4	200 fr.
5	52115 7935 239095 9395	50.000 fr. 2.500 fr. 500.000 fr. 5.000 fr.
6	62826 2946	20.000 fr. 5.000 fr.
7	8807 258067 5477 1187 6687	10.000 fr. 2.500.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
8	65718 0348 3478 32198	100.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr.
9	7109	5.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 23 Februari 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 23 Maart 1949.

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 DECEMBRE 1948.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

MINISTERE DES COLONIES

—

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que des exemplaires du « Rapport sur l'Administration belge du Ruanda-Urundi, présenté aux Chambres par M. le Ministre des Colonies » sont mis en vente :

- 1) au Ministère des Colonies,
7, Place Royale, Bruxelles
(1^{er} étage — local 59);
- 2) à l'Office Colonial,
15, rue des Augustins,
à Bruxelles.

Le prix du Rapport relatif aux années 1945 et 1946 est de 50 francs l'exemplaire; celui relatif à l'année 1947 est de 250 francs.

MINISTERIE VAN KOLONIEN

—

BERICHT

Er wordt ter kennis van het publiek gebracht, dat exemplaren van het « Verslag over het Belgisch Bestuur van Ruanda-Urundi, ingediend bij de Kamers door de H. Minister van Koloniën » te koop gesteld worden :

- 1) In het Ministerie van Koloniën,
7, Koninklijke Plaats, Brussel
(1^e verdieping, lok. 59);
- 2) In het Koloniaal Bureau,
15, Augustijnenstraat,
te Brussel.

De prijs van het verslag betreffende de jaren 1945 en 1946 is 50 fr. per exemplaar; dat betreffende het jaar 1947, 250 frank.

Banque du Congo Belge

Société anonyme

SITUATION AU 31 AOUT 1948.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	829.686.181,06
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		201.394.689,68
Avoirs en banque { en francs		694.180.306,27
{ en devises étrangères		1.334.384.634,60
Portefeuille - titres		204.657.164,93
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'Etranger		8.380.163.337,56
Effets commerciaux		571.183.267,48
Débiteurs		221.212.009,45
Etat Belge		314.097.052,51
Immeubles et Matériel		29.824.824,91
Divers		11.577.766,37
		Fr. 12.897.495.673,07

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		45.020.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.033.789.687,—
Créditeurs à vue { divers		7.095.703.995,19
{ Colonie		2.937.817.472,32
Créditeurs à terme		88.145.211,73
Transferts en route et divers		677.019.306,83
		Fr. 12.897.495.673,07

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Bouteillerie de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège social est à Léopoldville

et le siège administratif à Saint-Gilles (Bruxelles)
Chaussée de Charleroi, 71.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 204.601.

POUVOIRS.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le jeudi quatre novembre.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

A comparu :

La Société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Bouteillerie de Léopoldville » dont le siège social est établi à Léopoldville et le siège administratif à Saint-Gilles (Bruxelles), chaussée de Charleroi, n° 71, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie suivant acte reçu par Maître Etienne Taymans, notaire à Evere, le vingt-neuf mars mil neuf cent quarante-sept, dont les statuts approuvés par arrêté du Régent en date du dix-neuf mai suivant, ont été publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du cinq juin mil neuf cent quarante-sept, numéro 11399 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-sept.

Pour laquelle société sont ici présents et stipulent :

1°) Le Général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, n° 47.

2°) Monsieur Charles Despret, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue de la Longue Haie, n° 45.

Respectivement Président du Conseil d'administration et Administrateur-délégué de la dite société, agissant conformément à l'article vingt des statuts sociaux et, en outre, en exécution d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du dix-neuf octobre dernier dont un extrait du procès-verbal demeurera ci-annexé.

Lesquels ès qualités, déclarent conférer par les présentes à :

Monsieur Georges De Backer, secrétaire de société, demeurant à Louvain, rue de Diest, n° 79, les pouvoirs nécessaires à l'effet de, pour et au nom de la dite société.

Signer en qualité de fondé de pouvoirs, conjointement avec un administrateur, tous actes habituels de gestion journalière, notamment toute pièce ou correspondance comportant tous retraits de fonds ou de valeurs et toutes pièces concernant les comptes de chèques postaux.

En conséquence, de cette délégation spéciale, tous actes engageant la société dans les limites ci-dessus tracées pourront être valablement signés par un administrateur et le fondé de pouvoirs. Toutefois, il suffira de la signature d'un administrateur ou du fondé de pouvoirs lorsqu'il s'agira de pièces et décharges pour les postes, chemins de fer, téléphones, messageries, roulages, lignes de navigation et douanes.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ès qualités ont signé avec Nous, notaire.
(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le cinq novembre 1948, volume 1349, folio 19, case 10, un rôle, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

ANNEXE.

BOUTEILLERIE DE LEOPOLDVILLE.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

71, chaussée de Charleroi, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 204.601.

EXTRAIT.

Séance du Conseil d'administration du 19 octobre 1948.

Le Président constate que la majorité des membres du Conseil d'administration est présente et qu'en conséquence le Conseil peut valablement délibérer.

Le Conseil décide de nommer Monsieur De Backer, Georges, fondé de pouvoirs, et de déléguer à son Président, Monsieur le Général Georges Moulaert, et à son administrateur-délégué, Monsieur Charles Despret, tous pouvoirs pour concéder, dans les formes légales requises, à Monsieur Marti, directeur à Léopoldville, les pouvoirs de gestion qui lui seront nécessaire à la Colonie, étant entendu qu'il devra toujours, pour engager la Société, signer avec un administrateur ou un fondé de pouvoirs.

Il charge les mêmes personnes, dans les mêmes conditions, de donner des pouvoirs à Monsieur De Backer qui signera, pour engager la Société, avec un administrateur.

Toutefois, le président et l'administrateur-délégué décideront des cas dans lesquels Monsieur Marti et Monsieur De Backer pourront signer seuls. Le Conseil vise ici particulièrement les décharges à donner au service des postes, de navigation et autres dans lesquels il est d'usage de se contenter d'une signature.

Bruxelles, le 30 octobre 1948.

Certifié conforme.

BOUTEILLERIE DE LEOPOLDVILLE.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

(signé) DESPRET.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le cinq novembre 1948, volume 245, folio 97, case 6, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Vu par nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Taymans, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 novembre 1948.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 novembre 1948.

Le directeur (signé) Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 novembre 1948.

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Bouteillerie de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège social est à Léopoldville

et le siège administratif à Saint-Gilles (Bruxelles)
71, chaussée de Charleroi.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 204.601.

POUVOIRS.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le jeudi quatre novembre.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

A comparu :

La Société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Bouteillerie de Léopoldville » dont le siège social est établi à Léopoldville et le siège administratif à Saint-Gilles (Bruxelles), chaussée de Charleroi, n° 71, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie, suivant acte reçu par Maître Etienne Taymans, notaire à Evere, le vingt-neuf mars mil neuf cent quarante-sept, dont les

statuts approuvés par arrêté du Régent en date du dix-neuf mai suivant, ont été publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du cinq juin mil neuf cent quarante-sept, n° 11399 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du vingt-cinq du même mois.

Pour laquelle société sont ici présents et stipulent :

1°) Le Général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, n° 47.

2°) Monsieur Charles Despret, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue de la Longue Haie, n° 45.

Respectivement président du Conseil d'administration et administrateur-délégué de la dite société, agissant conformément à l'article vingt des statuts sociaux et en outre, en exécution d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du dix-neuf octobre dernier, dont un extrait du procès-verbal est demeuré annexé à un acte de notre ministère en date de ce jour.

Lesquels ès qualités, déclarent conférer par les présentes à :

Monsieur Pierre-Adolphe Marti, directeur de société, demeurant à Léopoldville.

Les pouvoirs nécessaires pour, agissant conjointement avec un administrateur ou un fondé de pouvoirs.

Représenter la dite Société dans le Congo Belge et même dans les Colonies et territoires avoisinants, auprès des autorités gouvernementales, judiciaires et administratives, comme aussi auprès de toutes sociétés, associations, communautés et tous particuliers.

Faire, dans les mêmes régions, tous actes de gestion journalière et, en général, tous actes d'administration et de disposition qu'il jugera utiles aux intérêts de la société mandante.

En conséquence :

Signer, négocier, fournir, viser et accepter tous effets de paiement, toutes traites, lettres de change, billets à ordre, mandats et chèques sur tous particuliers, négociants et caisses; signer tous endossements, acceptations et avals, tous transferts, registres et émargements, tous comptes; faire tous protêts, dénonciations, comptes de retour; signer tous mandats sur tous banquiers et autres; signer la correspondance.

Entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes avec tous créanciers, débiteurs, banquiers, dépositaires, comptables et tiers quelconques, en fixer les reliquats actifs et passifs.

Réclamer et recevoir toutes primes, en donner quittance et décharge, fournir et s'obliger à fournir toutes justifications, donner toutes garanties et cautions, signer toutes demandes, pétitions et réclamations.

Toucher et recevoir du Trésor Public, des banquiers et de toutes autres administrations publiques et de tous particuliers, tous intérêts, dividendes, arrérages, répartitions et revenus quelconques, comme aussi le montant de tous billets, lettres de change, effets, reliquats de comptes, prix de vente et transferts et, généralement toutes sommes en principal, intérêts et accessoires qui peuvent ou pourront être dus à tel titre et pour quelque cause que ce soit.

Régler tous comptes, recevoir tous dividendes; de toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer bonnes et valables quittances et décharges; faire, accepter toutes offres; opérer le retrait de toutes sommes consignées; remettre ou se faire remettre tous titres et pièces, en donner ou retirer décharge.

Faire toutes opérations et signer tous contrats.

Exécuter, faire exécuter et réceptionner tous travaux d'entretien, d'amélioration et d'agrandissement, rédiger des cahiers de charges, approuver ou refuser des plans et devis, désigner des experts.

Représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant, ainsi qu'auprès des autorités territoriales et administratives.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile et faire tous actes généralement quelconques, impliquant la gestion de la société.

Toutefois, il est entendu, dans les rapports de Monsieur Marti avec la société et sans que la présente disposition puisse intéresser les tiers, que toute acquisition dont le montant excéderait dix mille francs devra être préalablement approuvé par le Conseil d'administration ou l'administrateur-délégué.

Toutefois il pourra, sous sa seule signature, représenter la société dans tous ses rapports avec la douane, faire entrer et partir toutes marchandises, remplir toutes formalités à cette fin, signer et émarger tous registres et feuilles, retirer de la poste aux lettres et de tous roulages, messageries ou entreprises de transports terrestres, fluviaux, aériens ou maritimes et chemins de fer; ou recevoir à domicile des lettres, caisses, ballots et paquets chargés ou non chargés, recommandés ou non recommandés et ceux renfermant des valeurs déclarées à l'adresse de la société; donner du tout, décharge.

Engager au nom de la société le personnel blanc qui ne pourrait être engagé à l'intervention de l'administration centrale d'Europe. Dans les mêmes conditions, fixer leur traitement, les congédier ou révoquer en fixant, s'il y a lieu, les conditions du congé ou de la révocation. Engager, congédier ou révoquer le personnel indigène, remplir les formalités administratives et conclure tous contrats relatifs au louage des services et au recrutement des travailleurs indigènes.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ès qualités ont signé avec nous, notaire.
(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le cinq novembre 1948, volume 1349, folio 19, case 11, deux rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Vu par nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Taymans, notaire
à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 novembre 1948.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de
M. Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 19 novembre 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylén.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Van Nylén apposée ci-contre.

Bruxelles, le 19 novembre 1948.

(signé) P. Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Bouteillerie de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège social est à Léopoldville

et le siège administratif à Saint-Gilles (Bruxelles)
Chaussée de Charleroi, 71.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 204.601.

EXTRAIT.

REUNION DU CONSEIL GENERAL DU MARDI 19 OCTOBRE 1948.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Le Président constate que la majorité des membres, tant du Conseil
d'administration que du Conseil des commissaires est présente, et qu'en
conséquence le Conseil Général peut valablement délibérer.

... ..

En application de l'article 11 des statuts il appelle, par un vote unanime,
Monsieur Johannes Marinus HONIG, directeur commercial de la « Heine-
kens Bierbrouwerij Maatschappij », demeurant à Amsterdam; Bernard-
zweerskade, 11, aux fonctions d'administrateur en remplacement de
Monsieur le docteur D. U. STIKKER, démissionnaire, dont il achèvera
le mandat.

Bruxelles, le 30 octobre 1948.

Certifié conforme.

BOUTEILLERIE DE LEOPOLDVILLE.
Société congolaise à responsabilité limitée.

Deux administrateurs,

DESPRET.

G. MOULAERT.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le cinq novembre 1948, volume 245, folio 97, case 7, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Compagnie Belge d'Entreprises Minières « Cobelmin »

Société Commerciale à responsabilité limitée

Siège social : Kindu Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 60.664.

Acte constitutif publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932 et modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1934.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. Immeubles, matériel et installations en Afrique :

Solde au 1^{er} janvier 1947 fr. 2.089.541,50

Dépenses de l'exercice néant

2.089.541,50

Moins :

Amortissements de l'exercice 208.954,50

1.880.587,—

II. Réalisable :

Participations diverses 825.886,25

Débiteurs divers 33.926.289,99

34.752.176,24

III. *Disponible :*

Banques, Caisses et Fonds en route	36.543.849,19
--	---------------

IV. *Divers :*

Comptes débiteurs	7.401.248,45	
Gestion pour compte de tiers	220.097.960,85	
		227.499.209,30

V. *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	Fr. 300.675.821,73

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

10.000 actions de capital de 500 fr.	5.000.000,—	
10.000 parts de fondateur sans désignation de valeur	P.M.	
Réserve statutaire	642.671,14	
		5.642.671,14

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations	65.000,—	
Créditeurs divers	70.878.098,90	
		70.943.098,90

III. *Divers :*

Comptes créditeurs	2.739.567,16	
Gestion pour compte de tiers	220.097.960,85	
		222.837.528,01

IV. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

V. *Profits et Pertes :*

Solde en bénéfice	1.252.523,68
	Fr. 300.675.821,73

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	622.545,10
Frais financiers		29.242,21
Prévision fiscale		350.000,—
Amortissement sur immeubles, matériel et installations en Afrique		208.954,50
Solde		1.252.523,68
	Fr.	<u>2.463.265,49</u>

CREDIT.

Résultat des entreprises	fr.	2.306.148,54
Revenus financiers et divers		157.116,95
	Fr.	<u>2.463.265,49</u>

Versements effectués. — Le capital a été entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil et administrateur-délégué :

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Vice-président du Conseil et administrateur-délégué :

M. Georges Lescornez, propriétaire, 342, boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, rue de la Source, 67, Bruxelles.

M. Charles Cornez, docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. José Glorieux, docteur en droit, 125, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, 2, rue du Buisson, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles.

Chevalier Joë le Clément de Saint-Marcq, docteur en droit, 1, rue Zinner, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Cockaerts, propriétaire, 37, rue Victor Lefèvre, Bruxelles.

M. Jean Deglise, commissaire de sociétés,, 75, rue Van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

M. Edmond Henquin, administrateur de sociétés, 99, rue de Stassart, Bruxelles.

Bruxelles, le 28 octobre 1948.

Copie certifiée conforme.

COMPAGNIE BELGE D'ENTREPRISES MINIERES « COBELMIN »

*Le vice-président du Conseil,
Administrateur-délégué,*

G. LESCORNEZ.

*Le président du Conseil,
Administrateur-délégué*

M. LEFRANC.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville

Siège administratif : 87, rue Royale, à Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 78.403

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 8 NOVEMBRE 1948

Pouvoirs. — Transfert du siège administratif.

Au cours de sa réunion du 8 novembre 1948, le Conseil d'administration a décidé :

1°) De mettre fin aux délégations tant générales que spéciales et aux pouvoirs conférés à M. van Zurpele et à M. C. Hottat, ainsi qu'à tous pouvoirs que ceux-ci auraient subdélégués à des tiers et de leur retirer en conséquence à dater de ce jour, le titre et les fonctions d'administrateur-délégué (M. H. van Zurpele) et d'administrateur-directeur (M. C. Hottat).

2°) De réorganiser le Comité Permanent de Direction et de désigner pour en faire partie MM. W. Luff, J. De Clercq et le Baron M. de Schaetzen, administrateurs.

3°) De donner les délégations de pouvoirs suivantes :

- a) tous actes de disposition et d'administration engageant la Société seront signés conjointement par deux administrateurs dont l'un au moins doit être membre du Comité Permanent de Direction;
- b) la correspondance journalière pourra être signée conjointement par un membre du Comité Permanent de Direction et le Secrétaire;
- c) confirmer le mandat spécial conféré au Congo à l'Agent Agricole Principal, M. H. Vandendrice, par décision du Conseil d'administration du 20 juillet 1948, et d'étendre celui-ci à tout le territoire du Congo Belge.

4°) De transférer provisoirement le siège administratif de la Société au 87, rue Royale, à Bruxelles.

Pour copie conforme.

COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX

Un Administrateur,
THILTGES t'SERSTEVENS.

Un Administrateur,
Baron M. de SCHAETZEN.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville

Siège administratif à Schaerbeek-Bruxelles, 82, avenue Milcamps

CREATION D' ACTIONS DE DIVIDENDE AUGMENTATION DE CAPITAL MODIFICATIONS AUX STATUTS (1)

L'an mil neuf cent quarante-six.

Le six décembre à onze heures.

Par devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie Belge de Fruits Coloniaux », ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Schaerbeek-Bruxelles, 82, avenue Milcamps, constituée suivant acte passé devant les notaires Richir, soussigné, et Alfred Vanisterbeek, tous deux notaires à Bruxelles, le onze février mil neuf cent trente-cinq, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du dix-sept avril suivant, sous le numéro 4729, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le vingt-cinq avril mil neuf cent trente-cinq.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de M. Henri de Zurpele, vice-président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président nomme comme Secrétaire M. de Patoul et désigne comme scrutateurs MM. Mortehan et Goethals, ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés les actionnaires ci-après indiqués, qui déclarent et reconnaissent réciproquement posséder le nombre d'actions suivant :

1. Monsieur le Baron Robert d'Huart, industriel, demeurant à Watermael-Boitsfort, 129, rue Van Becelaere: quarante act.	40
2. Monsieur le Chevalier André de Patoul, secrétaire de Société, demeurant à Ixelles, 28, rue Louis Hymans : cinq actions.	5
3. Monsieur Constant Hottat, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, 82, avenue Milcamps : nonante actions .	90
4. La « Société de Colonisation Agricole au Mayumbe », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège est à Bruxelles, 42, rue Royale : mille quatre cents actions . . .	1.400
Ici représentée par M. Mortehan, Inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-six novembre mil neuf cent quarante-six, qui demeurera ci-annexée.	
5. — Monsieur le Baron Jacques d'Huart, employé, demeurant à Anvers-Berchem, 47, avenue Aubertin : dix actions . . .	10
Ici représenté par Monsieur le Baron Robert d'Huart, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du trente novembre mil neuf cent quarante-six, ci-annexée.	
6. L'Association sans but lucratif « Séminaire Saint-François-Xavier », à Etterbeek, 24, boulevard Saint-Michel : deux cent trente-huit actions	238
7. L'Association sans but lucratif « Aide aux Missionnaires Belges de la Compagnie de Jésus », à Saint-Josse-ten-Noode, 8, chaussée de Haecht : cent quatre-vingt-cinq actions . . .	185
8. L'Association sans but lucratif « Economat des Missions de la Société de Jésus », à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, 24 : quatre-vingt-cinq actions	85
Les comparantes sous 6, 7, 8, représentées par Monsieur Yves Goethals, en vertu de trois procurations sous seing privé du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-six, ci-annexées.	
9. Monsieur Henri de Zurpele, administrateur de sociétés, à Schaerbeek, 82, avenue Milcamps : mille cinquante-huit actions .	1.058
10. Monsieur Yves Goethals, industriel, à Woluwe-Saint-Pierre, 22, rue Maurice Liétart : une action	1
Total : trois mille cent douze actions	3.112

Monsieur le Président expose :

1° Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

a) Création de douze mille actions de dividende au porteur. Détermination des droits et avantages qui seront attachés à ces actions.

Attribution de cinq mille de ces actions aux anciens actionnaires à raison d'une pour chaque action de capital. Mise des sept mille actions restantes à la disposition du Conseil d'administration, partie pour les répartir entre les nouvelles actions à souscrire en espèces comme dit ci-après. et partie pour rétribuer des concours divers.

b) Augmentation du capital social pour le porter de un million deux cent cinquante mille francs à dix millions de francs par la création de trente-cinq mille actions de capital nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante francs chacune.

Apports par Monsieur Henri de Zurpele, agissant tant en nom personnel que comme représentant de la « Compagnie Bananière Congolaise » (Association en participation), de :

1° Divers baux relatifs à des terrains situés à Matadi.

2° Toute la situation active et passive de la « Compagnie Bananière Congolaise », notamment de ses plantations et installations, mobilier, outillage, stock, liquidités, créances actives et passives.

Attribution, en rémunération de ces apports, de douze mille neuf cent soixante actions de capital entièrement libérées.

c) Détermination des conditions dans lesquelles les anciens actionnaires pourront exercer leur droit de préférence à la souscription des vingt-deux mille quarante-actions restantes.

d) Souscription du surplus des actions nouvelles créées.

Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour la réalisation de cette souscription.

e) Modification à la répartition bénéficiaire.

f) En conséquences des résolutions qui précèdent, modification des articles 5, 31, 43 et 47 des statuts sociaux.

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été insérées, conformément aux prescriptions de l'article 30 des statuts, dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » des onze et vingt-neuf novembre, les annexes du « Moniteur Belge » des onze-douze-treize et vingt novembre. et dans les journaux suivants s'éditant à Bruxelles, savoir : l'« Informateur Economique et Financier » des neuf-dix-onze et vingt novembre, et « Le Quotidien » des onze-douze et vingt novembre.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces publications.

Qu'en outre, des lettres missives ont été adressées le dix-sept novembre aux actionnaires en nom.

III. — Que, pour pouvoir assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles 32 et 33 des statuts.

IV. — Que sur les cinq mille actions de capital formant l'intégralité du capital social, la présente assemblée en réunit trois mille cent douze, soit plus de la moitié du capital social.

Qu'en conséquence l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'ordre du jour.

Eusuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Au lieu de créer douze mille actions de dividende prévues à l'ordre du jour qui précède, l'assemblée décide de créer et crée effectivement seize mille actions de dividende, au porteur, sans valeur nominale, qui jouiront des droits et avantages suivants :

a) Chaque action de dividende donnera droit à une voix, sauf les restrictions prévues par la loi.

b) Elles participeront à la répartition du superdividende au même titre que les actions de capital, c'est-à-dire que ce superdividende sera réparti par parts égales entre toutes les actions de capital et de dividende.

L'assemblée décide d'attribuer cinq mille de ces actions de dividende aux anciens actionnaires à raison d'une action de dividende pour chaque action de capital.

Quant aux onze mille actions de dividende restantes, l'assemblée décide de les mettre à la disposition du Conseil d'administration pour en remettre une partie aux souscripteurs des nouvelles actions de capital qui vont être créées et pour rémunérer divers concours.

Les seize mille actions de dividende nouvellement créées seront soumises à toutes les dispositions des articles 47 et 50 des lois belges sur les sociétés commerciales.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de huit millions sept cent cinquante mille francs pour le porter de un million deux cent cinquante mille francs à dix millions de francs par la création de trente-cinq mille actions de capital nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante francs chacun, dont douze mille neuf cent soixante, entièrement libérées, seront attribuées en rémunération d'apports et vingt-deux mille quarante restantes devront être souscrites en espèces.

Ces actions jouiront, à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-sept, des mêmes droits et avantages que celles existant actuellement.

Intervient alors Monsieur de Zurpele, prénommé, lequel, agissant tant en nom personnel que comme se portant fort pour ses co-associés de la « Compagnie Bananière Congolaise » (association en participation), déclare faire apport à la société de :

1. Un bail emphytéotique numéro NA 7778 concédé par la Colonie pour un terme de trente ans à dater du seize septembre mil neuf cent quarante et un, portant sur un ensemble de terrains agricoles à Sanda, territoire de Matadi, d'une contenance de trois cent vingt hectares avec droit d'acquérir moyennant un prix de dix-neuf mille deux cents francs, le dit bail étant enregistré par le Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville, volume A XXXII, folio 11.

2. Un bail emphytéotique numéro NA 11.613 concédé par la Colonie pour un terme de trente ans à dater du six juillet mil neuf cent quarante-cinq, portant sur un ensemble de terrains agricoles à Sanda, d'une contenance de mille quatre cent trente hectares avec droit d'acquérir moyennant un prix de quatre-vingt-cinq mille huit cents francs, le dit contrat étant actuellement soumis à l'approbation du Conseil colonial. Il a été inscrit dans le registre du Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville le six juillet mil neuf cent quarante-cinq, numéro 530 bis.

3. Un droit de choix accordé par la Colonie sur deux cent cinquante hectares de terrains touchant au précédent.

4. Un contrat de location numéro NA 6621 concédé par la Colonie pour un terme de neuf ans à dater du dix-sept juillet mil neuf cent trente-neuf et renouvelé pour une même durée moyennant un loyer annuel de huit cent nonante francs, portant sur un terrain destiné à usage industriel, d'une superficie de quinze ares environ, situé à Matadi, sur la rive droite du fleuve Congo.

5. Un contrat de location concédé par la « Société Agricole du Mayumbe » sur environ mille hectares de terrains cultivables pour bananiers, à Luki, (Mayumbe).

6. Toute la situation active et passive de la « Compagnie Bananière Congolaise », comprenant notamment ses plantations et installations, les bâtiments construits sur les terrains dont question ci-avant, le matériel fixe et mobile, les stocks, l'outillage, les liquidités et les créances actives et passives, le tout se résumant comme suit :

ACTIF :

Immeubles, plantations bananières, plantations cacaoyères plantations diverses, domaine forestier : trois mil- lions deux cent nonante-cinq mille cent trente-sept francs dix centimes	3.295.137,10
Mobiliers, outillages agricoles, matériel et matériel rou- lant : septante-deux mille sept cent soixante et un francs nonante centimes	72.761,90
Réalisables : créiteurs divers et stock : nonante-huit mille neuf cent quarante-neuf francs vingt-six cen- times	98.949,26
Ensemble : trois millions quatre cent soixante-six mille huit cent quarante-huit francs vingt-six centimes .	3.466.848,26

PASSIF :

Dettes envers des tiers : deux cent vingt-six mille huit cent quarante-huit francs vingt-six centimes	246.848,26
--	------------

Les comparants déclarent avoir parfaite connaissance des apports en question et dispensent expressément le notaire instrumentant d'en faire plus ample description.

Les apports des contrats concédés par la Colonie sont faits sous la condition suspensive de l'approbation de Monsieur le Gouverneur de la Province de Léopoldville. L'apporteur s'oblige à faire toutes les diligences nécessaires pour obtenir cette approbation dans un délai aussi rapproché que possible.

En rémunération des apports ci-dessus constatés, il est attribué à Monsieur de Zurpele douze mille neuf cent soixante actions de capital nouvelles entièrement libérées, à répartir entre lui et ses co-associés de la « Compagnie Bananière Congolaise », laquelle est donc complètement liquidée.

Les douze mille neuf cent soixante actions de capital en question seront soumises aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée prend connaissance d'une offre faite par Monsieur le Baron Marcel de Schaetzen de prendre ferme l'intégralité de la souscription des vingt deux mille quarante actions de capital nouvelles dont la création vient d'être décidée.

L'assemblée décide d'accepter cette offre, et à l'instant intervient Monsieur le Baron de Schaetzen, prénommé, lequel déclare avoir pris connaissance des statuts de la société et s'engage à s'y conformer.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que les anciens actionnaires auront, pendant la durée de quinze jours à dater d'aujourd'hui, la faculté d'exercer le droit de préférence qui leur est reconnu par l'article 7 des statuts, et ce à concurrence de quatre actions nouvelles pour une ancienne.

Monsieur de Schaetzen s'engage à rétrocéder à ceux des actionnaires qui feraient usage de cette faculté le nombre d'actions nouvelles auxquelles ils ont droit.

CINQUIEME RESOLUTION.

Sous réserve de ce qui vient d'être décidé, l'assemblée donne au Conseil d'administration tous pouvoirs pour réaliser la partie de l'augmentation du capital à souscrire en espèces.

Le Conseil fixera donc les dates et le montant des versements libératoires et fera constater en forme authentique la souscription intégrale des actions nouvelles, leur libération partielle ou totale, ainsi que l'augmentation effective du capital social que ces souscription et libération comportent.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier la répartition bénéficiaire :

1° par augmentation du premier dividende revenant aux actions de capital;

2° par la détermination d'un pourcentage de bénéfice qui sera mis à la disposition du Conseil, soit pour être distribué entre les membres du personnel, soit pour être affecté à un fonds de réserve en faveur du dit personnel, selon que le Conseil décidera.

SEPTIEME RESOLUTION.

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide qu'après que l'augmentation du capital social qui vient d'être décidée sera devenue effective, les articles 5, 31, 43 et 47 des statuts sociaux seront libellés comme suit :

Article 5. — Le capital social est fixé à dix millions de francs, représenté par quarante mille actions de capital d'une valeur nominale de deux cent cinquante francs chacune, dont quinze mille quatre cent soixante ont été attribuées en rémunération d'apports et vingt-quatre mille cinq cent quarante souscrites en espèces.

Il a été créé en outre seize mille actions de dividende sans désignation de valeur.

Article 31. — L'assemblée générale se compose de tous les propriétaires d'actions de capital et de dividende ayant observé les articles 32 et 33 des statuts sociaux.

Chaque action de capital libérée des versements appelés et exigibles, de même que chaque action de dividende, donne droit à une voix.

Toutefois nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre total des titres représentés à l'assemblée.

D'autre part, les actions de dividende ne pourront jamais être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions de capital.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, la réduction s'opère proportionnellement. Il n'est tenu compte des fractions de voix.

La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il s'agit de vote sur des questions intéressant les droits respectifs des différentes catégories d'actions.

Article 43. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il sera prélevé successivement :

A. — Cinq pour cent pour la réserve légale et dans les limites prévues par la loi.

B. — La somme nécessaire pour distribuer aux actions de capital un premier dividende égal à six pour cent du montant libéré des actions *prorata temporis*.

Sur le surplus il sera attribué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires pour être partagé entre les membres suivant la décision du Conseil d'administration, chaque commissaire recevant une part équivalente au tiers de celle d'un administrateur.

Cinq pour cent de ce même surplus seront mis à la disposition du Conseil d'administration, soit pour être distribué entre les membres du personnel, soit pour être affecté à un fonds de réserve en faveur du dit personnel, selon que le Conseil le décidera.

Le solde sera réparti par parts égales entre toutes les actions de capital et de dividende, sans tenir compte du montant dont les actions de capital sont libérées.

Toutefois l'assemblée générale pourra décider, sur proposition du Conseil d'administration, que tout ou partie de ce solde sera reporté à nouveau ou affecté à d'autres destinations.

Cette proposition du Conseil d'administration ne pourra être rejetée par l'assemblée générale qu'à la majorité des trois quarts des voix prenant part au vote.

Dans le mois après l'assemblée générale ordinaire, le bilan, le compte des profits et pertes, ainsi que la situation du capital social; le tout précédé de la mention de la date de publication des actes constitutifs de la société et suivi des noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires et, en outre, d'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, sont publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et aux annexes du « Moniteur Belge ».

Article 47. — Le dernier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

« Le solde sera partagé entre toutes les actions de capital par parts égales ».

Chacune des résolutions qui précèdent a été adoptée à l'unanimité des voix.

Ces diverses résolutions ne sortiront toutefois leurs effets qu'après qu'elles auront été approuvées par arrêté royal.

L'assemblée déclare et reconnaît que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital s'élève à cent cinquante mille francs, non compris le coût de la confection et du timbrage des titres.

Dont procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le douze décembre 1946, vol. 568, fol. 71, case 12, cinq rôles, cinq renvois.

Reçu : Vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Première annexe.

PROCURATION.

La soussignée SOCIETE DE COLONISATION AGRICOLE AU MAYUMBE (comprenant le domaine Ursélia), ayant son siège administratif, 42, rue Royale, à Bruxelles.

Propriétaire de mille quatre cents actions de la société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie Belge des Fruits Coloniaux », déclare par la présente constituer pour mandataire spécial, M. Morteihan, inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, avec pouvoir de substitution aux fins de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra 77, boulevard de Waterloo, à Bruxelles, le 6 décembre 1946 à 11 heures avec l'ordre du jour suivant :

1° création de 12.000 actions de dividende au porteur. Détermination des droits et avantages qui seront attachés à ces actions. Attribution de 5.000 de ces actions aux anciens actionnaires à raison d'une pour chaque action de capital. Mise des 7.000 actions restantes à la disposition du Conseil d'administration, partie pour les répartir entre les nouvelles actions à souscrire en espèces comme dit ci-après et partie pour rétribuer ces concours divers.

2° augmentation du capital social pour le porter de 1.250.000 francs à 10.000.000 de francs par la création de 35.000 actions de capital nouvelles d'une valeur nominale de 250 francs chacune.

Apports par M. de Zurpele, H., agissant tant en son nom personnel que comme représentant la COMPAGNIE BANANIERE CONGOLAISE (association en participation), de :

a) divers baux relatifs à des terrains situés à Matadi;

b) de toute situation active et passive de la « Compagnie Bananière Congo-laise », notamment de ses plantations et installations, mobiliers, outillage, stock, liquidités, créances actives et passives. Attributions en rémunération de ces apports de 12.960 actions de capital entièrement libérées.

3° Détermination des conditions dans lesquelles les anciens actionnaires pourront exercer leur droit de préférence à la souscription des 22.040 actions restantes.

4° Souscription du surplus des actions nouvelles créées. Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour la réalisation de cette souscription.

5° Modification de la répartition bénéficiaire.

6° En conséquence des résolutions qui précèdent, modification des articles 5, 31, 43 et 47 des statuts sociaux.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour par suite de remise ou d'ajournement; l'autoriser à participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera convenir sur les diverses questions mises en délibérations suivant ordre du jour; faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat; signer tous actes, procès-verbaux, listes de présence et autres documents; généralement faire tout ce qu'il jugera utile; voter en son nom sur tous objets figurant à l'ordre du jour tel que celui-ci est reproduit à la présente procuration.

Sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, promettant d'avance de reconnaître et ratifier tout ce qui sera fait en son nom.

Bruxelles, le 26 novembre 1946.

« Société de Colonisation Agricole au Mayumbe » (comprenant le domaine Ursélia).

L'Administrateur-Directeur : Bon pour pouvoirs : (s.) P. MINY.

L'Administrateur-Délégué : Bon pour pouvoirs : (s.) P. LE BŒUF.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le douze décembre 1946, vol. 34, fol. 36, case 10, un rôle sans renvoi.

Reçu : Vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Deuxième annexe.

PROCURATION.

Je soussigné Baron Jacques d'Huart.

Profession ou qualité : employé.

Domicilié à Anvers-Berchem, avenue M. Aubertin, 47.

Propriétaire de dix (10) actions de capital de 250 francs de la société COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX (COBELFRUIT) portant les numéros 3088 à 3097.

Déclare donner tous pouvoirs au Baron Robert d'Huart, industriel, domicilié avenue Emile Van Becelaere, 119, à Watermael-Boitsfort.

Aux fins de me représenter aux assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la dite société, convoquées à Bruxelles, boulevard de Waterloo, 77, le six décembre mil neuf cent quarante-six, respectivement à 10 h. 30 et 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées par

suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou parties des présents pouvoirs et, généralement, faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Berchem-Anvers, le 30 novembre 1946.

Bon pour pouvoirs.

(s.) R^m d'HUART.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le douze décembre 1946, vol. 34, fol. 36, case 10, un rôle sans renvoi.

Reçu : Vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Troisième annexe.

PROCURATION.

Je soussigné SEMINAIRE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER.

Profession ou qualité : Association sans but lucratif.

Domicilié à Bruxelles IV, boulevard Saint-Michel, 24.

Propriétaire de deux cent trente-huit actions de capital de la société COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX « COBELFRUIT », portant les numéros 3218 à 3455.

Déclare donner tous pouvoirs à Yves Goethals.

Aux fins de me représenter aux assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la dite société, convoquées à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo, le six décembre mil neuf cent quarante-six respectivement à 10 h. 30 et 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou parties des présents pouvoirs et, généralement, faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 1946.

Bon pour pouvoirs.

(s.) A. DE BAENST, Administrateur.

Enregistré à Bruxelles A. C. III le douze décembre 1946, vol 34, fol. 36, case 10, un rôle sans renvoi.

Reçu : Vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Quatrième annexe.

PROCURATION.

Je soussignée AIDE AUX MISSIONNAIRES BELGES DE LA COMPAGNIE DE JESUS.

Profession ou qualité : Association sans but lucratif.

Domiciliée à Bruxelles III, 8, chaussée de Haecht.

Propriétaire de cent quatre-vingt-cinq actions de capital de la société COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX « COBELFRUIT », portant les numéros 351 à 535.

Déclare donner tous pouvoirs à M. Yves Goethals.

Aux fins de me représenter aux assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la dite société, convoquées à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo, le six décembre mil neuf cent quarante-six, respectivement à 10 h. 30 et 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou parties des présents pouvoirs et, généralement, faire tout ce qu'il jugera utile; sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 1946.

Bon pour pouvoir.

(s.) A. DE BAENST, Administrateur.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le douze décembre 1946, vol. 34, fol. 36, case 10, un rôle sans renvoi.

Reçu : Vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Cinquième annexe.

PROCURATION.

Je soussigné ECONOMAT DES MISSIONS S. J.

Profession ou qualité : Association sans but lucratif.

Domicilié à Bruxelles IV, boulevard Saint-Michel, 24.

Propriétaire de quatre-vingt-cinq actions de capital de la société COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX « COBELFRUIT », portant les numéros 341 à 350 et 536 à 610.

Déclare donner tous pouvoirs à M. Yves Goethals.

Aux fins de me représenter aux assemblées générales extraordinaires de la dite société, convoquées à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo, le six décembre mil neuf cent quarante-six, respectivement à 10 h. 30 et 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou parties des présents pouvoirs et, généralement, faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 1946.

Bon pour pouvoir.

(s.) A. DE BAENST, Administrateur.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le douze décembre 1946, vol. 34, fol. 36, case 10, un rôle sans renvoi.

Reçu : Vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juin 1948.

(s.) J. HUBRECHT.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Hubrecht, J., apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Directeur (s.) VERLEYSSEN.

Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 12 juin 1948.

Pour le Ministre. - Le Directeur (s.) P. JENTGEN.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 19 octobre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 19 October 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

COMPAGNIE BELGE DE FRUITS COLONIAUX
en abrégé « COBELFRUIT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville

Siège administratif à Schaerbeek-Bruxelles, 82, avenue Milcamps

CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION DU
CAPITAL SOCIAL.

MODIFICATION AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-huit.

Le cinq juin à onze heures.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

ONT COMPARU :

1) Monsieur Constant Hottat, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, avenue Milcamps, 82.

2) Monsieur Jean Thilges 't Serstevens, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, chaussée de Waterloo, 535.

3) Monsieur Robert, Baron d'Huart, industriel, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, 119.

4) Monsieur Marcel Baron de Schaetzen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Royale, 87.

5) Monsieur Marie-Georges Mortehan, inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, demeurant à Etterbeek, avenue d'Auderghem, 260.

Tous administrateurs de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie Belge des Fruits Coloniaux » en abrégé (Cobelfruit), ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Schaerbeek-Bruxelles, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir, soussigné, et le notaire Vanisterbeek, à Bruxelles, le onze février mil neuf cent trente-cinq, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du dix-sept avril suivant, sous le numéro 4729 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-cinq avril mil neuf cent trente-cinq et dont les statuts ont été modifiés, sous réserve d'approbation par arrêté royal, suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le six décembre mil neuf cent quarante-six.

Lesquels comparants ont déclaré se réunir en Conseil d'administration, dont ils forment la majorité des membres et ont exposé :

Qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Cobelfruit » réunie devant le notaire Richir soussigné, le six décembre mil neuf cent quarante-six, a décidé, sous réserve d'approbation par arrêté

royal, notamment l'augmentation du capital social à concurrence de huit millions sept cent cinquante mille francs, pour le porter de un million deux cent cinquante mille francs à DIX MILLIONS DE FRANCS, par la création de trente-cinq mille actions de capital nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante francs chacune, dont douze mille neuf cent soixante, entièrement libérées, ont été attribuées à la « Compagnie Bananière Congolaise » (association en participation) en rémunération d'apports, sous la condition suspensive de l'approbation de Monsieur le Gouverneur de la Province de Léopoldville pour ce qui concerne les apports de contrats concédés par la Colonie; et dont les vingt-deux mille quarante actions nouvelles restantes ont été souscrites par le Baron Marcel de Schactzen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 87, rue Royale, sous réserve de rétrocession à ceux des actionnaires qui exerçaient le droit de préférence leur reconnu par l'article 7 des statuts.

Que cette assemblée a chargé le Conseil d'administration de la réalisation de la partie de l'augmentation du capital à souscrire en espèces, et, à ces fins; fixer le montant et les dates des versements libératoires, faire constater en forme authentique la souscription intégrale des actions nouvelles, leur libération partielle ou totale, ainsi que l'augmentation effective du capital que ces souscriptions et libération comportent.

Cet exposé fait, les comparants, es qualités qu'ils agissent, constatent et reconnaissent que les vingt-deux mille quarante actions dont question ci-dessus ont été intégralement souscrites par le Baron de Schaetzen pré-nommé, qui en a rétrocedé à ceux des actionnaires qui ont usé de leur droit de préférence; qu'elles ont été libérées, en dehors de la présence du notaire soussigné, à concurrence de vingt pour cent et que de la sorte le montant total de la libération, soit UN MILLION CENT ET DEUX MILLE FRANCS, se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Par suite de ce qui précède, le capital de la société est effectivement porté de dix millions de francs, représenté par quarante mille actions de capital de deux cent cinquante francs chacune.

En conséquence de ce qui précède et sous réserve d'approbation du tout par arrêté royal, l'article 5 des statuts sera désormais libellé comme suit :

Article 5. — Le capital social est fixé à DIX MILLIONS DE FRANCS, représenté par quarante mille actions de capital d'une valeur nominale de deux cent cinquante francs chacune.

Lors de la constitution de la société, le capital social a été fixé à un million deux cent cinquante mille francs, représenté par cinq mille actions de capital de deux cent cinquante francs chacune, dont deux mille cinq cents de ces actions, entièrement libérées, ont été attribuées en rémunération d'apports et le surplus, soit deux mille cinq cents actions, a été souscrit en numéraire et entièrement libéré.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du six décembre mil neuf cent quarante-six, il a été créé seize mille actions de dividende sans désignation de valeur et le capital a été porté à dix millions de francs, soit une augmentation du capital social de huit millions sept cent cinquante mille francs, représentée par trente cinq mille actions de capital nouvelles, dont douze mille neuf cent soixante de ces actions, entièrement libérées,

ont été attribuées en rémunération d'apports et les vingt deux mille quarante actions restantes ont été souscrites en numéraire et libérées à concurrence de vingt pour cent.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les comparants et le notaire ont signé.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le sept juin 1948, vol. 578, fol. 11, case 1, deux rôles trois renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) DE COUX.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles.

Vu par nous Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juin 1948.

(s.) J. HUBRECHT.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Hubrecht, J., apposée d'autre part.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

(s.) Pour le Directeur : VERLEYSSEN.

Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 juin 1948.

Pour le Ministre - Le Directeur : (s.) P. JENTGEN.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 19 octobre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
De 19 October 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE SEPT SEPTEMBRE.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. — L'« Agence Maritime Internationale », société anonyme, établie à Anvers, Rempart Sainte-Catherine, numéro 61.

ici représentée par Monsieur Paul Vereecke, ci-après nommé, suivant procuration du six de ce mois.

2. — « Citas », société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Namur, numéro 48.

ici représentée par Monsieur Georges Biart, ci-après nommé, suivant procuration du six de ce mois.

3. — Monsieur Georges Biart, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 40.

4. — Monsieur le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68.

5. — Monsieur Paul de Clippel, directeur de sociétés, demeurant à Anvers, avenue de Belgique, numéro 192.

6. — Monsieur André Deleu, directeur de sociétés, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

7. — Monsieur Augustin Ficq, docteur en droit, demeurant à Anvers, avenue Quinten Matzys, numéro 5.

ici représenté par Monsieur Paul Vereecke, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un août dernier.

8. — Monsieur Paul Vereecke, directeur de sociétés, demeurant à Berchem-Anvers, avenue Marie-José, numéro 45.

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée dont ils déclarent avoir arrêté les statuts ainsi qu'il suit :

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE

Article premier. — Il est constitué par les présentes une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de : *Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrentage*.

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Be'ge).

Il peut, par décision du Conseil d'administration et après approbation par arrêté royal, être transféré dans toute autre localité du Congo Be'ge ou du Ruanda-Urundi. Le siège administratif est établi à Anvers. Cette dénomination comprend toutes les communes de l'agglomération anversoise. Il peut, par décision du Conseil d'administration, être transféré dans une autre ville de Be'gique, à la Colonie ou à l'Etranger.

La société peut établir, par décision du Conseil d'administration, des succursales, agences, et comptoirs, tant en Belgique, qu'à la Colonie et à l'Etranger.

Article trois. — La société a pour objet :

L'établissement et l'exploitation de magasins généraux; la consignation. l'entreposage, la manutention, la garde de toutes marchandises, produits ou valeurs, leur transport, l'établissement de polices d'assurances en tous genres.

Toutes opérations d'avances ou de prêts, émission de certificats de dépôts et de warrants, d'achats ou négociation de valeurs et de droits de créances mobilières ou immobilières.

La société peut notamment :

Entreprendre ou s'intéresser dans toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, toutes opérations de change ou de crédit, recevoir en dépôt, nantissement ou compte courant, toutes sommes, titres ou valeurs et généralement effectuer toutes opérations ou entreprises nécessaires ou utiles à son objet social.

La société peut agir pour elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion ou souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater du sept septembre mil neuf cent quarante-huit.

Elle peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant comme en cas de modifications aux statuts et sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article cinq. — Le capital social est fixé à un million de francs congolais, représenté par cent parts sociales sans mention de valeur nominale.

Le Conseil d'administration peut autoriser la division en coupures des parts dans les conditions qu'il détermine.

Article six. — Les cent parts sociales sont souscrites en espèces par les comparants au prix de dix mille francs congolais chacune de la manière suivante :

L'« Agence Maritime Internationale », société anonyme, quarante-sept parts sociales	47
La société anonyme « Citas », quarante-sept parts sociales	47
Monsieur Georges Biart, une part sociale	1
Monsieur le Comte Albert de Beaufort, une part sociale	1
Monsieur Paul de Clippe!, une part sociale	1
Monsieur André Deleu, une part sociale	1
Monsieur Augustin Ficq, une part sociale	1
Monsieur Paul Vereecke, une part sociale	1
Ensemble cent parts sociales	<u>100</u>

Article sept. — Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune des parts sociales souscrites il a été effectué un premier versement de vingt pour cent et que le montant de cette libération s'élevant ensemble à la somme de deux cent mille francs congolais se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article huit. — Tout appel de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées sera fait par le Conseil d'administration, qui en prévientra les actionnaires au moins un mois d'avance.

Le Conseil d'administration fixera les époques et les modalités du versement.

Les appels de versement se feront par l'envoi de lettres recommandées.

A défaut par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le Conseil d'administration, il devra, de plein droit et sans mise en demeure, payer, à dater du jour de l'exigibilité, un intérêt, calculé à raison de cinq pour cent l'an, sur le montant du versement appelé et non effectué, et ce sans préjudice à tous autres droits et à toutes autres mesures.

Les versements en retard seront imputés sur l'ensemble des parts inscrites au nom de l'actionnaire. Les droits attachés aux parts du retardataire restent en suspens jusqu'à paiement intégral, en principal, intérêts et frais.

Le Conseil d'administration pourra, en outre, après une sommation de paiement restée sans effet dans la huitaine de sa date, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre publiquement, à la Bourse de Bruxelles ou d'Anvers, par le ministère d'un agent de change, les parts sociales appartenant à l'actionnaire défaillant. Le prix à provenir de cette vente appartiendra à la société jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelés, de l'intérêt et des frais occasionnés. L'excédent, s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant, s'il n'est pas d'autre chef débiteur de la société.

Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour couvrir les obligations de l'actionnaire en défaut, celui-ci sera tenu envers la société pour tout le surplus, tant de l'appel de fonds qui a donné lieu à la vente que, le cas échéant, des appels de fonds ultérieurs.

Article neuf. — Les actionnaires pourront libérer anticipativement leurs parts sociales, à condition que cette libération soit intégrale. Le Conseil d'administration fixera les modalités de l'exercice de ce droit.

Les intérêts à payer sur ces versements anticipés seront portés aux frais généraux.

Article dix. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Le Conseil d'administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, et en cas d'augmentation de capital, les nouvelles parts sociales à souscrire en espèces seront offertes par préférence aux anciens actionnaires au prorata de leur intérêt social et pendant le délai à fixer par le Conseil d'administration.

Article onze. — Les parts sociales, même entièrement libérées, restent nominatives.

Il est tenu un registre des parts nominatives. Ce registre contient :

La désignation de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions; l'indication des versements effectués; les transferts avec leur date ou la conversion des parts sociales en titres au porteur.

La propriété des parts nominatives s'établit par une inscription sur le registre visé ci-dessus. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs

fondés de pouvoirs, ou suivant les règles de transfert de créances établies par la loi.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par correspondance ou autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La transformation des parts nominatives en parts au porteur pourra être décidée par l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Tout cessionnaire de part sociale, même libérée, doit, au préalable, être agréé par le Conseil d'administration, sans que celui-ci ait à donner les motifs d'un refus éventuel.

Les titres sur lesquels les versements appelés n'ont pas été opérés ne peuvent être transférés que si les cessionnaires, préalablement agréés aussi, effectuent ces versements au moment du transfert.

Aucune part sociale, ne peut être valablement cédée avant qu'un arrêté royal n'ait autorisé la fondation de la société.

Les parts bénéficiaires, les titres représentatifs d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts ou titres, seront, s'ils viennent à être créés soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les titres prévus à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article douze. — Les parts sociales sont indivisibles. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre, et en cas de mutation par décès ou autrement et chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété d'un même titre, elle a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Il en sera de même si le titre est donné en gage, le propriétaire et le créancier gagiste devant s'entendre pour désigner un représentant unique.

Article treize. Les actionnaires ne sont engagés qu'à concurrence du montant de leurs titres.

La possession d'un titre emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale régulièrement prises.

Article quatorze. — Les droits et obligations attachés à un titre le suivent en quelques mains qu'il passe.

Les héritiers, ayants droit, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage, la licitation ou l'inventaire judiciaire, ni s'immiscer dans l'administration de la société.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE

Article quinze. — La société est administrée par un Conseil composé de six membres associés ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le terme de leur mandat ne peut excéder six ans.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre.

A partir de cette date, l'ordre de sortie, déterminé pour la première fois par le sort, sera réglé de telle façon que pour la sortie annuelle ou biennale d'un ou de plusieurs administrateurs, le mandat d'aucun d'eux ne dépasse six ans.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article seize. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis en Conseil général ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, achève le mandat de celui-ci

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article dix-huit. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou à son défaut du vice-président, ou à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs ou que l'administrateur-délégué le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-neuf. — Sauf cas de force majeure, le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Les administrateurs empêchés peuvent donner leur vote par écrit ou même par télégramme.

Ils peuvent également donner pouvoir de les représenter à toute délibération et de voter en leur nom à un autre membre du Conseil sans que celui-ci puisse être ainsi mandataire de plus d'un de ses collègues.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des votants; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

Article vingt. — L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

Article vingt et un. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège administratif et signé par les membres qui ont pris part aux délibérations, le président signant, en outre, au nom des administrateurs ayant voté par lettre ou télégramme et les mandataires au nom de leur mandant.

Si un membre refuse de signer le procès-verbal, celui-ci en fera mention et indiquera également les motifs du refus.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement délivrés et signés par le président du Conseil ou le vice-président ou par deux administrateurs.

Article vingt-deux. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il peut décider de sa seule autorité toutes les opérations qui entrent aux termes de l'article trois ci-devant dans l'objet social et qui ne sont pas spécialement réservées par la loi ou par les présents statuts, à l'assemblée générale des actionnaires, l'énumération qui suit étant énonciative et non limitative.

Il peut notamment faire et passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, exploiter, prendre ou donner en location tous biens meubles et immeubles, consentir et accepter tous baux avec ou sans promesse de vente, contracter tous emprunts, consentir toutes garanties et toutes affectations, même hypothécaires, consentir tous prêts et ouvertures de crédit, en fixer les conditions et le mode de remboursement, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, donner mainlevée de tous commandements, oppositions, saisies et transcriptions privilégiées et hypothécaires d'office ou autres, renoncer à tous privilèges, droits d'hypothèque et actions résolutoires et à tous droits réels quelconques, dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office, le tout avant comme après paiement; déterminer l'emploi des fonds disponibles et de réserves, traiter, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux, nommer et révoquer tous agents et employés, déterminer leurs attributions, leurs traitements, fixes ou proportionnels et éventuellement leurs cautionnements.

Article vingt-trois. — Le Conseil d'administration pourra conférer à un ou plusieurs de ses membres le titre d'administrateur-délégué ou d'administrateur-directeur. Il déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments fixes et proportionnels.

Le Conseil d'administration pourra aussi nommer un ou plusieurs directeurs et/ou sous-directeurs et/ou secrétaires, et/ou fondés de pouvoirs. Il réglera leurs pouvoirs et leurs attributions, leurs conditions d'engagement et leur rémunération fixe et/ou proportionnelle.

Il pourra encore déléguer des pouvoirs, soit par procuration générale, soit par procuration spéciale, authentique ou sous seing privé à un mandataire actionnaire ou non.

Article vingt-quatre. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de l'administrateur-délégué ou bien de l'administrateur-directeur, ou bien de deux administrateurs.

Article vingt-cinq. — Tous les actes qui engagent la société, y compris les actes de vente et d'échange d'immeubles, de constitution d'hypothèques, de constitution de société civile ou commerciale, de mainlevée avec ou sans paiement, de renonciation à tous droits réels et actions résolutoires, ainsi que les procurations relatives, à ces actes, sont valablement signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un fondé de pouvoirs soit en vertu d'une délégation spéciale donnée par une délibération du Conseil d'administration.

Les administrateurs signant au nom de la société n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers, ni vis-à-vis des conservateurs des hypothèques ou des titres fonciers.

Les actes de gestion journalière sont signés, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, soit par un administrateur-délégué ou un administrateur-directeur, soit enfin par tel autre préposé ou agent spécialement désigné à cette fin par le Conseil d'administration.

Article vingt-six. — Les opérations de la société sont surveillées par deux commissaires, nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

La durée de leur mandat ne peut excéder six ans.

Les premiers commissaires resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre.

A partir de cette époque, l'ordre de sortie sera alternatif.

Si le nombre des commissaires vient à être réduit le Conseil d'administration doit immédiatement pourvoir à la vacance et la prochaine assemblée générale procédera à la nomination définitive.

Les commissaires sont rééligibles.

Article vingt-sept. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle, sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures sociales.

Il leur est remis chaque semestre, par l'administration un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Ils peuvent, aux frais de la société, se faire assister par un expert pour procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

Article vingt-huit. — Les administrateurs et les commissaires ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-neuf. — En dehors du tantième des bénéfices prévus à l'article quarante-six ci-après, l'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs et commissaires des indemnités fixes ou des jetons de présence, imputables sur les frais généraux.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer sur frais généraux.

Article trente. — Chaque administrateur doit affecter par privilège cinq parts de la société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à trois parts sociales.

Ces titres doivent être nominatifs. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des parts sociales sur le registre des actionnaires.

Les titres affectés aux cautionnements des administrateurs et des commissaires sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

Si les titres n'appartiennent pas à celui dont elles garantissent le mandat, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt et il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

A défaut de s'être conformé aux conditions prescrites par le présent article dans le mois de sa nomination ou de la notification qui devra lui en être faite si elle a lieu en son absence, tout administrateur ou commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale aura donné décharge.

Article trente et un. — Les administrateurs et commissaires réunis forment le Conseil général. Ce conseil se réunit sur convocation du président, ou à son défaut, du vice-président du Conseil d'administration, aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, et chaque fois que la réunion est demandée par deux administrateurs ou par les commissaires.

Il est présidé par le président ou, à son défaut, par le vice-président du Conseil d'administration.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-deux. — L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'universalité des propriétaires de titres.

Les décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article trente-trois. — Chaque année et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, le troisième mardi du mois de juin, à quatorze heures et demie, une assemblée générale ordinaire se tiendra à Anvers, au siège administratif, ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations, pour entendre les rapports des administrateurs et des commissaires, discuter, et, s'il y a lieu, approuver le bilan et le compte de profits et pertes nommer les administrateurs et commissaires et, en général, délibérer sur tous objets à l'ordre du jour.

L'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

Article trente-quatre. — Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale.

Il doit la convoquer s'il en est requis par le Collège des commissaires ou sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Article trente-cinq. — Les convocations pour toute assemblée contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée, quinze jours au moins avant l'assemblée, aux annexes du « Bulletin Officiel », dans le « Moniteur Belge », et dans un journal de l'arrondissement d'Anvers.

Des lettres missives sont adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les parts sociales sont nominatives les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article trente-six. — Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les propriétaires de parts sociales nominatives autres que celles qui constituent les cautionnements des administrateurs et des commissaires doivent, cinq jours francs avant la réunion, informer le Conseil de leur intention d'assister à l'assemblée.

Les propriétaires de parts sociales au porteur doivent les déposer, cinq jours francs avant la réunion, aux caisses que le Conseil d'administration aura désignées.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre de titres qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'entrer à l'assemblée.

Nul n'a le droit d'assister à l'assemblée générale ni de prendre part au vote pour des titres nominatifs dont les transferts en son nom n'auront pas été faits au moins six semaines avant la date de l'assemblée.

Article trente-sept. — Les actionnaires ne peuvent se faire représenter aux assemblées générales que par un mandataire ayant lui-même le droit de vote et porteur d'une procuration dont la forme peut être déterminée par le Conseil d'administration. Les procurations doivent être déposées au siège administratif cinq jours francs avant la réunion.

Néanmoins la femme mariée peut se faire représenter sans pouvoir spécial par son mari, les mineurs et les interdits par leurs tuteurs ou curateurs, les maisons de commerce par un de leurs associés ou gérants; les sociétés, communautés ou établissements par un mandataire non actionnaire.

Article trente-huit. — Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut soit comme actionnaire, soit comme actionnaire et mandataire, prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article trente-neuf. — L'assemblée est présidée par le président, ou à son défaut par le vice-président du Conseil d'administration, ou à leur défaut, par le plus âgé des administrateurs présents.

Le président désigne le secrétaire, l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Article quarante. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par des actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est signée par des actionnaires représentant le cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée en temps utile au Conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix, quelque soit la portion du capital représentée, sauf ce qui sera dit à l'égard des modifications aux statuts.

En cas de parité des voix, la proposition est rejetée.

Le scrutin secret a lieu s'il est demandé par la majorité des membres présents.

Le Conseil d'administration peut proroger toute assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois mois. En cas de prorogation tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive. Cette prorogation annule toute décision prise.

Article quarante et un. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire, et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Article quarante-deux. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par le président ou le vice-président du Conseil ou par deux administrateurs.

CHAPITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION — RESERVE

Article quarante-trois. — Chaque année, le trente et un décembre, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, l'administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements.

A cette même époque, les écritures sociales sont arrêtées et l'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Article quarante-quatre. — L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions endéans la quinzaine.

Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif.

1°) Du bilan et du compte de profits et pertes.

2°) De la liste des fonds publics, des actions obligations et autres titres de sociétés composant le portefeuille.

3°) De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs titres avec l'indication du nombre de leurs titres et celle de leur domicile.

4°) Du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

Article quarante-cinq. — Le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent dans la quinzaine après leur approbation, être déposés en vue de leur publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

La situation du capital sera publiée en même temps. Elle comprendra l'indication des versements effectués et la liste des actionnaires qui n'ont pas encore entièrement libéré leurs parts avec l'indication des sommes dont ils sont redevables.

Article quarante-six. — Sur les bénéfices constatés par le bilan, après déduction des amortissements normaux et des frais généraux, y compris les intérêts à payer sur les versements anticipés, il sera prélevé :

1°) Cinq pour cent au moins pour la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve atteindra le dixième du capital social.

2°) La somme nécessaire pour payer aux parts sociales un premier dividende jusqu'à concurrence de six pour cent sur le montant appelé et versé.

Le restant sera réparti comme suit :

Dix pour cent pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, la part d'un commissaire ne pouvant excéder le tiers de la part d'un administrateur.

Le solde est attribué aux parts sociales comme second dividende.

Toutefois, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce solde sera versé à un fonds de réserve extraordinaire ou de prévision ou sera reporté à nouveau.

Article quarante-sept. — Le paiement des dividendes se fera aux époques et aux lieux fixés par le Conseil d'administration.

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article quarante-huit. — Conformément à l'article quatre, la société peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.

Article quarante-neuf. — En cas de dissolution, l'assemblée générale des actionnaires désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Après le paiement de toutes dettes et charges et des frais de liquidation ou provision faite pour ces montants l'actif net est réparti également entre toutes les parts sociales.

Si ces parts ne sont pas également libérées, le liquidateur rétablira l'égalité entre elles par des remboursements préalables ou de toute autre manière.

CHAPITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE

Article cinquante. — Tout actionnaire, associé, administrateur ou commissaire ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération anversoise est tenu d'y élire domicile.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé être élu au siège administratif.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs, domiciliés à l'étranger, sont censés pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif ou toutes assignations et notifications peuvent leur être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

CHAPITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article cinquante et un. — Immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire, pour désigner pour la première fois les commissaires et délibérer et statuer sur tous les objets qu'ils jugeront utiles de porter à l'ordre du jour de cette assemblée.

CHAPITRE NEUF.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante-deux. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants se réfèrent à la législation coloniale.

Article cinquante-trois. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article cinquante-quatre. — *Sont appelés pour la première fois aux fonctions d'administrateurs :*

Monsieur Georges Biart, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, numéro 40.

Monsieur le Comte Albert de Beauafort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68.

Monsieur Paul de Clippel, directeur de société, demeurant à Anvers, avenue de Belgique, numéro 192.

Monsieur André Deleu, directeur de société, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

Monsieur Augustin Ficq, docteur en droit, demeurant à Anvers, avenue Quinten Matsys, numéro 5.

Monsieur Paul Vereecke, directeur de société, demeurant à Berchem-Anvers, avenue Marie-José, numéro 45.

Charges de la société à raison de sa constitution.

Article cinquante-cinq. — Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à vingt-cinq mille francs environ.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) P. Vereecke, G. Biart, Cte A. de Beauafort, P. de Clippel, A. Deleu, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le seize septembre 1948.

Vol. 1347, fol. 63, case 8, dix rôles, vingt-quatre renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

Pour expédition conforme.

(s.) Hubert SCHEYVEN.

Vu par Nous, Edmond Malbecq, vice-président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 septembre 1948.

(signé) Ed. MALBECQ.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 octobre 1948.

(signé) J. VAN NYLEN - Le Directeur.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylén, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 octobre 1948.

Le Directeur (signé) P. JENTGEN.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie

Société anonyme

Siège social : 13, rue de Bréderode, à Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3531

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 janvier 1887 (acte n° 1) et du 26 février 1887 (acte n° 319). Actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 mai 1887 (acte n° 1022), du 17 mars 1909 (acte n° 1388), du 8 mai 1909 (acte n° 2949), du 12 juillet 1912 (acte n° 4910); aux annexes au « Bulletin Officiel des Lois et Arrêtés » pour le territoire belge occupé des 10/11 janvier 1917 (acte n° 63); aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 juin 1920 (acte n° 7374); du 28 août 1920 (acte n° 9368), du 13 janvier 1921 (acte n° 353), du 6 avril 1923 (acte n° 3345), du 13 janvier 1926 (acte n° 422), du 7 mars 1929 (acte n° 2607), du 8 janvier 1936 (acte n° 273), du 5 novembre 1937 (acte n° 14.986), des 3/4 juin 1946 (avis n° 11.786), du 5 janvier 1947 (acte n° 158).

BILAN AU 30 JUIN 1948.

(Soixante et unième exercice social).

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Immeubles	fr.	5.444.916,66	
Mobilier		1,—	
			5.444.917,66

B. — *Réalisable :*

Portefeuille	200.146.133,90	
Participations syndicales et diverses	1,—	
Banques, Chèques postaux et Caisses	32.560.428,85	
Débiteurs	16.029.330,39	
		248.735.894,14

C. — *Divers :*

Comptes divers	1.966.589,30
-------------------------	--------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Avals	p. m.
Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	p. m.
	Fr. 256.147.401,10

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital	12.600 actions privilégiées nominatives fr.	6.000.000,—	
	168.000 actions de capital sans désignation de valeur	144.000.000,—	
			150.000.000,—
Fonds de réserve	41.785.103,10		
Fonds de prévision	3.863.187,60		
Attribution résultant de l'impôt sur le capital	9.997.502,96		
			205.645.793,66

B. — *Envers les tiers, sans garanties réelles :*

Versements restant à faire sur titres du portefeuille	11.390.625,—	
Dividendes non réclamés	3.134.415,68	
Créditeurs	705.645,31	
		15.230.685,99

C. — *Divers :*

Comptes divers	5.654.564,60
--------------------------	--------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Avals	p. m.
Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	p. m.

E. — *Profits et pertes :*

Bénéfice	29.616.356,85
	<u>Fr. 256.147.401,10</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 JUIN 1948.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr. 3.121.804,82
Taxe sur titres cotés en Bourse	244.347,—
Amortissement sur immeubles	604.990,74
Frais de remplacement des actions C. C. C. I.	356.537,—
Provision pour éventualités diverses	4.500.000,—
Solde bénéficiaire	29.616.356,85
	<u>Fr. 38.444.036,41</u>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr. 424.962,24
Produit de l'exercice	32.469.312,17
Ristournes fiscales	5.549.762,—
	<u>Fr. 38.444.036,41</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Solde distribuable	fr. 29.616.356,85
au fonds de réserve	1.500.000,—
	<u>Reste . . . 28.116.356,85</u>
Intérêt statutaire aux 12.600 actions privilégiées	300.000,—
	<u>Reste . . . 27.816.356,85</u>

Du solde :

10 % au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, sous déduction du report de l'exercice 1946-1947 (424.962 fr. 24) et des ristournes fiscales (5.549.762 francs)	2.184.163,26
Reste	25.632.193,59
Aux 168.000 actions de capital sans désignation de valeur, 150 francs net par action	25.200.000,—
A reporter à nouveau	Fr. 432.193,59

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice, Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles. *Président*.

M. Firmin Van Brée, directeur de la Société Générale de Belgique, 27, avenue des Marronniers, Rhode-Saint-Genèse. *Vice-Président*.

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles. *Administrateur-Délégué*.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur A. I. Lg., 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Anatole De Bauw, administrateur-délégué de la « Compagnie Cottonnière Congolaise », 107, avenue De Fré, Uccle.

M. Paul Gillet, directeur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

M. Lambert Jadot, conseiller de la Société Générale de Belgique, 15 a, rue du Bourgmestre, Ixelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », 33, avenue des Mûres, Linkebeek.

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Philippon, banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. André, Vicomte Simonis, propriétaire, 2, rue du Collège, Verviers.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Fernand Dellicour, procureur général honoraire du Congo Belge, 211, avenue Molière, Forest.

M. Armand de Volder, propriétaire, Château de Doyon, à Doyon par Havelange (Province de Namur).

M. Henri Comte d'Hanins de Moerkerke, industriel, Château de et à Houtain-le-Val (Province de Brabant).

M. Jean Koeck, directeur de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16-11-1948.

L'assemblée générale, à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 1948, ainsi que la répartition des bénéfices;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947-1948;
- réélit MM. Firmin Van Brée, Jules Philippon et Paul Gillet en qualité d'administrateurs et MM. Armand de Volder et le Comte Henri d'Hanins de Moerkerke en qualité de commissaires;
- élit M. Henry Carton de Tournay, en qualité de commissaire pour continuer le mandat de M. Georges Touchard, décédé.

Bruxelles, le 18 novembre 1948.

Pour copie certifiée conforme :

Deux Administrateurs,

(s.) L. JADOT.

(s.) E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie Foncière du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga-Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc

Registre du Commerce n° 4175

—

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
tenue le 4 novembre 1948.*

Le Conseil décide de transférer le siège administratif de la société à Bruxelles, à partir du 5 novembre 1948, dans l'immeuble sis n° 6, rue Montagne du Parc.

Bruxelles, le 19 novembre 1948.

Certifié conforme :

Le Vice-Président du Conseil d'administration,

(s.) A. MARTHOZ.

—

Compagnie Générale de Transports au Katanga « Transkat »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge)

Siège administratif : 59, rue de l'Association à Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 42.241

—

Constituée par acte devant Maître Groensteen, notaire à Bruxelles, le 19 septembre 1929 et autorisée par arrêté royal du 19 octobre 1929. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 décembre 1929, sous le n° 18.157, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1929. Statuts modifiés par décision de l'assemblée extraordinaire du 22 septembre 1938. Modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1938, acte n° 15.675, rectifié en date du 25 décembre 1938, acte n° 16.448 bis, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	412.419,65	
Amortissem. antérieurs .	412.418,65	
		1,—
Frais de premier établis.	2.840.452,80	
Amortissem. antérieurs .	2.840.451,80	
		1,—
Terrains, Imm., Installations	12.903.706,57	
Matériel fixe - Outillage mobilier	1.422.833,74	
Matériel roulant	13.891.503,07	
		28.218.045,38

Disponible :

Banque et caisses	3.610.567,11
-----------------------------	--------------

Réalisable :

Actionnaires	12.763,—	
Marchandises en magasins	3.237.241,94	
Garanties et cautions	28.711,80	
Débiteurs divers	5.110.583,92	
Débiteurs douteux	1,—	
		8.389.301,66
Comptes débiteurs		3.875.594,29

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
------------------------------	--------------

Profits et Pertes :

Solde en perte	2.901.285,32
--------------------------	--------------

Fr. 46.994.793,76

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital	fr. 25.000.000,—	
représenté par :		
50.000 act. de capital de 500 francs chacune		
25.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	109.595,81	
Réserve extraordinaire	250.000,—	
		25.359.595,81

Fonds d'amortissements :

Terrains - Immeubles et installations	5.057.081,07	
Matériel fixe, outillage - Mobilier	700.815,47	
Matériel roulant	7.818.244,66	
		13.576.141,20

Envers les tiers :

Créditeurs divers sans garanties réelles	6.871.561,75	
Comptes créditeurs	1.187.495,—	

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire	
		Fr. 46.994.793,76

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	fr. 3.727.831,82	
Frais généraux et dépenses d'exploitation y compris l'amortissement de matériel roulant	17.559.202,47	
Charges financières	101.213,89	
Amortissement des immobilisations autres que le matériel roulant	139.376,71	
		Fr. 21.527.624,89

CREDIT.

Recettes d'exploitation de transports . fr.	17.977.191,91	
Produits divers	649.147,66	
		18.626.339,57
Pertes des exercices antérieurs	3.727.831,82	
Solde bénéficiaire de l'exercice	826.546,50	
Solde en perte à reporter		2.901.285,32
		Fr. 21.527.624,89

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 2 novembre 1948.

- Le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1947, sont adoptés à l'unanimité et il est décidé de reporter à nouveau le solde du compte de profits et pertes.
- Décharge est donnée aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion antérieure au 1^{er} janvier 1948.
- L'assemblée à l'unanimité réélit en qualité d'administrateur M. Léonce Van Oost; son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Titulaire d'actions nominatives non entièrement libérées : Viseur, A., 60, rue Stanley, Uccle.

200 actions de capital : 12.763 francs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Haerens, Robert, ingénieur, 384, avenue Brugmann, Bruxelles.

Administrateurs :

M. d'Alberto, Emilio, industriel, 14, via Don Minzoni, à Turin (Italie).

M. Brabant, Paul, expert-comptable, 84, avenue Nouvelle, Bruxelles.

M. le Chevalier Lallemand, Michel, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Tricot, Fernand, ingénieur, à Albertville (Congo Belge).

M. Van Oost, Léonce, ingénieur, 74, avenue Grandchamp, Stockel.

Commissaires au 2 novembre 1948.

M. Hainaut, Frédéric, officier retraité, 39, avenue de Roodebeek, Bruxelles.

M. Martens, Emile, expert-comptable, 107, rue Stévin, Bruxelles.

Bruxelles, le 2 novembre 1948.

Le Conseil d'Administration :

(Signature)	(Signature)	(Signature)	(Signature)
L. VAN OOST	M. LALLEMAND	P. BRABANT	R. HAERENS

Les Commissaires :

(Signature)	(Signature)
E. MERTENS	F. HAINAUT

Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor »

Société congolaise à responsabilité limitée

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).**

**L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT, LE VINGT JUILLET,
A ONZE HEURES TROIS QUARTS.**

Au siège administratif, à Bruxelles, rue Royale, numéro 42.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Minière en Afrique Orientale » en abrégé (Minafor), société congolaise par actions à responsabilité limitée, soumise à la législation en vigueur dans le Ruanda-Urundi; établie à Usumbura (Ruanda-Urundi), avec siège administratif à Bruxelles, rue Royale, numéro 42, constituée suivant acte reçu par Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le dix-sept février mil neuf cent trente-neuf, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du trois/quatre avril mil neuf cent trente-neuf, numéro 3947, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le treize novembre mil neuf cent trente neuf, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 12 janvier 1940, numéro 271, et dont les statuts coordonnés ont été publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du huit février mil neuf cent quarante, numéro 953.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

La dite société a été autorisée par arrêté royal en date du vingt et un mars mil neuf cent trente-neuf, et ses statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent trente-neuf.

Les modifications aux statuts ont été approuvées par arrêté royal du vingt et un décembre mil neuf cent trente-neuf, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent quarante.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1) La « Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi » (Mine'tain) société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kigali (Ruanda), propriétaire de trois mille quatre cent quatre-vingt-cinq actions de capital 3.485

ici représentée par M. Paul Fontainas, ci-après nommé, son Président du Conseil d'administration, administrateur-délégué et Monsieur Jules Baudine, ingénieur civil des Mines, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Source, numéro 67, administrateur.

2. — La Société Anonyme « Belgika », Comptoir Colonial, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 121, propriétaire de mille trois cent soixante-seize actions de capital 1.376

ici représentée par Monsieur André Gilson, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Square Vergote, numéro 38, suivant procuration du sept de ce mois.

3. — La « Compagnie de la Ruzizi », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Usumbura (Ruanda-Urundi), propriétaire de treize cent soixante-quinze actions de capital 1.375

ici représentée par Monsieur Paul Orban, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 25, suivant procuration du six de ce mois.

4. — Le « Crédit Général du Congo », société anonyme en liquidation, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112, propriétaire de sept cents actions de capital 700

ici représentée par Monsieur le Comte de Meeüs d'Argenteuil, ci-après nommé, suivant procuration du neuf de ce mois.

5. — Le Gouvernement du Ruanda-Urundi, propriétaire de deux cents actions de capital 200

ici représenté par Monsieur Fernand Gilsoul, ingénieur au Ministère des Colonies, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue de la Fauconnerie, numéro 30, suivant procuration du quinze de ce mois.

6. — Monsieur Jacques Errera, professeur à l'Université de Bruxelles, demeurant à Bruxelles, rue Royale, numéro 14, propriétaire de soixante actions de capital 60

ici représenté par Monsieur le Comte de Meeüs d'Argenteuil, ci-après nommé, suivant procuration du sept de ce mois.

7. — Madame Adrienne-Marguerite-Julie Chaudron, veuve de Monsieur Jules Mathieu, sans profession, demeurant à Bruxelles, boulevard de la Cambre, numéro 55, propriétaire de sept actions de capital 7

ici représentée par Monsieur le Comte de Meeüs d'Argenteuil, ci-après nommé, suivant procuration du huit de ce mois.

8. — Monsieur Louis Uydenhoef, expert-comptable, demeurant à Schaerbeek, rue du Noyer, numéro 282, propriétaire de sept actions de capital 7

9. — Monsieur Achille Vleurinck, industriel, demeurant à Gand, boulevard d'Afrique, numéro 208, propriétaire de sept actions de capital 7

ici représenté par Monsieur le Comte de Meeüs d'Argenteuil, ci-après nommé, suivant procuration du six de ce mois.

10. — La « Société Minière de la Tele », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Boma (Congo Belge), propriétaire de trois actions de capital 3

ici représentée par Monsieur Jean Meily, ci-après nommé, suivant procuration du six de ce mois.

11. — Monsieur Paul Fontainas, ingénieur des Mines U. I. Lv., demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 327, propriétaire de trois actions de capital 3

12. — Monsieur le Comte Georges de Meeüs d'Argenteuil, secrétaire de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Aimé Smekens, numéro 34, propriétaire de trois actions de capital 3

13. — Monsieur Jean Meily, expert-comptable, demeurant à Etterbeek, avenue Jules Malou, numéro 11, propriétaire de trois actions de capital 3

Ensemble : sept mille deux cent vingt-neuf actions de capital . 7.229

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article quarante et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Paul Fontainas, prénommé, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur le Comte Georges de Meeüs d'Argenteuil, prénommé et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Fernand Gilsoul et André Gilson, tous deux prénommés.

Monsieur Fernand Gilsoul, assiste en outre, à l'assemblée en sa qualité de délégué du Gouvernement du Ruanda-Urundi, auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a à son ordre du jour les points suivants devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique :

1) Augmentation de capital à concurrence de deux millions cinquante mille francs pour le porter de deux millions cinquante mille francs à quatre millions cent mille francs, par l'émission de huit mille deux cents actions de capital nouvelles de deux cent cinquante francs chacune, qui auront les mêmes droits que les actions de capital anciennes, jouissance au premier juillet mil neuf cent quarante-huit.

2. — Souscription en espèce de l'augmentation de capital par « Minétain », à charge pour elle de rétrocéder sans frais les titres nouveaux, par préférence, aux anciens actionnaires au prorata du nombre de titres qu'ils possèdent et dans la proportion d'un titre nouveau pour un titre ancien.

3. — Modifications aux statuts.

a) Article cinq, alinéa premier : remplacer les mots : « deux millions cinquante mille francs » et « huit mille deux cents » respectivement par : « quatre millions cent mille » et « seize mille quatre cents ».

b) Article huit : ajouter un alinéa nouveau, rédigé comme suit : Lors de l'assemblée générale extraordinaire du vingt juillet mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté de deux millions cinquante mille francs à quatre millions cent mille francs, par la création de huit mille deux cents actions de capital de deux cent cinquante francs chacune, souscrites contre espèces et entièrement libérées.

c) Article dix : après les mots « au siège administratif » ajouter : « ou au siège social ».

d) Article quarante : après les mots : « prendre part au vote » ajouter la phrase : « Cette formalité n'est pas exigée pour les titres représentant les cautionnements des administrateurs et commissaires ».

e) Article quarante-neuf : deuxième ligne : ajouter les mots : « de toute nature » après le mot : « amortissements ».

f) Article quarante-neuf - paragraphe huit : supprimer les mots : « sur l'excédent nouveau du bénéfice, il sera attribué ».

Article quarante-neuf, paragraphe neuf : remplacer les mots : « dix pour cent au Conseil d'administration » par les mots : « cinq pour cent au Conseil d'administration ».

g) Article trente-sept - deuxième ligne : remplacer les mots : « troisième mardi de juillet » par les mots : « dernier mardi de juin ».

II. — Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués par lettres missives leur adressées sous pli recommandé le cinq juillet mil neuf cent quarante-huit.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les récépissés des lettres recommandées ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation, contenant l'ordre du jour.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article quarante des statuts.

IV. — Que, sur les huit mille deux cents actions de capital de la société, la présente assemblée réunit sept mille deux cent vingt-neuf actions de capital, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, amendant son ordre du jour, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions cinquante mille francs pour le porter de deux millions cinquante mille francs à quatre millions cent mille francs par la création de huit mille deux cents actions de capital nouvelles de deux cent cinquante francs chacune, qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront pour le surplus en tout semblables aux actions de capital actuelles; les dites actions de capital à souscrire contre espèces au prix de deux cent cinquante francs par titre, avec libération intégrale par la « Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi » (Minétain), à charge pour la dite société de rétrocéder, dans un délai à fixer par le Conseil d'administration de la société « Minafor » au même prix, les titres nouveaux aux anciens actionnaires, au prorata du nombre de titres qu'ils posséderont et dans la proportion d'un titre nouveau pour un titre ancien, et de procéder, séance tenante, à cette augmentation de capital.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette augmentation de capital, s'élève à trente cinq mille francs environ.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la première résolution, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Dans le premier alinéa de l'article cinq, les mots : « deux millions cinquante mille francs » et « huit mille deux cents » sont remplacés res-

pectivement par « quatre millions cent mille francs » et « seize mille quatre cents ».

A l'article huit, il est ajouté un alinéa nouveau rédigé comme suit :

« Lors de l'assemblée générale extraordinaire du vingt juillet mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté de deux millions cinquante mille francs à quatre millions cent mille francs, par la création de huit mille deux cents actions de capital de deux cent cinquante francs chacune, souscrites contre espèces et entièrement libérées ».

A l'article dix, au premier alinéa, après les mots : « au siège administratif » sont ajoutés les mots : « ou au siège social ».

A l'article trente-sept, au premier alinéa les mots : « troisième mardi de juillet » sont remplacés par les mots : « dernier mardi de juin ».

A l'article quarante au premier alinéa après les mots : « prendre part au vote », est ajoutée la phrase suivante : « cette formalité n'est pas exigée pour les titres représentant les cautionnements des administrateurs et commissaires ».

A l'article quarante-neuf, au premier alinéa après les mots : « des amortissements » sont ajoutés les mots : « de toute nature ».

Le huitième alinéa du même article quarante-neuf est supprimé et au neuvième alinéa ancien, au début est ajoutée la lettre C et les mots : « dix pour cent au Conseil d'administration » sont remplacés par les mots : « cinq pour cent au Conseil d'administration ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant :

Messieurs Paul Fontainas et Jules Baudine, prénommés, agissant respectivement en leur qualité de président, administrateur-délégué et d'administrateur de la « Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi » (Minétain), précitée.

Après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que la « Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi » (Minétain), a connaissance des statuts de la « Compagnie Minière en Afrique Orientale », ont déclaré souscrire au prix de deux cent cinquante francs par titre et aux clauses et conditions pré stipulées, les huit mille deux cents actions de capital créées en la première résolution qui précède.

Messieurs Fontainas et Baudine, prénommés, ont déclaré en outre, que la Société « Minétain » s'engage à rétrocéder les huit mille deux cents actions de capital au même prix aux anciens actionnaires, au prorata du nombre de titres qu'ils posséderont et dans la proportion d'un titre nouveau pour un titre ancien et, ce, dans le délai qui sera fixé par le Conseil d'administration de la « Compagnie Minière en Afrique Orientale » (Minafor).

Messieurs Paul Fontainas, André Gilson et Paul Orban, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune de ces huit mille deux cents actions de capital a été entièrement libérée et que le

montant des versements s'élevant à deux millions cinquante mille francs se trouve, dès à présent à la disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les actionnaires le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription ci-dessus le capital social est porté à quatre millions cent mille francs et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts, sont devenues définitives.

La séance continue.

De tout quoi, avons dressé le présent procès-verbal; date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les souscripteurs et les administrateurs ont signé avec nous, notaire.

(signé) P. Fontainas, A. Gilson, P. Orban, Cte de Meeüs d'Argenteuil, F. Gilsoul, L. Uytendhoef, J. Meily, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-quatre juillet 1948.

Vol. 1348, folio 13, case 2, quatre rôle, un renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

Pour expédition conforme :

(s.) Hubert SCHEYVEN.

Sceau du Président du Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles.

Vu par Nous, Charles Bareel, président de la Cambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 9 août 1948.

(signé) C. BAREEL.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 août 1948.

Le Directeur : (signé) VAN NYLEN.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 11 août 1948.

Pour le Ministre - Le Directeur Général : (signé) M. VAN HECKE.

Vu par Nous,
Ministère des Colonies.
Le 30 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
De 30 September 1948.

(s.-g.) P. WIGNY.

Compagnie Sucrière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Autorisée par arrêté royal du 3 mai 1925.

Siège social : Moerbeke-Kwilu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4584.

Acte constitutif et modifications aux statuts.

Constituée le 8 avril 1925, arrêté royal du 3 mai 1925 publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925. Statuts publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 juin 1925 (acte n° 8367). Statuts modifiés les 9 novembre 1926, 26 juin 1929, 10 novembre 1931, 30 novembre 1937 et 3 juin 1946 (arrêtés royaux des 15 décembre 1926, 27 juillet 1929, 18 janvier 1932 et 25 février 1938).

Actes modificatifs publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier 1927, 15 septembre 1929, 15 février 1932, 15 mars 1938 et 15 juin 1946 et aux annexes du « Moniteur Belge » des 25 novembre 1926 (acte n° 12572), 17 juillet 1929 (acte n° 11882), 2 décembre 1931 (acte n° 15704), 18 décembre 1937 (acte n° 16462) et 14 juin 1946 (acte numéro 12687).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

A. — Immobilisations :

Frais de constitution, d'études et d'émission	pour mémoire
Frais de premier établissement	pour mémoire
Appropriation des cultures, irrigation, reboisement fr.	11.318.894,07
Amortiss. antérieurs	8.004.985,22
Amortissements 1947	408.077,60
	8.413.062,82
	2.905.831,25
Constructions, terrains et matériel :	
a) Usine.	58.059.470,42
Amortiss. antérieurs	41.045.925,55
Amortissements 1947	2.234.682,47
	43.280.608,02
	14.778.862,40

b) Immeubles, camps indigènes, constructions diverses et terrains	17.715.878,77	
Amortiss. antérieurs	10.542.967,96	
Amortissements 1947	603.131,39	
	<u>11.146.099,35</u>	6.569.779,42
c) Constructions en cours		3.533.003,71
d) Matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	22.536.105,51	
Amortiss. antérieurs	7.169.422,85	
Amortissements 1947	2.823.239,59	
	<u>9.992.662,44</u>	12.543.443,07
e) Voies ferrées et raccordement	8.217.968,21	
Amortiss. antérieurs	4.701.806,73	
Amortissements 1947	739.617,14	
	<u>5.441.423,87</u>	2.776.544,34
f) Instruments scientifiques	348.075,82	
Amortiss. antérieurs	269.005,78	
Amortissements 1947	4.801,69	
	<u>273.807,47</u>	74.268,35
g) Mobilier	1.517.214,67	
Amortiss. antérieurs	902.746,30	
Amortissements 1947	148.785,04	
	<u>1.051.531,34</u>	465.683,33
h) Réévaluation du matériel et bâtiments industriels		71.849.999,67

B. — Réalisable :

Cultures	14.508.055,57	
Approvisionnement en magasin et en cours de transport	37.393.926,55	
Approvisionnements en Europe	789.032,40	
Magasin à sucre	21.299.389,55	
Avances sur commandes en cours et crédits irrévocables	7.479.111,16	
Débiteurs divers	11.798.102,96	
Portefeuille	3.077.500,—	
	<u>96.345.118,19</u>	

C. — *Disponible :*

Banques et Chèques postaux	22.766.741,32	
Caisses	699.469,69	
		23.466.211,01

D. — *Comptes de régularisation :*

Comptes débiteurs divers	8.024,—
------------------------------------	---------

E. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires	pour mémoire	
		Fr. 235.316.768,74

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital	fr. 60.000.000,—
représenté par :	
84.000 actions privilégiées sans mention de valeur.	
126.000 actions ordinaires sans mention de valeur.	
Réserve statutaire	5.190.457,24
Réserve pour éventualités diverses	7.340.000,—
Fonds de prévoyance et de pension en fa- veur du personnel	1.698.556,90
Fonds pour le bien-être du pers. indigène	227.017,63
Fonds de renouvellement	29.687.210,—
Fonds pour investissements dans la Colo- nie en faveur des indigènes	5.413.909,83
Provision pour dépréciation des stocks et grosses réparations	4.248.669,99
	53.805.821,59
Plus-value de réévaluation du matériel et des bâtiments in- dustriels	71.849.999,67
Amortiss. sur matériel et bâtiments industriels réévalués	4.369.047,48

B. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	8.430.334,88	
Montant à libérer sur portefeuille	40.000,—	
Dividendes à payer	2.716.407,40	
		11.186.742,28

C. — *Comptes de régularisation :*

Comptes créditeurs divers	17.860.488,—
-------------------------------------	--------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

E. — *Profits et Pertes :*

Report antérieur	45.698,01	
Bénéfice de l'exercice	16.198.971,71	
		16.244.669,72
		Fr. 235.316.768,74

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1947.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux, impôts et divers	51.229.652,62
Charges financières	225.289,17

Amortissements :

a) Sur appropriation des cultures et reboisement	408.077,60	
b) Sur usine	2.234.682,47	
c) Sur immeubles, camps indigènes, constructions diverses	603.131,39	
d) Sur matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	2.823.239,59	
e) Sur voies ferrées et raccordement	739.617,14	
f) Sur instruments scientifiques	4.801,69	
g) Sur mobilier	148.785,04	
		6.962.334,92
Amortiss. sur mobilier et bâtiments industriels réévalués .		4.369.047,48

Solde en bénéfice :

Report antérieur	45.698,01	
Bénéfice de l'exercice	16.198.971,71	
		16.244.669,72
		Fr. 79.030.993,91

CREDIT.

Report antérieur	fr.	45.698,01
Produits de l'exercice et rentrées diverses		78.985.295,90
	Fr.	<u>79.030.993,91</u>

REPARTITION 1947.

Boni net à répartir	fr.	16.244.669,72
Solde reporté de l'exercice antérieur		45.698,01
	Reste : Fr.	<u>16.198.971,71</u>

1) A la réserve statutaire :

Solde pour atteindre la 10 ^e partie du capital social, c'est-à-dire moins de 5 % sur le boni net de l'exercice		809.542,76
	Fr.	<u>15.389.428,95</u>

2) Premier dividende :

à 84.000 actions privilégiées	2.400.000,—	
à 126.000 actions ordinaires	<u>3.600.000,—</u>	6.000.000,—
	Fr.	<u>9.389.428,95</u>

3) Tantièmes aux administrateurs et commissaires :

12 % sur fr. 9.389.428,95		1.126.731,50
	Fr.	<u>8.262.697,45</u>
Report de l'exercice antérieur	+	45.698,01
	Fr.	<u>8.308.395,46</u>

4) Second dividende :

à 84.000 actions privilégiées	2.640.000,—	
à 126.000 actions ordinaires	<u>3.960.000,—</u>	6.600.000,—
Solde à reporter	fr.	<u>1.708.395,46</u>

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Maurice Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, 1, Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-président :

M. Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., 397, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Robert Lippens, ingénieur-chimiste E. T. H. Zurich, 40, avenue des Arts, Bruxelles.

Administrateurs :

Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, avenue de la Toison d'Or, 68 à Bruxelles.

M. André Gilson, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Square Vergote, 38.

M. Emile Lejeune Vincent, propriétaire, 48, chaussée de Charleroi, Bruxelles.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur à Uccle.

M. Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg à Bruxelles.

M. Louis Orts, docteur en droit, 214, avenue Louise à Bruxelles.

M. Jules Philippon, banquier, 67, chaussée de Vleurgat à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Emile Costermans, agent de change, 22, rue Maréchal à Uccle.

M. Maurice Simon, ingénieur, 9, rue de la Station à Péruwelz.

Comte Baudouin van der Burch, propriétaire, 22, chaussée de Charleroi à Bruxelles.

DELEGUE DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. M. Halewyck de Heusch, secrétaire permanent au Recrutement du Personnel de l'Etat, 22, rue Saint-Josse à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 9 novembre 1948.*

A l'unanimité l'assemblée approuve le bilan et le compte de Profits et Pertes ainsi que la répartition des bénéfices.

Il est pris acte que les dividendes attribués aux actions privilégiées et ordinaires soit fr. 60,— brut seront mis en payement à dater du 16 novembre 1948.

Il est donné décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1947 par un vote spécial et unanime conformément à l'article 79 de la loi.

Monsieur Emile Lejeune Vincent est réélu administrateur jusqu'à l'assemblée générale de 1954.

Bruxelles, le 10 novembre 1948.

Certifié conforme.

Un administrateur,
Robert LIPPENS

Un administrateur,
(Illisible)

Congo - Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 4, rue Montoyer à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 48942.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Frais augmentation capital fr.	105.881,70	
Amortissement	105.881,70	P.M.

II. — *Disponible et réalisable* :

Caisse et Banquiers	934.348,03
Portefeuille et Participations	17.135.050,—
Débiteurs divers	259.946,95

III. — *Compte d'ordre* :

Cautionnements administrateurs et commissaires	P.M.
Fr.	18.329.344,98

PASSIF.

I. — *Envers elle-même* :

Capital	fr. 18.000.000,—
-------------------	------------------

II. — *Compte de Profits et Pertes* :

Solde bénéficiaire	329.344,98
------------------------------	------------

III. — *Compte d'ordre* :

Administrateurs et commissaires. Cautionnements . . .	P.M.
Fr.	18.329.344,98

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	75.885,90
Amortiss. solde frais augmentation capital		15.854,72
Solde créditeur		329.344,98
	Fr.	421.085,60

CREDIT.

Produit du portefeuille et divers	fr.	421.085,60

REPARTITION.

1°) 5 % à la réserve légale	fr.	16.467,25
2°) Fr. 6,— par action entièrement libérée		274.969,80
3°) Report à nouveau		37.907,93
	Fr.	329.344,98

L'assemblée générale ordinaire du 12 octobre 1948 a, à l'unanimité, approuvé le Bilan et le Compte de Profits et Pertes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arsène de Launoit, industriel, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile à Bruxelles.

M. Gustave Eich, docteur en droit, 35, rue André Van Hasselt à Schaerbeek-Bruxelles.

M. Baron Paul Houtart, administrateur de sociétés, château de Termeiren à Meer-lez-Hoogstraeten.

M. Charles Huwart, industriel, 29, rue de Sélys à Liège.

M. Maurice Naveau, industriel, château de Bra à Bra-sur-Lienne.

M. André Matthyssens, industriel, 1875, rue de Montevideo à Buenos-Ayres (Argentine).

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés, 127, avenue de Broqueville à Bruxelles.

M. Albert Dawans, industriel, 202, rue Fond Pirette à Liège.

M. Jacques-Ernest Osterrieth, industriel à Warnibouny (Esneux).

Le président du Conseil,

A. de LAUNOIT.

Inco - Sarma

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège est à Léopoldville.

STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-deux septembre.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

Ont comparu :

1) La Société Anonyme « Sarma » dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Neuve, numéro 15.

2) La Société Anonyme « Centrale Immobilière Nationale », dont le siège social est établi à Forest-lez-Bruxelles, rue Saint-Denis, numéro 282.

3) Monsieur Jean Van Gysel, administrateur de sociétés, demeurant à Meisse, Drij Toren.

4) Monsieur Alfred Vanderkelen, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville, numéro 62.

5) Monsieur Fernand Meunier, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, avenue des Héiotropes, numéro 1.

6) Monsieur le Baron Paul de Sadeleer, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, numéro 25.

7) Monsieur Georges Wolff, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Maurice, numéro 5.

8) Monsieur Marcel Delhougne, industriel, demeurant à Liège, boulevard Piercot, numéro 50.

9) Monsieur Edgard Souweine, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue Brugmann, numéro 30.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

10) Monsieur Léon Souweine, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 145.

11) Monsieur Jean De Greef, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Coghen, numéro 152.

12) Madame Louise Kempkens, sans profession, veuve de Monsieur Adolphe Simonet, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 510.

13) Monsieur Jacques Dansette, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 114.

MANDAT.

La Société Anonyme « Sarma » est ici représentée par Monsieur Jean Van Gysel préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date de ce jour.

La Société Anonyme « Centrale Immobilière Nationale » est ici représentée par Messieurs Meunier et De Greef prénommés, en vertu des pouvoirs leur conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date de ce jour.

Monsieur Marcel Delhougne est ici représenté par Monsieur Georges Wolff préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes d'une procuration sous seing privé en date de ce jour.

Les procurations dont s'agit ci-dessus, toutes sur timbre de dimension à vingt francs, demeureront ci-annexées et seront enregistrées avec les présentes.

Lesquels comparants, es qualités, nous ont requis de dresser acte des statuts, d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent former comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE SOCIAL — OBJET — DUREE.

Article un. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « INCO-SARMA ».

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville. Il pourra être transféré dans les limites territoriales du Congo Belge, par simple décision du Conseil d'administration sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale. Un siège administratif pourra également être établi en Belgique par simple décision du Conseil d'administration.

Article trois. — La société a pour objet : la prospection, la création et l'exploitation d'entreprises tant industrielles que commerciales, se rapportant principalement à la fabrication et la distribution de produits de

consommation massive dans la Colonie du Congo Belge, ainsi que toutes opérations financières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

Des sièges d'exploitation, des services d'achats et de ventes peuvent être créés à l'Etranger.

La Société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises congolaises, belges ou étrangères, existantes ou futures, dont l'objet soit directement soit indirectement, serait similaire, analogue ou connexe au sien ou dont le concours serait utile pour lui procurer un avantage quelconque au point de vue de la réalisation de son objet social ou de l'écoulement de ses produits.

Article quatre. — La société est constituée pour une période de trente années, prenant cours à partir de ce jour. Elle pourra être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par une décision de l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions prévues aux présents statuts, mais pour le cas de prorogation seulement, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

CHAPITRE DEUX.

Article cinq. — Le capital est de soixante millions de francs congolais représenté par six mille actions de dix mille francs chacune.

Article six. — Les six mille actions de capital sont souscrites en espèces comme suit :

La Société Anonyme Sarma : dix-huit cents actions . . .	1.800
La Centrale Immobilière Nationale : douze cents actions . .	1.200
Monsieur Jean Van Gysel : quatorze cent quatre-vingt-dix act.	1.490
Monsieur Alfred Vanderkelen : trois cents actions . . .	300
Monsieur Fernand Meunier : cent quatre-vingts actions . .	180
Monsieur le Baron Paul de Sadeleer : cent quatre-vingts act.	180
Monsieur Georges Wolff : cent quatre-vingts actions . . .	180
Monsieur Marcel Delhougne : cent trente-deux actions . .	132
Monsieur Edgard Souweine : cent trente-deux actions . .	132
Monsieur Léon Souweine : cent trente-deux actions . . .	132
Monsieur Jean De Greef : cent trente-deux actions . . .	132
Madame Adolphe Simonet : cent trente-deux actions . . .	132
Monsieur Jacques Dansette : dix actions	10
Ensemble : six mille actions	6.000

Les comparants déclarent expressément et constatent que chacune des actions de capital souscrites en espèces, a été libérée à concurrence de vingt pour cent, par des versements s'élevant ensemble à douze millions de francs congolais qui se trouvent dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Des versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration, conformément à l'article huit ci-après.

Article sept. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, conformément à l'article quarante-deux, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

Les propriétaires des actions de capital ont le droit de souscrire par priorité des actions nouvelles au prorata de celles qu'ils possèdent au moment de l'augmentation de capital.

Sous réserve du droit de préférence stipulé ci-dessus, l'assemblée aura le droit de passer aux clauses et conditions qu'elle déterminera avec tous tiers, des conventions destinées à assurer une souscription de tout ou partie du capital à émettre.

Article huit. — Pour la délibération des actions souscrites ci-dessus ou qui viendraient à être créées à la suite d'une augmentation de capital, le Conseil d'administration fera les appels de fonds, fixera une époque de versement dans un avis envoyé par lettre recommandée aux actionnaires, au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement qui n'est pas effectué à la date de son exigibilité, porte intérêt de plein droit au profit de la société, à raison de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard de paiement.

Les droits attachés à l'action de capital restent en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis donné par lettre recommandée et restée sans réponse pendant un mois à partir de la remise à la poste, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard et faire vendre ses titres aux Bourses de Bruxelles par le ministère d'un agent de change, le tout sans préjudice des droits de la société de réclamer le restant dû.

Les actions ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le Conseil d'administration.

Article neuf. — Il est tenu un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire peut prendre connaissance au siège administratif désigné par le Conseil d'administration. Une copie de ce registre sera déposée au siège social sur décision du Conseil d'administration.

Ce registre contient :

a) La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions.

b) L'indication des versements effectués.

c) Les transferts avec leurs dates ou la conversion des actions nominatives en titres au porteur.

Article dix. — La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actions prévu à l'article neuf précédent.

Des certificats non transmissibles constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

Ces certificats mentionnent la date de l'acte constitutif et celles des modifications qui auraient été faites postérieurement ainsi que celles des arrêtés royaux qui intéressent l'objet social, le siège social et administratif, la durée de la société, le capital social, le nombre d'actions, leur valeur nominale, la date et le lieu de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

Ces certificats sont extraits de registres à souches numérotés, frappés du timbre de la société et revêtus de la signature de deux administrateurs.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre prescrit par l'article neuf, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article onze. — Les actions au porteur sont numérotées. Elles sont signées par deux administrateurs au moins, une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe. L'action indique :

La date de l'acte constitutif de la société et sa publication.

Le nombre et la nature de chaque catégorie d'action ainsi que la valeur nominale du titre.

La consistance sommaire des apports éventuels et les conditions auxquelles ils sont faits.

Le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

La durée de la société.

Article douze. — Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur mise. La possession d'une action comporte l'adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Article treize. — Les actions de capital sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Les actions de capital non entièrement libérées ne peuvent être cédées sans l'autorisation du Conseil d'administration qui n'aura jamais à faire connaître les raisons d'un refus éventuel.

Article quatorze. — Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Tous les copropriétaires indivis d'une action ou tous leurs ayants droit, même usufruitiers, les nu-proprétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme propriétaire de l'action.

Article quinze. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants droit d'un possesseur d'action ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les biens ou valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Article seize. — Les porteurs d'actions de capital entièrement libérées peuvent à toute époque et à leurs frais, demander la conversion de leurs titres au porteur en titres nominatifs.

Article dix-sept. — La société peut émettre des obligations ou des bons de caisse, par décision du Conseil d'administration qui détermine le type, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement, les garanties spéciales au service de l'emprunt, ainsi que toutes autres conditions y relatives. S'il s'agit de l'émission d'obligations ou de bons de caisse avec garantie hypothécaire, la décision est réservée à l'assemblée générale.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article dix-huit. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins. Le nombre des membres du Conseil d'administration est fixé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Article dix-neuf. — Le mandat des administrateurs ne peut excéder la durée de six années. Ils sont rééligibles.

Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire. En cas de vacance d'un emploi d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires, réunis en Conseil général, ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Par dérogation aux dispositions de l'article dix-huit, le nombre des membres du Conseil est fixé pour la première fois à six.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur :

Monsieur Jean Van Gysel.

Monsieur Georges Wolff.

Monsieur Fernand Meunier.

Monsieur Jacques Dansette.

Monsieur Alfred Vanderkelen.

Monsieur Edgard Souweine.

Article vingt. — Les premiers administrateurs nommés resteront en fonction jusque immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-cinq.

A ce moment, le Conseil d'administration sera renouvelé en entier et ensuite, chaque année, un ou plusieurs administrateurs sortiront de charge immédiatement après l'assemblée générale ordinaire et suivant un roulement déterminé par tirage au sort.

Article vingt et un. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président, il nomme également son secrétaire qui peut ne pas être un administrateur.

Il peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un Comité de direction dont il nomme le président, détermine les pouvoirs et le montant de la rémunération de ses membres.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un administrateur-délégué, chargé également de l'exécution des décisions du Conseil; confier la direction de l'affaire à un ou plusieurs directeurs ou sous-directeurs choisis dans ou hors son sein; actionnaires ou non et déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Le Conseil fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou variables attachés à ces délégations.

Article vingt-deux. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président et, en cas d'absence de celui-ci, du plus ancien administrateur, chaque fois que l'intérêt de la société le demande et à l'endroit désigné par le Conseil d'administration. Il doit se réunir chaque fois que trois membres au moins le demandent.

Article vingt-trois. — Le Conseil ne peut délibérer et statuer que si la moitié de ses membres est présente ou représentée. Tout administrateur empêché ou absent peut, par écrit ou par télégramme, donner à un de ses collègues, délégation pour le représenter en séance du Conseil et y voter en lieu et place. Ces pièces constituant délégation sont annexées au procès-verbal.

Le délégué est, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent.

Tout administrateur peut également, mais seulement au cas où la moitié des membres du Conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, celle du président de la réunion est prépondérante.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt personnel opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil, ils sont tenus de l'en avertir et mention en est faite au procès-verbal de la séance; ils s'abstiennent de prendre part aux délibérations et au vote sur ce sujet; les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Le Conseil peut admettre à ces séances, à titre purement consultatif, toutes personnes étrangères au Conseil faisant ou non partie du personnel de la société, chaque fois qu'il le juge nécessaire. Leur présence doit être mentionnée au procès-verbal.

Article vingt-quatre. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et aux votes, les délégués signant en outre, pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

Article vingt-cinq. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article dix-sept relativement à l'émission d'obligations ou de bons de caisse avec garantie hypothécaire; il peut notamment, faire et passer tous contrats, marchés et entreprises, acquérir, vendre et échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques; consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties; conclure tous emprunts et consentir tous droits réels et toutes garanties, mobilières et immobilières, stipuler la voie parée, faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances; renoncer à tous droits d'hypothèque ou de privilège, ainsi qu'à toutes actions résolutoires; donner mainlevée et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages ou autres empêchements quelconques; dispenser de toute inscription d'office, consentir toutes mentions et subrogations, le tout avant ou après paiement; nommer ou révoquer tous agents ou employés; fixer leurs attributions, traitements et cautionnements; en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toute juridiction tant en demandant qu'en défendant; obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts.

L'énumération qui précède n'est pas limitative, mais simplement énonciative. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires, est de la compétence du Conseil d'administration.

Article vingt-six. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent, dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Les administrateurs ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-sept. — Les opérations de la société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Le nombre des commissaires est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Sont nommés commissaires pour la première fois :

Monsieur Léon Souweine, Monsieur Jean De Greef et Monsieur André Lebrun, licencié en sciences agronomiques, demeurant à Sinda (Territoire de Rutshuru-Kivu).

Les mandats des commissaires nommés pour la première fois expirent immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-cinq.

A partir de cette époque, les mandats des commissaires sont renouvelés suivant un roulement déterminé par un tirage au sort; les commissaires sont rééligibles. Les fonctions de commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle. Si le nombre des commissaires est réduit, par suite du décès ou autrement de plus de la moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement des documents, livres, procès-verbaux, correspondances et, généralement de toutes écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles de la responsabilité générale des administrateurs.

Le Collège des commissaires peut se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. L'expert doit être agréé par le Conseil d'administration. A défaut d'agrément, le président du Tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège administratif, sur requête du Collège des commissaires, signifiée avec assignation à la société, fait choix de l'expert.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs. Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

Article vingt-huit. — En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et commissaires, il est déposé par chaque administrateur ou par un tiers, pour son compte un cautionnement de dix actions et par chaque commissaire ou par un tiers, pour son compte, un cautionnement de cinq actions.

A défaut d'avoir exécuté les conditions du cautionnement stipulées ci-dessus, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui être faite, si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire est réputé démissionnaire et il peut être pourvu à son remplacement.

Les actions affectées au cautionnement sont restituées après que l'assemblée générale a approuvé le bilan de la dernière année, pour laquelle ses fonctions ont été exercées et donné décharge aux administrateurs et commissaires.

Article vingt-neuf. — Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

Article trente. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur, à ce délégué. Dans les pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

Article trente et un. — Le Conseil d'administration, par délibération spéciale, désigne les titulaires de la signature sociale, tant en Belgique que dans la Colonie du Congo Belge et à l'Etranger.

A défaut d'une délégation spéciale donnée par le Conseil d'administration, tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom, ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par les présents statuts.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-deux. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les propriétaires des actions.

Chaque actionnaire a le droit de se faire représenter à l'assemblée, mais en se conformant aux règles statutaires.

Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois nul ne peut prendre part aux votes pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article trente-trois. — L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement, la proroger, modifier les statuts.

Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires y compris les absents, incapables ou dissidents.

Article trente-quatre. — Les assemblées générales se réunissent au Congo Belge ou en Belgique, aux lieux qui sont expressément désignés dans la convocation.

Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le premier mercredi du mois de juin de chaque année à onze heures et, pour la première fois en mil neuf cent cinquante; si ce jour est férié légal, l'assemblée aura lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le Conseil d'administration autant de fois que l'intérêt social lui paraît l'exiger. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Article trente-cinq. — Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui dans le délai qu'il fixe.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils possèdent doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire, avant d'entrer à l'assemblée.

Article trente-six. — Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer leurs titres aux endroits désignés ou agréés par le Conseil d'administration, cinq jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

De même, les propriétaires d'actions nominatives, doivent se faire inscrire au siège administratif de la société, cinq jours au moins avant celui fixé pour la réunion.

Toutefois, le Conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ce délai et d'accepter des dépôts et des inscriptions en dehors de cette limite.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les titres constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires.

Article trente-sept. — Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par deux annonces paraissant l'une quinze jours au moins et vingt et un jours au plus avant l'assemblée et l'autre, au moins huit

jours après la précédente, dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans deux journaux publiés, l'un à Bruxelles et l'autre au Congo Belge.

Article trente-huit. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration. Il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil, trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des actions, soit par les commissaires dans le cas où, suivant l'article vingt-huit, ils requièrent convocation extraordinaire de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée extraordinaire, doivent en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège administratif, le dépôt de titres en nombre prévu ou tout au moins le certificat de dépôt, si le Conseil l'admet.

Article trente-neuf. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, en son absence, par celui des administrateurs qui est désigné séance tenante, par ses collègues présents.

Le président choisit parmi les actionnaires réunis, deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée.

Il désigne le secrétaire.

Font en outre partie du bureau, les administrateurs et les commissaires.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Article quarante. — L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés, à la simple majorité.

Le scrutin a lieu par assis et levé ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations, si l'un des intéressés ou un actionnaire l'exige. Il peut également à la demande soit du bureau, soit d'un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble cinquante voix, être appliqué à tout autre vote. En cas de vote par scrutin secret, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Article quarante et un. — L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir s'il y a lieu; elle décide de la constitution des réserves et de leur distribution, s'il y a lieu.

Le Conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante, l'assemblée à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni indication fausse, ni omission, dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans les convocations.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs ou commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société donne tous quitus, ratifications ou décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article quarante-deux. — Par dérogation à l'article quarante, lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations, et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins un nombre d'actions possédant la moitié des voix attachées à la totalité des actions. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article quarante-trois. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par deux administrateurs.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE CINQ.

ETATS DE SITUATION — INVENTAIRE — COMPTES ANNUELS. REPARTITION DU BENEFICE — FONDS DE RESERVE.

Article quarante-quatre. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article quarante-cinq. — Le Conseil dresse chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la société. Cet état est mis à la disposition des commissaires.

Il dresse en outre, à la fin de chaque année sociale, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et, en général, de toutes les dettes actives et passives de la société, ainsi que le résumé de tous les engagements et également des dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme il est dit ci-dessus, sont mis avec le rapport d'administration, un mois au moins avant l'assemblée ordinaire, à la disposition des commissaires qui doivent faire rapport contenant leurs propositions.

Article quarante-six. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

- 1) du bilan et du compte de profits et pertes;
- 2) de la liste des fonds publics, des actions et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille;
- 3) de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile.
- 4) du rapport des commissaires.

Article quarante-sept. — L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

De ce bénéfice, il est prélevé :

- 1) Cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsqu'il a atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si, à un moment quelconque et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé;
- 2) La somme nécessaire pour payer aux actions de capital, un intérêt calculé à raison de six pour cent l'an, *prorata temporis*, sur le montant libéré de leur valeur nominale. Cet intérêt est stipulé, à concurrence de six pour cent et à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf, récupérable sur le ou les exercices sociaux ultérieurs dans le cas où un exercice social n'aurait pas permis la distribution d'un dividende;

3) du solde, il sera attribué quinze pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux, suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus d'un tiers du tantième d'un administrateur.

Le surplus est réparti entre les actions de capital. Toutefois, l'assemblée générale peut toujours, sur proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce surplus, soit à un report à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserve.

Article quarante-huit. — Les dividendes sont payés aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-neuf. — Le bilan et le compte de profits et pertes, précédé de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modifications des statuts de la société sont, dans les six semaines de leur approbation, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

A la suite du bilan sont publiés : les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et des commissaires en fonctions, un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale ainsi que l'état du capital social au jour de l'assemblée générale.

Article cinquante. — En cas de dissolution de la société, soit à l'expiration du terme pour lequel elle a été constituée, soit à toute autre époque, la liquidation s'opérera par les soins du Conseil d'administration alors en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs à cet effet.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation et détermine les pouvoirs des liquidateurs.

Article cinquante et un. — Après le paiement des dettes et charges de la société, le solde de l'avoir social servira d'abord au remboursement des actions au pair de leur libération.

Si toutes les actions ne se trouvent pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres libérés dans une proportion moindre, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le solde de l'actif est réparti entre toutes les actions de capital.

Article cinquante-deux. — Tout actionnaire administrateur, commissaire, directeur ou fondé de pouvoirs, non domicilié en Belgique, est tenu d'élire domicile au siège administratif de la société, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts.

CHAPITRE SIX.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article cinquante-trois. — La présente société est constituée sous condition de son autorisation par arrêté royal, conformément au décret du vingt-sept février mil huit cent quatre-vingt-sept.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après cette autorisation.

CHAPITRE SEPT.

DECLARATION RELATIVE AUX FRAIS.

Article cinquante-quatre. — Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ cinquante-deux mille francs, en ce non compris les frais de confection de titres et les droits de constitution dus éventuellement dans la Colonie.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants es qualités ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le vingt-trois septembre 1948, volume 1347, folio 69, case 20, neuf rôles, douze renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

(s.) T. TAYMANS.

Vu par nous, Edmond Malbecq, vice-président, ff. président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Taymans, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 septembre 1948.

(s.) Malbecq.

N° 8863. Reçu fr. 4,—.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1948.

(s.) Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1948.

Le directeur : (s.) P. Jentgen.

Droits perçu : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 23 octobre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 23 October 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

Inco - Sarma

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

*Réunion du Conseil d'administration
qui s'est tenue chez Monsieur le Notaire Taymans, immédiatement après
la constitution de la société le 22 septembre 1948.*

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL.

La séance est ouverte à 11 h. 30.

Etaient présents :

Monsieur J. Van Gysel,	Administrateur.
Monsieur Georges Wolff,	»
Monsieur Fernand Meunier,	»
Monsieur Jacques Dansette,	»
Monsieur Alfred Van Der Kelen,	»
Monsieur Edgard Souweine,	»

Les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité :

1°) *Nominations* :

Conformément à l'article n° 21 des statuts, Monsieur Van Gysel a été élu aux fonctions de président du Conseil.

Monsieur Dansette a été élu aux fonctions de secrétaire du Conseil.

2°) *Siège social* :

Le Conseil décide d'établir provisoirement le siège social de la société au siège de la Banque du Congo à Léopoldville.

3°) *Siège administratif :*

Le Conseil décide d'établir, en vertu des pouvoirs lui conférés par l'article 2 des statuts, un siège administratif à Bruxelles 49-51, Galerie du Commerce.

La séance est levée à midi.

Certifié conforme.

Un administrateur,
J. J. DANSETTE

Le président,
J. VAN GYSEL.

Lukolela Plantations

Société congolaise par actions à responsabilité limitée
établie à Lukolela (Congo Belge).

Siège administratif à Liège, 51, rue du Parc.

Registre du Commerce : Liège 10604.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1922, sous le n° 11878; actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 novembre 1924 (13028), 25 juin 1925 (8257), 24 septembre 1927 (11579), 28 juin 1929 (10731), 12 décembre 1929 (18498).

BILAN AU 30 JUIN 1948.

ACTIF.

Concession et propriété fr.	500.000,—	
Cultures	7.393.504,08	
Constructions	980.953,06	
Matériel	1.422.154,95	
		10.296.612,09
Magasin de ventes	1.077.054,36	
Magasin de vivres pour indigènes	47.831,08	
Produits en stock	3.448.646,05	
		4.573.531,49
Caisses et chèques postaux	153.945,78	
Banquiers en Afrique	5.621.277,84	
Banquiers en Belgique	3.400.785,93	
Banquiers divers	88.050,25	
Débiteurs divers	541.193,78	
		9.805.253,58

Portefeuille titres	970.250,—
Opérations en suspens : Fonds en cours de route	100.000,—
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires	237.500,—
Fr.	25.983.147,16

PASSIF.

Capital fr.	11.000.000,—	
Réserve légale	293.175,—	
		11.293.175,—
Réserve de réévaluation		8.793.822,18
Créanciers divers		333.490,83
-Dividendes à payer		93.850,68
Opérations en suspens		61.642,15
Provision pour amortissement sur magasin de ventes		50.000,—
Prévisions fiscales et autres		2.000.000,—
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires		237.500,—
Bénéfice à répartir		3.119.666,32
Fr.		25.983.147,16

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1948.

DEBIT.

Frais généraux et divers fr.	1.090.328,19	
Intérêts et agios	15.976,06	
Exploitation, emballages, transports, etc.	5.046.887,10	
		6.153.191,35
Amortissement :		
sur Cultures	1.750.000,—	
sur Constructions	1.750.000,—	
sur Matériel	1.000.000,—	
		4.500.000,—
Prévisions fiscales et autres		2.000.000,—
Bénéfice à répartir		3.119.666,32
Fr.		15.772.857,67

CREDIT.

Bénéfice reporté	fr.	348.601,87
Recettes et inventaires : Cacao, café, bois, magasins, divers		15.424.255,80
	Fr.	15.772.857,67

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve légale	fr.	155.985,—
Dividende de 6 % (coupon n° 12)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 13)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 14)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 15)		660.000,—
Solde à reporter		323.681,32
	Fr.	3.119.666,32

Signatures :

Les administrateurs,

Pierre de Gérardon, Léon Helbig de Balzac, V. de Bellefroid, Henri Billon,
Gustave de Bie, Jacques Gallaix.

Les commissaires,

A. Dresse de Lébioles, Pierre Lohest, Léon Rassart, Georges Wauters,
Mme Yvonne Brahy (épouse Fontaine).

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 8 novembre 1948.*

A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan, le compte de pertes et profits et la répartition, arrêtés au 30 juin 1948, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

MM. Helbig de Balzac, de Bellefroid et Billon, administrateurs sortants et rééligibles, et M. Wauters, commissaire sortant et rééligible, sont réélus à l'unanimité des voix.

A l'unanimité, l'assemblée élit M. André Thonon, administrateur de société, 69, rue du Centre, Sprimont, aux fonctions d'administrateur.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. de Gérardon, Pierre, docteur en droit, 23, boulevard Piercot, Liège, président.

M. Helbig de Balzac, Léon, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles, vice-président.

M. de Bellefroid, Victor, ingénieur agronome A. I. Gx, 51, rue du Parc, Liège, administrateur-délégué, conseiller technique.

M. Billon, Henri, docteur en droit, 30, rue des Guillemins, Liège, administrateur.

M. de Bie, Gustave, ingénieur des arts et manufactures A. I. G., ter Heide, Eenbeekstraat, Destelbergen, administrateur.

M. Gallaix, Jacques, pépiniériste, à Tilff, administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Lohest, Pierre, docteur en droit, 44, boulevard Frère-Orban, Liège.

M. Dresse de Lébioles, Armand, docteur en droit, 2, rue des Cultes, Bruxelles.

M. Wauters, Georges, industriel, 32, quai du Roi Albert, Liège.

Mme Brahy, Yvonne (épouse Fontaine), professeur de dessin, 24, rue de la Loi, Liège.

M. Rassart, Léon, directeur de société, 7, boulevard de la Sauvenière, Liège.

Pour copie conforme,

L'administrateur-délégué,

V. de BELLEFROID.

Multiplex du Mayumbe

Société congolaise à responsabilité limitée

—

AUGMENTATION DU CAPITAL. MODIFICATION AUX STATUTS.(1)

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt et un septembre à onze heures
A Bruxelles, Place de Louvain, n° 18.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société congolaise à responsabilité limitée « Multiplex du Mayumbe », en abrégé « Multimayumbe », établie à Boma (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Loi, n° 233, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné, le vingt-cinq novembre mil neuf cent quarante-six, autorisée par arrêté royal en date du vingt-quatre février mil neuf cent quarante-sept et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent quarante-sept et aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt-quatre/vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-sept, n° 4550.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — « Société Commerciale et Minière du Congo », « Cominière » société anonyme établie à Bruxelles, Place de Louvain, n° 18-20, propriétaire de deux cent quarante actions 240

Ici représentée par Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Bruxelles, boulevard de la Cambre, n° 51, suivant procuration du trois de ce mois.

2. — « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » « Agri-for » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Boma (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Loi, n° 233, propriétaire de cinq cents actions 500

Ici représentée par deux de ses administrateurs Monsieur Alfred Liénart, prénommé, et Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes, n° 12.

3. — Messieurs Nagelmackers fils et C°, société en commandite simple, établie à Bruxelles, Place de Louvain, n° 18, propriétaire de cinq actions 5

Ici représentée par Monsieur Joseph Sellekaers, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-huit août dernier.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

4. — Eco - Aktiengesellschaft Sperrholzfabrik, établie à Entlebuch (Suisse) propriétaire de quatre cent quatre vingts actions	480
Ici représentée par Monsieur Oscar Braun, ci-après nommé, suivant procuration du vingt de ce mois.	
5. — Monsieur Auguste Braun, (senior) commerçant demeurant à Gossau (Suisse) propriétaire de cent actions	100
Ici représenté par Monsieur Oscar Braun, ci-après nommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.	
6. — Monsieur Oscar Braun, industriel, demeurant à Entlebuch (Suisse), propriétaire de cent actions	100
7. — Monsieur Paul Herzog, directeur de société, demeurant à Lucerne (Suisse), Haldenstrasse, n° 55, propriétaire de soixante-dix actions	70
Ici représenté par Monsieur Oscar Braun, prénommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.	
8. — Société Financière Josse Allard, société anonyme établie à Bruxelles, rue Guimard, n° 8, propriétaire de cinq actions	5
Ici représentée par Monsieur Joseph Sellekaers, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, avenue de la Brabançonne, n° 125, suivant procuration du premier de ce mois.	
Ensemble : quinze cent actions	1.500

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annxées.

Conformément à l'article trente des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Martin Thèves, prénommé, administrateur délégué de la société.

Messieurs Alfred Liénart, Joseph Sellekaers, Oscar Braun, prénommés et Monsieur Christian Janssens van der Maelen, ingénieur civil, demeurant à Crainhem, avenue des Muguets, n° 24, ici intervenants, tous administrateurs de la société complètent le bureau.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Alfred Bradfer, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, square Coghen, n° 22, ici intervenant.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Monsieur Oscar Braun et Monsieur Alfred Liénart, tous deux prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1°) Proposition d'augmenter le capital social à concurrence de quinze millions de francs congolais, pour le porter de quinze à trente millions de francs congolais, par la création de quinze cent nouvelles actions de dix

mille francs congolais chacune, du même type que les actions existantes mais portant jouissance à partir du premier octobre mil neuf cent quarante-huit;

2°) Souscription des quinze cents nouvelles actions au prix de dix mille francs congolais chacune;

3°) Constatation de la souscription et libération immédiate des nouvelles actions à concurrence de cinquante pour cent;

4°) Modifications aux statuts :

a) en vue de les mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent (articles cinq et six;

b) substituer à l'article vingt-huit le texte suivant :

« Pour assister à l'assemblée générale ou pour s'y faire représenter, l'actionnaire doit produire un certificat constatant le dépôt de ses titres, s'ils sont au porteur, cinq jours au moins avant l'assemblée générale et en vue de celle-ci au siège administratif ou aux établissements indiqués par le Conseil d'administration.

» Les actions nominatives sont considérées comme valablement déposées. »

II. — Que toutes les actions de la présente société étant représentées à l'assemblée, il n'y a pas lieu de justifier des convocations.

III. — Que pour assister à la présente assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt-huit et vingt-neuf des statuts.

IV. — Que la présente assemblée réunit les quinze cents actions de la société soit la totalité des actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article trente-deux des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée après délibération prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social, à concurrence de quinze millions de francs congolais, pour le porter de quinze à trente millions de francs congolais, par la création de quinze cents nouvelles actions de dix mille francs congolais chacune, en tout semblable aux actions existantes actuellement sauf qu'elles n'auront droit qu'au quart du bénéfice éventuel de l'exercice en cours; les dites actions à souscrire au prix de dix mille francs congolais chacune, sans droit de préférence au profit des actionnaires actuels et de procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec libération immédiate à concurrence de cinquante pour cent.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède s'élève à deux cent et quinze mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous réserve de l'augmentation du capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

L'article cinq est remplacé par :

« Le capital social fixé à trente millions de francs congolais est représenté par trois mille actions de dix mille francs congolais chacune. »

L'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social fixé à quinze millions de francs congolais était représenté par quinze cents actions de dix mille francs congolais chacune, toutes souscrites contre espèces et libérées de vingt pour cent au moment de leur souscription; elles ont été entièrement libérées dans la suite.

» Suivant procès-verbal du ministère du notaire Scheyven, à Bruxelles, en date du vingt et un septembre mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté de quinze à trente millions de francs congolais par la création de quinze cents nouvelles actions de dix mille francs congolais chacune, toutes souscrites contre espèces et libérées de cinquante pour cent au moment de leur souscription. »

L'article vingt-huit est remplacé par :

« Pour assister à l'assemblée générale ou pour s'y faire représenter, l'actionnaire doit produire un certificat constatant le dépôt de ses titres, s'ils sont au porteur, cinq jours au moins avant l'assemblée générale et en vue de celle-ci, au siège administratif ou aux établissements indiqués par le Conseil d'administration.

» Les actions nominatives sont considérées comme valablement déposées. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant les sociétés ci-après déjà comparantes représentées comme dit est et les personnes ci-après désignées intervenantes, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu qu'eux-mêmes ou leurs mandantes ont connaissance des statuts de la société « Multiplex du Mayumbe » ont déclaré souscrire aux conditions pré stipulées les quinze cents actions de dix mille francs congolais, créées en la première résolution qui précède, ainsi qu'il suit :

La Société Commerciale et Minière du Congo, (Cominière) deux cent quarante actions	240
La Société Forestière et Agricole du Mayumbe (Agrifor) cinq cents actions	500
La Société Financière Josse Allard, cinq actions	5
Messieurs Nagelmackers Fils et C ^o , cinq actions	5
La « Verkerhrs - Aktiengesellschaft » établie à Lausanne (Suisse), ici représentée par Monsieur Oscar Braun, prénommé, suivant procuration sous seing privé en date du quatorze de ce mois, qui demeurera ci-annexée : sept cent cinquante actions .	750
Ensemble : quinze cents actions	<u>1.500</u>

Messieurs Martin Thèves, Oscar Braun, Christian Janssens van der Maelen, Alfred Liénart, et Joseph Sellekaers, prénommés, administrateurs.

Nous ont déclaré et requis d'acter que sur chacune de ces quinze cents actions de dix mille francs congolais il a été fait un versement de cinquante pour cent et que le montant des versements s'élevant à sept millions cinq cents mille francs congolais se trouve, dès à présent, à la libre disposition de la société, ainsi que les comparants et les souscripteurs le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la réalisation de l'augmentation de capital ci-dessus, les modifications aux statuts objet de la deuxième résolution qui précède, sont devenues définitives.

La séance est levée à onze heures vingt minutes.

De tout quoi avons dressé le présent procès-verbal date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau, les souscripteurs et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Liénart, M. Thèves, J. Sellekaers, O. Braun, Ch. Janssens van der Maelen, A. Bradfer, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-neuf septembre 1948.

Volume 1348, folio 77, case 7, trois rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Edmond Malbecq, vice-président, ff. de président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 8 octobre 1948.

(signé) Ed. Malbecq.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 octobre 1948.

Le directeur : J. Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 octobre 1948.

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Pêcheries de l'Ituri

282, rue du Noyer.
Bruxelles.

RESOLUTIONS

*prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires
du 13 octobre 1948.*

1°) L'assemblée ratifie la nomination de M. le Chevalier Emmanuel van Outryve d'Ydewalle, administrateur de sociétés, château Lisbona, Loppem,

désigné par le Conseil Général du 11 septembre 1948, pour achever le mandat d'administrateur de M. Eugène De Bel, démissionnaire. Ce mandat expire en 1950.

2°) L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur, Monsieur Alfred Coppieters t'Waland, villa La Maison Blanche, Leeweg, Saint-André-Bruges.

Son mandat expire en 1954.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

E. van OUTRYVE d'YDEWALLE.

E. JANSSENS.

Société Belge des Textiles au Congo

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 27 SEPTEMBRE 1948.**

L'assemblée générale à l'unanimité des voix :

1° Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, ainsi que le bilan;

2° Donne par un vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion, aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1947;

3° Réélit à l'unanimité Monsieur Alfred Buysse et le Chevalier Kraft de la Saulx, administrateurs sortants, ainsi que Messieurs Guy van Ackere, Georges Buysse et Georges De Sutter, commissaires sortants, les premiers pour un terme de 2 ans, les seconds pour un terme d'un an.

Une réunion subséquente du Conseil d'administration réélit à l'unanimité Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, comme administrateur-délégué.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Fernand van Ackere, ingénieur, à Waerschoot.

Administrateur-délégué :

M. le Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, 2, avenue Militaire, à Gand.

Administrateur-gérant :

M. Alfred Buysse, industriel, 534, avenue Louise, à Bruxelles.

Commissaires :

M. Guy van Ackere, industriel, 35, rue de la Vallée, à Gand.

M. Georges Buysse, industriel, rue Nelemeersch, Laethem-Saint-Martin.

M. Georges De Sutter, expert-comptable, 49, avenue Wolters, à Mont-Saint-Amand.

Gand, le 28 septembre 1948.

Certifié sincère et conforme.

L'administrateur-délégué,

Chevalier KRAFT de la SAULX.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1947.

ACTIF.

Immobilisés	fr.	1,—
Disponibles		1.358.029,63
Réalisables		68.270.586,24
	Fr.	<u>69.628.616,87</u>

PASSIF.

Capital	fr.	2.400.000,—
Réserve légale		240.000,—
Réserve extraordinaire		1.500.000,—
Créanciers		57.089.761,87
Reports exercices précédents		6.693.067,50
Bénéfices de l'exercice		1.705.787,50
	Fr.	<u>69.628.616,87</u>

COMPTE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

A reporter	fr.	<u>1.705.787,50</u>
----------------------	-----	---------------------

CREDIT.

Résultat de l'exercice	<u>1.705.787,50</u>
----------------------------------	---------------------

Gand, le 28 septembre 1948.

Certifié sincère et conforme.

L'administrateur-délégué,
Chevalier KRAFT de la SAULX.

Société Congolaise des Cycles Royal Nord

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-huit, le quatorze septembre.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire, résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — La Société Anonyme « Etablissements Hufkens Frères », ayant son siège à Hasselt, chaussée de Liège, numéros 107/109.

Ici représentée par trois de ses administrateurs Messieurs Achille et Gaston Hufkens et Louis Remy, tous trois ci-après nommés.

2. — Monsieur Jean Hufkens, industriel, demeurant à Liège, Place Saint-Paul, numéro 7 bis.

Ici représenté par Monsieur Louis Remy, ci-après nommé, en vertu d'une procuration en date du quatorze août dernier.

3. — Monsieur Léon Declercq, industriel, demeurant à Elisabethville (Katanga, Congo Belge), avenue du Kasai.

Ici représenté par Monsieur Gaston Hufkens, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du vingt-quatre août dernier.

Les dites procurations sous seing privé demeureront annexées aux présentes.

4. — Madame Mariette Baldauf, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Jacques Orban, employé, demeurant à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 52.

Monsieur et Madame Orban Baldauf, mariés sous le régime de la séparation des biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Delloye à Bruxelles, le quatre mars mil neuf cent quarante-six, dont une expédition a été produite.

5. — Monsieur Achille Hufkens, industriel, demeurant à Hasselt, rue Daniels, numéro 2.

6. — Monsieur Gaston Hufkens, industriel, demeurant à Hasselt, rue Chamberlain, numéro 8.

7. — Monsieur Jacques Orban, employé, demeurant à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 52, ci-dessous nommé.

8. — Monsieur Louis Remy, industriel, demeurant à Hasselt, Marché aux Avoines, numéro 6.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article Premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Congolaise des Cycles Royal-Nord » Anciens Etablissements Léon Declercq.

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deuxième. — Le siège social est établi à Elisabethville (Katanga-Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration et après autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Hasselt, chaussée de Liège, numéros 107/109.

Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre commune belge ou congolaise par simple décision du Conseil d'administration.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration au Congo Belge et à l'Etranger.

Article troisième. — La société a pour objet le commerce et la fabrication de véhicules et de leur accessoires, notamment : l'achat, la vente, la représentation, la fabrication, le montage, l'assemblage, l'émaillage, le nickelage, le chromage, la réparation de vélos, motocyclettes, automobiles et autres véhicules ou moyens de transports.

Accessoirement, la société peut se livrer à toute activité de nature à faciliter la poursuite de son objet.

Elle peut, dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article quatrième. — La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater du quatorze septembre mil neuf cent quarante-huit.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article trente-cinq ci-après et dans le cas de prorogation, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinquième. — Le capital social est fixé à trois millions deux cent cinquante mille francs et est représenté par trois mille deux cent cinquante actions sans mention de valeur nominale, représentant chacune un trois mille deux cent cinquantième de l'avoir social.

Article sixième. — Il est fait apport à la présente société par Monsieur Léon Declercq, de son fonds de commerce de vélos, avec agencement de magasin et d'atelier et outillage, qu'il exploite à Elisabethville, le tout bien connu des comparants qui n'en désirent pas de description plus étendue.

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur Léon Declercq, deux cent cinquante actions entièrement libérées. Les trois mille actions restantes sont souscrites au prix de mille francs chacune par :

1. — La Société anonyme « Etablissements Hufkens Frères », neuf cent soixante-quinze actions, soit	975
2. — Monsieur Jean Hufkens, quatre cent cinquante actions	450
3. — Monsieur Léon Declercq, trois cent soixante-quinze act.	375
4. — Madame Orban Baldauf, trois cents actions	300
5. — Monsieur Achille Hufkens, trois cents actions . . .	300
6. — Monsieur Gaston Hufkens, trois cents actions . . .	300
7. — Monsieur Jacques Orban, cent cinquante actions . .	150
8. — Monsieur Louis Remy, cent cinquante actions . . .	150
Ensemble : trois mille actions	3.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des trois mille actions souscrites a été libérée à concurrence de deux tiers par des versements s'élevant ensemble à deux millions de francs, somme qui se trouve dès à présent, à la disposition de la société.

Article septième. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes.

Toutefois, le Conseil d'administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non-usage total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huitième. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuvième. — Les souscripteurs restent tenus envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dixième. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article onzième. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été totalement libéré, elles peuvent être transformées en actions au porteur.

Article douzième. — Il est tenu, au siège administratif un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant

et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert de créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectuées les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous les titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les actions au porteur sont extraites de registres à souches numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs.

Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs.

L'une des signatures ci-dessus peut être apposée au moyen d'une griffe.

Article treizième. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation, ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorzième. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations, hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission; les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinzième. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés au non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et sont révocables en tous temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

Monsieur Léon Declercq, industriel, demeurant à Elisabethville (Congo Belge), avenue du Kasai.

Monsieur Jean Hufkens, industriel, demeurant à Liège, Place Saint-Paul, numéro 7 bis.

Monsieur Achille Hufkens, industriel, demeurant à Hasselt, rue Daniels, numéro 2.

Monsieur Gaston Hufkens, industriel, demeurant à Hasselt, rue Chamberlain, numéro 8.

et Madame Mariette Baldauf, sans profession, épouse de Monsieur Jacques Orban, employé, demeurant à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 52.

Le Conseil choisit dans son sein un président et, éventuellement, un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seizième. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction dont il fixe la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil.

Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou mission qu'il confère.

Article dix-septième. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président ou à défaut de celui-ci d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exigera ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huitième. — Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'administration et le Comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil, d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signé par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article dix-neuvième. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative.

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances, avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions ou subrogations. Toutefois, il ne peut consentir des hypothèques.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèques ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société, le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Article vingtième. — Tous actes engageant la société tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par trois administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration.

Article vingt et unième. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'Etranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deuxième. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-troisième. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus, et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-quatrième. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de quinze actions et par chaque commissaire un cautionnement de cinq actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinquième. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles, leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-sixième. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-septième. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires ; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-huitième. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège administratif le premier mardi de mai de chaque année à quinze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée à lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires, et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige ; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si

un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au siège administratif au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-neuvième. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour; elles sont faites par annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettre missive huit jours au moins avant l'assemblée sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives les convocations sont faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires, huit jours au moins avant l'assemblée.

Article trentième. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions autres que les administrateurs et commissaires doivent déposer au siège administratif ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, soit leurs titres au porteur, soit leur certificat d'inscription.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoir spécial pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés communautés, établissements peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire, la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et unième. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente-deuxième. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-troisième. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatrième. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre des actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est pas signée par les propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-cinquième. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, pour :

- a) Réduire ou augmenter le capital social;
- b) Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société;
- c) Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement, sauf ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales;
- d) Modifier les présents statuts.

Article trente-sixième. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-septième. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article trente-huitième. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-neuvième. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarantième. — Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve; lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

Sur le surplus, il est prélevé :

1. — La somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende de soixante francs, *prorata temporis et libérationis*.

2. — Dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et au Collège des commissaires qui se les répartissent entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse recevoir plus d'un tiers des tantièmes d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Le solde est réparti entre toutes les actions.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination sociale.

Article quarante et unième. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deuxième. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication, aux annexes au « Bulletin Officiel ou administratif du Congo Belge », et au « Moniteur Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-troisième. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, et à quel moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-quatrième. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinquième. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur, commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés au lieu du siège administratif, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi, ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique ou toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-sixième. — Immédiatement après l'autorisation de la société par arrêté royal, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-septième. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Article quarante-huitième. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-neuvième. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à soixante mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite de ce qui précède, et de l'article deux cent-trois, alinéa premier du Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèques et de Greffe, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) M. Baldauf, A. Hufkens, G. Hufkens, J. Orban, L. Remy, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II., le dix-huit septembre 1948.

Volume 1348, folio 63, case 2, huit rôles, sept renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Edmond Malbecq, vice-président, ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 6 octobre 1948.

(signé) Ed. Malbecq.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 octobre 1948.

Le directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 octobre 1948.

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « Sorekat »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

ayant son siège à Albertville (Congo Belge)

et son siège administratif à Bruxelles, rue Royale, 168.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 60642.

—

Constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Van Halteren, notaire à Bruxelles, le deux septembre mil neuf cent trente-deux, approuvé par arrêté royal du onze octobre suivant et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le quinze novembre suivant. Ces statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux dressés par Maître Herman Van Halteren, notaire à Bruxelles, les premier mars mil neuf cent trente-quatre, quatorze mai et vingt-trois novembre mil neuf cent trente-huit, approuvés par arrêtés royaux des deux mai mil neuf cent trente-quatre, vingt-neuf juin et vingt-sept décembre mil neuf cent trente-huit, publiés au dit « Bulletin Officiel », respectivement les quinze juin mil neuf cent trente-quatre, quinze juillet mil neuf cent trente-huit et quinze février mil neuf cent trente-neuf.

**AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL, SOUSCRIPTION,
CREATION D'ACTIONS SERIE B.**

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

NOMINATIONS D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRES (1)

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés, tenue devant Maître Pierre Van Halteren, notaire à Bruxelles, le trente juillet mil neuf cent quarante-huit, à Bruxelles, rue Royale, 168.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur Louis Frère, président du Conseil d'administration de ladite société.

Monsieur le Président désigne en qualité de secrétaire, Monsieur Marcel Jacques, administrateur-délégué de la société.

L'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs Prosper Lancsweert et Jacques Relecom.

Monsieur le Président expose :

I. — Que le capital social est actuellement fixé à cinq millions de francs et représenté par dix mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites Série A; qu'il a été créé en outre : a) mille quatre cents parts de fondateur sans désignation de valeur, divisées en coupures d'un dixième; b) cinq mille sept cents actions sans désignation de valeur, dites Série B.

4

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

II. — Que la présente assemblée a été régulièrement convoquée, conformément à l'article 45 des statuts, par lettres recommandées adressées aux actionnaires, les douze juillet mil neuf cent quarante-huit, soit plus de quinze jours avant la date de l'assemblée, tous les titres étant nominatifs.

III. — Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit :

1°) Augmentation du capital social à concurrence de trois millions de francs, pour le porter de cinq millions de francs à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital dites Série A, de cinq cents francs chacune, à souscrire en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites Série A, anciennes *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2°) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3°) Souscription des actions nouvelles et libération :

a) à concurrence de trois mille actions, par la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121 ;

b) et à concurrence de trois mille actions, par la Société Congolaise à responsabilité limitée, Société Minière du Lualaba (Miluba), ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4°) Création, conformément aux stipulations de l'article 6, littera b, des statuts, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites Série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5°) Modification aux articles 6 et 8 des statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital :

a) à l'article 6, premier alinéa, pour le remplacer par :

« Le capital est fixé à huit millions de francs représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites Série A » ;

b) au même article 6, au littera b, pour remplacer les mots : « cinq mille sept cents actions » par : « huit mille sept cents actions » ;

c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du trente juillet mil neuf cent quarante-huit, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites Série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs

par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *prorata temporis* et *libérationis*, à partir du trente juillet mil neuf cent quarante-huit. »

6°) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7°) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8°) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises.

IV. — Que pour assister à l'assemblée, les associés prénommés se sont conformés aux prescriptions de l'article 43 des statuts et des convocations.

V. — Que les associés prénommés possèdent sept mille cinq cent soixante-huit actions de capital Série A, sept mille quarante-trois dixièmes de parts de fondateur et cinq mille sept cents actions Série B, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie et qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les objets repris à l'ordre du jour.

Ces diverses déclarations et constatations faites et reconnues exactes par l'assemblée, Monsieur le Président soumet à l'adoption de celle-ci les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trois millions de francs, pour le porter de cinq millions de francs à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital dites Série A, de cinq cents francs chacune nouvelles, du même type que les actions dites Série A existantes, à souscrire en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites Série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes, ce, en vertu des pouvoirs lui accordés par l'article 9 des statuts sociaux.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, sont ici intervenues :

1°) La société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121, (Registre du Commerce de Bruxelles, n° 54266), ici représentée par Monsieur Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Wo'uwe-Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, n° 34, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

2°) La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Minière du Lualaba » (Miluba), ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, avenue de l'Astronomie, 24, (Registre du Commerce de Bruxelles, numéro 67645), ici représentée par Monsieur Prosper Lancsweert, préqualifié en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

Lesquelles après avoir, par l'organe de leur représentant, entendu lecture de tout ce qui précède, reconnu avoir connaissance des statuts sociaux et déclare savoir que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société SOREKAT en raison de la présente augmentation de capital, s'élèvent approximativement à la somme de quatre vingt mille francs, ont déclaré souscrire, aux conditions susindiquées, à raison de cinq cents francs par titre, les six mille actions de capital dites Série A, nouvelles, et vouloir les libérer à concurrence de cinquante pour cent en numéraire, cette souscription étant faite : a) par la société « Belgikaor », à concurrence de trois mille actions de capital dites Série A; b) par la société « Miluba », à concurrence de trois mille actions de capital, dites Série A.

En conséquence, l'assemblée et les sociétés souscriptrices déclarent et reconnaissent et requièrent le notaire soussigné d'acter que l'augmentation de capital qui précède est réalisée, que les six mille actions de capital dites Série A, nouvelles souscrites ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent en numéraire et qu'une somme de un million cinq cent mille francs se trouve de ce chef et dès à présent à la libre disposition de la société de Recherches et d'Exploitation Aurifères au Katanga « SOREKAT ».

DELIBERATION.

Tout ce qui précède est approuvé par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

TROISIEME RESOLUTION.

Conformément à l'article 6, littera b des statuts, l'assemblée décide de créer trois mille actions sans désignation de valeur, dites Série B, lesquelles seront remises gratuitement au Comité Spécial du Katanga, en un titre nominatif en représentation de sa participation dans les bénéfices, ainsi qu'il est prévu par la législation minière du Katanga.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux articles 6 et 8 des statuts, les modifications suivantes, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital :

a) à l'article 6, premier alinéa, pour le remplacer par :

« Le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites Série A ».

b) Au même article 6, au littera b, pour remplacer les mots : « cinq mille sept cents actions » par : « huit mille sept cents actions ».

c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du trente juillet mil neuf cent quarante-huit, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites Série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir du trente juillet mil neuf cent quarante-huit ».

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs à huit, et elle appelle à ces fonctions.

1. — M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles - Bruxelles.

2. — M. Georges Lescornez, administrateur de société, 342, boulevard Lambermont à Schaerbeek.

3. — M. Prosper Lancsweert, ci-après nommé et

4. — M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi à Saint-Gilles - Bruxelles;

ces deux derniers ici intervenants, qui déclarent accepter ce mandat.

Leur mandat expirera au plus tard immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre, sous réserve du roulement de sortie des administrateurs, à intervenir conformément à l'article 25 des statuts.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le nombre des commissaires à trois et elle appelle à ces fonctions.

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel à Schaerbeek.

Son mandat expirera au plus tard immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre, sous réserve du roulement de sortie des commissaires, à intervenir en vertu des dispositions de l'article 36 des statuts.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

SEPTIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de donner au Conseil d'administration tous pouvoirs pour l'exécution des résolutions prises ci-avant.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

DECLARATION.

Les première, deuxième, troisième et quatrième résolutions, ci-avant ont été prises sous réserve de leur approbation par arrêté royal.

La séance est levée à onze heures vingt minutes.

Ont été présents ou représentés à l'assemblée, les actionnaires ci-après, lesquels, d'après renseignements fournis, possèdent respectivement les titres mentionnés ci-dessous :

	Actions Série A	Actions Série B	Dixième parts fondat.
1. — Le Comité Spécial du Katanga, à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, possesseur de cinq mille sept cents actions Série B			5700
2. — La Société Industrielle et Minière du Congo Oriental, société anonyme ayant son siège à Bruxelles, 168, rue Royale, possesseur de six mille cent cinquante actions Série A et quatre mille sept cent six dixièmes de parts de fondateur	6150		4706

Actions Actions Dixième
Série A Série B parts
fondat.

3. — La Société Minière de Kindu « Somikin »,
ayant son siège à Bruxelles, 168, rue Royale, pos-
sesseur de trois cent vingt actions Série A et de cent
soixante dixièmes de parts de fondateur 320 160

4. — Monsieur Louis Frère, administrateur de
société, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 154, ave-
nue de Tervueren, possesseur de cent actions Série A
et de cent trente-huit dixièmes de parts de fondateur 100 138

5. — M. Léopold Hoogvelst, administrateur de so-
ciétés, demeurant à Etterbeek, avenue de Tervueren,
29, possesseur de quatre-vingts actions Série A et de
cent vingt-huit dixièmes de parts de fondateur . . . 80 128

6. — M. Marcel Jacques, administrateur de socié-
tés, demeurant à Schaerbeek, 33, boulevard Général
Wahis, possesseur de cent cinquante-deux actions
Série A et de huit cent nonante-six dixième de parts
de fondateur 152 896

7. — M. Franklin St-John North, Chartered Ac-
countant, demeurant à Londres E. C. 3 Tenchurch
Street n° 99, possesseur de seize actions Série A et
de huit dixièmes de parts de fondateur 16 8

8. — M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des
mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du
Val d'Or n° 34, possesseur de trente-deux actions Sé-
rie A et de cent nonante et un dixièmes de parts de
fondateur 32 191

9. — La société anonyme Auxiliaire Minière Colo-
niale, ayant son siège à Bruxelles, 121, rue du Com-
merce, possesseur de deux cent soixante-dix actions
Série A et de trois cent trente-cinq dixièmes de parts
de fondateur 270 335

10. — M. Robert André, ingénieur des arts et mé-
tiers, demeurant à Saint-Mard, 13, rue de Dampi-
court, possesseur de cinquante dixièmes de parts de
fondateur 50

11. — M. Joseph Goffin, expert-comptable, demeu-
rant à Woluwe-Saint-Lambert, 28, rue François de
Belder, possesseur de quinze dixièmes de parts de fon-
dateur 15

12. — M. Eugène Dumont, ingénieur civil des mi-
nes, demeurant à Bruxelles, 109, avenue des Nerviens,
possesseur de soixante dixièmes de parts de fondateur 60

	Actions Série A	Actions Série B	Dixième parts fondat.
13. — Madame Zenaïde Desnitsky, veuve de M. Boris Karpoff, sans profession, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, 13, rue des Fleuristes, possesseur de quarante dixièmes de parts de fondateur			40
14. M. le Baron Louis du Roy de Blicquy, docteur en droit, demeurant à Schaerbeek, 282, rue du Noyer, possesseur de sept actions Série A et de quatre dixièmes de parts de fondateur		7	4
15. — Madame Françoise Folstoï, sans profession, demeurant à Etterbeek, 15, avenue de l'Yser, possesseur de cinq actions Série A et de quatre dixièmes de parts de fondateur		5	4
16. — M. Robert Carly, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 28, rue Joseph Stallaert, possesseur de cinq actions Série A et de trois dixièmes de parts de fondateur		5	3
17. — M. le Chevalier Jean t'Serstevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 27, avenue des Gaulois, possesseur de trente-deux actions de capital Série A et de vingt-cinq dixièmes de parts de fondateur		32	25
18. — Monsieur le Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 87, rue Royale, possesseur de trois cent nonante-neuf actions Série A et deux cent quatre-vingts dixièmes de parts de fondateur		399	280
Ensemble : sept mille cinq cent soixante-huit actions de capital Série A, cinq mille sept cents actions dites Série B et sept mille quarante-trois dixièmes de parts de fondateur		7568	5700 7043

PROCURATIONS.

Le Comité Spécial du Katanga est ici représenté par Monsieur A. Bourgeois, directeur audit Comité, demeurant à Schaerbeek, 51, avenue du Diamant.

La Société Industrielle et Minière du Congo Oriental est représentée par Monsieur Louis Frère, préqualifié.

La Société Minière du Kindu « Somikin », Monsieur St-John North, Messieurs Robert André, Joseph Goffin, Eugène Dumont, Madame Zenaïde Desnitsky, Madame Françoise Tolstoï, Monsieur Robert Carly, le Chevalier Jean t'Serstevens et le Baron Marcel de Schaetzen sont ici représentés par Monsieur Marcel Jacques, préqualifié.

Et la Société « Auxiliaire Minière Coloniale », est représentée par Monsieur Jacques Relecom, préqualifié.

Le tout en vertu de treize procurations sous seing privé qui demeureront annexées au présent procès-verbal.

De tout quoi ledit notaire Van Halteren a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et ceux de l'assemblée qui en ont manifesté le désir ont signé avec les intervenants et le notaire.

(signé) M. Jacques, M. Frère, Pros. Lancsweert, M. Relecom, L. Hoogvelst, Bourgeois, L. du Roy, P. Van Halteren.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix août 1948, volume 1348, folio 29, case 1, cinq rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

ANNEXES.

PROCURATION.

Le soussigné « Belgikaor », Mines d'Or Belgika, société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Domicilié à Bruxelles, rue du Commerce, 121.

Propriétaire de :

..... actions de capital de fr. 500,— dites Série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

..... dixièmes de parts de fondateur sans désignation de valeur.

de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SOREKAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à M. Prosper Lancsweert, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à onze heures, 168, rue Royale, Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour.

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 3, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A »; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par « huit mille sept cents actions »; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

souscrire TROIS MILLE actions de capital nouvelles de fr. 500,— et les libérer intégralement ou partiellement.

(Signature) « BELGIKAOR » Mines d'or Belgika.

L'administrateur-directeur,

Bon pour pouvoir,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

Bon pour pouvoir,

P. LANCSWEERT.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

La soussignée SOCIETE MINIERE DU LUALABA (MILUBA), société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Stanleyville (Congo Belge) et le siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, 24, avenue de l'Astronomie.

domicilié à Rue

Propriétaire de :

..... actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

..... dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif, à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Prosper Lancsweert, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à onze heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour.

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

souscrire TROIS MILLE actions de capital nouvelles de fr. 500,— et les libérer intégralement ou partiellement.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Signature (+)

SOCIETE MINIERE DU LUALABA (MILUBA)

Deux administrateurs,

Bon pour pouvoir,
(illisible)

Bon pour pouvoir,
J. RELECOM.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le dix août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné Guillaume Ary, secrétaire général du Comité Spécial du Katanga, agissant en cette qualité, domicilié à Schaerbeek, 87, avenue Paul Deschanel;

Propriétaire de :

..... actions de capital de fr. 500,— dites série A.

5700 actions sans désignation de valeur, dites série B.

..... dixièmes de parts de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitation Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à M. Bourgeois, A., directeur au Comité Spécial du Katanga, domicilié à Schaerbeek, 51, avenue du Diamant, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour.

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A »; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions »; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis et libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

(illisible).

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné Société Industrielle et Minière du Congo Oriental, S. A., domicilié à Bruxelles, rue Royale, n° 168.

Propriétaire de :

6150 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

4706 dixièmes de parts de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à M. Louis Frère, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, 154, avenue de Tervueren, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *prorata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent

mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 24 juillet 1948.

Signature (+).

SOCIETE INDUSTRIELLE ET MINIERE DU CONGO ORIENTAL.
Société Anonyme.

Deux administrateurs,

Bon pour pouvoir,

JACQUES.

Bon pour pouvoir,

(illisible).

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné Société Minière de Kindu « SOMIKIN », domicilié à Bruxelles, rue Royale, n° 168.

Propriétaire de :

320 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

160 dixièmes de parts de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à M. Marcel Jacques, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et libérationis, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant

son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b. de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A »; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions »; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 24 juillet 1948.

Signature (+).

SOCIETE MINIERE DE KINDU (SOMIKIN).

Deux administrateurs,

Bon pour pouvoir,

JACQUES.

Bon pour pouvoir,

(illisible).

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné Franklin St-John North, Chartered Accountant, domicilié à Londres E. C. 3., rue Trenchurch Street, 99.

Propriétaire de :

16 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

8 dixièmes de parts de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à M. Marcel Jacques, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale, à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital :
a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit

millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par « huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Londres, le 15 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir,
(illisible).

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné AUXILIAIRE MINIERE COLONIALE, Société Anonyme domicilié à Bruxelles, rue du Commerce, n° 121.

Propriétaire de :

270 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur dites série B.

335 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le

siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A. I. Br., domicilié à Saint-Gilles, 212, chaussée de Charleroi, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121 ;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre ; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 14 juillet 1948.

Signature (+).

AUXILIAIRE MINIERE COLONIALE, Société Anonyme.

Bon pour pouvoir,

(illisible).

Administrateur.

Bon pour pouvoir,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné André Robert, ingénieur des arts et métiers, domicilié à Saint-Mard, rue de Dampicourt, 13.

Propriétaire de :

..... actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

50 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel Jacques, administrateur-délégué, « SOREKAT », domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante

pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A »; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions »; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Saint-Mard, le 13 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

R. ANDRE.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné GOFFIN Joseph, expert-comptable, domicilié à Woluwe-Saint-Lambert, rue François De Belder, 28.

Propriétaire de :

..... actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

15 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel JACQUES, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b. de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par « huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 20 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir,

J. GOFFIN.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

— Le Receveur a. i. (signé) Decock. .

Le soussigné DUMONT Eugène, ingénieur civil des mines, domicilié à Bruxelles, avenue des Nerviens, 109.

Propriétaire de :

..... actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

60 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Jacques M., administrateur-délégué de la « Sorekat », domicilié à Bruxelles, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121 ;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par « huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir,

Eug. DUMONT.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

La soussignée Madame DESNITSKY Zénaïde, sans profession, veuve KARDOFF Boris, domiciliée à Berchem-Sainte-Agathe, rue des Fleuristes, n° 13.

Propriétaire de :

40 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel JACQUES, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121 ;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre ; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises ;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour ; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent

mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Berchem-Sainte-Agathe, le 19 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

DESNITSKY Zénaïde,
Veuve Karpoff Boris.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

La soussignée TOLSTOI Françoise, sans profession, domiciliée à Schaerbeek, avenue de l'Yser, 15.

Propriétaire de :

5 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

... actions sans désignation de valeur, dites série B.

4 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SOREKAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel JACQUES, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à onze heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre ; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises ;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour ; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,---.

Etterbeek, le 19 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

F. TOLSTOI.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné CARLY Robert, administrateur de sociétés, domicilié à Bruxelles, rue Joseph Stallaert, 28.

Propriétaire de :

5 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

... actions sans désignation de valeur, dites série B.

3 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SOREKAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel JACQUES, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à onze heures, 168, rue Royale, à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après, comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A »; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions »; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 26 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

R. CARLY.

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné Chevalier t'SERSTEVENS Jean, administrateur de sociétés, domicilié à Bruxelles, avenue des Gaulois, 27.

Propriétaire de :

32 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

... actions sans désignation de valeur, dites série B.

25 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur, de la société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SOREKAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel JACQUES, domicilié à Schaerbeek, 33, boulevard Général Wahis, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après,

comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A »; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par » huit mille sept cents actions »; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et

faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

(illisible).

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Le soussigné Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, domicilié à Bruxelles, rue Royale, 87.

Propriétaire de :

399 actions de capital de fr. 500,— dites série A.

..... actions sans désignation de valeur, dites série B.

280 dixièmes de part de fondateur sans désignation de valeur de la Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « SORE-KAT », société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, donne procuration à Monsieur Marcel JACQUES, domicilié à Schaerbeek, boulevard Général Wahis, 33, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra le 30 juillet 1948, à 11 heures, 168, rue Royale à Bruxelles, avec l'ordre du jour ci-après comme aussi à toutes autres assemblées qui seraient fixées ultérieurement avec le même ordre du jour :

1° Augmentation du capital social à concurrence de 3.000.000 de fr., pour le porter de 5.000.000 fr. à 8.000.000 fr., par la création de six mille actions de capital dites série A, de 500 fr. chacune, à souscrire en numéraire, à raison de 500 fr. par titre et à libérer à concurrence de cinquante pour cent, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital dites série A, anciennes, *prorata temporis* et *libérationis*, à partir de la souscription.

2) Décision que la souscription des actions nouvelles ne sera pas offerte par préférence aux propriétaires des actions de capital anciennes.

3) Souscription des actions nouvelles et libération :

a — à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise par actions à responsabilité limitée : Mines d'Or Belgika « Belgikaor », ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121;

b — et à concurrence de 3.000 actions par la société congolaise à responsabilité limitée Société Minière du Lualaba (Miluba) ayant son siège à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

4) Création, conformément aux stipulations de l'art. 6, litt. b, de trois mille actions sans désignation de valeur, dites série B, à remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga.

5) Modification aux art. 6 et 8 des statuts, pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et pour compléter l'historique du capital : a) à l'art. 6, 1^{er} alinéa, pour le remplacer par : « le capital est fixé à huit millions de francs, représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A » ; b) au même article 6, au littéra b, pour remplacer les mots « cinq mille sept cents actions par « huit mille sept cents actions » ; c) à l'article 8, pour y ajouter, entre les deuxième et troisième alinéas, la phrase suivante :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1948, le capital, s'élevant alors à cinq millions de francs, a été porté à huit millions de francs, par la création de six mille actions de capital de cinq cents francs chacune, dites série A. Ces actions ont été émises et souscrites en numéraire, à raison de cinq cents francs par titre; elles ont été libérées à concurrence de cinquante pour cent et portent jouissance *pro-rata temporis* et *libérationis*, à partir du 30 juillet 1948 ».

6) Fixation du nombre des administrateurs et nominations.

7) Fixation du nombre des commissaires et nominations.

8) Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises;

l'autorise à prendre part en son nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour; émettre tous votes, accepter tous mandats, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général, tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat. Déclarer aussi que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-dessus prévue, s'élève approximativement à la somme de fr. 80.000,—.

Bruxelles, le 22 juillet 1948.

Signature (+).

Bon pour pouvoir.

(illisible).

+ Faire précéder la signature des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six août 1948, volume 245, folio 71, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Vu par Nous, Joseph Dellois, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Van Halteren, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 18 août 1948.

(s.) J. Dellois.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Dellois, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 21 août 1948.

Le directeur,

(s.) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée au verso.

Bruxelles, le 24 août 1948.

Pour le Ministre :

Le directeur général (s.) M. Van Hecke.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 30 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 30 September 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu.

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent quarante-huit, le six juillet.

Par devant Maître Paul ECTORS, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Forestière et Agricole du Maniema », « Forama », ayant son siège social à Kindu (Congo Belge) constituée par acte du notaire Léon Brasseur à Bruxelles, le dix-huit avril mil neuf cent vingt-huit, autorisée par arrêté royal du onze mai suivant, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le quinze juin de la même année, les dits statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge »

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

le quinze juin mil neuf cent vingt-huit et aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt-huit/vingt-neuf/trente mai mil neuf cent vingt-huit, n° 8020.

Statuts modifiés en dernier lieu par acte du notaire Georges Michaux de Montigny-le-Tilleul, le vingt décembre mil neuf cent trente-cinq, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent trente-six et du « Moniteur Belge » du vingt mars même année, n° 2947.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

	Actions de capital	Parts socia- les
1. — M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 212, chaussée de Charleroi, possesseur de quarante actions de capital et quatre-vingts parts sociales	40	80
2. — M. Joseph Cappellen, ingénieur des mines, demeurant à Jumet, 131, rue de Bayemont, possesseur de sept cent neuf actions de capital et trois cent septante-trois parts soc.	799	373
3. — M. Jacques Cappellen, architecte, demeurant à Jumet, possesseur de trois cents parts sociales		300
4. — M. Emile Dupont, docteur en philosophie et lettres, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 99, avenue du Roi, possesseur de cinquante parts sociales		50
5. — M. Ernest Maes, industriel, demeurant à Montigny-le-Tilleul, 12, rue de la Plagne, possesseur de cinquante parts sociales.		50
Ensemble huit cent trente-neuf actions de capital et huit cent cinquante-trois parts sociales	839	853

La séance est ouverte à deux heures et demie sous la présidence de Monsieur Joseph Cappellen, préqualifié, qui désigne comme secrétaire M. Léonce Dumoulin, fondé de pouvoirs, demeurant à Dilbeek, avenue de la Peinture, 16, qui accepte.

Sont nommés scrutateurs MM. Emile Dupont et Ernest Maes, précités, qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants :

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-cinq juin.

Le « Moniteur Belge » du vingt-cinq juin.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque » du vingt-cinq/vingt-six juin.

L' « Echo de la Bourse » du vingt-cinq/vingt-six/vingt-sept juin.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

II. — Que l'ordre du jour porte :

1. Constatation de la perte de la moitié du capital au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept.

2. Proposition de ne pas dissoudre la société.

3. Réduction du capital de un million cinq cent mille francs pour le ramener à un million deux cent mille francs (par apurement de la perte de un million quatre cent douze mille trois cent cinquante-huit francs soixante-deux centimes et provision fiscale de quatre-vingt-sept mille six cent quarante et un francs trente-huit centimes).

4. Unification des titres par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de cinq parts sociales pour une action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de cinq parts sociales.

5. Transfert du siège social de Kindu, Kil. 28, Maniema à Stanleyville et du siège administratif à Bruxelles.

6. Modification de la répartition des bénéfices comme suit :

a) cinq pour cent à la réserve légale;

b) premier dividende de quatre francs aux parts sociales;

c) sur le surplus il sera prélevé :

1) Douze pour cent pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur;

2) Le solde sera attribué aux parts sociales.

L'assemblée générale pourra sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi.

7. Fixation du nombre des commissaires à un minimum.

8. Mise en concordance des statuts avec ce qui précède.

III. — Que les actionnaires présents se sont conformés aux statuts sociaux et que chaque action de capital et chaque part sociale donnent droit à une voix sauf réduction légale.

IV. — Que l'assemblée ne représente que huit cent cinquante-trois parts sociales et huit cent trente-neuf actions de capital sur les vingt et un mille quatre cent trente-trois parts sociales et les quatre mille huit cents

actions de capital, soit moins de la moitié des titres de chaque catégorie et qu'en conséquence elle n'est pas apte à délibérer sur les objets figurant à l'ordre du jour.

Ces faits exposés sont reconnus exacts par l'assemblée.

Celle-ci après délibération décide à l'unanimité des voix qu'une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour se tiendra au même lieu que la présente, le seize septembre mil neuf cent quarante-huit, malgré le nombre de titres représentés.

Clôs le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.
(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le huit juillet 1948, volume 578, folio 38, case 8, deux rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) De Coux.

Pour expédition conforme.

Le notaire,

(s.) Paul ECTORS.

N° 9008.

Reçu : quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par Nous, Edmond Malbecq, vice-président ff. président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Ectors, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 7 octobre 1948.

(s.) Ed. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 octobre 1948.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 octobre 1948.

Le directeur (s.) Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 29 octobre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 29 October 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

L'an mil neuf cent quarante-huit, le seize septembre.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Forestière et Agricole du Maniema », « FORAMA », ayant son siège social à Kindu (Congo Belge) constituée par acte du notaire Léon Brasseur à Bruxelles, le dix-huit avril mil neuf cent vingt-huit, autorisée par arrêté royal du onze mai suivant, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le quinze juin de la même année, les dits statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », le quinze juin mil neuf cent vingt-huit et aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt-huit, vingt-neuf, trente mai mil neuf cent vingt-huit, numéro 8020.

Statuts modifiés en dernier lieu par acte du notaire Georges Michaux, de Montigny-le-Tilleul, le vingt-décembre mil neuf cent trente-cinq, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent trente-six et du « Moniteur Belge » du vingt mars même année, numéro 2947.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après.

	Actions de capital	Parts socia- les
1. — Monsieur Alphonse Engels, vice-gouverneur général du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue du Hoef, 21, possesseur de cent parts sociales		100
2. — M. Joseph Cappellen, ingénieur des mines, demeurant à Jumet, 131, rue de Bayemont, possesseur de sept cent nonante-neuf actions de capital et trois cent nonante-huit parts sociales	799	398
3. — M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, chaussée de Charleroi, possesseur de quarante actions de capital et quatre-vingts parts sociales	40	80
4. — Le général chevalier Josué Henry de la Lindi, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Elisabeth, 54, possesseur de cent cinquante parts sociales		150
5. — M. Jacques Cappellen, architecte, demeurant à Jumet, rue de Bayemont, 131, possesseur de trois cents parts sociales		300
6. — M. Edouard Dupuis, ingénieur A. I. G., demeurant à Ollignies, possesseur de cent cinquante parts sociales		150

	Actions de capital	Parts socia- les
7. — M. Emile Dupont, docteur en philosophie et lettres, demeurant à Forest-iez-Bruxelles, 99, avenue du Roi, possesseur de cinquante parts sociales		50
8. — La société anonyme Auxiliaire Minière Coloniale, ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, possesseur de mille quatre-vingt-huit actions de capital et quatre cent trente-cinq parts sociales	1.088	435
Ensemble dix-neuf cent vingt-sept actions de capital et seize cent soixante-trois parts sociales	1.927	1.663

Les comparants sous les numéros 1, 6, 7 et 8 représentés en vertu de leurs procurations sous seing privé ci-annexées savoir : le numéro 1 par M. Joseph Cappellen, préqualifié, et ceux sous les numéros 6, 7 et 8 par M. Jacques Relecom, préqualifié.

La séance est ouverte à onze heures et demie sous la présidence de M. Joseph Cappellen, préqualifié, qui désigne comme secrétaire M. Marcel Degroide, comptable, demeurant à Braine-l'Alleud, 33, rue Saint-Sébastien.

Sont nommés scrutateurs le général chevalier Josué Henry de la Lindi et M. Jacques Cappellen, précités, qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants :

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du six septembre.

Le « Moniteur Belge » des six/sept septembre.

L' « Echo de la Bourse » des quatre/cinq/six septembre.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque » des cinq/six septembre.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

II. — Que l'ordre du jour porte :

1° Constatation de la perte de la moitié du capital au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept.

2° Proposition de ne pas dissoudre la société.

3° Réduction du capital de un million cinq cent mille francs pour le ramener à un million deux cent mille francs (pour apurement de la perte de un million quatre cent douze mille trois cent cinquante-huit francs soixante-deux centimes et une provision fiscale de quatre-vingt-sept mille six cent quarante et un francs trente-huit centimes.

4° Unification des titres par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de cinq parts sociales pour une action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de cinq parts sociales.

5° Transfert du siège social de Kindu Kil. 28 Maniema à Stanleyville et du siège administratif à Bruxelles.

6° Modification de la répartition des bénéfices comme suit :

- a) Cinq pour cent à la réserve légale ;
- b) premier dividende de quatre francs aux parts sociales ;
- c) sur le surplus il sera prélevé :

1) Douze pour cent pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur.

2) Le solde sera attribué aux parts sociales.

L'assemblée générale pourra sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi.

7° Fixation du nombre des commissaires à un minimum.

8° Mise en concordance des statuts avec ce qui précède.

III. — Que l'assemblée représente seize cent soixante-trois parts sociales et mille neuf cent vingt-sept actions de capital sur les vingt-deux mille cinq cent cinq parts sociales et les cinq mille quarante actions de capital, soit moins de la moitié des titres de chaque catégorie mais qu'une première assemblée tenue devant le notaire soussigné, le six juillet mil neuf cent quarante-huit n'ayant pu recueillir le quorum légal, la présente assemblée tenue en conséquence de cette dernière est apte à délibérer valablement quel que soit le nombre de titres présents ou représentés.

IV. — Que chaque part sociale et chaque action de capital donne droit à une voix sauf réductions légales et statutaires.

Cet exposé fait et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci décide successivement :

PREMIERE RESOLUTION.

De ne pas dissoudre la société malgré la perte de la moitié du capital au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

De réduire le capital à concurrence de un million cinq cent mille francs pour le ramener de deux millions sept cent mille francs à un million deux cent mille francs en vue d'apurer la perte à concurrence de un million quatre cent douze mille francs et d'affecter le surplus soit quatre-vingt-huit mille francs pour provision d'impôts.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

D'unifier les titres actuellement existants par l'échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de cinq parts sociales pour une action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de cinq parts sociales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

De transférer le siège social de Kindu Kil. 28 Maniema à Stanleyville et le siège administratif à Bruxelles.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

De remplacer le texte de l'article quarante-neuf, à partir du *secundo*, comme suit :

« 2° La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de quatre francs aux parts sociales.

» 3° Du surplus il sera prélevé :

» a) Douze pour cent pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur.

» b) Le solde sera attribué aux parts sociales.

» L'assemblée pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la Constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi. »

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

SIXIEME RESOLUTION.

De fixer le nombre des commissaires à un minimum.

SEPTIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier les statuts sociaux pour les mettre en concordance avec les décisions prises :

Article 5. — Cet article est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de un million deux cent mille francs représenté par quarante-sept mille sept cent cinq parts sociales sans désignation de valeur nominale. »

Article 6. — A la fin de cet article est ajouté un alinéa nouveau conçu comme suit :

« Par décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires en date du seize septembre mil neuf cent quarante-huit, le capital a été réduit de deux millions sept cent mille francs à un million deux cent mille francs et les titres ont été unifiés par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de cinq parts sociales pour une action de capital. »

Article 23. — Le mot « deux » au premier alinéa est remplacé par « un ». Les deuxième et troisième alinéas de cet article sont supprimés.

Article 28. — Les mots « ou quarante actions de capital » et ceux « ou quinze actions de capital » sont supprimés.

Article 37. — Les mots « actions de capital et » sont supprimés.

Article 52. — Les mots « Les produits nets de la liquidation serviront tout d'abord à rembourser le capital libéré des actions de capital et » sont supprimés.

Dans l'ensemble des statuts les mots « actions et les parts » « actions et parts » « action et part » « actions » « actions et parts sociales » « actions et de parts » sont remplacés par « parts sociales » ou « part sociale ».

Ces modifications sont adoptées successivement par l'assemblée à l'unanimité des voix.

L'assemblée estime à environ dix mille francs le montant des frais charges et rémunérations incombant à la société ou mis à sa charge du chef des présentes.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les résolutions ci-avant sont adoptées sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal et prendront cours à dater de celui-ci.

Clos le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt et un septembre 1948, volume 577, folio 91, case 4, cinq rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boët.

ANNEXE I.

Je soussigné Engels Alphonse, administrateur de société, domicilié à Uccle, rue du Hoef, n° 24, propriétaire de cent parts sociales de la société « Forama », déclare donner tous pouvoirs à M. Joseph Cappellen, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, 121, rue du Commerce, pour le 16 septembre 1948 avec l'ordre du jour suivant :

1° Constatation de la perte de la moitié du capital au 31 décembre 1947.

2° Proposition de ne pas dissoudre la société;

3° Réduction du capital de 1.500.000 fr. pour le ramener à 1.200.000 fr. (pour apurement de la perte de 1.412.358 fr. et provision fiscale de 87.641,38 fr.);

4° Unification des titres par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de 5 parts sociales pour 1 action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de 5 P. S.

5° Transfert du siège social du Kindu Kil. 28 Maniema à Stanleyville et du siège administratif à Bruxelles.

6° Modification de la répartition des bénéfices comme suit :

a) 5 % à la réserve légale; b) premier dividende de 4 fr. aux parts sociales; c) sur le surplus il sera prélevé : 1) douze % pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur; 2) le solde sera attribué aux parts sociales. L'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi.

7° Fixation du nombre des commissaires à un minimum.

8° Mise en concordance des statuts avec ce qui précède.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu, participer à toutes délibérations émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs, estimer les frais à environ 10.000 francs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Uccle, le 13 septembre 1948.

Bon pour pouvoir (s.) Engels.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt et un septembre 1948, volume 35, folio 72, case 1, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boët.

ANNEXE 2.

Je soussigné Dupuis Edouard, ingénieur A. I. G., domicilié à Ollignies, chaussée Astrid, n° 87, propriétaire de cent cinquante parts sociales de la société Forestière et Agricole du Maniema, Forama, déclare donner tous pouvoirs à M. J. Relecom aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le 16 septembre mil neuf cent quarante-huit avec l'ordre du jour suivant :

1° Constatation de la perte de la moitié du capital au 31 décembre 1947.

2° Proposition de ne pas dissoudre la société;

3° Réduction du capital de 1.500.000 fr. pour le ramener à 1.200.000 fr. (pour apurement de la perte de 1.412.358 fr. et provision fiscale de 87.641,38 fr.);

4° Unification des titres par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de 5 parts sociales pour 1 action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de 5 P. S.

5° Transfert du siège social du Kindu Kil. 28 Maniema à Stanleyville et du siège administratif à Bruxelles.

6° Modification de la répartition des bénéfices comme suit :

a) 5 % à la réserve légale; b) premier dividende de 4 fr. aux parts sociales; c) sur le surplus il sera prélevé : 1) douze % pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur; 2) le solde sera attribué aux parts sociales. L'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi.

7° Fixation du nombre des commissaires à un minimum.

8° Mise en concordance des statuts avec ce qui précède.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu, participer à toutes délibérations émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs, estimer les frais à environ 10.000 francs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Ollignies, le 16 décembre 1948.

Bon pour pouvoir (s.) Dupuis.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt et un septembre 1948, volume 35, folio 72, case 1, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boët.

ANNEXE 3.

Je soussigné Dupont Joseph Emile, docteur en philosophie et lettres, domicilié à Forest, avenue du Roi, n° 99, propriétaire de cinquante parts sociales de la société Forama, déclare donner tous pouvoirs à M. Relecom, administrateur-délégué de la Forama, 121, rue du Commerce, Bruxelles, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le jeudi 16 septembre mil neuf cent quarante-huit, avec l'ordre du jour suivant :

1° Constatation de la perte de la moitié du capital au 31 décembre 1947.

2° Proposition de ne pas dissoudre la société;

3° Réduction du capital de 1.500.000 fr. pour le ramener à 1.200.000 fr. (pour apurement de la perte de 1.412.358 fr. et provision fiscale de 87.641,38 fr.);

4° Unification des titres par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de 5 parts sociales pour 1 action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de 5 P. S.

5° Transfert du siège social du Kindu Kil. 28 Maniema à Stanleyville et du siège administratif à Bruxelles.

6° Modification de la répartition des bénéfices comme suit :

a) 5 % à la réserve légale; b) premier dividende de 4 fr. aux parts sociales; c) sur le surplus il sera prélevé : 1) douze % pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur; 2) le solde sera attribué aux parts sociales. L'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi.

7° Fixation du nombre des commissaires à un minimum.

8° Mise en concordance des statuts avec ce qui précède.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu, participer à toutes délibérations émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs, estimer les frais à environ 10.000 francs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Forest, le 8 septembre 1948.

Bon pour pouvoir (s.) Dupont.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt et un septembre 1948, volume 35, folio 72, case 1, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boët.

ANNEXE 4.

Je soussignée Auxiliaire Minière Coloniale, société anonyme, domiciliée à Bruxelles, rue du Commerce, n° 121, propriétaire de mille quatre-vingt-huit (1088) actions de capital et quatre cent trente-cinq (435) parts sociales de la société Forama, S. C. R. L., déclare donner tous pouvoirs à M. Jacques Relecom, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 16 septembre mil neuf cent quarante-huit avec l'ordre du jour suivant :

1° Constatation de la perte de la moitié du capital au 31 décembre 1947.

2° Proposition de ne pas dissoudre la société;

3° Réduction du capital de 1.500.000 fr. pour le ramener à 1.200.000 fr. (pour apurement de la perte de 1.412.358 fr. et provision fiscale de 87.641,38 fr.);

4° Unification des titres par échange des actions de capital contre des parts sociales dans la proportion de 5 parts sociales pour 1 action de capital. Les actions de capital seront estampillées et représenteront des titres de 5 P. S.

5° Transfert du siège social du Kindu Kil. 28 Maniema à Stanleyville et du siège administratif à Bruxelles.

6° Modification de la répartition des bénéfices comme suit :

a) 5 % à la réserve légale; b) premier dividende de 4 fr. aux parts sociales; c) sur le surplus il sera prélevé : 1) douze % pour les membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale au tiers de la part d'un administrateur; 2) le solde sera attribué aux parts sociales. L'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde à la constitution de fonds spéciaux, de prévision ou de réserve extraordinaire dont le Conseil détermine l'emploi.

7° Fixation du nombre des commissaires à un minimum.

8° Mise en concordance des statuts avec ce qui précède.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu, participer à toutes délibérations émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs, estimer les frais à environ 10.000 francs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires; déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 13 septembre 1948.

AUXILIAIRE MINIERE COLONIALE Société Anonyme.

Bon pour pouvoir (s.) Dessy, administrateur.

Bon pour pouvoir (s.) Relecom, administrateur-délégué.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt et un septembre 1948, volume 35, folio 72, case 1, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boët.

Pour expédition conforme.

Le notaire,

(s.) Paul ECTORS.

N° 9007.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, vice-président ff. président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Ectors, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 7 octobre 1948.

(s.) Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 octobre 1948.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 octobre 1948.

Le directeur (s.) Jentgen.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 29 octobre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 29 October 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 233, rue de la Loi.

Registre du Commerce Bruxelles n° 151.70.

Société congolaise à responsabilité limitée, constituée par acte du 22 février 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 19-20 mai 1924, n° 6556, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1924, approuvé par arrêté royal du 26 avril 1924; statuts modifiés par acte du 18 octobre 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 1^{er} novembre 1928, n° 14432, et du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1928, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1928. Par acte du 22 janvier 1937, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 7 février 1937, n° 1225, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1937, approuvé par arrêté royal du 12 février 1937.

BILAN AU 30 AVRIL 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	1,—	
En Afrique :		
Terrains et forêts	6.866.182,52	
Routes et voies	3.528.947,13	
Immeubles et installations	9.397.185,01	
Matériel divers	19.036.412,44	
Réévaluation de l'immobilisé	9.949.483,76	
En Europe :		
Mobilier et Matériel	670.492,57	
		49.448.704,43

Réalisable :

Approvisionnements divers, outillage et matériel de rechange en magasin et en cours de route pour servir à l'exploitat.	15.610.235,72	
Bois en stock, en transit et en cours de réalisation	8.322.542,38	
Portefeuille et participations	8.000.000,—	
Débiteurs divers Europe et Afrique	6.515.530,82	
		38.448.308,92

Disponible :

Caisses, Banques et Chèques-postaux Europe et Afrique . 10.731.846,82

Divers :

Comptes garanties	130.500,—	
Impôts provisionnés	1.053.318,—	
Comptes débiteurs Europe et Afrique .	1.783.011,91	
Valeurs engagées Europe et Afrique .	1.305.802,68	
		4.272.632,59

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	pour mémoire	
Cautionnements agents Afrique déposés à la B. C. B.	157.250,—	
Titres déposés en Banque	pour mémoire	
Commandes en cours	1.725.217,25	
Ouverture de crédit irrévocable . . .	630.000,—	
Welfare indigènes	100.117,33	
Prospections forestières	2.326.887,39	
		5.239.471,97

Fr. 108.140.964,73

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital représenté par 75.600 parts sociales sans désignation de valeur nominale	13.200.000,—	
Réserve statutaire	1.320.000,—	
Fonds de réserve spéciale	1.750.000,—	
Fonds de renouvellement du matériel .	5.696.516,24	
Réserve de réévaluation	9.949.483,76	
		31.916.000,—

Amortissements et divers :

Fonds d'amortissements	24.799.126,66
Fonds de prévoyance pour œuvres indigènes	2.924.882,67

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers, Europe et Afrique	20.646.921,19	
Dividendes non réclamés	306.341,—	
		20.953.262,19

Divers :

Provision fiscale	8.780.613,—	
Comptes créditeurs provisionnés et divers	2.497.003,—	
		11.277.616,—

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires : cautionnement titres	pour mémoire	
Agents d'Afrique déposants de cautionnements	457.250,—	
Dépôt titres à découvert	pour mémoire	
Créditeurs pour commandes en cours	1.725.217,25	
Donneur d'ordre crédit irrévocable	630.000,—	
Welfare indigènes	100.117,33	
Terrains prospectés	2.326.887,39	
		5.239.471,97

Profits et Pertes :

Report de l'exercice antérieur	75.926,82	
Bénéfice	10.954.678,42	
		11.030.605,24

Fr. 108.140.964,73

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 AVRIL 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'administration centrale	fr. 3.388.597,92
Amortissements sur immobilisés	3.324.991,05
Provision fiscale	2.400.000,—
Solde à répartir	11.030.605,24

Fr. 20.144.194,21

CREDIT.

Report exercice antérieur	fr.	75.926,82
Bénéfice d'exploitation et divers		20.068.267,39
	Fr.	<u>20.144.194,21</u>

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 21 OCTOBRE 1948.

La discussion est ouverte ensuite sur le Bilan et le Compte de Profits et Pertes au 30 avril 1948. L'assemblée adopte ceux-ci et le président propose de répartir le solde bénéficiaire de 11.030.605,24 fr. comme suit :

Au fonds de réserve spéciale	fr.	4.250.000,—
Au fonds social en faveur des indigènes		500.000,—
A reporter à nouveau		1.219.605,24
Dividende de 60,25 fr. brut aux 75.600 parts sociales (soit 50 fr. net)		4.554.900,—
Allocations statutaires		506.100,—
	Fr.	<u>11.030.605,24</u>

L'assemblée donne ensuite décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion de l'exercice sous revue.

Par un vote spécial décharge est donnée à ceux des administrateurs et commissaires qui, soit directement, soit indirectement ont pu avoir pendant l'exercice des rapports d'intérêts avec la société.

L'assemblée à l'unanimité ratifie la nomination de Monsieur le Général Gaston Heenen, appelé aux fonctions d'administrateur par le Conseil général du 7 juin 1948 en remplacement de Monsieur Jean Carton de Wiart, démissionnaire et dont il continuera le mandat.

Pour répondre au vœu de l'art. 58 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, il est porté à la connaissance de l'assemblée générale que les cautionnements d'administrateur de Monsieur le Général Gaston Heenen et de Monsieur Francis Pêche, comprenant chacun le dépôt de 100 parts sociales, ont été effectuées par la Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière ».

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. le baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, Vollezelee, président.

M. Martin Thèves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Saint-Genèse, administrateur-délégué.

M. Francis Piché, ingénieur civil A. I. G., 19, avenue Ernestine, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. le Comte Gui d'Aspremont-Lynden, propriétaire, 37, rue Montoyer, Bruxelles, administrateur.

M. le Général Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles, administrateur.

M. Christian Janssens, ingénieur, 24, avenue des Muguets, Crainhem, administrateur.

M. Alfred Liénart, ingénieur, 196, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire, 26, avenue Emile Duray, Ixelles, administrateur.

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, Bruxelles, administrateur.

M. Alfred Valkenberg, administrateur de sociétés, 1, avenue Hoover, Genval, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 64, rue Stanley, Bruxelles.

M. Frans Terlinck, ingénieur commercial U. L. B., 38, rue de Naples, Bruxelles.

L'administrateur-délégué.

« S. I. C. A. »

Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Bruxelles, rue de l'Ecuyer, 48.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 34194.

Société constituée suivant acte reçu par Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-six, approuvé par arrêté royal du vingt-quatre décembre suivant, (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent vingt-sept) dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux dressés par le même notaire le vingt et un mai mil neuf cent vingt-huit; approuvé par arrêté royal du deux juin suivant, (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze du même mois); le trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf, approuvé par arrêté royal du quatre septembre suivant (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant); le deux juin mil neuf cent trente et un, approuvé par arrêté royal du dix-sept juillet suivant (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente et un);

et le deux juin mil neuf cent trente-six, approuvé par arrêté royal du quatre juillet suivant (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente-six) et par Maître Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le douze novembre mil neuf cent quarante-sept, approuvé par arrêté royal du vingt-neuf décembre suivant (« Bulletin Administratif du Congo Belge » du dix février mil neuf cent quarante-huit).

**TRANSFORMATION DES TITRES SOCIAUX.
AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent quarante-huit, le jeudi deux septembre, à onze heures et demie.

A Bruxelles, au siège administratif, rue de l'Ecuyer, 48.

Devant nous, Paul Muller-Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « S. I. C. A. » société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge », ayant son siège social à Léopoldville.

L'assemblée est présidée par Monsieur Louis Lambelin, industriel, demeurant à Léopoldville et résidant à Bruxelles, rue de l'Ecuyer, 48.

Monsieur le Président appelle aux fonctions de secrétaire Monsieur Maurice Dupont, secrétaire de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue Joseph Vandersmissen, 15.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs :

Monsieur Robert Cousin, industriel, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Armée, 97.

Et Monsieur Alexandre Bidart, ingénieur commercial, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 581.

Sont présents ou représentés à l'assemblée les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures ou la dénomination sociale ainsi que le nombre des titres possédés par eux sont indiqués en une liste de présence signée par les actionnaires ou par leurs mandataires, arrêtée et certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée et qui demeurera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec six procurations sous seings privés conférées par des actionnaires.

Monsieur le Président ouvre la séance :

Il constate et l'assemblée reconnaît :

Que l'assemblée a été convoquée par le Conseil d'administration pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », 15 décembre 1948, 1^{re} partie.

ORDRE DU JOUR.

1. — Transformation des cent trente-quatre mille actions de cent francs et des vingt-deux mille cinq cents parts de fondateur, sans désignation de valeur, en quatorze mille cinq cents vingt-cinq parts de capital, à raison d'une part de capital pour dix actions, pour vingt parts de fondateur ou pour cinq actions et dix parts de fondateur.

Détermination des droits de ces parts de capital.

2. — Augmentation du capital social à concurrence de vingt-six millions six cent mille francs, pour le porter de treize millions quatre cent mille francs à quarante millions de francs, par la création de vingt-six mille six cent parts de capital semblables à celles ci-dessus envisagées, jouissance au premier janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Ces parts sont à souscrire à mille francs et à libérer de vingt pour cent de ce montant par un groupe à charge pour celui-ci de les rétrocéder, dans le même état de libération, aux propriétaires des parts préexistantes, à titre irréductible et à titre réductible avec augmentation de septante-cinq francs par part, pour frais.

Détermination des modalités accessoires et réalisation de l'opération.

3. — Modifications aux statuts sociaux, tant pour mise en concordance avec les décisions qui auront été prises sur les points ci-dessus que pour valoir dispositions nouvelles.

Article premier. — Prévoir la possibilité de transfert du siège administratif au Congo Belge.

Article deux. — Elargissement de l'objet social.

Articles quatre et cinq. — Capital social et historique de sa formation.

Article dix. — Prévoir la tenue d'un registre des actions nominatives au siège social, concurremment avec la tenue d'un registre au siège administratif.

Article vingt-deux. — Cautionnement des administrateurs et commissaires.

Article trente-trois. — Répartition des bénéfices annuels.

Article trente-quatre. — Répartition de l'actif en cas de liquidation.

Articles divers. — Modifications consécutives à la transformation des titres sociaux.

Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites par lettres recommandées à la poste à la date du onze août dernier aux actionnaires en nom et par des insertions dans les journaux suivants :

« Bulletin Officiel du Congo Belge », numéros des seize et vingt-quatre août dernier.

« Moniteur Belge » numéros des seize/dix-sept/dix-huit et vingt-trois vingt-quatre août dernier.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », journal édité à Bruxelles, numéros des seize/dix-sept et vingt-quatre août dernier.

En outre « L'Agence Economique et Financière » journal édité à Bruxelles, numéro du dix-sept/dix-huit août dernier.

Le texte de la lettre de convocation, le récépissé délivré par le bureau postal de Bruxelles C. I. et les numéros justificatifs des journaux se trouvent déposés sur le bureau de l'assemblée.

Que le capital social fixé à treize millions quatre cent mille francs est représenté par cent trente-quatre mille actions de cent francs et qu'il existe en outre vingt-deux mille cinq cents parts de fondateur sans désignation de valeur chaque action de capital et chaque part de fondateur donnant droit à une voix en vertu de l'article vingt-quatre *bis* des statuts, mais sous réserve des restrictions y indiquées.

Que, ainsi qu'il résulte de la liste de présence annexée au procès-verbal, septante-neuf mille huit cents nonante-deux actions de capital et treize mille neuf cent soixante-neuf parts de fondateur sont représentées à l'assemblée, soit dans les deux catégories de titres plus que la moitié des titres existants, condition requise par l'article trente et un des statuts pour pouvoir délibérer sur les objets, tels ceux portés à l'ordre du jour et que, en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur son ordre du jour, observation faite encore :

Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-sept des statuts pour pouvoir y participer et qu'il n'y a lieu à suspension du droit de vote pour aucun d'eux :

Qu'en vertu de l'article trente et un des statuts, les résolutions à prendre par l'assemblée ne seront admises que si elles réunissent les trois quarts des voix dans chacune des deux catégories de titres votant séparément.

Et que les réductions du droit de vote seront indiquées au moment des votes et seulement s'il y a lieu c'est-à-dire si ceux-ci ne sont émis à l'unanimité.

L'assemblée aborde la discussion de l'ordre du jour :

Monsieur le Président fait un exposé de la situation et après un échange de vues auquel participent les membres de l'assemblée, soumet au vote de l'assemblée, les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de transformer les cent trente-quatre mille actions de cent francs représentatives du capital social, et les vingt-deux mille cinq cents parts de fondateur, sans désignation de valeur existant en dehors de ce capital, en quatorze mille cinq cent vingt-cinq parts de capital sans désignation de valeur nominale, à raison d'une part de capital pour dix actions de cent francs pour vingt parts de fondateur ou encore pour cinq actions de cent francs et dix parts de fondateur.

Ces quatorze mille cinq cent vingt-cinq parts de capital ainsi représentatives du capital social de treize millions quatre cent mille francs jouiront toutes de droits égaux, spécialement :

Répartition des bénéfices annuels, après prélèvement au profit de la réserve légale la part entièrement libérée aura droit à un premier dividende de soixante francs, le surplus du bénéfice, sous réserve d'affectation à d'autres usages par l'assemblée générale, sera réparti à concurrence de dix pour cent entre les administrateurs et commissaires et à concurrence de nonante pour cent entre les parts.

Répartition de l'actif en cas de liquidation : après apurement des dettes et charges sociales, l'actif net sera réparti entre toutes les parts, après mise sur pied d'égalité, si les parts ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion.

Le Conseil d'administration est autorisé à opérer la transformation des titres sociaux de la manière et quand il jugera opportun, tous pouvoirs lui étant conférés à ces fins; toutefois, il ne pourra être délivré de coupures de parts de capital.

Aussi longtemps que les opérations d'échange de titres seront en cours, en assemblée générale et pour respecter les droits des actionnaires, chaque part de fondateur jouira d'une voix, chaque action de capital de deux voix et chaque part de capital de vingt voix.

VOTE.

Mise aux voix la résolution qui précède est adoptée à l'unanimité dans les deux catégories de titres votant séparément.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt-six millions six cent mille francs, pour le porter de treize millions quatre cent mille francs, à quarante millions de francs par la création de vingt-six mille six cent parts de capital semblables à celles ci-devant créées, mais jouissance au premier janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Ces parts sont à souscrire en espèces à mille francs l'une et à libérer de vingt pour cent de ce montant soit de deux cents francs par un groupe, à charge pour celui-ci de les offrir en souscription publique aux actionnaires anciens dans le même état de libération, au pair de la souscription, augmenté de septante-cinq francs, pour intérêts et frais. Il pourra être usé du droit de préférence à la date à fixer par le Conseil d'administration et pendant un délai de quinze jours, au moins, à titre irréductible d'abord, à raison de deux parts nouvelles pour une part provenue de la transformation des titres sociaux, le groupe souscripteur devant mettre, s'il y a lieu à la disposition des actionnaires, autres que lui-même, les droits attachés à ses propres titres à l'effet de servir intégralement cette souscription, et à titre réductible ensuite, suivant répartition à arrêter souverainement par le Conseil d'administration, au *pro rata* des titres nouveaux souscrits et des titres anciens produits à l'appui de la souscription.

Les appels de fonds sur les parts nouvelles à charge des actionnaires souscripteurs seront faits par le Conseil d'administration au fur et à mesure des besoins de la société et aux époques qu'il déterminera.

L'assemblée reconnaît avoir connaissance que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société à l'occasion de cette augmentation de capital s'élève approximativement à la somme de quatre cent mille francs.

Elle décide de passer immédiatement à la réalisation de l'augmentation de capital.

VOTE.

Mise aux voix, la résolution qui précède est adoptée à l'unanimité.

REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL.

En exécution de la résolution qui précède, l'assemblée générale nous requiert de constater qu'elle réalise l'augmentation de capital de vingt-six millions six cent mille francs et qu'elle crée à ces fins, vingt-six mille six cents parts de capital nouvelles.

Et à l'instant sont ici intervenus :

a) La société anonyme « Mobilière et Immobilière Hosa » établie à Bruxelles, rue de l'Ecuyer, numéro 48.

Ici représentée et valablement engagée dans les termes de l'article treize de ses statuts par deux de ses administrateurs :

Monsieur Robert Cousin,

Et Monsieur Maurice Dupont, tous deux prénommés en qualité de membres du bureau de l'assemblée.

Laquelle société après avoir, par l'organe de ses représentants, entendu lecture de ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la société « S. I. C. A. » société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge » s'engageant à leur exécution,

A déclaré souscrire en espèces à mille francs l'une et libérer de vingt pour cent de ce montant, soit de deux cents francs, les vingt-six mille six cents parts de capital nouvelles, la société souscriptrice s'engageant à tenir ces titres à la disposition des actionnaires anciens, pendant le délai et aux conditions ci-avant fixées par l'assemblée.

b) Monsieur Louis Lambelin,

Et Monsieur Alexandre Bidart, également prénommés en qualité de membres du bureau.

Administrateurs de la société « S. I. C. A. » société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge ».

Deux administrateurs engageant valablement la société dans les termes de l'article dix-neuf de ses statuts ;

Lesquels ensemble avec l'assemblée générale déclarent et nous requièrent de constater authentiquement :

Que l'augmentation de capital de vingt-six millions six cent mille francs est réalisée.

Que les vingt-six mille six cents parts de capital qui en sont la représentation ont été souscrites en espèces à mille francs et libérées de vingt pour cent de ce montant et que la somme de cinq millions trois cent vingt mille francs correspondante au montant libéré des parts, a été versée au crédit de la société et se trouve à sa libre et entière disposition.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts sociaux, les modifications suivantes, tant pour mise en concordance avec les décisions prises ci-avant, que pour valoir dispositions nouvelles :

Article premier. — Le texte du quatrième alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le siège administratif peut, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en une autre ville de Belgique ou du Congo Belge.

» En cas d'occupation du territoire belge, le siège administratif sera automatiquement transféré au siège social, sauf décision autre du Conseil d'administration, prise en dehors du territoire soumis à l'occupant. »

Article deux. — Le texte du premier alinéa sera dorénavant conçu comme suit :

« La société a pour objet la mise en valeur et l'exploitation agricole, industrielle et commerciale de domaines fonciers ainsi que toute autre activité immobilière, industrielle ou commerciale au Congo Belge ».

Article quatre. — Le texte de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à quarante millions de francs; il est représenté par quarante et un mille cent vingt-cinq parts de capital sans désignation de valeur nominale et dont chacune représente un/quarante et un mille cent vingt-cinquième de l'avoir social ».

Article cinq (anciens articles cinq à sept réunis). — *In fine* de cet article il est ajouté le texte ci-après :

« g) Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires dressé par Maître Muller-Vanisterbeek, notaire prénommé, le deux septembre mil neuf cent quarante-huit, les cent trente-quatre mille actions de capital et les vingt-deux mille cinq cents parts de fondateur alors existantes ont été transformées en quatorze mille cinq cent vingt-cinq parts de capital à raison d'une part de capital pour dix actions de capital et d'une part de capital pour vingt parts de fondateur. Le capital

a été ensuite porté à quarante millions de francs par la création de vingt-six mille six cents parts de capital nouvelles, lesquelles ont été souscrites en espèces à mille francs l'une avec libération de vingt pour cent, par un groupe, à charge de rétrocession aux actionnaires anciens ».

Article dix. — Le texte des troisième et quatrième alinéas, soit le texte compris entre les mots « Il est tenu au siège administratif un registre... » et les mots : « le registre contient : », est remplacé par le texte suivant :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans les registres.

» Il est tenu un registre au siège social et un autre au siège administratif reproduisant tous deux les mêmes inscriptions.

» Les registres contiennent :

L'avant dernier alinéa de cet article est supprimé.

In fine du même article et en vue de se conformer aux dispositions de la loi coloniale, il est ajouté un alinéa conçu en ces termes :

« Les titres ou parts bénéficiaires quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois, être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois ».

Article vingt-deux. — Au premier alinéa, les mots « cent actions » et « cinquante actions » sont remplacés respectivement par les mots « dix parts » et « cinq parts ».

Article vingt-quatre. — Au premier alinéa sont supprimés les mots « et porteurs de parts de fondateur ».

Et au troisième alinéa, les mots « et de tous les propriétaires de parts de fondateur ».

Article vingt-quatre bis. — Le texte des trois premiers alinéas est supprimé et est remplacé par le texte suivant : « observation faite que, transitoirement, il y aura lieu de se conformer aux dispositions arrêtées en la première résolution :

» Chaque part de capital donne droit à une voix ».

Article trente et un. — Au premier alinéa sont supprimés les mots « et la moitié des parts de fondateur ».

Au deuxième alinéa les mots « ou de parts de fondateur ».

Et au troisième alinéa les mots « dans chacune des deux catégories de titres votant séparément ».

Article trente-trois. — Le texte des quatrième, cinquième et sixième alinéas (numéros 2°, 3° et 4°) est remplacé par le texte ci-après :

« 2° La somme nécessaire pour payer aux parts de capital un premier dividende de soixante francs, réduit *prorata temporis et libérationis* ».

» Le solde est réparti :

» A concurrence de dix pour cent, entre les administrateurs et commissaires qui se les partageront selon leurs conventions particulières.

» Et à concurrence de nonante pour cent entre toutes les parts de capital indistinctement, quel que soit le degré de leur libération ».

Article trente-quatre. — Le premier alinéa de cet article est maintenu tel quel.

Le surplus de l'article sera dorénavant conçu comme suit :

« Après apurement de toutes dettes et charges sociales, ainsi que des frais de liquidation, l'actif net sera réparti entre les parts de capital.

» Si les parts de capital ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à la répartition, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure ».

VOTE.

Mise aux voix, la résolution qui précède est adoptée à l'unanimité.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les opérations constatées au présent procès-verbal sont soumises à la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal conformément aux dispositions de la loi coloniale. Aucune cession de titres provenus de l'augmentation du capital ci-dessus constatée ne sera valable avant et que sous réserve de cette approbation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) Lambelin, R. Cousin, M. Dupont, A. Bidart, P. Muller-Vanisterbeek.

Enregistré à Bruxelles A. C. I, le six septembre 1948.

Volume 1092, folio 46, case 9, cinq rôles, huit renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Drappier.

ANNEXES.

I.

SOCIETE IMMOBILIERE, COMMERCIALE ET AGRICOLE
DU CONGO BELGE « SICA ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 2 septembre 1948.

LISTE DE PRESENCE.

	Actions capital	Parts Fond.	
Lambelin Louis, industriel, 48, rue de l'Ecuyer, Bruxelles	1.200	349	(signé) Lambelin
Cousin Robert, industriel, 97, avenue de l'Armée, Bruxelles	100	—	(signé) Cousin
Bidart Alexandre, ingénieur commercial, 581, avenue Louise, Bruxelles	2.740	160	(signé) A. Bidart .
Société Générale Foncière et Industrielle, société anonyme, 48, rue de l'Ecuyer, Bruxelles	63.942	10.910	(signé) Deux administrateurs Lambelin Cousin
Mobilière et Immobilière « Hosa », société anonyme, 48, r. de l'Ecuyer, Bruxelles	10.000	2.500	(signé) Deux administrateurs Dupont Cousin
Dupont Maurice, secrétaire de sociétés, 15, rue J. Vandersmissen, Etterbeek	50	50	(signé) Dupont
d'Humilly de Chevilly, Jacques-Alain, administrateur de société, 48, rue G. Stock, Bruxelles	200	—	Par procuration (signé) Dupont
Van der Poorten Louis, représentant de commerce, 50, rue du Tilleul, Bruxelles	200	—	Par procuration (signé) Dupont
Moës Edouard, industriel, 34, rue de Huy, Waremmes	400	—	Par procuration (signé) Dupont

	Actions capital	Parts Fond.	
Mme Vve Daniel Bourdon de Nanclas, sans profession, 27, rue des Atré- bates, Bruxelles	300	—	Par procuration (signé) Dupont
Ribon Pierre, directeur de banque, 30, rue Fossé aux Loups, Bruxelles .	560	—	Par procuration (signé) Dupont
Koning Max, assureur, 48, avenue des Arts, Bruxelles.	200	—	Par procuration (signé) A. Bidart
Totaux	79.892	13.969	

Liste de présence certifiée exacte.

Bruxelles, le 2 septembre 1948.

Les scrutateurs (signé) R. Cousin, A. Bidart.

Le président (signé) Lambelin.

Le secrétaire (signé) M. Dupont.

« Ne varietur » (signé) P. Muller-Vanisterbeek.

Enregistré à Bruxelles A. C. I, le 6 septembre 1948.

Volume 122, folio 52, case 1, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Drappier.

Pour expédition conforme.

(s.) P. MULLER-VANISTERBEEK.

Vu par nous, Achille Maréchal, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 11 septembre 1948.

(signé) A. Maréchal.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Maréchal, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 13 septembre 1948.

Pour le directeur (signé) H. Heymans.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 septembre 1948.

Le directeur (signé) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 30 septembre 1948.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
de 30 September 1948.

(s./g.) P. WIGNY.

**« SYMAF »
Syndicat Minier Africain**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169

Constituée par acte du 1^{er} février 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929 et aux annexes du « Moniteur Belge », sous le n° 3413, du 24 mars 1929; statuts modifiés suivant actes des 16 avril 1931, 25 novembre 1935, 30 septembre 1938, 28 octobre 1946, 17 mars 1948 et 25 octobre 1948; publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1931, 15 janvier 1936, 15 décembre 1938 et 15 décembre 1946; et aux annexes du « Moniteur Belge » des 21 juin 1931, 16 et 17 décembre 1935, 21 et 22 novembre 1938, 9 et 10 décembre 1946 et 3 juillet 1948.

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 1948.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 octobre 1948).

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital fr.	1,—	
Droits miniers	427.761,—	
Terrain	99.466,85	
Mobilier	599.690,47	
		1.126.919,32

II. — *Disponible et Réalisable :*

Caisses et Banques	14.302.894,36	
Portefeuille et Participations	114.369.685,—	
Débiteurs divers	26.164.966,70	
		154.837.546,06

III. — *Comptes transitoires :*

Frais payés d'avance et divers	2.134.683,—
--	-------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements statutaires (430 actions de 1.000 francs)	p. m.	
Cautionnements agents	10.532,13	
Titres reçus en dépôt pour compte de tiers.	p. m.	
		10.532,13
		Fr. 158.109.680,51

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

représenté par :

78.000 actions série A de fr. 1.000	fr. 78.000.000,—	
22.000 actions série B de fr. 1.000	22.000.000,—	
		100.000.000,—
Réserve statutaire	5.000.000,—	
Fonds de prévision	5.000.000,—	
Réserve spéciale	8.332.500,—	
Amortissements :		
sur terrain	74.600,13	
sur mobilier	599.690,47	
		674.290,60
		119.006.790,60

II. — *Dettes de la société envers les tiers :*

Créditeurs divers	9.234.039,08	
Versements restant à effectuer sur porte- feuille et participations	2.767.018,75	
Dividendes à payer	1.580.724,60	
		13.581.782,43

III. — *Comptes transitoires :*

Comptes de régularisation et divers	9.065.595,12
---	--------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants de cautionnements statutaires (430 actions de 1.000 francs)	p. m.	
Cautionnements agents	10.532,13	
Tiers déposants titres	p. m.	
		<u>10.532,13</u>

V. — *Résultats :*

Solde reporté exercice 1946-1947	969.428,23	
Solde bénéficiaire de l'exercice	15.475.552,—	
		<u>16.444.980,23</u>
		<u>Fr. 158.109.680,51</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS ARRETE AU 30 JUIN 1948.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	566.282,07
Taxe sur cotation titres		89.622,—
Amortissement sur mobilier		22.416,—
Prévision fiscale		2.200.000,—
Solde bénéficiaire :		
Solde reporté exercice 1946-1947	969.428,23	
Bénéfice de l'exercice	15.475.552,—	
		<u>16.444.980,23</u>
	Fr.	<u>19.323.300,30</u>

CREDIT.

Solde reporté exercice 1946-1947	fr.	969.428,23
Revenus sur portefeuille		7.797.441,73
Résultats sur cessions d'actifs		9.593.243,01
Intérêts et divers		963.187,33
	Fr.	<u>19.323.300,30</u>

**REPARTITION SOLDE BENEFICIAIRE DE L'EXERCICE ARRETE
AU 30 JUIN 1948.**

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 octobre 1948).

1) Réserve statutaire	fr. 773.777,60
2) Premier dividende aux actions	5.000.000,—
3) Tantièmes du Conseil général	917.740,94
4) Deuxième dividende aux actions	8.259.668,50
5) Report à nouveau (art. 56 bis)	1.493.793,19
	Fr. 16.444.980,23

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL N° 22 DE L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE DU 25 OCTOBRE 1948.**

Troisième Résolution : A l'unanimité, l'assemblée donne autorisation au Conseil d'administration de céder à un groupe financier, au prix de 1.000 francs l'une, 34.833 parts sociales nouvelles de la « Société Symétain », à charge pour ce groupe financier d'en rétrocéder au même prix de 1.000 francs, et pendant un délai à fixer, 33.333 aux actionnaires de la « Société Symaf » et 1.500 aux membres du personnel de la « Société Symétain » ; la rétrocession aux actionnaires de la « Société Symaf » se fera à titre irréductible à raison de une part sociale « Symétain » nouvelle pour 3 actions « Symaf » A ou B et à titre réductible, pour les titres non absorbés par l'exercice du droit de préférence, proportionnellement au nombre d'actions « Symaf » appuyant les demandes irréductibles des intéressés ; la rétrocession aux membres du personnel de la « Société Symétain » se fera suivant des modalités à arrêter par la direction de cette société ; tous les frais afférents aux rétrocessions visées seront à charge de la « Société Symaf ».

**LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN
FONCTIONS AU 25 OCTOBRE 1948.**

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. George Moulaert, vice-gouverneur général honoraire de la Colonie du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. Président.

M. Pierre Orts, administrateur de sociétés, avenue Louise, 214, Bruxelles. Vice-Président.

M. Henri Depage administrateur de sociétés, avenue du Parc de Woluwé, 44, Auderghem. Administrateur-Délégué.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles. Administrateur-Directeur.

M. Léon Massaux, administrateur-délégué de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », rue Edith Cavell, 83, Uccle.

M. le Baron de Steenhault de Waerbeck, banquier, rue Linde, 7 Vollezele.

M. Franz Timmermans ingénieur civil des mines, rue Franz Merjay, 182, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean Nagelmackers, banquier, boulevard d'Avroy, 206, Liège. Président.

M. Hubert Drienne, directeur de sociétés, chaussée de Wavre, 297 B, Etterbeek.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Waroqué, 19, Morlanwelz.

M. Achille Vleurinck, administrateur de sociétés, Château de Crabbenburgh à Destelbergen-lez-Gand.

LES ADMINISTRATEURS :

(s.) G. Moulaert - (s.) P. Orts - (s.) H. Depage - (s.) R. Anthoine - (s.) L. Massaux - (s.) Baron de Steenhault de Waerbeck - (s.) F. Timmermans.

LES COMMISSAIRES :

(s.) J. Nagelmackers - (s.) H. Drienne - (s.) D. Tilmant - (s.) A. Vleurinck.

Certifié conforme.

« SYMAF » SYNDICAT MINIER AFRICAIN

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

L'Administrateur-Délégué,

(s.) Henri DEPAGE.

Le Président,

(s.) George MOELAERT.

**Caisse d'Amortissement
de la Dette Publique du Congo Belge**

**Amortissement de la Dette Coloniale
4 % 1936**

Il est porté à la connaissance du public que conformément aux dispositions du contrat d'emprunt, il a été amorti, en 1948, par voie de rachat en Bourse :

20.494 obligations de fr. 500, soit	10.147.000,—
1 obligation de	250,—
20.495 obligat. pour	10.247.250,—

**Delgingskas der Openbare Schuld
van Belgisch-Congo**

**Aflossing der Koloniale Schuld
4 % van 1936**

Er wordt aan het publiek ter kennis gebracht dat, overeenkomstig de bepalingen van het leningskontrakt, in 1948, bij middel van terug koop ter Beurs, werd afgelost :

20.494 obligatiën van fr. 500,—	10.147.000,—
1 obligatie van	250,—
20.495 obligat. voor	10.247.250,—

**Amortissement de la Dette Coloniale
3 1/2 % 1937**

Il est porté à la connaissance du public que conformément aux dispositions du contrat d'emprunt, il a été amorti, en 1948, par voie de rachat en Bourse :

775 obligations de fr. 1.000,—	775.000,—
500 obligations de fr. 500,—	250.000,—
1275 obligations pour	1.025.000,—

**Aflossing der Koloniale Schuld
3 1/2 % 1937**

Er wordt aan het publiek ter kennis gebracht dat, overeenkomstig de bepalingen van het leningskontrakt, in 1948, bij middel van terug koop ter Beurs, werd afgelost :

775 obligatiën van fr. 1.000,—	775.000,—
500 obligatiën van fr. 500,—	250.000,—
1275 obligatiën voor	1.025.000,—

Amortissement de la Dette Coloniale
4 % 1937

—

Il a été porté à la connaissance du public que, conformément aux dispositions du contrat d'emprunt, il a été amorti, en 1948, par voie de rachat :

1 Bon de . . fr.	1.000.000,—
1 Bon de . . .	2.400,—
2 Bons pour . .	<u>1.002.400,—</u>

Aflossing der Koloniale Schuld
4 % van 1937

—

Er wordt aan het publiek ter kennis gebracht dat, overeenkomstig de bepalingen van het leningskontrakt, in 1948, bij middel van terugkoop, werd afgelost :

1 Bon van . . fr.	1.000.000,—
1 Bon van . . .	2.400,—
2 Bons voor . .	<u>1.002.400,—</u>

—

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 15^e TRANCHE 1948.

6 NOVEMBRE 1948.

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	41420 144260	20.000 fr. 500.000 fr.
1	232711 3961 6471 21871	500.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr.
2	13242 3792	20.000 fr. 5.000 fr.
3	19513 68423 4133 5453 5983	50.000 fr. 250.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
4	144074	1.000.000 fr.
5	26205 291115 5425 6045 9255 4355 32785 9495	100.000 fr. 2.500.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 10.000 fr. 10.000 fr. 100.000 fr. 5.000 fr.
6	06 7626 56546 49056	500 fr. 5.000 fr. 50.000 fr. 100.000 fr.
7	7 77617 68377 05677 187 4997	200 fr. 50.000 fr. 20.000 fr. 50.000 fr. 1.000 fr. 2.500 fr.
8	72778 1988	100.000 fr. 2.500 fr.
9	129 9039 85059 089 8289	1.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 1.000 fr. 2.500 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier de jour de paiement par les bureaux des postes : 6 février 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 6 mars 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 15^e SCHIJF 1948.

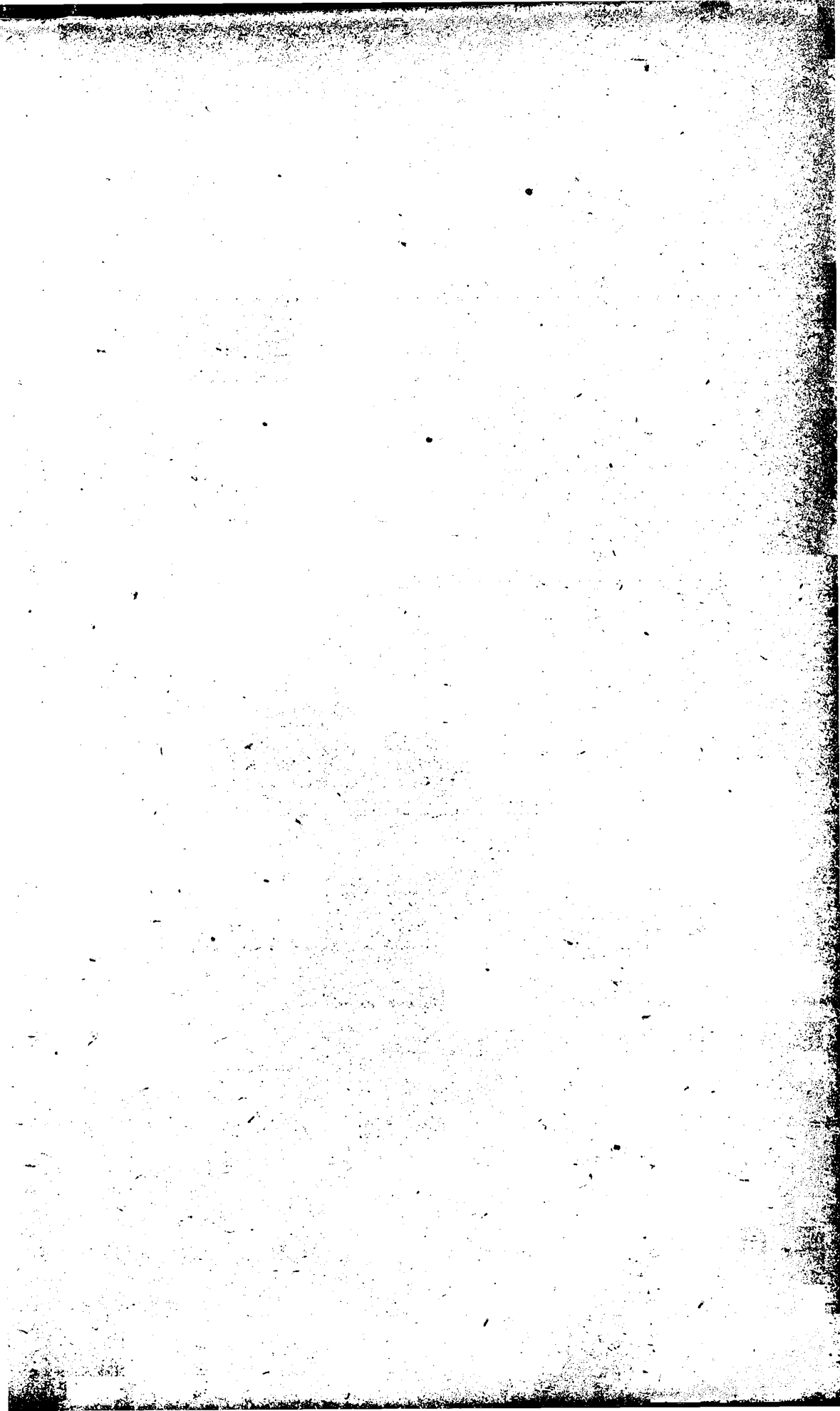
6 NOVEMBER 1948.

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	41420 144260	20.000 fr. 500.000 fr.
1	232711 3961 6471 21871	500.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr.
2	13242 3792	20.000 fr. 5.000 fr.
3	19513 68423 4133 5453 5983	50.000 fr. 250.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
4	144074	1.000.000 fr.
5	26205 291115 5425 6045 9255 4355 32785 9495	100.000 fr. 2.500.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 10.000 fr. 10.000 fr. 100.000 fr. 5.000 fr.
6	06 7626 56546 49056	500 fr. 5.000 fr. 50.000 fr. 100.000 fr.
7	7 77617 68377 05677 187 4997	200 fr. 50.000 fr. 20.000 fr. 50.000 fr. 1.000 fr. 2.500 fr.
8	72778 1988	100.000 fr. 2.500 fr.
9	129 9039 85059 089 8289	1.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 1.000 fr. 2.500 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 6 Februari 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 6 Maart 1949.



Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

—
1948
—

ANNEXES

A

	Pages
Avis	120, 281, 1641

B

Bericht	120, 281, 1641
Bijzonder Comité van Katanga. — Bericht	121, 1349
Brevets.	

C

Caisse d'Amortissement (voir Dette Coloniale).	
Comité National du Kivu.	
Extrait de procès-verbal	1514
Comité Spécial du Katanga.	
Avis	1349

D

Delgingskas (zie Koloniale Schuld).	
Dette Coloniale.	
Dette Coloniale 4 % 1936.	
Amortissement	1819
Dette Coloniale 3,5 % 1937.	
Amortissement	1819
Dette Coloniale 4 % 1937.	
Amortissement	1820

E

Pages

Emprunt.

Emprunt à 4 % amortissable de 1901.	
Amortissement de 1948	1439
Emprunt à 4 % amortissable de 1909.	
Amortissement de 1948	1439

Errata	384
------------------	-----

K

Koloniale Loterij.

Trekkingen : 27 December 1947	131
17 Januari 1948	278
10 Februari 1948	280
28 Februari 1948	446
20 Maart 1948	448
10 April 1948	524
4 Mei 1948	585
22 Mei 1948	587
15 Juni 1948	826
6 Juli 1948	1224
24 Juli 1948	1226
14 Augustus 1948	1351
4 September 1948	1438
25 September 1948	1636
15 Oktober 1948	1638
23 November 1948	1640
6 November 1948	1822

Koloniale Schuld.

Koloniale Schuld 4 % 1936.	
Aflossing	1819
Koloniale Schuld 3,5 % 1937.	
Aflossing	1819
Koloniale Schuld 4 % 1937.	
Aflossing	1820

L

Lening.

Uitdelgbare lening 4 % van 1901.	
Uitdelging van 1948	1439
Uitdelgbare lening 4 % van 1909.	
Uitdelging van 1948	1439

Loterie Coloniale.

Tirages : 27 décembre 1947	130
17 janvier 1948	277
10 février 1948	279
28 février 1948	445
20 mars 1948	447
10 avril 1948	523
4 mai 1948	584

	Pages
Extrait de procès-verbal	1648
Nominations	527
Pouvoirs	1643, 1645
Brasserie de Léopoldville.	
Assemblée Générale Extraordinaire	984
Bilan	570
Collège des Commissaires	574
Conseil d'Administration	573
Extrait de procès-verbal	573
Modifications aux statuts	970
Brasseries du Katanga.	
Bilan	954
Collège des Commissaires	957
Conseil d'Administration	957
Extrait de procès-verbal	957
« Cafégas » (voir Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières à Stanleyville).	
« C. C. A. » (voir Compagnie Congolaise d'Afrique).	
« Chanado » (voir Chantier Naval de N'Dolo).	
« Chanic » (voir Chantier Naval et Industriel du Congo).	
Chantier Naval de N'Dolo « Chanado ».	
Bilan	776
Commissaire	778
Conseil d'Administration	778
Extrait de procès-verbal	778
Chantier Naval et Industriel du Congo « Chanic ».	
Bilan	736
Collège des Commissaires	739
Conseil d'Administration	739
Extrait de procès-verbal	739
Charbonnages de la Luena.	
Bilan	597
Collège des Commissaires	599
Conseil d'Administration	599
Délégué du Comité Spécial du Katanga	600
Extrait de procès-verbal	599
« Ciboplanka » (voir Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasai).	
« C. I. M. » (voir Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière).	
Ciments du Katanga.	
Bilan	1318
Collège des Commissaires	1322
Conseil d'Administration	1321
Extrait de procès-verbal	1320
« Cimnoki » (voir Compagnie Immobilière du Nord du Kivu).	
Citas.	
Bilan	965
Collège des Commissaires	969
Comité de Direction	969
Conseil d'Administration	969

« Cobelfruit » (voir Compagnie Belge des Fruits Coloniaux).	
« Cobelkat » (voir Société de Colonisation Belge au Katanga).	
« Cobelmin » (voir Compagnie Belge d'Entreprises Minières).	
« Coboma » (voir Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché »).	
« Cogimo » (voir Société Congolaise de Gestion Immobilière).	
« Colocoton » (voir Cotonnière Coloniale).	
« Colomines » (voir Société Coloniale Minière).	
« Colotabac » (voir Société Coloniale des Tabacs).	
« Cominoc » (voir Compagnie du Congo Occidental).	
« Cominor » (voir Compagnie Minière du Nord de l'Ituri).	
Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi « Platarundi ».	
Bilan	604, 607, 610
Collège des Commissaires	613
Conseil d'Administration	613
Compagnie Africaine Cooreman.	
Modifications aux statuts	789
Compagnie Agricole d'Afrique.	
Bilan	82
Collège des Commissaires	84
Conseil d'Administration	84
Extrait de procès-verbal	84
Compagnie Belge d'Entreprises Minières « Cobelmin ».	
Bilan	589, 1649
Collège des Commissaires	593, 1652
Conseil d'Administration	592, 1651
Extrait de procès-verbal	591
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit ».	
Bilan	1304
Collège des Commissaires	1307
Conseil d'Administration	1306
Extraits de procès-verbaux	1306, 1652
Modifications aux statuts	1653, 1666
Pouvoirs	881
Compagnie Commerciale et Agricole d'Alimentation du Bas-Congo	
« A. B. C. ».	
Bilan de liquidation	638
Extrait de procès-verbal	639
Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière « C. I. M. ».	
Bilan	614
Collège des Commissaires	617
Conseil d'Administration	617
Situation du capital	616
Compagnie Congolaise d'Afrique « C. C. A. ».	
Statuts	653
Modifications aux statuts	668
Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage.	
Statuts	1669
Compagnie Cotonnière Congolaise.	
Bilan	1138

	Bladz.
Collège des Commissaires	1143
Conseil d'Administration	1142
Extrait de procès-verbal	1142
Modifications aux statuts	302
Compagnie de la Ruzizi.	
Bilan	2, 1197
Collège des Commissaires	5, 1201
Conseil d'Administration	5, 1201
Dividende	4
Extrait de procès-verbal	5
Pouvoirs	13
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.	
Bilan	770
Collège des Commissaires	773
Conseil d'Administration	772
Nomination d'un administrateur	769
Compagnie de l'Hevea.	
Bilan	714
Collège des Commissaires	716
Conseil d'Administration	715
Délégué du Ministère des Colonies	716
Nomination d'administrateur	71, 716
Pouvoirs	71
Compagnie de Libenge.	
Bilan	1615
Collège des Commissaires	1618
Conseil d'Administration	1617
Nominations	1618
Compagnie de Linea.	
Administrateurs et Commissaires	751
Bilan	748
Extrait de procès-verbal	750
Compagnie de l'Uele.	
Bilan	459
Conseil Général	460
Extrait de procès-verbal	461
Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières à Stanleyville « Cafégas ».	
Bilan	760
Commissaire	762
Conseil d'Administration	762
Extrait de procès-verbal	761
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.	
Extrait de procès-verbal	640
Compagnie des Grands Elevages Congolais.	
Bilan	724
Collège des Commissaires	727
Conseil d'Administration	726
Délégué du Comité Spécial du Katanga	727
Délégué du Ministère des Colonies	727
Extrait de procès-verbal	726

Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « Belgikaétain ».	
Bilan	1556, 1557
Commissaire	1559
Conseil d'Administration	1559
Extrait de procès-verbal	1558
« Compagnie des Produits du Congo » (voir Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo).	
Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo (anciennement Compagnie des Produits du Congo).	
Bilan	929
Collège des Commissaires	934
Conseil d'Administration	933
Extrait de procès-verbal	932
Compagnie des Propriétaires Réunis pour l'Assurance à Primes contre l'Incendie, les Explosions et le Chômage.	
Expiration de mandat	551
Procuration	551
Compagnie des Propriétaires Réunis. — Risques divers.	
Procuration	553
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.	
Bilan	847
Collège des Commissaires	849
Conseil d'Administration	848
Extrait de procès-verbal	849, 850
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga.	
Bilan	1145
Collège des Commissaires	1148
Conseil d'Administration	1148
Délégation de pouvoirs	842
Extrait de procès-verbal	1147
Modifications aux statuts	224, 449
Compagnie du Congo Belge.	
Bilan	1081
Collège des Commissaires	1083
Conseil d'Administration	1083
Extrait de procès-verbal	1083
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.	
Bilan	1684
Collège des Commissaires	1688
Conseil d'Administration	1687
Extrait de procès-verbal	1688
Compagnie du Kasai.	
Bilan	561
Collège des Commissaires	567
Conseil d'Administration	567
Extraits de procès-verbaux	566, 1560
Compagnie du Katanga.	
Bilan	1095
Collège des Commissaires	1098
Conseil d'Administration	1097
Extrait de procès-verbal	1098

	Pages
Compagnie du Kivu.	
Assemblée Générale Extraordinaire	1099
Nominations	1347
Compagnie du Lomami et du Lualaba.	
Bilan	857, 860
Collège des Commissaires	864
Commissaire du Gouvernement	864
Conseil d'Administration	864
Extrait de procès-verbal	863
Compagnie Financière Africaine.	
Nomination des Commissaires	1276
Pouvoirs	1280
Statuts	807
Compagnie Foncière du Katanga.	
Assemblée Générale Extraordinaire	1560
Bilan	853
Collège des Commissaires	856
Conseil d'Administration	855
Extraits de procès-verbaux	856
Transfert du siège administratif	1689
Compagnie Forestière de l'Equateur.	
Bilan	1184
Commissaire	1186
Conseil d'Administration	1186
Extrait de procès-verbal	1185
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cegeac ».	
Bilan	702
Collège des Commissaires	706
Conseil d'Administration	705
Extraits de procès-verbaux	368, 705
Modifications aux statuts	796
Compagnie Générale de l'Est Africain Belge « G. E. A. B. ».	
Clôture de la liquidation	287
Compagnie Générale des Produits Chimiques et Pharmaceutiques « Co-phaco ».	
Bilan	865, 868, 871, 874, 877
Collège des Commissaires	880
Conseil d'Administration	880
Etat du capital social	880
Extrait de procès-verbal	879
Compagnie Générale de Transports au Katanga « Transkat ».	
Bilan	1690
Commissaire	1693
Conseil d'Administration	1692
Extrait de procès-verbal	1692
Compagnie Immobilière du Congo.	
Bilan	698
Collège des Commissaires	700
Conseil d'Administration	700
Extrait de procès-verbal	701

	Pages
Compagnie Immobilière du Nord du Kivu « Cimnoki ».	
Bilan	14, 17, 19, 22, 24, 27, 29, 629
Collège des Commissaires	32, 633
Conseil d'Administration	32, 632
Extrait de procès-verbal	33
Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasai « Ciboplanka ».	
Bilan	544
Collège des Commissaires	546
Conseil d'Administration	546
Extrait de procès-verbal	546
Compagnie Jules Van Lancker (anciennement Plantations Jules Van Lancker).	
Bilan	905
Collège des Commissaires	908
Conseil d'Administration	908
Extrait de procès-verbal	908
Compagnie Maritime Congolaise.	
Bilan	762
Collège des Commissaires	765
Conseil d'Administration	764
Extrait de procès-verbal	764
Compagnie Minière Arema « Arema ».	
Bilan	1586, 1588
Collège des Commissaires	1590
Conseil d'Administration	1589
Extrait de procès-verbal	1591
Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « Mirudi ».	
Bilan	1593
Collège des Commissaires	1595
Conseil d'Administration	1595
Extrait de procès-verbal	1596
Compagnie Minière de l'Urega « Minerga ».	
Bilan	556, 1457
Collège des Commissaires	558, 1459
Conseil d'Administration	557, 1459
Extraits de procès-verbaux	558, 1459
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains.	
Bilan	135, 1441
Collège des Commissaires	137, 1444
Conseil d'Administration	137, 1443
Extrait de procès-verbal	1444
Compagnie Minière du Congo Belge « Mincobel ».	
Bilan	694
Conseil Général	696
Compagnie Minière du Congo Occidental « Cominoc ».	
Bilan	1214, 1216, 1217, 1219
Collège des Commissaires	1222
Conseil d'Administration	1221
Extrait de procès-verbal	1221

	Pages
Compagnie Minière du Nord de l'Ituri « Cominor ».	
Bilan	1482
Collège des Commissaires	1484
Conseil d'Administration	1484
Extrait de procès-verbal	1488
Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».	
Bilan	1602
Collège des Commissaires	1605
Conseil d'Administration	1605
Extrait de procès-verbal	1604
Modifications aux statuts	1693
Compagnie Pastorale du Lomami.	
Bilan	716
Collège des Commissaires	720
Conseil d'Administration	719
Extraits de procès-verbaux	143, 719
Compagnie Sucrière Congolaise.	
Bilan	1700
Collège des Commissaires	1705
Conseil d'Administration	1704
Délégué du Gouverneur de la Colonie	1705
Extrait de procès-verbal	1705
Comptoirs Africains Antverpia « Cafria ».	
Bilan	79
Collège des Commissaires	81
Conseil d'Administration	81
Extrait de procès-verbal	81
Congo-Kivu.	
Bilan	1706
Collège des Commissaires	1708
Conseil d'Administration	461, 1707
Congomane.	
Bilan	851
Administrateurs et Commissaires	852
« C. O. P. A. K. » (voir Société Coopérative des Producteurs de Café Arabica au Kivu.	
« Cophaco » (voir Compagnie Générale des Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo).	
Cotonnière Coloniale « Colocoton ».	
Bilan	462, 1510
Collège des Commissaires	465, 1513
Conseil d'Administration	465, 1512
Transfert du siège administratif	1307
Cultures Equatoriales.	
Bilan	711
Collège des Commissaires	713
Conseil d'Administration	713
Nomination	72, 713
Pouvoirs	73
Cultures et Entreprises au Kivu.	
Bilan	1485

	Pages
Commissaire	1487
Conseil d'Administration	1487
« E. G. K. » (voir Entreprises Générales au Kivu).	
Elisabetha.	
Bilan	244, 245, 246, 247, 248, 249, 373, 374
Commissaire	250
Conseil d'Administration	250
Extraits de procès-verbaux	250, 374, 375
« Elkasai » (voir Société d'Elevage au Kasai).	
Entreprises Générales au Kivu.	
Bilan	1092
Collège des Commissaires	1095
Conseil d'Administration	1094
Extrait de procès-verbal	1094
Estaf-Van Santen & Vanden Broeck.	
Extrait de procès-verbal	385
« Eterco » (voir Eternit du Congo).	
Eternit du Congo « Eterco ».	
Bilan	1332
Collège des Commissaires	1334
Conseil d'Administration	1333
Extrait de procès-verbal	1333
Situation du capital	1333
Transfert du siège administratif	1608
Exploitation Forestière au Kasai.	
Bilan	1115
Collège des Commissaires	1117
Conseil d'Administration	1117
Extrait de procès-verbal	1118
Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro.	
Bilan	882
Collège des Commissaires	886
Conseil d'Administration	885
Extrait de procès-verbal	885
Filatures et Tissages Africains « Filtisaf ».	
Assemblée Générale Extraordinaire	107
Bilan	1055
Collège des Commissaires	1057
Conseil d'Administration	1057
Extrait de procès-verbal	1056
Filatures et Tissages de Fibres au Congo « Tissaco ».	
Statuts	313
« Foncobel » (voir Société Foncière Coloniale Belge).	
Fondation Symétain pour l'amélioration du Bien-Etre des Indigènes.	
Budget 1948	559
Extrait de procès-verbal	381
Fonds Social du Kivu.	
Bilan	1487
« Foragrigo » (voir Société Forestière et Agricole Coloniale).	
« Forama » (voir Société Forestière et Agricole du Maniema).	

« Forkuru » (voir Société Forestière du Sankuru).	
« Forminière » (voir Société Internationale Forestière et Minière du Congo).	
Foulon et Perrière.	
Dissolution	898
France-Congo.	
Bilan	236, 237, 238, 240, 241, 242, 376, 379
Extrait de procès-verbal	243, 377, 380
Huilleries et Plantations du Kwango.	
Bilan	1078
Collège des Commissaires	1080
Conseil d'Administration	1080
Extrait de procès-verbal	1079
Huilleries et Raffineries Africaines.	
Bilan	528
Conseil d'Administration	529
Extrait de procès-verbal	529
« Iniafor » (voir Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo).	
« Imbelco » (voir Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises).	
« Immoaf » (voir Société Immobilière et Hypothécaire Africaine).	
Immobilière Belgo-Coloniale.	
Bilan	782
Collège des Commissaires	784
Conseil d'Administration	784
Démission	623
Extrait de procès-verbal	783
Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises « Imbelco ».	
Acte authentique	297
Extrait de procès-verbal	294
Inco-Sarma.	
Constitution	1708
Extrait de procès-verbal	1724
John Mahieu Aviation.	
Constitution	1534
Modifications aux statuts	1542
« Kinétain » (voir Les Mines d'Etain de Kindu).	
« Kinor » (voir Les Mines d'Or de Kindu).	
La Niengele.	
Bilan	1327
Collège des Commissaires	1330
Conseil d'Administration	1330
Extrait de procès-verbal	1329
Les Assurances Belges.	
Procuration	554
Les Mines d'Etain de Kindu « Kinétain ».	
Bilan	1202, 1204, 1206, 1208
Collège des Commissaires	1213
Conseil d'Administration	1212
Extrait de procès-verbal	1210

	Pages
Les Mines d'Or de Kindo « Kinor ».	
Bilan	59, 61, 63, 65
Collège des Commissaires	67, 1054
Conseil d'Administration	67, 1053
Extraits de procès-verbaux	66, 1053
Lukolela Plantations.	
Bilan	1725
Collège des Commissaires	1728
Conseil d'Administration	1728
Extrait de procès-verbal	1727
Messageries Automobiles au Sankuru.	
Statuts	1523
« Metalkat » (voir Société Métallurgique du Katanga).	
« Miluba » (voir Société Minière du Lualaba).	
« Minafor » (voir Compagnie Minière en Afrique Orientale).	
« Mincobel » (voir Compagnie Minière du Congo Belge).	
« Minerga » (voir Compagnie Minière de l'Urega).	
Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».	
Assemblée Générale Extraordinaire	403
Bilan	283, 1552
Collège des Commissaires	286, 1555
Conseil d'Administration	285, 1554
Extrait de procès-verbal	285, 1554
« Minétain » (voir Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi).	
Minoteries du Katanga.	
Bilan'	936
Collège des Commissaires	935
Conseil d'Administration	935
Extrait de procès-verbal	934
Modifications aux statuts	1265
Transfert du siège administratif	1456
« Minsudkat » (voir Société de Recherche Minière du Sud-Katanga).	
« Mirudi » (voir Compagnie Minière du Ruanda-Urundi).	
« Multimayumbe » (voir Multiplex du Mayumbe).	
Multiplex du Mayumbe « Multimayumbe ».	
Bilan	530
Collège des Commissaires	532
Conseil d'Administration	531
Extrait de procès-verbal	531
Modifications aux statuts	1729
Nomination	58
Situation du capital	532
Mutuelle Belgo-Coloniale.	
Assemblée Générale Extraordinaire	149, 152
Bilan	421, 594
Collège des Commissaires	423, 596
Conseil d'Administration	423, 596
Démission	624
Office Central du Travail du Katanga.	
Bilan	745, 1465

	Pages
Collège des Commissaires	748, 1467
Conseil d'Administration	747, 1467
Extrait de procès-verbal	747, 1467
« Palmegger » (voir Société des Etablissements Egger Frères).	
Pêcheries de l'Ituri.	
Administrateurs et Commissaires	759
Bilan	757
Extrait de procès-verbal	1734
Plantations d'Arabica, au Kivu.	
Assemblée Générale Extraordinaire	387
Bilan	389, 392
Plantations de Gombo.	
Bilan	540
Extraits de procès-verbaux	542, 543
Modifications aux statuts	362
Procès-verbal de carence	358
Transfert du siège administratif	543
Plantations de Leuze.	
Bilan	342
Commissaires	344
Conseil d'Administration	344
Extrait de procès-verbal	343
Plantations de Mukinga.	
Extrait de procès-verbal	559
Plantations de Sinda.	
Administrateurs et Commissaires	914
Bilan	914
Plantations de Thé au Kivu « Théki ».	
Bilan	618
Collège des Commissaires	620
Conseil d'Administration	620
Extrait de procès-verbal	619
Plantations du Tanganyika « Platanga ».	
Bilan	740
Clôture de la liquidation	1514
« Plantations Jules Van Lancker » (voir Compagnie Jules Van Lancker).	
Plantations Moyaert au Lomami.	
Assemblée Générale Extraordinaire	1415
Extrait de procès-verbal	282
Plantations Tabacongo.	
Bilan	751
Commissaire	753
Conseil d'Administration	753
Extrait de procès-verbal	753
« Platanga » (voir Plantations du Tanganyika).	
« Platarundi » (voir Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi).	
« Remina » (voir Société Belge de Recherches Minières en Afrique).	
« S. A. A. B. » (voir Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo).	
« S. A. A. K. » (voir Société Auxiliaire Agricole du Kivu).	

- « Sabena » (voir Société Anonyme Belge pour l'Exploitation de la Navigation Aérienne).
- « S. A. P. C. H. I. M. » (voir Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels).
- « S. C. A. F. I. T. » (voir Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Thsuapa).
- « Sermikat » (voir Société d'Exploitations et de Recherches Minières au Katanga).
- « Shun » (voir Société du Haut-Uele et du Nil).
- « S. I. C. A. » (voir Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge).
- « S. I. E. F. A. C. » (voir Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo).
- « Simak » (voir Société Immobilière au Kivu).
- « Simkat » (voir Société Belge Industrielle et Minière du Katanga).
- « Socca » (voir Société Commerciale du Centre Africain).

Société Africaine de Construction.

Bilan	645
Collège des Commissaires	647
Conseil d'Administration	647
Extrait de procès-verbal	647

Société Africaine de Cuirs et Dérivés « Africuir ».

Bilan	466
Collège des Commissaires	467
Conseil d'Administration	467
Extrait de procès-verbal	467

Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels «S.A.P.C.H.I.M.».

Statuts	1286
-------------------	------

Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo «S.A.A.B.».

Bilan	1460
Collège des Commissaires	1464
Conseil d'Administration	1464
Extrait de procès-verbal	1463

Société Anonyme Belge pour l'Exploitation de la Navigation Aérienne « Sabena ».

Bilan	1580
Collège des Commissaires	1585
Conseil d'Administration	1584
Extrait de procès-verbal	1584
Pouvoirs	291

Société Anonyme des Pétroles au Congo.

Bilan	829
Collège des Commissaires	833
Conseil d'Administration	832
Délégué de la Colonie	833
Extrait de procès-verbal	832

Société Auxiliaire Agricole du Kivu.

Assemblée Générale Extraordinaire	470
Bilan	958
Collège des Commissaires	963

	Pages
Conseil d'Administration	963
Extrait de délibération	962
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina ».	
Bilan	742
Commissaire	744
Conseil d'Administration	744
Extrait de procès-verbal	744
Modifications aux statuts	834
Société Belge de Textiles au Congo.	
Bilan	1736
Conseil d'Administration	1735
Extrait de procès-verbal	1735
Société Belge Industrielle et Minière du Katanga.	
Bilan	1308
Collège des Commissaires	1312
Conseil d'Administration	1312
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1312
Extrait de procès-verbal	1311
Société Coloniale Auxiliaire d'Entreprises d'Electrification et de Travaux en Béton « Auxeltra-Béton ».	
Bilan	621
Collège des Commissaires	622
Conseil d'Administration	622
Extrait de procès-verbal	623
Société Coloniale de la Tôle « Socotole ».	
Bilan	728
Collège des Commissaires	731
Conseil d'Administration	730
Délégué de la Colonie	731
Extrait de procès-verbal	730
Société Coloniale d'Electricité.	
Bilan	633
Collège des Commissaires	637
Conseil d'Administration	637
Délégation de la signature sociale	367
Extrait de procès-verbal	636
Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « Socophar ».	
Bilan	1335
Collège des Commissaires	1338
Conseil d'Administration	1337
Délégué du Ministère des Colonies	1338
Extrait de procès-verbal	1337
Société Coloniale des Tabacs « Colotabac ».	
Bilan	785
Collège des Commissaires	786
Conseil d'Administration	786
Extrait de délibération	786
Société Coloniale de Textiles « Socotex ».	
Bilan	69
Collège des Commissaires	70
Conseil d'Administration	70

	Pages
Extrait de procès-verbal	70
Modifications aux statuts	490
Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage.	
Bilan	1111
Collège des Commissaires	1114
Conseil d'Administration	1114
Extraits de procès-verbaux	787, 1113
Société Coloniale Minière « Colomines ».	
Bilan 424, 426, 429, 431, 434, 436, 438, 441	
Commissaire	1331
Conseil d'Administration	1331
Conseil Général	443
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1332
Délégué du Gouvernement de la Colonie	1331
Extraits de procès-verbaux	6, 444
Nomination	1331
Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa « S. C. A. F. I. T. ».	
Statuts	329
Société Commerciale du Centre Africain « Socca ».	
Bilan	779
Collège des Commissaires	781
Conseil d'Administration	781
Extrait de procès-verbal	781
Société Commerciale, Industrielle et Agricole de Luputa « Socomia ».	
Statuts	1445
Société Congolaise Bunge.	
Bilan	1575
Commissaire	1579
Conseil d'Administration	1578
Extrait de procès-verbal	1578
Société Congolaise de Banque.	
Statuts	212
Société Congolaise de Gestion Immobilière « Cogimo ».	
Délégation de pouvoirs	1368
Nomination	1368
Statuts	1353
Société Congolaise des Cycles Royal Nord.	
Statuts	1737
Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » (Coboma).	
Assemblée Générale Extraordinaire	1229
Bilan	414
Collège des Commissaires	417
Conseil d'Administration	416
Extrait de procès-verbal	416
Société Congolaise des Pétroles Shell.	
Bilan	536
Collège des Commissaires	538
Conseil d'Administration	538
Extrait de procès-verbal	538

	Pages
Société Coopérative des Producteurs de Café Arabica au Kivu « C. O. P. A. K. ».	
Clôture de la liquidation	653
Société Cotonnière du Bomokandi.	
Bilan	1084
Collège des Commissaires	1087
Conseil d'Administration	1087
Extraits de procès-verbaux	368, 1087
Société Cotonnière du Nepoko.	
Bilan	1167
Collège des Commissaires	1170
Conseil d'Administration	1170
Extraits de procès-verbaux	138, 1169
Société Cotonnière du Tanganyika.	
Bilan	139, 1107
Collège des Commissaires	142, 1110
Conseil d'Administration	142, 1110
Extraits de procès-verbaux	141, 787, 1110
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.	
Bilan	1186
Collège des Commissaires	1191
Conseil d'Administration	1190
Extrait de procès-verbal	1190
Société de Colonisation Belge au Katanga « Cobelkat ».	
Statuts	185
Société de Constructions Métalliques « Socomet ».	
Statuts	1149
Société d'Elevage au Kasai « Elkasai ».	
Administrateurs et Commissaires	1608
Bilan	1607
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge.	
Bilan	1192
Collège des Commissaires	1196
Conseil d'Administration	1196
Délégué du Ministère des Colonies	1196
Extrait de procès-verbal	1195
Société de Linea-Idjwi.	
Assemblée Générale Extraordinaire	266
Bilan	95
Collège des Commissaires	87
Conseil d'Administration	87
Extrait de procès-verbal	87
Modifications aux statuts	394
Société de Linea-Kihumba.	
Bilan	568
Collège des Commissaires	570
Conseil d'Administration	570
Extrait de procès-verbal	569
Société de Linea-Malambo.	
Bilan	533
Collège des Commissaires	534

	Pages
Conseil d'Administration	534
Extrait de procès-verbal	535
Modifications aux statuts	1046
Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka ».	
Bilan	1323
Collège des Commissaires	1326
Conseil d'Administration	1326
Extrait de procès-verbal	1325
Société de Recherche Minière du Sud-Katanga « Minsudkat ».	
Bilan	1066
Collège des Commissaires	1069
Conseil d'Administration	1069
Nominations	1071
Situation du capital	1069
Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga «Sorekat».	
Bilan	1171
Collège des Commissaires	1178
Conseil d'Administration	1178
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1174
Modifications aux statuts	1751
Société des Bois et Produits du Mayumbe « Boproma ».	
Bilan	468
Conseil Général	469
Extrait de procès-verbal	470
Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo.	
Bilan	1072
Collège des Commissaires	1077
Conseil d'Administration	1077
Délégation de pouvoirs	842
Extraits de procès-verbaux	1076, 1144
Nomination	560
Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo « Vicicongo ».	
Avis	291
Bilan	1628
Collège des Commissaires	1634
Commissaire Spécial du Gouvernement de la Colonie	1634
Conseil d'Administration	1633
Délégué du Gouverneur de la Colonie	1634
Extrait de procès-verbal	1623
Société des Etablissements Egger Frères « Palmegger ».	
Bilan	1182
Commissaire	1184
Conseil d'Administration	1183
Extrait de procès-verbal	1183
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.	
Bilan	600
Collège des Commissaires	603
Conseil d'Administration	602
Extrait de procès-verbal	603
Modifications aux statuts	484
Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « Minétain ».	
Bilan	1597

	Pages
Collège des Commissaires	1601
Conseil d'Administration	1601
Extrait de procès-verbal	1599
« Société des Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises » (voir Imprimeries...).	
Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.	
Bilan	33, 38, 939
Collège des Commissaires	43, 944
Conseil d'Administration	43, 943
Délégués du Gouvernement de la Colonie	43, 944
Extraits de procès-verbaux	44, 944
Nomination	568
Société des Plantations de Gwese.	
Bilan de liquidation	697
Collège des liquidateurs	698
Société de Transport et de Commerce au Congo Belge.	
Statuts	1493
Société d'Expansion Commerciale en Afrique « Sodexcom ».	
Bilan	707
Collège des Commissaires	709
Conseil d'Administration	709
Extrait de procès-verbal	709
Situation du capital	710
Société d'Exploitation et de Recherche Minière au Katanga « Sermikat ».	
Bilan	1313
Collège des Commissaires	1317
Conseil d'Administration	1316
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1317
Extrait de procès-verbal	1316
Société du Haut-Uele et du Nil « Shun ».	
Bilan	1058
Collège des Commissaires	1063
Conseil d'Administration	1062
Extrait de procès-verbal	68, 1062
Société Foncière Coloniale Belge « Foncobel ».	
Dissolution	345
Société Forestière du Sankuru « Forkuru ».	
Statuts	255
Société Forestière et Agricole Coloniale « Foragrico ».	
Bilan	1566
Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama ».	
Assemblée Générale Extraordinaire	1789
Bilan	1135
Collège des Commissaires	1137
Conseil d'Administration	1137
Modifications aux statuts	1785
Société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor ».	
Bilan	1799
Collège des Commissaires	1803
Conseil d'Administration	1802

	Pages
Extrait de procès-verbal	1802
Nomination	740
Société Forestière et Commerciale du Congo Belge.	
Bilan	353, 1281
Collège des Commissaires	357, 1285
Conseil d'Administration	356, 1284
Extraits de procès-verbaux	356, 1284, 1285
Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec ».	
Bilan	843
Collège des Commissaires	846
Conseil d'Administration	845
Etat du capital social	846
Extrait de procès-verbal	846
Modifications aux statuts	1272
Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga «Sogefor».	
Bilan	53, 924
Collège des Commissaires	57, 928
Conseil d'Administration	56, 927
Extraits de procès-verbaux	57, 928
Modifications aux statuts	1253
Nominations	352
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga «Sogechim».	
Bilan	918
Collège des Commissaires	921
Conseil d'Administration	920
Délégation de pouvoirs	419
Extraits de procès-verbaux	921, 1468
Liste des actionnaires	922
Modifications aux statuts	175, 1258
Nominations	917
Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « Imafor ».	
Bilan	369, 497, 1489
Collège des Commissaires	372, 500, 1492
Conseil d'Administration	371, 499, 1492
Extraits de procès-verbaux	372, 500, 1492
Modifications aux statuts	1383
Société Immobilière au Kivu « Simak ».	
Bilan	1089
Collège des Commissaires	1092
Conseil d'Administration	1091
Délégué du Comité National du Kivu	1092
Extrait de procès-verbal	1091
Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge «S.I.C.A.».	
Administrateurs et commissaires	1065
Bilan	1064
Extrait de procès-verbal	1065
Modifications aux statuts	1804
Société Immobilière et Hypothécaire Africaine « Immoaf ».	
Bilan	8, 641
Collège des Commissaires	12, 644
Conseil d'Administration	12, 644
Extraits de procès-verbaux	11, 593, 644

	Pages
Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo «S.I.E.F.A.C.».	
Bilan	909
Collège des Commissaires	913
Conseil d'Administration	913
Extrait de procès-verbal	912
Société Internationale, Forestière et Minière du Congo «Forminière».	
Bilan	894
Collège des Commissaires	898
Conseil d'Administration	897, 1592
Extraits de procès-verbaux	897, 1592
Société Métallurgique du Katanga « Metakal ».	
Statuts	1419
Société Minière Cololacs.	
Bilan	74, 76, 691
Collège des Commissaires	78, 693
Conseil d'Administration	78, 693
Délégués	78
Extraits de procès-verbaux	78, 693
Société Minière de Bafwaboli « Somiba ».	
Bilan	625
Collège des Commissaires	629
Conseil d'Administration	628
Extraits de procès-verbaux	7, 628
Délégué de la Compagnie des Grands Lacs	629
Délégué du Ministère des Colonies	629
Société Minière de Kasongo « Sokamin ».	
Bilan	547
Société Minière de Kihembwe « Sokimin ».	
Bilan	549
Société Minière de Kindu « Somikin ».	
Bilan	1469, 1470, 1472, 1473, 1475
Collège des Commissaires	1477
Conseil d'Administration	1476
Extraits de procès-verbaux	775, 1476
Société Minière de la Bili.	
Bilan	88, 765, 886, 888, 890
Collège des Commissaires	91, 768, 893
Conseil d'Administration	91, 768, 893
Délégué du Ministère des Colonies	91, 768
Extraits de procès-verbaux	90, 767, 893
Société Minière de la Luama « Syluma ».	
Bilan	1125
Collège des Commissaires	1129
Conseil d'Administration	1129
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1129
Extrait de procès-verbal	1129
Modifications aux statuts	1515
Situation du capital social	1128
Société Minière de la Lueta.	
Bilan	1619
Collège des Commissaires	1623

	Pages
Conseil d'Administration	1622
Extrait de procès-verbal	1621
Société Minière de l'Aruwimi-Ituri.	
Bilan	945, 947
Commissaire	949
Conseil d'Administration	949
Extrait de procès-verbal	948
Société Minière de la Tele.	
Bilan	886, 888, 890
Collège des Commissaires	893
Conseil d'Administration	893
Extrait de procès-verbal	893
Modifications aux statuts	1397
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Komuki ».	
Assemblée Générale Extraordinaire	115
Bilan	671
Collège des Commissaires	674
Conseil d'Administration	674
Extrait de procès-verbal	674
Société Minière de Nyangwe.	
Assemblée Générale Extraordinaire	996
Bilan	1569, 1571
Collège des Commissaires	1573
Conseil d'Administration	1573
Extrait de procès-verbal	1572
Société Minière de Surongo.	
Bilan	1178
Collège des Commissaires	1181
Conseil d'Administration	1181
Délégué de la Colonie	1181
Nominations	1180
Société Minière du Bécéka.	
Assemblée Générale Extraordinaire	163
Bilan	1163
Collège des Commissaires	1165
Conseil d'Administration	1165
Extrait de procès-verbal	1166
Société Minière du Congo Septentrional « Sominor ».	
Bilan	92
Collège des Commissaires	96
Conseil d'Administration	96
Délégué du Ministère des Colonies	96
Extrait de procès-verbal	95
Société Minière du Kasai.	
Bilan	950
Collège des Commissaires	953
Conseil d'Administration	953
Extrait de procès-verbal	952
Société Minière du Lualaba « Miluba ».	
Bilan	145, 1478
Collège des Commissaires	148, 1481

	Pages
Conseil d'Administration	147, 1480
Extraits de procès-verbaux	148, 1481
Société Minière du Luebo.	
Bilan	1424
Collège des Commissaires	1427
Conseil d'Administration	1426
Extrait de procès-verbal	1426
Société Minière du Maniema.	
Bilan	1547, 1548
Collège des Commissaires	1551
Conseil d'Administration	1550
Extrait de procès-verbal	1550
Société Minière Victoria.	
Assemblée Générale Extraordinaire	97
Bilan	720
Collège des Commissaires	723
Conseil d'Administration	723
Extrait de procès-verbal	722
Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca ».	
Assemblée Générale Extraordinaire	1414
Collège des Commissaires	1415
Conseil d'Administration	1414
Société Textile Africaine « Texaf ».	
Bilan	1609
Collège des Commissaires	1612
Conseil d'Administration	1612
Transfert du siège administratif	1613
« Socomet » (voir Société de Constructions Métalliques).	
« Socomia » (voir Société Commerciale, Industrielle et Agricole de Lu- puta).	
« Socophar » (voir Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie).	
« Socotex » (voir Société Coloniale de Textiles).	
« Socotole » (voir Société Coloniale de la Tôle).	
« Sodexcom » (voir Société d'Expansion Commerciale en Afrique).	
« Sogechim » (voir Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga)	
« Sogefor » (voir Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga).'	
« Sogelec » (voir Société Générale d'Electricité).	
« Sokamin » (voir Société Minière de Kasongo).	
« Sokimin » (voir Société Minière de Kihembwe).	
« Someca » (voir Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afri- que).	
« Somiba » (voir Société Minière de Bafwaboli).	
« Somikin » (voir Société Minière de Kindu).	
« Sominor » (voir Société Minière du Congo Septentrional).	
« Somuki » (voir Société Minière de Muhinga et de Kigali).	
« Sorekat » (voir Société de Recherches et d'Exploitation Aurifères au Katanga).	

« Sydelco » (voir Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo).

« Sydelral » (voir Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville).

« Sydelstan » (voir Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville).

« Syluma » (voir Société Minière de la Luama).

« Symaf » (voir Syndicat Minier Africain).

Symétain.

Bilan	156, 1130
Collège des Commissaires	161, 1134
Conseil d'Administration	160, 1133
Délégation de pouvoirs	162
Délégué de la Colonie	161, 1134
Délégué de la Compagnie des Grands Lacs	161, 1134
Extraits de procès-verbaux	160, 1133
Modifications aux statuts	1371, 1376
Situation du capital	161, 1134

Symor.

Bilan	648
Collège des Commissaires	651
Conseil d'Administration	651
Délégué du Comité National du Kivu	651
Délégué du Ministère des Colonies	651
Extrait de procès-verbal	650
Modifications aux statuts	1387
Situation du capital	652

Syndicat Minier Africain « Symaf ».

Annulation de pouvoirs	292, 1586
Bilan	1814
Collège des Commissaires	1818
Conseil d'Administration	1817
Extrait de procès-verbal	1817
Modifications aux statuts	676

Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo « Sydelco ».

Conseil d'Administration	382, 412
Délégué de la Colonie	382, 412
Extrait de procès-verbal	382

Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville « Sydelral ».

Délégué de la Colonie	293
Extrait de procès-verbal	292

Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville « Sydelstan ».

Conseil d'Administration	383, 413
Délégué de la Colonie	383, 413
Extrait de procès-verbal	383

Tabaongo.

Assemblée Générale Extraordinaire	1392
Bilan	754
Commissaire	756
Conseil d'Administration	756
Extraits de procès-verbaux	539, 756

« Texaf » (voir Société Textiles Africaine).	
« Théki » (voir Plantations de Thé au Kivu).	
« Tissaco » (voir Filatures et Tissages de Fibres au Congo).	
« Trabeka » (voir Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga).	
« Transkat » (voir Compagnie Générale de Transports au Katanga).	
« Unatra » (voir Union Nationale des Transports Fluviaux).	
Union Foncière Congolaise.	
Administrateurs et Commissaires	1279
Bilan	1277
Union Minière du Haut-Katanga.	
Bilan	899
Collège des Commissaires	903
Conseil d'Administration	902
Délégation de la signature sociale	1175
Nomination	904
Modifications aux statuts	44, 1339
Usines Textiles de Léopoldville.	
Bilan	732
Commissaire	735
Conseil d'Administration	735
Extrait de procès-verbal	735
Modifications aux statuts	207
Union Nationale des Transports Fluviaux « Unatra ».	
Bilan	1119
Collège des Commissaires	1125
Conseil d'Administration	1124
Extrait de procès-verbal	1123
Universal Trading.	
Assemblée Générale Extraordinaire	1408
Modifications aux statuts	1403
« Utexleo » (voir Usines Textiles de Léopoldville).	
« Vicicongo » (voir Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo).	
Wilford-Congo.	
Statuts	1005